



**Thèse Présentée
par IBRAHIMA
NIANG**

**UCAD - FLSH
Domaine : Sciences
Humaines**

**LES RELATIONS ENTRE LE SÉNÉGAL
ET LA CHINE : CONTEXTE, ENJEUX ET
PROSPECTIVE**

19 décembre 2016

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

ÉTUDE SUR L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ (ET.HO.S)

Laboratoire de Prospective et de Sciences des Mutations

Année : 2016 / N° d'ordre :

Domaine : Sciences Humaines

MENTION : SOCIOLOGIE

**Spécialité : SOCIOLOGIE DES RELATIONS INTERNATIONALES/ ECONOMIQUE/
GÉOPOLITIQUE**

THÈSE DE DOCTORAT UNIQUE

Présentée par IBRAHIMA NIANG

**LES RELATIONS ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA CHINE :
CONTEXTE, ENJEUX ET PROSPECTIVE**

Soutenue le 19 décembre 2016 devant le jury composé de :

Président : Moustapha Tamba, Professeur titulaire, FLSH/UCAD

Examineur : Mamadou Fall, Maître de conférences, FLSH/UCAD

**Rapporteurs : Sylvain Landry Faye, Maître de Conférences, FLSH/UCAD
Roch Yao Gnabeli, Professeur titulaire, Université Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire)**

**Directeur de thèse M. Malick Ndiaye, Docteur d'État de Sociologie, Maître de
Conférences, FLSH/UCAD**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Remerciements

Je tiens tout d'abord à exprimer mes plus vifs remerciements à mon directeur de thèse, Monsieur Malick Ndiaye, pour avoir accepté de poursuivre la direction scientifique qui me lie avec lui depuis une dizaine d'années, d'abord comme enseignant et ensuite en tant qu'encadreur de mon mémoire de maîtrise en Sociologie. Cette collaboration scientifique se poursuit aussi au sein du Laboratoire de Prospective et de Science des Mutations, dans lequel je suis chargé du pôle recherche Afrique-Asie. Je me souviendrai toujours des soutiens financiers apportés à mes différents voyages de recherche, par une contribution significative du Labo de Prospective, et de nos nombreuses discussions qui me permettaient d'améliorer ce travail de recherche. Ce travail n'est que le produit d'une nouvelle manière de pensée, de faire et d'être, que la revue le « Cours Nouveau » incarne sur le champ des publications universitaires

Tous nos remerciements aux Professeurs du Département de Sociologie, qui ont participé à notre formation en tant que sociologue ; c'est pourquoi je tiens à redire ici que je ne suis pas un "étudiant de", je suis redevable à tous les enseignants du département de sociologie, qui chacun dans son domaine de compétences, aura permis à cette graine d'éclore et de titiller les maîtres, aujourd'hui.

Au Professeur Boubacar Ly, dont la disponibilité est sans commune mesure, nous lui devons une reconnaissance éternelle, pour la qualité de ses enseignements et les corrections apportées à ce travail. Sans oublier ses inquiétudes pour une présentation effective de ce travail qui a connu de nombreuses péripéties.

Au Codesria, cette institution sans laquelle mon existence dans le monde scientifique serait quasi hypothétique. Je dois un remerciement éternel à cette institution de recherche, pour avoir soutenu mes recherches en me faisant bénéficier des petites subventions de rédaction de mémoire et thèse; tout en m'accordant aussi leur confiance scientifique dans la conduite des programmes de recherche et à me faire bénéficier du réseau des collaborateurs. C'est grâce au Secrétaire Exécutif de ladite institution que j'ai pu trouver un directeur de recherche, acceptant de m'accueillir en Chine.

Mes sincères remerciements à Ebrima Sall, Bernard Lututala, Carlos Cardoso, Marie Ndiaye « ma maman », Jean Pierre Diouf « mon grand », Aminata Diaw, Coumba Ndoffene Diouf, Marième Ly, Emilienne Faye, Abou M. Ndongo, Fall, Mamadou Dramé, Bassirou Wagne, Edgard, Etienne, Ameth Diallo, Babacar, Revenor, Virginie Niang, Zeynab Kane, Abda Wane, Soulei, Yves, Chiffaou, Fatou, Akana.

Aux anciens directeurs de l'Institut Confucius Gerry Gong « Laoshi » et au Professeur Malick Ndoye pour m'avoir accompagné dans la recherche du financement de mon séjour de recherche en Chine.

Au Professeur Wen Tiejun, de l'Université du Peuple de Chine (Zhonguo Renmin Daxue), qui a été plus qu'un directeur de recherche en Chine, pour les discussions sur la Chine moderne, les mutations actuelles de la Chine, les réformes agraires et la reconstruction rurale, le futur de la Chine et enfin sur les séminaires et conférences auxquels nous avons été convié durant notre séjour. J'associe à ces remerciements le Professeur Sit Tsui (Margareth Jade) de l'Université Linian de Hong-Kong pour avoir préparé mon arrivée en Chine.

Je suis reconnaissant à tous mes collègues chinois et internationaux de l'équipe de recherche du professeur Wen: Ji Han et Yu Tian mes deux anges-gardiens durant mon séjour en Chine, un peu difficile, ainsi qu'à mon collègue de bureau devenu mon ami, l'Australien James Peter Oswald (O'Jimmy) de l'université d'Adélaïde, dont je n'oublierai pas l'invitation avec sa femme, Xiaojiao Li, pour me joindre à la fête du nouvel an chinois, dans la province du Shandong. A Christophe Lammer, notre anthropologue rural des villages du Sichuan.

À Cathy Zhang du département international du Guo Xue Guan (School of Chinese Classics).

Je ne peux oublier mes collègues du département de Sociologie, avec lesquels j'ai partagé des moments inoubliables, je voudrai remercier ici les jeunes docteurs Samba Diouf, El Hadji Malick Sy Camara et Mouhamed Ibnou A. Konteye, pour leur sincérité et leur amitié sans failles, de même que Dr Ousmane Ba, Rama Diallo Tall, pour son implication personnelle dans le « cas Niang », Augustin M. Séne.

À des personnes qui m'ont accompagné et poussé à aller jusqu'au bout de cette difficile épreuve, je voudrai remercier ici mon ami et frère Mamadou Ndao, Mame Diarra Ndiaye pour leurs conseils avisés et soutiens à l'accomplissement de ce travail.

À mon père, mes frères et sœurs, pour avoir été très patients avec moi, sans vous ce travail n'aurait jamais vu le jour. Ces sœurs qui sont devenues mes « mamans » depuis la disparition de cette âme généreuse, que je ne pourrai point récompenser de ses sacrifices dans mon éducation.

À mes amis de la route du front de terre : Falco, Maire Ibrahima Gueye, Ousmane Gaye, Cheikh Mbodj, Mamad, Cheikh Sow, Tamsir Thiam et à tout le personnel de la B.U .

Aux membres de Legs Africa (Ndongo Sylla, Elimane H. Kane, Kya,...)

À Al Housseynou Kane, gérant de la cafeteria de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

Mes remerciements au Doyen Amadou Abdoul Sow pour son implication manifeste à la présentation des dernières thèses d'une « génération ».

A Bouna dit Flaubert, pour la relecture de ce travail.

A Bachir Coly et Laetitia de la maison d'édition LHarmattan Sénégal.

A Ndeye Astou Faye, partageant désormais ma vie en acceptant de me faire oublier un peu les durs moments passés avec « Madame These ».

A la communauté sénégalaise de Chine (Papa Niane Faye, Pape Moussa Kadam, Mado Thiam, Moustapha Dieng, Soumboul, Soura, Sall, Laye Guangzhou, le personnel de l'ambassade du Sénégal en Chine).

Au personnel administratif et services de la Faculté des Lettres ainsi qu'aux enseignants-chercheurs de l'Université des « Ombrophiles ».

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

*À la mémoire de ma mère, les mots
sonnent faux pour apaiser mes maux, tu
as semé pour ne point voir éclore les
promesses de ta fleur....*

*Au Doyen Amadi Ali Dieng, pour son
courage intellectuel, un maître à penser.*

*Au Professeur Sémou Pathé Guéye, un
ainé qui guida nos pas.*

Sommaire

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE :CADRES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE ET MISE EN CONTEXTE DE L'OBJET DE RECHERCHE	8
CHAPITRE I : APPROCHES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....	9
CHAPITRE II : CADRE MÉTHODOLOGIQUE.....	94
DEUXIEME PARTIE : LE CONTEXTE ET LES ENJEUX DES RELATIONS SINO-SÉNÉGALAISES	102
CHAPITRE III : HISTOIRE DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE	103
CHAPITRE IV. LES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AFRIQUE.....	170
CHAPITRE V : L'AIDE CHINOISE.....	191
CHAPITRE VI : ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE	201
CHAPITRE VII: MENACE OU OPPORTUNITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE ?	211
TROISIÈME PARTIE : LES CHINOIS AU SÉNÉGAL ET LES AFRICAINS EN CHINE.....	222
CHAPITRE I : ACTEURS CHINOIS DU SÉNÉGAL : ORIGINE, STRATÉGIES ET LOGIQUES DES ACTEURS DE LA MONDIALISATION PAR LE BAS.....	223
CHAPITRE II : LES PROVINCES D'ORIGINE ET LES TRAJECTOIRES MIGRATOIRES DES CHINOIS DU SÉNÉGAL.....	245
CHAPITRE II : ENJEUX ÉCONOMIQUES DE LA PRÉSENCE CHINOISE AU SÉNÉGAL	262
CHAPITRE III : L'AIDE CHINOISE AU SÉNÉGAL : UN PILIER DU HARDPOWER.....	272
CHAPITRE IV : ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES	290
CHAPITRE V : LES ENTREPRISES CHINOISES AU SÉNÉGAL : L'OPINION DES ACTEURS DES SECTEURS DE LA CONSTRUCTION, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DU COMMERCE.	299

CHAPITRE VI : LES AFRICAINS DE CHINE : P'EMERGENCE DE NOUVEAUX « COMPTOIRS AFRICAINS » DANS LES VILLES DE YIWU, HONG KONG ET GUANGZHOU	309
CHAPITRE VII: PROSPECTIVE DE LA CHINE EN AFRIQUE.....	371
CONCLUSION	383
ANNEXES.....	392
BIBLIOGRAPHIE	430
TABLE DES MATIÈRES	438

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

AGOA	African Growth and Opportunity Act
ANC	African National Congress
BDEAC	Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale
BAD	Banque Africaine de Développement
BECEI	Bureau Exécutif de la Coopération économique internationale Banque Mondiale
BRICS	Brasil, Russia, India, China and South Africa
CADFUND	Fonds de développement sino-africain
CERI	Centre d’Études et de Recherches Internationales
CFA	Communauté Financière d’Afrique
CIA	Central of Intelligency Agency
CNES	Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal
CNP	Conseil National du Patronat du Sénégal
C.N.P.C	China National Petroleum Company
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement
CREA	Centre de Recherche en Économie Appliquée

DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FLN	Front pour la Libération Nationale
FOCAC	Forum pour la Coopération Sino-Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FNR	Fonds National de Retraite
GES	Groupement Économique Sénégalais
GIE	Groupement d'Intérêt Économique
GOANA	Grande Offensive Nationale pour l'Agriculture et l'Abondance
GUTA	Ghana Union of Traders' Associations
IDCAF	Investissement Direct Chinois en Afrique
IDE	Investissement Direct Etranger
IPPTE	Initiative pour les Pays Pauvres et Très Endettés
M.C.A	Millenium Challenge Account
MOF	Ministère des Finances
MOFCOM	Ministère du Commerce
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement en Europe

OMC	Organisation Mondiale pour le Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OUA	Organisation pour l'Unité Africaine
PCC	Parti Communiste Chinois
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PME/PMI	Petites et Moyennes Entreprises et Industries
PPTE	Pays Pauvres et Très Endettés
RPC	République Populaire de Chine
SCA	Stratégie de Croissance Accélérée
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
TICAD :	Conférence Internationale pour le Développement du Continent Africain
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNACOIS	Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
U.A	Union Africaine
ZTE	Zhongxing Telecom

INTRODUCTION

La Chine inquiète, séduit, rassure selon le lieu où l'on se situe dans le monde. Le retour de l'Empire du Milieu, après la grande période des réformes, pour ouvrir l'économie et apprendre des autres, a permis à la Chine de connaître véritablement le grand bond en avant¹, comme l'avait théorisé Mao Tsé-Toung. Aujourd'hui, les taux de croissance à deux chiffres ont fini de supplanter l'opium des fumoirs et l'encens des pagodes, en relançant le vieux rêve de redevenir la première puissance économique mondiale et prendre sa revanche sur ces puissances, qui ont eu l'outrecuidance de la soumettre à des traités inégaux², de la dépecer pour finir par l'humilier.

Ce grand projet chinois de retour affirmé dans le monde implique une pluralité d'acteurs étatiques et non étatiques ; tous engagés dans la nouvelle stratégie offensive chinoise dite du « Going global ». Des relations qui se nouent entre des États aux petits commerçants chinois en passant par les entreprises chinoises et leur main d'œuvre, aux Africains de Yiwu et de Guangzhou, au petit revendeur de bibelots du Boulevard du Centenaire de Dakar, tout un monde qui interagit autour de multiples enjeux aux futurs incertains et dans lesquels se joue le destin d'un continent qui tarde à prendre son envol.

C'est pourquoi, ce travail qui porte sur les relations sino-africaines, à partir du cadre sénégalais, a cherché à analyser la trajectoire d'un « petit pays » de l'Afrique de l'Ouest dans un ensemble global, où les territoires du Sud sont concernés dans cette nouvelle géopolitique, qui se manifeste par une reconfiguration de la carte économique du monde. Ce basculement, qui s'opère à partir des pays du Sud, remet en cause un ensemble de certitudes qui ont servi de

¹ En 1958, pour rattraper le train de l'industrialisation occidentale, Mao lance le « Grand bond en avant » qui impose aux paysans de fabriquer de l'acier et la production agricole chute, entraînant une épouvantable famine qui fit 40 ou 50 millions de morts.

² En 1840, éclate la première « guerre de l'opium », qui se termine par une défaite des forces impériales chinoises. Jamais la Chine n'a connu une humiliation aussi grande, malgré 5000 ans de civilisation. Le conflit se termine par le Traité de Nanjing (Nankin) en 1842, baptisé, non sans une pointe d'humour anglais, « Traité de paix perpétuelle et d'amitié » ! La Chine passe de puissance impériale à un statut de simple vassal devant le barbare étranger. Les Anglais ont réussi à atteindre leur objectif. Ils gagnent Hongkong et obtiennent l'ouverture au commerce quatre autres ports, en plus de Guangzhou, qui sont Shanghai, Fuzhou, Ningbo et Xiamen, qui sont soustraits de fait à l'autorité de la Chine. Et enfin, la Chine doit payer à la Grande Bretagne des réparations pour dommages de guerre. La Chine appelle sobrement cette capitulation les « traités inégaux », un euphémisme pour ne pas utiliser les mots « humiliants » ou « honteux ».

fondements aux paradigmes dominants et postule à une réappropriation des constructions théoriques pour mieux repenser l'économie politique internationale vers une économie politique tricontinentale. Cette poussée chinoise sur le continent justifie ici une batterie de questions pour comprendre pourquoi et comment l'Afrique est redevenue un espace de constructions d'enjeux entre puissances traditionnelles et pouvoirs émergents et la place qu'occupe la Chine en Afrique depuis la conférence de Bandung. C'est fort de celà que nous avons situé ces relations dans un cadre bien précis, par une mise en perspective historique permettant de lire dans la longue durée la stratégie africaine de la Chine.

Une stratégie décriée par les sino-pessimistes qui considèrent que nous assistons à une nouvelle forme de colonisation et des sino-optimistes pour qui la Chine est un partenaire sur qui l'Afrique peut compter pour se projeter définitivement sur les rampes du développement. C'est pourquoi, les interrogations sur la présence chinoise en Afrique font l'objet d'une littérature très abondante, du fait que c'est un phénomène qui charrie un large éventail de domaines : sciences sociales, sciences politiques, sciences économiques et relations internationales, etc. Mais aussi à cause d'enjeux multiples et très importants pour les puissances traditionnelles et pour la Chine ; à tel point que cette présence en Afrique est l'objet d'une biographie fantasmée, qui aborde très peu la question des représentations et perceptions de cette présence selon les catégories de pensée des vrais acteurs de la Chine en Afrique. C'est ainsi que la lecture africaine sur le dynamisme des relations entre la Chine et l'Afrique est précédée par un autre discours, qui s'interpose entre le sujet et son objet. L'Afrique est objet et non sujet du discours qui la concerne.

Dès lors, une récentration du regard s'impose, une reconquête de l'initiative théorique et historique sans laquelle aucun projet de construction et de conquête n'est pensable. Les travaux des institutions comme la Banque mondiale³ ont plus insisté sur la dimension macro-économique en mettant l'accent sur l'évolution des flux commerciaux, leurs impacts sur les économies africaines, leurs évolutions possibles et les mesures qui peuvent être prises afin d'améliorer les perspectives de développement en Afrique. Le continent africain a toujours été vu par la presse internationale et les experts sous l'angle des opportunités économiques et des luttes de positionnement pour l'accaparement de ses ressources.

³ Harry G. Broadman dir., *African silk road*, World Bank, Washington DC, 2006, 375 p. Une version courte est disponible en français sur http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/ASR_French_Overview.pdf, *La route de la soie en Afrique*.

L’Afrique et la Chine sont objectivées dans le champ du regard occidental selon un lexique qui se décline dans les termes comme domination, dépendance, proie, convoitise, opportunité, menace, sanglot de l’homme noir, où l’Afrique fait figure d’autruche⁴, tandis que l’Inde et la Chine en sont respectivement le tigre et le dragon. C’est pourquoi, une rupture doit être faite pour mieux saisir les enjeux et les potentialités des investissements chinois, faute de quoi ces obstacles épistémologiques risqueraient de nous faire voir la question autrement, et de nous faire perdre de vue ces formes de rationalités construites au-delà de la dimension macroéconomique et géopolitique.

De ce qui précède, ce travail a été réalisé avec un souci d’originalité afin de sortir des sentiers battus et de l’emprise du discours dominant, qui telle une camisole de force demeure partagée entre sino-optimistes et sino-pessimistes. Il y a, en effet, deux points de vue sur les relations Chine-Afrique, selon le lieu où ils se situent. La quasi-totalité des travaux sur la présence chinoise ont beaucoup plus axé leur réflexion sur la gouvernance par le haut en surfant sur la vague déferlante chinoise dans le monde avec ses visées hégémoniques, et non sur les acteurs de cette ‘mondialisation par le bas’ qui construisent et réinventent de nouveaux dynamismes.

Le Sénégal ne bénéficie pas d’un traitement de faveur dans la littérature sino-africaine : la rareté de la documentation est-elle liée à une supposée rareté des ressources dans ce pays, pour ne pas dire à l’inexistence d’enjeux et de potentialités miniers et énergétiques, dont cet Etat serait dépourvu, et qui pour beaucoup aiguissent la boulimie énergétique chinoise ? Est-ce une lecture tronquée de la réalité sociale qui empêche ces observateurs de mesurer à leur juste valeur les enjeux de ces investissements et de la présence chinoise dans les différentes strates de ces relations ? Une des questions que l’on ne peut s’empêcher de se poser concernant les relations entre la Chine et le Sénégal est la suivante : quels sont les facteurs explicatifs de l’intérêt subit de la Chine à devenir un investisseur en puissance dans un petit pays de l’Afrique de l’Ouest disposant de peu de ressources naturelles ? Et quelles sont les retombées des investissements chinois au Sénégal ?

⁴ Adama Gaye, *Chine-Afrique : le dragon et l’autruche : Essai d’analyse de l’évolution des relations sino-africaines : saint ou impie alliance du XXI^e siècle ?* Paris, L’Harmattan 2006.

L'objectif principal de cette étude est d'analyser, au-delà des enjeux géopolitiques, économiques et sociologiques de la présence chinoise au Sénégal, les logiques et stratégies des acteurs de la Chinafrique, en mettant en lumière des pans entiers de ces relations jusque-là laissés en friche dans cette littérature abondante sur la Chine en Afrique. Ce présent travail cherche à mesurer les changements observés sur le terrain à la fois dans une perspective macro, méso et micro afin de faire ressortir la dynamique et les logiques des acteurs en se fondant sur leurs trajectoires individuelles. Afin de mieux permettre une lecture et une meilleure compréhension de notre réflexion, nous avons découpé le film de ce travail de recherche en trois temps. Dans la première partie, nous nous sommes donné comme objectif de présenter le cadre théorique et méthodologique. Dans la deuxième nous nous appesantirons sur la mise en perspective historique des relations sino-africaines pour mieux illustrer le contexte et les enjeux de ce renouveau chinois, et dans la dernière partie une analyse et interprétation des données sur la base des mouvements migratoires dans les deux sens, aussi bien au Sénégal qu'en Chine.

C'est ainsi que nous avons développé dans le cadre théorique de cette thèse notre postulat de départ sur la base de la question principale de recherche ; pour nous interroger sur le pourquoi de l'intérêt de la Chine sur le Sénégal ? Nous avons affirmé que la perte de Dakar au profit de Taiwan ayant beaucoup affecté les dirigeants chinois ne pouvait laisser ces derniers insensibles dans leur stratégie africaine par une reconquête du terrain diplomatique à partir de Dakar. C'est pourquoi, nous affirmons que la présence chinoise au Sénégal est déterminée par des enjeux géopolitiques, diplomatiques et économiques avec comme projet politique initial d'isoler diplomatiquement Taiwan de la scène internationale, de renouer avec un pays influent diplomatiquement et symboliquement en Afrique, ensuite s'ouvrir au marché ouest-africain par la porte d'entrée économique avec l'installation d'une zone économique spéciale à Diamniadio, et enfin développer une forme de coopération nouvelle en rapport avec la politique africaine de la Chine inspirée du Livre blanc.

Ainsi, nous avons été amené à étayer notre hypothèse de départ sur la base d'éléments factuels disponibles, qui se décomposent sous le triptyque aides, investissements et échanges commerciaux, constituant la charpente de la politique chinoise en Afrique en général et au Sénégal en particulier. Pour mieux démontrer comment la Chine pense, oriente et transforme ses relations avec le Sénégal sur la base d'un programme dans lequel interviennent la représentation diplomatique sur le pays hôte, les ministères des Affaires étrangères et des Finances de Chine, les banques chinoises et les entreprises chinoises exécutantes.

De plus, il fallait aussi mettre en exergue un autre élément du « soft power » chinois au Sénégal, que sont l'ouverture d'un Institut Confucius, les bourses offertes aux étudiants et stagiaires sénégalais, ainsi que les séminaires de formation pour le personnel des ministères. Cet aspect de notre travail a plus concerné la dimension macrosociologie de notre analyse à partir d'une lecture théorique basée sur le paradigme réaliste. Le paradigme réaliste postule que l'État-nation, principal acteur des relations internationales, possède un comportement rationnel. C'est ce comportement qui pousse la Chine à considérer l'avancée taiwanaise sur le continent africain comme une menace pour son intérêt dès lors qu'il n'y a qu'une seule Chine.

Pour préserver l'idée et la reconnaissance d'une seule Chine dans le monde et particulièrement en Afrique, où Taïpeh bénéficiait de nombreux soutiens, il fallait développer une politique isolationniste consistant à faire rallier le maximum de pays à la reconnaissance d'une seule Chine et à rompre avec Taïwan. C'est la dimension géostratégique de la politique chinoise en Afrique, qui cherche à faire adhérer à sa cause tous les États africains porteurs de voix dans les institutions internationales, avec comme objectif d'accroître sa puissance diplomatique et empêcher un adversaire immédiat de développer la sienne. Un des enjeux de la présence chinoise en Afrique a été déterminé par la compétition diplomatique avec Taïwan, qui justifie l'intérêt de la Chine pour les pays en développement.

Pour une meilleure lecture de ces relations discontinues entre le Sénégal et la Chine d'hier à aujourd'hui, nous avons déroulé le fil historique en passant du Sénégal, sous la présidence de Léopold S. Senghor à Macky Sall en passant par le second président du Sénégal Abdou Diouf à son successeur Abdoulaye Wade, afin de saisir les hésitations, les rebondissements, les reniements, les volte-face de la diplomatie sénégalaise. Dans une perspective historique globale, les relations entre le continent africain et la Chine ont occupé une large place dans ce travail pour comprendre comment il y avait une corrélation entre la politique intérieure en Chine et la diplomatie chinoise en Afrique, de la conférence de Bandung en 1955 à l'accession au pouvoir de Xi Jinping. Dessiner la courbe des relations entre la Chine et l'Afrique, c'est partir de la Chine d'avant les communistes, de la période maoïste, à l'avènement de la politique des réformes et de la Chine d'aujourd'hui qui inonde le marché africain de ses entrepreneurs privés qui gagnent les marchés, de ses produits avec le fameux principe du « gagnant-gagnant ». Une analyse qui se veut à la fois synchronique et diachronique pour mesurer les enjeux, le contexte des relations sino-africaines et le devenir de ces relations.

L'approche méso sociologique s'est intéressée aux entreprises chinoises installées au Sénégal ; qui sont-elles ? Dans quels secteurs interviennent-elles ? Comment interagissent-elles avec la population locale ? De ces interrogations sont sorties plusieurs réponses qui permettent de suivre à la trace la réalisation de la stratégie du « Going global » avec des porte-drapeaux du « made in China » comme Huawei, ZTE, Sinopec, C.R.B.C, Henan Chico, qui participent au rayonnement économique et diplomatique de la Chine en bénéficiant du financement des programmes d'aides ou de prêts au profit du Sénégal par l'exécution des travaux.

Étant donné que les théories en relations internationales mettent l'accent beaucoup plus sur la dimension macroscopique du fait que le contexte et les enjeux de ces relations sont insérés dans le cadre de la globalisation économique. Nous avons jugé pertinent d'aborder une démarche microsociologique pour être proche de la réalité sociale par l'analyse des interactions sociales. Une socio-anthropologie de l'exil au sens où ce sont ces espèces de confréries, d'associations ou de « microgroupes », encore appelées néo-tribus, ethnoscares « communautés imaginées » ou « communautés diasporiques » par Appadurai qui imposent une nouvelle temporalité à la mondialisation. Une large partie de cette thèse est consacrée aussi à ces acteurs de la « mondialisation par le bas » qui redéfinissent les frontières en les repoussant, imprimant une nouvelle marche à la globalisation économique avec leurs craintes, leurs difficultés et leur volonté farouche de réussir. Entre Dakar, Guangzhou et Yiwu, ce travail livre le vécu des communautés chinoise et sénégalaise en partant de leur situation de départ jusqu'à leur destination afin de mesurer les interactions entre les différentes communautés, et la manière dont ces communautés se perçoivent, et les rapports qu'elles entretiennent pour mesurer le degré de coalescence des rapports sociaux (interaction, concurrence, complémentarité ou absence de relations). De plus, nous avons associé à notre démarche théorique les analyses individualistes et stratégiques pour saisir les logiques et stratégies des acteurs de cette mondialisation par le bas.

Notre objectif est d'éviter de verser dans une analyse événementielle et éloignée du phénomène historique de l'évolution des relations de la Chine avec le continent africain, et la place actuelle de la Chine dans la géopolitique mondiale. L'analyse des relations sino-africaines, dans le cadre de ce travail, ne versera point sur de l'histoire événementielle encore moins sur une herméneutique détachée de l'observation historique des rapports entre l'empire du Milieu et le continent africain, mais d'une tentative consistant à ramener à la diversité des phénomènes dits « internationaux » sous quelques rubriques fondamentales.

De fait, il est donc possible de comprendre comment les relations stratégiques de la Chine construites à la base sur une vision idéologique, ont évolué par rapport à l'orientation que lui a conférée le parti communiste chinois pour s'orienter vers un pragmatisme marqué par des échanges économiques entre les deux parties et la manifestation d'une Chine devenue beaucoup plus audacieuse, qui inonde le marché africain de ses produits, de ses entreprises et de sa main d'œuvre.

La place du sommet sino-africain est à mesurer à l'aune de cette nouvelle démarche stratégique permettant de pérenniser les acquis en matière de coopération et de permettre aux entreprises chinoises de signer des contrats avec les États africains. A cet effet, l'intérêt de la dernière partie de cette recherche sur les relations sino-africaines est de pousser le continent africain à s'échapper du piège sémantique opposant sino-optimistes et sino-pessimistes pour produire une modernité africaine sur la base d'un agenda pensé par et pour l'Afrique.

PREMIÈRE PARTIE

**CADRES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE ET MISE EN CONTEXTE
DE L'OBJET DE RECHERCHE**

CHAPITRE I : APPROCHES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

« *La Chine sera pour toujours un ami, un partenaire et un frère (une sœur) de l'Afrique* ». Hu Jintao, Président chinois, extrait de son discours de bienvenue au Sommet Chine-Afrique de Beijing, novembre 2006.

« *Les États n'entretiennent pas des amitiés entre eux, mais poursuivent des intérêts* ». Abdoulaye Wade, Président du Sénégal, extrait de sa lettre adressée au Président taiwanais, pour lui annoncer la rupture des relations entre le Sénégal et le Taiwan. (25 octobre 2005)

I.1. PROBLÉMATIQUE :

« *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera* » : la prophétie de Napoléon 1er, reprise il y a quarante-trois ans, par le diplomate français Alain Peyrefitte dans un célèbre ouvrage publié en 1973 à l'occasion d'une mission parlementaire, s'est réalisée. Sorti de son long sommeil, le dragon asiatique sème la panique dans le marché mondial et redéfinit dans le même temps la carte économique du monde en bouleversant complètement les relations internationales, surtout depuis son intégration à l'OMC. Menace, opportunité, nouveau modèle économique de développement ?

L'arrivée de Deng va sonner la fin du long sommeil économique de l'Empire du Milieu. L'opium des fumoirs et l'encens des pagodes ont été supplantés par les taux de croissance à deux chiffres faisant de l'empire malade du début du XX^e siècle, l'atelier du monde au XXI^{ème} siècle. La Chine s'est éveillée, le monde tremble. Cette réussite inquiète le monde après l'illusion du péril jaune⁵. Pendant un quart de siècle, le monde a changé la Chine en l'humiliant, la dépeçant⁶. Aujourd'hui, c'est la Chine qui change le monde⁷. Par l'hyper capitalisme (cette « destruction créatrice » selon les mots de Joseph Schumpeter), qui voit l'économie socialiste de marché et sa boulimie énergétique, créer une forte tension au niveau des cours mondiaux des sources minières et énergétiques. Aujourd'hui, la Chine déstabilise tous les marchés : du pétrole, de l'acier, de l'or, du blé, de l'emploi, de la technologie⁸ au

⁵ Le thème de « péril jaune » a été développé par le colonel de réserve Driant, le futur héros de Verdun. Avant de défendre le fort de Douaumont et d'y trouver la mort, il avait le pseudonyme de capitaine Danrit. Dans cet ouvrage l'officier français y montrait des Asiatiques habités par une haine qu'ils déversaient sur l'Europe : celle-ci risquait une guerre mondiale avec les Chinois alliés aux Japonais, les deux ennemis héréditaires réconciliés. Cette prédiction ne s'est jamais réalisée. *L'invasion jaune : capitaine Danrit*, Paris, Flammarion, 1909.

⁶ La Chine sera humiliée par les puissances occidentales, puis par l'invasion japonaise à partir du XVIII^e siècle avec les traités inégaux, les guerres de l'opium, les créations de zones franches internationales et la guerre des Taiping. Cette période difficile servira pour beaucoup à la construction d'une identité chinoise déterminante dans l'évolution de la Chine dans le monde.

⁷ Erik Izraelwick, *Quand la Chine change le monde*, Paris, Grasset, 2005.

⁸ Les besoins des chinois sont tellement importants que les cours de ces produits ont connu des hausses sur le marché mondial et menaçant lourdement la balance commerciale de certains pays sous-développés. « La

grand bénéfice des États africains exportateurs de ressources qui voient les cours mondiaux des matières premières s'envoler et faire leur « bonheur ».

L'histoire économique nous enseigne qu'elle demeure jusqu'ici le pays le plus peuplé au monde avec 1,3 milliard d'habitants à avoir connu une croissance aussi forte (de l'ordre de 8% à 9% l'an) pendant un quart de siècle. Si la force d'une nation réside dans sa richesse économique, alors le leitmotiv de Deng est « Enrichissez-vous ! ». L'histoire semble lui avoir donné raison, car jamais un pays ne s'est en outre autant appuyé sur le reste du monde- ses marchés, ses technologies et ses capitaux- pour organiser son décollage⁹. Tout cela conduit Jeffrey SACHS, l'un des économistes américains les plus en vue du moment, professeur de l'Université de Columbia à New York, à affirmer que « *la Chine est la plus belle réussite de développement que le monde ait jamais connue* »¹⁰ (Izraelwicz : 2005). Ce n'est point la Chine qui a changé le monde, c'est bien le monde qui a changé la Chine.

Au cœur de cette réussite économique animée par une volonté hégémonique de surpasser les États-Unis se tissent de nouvelles formes de relations politico-économiques entre la Chine et le continent africain, longtemps demeuré une chasse gardée des puissances colonisatrices (Grande-Bretagne, France et Portugal). Les relations entre la Chine et l'Afrique sont aujourd'hui retournées dans tous les sens et selon le lieu d'émission du discours. Devenue une problématique à la mode dans laquelle excelle une pluralité d'auteurs et d'acteurs : journalistes, géopoliticiens, économistes, consultants, diplomates, stratégestes, etc.

Les interrogations sur la présence chinoise en Afrique font l'objet d'une littérature très abondante, du fait que c'est un phénomène qui charrie un large éventail théorique: sciences sociales, sciences politiques, sciences économiques et relations internationales. Mais aussi d'enjeux multiples jugés très importants aux yeux des puissances traditionnelles et de la Chine ; à tel point que cette présence chinoise en Afrique suscite un intérêt manifeste et nouveau des puissances occidentales qui s'étaient précipitées vers l'Est européen après la chute du mur de Berlin.

boulimie chinoise pour les matières premières », Titre d'une étude réalisée par la Deutsche Bank paru le 13 juin 2006. A ce sujet lire également Chung-Liang Jiang « Oil : a new dimension in Sino-African relations », *African Geopolitics*, 2004.

⁹ La Chine a bénéficié de la grande vague des politiques de délocalisations des firmes occidentales et de ses investisseurs accueillis à bras ouvert au niveau des « zones économiques spéciales » installées sur les villes côtières.

D'un continent qui fut pris dans l'état d'un cycle infernal fait des guerres, de dictatures, de génocides, de maladies, l'Afrique serait-elle mal partie pour paraphraser Rene Dumont au point de n'être qu'un tonneau des Danaïdes. Au point de faire dire à Stephen Smith et de le démentir dans *Négrologie*¹¹ : « Depuis l'indépendance, l'Afrique travaille à sa recolonisation. Du moins si c'était le but, elle ne s'y prendrait pas autrement. Seulement même en cela, le continent échoue. Plus personne n'est preneur ». L'Afrique passe ainsi d'un continent à la dérive à celui de toutes les convoitises grâce à l'intérêt qu'elle suscite de nouveau aux yeux de la Chine et face aux inquiétudes nourries et entretenues par les puissances traditionnelles en perte de vitesse sur le continent africain.

La Chine en Afrique est une redéfinition de la carte géographique et historique du monde, un parachèvement de la mondialisation qui se manifeste par un basculement des équilibres internationaux, un tremblement de terre géopolitique (M.Beuret, S. Michel, 21:2010). Cette « percée chinoise » sur la scène économique internationale construite en un quart de siècle, a fait que la Chine est devenue incontournable dans l'échiquier politique, économique et géopolitique dans les relations internationales. Ce statut de nouvelle puissance économique, elle la doit aux politiques de réformes et d'ouverture entamées à partir de 1978 par Deng Xiaoping artisan de l'ouverture économique.

Rompant ainsi avec les politiques de grandeur de la Chine, que le grand timonier (Mao) imprima de sa marque dans son projet d'économie sociale, la Chine veut retrouver ainsi la place qu'elle ne devait jamais cesser d'occuper en tant que puissance culturelle et économique, en reconstituant ainsi la hiérarchie qui, pendant vingt siècles et jusqu'au Siècle des lumières, a vu la Chine dominer le monde¹². Ce développement florissant de la Chine avait poussé en 1776, Adam Smith, à dire que « la Chine est un pays bien plus riche que toutes les contrées d'Europe » cité par André Gunder Frank¹³. À l'époque les échanges commerciaux entre pays asiatiques étaient supérieurs aux flux commerciaux intra-européens ; le niveau des connaissances scientifiques et techniques était élevé, dépassant dans bien des domaines celui des Européens.¹⁴

¹¹ Stephen Smith, *Négrologie*, Calmann Levy, Paris, 2003.

¹² Daniel Haber-Jean Mandelbaum, *la revanche du monde chinois ?* Préface d'Alain Peyrefitte, Economica 1996.

¹³ Andre G.Frank, *Re-Orient, Global Economy in the Asian Age*, University of California Press, 1998.

¹⁴ Paul Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI siècle à nos jours*, Gallimard, Paris, 1997.

Le contexte dans lequel s'inscrit le renouveau du développement de la Chine coïncide avec la mondialisation au point qu'on a pu dire que la Chine est au cœur de la mondialisation. Qu'elle a élu domicile dans la mondialisation en profitant des nombreuses opérations de délocalisations des entreprises occidentales. Avec une croissance exponentielle à deux chiffres, les mutations importantes notées dans le domaine économique, industriel et social ont fait passer la Chine d'un État tiers-mondiste à un État économiquement développé : une mégapuissance.

En adhérant à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001, l'Empire le plus ancien a abordé ce troisième millénaire complètement inséré dans le jeu des marchés au point de considérer l'ouverture du marché mondial comme l'unique instance de légitimation de ses performances économiques avec les autres nations, particulièrement des puissances occidentales, qui continuent de crier sur tous les toits la menace que constitue la Chine, avec un yuan sous-évalué, face à leurs économies traversées par de graves crises. Le renouveau de la Chine dans les échanges internationaux lui confère une position incontournable dans l'échiquier économique, à telle enseigne que les nations européennes ayant connu des problèmes financiers sont obligées de solliciter l'appui de la Chine pour l'apurement de leurs dettes et le rachat de leurs créances¹⁵. Cette situation quasi élogieuse de la Chine s'accompagne inéluctablement de conséquences géopolitiques majeures dans la géographie économique mondiale.

En effet, la visée économique de la Chine comme future première puissance contraindra celle-ci à construire, d'ici à 2020, deux centrales atomiques par an pour assurer sa consommation en énergie¹⁶, si elle ne peut satisfaire son insatiable voracité en pétrole dont elle ne dispose pas assez. Consciente des limites du modèle économique de développement inspiré du capitalisme productiviste et consommateur, la Chine lie son avenir à celui du continent africain aux vastes terres vierges, aux ressources minières et énergétiques « inépuisables » pour continuer à maintenir son taux de croissance à deux chiffres, et ne pas connaître le tracé d'une courbe de cycle de vie atteignant très vite une phase de déclin imminente avant même d'avoir assuré sa phase de maturité.

¹⁵ La crise de la dette en Europe pousse l'Espagne, le Portugal et la Grèce de contracter avec la Chine pour relancer leur économie devenue exsangue avec un très fort taux de chômage.

¹⁶ Ignacio Ramonet, « Confucius, Mao, le marché...Jusqu'où ira la Chine ? Manières de voir, n° 85, Le Monde Diplomatique, Février-Mars 2006.

L'Afrique est redevenue un enjeu territorial entre les puissances traditionnelles et les puissances émergentes afin d'assurer leur développement ou d'étendre leur influence mondiale. Elle retrouve ainsi une place très forte au cœur des enjeux politiques et économiques mondiaux (géopolitiques). Les relations entre la Chine et le continent africain ne sont pas récentes, malgré le caractère médiatique et le traitement qui lui sont accordés eu égard à l'ampleur qu'elles ont prise. Et, contrairement à une certaine opinion qui ferait coïncider la rencontre entre la Chine et l'Afrique à la veille et au lendemain des « indépendances » africaines particulièrement à la Conférence de Bandung en 1955 correspondant à l'ère du Maoïsme (1949-1978).

Les contacts entre le pays-continent et le continent africain remonteraient de plusieurs siècles : des relations commerciales sino-égyptiennes sans grande envergure avant notre ère, au commerce des esclaves des Portugais à Canton en l'an 300, en passant par la présence de migrants chinois originaires des provinces du Sud à partir du Xe siècle sur le continent africain (GAYE, 2006:58), sans oublier la grande odyssee de l'amiral Zheng Hé¹⁷ au XVe siècle. Si les visées idéologiques ont déterminé les relations entre la Chine et l'Afrique de 1955 à 1980, en permettant à la Chine d'assurer sa « percée sentimentale » en Afrique (GAYE, 2006 : 62) pour contrecarrer l'offensive taiwanaise et soviétique avec un vaste programme d'aide financier et technique aux nouveaux États indépendants par la construction de Palais du Peuple, de stades et l'envoi de coopérants agricoles, de médecins aux pieds nus dans les campagnes et villes africaines, l'aide chinoise ne sera plus désintéressée avec l'arrivée de nouveaux dirigeants qui prônent une politique d'échanges mutuellement bénéfiques.

La politique chinoise en Afrique va connaître ainsi un nouveau tournant avec l'avènement de Deng Xiaoping en 1978, qui affirme vouloir miser sur le bonheur des Chinois plus que sur leur grandeur. La stratégie chinoise en Afrique analysée sous l'aune de l'évolution politico-économique de l'Empire du Milieu démontre que l'influence chinoise est toujours liée à la politique intérieure de la Chine, à telle enseigne que toute vague de changement intervenue en mer de Chine impacte durablement sur les côtes africaines. Ce retour de la Chine en Afrique se manifeste par des ambitions à la fois économique et politique avec Deng Xiaoping.

¹⁷ Le célèbre navigateur chinois Zheng He, un Chinois musulman, de la dynastie des Ming dirigea une flotte de 300 navires qui accostera en Afrique orientale au XV siècle entre 1405 et 1433(Gaye : 2006, p.57).

Les relations entre la Chine et l'Afrique vont commencer à prendre de l'ampleur au milieu des années 1990, notamment avec la visite du Président Jiang Zemin dans six États africains en 1996. En s'inspirant de l'initiative japonaise pour le développement de l'Afrique avec l'organisation du TICAD (Conférence internationale pour le développement du continent africain) à Tokyo en 1993. Les Chinois vont à leur tour organiser un Forum de coopération économique pour formaliser et renforcer leurs relations avec le continent africain.

Ainsi, du 10 au 12 octobre 2000 s'est tenu à Beijing le premier Forum de Coopération sino-africaine (FOCAC) devant les dirigeants chinois : le Président Jiang Zemin, le Premier ministre Zhu Rongji et le vice-Président Jintao pour la Chine ; quatre chefs d'État du continent se sont déplacés à l'époque (Bouteflika pour l'Algérie, le Général Eyadema pour le Togo, Frédérik Chiluba pour la Zambie et Mkapa pour la Tanzanie) et le secrétaire général de l'O.U.A Salim Ahmed Salim. Le Forum sera le point de ralliement des pays en développement, comme le soulignait à l'époque Jiang Zemin : « *La Chine est le plus grand pays en développement du monde tandis que le continent africain regroupe le plus grand nombre de pays en développement* »¹⁸. Un programme de coopération sino-africain de développement économique et social est mis en place et la création d'un comité de suivi dirigé par le Département Afrique du ministère chinois des Affaires étrangères, comprenant 27 organisations dont des ministères, des institutions financières, des organes administratifs, ainsi que le Parti Communiste Chinois (P.C.C).

Selon une règle d'alternance triennale, c'est la capitale éthiopienne (Addis-Abeba) qui accueille le second sommet sino-africain en (2003) avant que Pékin ne se retrouve à nouveau en 2006 à dérouler le tapis rouge devant la porte de la Cité interdite, et voir défiler le ballet de 41 chefs d'États africains. Le FOCAC de 2006 va marquer irrémédiablement les relations entre le continent africain et la Chine ; c'est l'année de l'Afrique en Chine avec la publication du Livre blanc de la politique africaine de la Chine pour affirmer son intérêt et son ancrage sur le continent. La Chine va donner le ton à cette rencontre en annonçant la mise en place d'une importante enveloppe financière d'aides et de prêts aux États africains, et se positionner comme acteur incontournable dans la géopolitique africaine. Cette période est la plus fastueuse des relations sino-africaines avec le retour dans le giron chinois d'États antérieurement en relations diplomatiques avec l'ennemi taiwanais comme le Sénégal en 2005.

¹⁸ Discours de Jiang Zemin au premier FOCAC de 2000.

Entre faste de façade et travail de fond, ce forum de Pékin a entériné huit années d'intense activité diplomatique et de prospection commerciale. (Gaborit, 2007 : 6). Les sommets Chine-Afrique aux ressemblances troublantes avec les Sommets de la France et l'Afrique viennent ainsi se positionner au même titre que les grandes rencontres entre l'ancienne puissance colonisatrice et les pays de son pré carré. Deux autres forums de coopération sino-africaine s'en suivront en 2009 à Charm el Cheikh (Égypte) et le dernier à Pékin en juillet 2012. Ce dernier FOCAC sera l'occasion pour le président Hu Jintao d'annoncer que la Chine mettra une enveloppe de 20 milliards de dollars de prêts pour financer des projets d'infrastructure ou d'agriculture pour pérenniser ses relations après qu'elle est devenue le premier partenaire commercial du continent africain.

Le XXI siècle est parti donc pour être le « siècle sino-africain¹⁹ » au regard des tendances lourdes qui sont en train de se dessiner. Débarquent ainsi en Afrique de plus en plus nombreux, non seulement des marchandises chinoises, des commerçants, des capitaux et techniciens chinois, mais aussi des entrepreneurs autonomes, d'entreprises sous contrôle étatique avec leur main-d'œuvre qui réalisent des travaux à moindre coût à un rythme accéléré. Au point que les vieilles puissances perdent du terrain dans leur pré carré colonial.

Ce qui fait dire à Yves Lacoste²⁰ : « Fini la Françafrique, bonjour la Chinafrique ! »²¹. Ce néologisme s'est imposé dans le langage des chercheurs comme des médias²² au point d'enterrer la Françafrique jusque dans son pré carré et de faire l'objet d'une myriade de productions destinées à un grand public (C. Alden : 2007, A. Gaye : 2006, S. Michel et M. Beuret : 2010), aux domaines académiques aussi divers que la géopolitique (I. Taylor : 2011), les relations internationales, le développement. Les travaux des institutions comme la Banque mondiale²³ ont plus insisté sur la dimension macro-économique en mettant l'accent sur l'évolution des flux commerciaux, leurs impacts sur les économies africaines, leurs évolutions

¹⁹ Gaye A., Un siècle sino-africain, *Alternatives Sud*, vol. 18-2011, pp177-182.

²⁰ Yves Lacoste, géographe

²¹ Yves Lacoste, ' Quand la Chine change l'ordre du monde, *Hérodote* n°125, La Découverte Paris, 2^e trimestre 2007.

²² Un site internet et un magazine mensuel portent le nom de www.chinafrica.cn.

²³ Harry G. Broadman dir., *African silk road*, World Bank, Washington DC, 2006, 375 p. une version courte est disponible en français sur http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/ASR_French_Overview.pdf , *laroute de la soie en Afrique*.

possibles et les mesures qui peuvent être prises afin d'améliorer les perspectives de développement en Afrique (H.Broadman 2007).

Le continent africain est vu sous l'angle des opportunités économiques et des luttes de positionnement pour l'accaparement de ses ressources par la presse internationale et les experts. L'Afrique est donc objectivée dans le champ du discours dominant selon un lexique qui se décline dans les termes comme domination, dépendance, proie, péril, convoitise, opportunité, menace, sanglot de l'homme noir, où l'Afrique fait figure d'autruche²⁴, l'Inde et la Chine respectivement dragon et tigre²⁵. C'est pourquoi toute rupture doit être menée pour mieux saisir les enjeux de la présence chinoise en Afrique et particulièrement au Sénégal sans quoi ces obstacles épistémologiques risqueraient de nous faire voir la question autrement et perdre de vue ces formes de rationalités construites au-delà de la dimension macroéconomique et géopolitique.

Par conséquent, un souci d'originalité doit nous orienter à mener ce travail afin de sortir des sentiers battus et de l'emprise du discours dominant, qui telle une camisole de force demeure partagée entre sino-optimistes et sino-pessimistes. Une littérature de recyclage des idées où les publications se suivent et se ressemblent dans leurs développements sur la question des relations entre l'empire du Milieu et le continent africain, sans que les logiques des acteurs ne soient mesurées et analysées à l'aune des multiples trajectoires.

La quasi-totalité des travaux sur la présence chinoise ont beaucoup plus axé leur réflexion sur la gouvernance par le haut en surfant sur la vague déferlante chinoise dans le monde avec ses visées hégémoniques, et non sur les acteurs de cette mondialisation par le bas qui construisent et réinventent de nouveaux dynamismes. Dès lors, les écrits sur la Chine et l'Afrique sont l'objet d'une bibliographie fantasmée qui ne fait pas véritablement état des représentations et perceptions de cette présence selon les catégories de pensée des vrais acteurs de la ChinAfrique. C'est ainsi que la lecture africaine sur le dynamisme des relations entre la Chine et l'Afrique est précédée par un autre discours qui s'interpose entre le sujet africain et son objet. L'Afrique est objet et non sujet du discours qui la concerne.

²⁴Adama Gaye, *op cit* 2006.

²⁵ Fantu Cheru, Chris Obi, 2010, *The Rise of China and India in Africa*, Zed Books, Londres.

L'objet de ce travail de recherche essaie de repenser les relations entre la Chine et le Sénégal afin de mesurer les enjeux de la présence multiforme de l'Empire du Milieu dans ce pays et en Afrique de manière générale, en associant une démarche d'analyse réunissant à la fois la sociologie, l'anthropologie, l'économie, la géopolitique et les relations internationales. Ainsi, notre question principale de recherche sera de voir : **Quels sont les facteurs explicatifs de l'intérêt subit de la Chine à devenir un investisseur en puissance dans un pays de l'Afrique de l'Ouest disposant de peu de ressources naturelles ?**

C'est pourquoi, asseoir la problématique de cette étude nécessite de savoir quels sont les enjeux de la forte présence chinoise en Afrique depuis plus d'une décennie ? Est-ce un accélérateur de développement ou un frein ? Opportunités de sortir du sous-développement ou nouvelle menace sur le continent ? La Chine peut-elle offrir un modèle de développement alternatif au continent africain ? Va-t-on vers un nouvel ordre international inspiré du Consensus de Beijing ? Comment les acteurs locaux vont-ils interagir face à la présence chinoise ? Comment vivent les populations chinoises au Sénégal ? Quelle analyse faudrait-il faire de la présence africaine dans les villes chinoises ? Quels sont les défis auxquels ils sont confrontés en Chine ?

Un aperçu historique permettra de mesurer l'évolution des relations entre la Chine Afrique afin de mieux les étayer par rapport au contexte dans lequel elles évoluent actuellement. Les vrais enjeux de cette forte présence de l'empire du Milieu sur le continent et de voir loin et penser global dans une perspective prospectiviste sur le devenir du continent face au dragon afin de voir si les tendances actuelles ne s'inscrivent pas dans la suite de celles que le continent a connues avec les vieilles puissances.

I.2.OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

I.2.1. OBJECTIF GÉNÉRAL

L'objectif principal de cette étude est d'analyser les enjeux géopolitiques, économiques et sociologiques de la présence chinoise au Sénégal et les logiques et stratégies des acteurs de la Chinafrique .

I.2.2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Ce présent travail cherche à mesurer les changements observés sur le terrain à la fois dans une perspective macro et micro afin de ressortir la dynamique et les logiques des acteurs. Selon leurs constructions et leurs représentations du phénomène de la Chine en Afrique prenant en charge aussi bien la dynamique de la mondialisation économique, mais aussi et surtout cette globalisation par le bas qui postule de la naissance d'un cosmopolitisme chinois en Afrique et les contours de ce nouveau discours sur l'Autre.

- D'analyser la place du Sénégal, pays dépourvu de ressources minières et énergétiques au cœur de la politique africaine de la Chine et réciproquement ;
- De mettre l'accent sur les trajectoires migratoires personnelles et communes de cette multiplicité d'acteurs chinois rencontrés dans les villes africaines et de ces commerçants africains qui vont en Chine à partir des stratégies et des pratiques ;
- De mesurer les interactions entre les différentes communautés chinoises, leurs employés et la population locale, notamment en ce qui concerne la manière dont ces communautés se perçoivent, et les rapports qu'elles entretiennent pour mesurer le degré de coalescence des rapports sociaux (interaction, concurrence, complémentarité ou absence de relations).

I.3. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

I.3.1. HYPOTHÈSE PRINCIPALE

La présence chinoise au Sénégal est déterminée par des enjeux géopolitiques, diplomatiques et économiques, avec comme projet politique initial, d'isoler diplomatiquement Taiwan de la scène internationale, renouer avec un pays influent diplomatiquement et symboliquement en Afrique, ensuite s'ouvrir au marché ouest-africain par la porte d'entrée économique avec l'installation d'une zone économique spéciale à Diamniadio, et enfin développer une forme de coopération nouvelle en rapport avec la politique africaine de la Chine inspirée du Livre blanc.

I.3.2. HYPOTHÈSES SECONDAIRES

- Les implications de la Chine au Sénégal sont déterminées sur le plan économique par la position géographique du Sénégal comme « porte d'entrée » dans la région ouest africaine et aux opportunités d'affaires dans les secteurs aux fortes potentialités comme les télécommunications, les infrastructures et le commerce extérieur
- L'intérêt de la Chine, pour le Sénégal, est d'abord isoler diplomatiquement Taiwan de la scène internationale, ensuite élargir sa sphère d'influence internationale dans la construction d'une géopolitique nouvelle et enfin se positionner comme partenaire incontournable dans l'ancien pré-carré français
- Le Sénégal espère tirer profit des échanges avec la Chine pour augmenter ses exportations en faisant rentrer des devises et bénéficier du transfert de technologies avec l'espoir de bénéficier du modèle chinois pour récolter des avantages du développement durable
- Le Sénégal compte tirer bénéfice du soutien de la Chine pour obtenir un statut de membre temporaire au Conseil de sécurité de l'ONU et en même temps pouvoir compter sur un allié qui détient un droit de veto

I.4. REVUE CRITIQUE DE LITTÉRATURE

L'ouvrage de référence sur le réveil de la Chine au XXème siècle dans le monde francophone est celui du diplomate français Alain Peyrefitte *Quand la Chine s'éveillera le monde tremblera*. C'est à l'occasion d'une mission parlementaire effectuée en Chine, qu'il publiera ce célèbre²⁶ ouvrage en deux tomes en 1973, dans lequel il prédit le futur développement économique et politique de la Chine et essaya d'en cerner les prochaines conséquences. Cette publication est le fruit d'une vaste enquête menée dans dix-huit provinces chinoises, par le diplomate français et son équipe. En 1973, Alain Peyrefitte reprit l'avertissement lancé par Napoléon Bonaparte deux siècles plus tôt: « Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera. »

Pendant que la Chine était perçue comme « un géant aux pieds d'argile », l'auteur français nageait à contre-courant : « *vu le nombre de Chinois, écrivait Peyrefitte, lorsqu'ils auront atteint une culture, une technologie suffisantes, ils pourront imposer les idées au reste du monde.* »²⁷. Il a ainsi pu connaître la situation globale à la base et avoir une vue relativement scientifique des manières de vivre, de faire, de penser et d'agir des Chinois, douées d'une puissance coercitive. Dans cet essai aux relents ethnographiques, Peyrefitte y expose la voie chinoise de la réussite dans les secteurs politique, éducatif, économique, culturel, scientifique et diplomatique. Les grandes évolutions de la Chine communiste, sous la période maoïste marquées par les différentes révolutions et la volonté farouche de ses dirigeants d'édifier une grande nation.

Alain Peyrefitte, présageant de l'émergence prochaine du futur géant, due aux réformes audacieuses entreprises par ses nouveaux dirigeants et la nouvelle politique d'ouverture, verra sa prédiction se réaliser. Ce livre fera d'Alain Peyrefitte, une des voix autorisées de la question chinoise dans le monde. Vingt ans après, il récidiva par une nouvelle publication sur les questions chinoises et devint plus affirmatif que jamais sur le destin de la Chine²⁸. Si la prédiction de Peyrefitte et la prophétie de Napoléon se sont réalisées, c'est parce qu'il y a eu une attitude prospective chez les dirigeants chinois face aux échecs des politiques antérieures durant le règne de Mao. Ces derniers se sont très tôt engagés dans la durée en

²⁶ Ouvrage vendu à 1,8 million d'exemplaires

²⁷ http://africadiligence.com/2011/01/03/les-secrets-de-la-cooperation-sino-camerounaise-par-guy-gweth/-_ftn1

²⁸ En 1996, il a publié *La Chine s'est éveillée*, Paris.

ayant une vision globale de la Chine dans un monde en mutation où il y'a une nécessité de s'ouvrir et de rompre d'avec ce conservatisme confucéen.

Dans cette perspective de mieux connaître la Chine, **Jean-Luc Domenach** ²⁹grand spécialiste de la Chine contemporaine et directeur de recherche au CERI, nous présente une description à la fois claire et précise de la Chine Communiste en ce début de XXIe siècle en publiant *Comprendre la Chine d'aujourd'hui*. Une sorte de chronique ou de carnets ethnologiques d'une société qui est entre le marteau du changement et l'enclume de la permanence, de cette Chine qui ne sait pas encore si elle doit faire perdurer le système totalitaire communiste de Mao Zedong, ou bien : se démocratiser, se libérer, et s'ouvrir totalement à cette économie mondialisée.

Cette forte tension des contraires fait qu'il est difficile de trancher sur cette alternative, puisque le Parti Communiste garde intacts ses pouvoirs sur l'appareil étatique. La Chine est donc schizophréniquement contrainte d'exercer une danse perpétuelle, consistant à faire alternativement un pas en avant vers la démocratie, puis un vers la dictature. Ce travail de quatre longues années a permis à Domenach de comprendre en profondeur et de nous décrire cette Chine qui, depuis la mort de Mao et l'arrivée au Pouvoir de Deng Xiaoping en décembre 1978, est progressivement passée du totalitarisme au dictatorialisme. En allant à la rencontre des trajectoires humaines qui sont les meilleurs révélateurs du visage de la Chine.

Domenach souligne le caractère autoritaire de la nature du régime politique qui se manifeste à travers la structure de la société, l'idéologie, les fonctionnements économiques et sociaux. Un pays où la censure est omniprésente avec un contrôle exercé sur Internet où les moteurs de recherche Google, Yahoo et Live sont « reroutés » via l'autarcique moteur de recherche chinois : Baidu, sur les publications, sur les médias d'État. Les droits de l'Homme sont quotidiennement bafoués surtout dans les entreprises où les conditions de travail sont déplorables. La corruption a atteint tous les segments de la société chinoise. Le Peuple chinois n'a toujours pas accès au syndicalisme libre, ni à la politique, et il existe historiquement en Chine une grande inégalité entre les villes et les campagnes. Pour couronner un tableau déjà peu réjouissant sur la situation générale en Chine, les problèmes liés à l'environnement et à la pollution sont catastrophiques (pages 71, 72 et 73). Seize des vingt villes les plus polluées au

²⁹ Jean-Luc Domenach, *Comprendre la Chine d'aujourd'hui*, Librairie Académique Perrin (Tempus), Paris, 2007, 342 pages.

monde sont chinoises et le spectacle que certaines d'entre elles donnent (par exemple Chongqing, ou Lanzhou, dans leurs cuvettes) est proprement hallucinant.

Après une croissance depuis plusieurs années avoisinant les 10 %, la baisse prévisible du taux de croissance de l'économie chinoise due au contexte de crise économique mondiale, risque de mettre le pouvoir du Parti Communiste Chinois en très mauvaise posture et saper les fondements du contrat social entre le régime et la population. Qui plus est, l'économie chinoise développant lentement ses salaires commence à voir des investisseurs étrangers, cyniquement, se tourner vers la nouvelle concurrente économique en voie de développement : l'Inde. De plus, l'économie exportatrice chinoise est de plus en plus confrontée à sa mauvaise réputation concernant : les défauts de qualité sur ses produits, notamment lorsque cela met en cause des jouets défectueux destinés aux enfants, les produits alimentaires de mauvaise qualité, ainsi que les innombrables contrefaçons, etc.

En nous exposant la trajectoire récente d'un pays immense et varié : rencontres, spectacles de rue, informations de la presse chinoise, en optant par une analyse de contenu des informations écrites ou orales, Domenach nous plonge à l'intérieur de sa Chine, dans le quotidien de sa hutong (ruelle), du milieu universitaire remettant ainsi en cause certains stéréotypes sur la Chine. Ce qui lui fait dire que l'économie chinoise ne se porte pas à merveille et les problèmes profilent à l'horizon. Que les Chinois sont plus soucieux et préoccupés par les inégalités sociales que par les discours des droits-de-l'hommes.

Domenach a su éviter le piège d'une démagogie naïve en allant à la rencontre des hommes, des acteurs en faisant surgir aux yeux de toutes les quotidiennetés de la Chine, les vrais visages de la Chine, à sortir de ces manières de penser, de faire, de sentir et d'agir sur la Chine. Animé d'un esprit d'observation remarquablement aigu sur fond de sincérité et de sympathie, il nous permet de savoir que, comprendre la Chine d'aujourd'hui c'est aussi comprendre cette nouvelle génération de Chinois beaucoup plus réaliste qu'idéaliste soucieuse de vivre mieux, mais fondamentalement méfiante vis-à-vis de l'avenir. L'auteur réussit ainsi à broser les problèmes complexes de la Chine avec beaucoup de nuance et de lucidité. Une Chine problématique que le sinologue a rencontrée. Toutefois, Domenach n'est pas aussi inquiet que le laisse voir le titre de son ouvrage, il ne semble être ni sino-optimiste ni sino-pessimiste, mais bien un sino-lucide.

Dans un autre registre, **Anne Cheng** dans : *La pensée en Chine aujourd'hui* part du constat général que les idées préconçues sur la Chine demeurent vivaces, particulièrement au sein des élites les plus éclairées depuis le Siècle des Lumières. Que les manières de penser en Chine différaient de l'Occident en affichant une altérité radicale, des formes de représentations construites autour de la pensée chinoise et dont il faudrait en finir. Ces poncifs ont alimenté ou permis à beaucoup d'auteurs occidentaux à concevoir la Chine, par le prisme d'une bibliographie fantasmée, dotée d'une écriture idéographique, soumise à une tradition despotique et isolée du reste du monde pendant des siècles avec comme conséquences un retard économique, politique et philosophique.

Selon l'auteure, deux mythes prévalent : celui d'une Chine philosophique qui a trouvé en France une caisse de résonance avec Voltaire. Et le mythe symétrique et opposé d'un despotisme oriental auquel on associe souvent le nom de Montesquieu. D'un côté, une Chine exaltée, pour sa rationalité, sa consensualité, son universalité, son esthétique, c'est le mythe de la Chine philosophique ; de l'autre, la Chine brutale, cruelle, à laquelle se rattachent tous les préjugés sur une culture de la soumission aveugle à l'autorité... Telles sont les principales idées préconçues sur lesquelles selon elle, le monde conçoit toujours la Chine. C'est pourquoi cet ouvrage se donne pour tâche de déconstruire les voies par lesquelles le public occidental d'aujourd'hui accède à la culture chinoise: écriture, politique, confucianisme, philosophie, médecine, religions.

En faisant intervenir une pluralité de points de vue méthodologiques et disciplinaires qui va de la sinologie à la linguistique en passant par l'histoire intellectuelle, l'histoire des sciences, l'anthropologie, la sociologie, etc., ces constructions occidentales de la pensée chinoise ont influencé même certaines élites chinoises au point que ces dernières ont toujours envisagé leur culture soit dans l'autodénigrement, soit dans une autocélébration confortée par un nationalisme de plus en plus triomphant. La pensée chinoise est un objet essentialisé, souvent appréhendé hors du temps et de l'espace nimbé dans l'aura exotique de la « Chine éternelle », dont il faut rompre en tant qu'altérité radicale. Pour l'auteure, il est urgent d'en finir non seulement avec l'orientalisme³⁰, plus fondamentalement encore avec le binarisme, cette tendance à construire la réalité en oppositions dichotomiques (Orient/ Occident, Chine/ Grèce, etc.).

³⁰ cf. Edward Said, *L'Orientalisme. L'Orient crée par l'Occident*. Traduit par Catherine Malamoud. Seuil, 1980, 580 p.

Cet ouvrage dirigé par Anne Cheng s'organise en trois grands volets : dans le premier volet, il est fait état du rapport entretenu par les intellectuels chinois d'hier et d'aujourd'hui avec leur propre tradition dans une dynamique endogène bien antérieure à toute intervention extérieure, le second volet examine quelques-unes des catégories empruntées au savoir occidental du XIX siècle qui font encore problème aujourd'hui-philosophie, religion, médecine dite traditionnelle. Le dernier volet de ce livre aborde les mythes les plus tenaces qui concernent l'écriture et la langue, ainsi que la question sensible de l'identité historique chinoise culturelle ou nationale. C'est fort de cela que l'objectif de cet ouvrage est de déconstruire toute la sédimentation des représentations autour de la pensée chinoise pour reconstituer quelque chose qui serait un peu plus proche d'une réalité historique.

Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard analysent le renouveau de la Chine dans le monde comme une sorte d'expansionnisme économique aux relents impérialistes dans : *La visée économique de la Chine. L'impérialisme économique*. Pour les coauteurs, le projet de la Chine consiste rien moins qu'en la domination du monde et la généralisation du mode d'organisation totalitaire qui prévaut chez elle. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître selon les coauteurs, cette perspective est à prendre au sérieux selon eux, si le monde ne réagit pas et rompre d'avec cette affirmation selon laquelle, le capitalisme aurait besoin de la démocratie pour s'épanouir. Le modèle de développement capitaliste de la Chine dit « capitalisme autoritaire » est devenu le modèle gagnant face au capitalisme démocratique basé sur des excédents commerciaux considérables, eux-mêmes liés à une sous-évaluation du yuan.

Pour les co-auteurs, c'est en tirant les leçons des échecs des autres États comme la Russie et le Japon, en se disant que l'on ne peut s'emparer de l'hégémonie mondiale par la seule confrontation diplomatique et militaire, que la Chine opta pour un capitalisme qui impliquerait la restauration de l'entreprise privée et une organisation économique décentralisée. Selon eux, la stratégie économique de la Chine axée sur le protectionnisme monétaire déstabilise les pays développés afin de leur ravir l'hégémonie mondiale. C'est cette stratégie qui a fait basculer en 2007 les États-Unis et leurs alliés dans la crise et les y maintient. L'Empire du Milieu a réussi à accumuler des réserves de change considérables dans son dessein de dominer le marché des dettes souveraines. La Chine

pourrait devenir le prêteur en dernier ressort de la planète, remplacer le dollar par le yuan comme monnaie de réserve.

La première thèse défendue par les coauteurs, c'est que le mercantilisme est à l'origine de « très grandes crises économiques » que le monde a connues : les crises s'opèrent toujours aux dépens des pays non mercantiles. La seconde est que depuis 1989, l'atout principal de la Chine, dans sa stratégie mercantiliste, est son régime totalitaire qui lui permet de contrôler le coût de la main-d'œuvre et le change (cette stratégie a fait basculer en 2007 les pays développés en crise). Il y aurait chez A. Brunet et J-P. Guichard, une obsession antichinoise une phobie chinoise qui ferait que la Chine va vassaliser et asphyxier les économies de l'Occident. Car pour eux la Chine mène une stratégie conquérante pour ravir l'hégémonie mondiale aux États Unis avec, comme dispositif central sa monnaie constituant ainsi « un impérialisme économique ».

Ce nouvel impérialisme, théorisé par Brunet et Guichard, qui sonne comme une sorte de revanche sur le monde après des années de domination et d'humiliation, a déjà fait l'objet de développement par **Daniel Haber** et **Jean Mandelbaum** dans : *La revanche du monde chinois*. Cet ouvrage rédigé, par ces coauteurs est divisé en deux volumes. Dans le premier, composé de cinq parties, les coauteurs y présentent une synthèse de la spécificité chinoise « l'économie socialiste de marché », qui est un pilier majeur de la force du Parti Communiste Chinois, pour sa stabilité institutionnelle. Haber et Mandelbaum réussirent à décrire dans ce travail les problèmes de la Chine dans les domaines économiques, politiques et sociologiques à partir de grands pôles géographiques représentatifs de l'avancée économique de l'empire du Milieu.

Dans la seconde partie du livre, on retrouve les instruments de compréhension de cette source d'information brute livrée par les co-auteurs pour démêler l'écheveau. De ce fait, comprendre la scène pour ces coauteurs, c'est la situer dans une perspective sous régionale dans laquelle sont compris des États et provinces faisant partie du monde chinois (Taiwan, Singapour, Hong-Kong) en faisant une analyse interdisciplinaire du réveil de la Chine. Les coauteurs soulignent que deux interrogations se posent à l'esprit quand on s'intéresse sur la plus grande nation du monde pourquoi maintenant et jusqu'où ? Ainsi, ils partent des fondements culturels du peuple chinois pour démontrer la part déterminante des valeurs de la pensée chinoise à ce retour en force de la Chine dans la scène économique. Mais aussi de l'implication des Chinois d'outre-mer qui jouent une part active dans le financement

de cette économie en s'adossant à des valeurs profondes héritées du continent, de la volonté hégémonique chinoise en Asie-Pacifique pour incarner le nouveau leadership économique devant la Corée et le Japon et enfin de reprendre toute sa centralité et ne plus être à la périphérie d'une pensée occidentale universaliste dominant le monde.

L'intérêt de ce travail c'est d'avoir compris bien avant cette vague de publications sur la Chine, les desseins de l'Empire du Milieu à retrouver cette « centralité » qu'elle a perdue et qu'elle n'aurait jamais dû perdre si elle ne s'était pas laissée tomber dans les travers de l'auto-centrisme ou du nombrilisme outrancier qui le caractérisait. Car ne pas avancer c'est reculer. L'interrogation que posent les co-auteurs est assez pertinente, de savoir si nous ne sommes pas en face de la revanche du monde chinois. Moins qu'une revanche, c'est un retour au premier plan d'un acteur économique, qui avait été la première puissance mondiale pendant la quasi-totalité des dix-huit premiers siècles de notre histoire, avant de connaître une très grande décadence due aux envahisseurs. Les Chinois sont conscients que la compétition peut ne pas être en leur faveur, qu'ils ont besoin du monde et que le monde a besoin d'eux et s'ils sont confucéens, ils suivront bien cet adage du grand maître Confucius « *Un honnête homme évite la compétition* ».

Erik Izraelwicz, dans un style journalistique qui donne un goût à la lecture de cet ouvrage, met en lumière à partir d'informations assez intéressantes les gigantesques transformations à l'œuvre dans cette Chine qui sort d'un très long sommeil. Pour lui, c'est plus qu'une revanche ce réveil chinois, mais une manière de changer le monde³¹. Ainsi, dans son essai Izraelwicz soutient que la percée de la Chine et son émergence comme un des principaux pôles de l'économie mondiale, demeure l'un des faits les plus significatifs de l'ensemble du XXI siècle. Il affirme que le siècle de la Chine a débuté en 1979 avec l'accession au pouvoir suprême de Deng Xiaoping, qui va réveiller véritablement le dragon par les politiques d'ouverture et de réforme. En devenant l'une des plus belles réussites économiques que le monde ait connues, cette montée en puissance a fini de faire peur aux pays développés.

Ces résultats spectaculaires ont fini d'inquiéter les puissances traditionnelles au point que certains usant de la métaphore animalière parlent du « Vampire du milieu³² » du fait qu'elle est devenue une concurrente très sérieuse sur tous les marchés avec des atouts

³¹ Izraëlewicz Erik, *Quand la Chine change le monde*, Paris, Editions Grasset, 2005.

³² Terme qui sera utilisé plus tard par Philippe Cohen, comme titre de son ouvrage sur la Chine.

puissants et durables. L'auteur pense que la Chine pose un vrai problème de rythme de création des biens, des services et des métiers nouveaux aux pays développés. Dépassant même la réflexion de Ricardo et Schumpeter sur les dimensions du temps et de la vitesse relative des processus d'adaptation.

Toutefois, en changeant le monde, la Chine sera affectée selon lui par des crises et des krachs, des retours en arrière ; elle va déstabiliser l'économie mondiale et impactera sur tout. Les besoins énormes de la Chine en énergie et en matières premières de la Chine vont avoir une influence sur le prix des biens, ce qui sera une aubaine pour les pays qui possèdent d'importantes ressources naturelles. Transformant du coup la géographie de l'économie mondiale ; modifiant les rapports de forces économiques sur la planète. Ce séisme né du réveil chinois va obliger selon l'auteur, les vieilles puissances industrielles à d'inévitables mutations, sans quoi elles risqueraient d'être précipitées à l'intérieur des failles creusées par ce tremblement de terre. L'éléphant doit être encadré à l'intérieur du magasin pour éviter qu'il sème les dégâts dans l'économie mondiale selon l'auteur. Pour cela, les gestionnaires du magasin doivent réorganiser la réintégration de la Chine dans l'économie mondiale, pour éviter un redoutable engrenage.

Izraelwicz ne manque pas de poser dans son travail trois points essentiels de notre réflexion à savoir le contexte du décollage chinois qui se passe en pleine mondialisation avec des usines chinoises qui tournent à plein régime ; ainsi que les enjeux de ce décollage qui se manifestent par une diplomatie du pétrole ou une « nouvelle guerre » du pétrole contre les puissances traditionnelles faute de réserves suffisantes en ressources minières et énergétiques. Une des raisons principales de l'enjeu africain, pour la Chine. Izraelwicz soutient que les conséquences de cet envol chinois seront incommensurables pour l'humanité au point que ses conclusions seront considérées comme étant trop alarmistes, car ne mesurant pas assez les problèmes internes de la Chine. L'auteur ne dit ni plus ni moins que de policer la démarche chinoise dans le monde, comme si cette dernière risque de semer le chaos total au niveau de la scène internationale avec une orientation nouvelle et des stratégies propres à leurs intérêts.

C'est pourquoi, le travail de **Jean Pierre Cabestan** sur: *La politique internationale de la Chine* nous permet de voir jusqu'où la Chine peut changer le monde à partir de sa nouvelle politique internationale et les conséquences qui peuvent en découler sur la scène internationale et africaine, en particulier. Dans cet ouvrage, l'auteur analyse les transformations de la politique étrangère et de sécurité de la République populaire de Chine

depuis le début des années 2000. S'appuyant largement sur des sources de première main, il met en lumière l'évolution du discours officiel et des analyses des spécialistes chinois. Il présente les moyens économiques, diplomatiques et militaires que la Chine a mobilisés pour affirmer sa puissance et accroître son influence dans les affaires mondiales.

Il analyse aussi ses mécanismes de décision en politique internationale et, pays par pays, ses relations avec ses principaux partenaires et voisins. À la faveur de la mondialisation de son économie, la Chine s'est progressivement intégrée à la communauté internationale et en accepte plus souvent les normes. Mais la persistance d'un régime autoritaire et nationaliste, confiant dans l'avenir de la Chine, voire arrogant, perpétue le caractère inachevé de cette intégration et nourrit les sources de conflits avec l'extérieur. Plus forte, la Chine se sent aussi plus vulnérable, car plus dépendante de l'extérieur. Et son avenir politique reste l'une des plus grandes incertitudes de ce début de siècle. L'un des mérites de Jean-Pierre Cabestan, c'est d'avoir proposé ici une réflexion de qualité sur un sujet trop souvent traité de manière polémique, ou dominé par des analystes appartenant au réalisme et au néo-réalisme anglo-saxon ou américain.

L'étude cherche à comprendre avant tout dans quelle mesure les transformations, notamment économiques et sociales, de la Chine ces dernières décennies, déterminent la politique étrangère et de sécurité du pays. Trois questions principales orientent cette réflexion : pourquoi la Chine a-t-elle modifié sa politique internationale, à quel degré, et jusqu'à quel point cette politique est-elle cohérente ? L'analyse retrace d'abord l'évolution de la politique étrangère et de sécurité chinoise depuis le lendemain de Tiananmen en 1989, examinant les lignes de force actuelles de cette politique, entrouvrant légèrement la boîte noire des principaux acteurs de la décision en Chine. Dans un deuxième temps, l'auteur étudie concrètement les relations entre la Chine et ses principaux partenaires, en premier lieu les États-Unis. Bien que l'entreprise dépasse sans doute les limites d'un seul ouvrage, les problématiques principales sont présentes et bien analysées.

Cabestan ne fait pas la part entre d'un côté les structures internes autonomes et de l'autre les structures externes, il les tient toutes les deux solidaires et enchevêtrées dans un même processus d'intégration de la Chine au système international. Ce qui fait qu'analysant la politique étrangère de la Chine dont le processus de décision est complexe, Cabestan met en valeur aussi bien la place des variables internes que celles des variables externes dans le sens où ces dernières permettent avec l'évolution des relations stratégiques construites avec

d'autres États, à démontrer le rôle des effets de système. Un des points forts de l'analyse est le débat interne autour de la politique étrangère en Chine. L'auteur expose à plusieurs reprises la diversité des points de vue chinois les plus influents.

Les grands débats portent en réalité sur la transformation de la politique étrangère chinoise depuis la fin des années 1990. L'approche visant à l'émergence d'un monde multipolaire et plaçant la Chine en position d'antithèse de la puissance américaine est progressivement reléguée au second plan. Non sans débat, les dirigeants du pays finissent par juger la stratégie d'opposition frontale avec les États-Unis contre-productive. En 1999, la Chine s'est ainsi engagée dans un vif débat, en apparence ouvert, autour de sa stratégie internationale, impliquant à la fois les principaux décideurs et les centres de recherche en matière de politique étrangère et de sécurité. Cet échange favorisait, en 2000-2001, l'émergence de nouvelles orientations visant à adoucir les tensions avec les principaux partenaires de la Chine et à mieux intégrer le pays dans le système international. La nouvelle approche mettait en avant le multilatéralisme et une stratégie plus indirecte à l'encontre de la puissance américaine et pour la défense des intérêts essentiels de la Chine. Mais le débat s'est poursuivi tout au long de la décennie, comptant parmi ses victimes la stratégie d'« ascension pacifique », laissant place à une diplomatie de bon voisinage, à la notion d'« harmonie » et à la mise en valeur du *soft power* chinois.

L'auteur atteste cependant que la transformation entreprise à partir de 2000-2001 n'est qu'un changement tactique, qui vise avant tout à apaiser les critiques de l'étranger et à permettre l'approfondissement de l'influence internationale de la Chine. Le régime demeure fondamentalement inchangé et sa stratégie de moyen terme (2040-2050) reste, selon l'auteur, le rétablissement du pays non pas comme *une*, mais comme *la* grande puissance mondiale. La « grande duplicité » de la politique internationale chinoise n'est pas tenable à terme, et l'auteur annonce des relations plus tendues, voire conflictuelles, entre la Chine et le reste du monde dans les années à venir.

La politique internationale de la Chine a connu un déclic en Afrique avec le rétablissement des relations diplomatiques entre le Sénégal et Taïpeh en 1996, c'est l'un des moments forts pour ne pas dire le détonateur de la contre-offensive chinoise sur le continent. L'auteur souligne que la dépendance extérieure croissante de l'économie chinoise dans les domaines énergétiques, des matières premières et produits agricoles à pousser le gouvernement chinois à revoir sa politique internationale et se tourner vers l'Afrique, pour

assurer un approvisionnement régulier : en habillant cette stratégie d'un discours idéologique recentré autour d'une coopération Sud-Sud « gagnant-gagnant » que désintéressée et fondée sur la non-ingérence dans les affaires intérieures. La Chine veut retrouver sa place au sein des pays en développement en instrumentalisant son statut de « grand pays en développement » afin d'être perçue comme leur allié naturel. C'est pourquoi la politique africaine de la Chine est proactive, car liée à la fois à ses besoins économiques, mais aussi découlant d'une volonté d'être présente sur tous les fronts, diplomatiques, culturels et humanitaires.

Jean P. Cabestan nous offre l'une des meilleures analyses de la politique internationale de la Chine ; surtout lorsqu'il souligne que la Chine ne peut pas fournir un modèle de société au reste du monde et en particulier aux États en développement. Ses structures politique et juridique, ses structures économiques ainsi que la qualité de vie sont loin d'être exportables. C'est bien à savoir sur un continent où les États nous sont habitués à faire du prêt-à-porter pensant que tout modèle qui a réussi peut s'aisément se reproduire en Afrique au point que l'on pense pouvoir opter pour « le consensus de Beijing » au détriment de celui de Washington. C'est pourquoi, il affirme que la Chine ne pourra prétendre à la qualité de superpuissance dans un avenir proche, car les moyens militaires et le soft power nécessaires lui feront encore défaut. Elle restera donc probablement un lointain « deuxième grand » et pour cela elle devra cohabiter pacifiquement avec les États Unis.

Pour leur part, analysant la Chine face à la mondialisation lors de leur séjour dans le cadre de leurs études, **Elodie Gavalda** et **Laurence Rouvin**³³ souhaiteraient rompre d'avec les idées reçues de la Chine en se basant sur des observations de terrain. Leur analyse est orientée sur la manière dont la Chine fait face à la mondialisation. Elles reviennent sur le parcours de la Chine jusqu'à son adhésion à l'O.M.C et l'appropriation que l'Empire du Milieu fait de son intégration dans la mondialisation pour devenir la première économie mondiale. L'intérêt de ce travail est de poser la dimension contextuelle de l'hégémonie économique chinoise dans un monde globalisé, mais noter surtout les spécificités propres à la Chine avec une structuration conçue autour de trois cercles majeurs d'influence et de décision: national, local, régional aux contours incertains qui déroutent tout analyste non imprégné des mutations actuelles de ce pays continent avec ses forces et ses faiblesses.

Cet ouvrage revient sur la longue marche victorieuse de la Chine dans l'économie mondiale, mais souligne aussi la dépendance de la Chine vis-à-vis de l'extérieur, en

³³ Elodie Gavalda, Laurence Rouvin, *La Chine face à la mondialisation*, LHarmattan, 2007.

particulier des États-Unis et les défis qui attendent la Chine comme les tensions sociales, la pollution, les goulots d'étranglement, la corruption et les droits de l'homme. La Chine selon elles, accroît les doutes quant à l'avenir de l'équilibre économique, politique et social au niveau mondial. Ce travail comme toutes les dernières publications sur la Chine, se base sur des informations générales connues de tous et ne fait pas ressortir véritablement le quotidien des acteurs de cette mondialisation par le bas qui structurent aujourd'hui la place de la Chine dans la globalisation.

Dans cet article, **Christophe Reveillard** et **Benoit Charpentier**³⁴ nous expliquent comment la Chine est devenue l'un des plus grands États qui a le plus corrélé la croissance de sa puissance avec son intégration dans la mondialisation. Ils nous montrent que l'étape la plus décisive de cette évolution fut son adhésion en décembre 2001 au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (O.M.C.), particulièrement favorisée par Washington. Cette interdépendance de la Chine au système économique mondial explique aujourd'hui cette nouvelle forme de diplomatie exercée par la Chine particulièrement avec les États-Unis. Une diplomatie basée sur « l'émergence paisible ». Le soft power est en train d'être déroulé par les Chinois pour éviter l'hostilité de certains membres néo-conservateurs du Congrès à l'égard du parti communiste chinois, dès lors que la grande part du dynamisme économique chinois actuel provient de leur interdépendance avec les États-Unis.

La dégradation des relations entre ces deux géants pourrait avoir des effets négatifs sur l'économie et les finances américaines, mais une vraie catastrophe que subirait la Chine dont le marché intérieur ne sera pas capable de prendre le relais des exportations avant plusieurs décennies. Selon les auteurs même s'il existe une méfiance de part et d'autre, ces deux pays sont condamnés à travailler ensemble tellement leur interdépendance est forte. En effet, la Chine a placé une partie importante de ses réserves en devises dans des bons du trésor américain, du fait que les États-Unis constituent le premier marché d'écoulement des produits chinois d'exportation (232,5 milliards de dollars de déficit américain dans commerce bilatéral en 2006). Produits par eux-mêmes pour plus de la moitié fabriqués grâce à des investissements étrangers, et au premier chef américain.

³⁴ Christophe Reveillard, Benoit Charpentier, la puissance chinoise au risque de la mondialisation ; *Géostratégique* n° 17. La Chine, septembre 2007.

Malgré l'existence de tensions entre ces deux pays, l'accession de la Chine à l'OMC et la place qu'elle occupe dans la mondialisation se nourrissent d'un certain rationalisme économique chinois et du protectionnisme américain. La mondialisation en cours et l'accession de la Chine à l'OMC participe au renforcement de l'interdépendance qui existe entre ces deux pays et, contribue à stabiliser leurs relations politiques.

Consciente de ce facteur, la Chine développe une démarche d'« émergence paisible » plus adaptée aux attentes de ses pairs pour participer aux affaires du monde. Il ne s'agit plus de s'afficher comme une puissance hégémonique à l'échelle mondiale, mais d'être reconnue comme un acteur global dans la résolution des grands problèmes mondiaux et régionaux, un pays assez puissant que les solutions trouvées tiennent compte de ses intérêts dans le cadre d'accords équilibrés, un pays assez équilibré pour que l'on accepte sa médiation, que l'on étudie positivement ses propositions et que l'on respecte ses arbitrages. Pour les co-auteurs, les observateurs tentés par l'analyse de cette nouvelle puissance, dont le lien entre puissance et intégration économique dans le « système monde » révèle les forces et les faiblesses de la stratégie chinoise, sont confrontés à des limites de leur analyse qui sont faites en demi-teinte.

Un containment américain envers la Chine semble désormais aussi peu crédible qu'une Chine « anti hégémonique » à l'ancienne dirigée contre l'impérialisme américain. Le carcan stratégique, dans lequel seraient enfermées ces deux puissances, est appelé à se resserrer selon les auteurs au gré de la multiplication des interdépendances consécutives à la poursuite de la croissance économique³⁵. Les coauteurs placent au cœur de leur analyse une nouvelle grille pour mieux saisir les enjeux de cette interdépendance entre ces deux superpuissances et dans une perspective géopolitique ; ils tentent d'élaborer une lecture réaliste en scrutant les potentiels conflits.

Ainsi, ils notent une tension qui existerait entre ces deux géants. Du fait que la Chine se développe et heurte les intérêts des États-Unis partagés entre la peur de voir se bâtir une puissance concurrente et l'opportunité du gigantesque marché que représente la Chine. Les auteurs notent qu'entre ces deux géants les sources de frictions existent bel et bien de telle sorte que l'incompréhension et la méfiance des Américains sont partagées par les Chinois ; et la croissance toujours plus forte de la Chine n'a que deux issues possibles : l'entente cordiale ou la lutte pour le leadership. Les deux pays marchent sur des œufs pour ne pas provoquer des

³⁵ Pascal Lorot, *le siècle de la Chine*, Choiseul, Coll. « Enjeux du monde », La Documentation française, 2007.

crises. Mais l'un comme l'autre sait que son salut dépend du conflit d'influence qui se joue entre les différents théâtres stratégiques.

Pour les auteurs, la force de la Chine réside dans le fait que c'est une civilisation multiséculaire qui s'est enracinée dans une tradition de centralité géopolitique qui s'appuie sur une structure identitaire, dans sa capacité à se reformer à l'identique après un effondrement. Bien plus qu'une force idéologique, la Chine est aujourd'hui un acteur géopolitique de premier plan et heurte les intérêts des puissances intéressées. Dès lors que Pékin et Washington jouent sur les mêmes terrains, puisque tous les deux veulent à la fois s'assurer de la diversité de leur approvisionnement en matières premières, mais aussi contrôler les faits et gestes de l'autre, les deux géants semblent s'intéresser de nouveau à l'Afrique que l'on croyait oublier de la carte du monde en se rapprochant sensiblement de l'Inde.

Les coauteurs ont raison d'affirmer que la Chine et les États-Unis luttent pour le contrôle des matières premières, déterminant la puissance des deux géants. Ce qui laisse prévoir de vives tensions qui pourraient amener à un conflit. La Chine n'a pas pour dessein de demeurer « puissance intermédiaire » comme le souhaitent les États-Unis, car l'empire du Milieu a un avenir radieux et les indicateurs lui prédisent de beaux jours. Washington ne renoncera pas à ses intérêts vitaux en Asie centrale. C'est pourquoi l'alliance sino-américaine n'est que conjoncturelle. Les objectifs entre ces deux pays sont antagonistes parce qu'engageant beaucoup d'intérêts. D'un côté comme de l'autre, un climat de méfiance est entretenu qui dépasse les simples courtoisies diplomatiques.

Dans ce texte, **Françoise Nicolas**³⁶ économiste au centre Asie de l'institut français des Relations internationales, cherche à savoir comment la mondialisation peut être facteur d'inégalités aussi sur le plan interne que sur le plan externe en se basant sur des études à la fois théoriques et empiriques. Si dans le langage populaire on entend souvent dire que la mondialisation enrichit les riches et appauvrit les pauvres, et qu'elle est donc porteuse d'inégalités, Françoise Nicolas soutient le contraire, car selon elle, la réalité est plus complexe qu'on le croit. Et que l'aggravation des inégalités dans le monde n'est pas aussi avérée ; qu'il

³⁶ Françoise Nicolas, Chine : Bienfaits et revers de la mondialisation ; *Questions Internationales* n°22 nov-décembre 2006, Paris.

faudrait mieux relativiser et dire de quelles inégalités il s'agit et de la manière dont elles sont mesurées.

Ainsi, face à l'importance de la Chine dans le commerce mondial, elle soutient que parmi tous ces postulats, le seul qui est vérifiable c'est l'incontournabilité de la Chine dans ces grandes mutations, et qu'elle ne pose aucune ambiguïté. L'auteure note que la Chine fait partie des rares pays à être à la fois acteur et bénéficiaire de la mondialisation, mais aussi d'une certaine manière, l'une de ses premières victimes. Ce qui semble être très paradoxal et qui nécessite des efforts d'éclairages. L'intégration de la Chine dans le système d'échanges et de productions mondiaux a permis à l'Empire du Milieu de maintenir son taux de croissance à un rythme soutenu, et à réduire la pauvreté à l'intérieur de la Chine et, au-delà, dans le monde. Les conséquences de cette intégration se sont manifestées par une détérioration de la distribution des revenus autrefois égalitaires, mais devenus inégalitaires avec l'ouverture.

Au cœur de son analyse, l'auteur pose un débat très important sur les liens qui unissent mondialisation et les inégalités en mettant en évidence leur complexité. Car, l'intégration d'un grand pays comme la Chine, avec son poids démographique très important, représentant le quart de l'humanité, ne peut faire l'objet d'une occultation pour une meilleure compréhension des enjeux de la mondialisation ; des lors qu'elle a profondément bouleversé les rapports de puissances internationaux. Ainsi, parler de mondialisation, c'est mettre au cœur de son discours, l'importance de la population mondiale participant à une dynamique devenue plus importante aujourd'hui que par le passé.

François Nicolas cherche à connaître le rôle de la Chine dans une éventuelle réduction des inégalités de revenus au niveau mondial. Pour elle, la Chine est un acteur essentiel dans la réduction de la pauvreté dans le monde, du fait que sa forte croissance lui a permis de réduire le niveau de la pauvreté de moitié. Selon des chiffres de la Banque mondiale plus 450 millions de personnes seraient sorties de la pauvreté en Chine au cours des deux dernières décennies. Quand l'auteur prend la variable démographique pour justifier le caractère d'incontournabilité de la Chine dans le jeu de la mondialisation, c'est parce que toute évolution de l'économie chinoise influence nécessairement les équilibres mondiaux à cause du surpoids démographique. Ainsi, l'enrichissement de la population chinoise a permis de réduire le nombre de pauvres dans le monde qui est passé, selon la Banque mondiale, de 1,5 milliard en 1981 à un peu plus de 1 milliard en 2002.

Ce qui reste à vérifier c'est l'impact des évolutions chinoises sur les inégalités de revenus au niveau mondial ; d'où le caractère incertain de la mondialisation comme le soutenait l'auteur. Cela est renforcé par les querelles qui se font jour et qui ne permettent pas de se faire une vraie idée sur les inégalités dans le monde. En effet, l'évolution des inégalités dans le monde au cours des dernières décennies continue d'alimenter la controverse. Des conclusions diamétralement opposées peuvent en effet être atteintes en fonction de la méthodologie utilisée.

Le rôle incertain de la mondialisation est lié par deux choses, *primo* par l'intégration de la Chine dans la mondialisation et par sa forte croissance, *deuxio* par le fait qu'on ne peut pas imputer totalement le recul de la pauvreté par l'entrée de la Chine dans la mondialisation, parce qu'on avait noté ce recul bien avant son accession au commerce mondial. Et qu'il faut mieux le mettre sur les réformes enclenchées avec la « décollectivisation » dans le secteur agricole. En d'autres termes, si l'intégration de la Chine à la mondialisation, a permis au pays de se remettre sur les rails de la croissance forte et durable ; elle n'a pas été le déclic qui a fait reculer la pauvreté, elle n'est intervenue que bien plus tard.

Selon l'auteur, la Chine est le défenseur des plus faibles devant les instances internationales. Son émergence a contribué ainsi à réduire les inégalités sur le plan de la gouvernance économique internationale. Elle a acquis aujourd'hui une légitimité qui lui permet de jouer sur sa puissance et de contrebalancer certaines décisions en prenant la défense des intérêts des « pays pauvres ». À ce titre, elle contribue à atténuer les inégalités des pays en développement devant la mondialisation. Le caractère incertain de l'intégration de la Chine dans la mondialisation est révélateur de paradoxes aussi. En effet, au même moment où elle participe à une réduction des inégalités dans le monde, s'opère un creusement des inégalités en Chine à l'heure de la mondialisation. Il y a des lignes de fractures multiples qui sont notées entre villes et campagnes, entre provinces côtières et de l'intérieur, entre groupes sociaux, entre travailleurs qualifiés ou non. Ce creusement des inégalités de revenus doit être interprété avec prudence. C'est une évolution qui pourrait être considérée comme normale si l'on se fie à l'hypothèse de Kuznets³⁷ sur l'accroissement des inégalités de revenus dans les premiers stades de croissance.

³⁷ Simon Kuznets économiste a montré que la relation entre croissance économique et distribution des revenus a la forme d'une courbe en U renversé, c'est-à-dire que, lorsqu'un pays se développe, les inégalités s'accroissent dans un premier temps avant de diminuer. Cela s'explique par le fait qu'au départ une faible part de la population bénéficie de la croissance économique.

Pour terminer, l'auteur affirme qu'il y a une certaine culpabilité de la mondialisation dans le creusement des inégalités. On note des disparités liées aux modalités d'ouverture de la Chine et expliquent l'émergence des inégalités entre les provinces côtières et les autres. Elle poursuit que les différentes observations ont montré que la non-participation à la mondialisation a constitué un obstacle majeur à certaines régions de la Chine en les privant de possibilités de combler les écarts de revenus entre les populations urbaine et rurale. Le cas chinois a révélé qu'il n'y a pas de lien univoque entre mondialisation et inégalités. Son intégration est facteur de croissance économique, et participe au recul de la pauvreté. Pourtant, elle permet de résoudre les inégalités entre pays en permettant à certains de s'engager sur un sentier de croissance forte et d'amorcer un processus de rattrapage. Néanmoins, la mondialisation peut tout à la fois, produire des gagnants et des perdants et qu'elle est donc génératrice d'inégalités internes.

Pour l'auteur, il ne faudrait pas tomber dans un certain développement qui pourrait prêter à confusion, si l'on cherche à imputer les inégalités notées sur le plan interne à l'ouverture au marché. Ce jugement doit être extrêmement nuancé, et ne pas se tromper de cibles. Car les vrais problèmes, c'est les efforts à mener sur la réforme de certaines réglementations et sur des mesures de rééquilibrages entre provinces. En conclusion, Françoise Nicolas soutient que le seul moyen de résoudre ces inégalités et de créer une « *société de prospérité moyenne* » (xiukang), c'est la poursuite de la forte croissance. Car c'est le maintien de la croissance économique qui permettra aux pouvoirs publics d'accumuler les ressources nécessaires à la mise en place de programme de redistribution. La Chine a donc tout intérêt de demeurer dans la mondialisation pour en tirer le meilleur parti, ce qui passe par la mise en place de diverses mesures d'accompagnements et la poursuite des réformes internes.

Contrairement à Françoise Nicolas qui trouve que l'intégration de la Chine dans la mondialisation porte en elle-même une forte dimension positive pour le marché économique mondial, **Philippe Cohen** et **Luc Richard**³⁸ eux soutiennent que le réveil de la Chine a coïncidé avec un endormissement du monde faisant ainsi de l'Empire du Milieu un prédateur irrésistible devenu par la force des choses *le vampire du milieu*. Ce travail est une suite logique des développements antérieurs de ces deux auteurs qui avaient précédemment publié un ouvrage dans lequel ils s'interrogeaient pour savoir si la Chine ne serait pas notre

³⁸ Philippe COHEN et Luc RICHARD, *Le Vampire du Milieu : Comment la Chine nous dicte sa loi*, Paris, Fayard, 2010, 336 p.

cauchemar. Selon la thèse développée par ces auteurs, l'insertion de la Chine dans la mondialisation ne serait pas profitable ni aux classes populaires chinoises ni à celles des pays développés et que le marché n'engendrerait pas forcément la démocratisation du pays.

Dans cette dernière publication, les coauteurs qui affirment que le titre de leur ouvrage n'est pas une métaphore gratuite, pensent que le pays de Confucius aspire à lui seul toutes les richesses, non seulement le travail et les sociétés à fort potentiel technologique, mais aussi les ressources énergétiques, les matières premières et même les terres agricoles. Selon eux, la Chine entend, pour redevenir la première puissance économique, vaincre sans combattre en comptant sur une main d'œuvre sous-payée, un yuan sous-évalué, l'exportation de ses produits à bas prix ; des centaines d'instituts Confucius, des médias sous influence ; et la force de sa diaspora dispersée dans le monde, très encadrée, qui défend ses intérêts sur tous les continents.

De l'ordre de l'essai, les coauteurs affirment vouloir mettre à nu la manière dont la Chine nous dicte sa loi. En 2005, ils avaient déjà publié un ouvrage intitulé : *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?* En défendant la thèse selon laquelle l'insertion de la Chine dans la mondialisation ne serait profitable ni aux classes populaires chinoises, particulièrement celles des campagnes, ni à celles des pays développés, les co-auteurs versent dans une sinophobie qui ne dit pas son nom. Car selon eux, la Chine dans le marché mondial n'est pas synonyme de démocratisation. En outre, ils soulignent que le capitalisme chinois en devenant fort intérieurement, en développant ses tentacules hors de son territoire, est devenu prédateur en vampirisant tout le monde par ses productions industrielles, par ses multiples contrefaçons, et parmi ses muscles il y a les fonds souverains et les multinationales chinoises encadrées par un dirigisme étatique, de la complicité active des multinationales américaines et européennes qui profitent des prix chinois. Cette diaspora qui alimente la mère patrie en capitaux, en savoir-faire quitte à espionner et à copier les innovations et les découvertes que l'intelligence du monde imagine.

Les coauteurs reconnaissent que défendre une thèse est un exercice périlleux, surtout quand on n'a pas la légitimité de l'expert ni du chercheur et en tant que journaliste qui, du reste demeure un témoin du réel, ce qui les amène à une certaine prudence. Selon eux les théoriciens déterministes et évolutionnistes de l'époque sur le décollage de la Chine, ont échoué en passant complètement à côté de leurs analyses ; pensant que la croissance

économique chinoise aurait une corrélation sur le revenu des Chinois à la manière des autres dragons qui ont connu le vol d'oies sauvages³⁹.

Avec force arguments, informations et détails, les coauteurs ont cherché à reconstituer le grand puzzle des visées chinoises dans le monde pour soutenir leur thèse principale de savoir la manière dont la Chine dicte sa loi au monde. Ils notent aussi que l'Empire du Milieu fait face à quatre défis majeurs que sont : la bulle immobilière chinoise qui fait qu'il faudrait quatre-vingts ans de salaire pour acquérir son logement, le boom démographique avec la fin du bonus démographique et une population nombreuse de personnes âgées. Et enfin, une dépendance de la Chine au dollar liée aux milliards chinois investis de bons du Trésor, au cas où il y aurait un effondrement du billet vert et l'épineux problème de la dégradation de l'environnement.

La Chine a pour projet de conquérir la première place économique. Pour cela, elle veut compter sur ses richesses, sa main-d'œuvre, ses sociétés à fort potentiel technologique, ses matières premières et les terres rares. Les Chinois font de l'économie la continuation de la politique, par d'autres moyens. Cette thèse des co-auteurs est à ranger parmi les sino-pessimistes, car Philippe Cohen et Luc Richard peignent la présence chinoise dans le monde sous un visage très hideux, ce retour en force de la Chine n'est ni plus ni moins que très désavantageux pour les puissances traditionnelles.

Il y a certes une part de vérité dans leurs conclusions, quand on sait que la forte croissance implique d'augmenter et de garantir la fourniture de l'Empire du Milieu en énergies et en matières premières, mais la Chine n'est pas la principale responsable des maux de l'humanité. Il faut lui reconnaître ses ambitions propres et la volonté de les réaliser au prix de ce que pourrait lui en coûter. Il y a véritablement une propension assez forte de diaboliser la Chine aux yeux du monde chez ces co-auteurs. Au cœur de cette vaste entreprise de « vampirisation » se trouve le continent africain pièce centrale du puzzle chinois avec ses immenses ressources minières et énergétiques qui intéressent la Chine, ses marchés et la diaspora qui alimente la mère patrie en capitaux. C'est par cette transition que nous convoquons les publications qui ont porté spécifiquement sur le continent africain, même s'il ne faudrait point isoler l'Afrique dans cette analyse de la grande offensive chinoise.

³⁹ Le vol d'oies sauvages : cette métaphore animalière a été utilisé par l'économiste japonais Akamatsu pour décrire cette série de décollages économiques successifs des dragons asiatiques. C'est un processus par lequel les pays les plus développés abandonnent leurs anciens métiers à de nouveaux venus qui, à leur tour, progressent et transmettent leurs savoirs à de jeunes recrues.

Dans cette même lancée, **Wen Tiejun** note dans *Eight Crisis*⁴⁰, que la Chine a fait face à neuf grandes crises économiques depuis 1949, toutefois l'ouvrage est intitulé *Eight Crisis*. Dans cet ouvrage, l'auteur démontre que parmi ces crises auxquelles la Chine a dû faire face, il y'en a eu deux crises exogènes et six crises endogènes. À partir d'une analyse de documents historiques et statistiques, **Wen Tiejun** affirme que la première crise qui a affecté la Chine entre 1949-1950, fut une continuité de l'inflation connue par la République de Chine et consécutive à la crise de 1929 à 1933 ayant affecté les pays de l'Ouest. Il note que le gouvernement chinois a dû adopter une réforme de la monnaie de papier, en raison d'un manque de métaux précieux après la crise de 1929 à 1935. La conséquence a été une grave inflation à long terme. La particularité de cette crise est qu'elle n'est pas liée selon l'auteur aux huit autres crises (six crises périodiques endogènes avant et deux crises exogènes après que la Chine ait intégré le système mondial) qui sont le fait de l'industrialisation de la Chine dans l'histoire contemporaine.

Deuxièmement, les huit crises cycliques qui ont eu lieu après 1958, ont été le fait des dirigeants chinois, qui à différentes périodes, introduisent des capitaux étrangers, ce qui a entraîné la hausse des dettes étrangères. Cette interprétation de l'histoire économique chinoise contemporaine comme résultant d'une série de crises économiques périodiques, n'est pas une toute nouvelle innovation. Selon l'auteur, c'est la conclusion de deux décennies de recherche entamées après la publication en 1988 de la « théorie de la crise », qui avait suscité controverses et critiques.

L'un des enseignements importants de ce travail c'est de montrer qu'il n'existe pas pour une quelconque nation, une croissance économique à long terme continue et régulière. Les fluctuations économiques périodiques sont un phénomène normal, même pour les pays avancés qui avaient bâti leur développement industriel dans l'exploitation de leurs colonies. Ce livre met un accent particulier sur la manière dont la Chine est parvenue à faire face aux différentes crises survenues par un procédé de transfert des coûts de la crise vers les zones rurales, c'est-à-dire que les coûts des crises de l'industrialisation urbaine sont transférés au secteur rural, qui sert de soupape de sécurité à l'économie chinoise par un "atterrissage en douceur" « soft-landing » de la crise dans les villes.

⁴⁰Wen Tiejun et. al. 2013. *Eight Crises: Lessons from China (1949-2009)*. Beijing: Dongfang Publisher.

Par conséquent, les périodes où la Chine a dû faire face à des ajustements et réformes comme en 1960 et 1980, ont été les conséquences d'une incapacité des dirigeants à transférer la crise du capital industriel urbain vers la zone rurale, ce qui a pour effet un « atterrissage dur » « hard-landing ». L'auteur construit son modèle d'analyse à partir de l'économie politique et la théorie des coûts de transaction de la nouvelle économie institutionnelle comme support théorique ; en empruntant des éléments d'analyse à la théorie du « système monde » d'Immanuel Wallerstein et de celle dite de la dépendance à Samir Amin. Son but est de faire de la théorie du transfert des coûts, un outil théorique de déconstruction des histoires économiques de la Chine contemporaine et du capitalisme mondial.

Le modèle d'analyse « Centre-Périphérie » emprunté ici à Samir Amin, est très important de nous, car la structure de « Centre-Périphérie-Semi-Périphérie » qui évoque la relation entre deux espaces économiques dans un système d'échange inégal, non-équilibré et persistant, se détériore et installe les pays en développement dans un jeu « perdant-perdant ». Ainsi, considérant la Chine comme relevant des pays dits émergents ou en développement donc étant soit à la « Périphérie ou à la Semi-Périphérie » avec une base économique nourrissant les nations du Centre à travers deux canaux. D'une part, la Chine fournit des produits physiques à l'Occident avec pour effet un excédent commercial en devises qui naturellement augmente sa masse monétaire, d'autre part étant donné qu'elle ne peut utiliser sa réserve de change accumulée que pour acheter les obligations de gouvernements occidentaux. De cette façon, son excédent commercial est canalisé dans les marchés de capitaux occidentaux, créant ainsi une plus grande bulle financière.

En conséquence, la crise économique mondiale consécutive à la crise de crédit dans la zone de base capitaliste en 2008, concorde avec l'évolution générale historique du capitalisme vers la phase du capitalisme financier. C'est pourquoi, l'intégration de la Chine dans le système mondial devrait soulever des interrogations afin de savoir : quel est le statut actuel de la Chine - nouveau « Centre » ou pays situé à la « Périphérie » et incorporé dans le système économique mondial? Comment situer la relation entre la Chine et les pays africains ? Où situer la Chine dans la nouvelle géographie économique du monde face au continent africain, un nouveau Centre face à une Périphérie dès lors que l'Afrique fournit de matières premières à la Chine en grande quantité? Comment la Chine peut-elle se « delinkée » déconnecter du piège du développementalisme dans lequel elle est prise après une course vers le tout développement sans en mesurer les conséquences ?

- La Chine en Afrique

L'ouvrage d'Adama Gaye⁴¹ est un acte fondateur dans les écrits africains francophones sur les relations sino-africaines. Il marque le début d'une révolution dans la littérature sino-africaine jusque-là dominée par des auteurs non africains particulièrement dans l'espace francophone. Gaye, analysant les relations sino-africaines, note qu'il est en face d'une trame historique dans laquelle sont impliqués le dragon rugissant du siècle actuel et une autruche impuissante à affronter ses propres défis. C'est pourquoi, il se pose cette question de recherche : *Comment le pays le plus peuplé du monde a-t-il pu défier les lois de la nature du sous-développement pendant que le continent le plus riche en ressources naturelles continue de les subir ?*

Entre travail historique et analyse politique, Gaye se sert de la Chine comme prétexte pour comprendre, expliquer et analyser les retards du continent africain à travers l'échec de ses différentes institutions (O.U.A, U.A, NEPAD) et de leurs programmes de sortie de crise. De l'ordre du pamphlet, cet essai présente le continent sous un jour sombre et des lendemains incertains dans un réquisitoire très sévère avec des anecdotes croustillantes.

Cet essai d'analyse de l'évolution contrastée des relations sino-africaines est à ranger dans le registre des « Sino-optimistes ». En effet, Gaye a une position très favorable vis-à-vis de la Chine. Pour lui, c'est à l'Afrique de savoir se positionner afin de pouvoir tirer profit de ce partenariat qui sonne comme un modèle alternatif de réussite économique. L'Afrique doit s'imposer, dit-il, comme un réel partenaire de la Chine, en vue de ne pas manquer ce rendez-vous, plutôt qu'en enfouissant la tête dans le sable. Dénonçant l'apathie du continent africain sur la présence de la Chine à ses portes, qu'elle feint d'ignorer en dépit du rôle qu'elle joue dans la redéfinition de la carte économique et géopolitique du monde, et malgré la présence des produits manufacturés « *Made in China* » qui ont envahi ses marchés. Selon Gaye, les institutions africaines se manifestent par une absence de stratégies et d'orientations concrètes pour pouvoir traiter avec la Chine afin que cette relation lui soit profitable.

Mieux encore, Gaye affirme que si la Chine a réussi sa percée, c'est parce qu'elle a eu un leader visionnaire, Deng Xiaoping qui l'a positionnée sur les chemins du développement, pendant que le continent africain se débattait dans le ventre mou du sous-développement

⁴¹ Adama Gaye, Chine-Afrique : *le dragon et l'autruche*, op-cit., 2006.

endémique, victime d'un dangereux *axe des prédateurs*, en continuant de vivre hors du temps. Pour cela, il faudrait selon l'auteur que l'autruche africaine apprenne à digérer la leçon du dragon ; une sorte de rendez-vous que l'histoire offre à l'Afrique. En définitive, selon Adama Gaye, sur ce terrain aussi, il va falloir faire preuve de vigilance et de perspicacité. Deux atouts qui ont jusque-là manqué à l'Afrique et qui aujourd'hui encore sont payés au prix fort. Le réveil du continent a sonné et l'espoir est permis d'une renaissance qui doit s'inspirer de la trajectoire chinoise, mais qui ne soit pas une copie pâle du géant chinois, qui ne finit pas d'étonner chercheurs et analystes du XXIème siècle par ses capacités.

Serge Michel et **Michel Beuret**⁴² dans *China Safari*⁴³ vont à la rencontre des acteurs qui font la ChinAfrique. De Luanda à Dakar en passant par Le Caire, Alger, Freetown, Abidjan, Brazzaville, Khartoum avec pour intention de nous amener à découvrir le quotidien de ces acteurs de la mondialisation par le bas en nous extrayant d'une analyse de l'objet différent de celle des spécialistes en Géopolitique et Relations internationales. Cette ChinAfrique que nous racontent Beuret⁴⁴ et Michel,⁴⁵ est selon eux l'une des dernières étapes de la mondialisation qui va insérer définitivement le continent africain. Les auteurs ont enquêté dans quinze pays et rencontré ces nouveaux « colons », qui sont en centaines de milliers.

Ces Chinois, qui sont déjà en Afrique, séduisent les chefs d'État parce qu'ils investissent sans parler de démocratie, et les populations parce qu'ils construisent des routes et des barrages ; en même temps ils découvrent à tâtons les grands espaces, l'exotisme, le rejet, l'aventure individuelle. Décrivant ces migrants qui se retrouvent tantôt héros de leur propre histoire, tantôt prédateurs, conquistadores ou samaritains. Les coauteurs les crayonnent comme des populations vivant repliées sur elles-mêmes, aucun effort d'intégration dans les sociétés d'accueil, ils n'essaient pas d'apprendre la langue d'accueil et sont allergiques aux coutumes locales. Cet enfermement sur soi qui a toujours caractérisé les populations chinoises ; a fini de faire de les rendre incapables de s'adapter aux autres civilisations. C'est pourquoi leurs pérégrinations en terre africaine ne les épargneront pas ; elles feront naître chez elles de nouvelles idées et les transformeront en retour.

⁴² MICHEL, Serge; BEURET, Michel *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*, nouvelle édition augmentée - PARIS : GRASSET, 2010.

⁴³ China Safari est le titre en anglais de l'ouvrage des co-auteurs.

⁴⁴ Serge Michel est correspondant en Afrique de l'Ouest pour Le Monde, prix Albert Londres en 2001, pour ses reportages en Iran. Il est l'auteur de Bondy Blog (Le Seuil, 2006).

⁴⁵ Michel Beuret est chef du service étranger du magazine suisse, L'Hebdo.

Beuret et Michel soutiennent que ces relations vont changer la Chine, l'Afrique ensuite, car cette dernière, tout juste bonne, à recevoir l'aide humanitaire ne faisait courir plus personne, mais dont la Chine est preneuse pour alimenter ses industries en matières premières. Ainsi, l'Empire du Milieu va remettre un continent à la dérive dans la tectonique de la mondialisation en opérant un basculement des grands équilibres internationaux, un séisme géopolitique. Les coauteurs n'oublient pas de poser les conséquences de la présence chinoise en Afrique en avisant sur le danger que pourrait constituer une banalisation de la Chine après avoir incarné le rôle du partenaire providentiel et fraternel, capable de tous les miracles. De même que sur la contradiction entre l'apport chinois au développement économique et l'exploitation cynique de la main d'œuvre africaine, comme en Zambie ainsi que les rivalités de pouvoir entre la Chine et les puissances traditionnelles. Mais on ne sait pas quelles seront les conséquences écologiques de ce « développement », ni comment réagiront les Africains.

Un des points importants de cet ouvrage, c'est d'avoir démontré qu'il ne suffisait pas de quelques enquêtes de terrain, pour affirmer que le pouvoir chinois, qu'on imagine très centralisé, pourvu de réserves financières et d'une main-d'œuvre abondante, poursuit une stratégie précise et méthodique en Afrique. Il semble un peu tôt pour l'affirmer. Car, les études menées sur le terrain démontrent bien que ce plan manque totalement de visibilité, en raison de l'opacité du pouvoir et des affaires et de la multiplicité des actions en cours un peu partout et dans tous les secteurs. Bien des indices attestent de l'impréparation chinoise en Afrique, de maladresses et d'un mouvement assez désordonné. Un certain nombre de revers en sont déjà la conséquence.

Eric Nguyen⁴⁶ part d'une démarche diachronique et synchronique pour dresser l'évolution des relations entre la Chine et l'Afrique. Du cadre historique, aux raisons politiques et diplomatiques en passant par les causes économiques, Nguyen dresse un portrait assez large des relations sino-africaines. Dans la première partie de l'ouvrage, Eric Nguyen retrace le cadre des relations Chine-Afrique et les replace dans une perspective historique.

L'auteur identifie deux grandes logiques qui sous-tendent la présence chinoise en Afrique dans le domaine économique. Avec d'une part, le souci chinois d'assurer sa sécurité énergétique par une quête de ressources minières et énergétiques, d'hydrocarbures, et d'autre

⁴⁶ Eric Nguyen, (2009), *Les Relations Chine-Afrique, L'Empire du milieu à la conquête du continent noir*, Studyrama Perspectives, 144p.

part, la recherche de débouchés pour les produits chinois ; en présentant quelques chiffres pour étayer ses propos. Un autre aspect très important mis en lumière par Nguyen est que la Chine arrive subtilement à concilier les deux volets de sa politique commerciale extérieure en recourant dans certains cas au troc de matières premières contre armements. Les relations commerciales entre la Chine et l’Afrique, décrites par Nguyen, ne sont pas unidirectionnelles dans le sens de l’Afrique vers la Chine. Il s’agit également des échanges allant de la Chine vers l’Afrique qui constitue un marché pour les Chinois. Pour Nguyen, les raisons politiques et diplomatiques de la présence chinoise en Afrique sont à inscrire dans le désir de la Chine de multiplier sa puissance diplomatique sur le plan international au centre de l’orientation de sa politique géopolitique.

D’abord, il y a la dimension politico-diplomatique qui se traduit par l’assurance du soutien des pays africains à l’ONU face à Taiwan avec qui la Chine se livre depuis 1949 une lutte sur la scène internationale avec pour principal enjeu l’isolement de Formose dans la scène diplomatique et la reconnaissance d’une seule Chine. Ensuite, la dimension géostratégique qu’il faut tirer de l’ouvrage de Nguyen, c’est ce projet global culturel de la Chine en Afrique qui se décline sur plusieurs étapes : formation des ressources humaines du continent en Chine au bénéfice des États africains, octroi de bourses d’études pour les étudiants, édification d’Instituts Confucius qui sont des centres culturels ayant pour objectif de répandre l’usage de la langue chinoise en Afrique. C’est la stratégie du *soft power*.

En s’alliant avec l’Afrique la Chine devient du coup une puissance africaine et internationale avec le soutien de l’ensemble des pays du continent aux Nations Unies. Elle devient ainsi un acteur majeur sur la scène internationale dans le cadre du maintien de la paix et des résolutions de conflits comme à Soudan. Cette prise de responsabilité démontre l’importance croissante de la Chine en Afrique et ses visées hégémoniques, facteurs de tensions sur la scène africaine. Entre la nouvelle superpuissance en devenir et le continent perdu, l’étonnement a gagné les esprits au point d’inquiéter les Occidentaux. Aujourd’hui, les analystes sont partagés entre l’effroi et l’émerveillement. Il demeure que le travail de Nguyen aborde les relations Chine-Afrique, dans une approche systémique en essayant de mettre en lumière les imbrications entre les enjeux économiques politiques, sociaux et diplomatiques. Et que ce sont les fantasmes et les clichés racistes qui empêchent les Européens d’être objectifs.

L’ouvrage d’Eric Nguyen sur les relations Chine-Afrique présente toutefois, quelques imperfections en ce qui concerne les données statistiques. Les chiffres avancés sont parfois

vagues et ne sont pas à jour pour des données évolutives. Mieux encore, les acteurs de la Chine-Afrique par le bas ne sont pas visibles c'est-à-dire ceux qui font quotidiennement ces nouvelles formes de relations et lui donnent toute rationalité.

Lotfi Ouled Ben Hafsia⁴⁷ et **Karima Belkacem**,⁴⁸ dans *L'avenir du partenariat Chine-Afrique*, analysent les relations sino-africaines dans la longue durée en s'interrogeant sur le devenir de ces relations entre le pays « caméléon » et le continent africain face à l'inquiétude des Institutions internationales et l'Union Européenne. Les co-auteurs affirment bien que malgré que la Chine ait créé les conditions de son émancipation économique, elle demeure toujours un pays en développement au regard de ses forces et faiblesses. L'intérêt que suscite l'Afrique est important du fait que la Chine accompagne le continent africain dans des programmes d'aides, de prêts et coopération, dans le même temps la Chine assure son approvisionnement en ressources naturelles pour maintenir sa courbe de croissance.

Les auteurs soutiennent que les relations entre la Chine et le continent africain sont asymétriques du point de vue des échanges commerciaux. C'est ainsi que deux scénarios sont possibles selon les auteurs : dans l'un la Chine continue sa dynamique d'aide et contribue au développement du continent et dans l'autre elle maintient une emprise à l'image des pays occidentaux. Ce travail comme beaucoup d'autres souffre de l'inexactitude des chiffres publiés sur les investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, mais aussi d'un discours trop normatif sur la position de l'Afrique face au géant asiatique.

Sous leur direction, **Jean Jacques Gabas** et **Jean Raphael Chaponnière** ont conduit un travail intitulé : « *Le temps de la Chine en Afrique* » et qui a réuni des spécialistes en économie, en géographie et en sciences politiques ; ce qui a donné lieu à une mobilisation de plusieurs approches méthodologiques pour nous décrire les multiples réalités des présences chinoises en Afrique subsaharienne. Pour les co-auteurs, l'heure est venue de rompre avec ces clichés colportés un peu partout et nourrissant des rumeurs sur l'implantation chinoise en Afrique.

L'ouvrage s'est basé sur des analyses faites dans différents pays africains pour mieux exposer les spécificités propres à chaque pays au regard de leur passé, de leurs dotations en matières premières ou de leurs positions géostratégiques. Les objectifs de ces auteurs sont de montrer que les manifestations de la présence chinoise en Afrique ne sont pas homogènes et

⁴⁷ Docteur en Droit

⁴⁸ Docteur en Sciences économiques

qu'il ne faudrait en aucun cas extrapoler les résultats d'un ou de quelques pays à l'ensemble africain. C'est fort de cela qu'il sera possible de mieux éclairer ces dynamiques qui influenceront le devenir de l'Afrique subsaharienne.

Ce travail apporte aussi des informations clés sur trois points essentiels : les motivations des investissements chinois, leurs modalités et leurs impacts en donnant les outils d'analyse sur les relations sino-africaines dans une perspective prospectiviste où toutes les éventualités sont possibles. Cet ouvrage est basé sur des études empiriques menées en Afrique de l'Ouest, en Afrique Australe et en Afrique de l'Est ainsi que sur des missions en Chine. Ces études de terrain ont permis de mesurer la manière dont les communautés chinoises sont accueillies, vues, comprises et insérées dans les sociétés d'accueil, par les bailleurs traditionnels, les populations locales, les opérateurs économiques locaux avec une conception assez critique sur les données statistiques publiées un peu partout sans aucune vérification. Une approche de travail qui cherche à cerner de plus près des réalités de ces présences chinoises et leurs effets sur les comportements des acteurs économiques et politiques qu'ils soient nationaux ou bailleurs étrangers.

L'ouvrage défend quatre thèses :

- la première thèse soutient que les relations sino-africaines, sous ces formes actuelles soient l'illustration de profondes mutations au niveau mondial sur le futur de l'humanité, et de qui sera la prochaine puissance en ce sens que l'Afrique est au cœur d'un enjeu de domination mondiale entre les États-Unis et la Chine.
- la seconde hypothèse considère que la coopération chinoise serait une réponse aux enjeux majeurs auxquels est confronté le sous-continent dans la mesure où l'expérience chinoise pourrait servir de modèle de développement replicable en Afrique, continent confronté aux mêmes défis que la Chine il y a 40 ans.
- La troisième hypothèse de travail concerne les opportunités dont bénéficieraient les États qui entretiennent avec la Chine des relations de coopération.
- La dernière hypothèse reliée à la troisième hypothèse postule que la Chine deviendrait un acteur incontournable en termes d'aide, de commerce et d'investissements.

Partant de ces hypothèses de travail, les contributeurs de cet ouvrage structurent le corps de ce texte en trois temps. D'abord, en positionnant la place qu'occupe l'Afrique pour la domination mondiale en se basant sur l'ensemble des relations économiques de l'Afrique subsaharienne et la Chine ; ensuite en décortiquant la complexité de

l'architecture de l'aide chinoise ainsi qu'une analyse de l'état des productions de savoirs sur l'Afrique, par les Centres de recherche établis en Chine, dans un second temps et enfin une analyse détaillée pays par pays des présences chinoises.

Ce temps de la Chine en Afrique se pose beaucoup plus en termes d'opportunité pour le développement des pays qui réussiront à nouer des relations de partenariat avec la Chine qu' à une possible menace qui pourrait naître avec ce nouveau partenaire du continent africain. Cette interrogation sera prise en charge par la revue **Alternatives Sud**, dans son volume (18-2011 / 7) lorsqu'elle pose la question de savoir si la présence de la Chine en Afrique est-elle une opportunité ou une menace pour le développement du continent africain ?

Cet ouvrage sur la Chine en Afrique, publié dans la Revue Alternatives Sud, qui s'interroge sur la présence chinoise en Afrique, est structuré en deux parties : dans la première partie, **Laurent Delcourt** y signe un long éditorial sur les enjeux et perspectives des relations sino-africaines afin de mesurer si l'irrésistible percée chinoise peut servir de levier d'une future émancipation politique et économique du continent ou un frein à son développement ? La seconde partie de l'ouvrage est composée de contributions de spécialistes, de consultants, d'économistes, de journalistes et de chercheurs africains qui expriment des points de vue du Sud dans le débat actuel sur la Chine en Afrique.

Laurent Delcourt soutient que la réponse à cette interrogation doit être nuancée, car si l'on privilégie une analyse pluridimensionnelle, tenant compte de la multiplicité des points de vue et intégrant différents niveaux d'analyse, il ne faudrait point avoir un avis tranché sur la présence chinoise en Afrique. En effet, cette présence permet au continent africain de desserrer les liens de la dépendance qui le lie aux anciennes puissances coloniales et aux Institutions financières internationales, en faisant passer les pays africains d'un statut de quémandeurs passifs soumis aux directives et aux exigences des institutions financières et des bailleurs bilatéraux à celui d'acteurs actifs de la partie, voire d'arbitres dans la compétition à laquelle se livrent les grandes puissances.

Dans le même ordre d'idées, Laurent Delcourt reconnaît que même si cette présence est profitable au continent, elle ne garantit en rien l'amorce d'un développement durable qui soit à la fois profitable aux populations et durable. Que l'Afrique demeure toujours confinée au rôle de fournisseur de matières premières. C'est pourquoi, il serait difficile de sortir le continent d'une forme de relation dans laquelle l'avaient placé les

anciennes puissances coloniales et qui demeure hypothétique avec la Chine. Les points de vue du Sud qui se sont exprimés dans la seconde partie de l'ouvrage sont partagés entre Sino-optimistes et Sino-pessimistes.

Dans le premier chapitre, **Thierry Amougou** montre que la coopération sino-africaine se fait sur une base asymétrique, par conséquent les effets positifs de l'inflation chinoise en Afrique noire sont limités dans le temps. Pour sortir de ce cercle vicieux, l'auteur propose une ébauche de solution théorique pouvant permettre aux États subsahariens de rectifier le tir, afin de rendre durables et utiles au développement les effets positifs dans le court terme, pour ne pas laisser à long terme planer le spectre d'un sous-développement durable. Dans le second chapitre, **Anthony Yaw Baah** et **Herbert Jauch** analysent les conditions de travail et relations professionnelles dans les compagnies chinoises installées en Afrique en démontrant la manière dont ces investissements foulent les droits élémentaires des travailleurs africains et leurs mépris des syndicats qui peinent à s'imposer après des années de (P.A.S). Au-delà de cette critique, les auteurs ébauchent un certain nombre d'actions collectives originales et combatives pour défendre les intérêts des travailleurs.

Dans le troisième chapitre, **Peter Bosshard** analyse l'empreinte écologique de la Chine en Afrique. **Ndubishi Obiorah** se pose la question de savoir qui a peur de la Chine dans le quatrième chapitre ? Il pose le débat sur le rôle des sociétés civiles africaines face aux défis que représente la présence chinoise. Selon **Obiorah**, l'Afrique doit saisir les opportunités que lui offre ce partenariat avec la Chine, tout en veillant sur ses propres intérêts. Il conclut sur un point important en soulignant que les Africains doivent au minimum en apprendre plus sur ce pays et les motifs qui les poussent à s'investir autant en Afrique.

Quant à **Ali Askouri**, il note que les investissements chinois en Afrique constituent un cocktail explosif et peuvent mener à une stratégie de déstabilisation dans certaines parties du continent au niveau du cinquième chapitre. Les chapitres 6,7 et 8 reviennent sur les perceptions des présences chinoises en Mozambique, en R.D.Congo partagées entre le scepticisme de la société civile africaine et l'optimisme des élites politiques locales vis-à-vis de la poussée chinoise. Dans la dernière contribution de cet ouvrage, **Adama Gaye** demeure toujours dans la lignée de son premier ouvrage sur la Chine en Afrique, car il pense toujours que c'est au continent africain de savoir tirer les leçons de cette transition entre puissances émergentes et déclinantes, pour tirer profit de ces nouveaux rapports Sud-Sud.

Fantu Cheru and Cyril Obi conduisant un travail sur les deux plus grandes économies émergentes de ce début de siècle, ont publié avec d'éminents spécialistes *The Rise of China and India in Africa*. Cet ouvrage examine en détail les opportunités et les défis que soulèvent la présence croissante des deux plus grandes nations par le nombre d'habitants sur le continent le plus pauvre du monde et propose, dans le même temps des interventions critiques que les gouvernements africains doivent prendre en compte dans le but de pouvoir être dans les meilleures dispositions, pour négocier avec les deux plus grandes économies émergentes du monde. Divisé en quatre chapitres, cet ouvrage fournit d'importantes réponses sur la présence des deux grands pays émergents en évitant tout de même de ne pas reprendre les études déjà existantes sur les relations entre l'Afrique et la Chine et l'Afrique et l'Inde. Avec une attention particulière sur les priorités de réponse qui peuvent transformer les opportunités concrètes de réduction de la pauvreté et le développement à la base. C'est aussi un ouvrage qui situe l'engagement des nouveaux pouvoirs émergents dans un contexte de déplacement du pouvoir économique mondial d'Ouest en Est, avec une domination des grandes économies chinoises.

L'ouvrage souligne que malgré le discours d'amitié et de solidarité dans les documents politiques de partenariat entre la Chine et l'Inde, leur engagement sur le continent est motivé principalement par une quête de ressources et de marchés, par une influence et un soutien. Si la Chine souhaite la reconnaissance d'une seule Chine, l'Inde par contre est mue par le désir d'obtenir un siège de membre permanent du Conseil de Sécurité avec le soutien des États africains. Cela se manifeste dans un contexte mondial marqué, par la montée fulgurante de ces deux pays qui redéfinit dans le même temps l'architecture des relations internationales marquée par l'émergence d'une nouvelle forme de relations Sud-Sud.

Les contributeurs se sont basés sur les données empiriques pour s'intéresser à plusieurs zones de tensions. Ils avertissent sur les risques de généralisation et appellent à une recherche détaillée du niveau d'implication de ces deux États dans le but de mesurer l'impact réel de la Chine et de l'Inde sur le développement du continent (cf. voir chapitre Alemayetu and Atnafu, Vines and Campos, Draper et al.. et Modi). La dernière partie de cet ouvrage examine les réponses alternatives auxquelles les pays africains doivent engager avec les deux géants émergents. C'est dans ce sens qu'une des recommandations de cet ouvrage développée dans le dernier chapitre, par **Cheru et Calais** sur : « *Countering "new imperialism" what role for the New partnerships for Africa's development ?* », postule à une stratégie

d'intégration régionale pour une croissance durable en Afrique en promouvant les marchés régionaux.

Il y a selon eux l'urgence d'instituer des politiques contre-hégémonique à la lumière de l'échec de la politique néolibérale depuis la crise financière de 2008 et d'avoir une approche réaliste de la montée en puissance de ces deux géants sur la scène économique internationale pour analyser correctement les tendances de l'évolution globale des échanges qui ne doivent pas d'être des relations asymétriques. Les clés du développement du continent résident sur un leadership africain visionnaire avec une stratégie claire et coordonnée au niveau continental pour engager les deux géants émergents dans une plateforme forte et bien informée dans le but de contribuer au développement du continent africain au XXI siècle.

China's New Role in Africa and the South publié, sous la direction de **Dorothy Grace Guerrero et Firoze Manji**, est le fruit d'une conférence qui s'est tenue à Shanghai en marge de la réunion de la Banque Africaine de Développement en 2007 à l'initiative de plusieurs organisations de développement et de dialogue entre les sociétés civiles et les institutions universitaires de la Chine et d'ailleurs. Cet ouvrage dirigé par deux éminents spécialistes de la Chine Afrique, avec les contributions des grands analystes de la Chine dans le monde, part d'un constat troublant, car selon eux à chaque fois qu'on ouvre un magazine de presse concernant le continent africain et impliquant la Chine, on note toujours les mêmes lexiques « New scramble of Africa », « voracious », « ravenous » or « insatiable appetite for natural resources » qui sont les mots les plus usités pour caractériser l'engagement de la Chine en Afrique. D'un autre côté, l'engagement des pays européens se résume toujours avec les mêmes mots devenus à la fois anodin comme « development », « investment », « employment generation ».

Pour les contributeurs à cet ouvrage, l'implication de la Chine en Afrique se mesure à partir de trois dimensions principales à savoir : les investissements directs étrangers, l'aide et les échanges commerciaux. Trois piliers fondamentaux au rayonnement de ce nouveau partenariat dont l'Occident ne semble pas pour l'heure vouloir s'accommoder aux yeux des analystes. Cette publication va dans le sens de démontrer que la montée en puissance de la Chine dans le monde et particulièrement en Afrique, demeure dans le champ de la recherche tiraillée entre euphorie béate et sino-pessimiste. Dans le cadre de cette publication, les points de vue qui s'y reflètent, épousent le discours optimiste sur l'ascension fulgurante de

la Chine en Afrique. Cet ouvrage cherche à mettre en exergue quelques préoccupations générales sur le positionnement géopolitique de la Chine en Afrique et dans le Sud en donnant une compréhension plus complète et plus nuancée de cette nouvelle configuration.

Tout en donnant un meilleur éclairage de la concurrence croissante entre la Chine et les puissances traditionnelle, la lecture de certains chapitres de cet ouvrage collectif permet d'identifier les champs et les stratégies possibles d'intervention et d'influence à partir desquels se construisent les futurs efforts de coopération et de solidarité entre la société civile chinoise et des groupes internationaux. Les contributeurs qui ont participé à la rédaction de ce livre sont venus d'institutions universitaires spécialisées et des ONG ; ils ont axé leur travail sur des thèmes autour du développement, de l'environnement, de la justice sociale, du fonctionnement des institutions financières internationales et leurs impacts sur les communautés locales.

Dans le deuxième chapitre **Luk Tak Chuen** affirme que la stratégie de la Chine, pour les ressources naturelles, n'est pas quelque chose qui est unique à la Chine, mais doit être analysée comme faisant partie de la mondialisation néolibérale, qui a façonné les relations abusives entre les pays capitalistes et le continent africain. De même, au sein de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et des institutions essentielles pour la mondialisation, la Chine s'est positionnée à la fois comme client et concurrent. **Shalmali Guttal** examine la façon dont la Chine a utilisé stratégiquement son statut de membre de ces deux institutions financières internationales (banque mondiale et banque asiatique de développement. Avec comme objectif, développer habilement sa propre infrastructure physique, sociale et financière, les institutions et les services avec l'argent qu'elle emprunte à eux tout en utilisant son excédent commercial massif et les réserves d'échanges, pour rivaliser avec eux dans la sécurisation de sa nouvelle zone d'influence qui est constituée par les économies des pays les moins développés.

Au-delà des déclarations officielles et des discours Sud-Sud, **Dot Keet** suggère que la question primordiale est de savoir si le rôle grandissant de la Chine en Afrique est une nouvelle forme de partenariat et de coopération, ou rien d'autre que le renouvellement du vieux modèle de domination coloniale ou néocoloniale, ou le reflet d'un nouvel impérialisme. L'importance des relations entre la Chine et l'Afrique ont donné naissance à un discours très négatif venant des pays occidentaux et de leurs médias sur la façon dont la Chine

mène ses activités en Afrique, tandis que les Chinois, avec un soutien important des Africains, ont monté une stratégie de défense fougueuse pour répondre à leurs détracteurs.

Barry Sautman et **Yan Hairong** jetant un regard sur le modèle chinois, défini comme étant celui du « consensus de Beijing » bâti sur la politique d'aide et sur la migration, affirment que la Chine pourrait être moins une menace que l'Occident pour l'Afrique. Lucy Corkin examinant la façon dont les multinationales chinoises ont commencé à réclamer leur part du marché africain dans un certain nombre de secteurs, soutient que l'Afrique pourrait bénéficier des actions de ces sociétés à condition qu'il y ait des cadres réglementaires institutionnels robustes et une capacité à surveiller et à orienter les investissements. **Ali Askouri** lui est plus sceptique dans ses analyses sur les avantages de l'engagement Chinois en Afrique, arguant que cela a conduit à des déplacements forcés de populations, à des tensions sociales et à des conflits.

L'entrée des entreprises chinoises de construction en Angola, bien que controversée, a marqué une période de régénération rapide des infrastructures, affirme **Lucy Corkin** en examinant de manière approfondie les projets économiques de la Chine. L'étude du cas angolais demeure sa préoccupation par rapport aux défis posés par l'absence de cadres institutionnels et la capacité du Gouvernement à surveiller et encourager l'investissement direct en termes de développement des compétences locales et le transfert de technologie qui pourrait être plus bénéfique pour l'Angola. La Chine est considérée par les auteurs de cet ouvrage dans leur majorité comme un nouveau partenaire au développement du continent africain et, sur qui beaucoup d'espoirs peuvent être nourris contrairement aux anciennes puissances colonisatrices.

Une thèse, qui entre en droite ligne de celle défendue, par **Thierry Bangui** dans : « *La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique. Vers la fin des privilèges européens sur le continent ?* »⁴⁹ Cet ouvrage débute par la préface du Président de la Banque de développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) et ancien Premier ministre de la République Centrafricaine, **Anicet Georges Dologuele**. Le préfacier semble vouloir présenter le continent africain comme un plat à dévorer. En même temps il dénonce

⁴⁹ Thierry Bangui : « *La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique. Vers la fin des privilèges européens sur le continent ?* » Paris , L'Harmattan , 2009, 285 pages.

très allègrement l'attitude des dirigeants africains qui ont fait de l'Afrique un continent sans avenir.

L'auteur jette un regard critique sur le demi-siècle des relations avec les puissances traditionnelles et dresse un diagnostic très négatif. Tout en se demandant si les nouvelles relations entre la Chine et l'Afrique ne sifflent-elles pas la fin des privilèges des alliés historiques du continent ? **Thierry Bangui** souligne que la Chine et l'Afrique sont se découverts des intérêts croisés mus par « *la géostratégie et le développement* ». Que la coopération « *gagnant-gagnant* » est une réalité que la Chine aussi bien l'Afrique trouvent leurs intérêts dans ces relations. L'exportation des matières premières africaines vers la Chine en contrepartie de la livraison d'infrastructures, dont le continent est dépourvu, en même temps que l'importation de produits manufacturés. L'optimisme de **Thierry Bangui** est renforcé selon lui par cette nouvelle génération de leaders émergents et postindépendances décomplexés. Une élite qui pense que l'Afrique doit choisir ses propres amis, après un demi-siècle d'échanges avec l'Occident. Il affirme traiter, dans son livre la question de géostratégie et du développement.

L'auteur est allé très loin dans l'avant-propos de son livre en affirmant que, contrairement aux articles et ouvrages publiés par des auteurs occidentaux qui ont dénoncé les actions de la Chine en Afrique, lui en revanche, jette un regard globalement positif de la présence chinoise en Afrique, même s'il faudrait dans l'avenir améliorer la coopération. Il se range donc du côté des sino-optimistes. Il reconnaît la part de responsabilité des Africains sur le retard du continent et qu'il serait irresponsable de jeter l'anathème sur les partenaires traditionnels de l'Afrique (Europe-États Unis), pour ne trouver que des qualités aux nouveaux partenaires. C'est pour cela que l'Afrique doit définir ses propres priorités et sa stratégie en s'ouvrant aux pays développés et aux émergents.

Cet ouvrage grand public, sur la coopération sino-africaine, est à ranger dans la catégorie des sino-béats, car il a une vision assez positive du futur de la Chine en Afrique. Il place la question de la « *géostratégie du développement* » comme élément central de son analyse et les raisons explicatives du regain d'intérêt de la Chine sur l'Afrique et ses répercussions économiques, politiques et diplomatiques. Soutenant que c'est l'attitude de l'Europe condescendante et paternaliste qui a fini d'exacerber les pays africains au point que ces derniers se soient détournés du vieux continent au profit de la Chine. Contrairement aux affirmations de l'auteur à l'entame de son ouvrage, à notre avis cet ouvrage n'a pas été

construit sur la base d'une recherche empirique pure telle que nous la connaissons à partir « d'entretiens ciblés », questionnaire avec diverses catégories de population (entrepreneurs, politiques, responsables d'administration, universitaires, citoyens.) (Bangui : 17). Il n'est pas loin de ces travaux qui ont été bâtis sur la base de notes de lecture, d'une littérature de recyclage d'idées sur la question et d'un point de vue personnel.

Dans un registre moins optimiste, **Jean Joly**⁵⁰ utilise la notion de « conquête » pour décrire l'action de la Chine sur le continent africain. Pour lui, la Chine mène une offensive politique et économique sans précédent en Afrique, en s'engouffrant dans un vide créé par le retrait des vieilles puissances colonisatrices. Il soutient dans son analyse que l'action de la Chine en Afrique permettra d'anticiper et de comprendre l'avenir du monde avec une situation multipolaire où les États Unis ne décideront plus seul. Son travail fait un large exposé de l'évolution des relations sino-africaines, les raisons de l'offensive chinoise, les facteurs clés du succès chinois, les méthodes employées et les conséquences que cela entraînera dans la géopolitique du monde avec une redistribution des cartes internationales. La conquête chinoise fait classer **Joly** dans le camp des sino-pessimistes, car il affirme que l'Empire du Milieu sera à l'origine d'un désastre écologique à moyen et long terme en portant atteinte au cadre naturel et en accroissant la pénurie d'eau.

Il souligne aussi qu'il faut une certaine distanciation avec l'objet analysé pour faire la part des choses entre les mythes et les réalités de la Chine d'aujourd'hui. Toutefois, **Joly** ne s'est pas départi d'un certain « occidentalisme » en affirmant que l'arrivée de la Chine en Afrique, en distendant les liens traditionnels qui existaient avec les Européens, a incité de nombreux Africains à se réfugier dans le passé et les croyances traditionnelles. Le choc culturel impacté par l'offensive chinoise risque de jeter les bases d'une guerre de religion en Afrique avec la montée de l'extrémisme, de l'animisme, de l'islam fondamentaliste ou du christianisme évangélique.

⁵⁰ Jean Joly : *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*, Paris, Pygmalion, 2011.

- Les Enjeux économiques de la présence chinoise en Afrique

François Lafargue⁵¹

Dans cet article, l'auteur décrit comment les taux de croissance à deux chiffres peuvent impacter lourdement sur la consommation énergétique des pays comme l'Inde, les États-Unis et la Chine. Cette dernière est devenue à partir de 2005, le deuxième consommateur mondial de pétrole, après les États-Unis. Cette boulimie énergétique a été déterminante sur la hausse des prix des hydrocarbures dans le marché mondial du pétrole. Les conséquences de cette course à l'or noir ont lourdement impacté sur les pays en voie de développement dont certains ont vu leur facture pétrolière doublée, voire triplée, et une raréfaction de cette source d'énergie eu égard à l'instabilité qui prévaut dans la région du Moyen-Orient. Dès lors, ces trois pays élaborent selon l'auteur de nouvelles stratégies d'approvisionnement pour maintenir ce rythme effréné inhérent au taux de croissance à deux chiffres. Ainsi, avec 9,4%⁵² des réserves mondiales et 11,4% de la production mondiale, le continent africain suscite l'intérêt et l'appétit gargantuesque des trois pays susnommés.

Le mérite de ce travail, c'est de nous exposer le rôle et la stratégie de ces trois « puissances » dans la nouvelle géostratégie économique mondiale avec en toile de fond l'accaparement des ressources énergétiques piliers d'un développement industriel stable. C'est pourquoi, l'importance de cet article est à mesurer au niveau des enjeux que pose cette lutte que se mènent les États-Unis, la Chine et l'Inde dans le continent africain. La nécessité pour ces derniers (trois pays) de diversifier leur source d'approvisionnement en énergie les contraint à se redéployer pour trouver de nouvelles formes de partenariat en Afrique, particulièrement dans les pays comme la Libye, le Nigeria, l'Angola, le Gabon et l'Algérie, sans oublier le Soudan.

L'objectif principal des États-Unis consiste à réduire de manière drastique leur dépendance à l'égard du golfe arabo-persique qui représente 20% des importations pétrolières américaines, ce qui justifie ainsi leur redéploiement en Afrique. Et qui fait suite à un rapport rédigé sous l'autorité du Vice-Président américain Dick Cheney en mai 2001 (Report of the National Energy Policy Development Group). Un rapport qui conclut que les États-Unis dans

⁵¹ François Lafargue, États-Unis, Inde, Chine : Rivalités pétrolières en Afrique ; *DeBoeck Université/Afrique contemporaine 2005/4-n°216 p43-56.en ligne : cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-4page-43.htm*

⁵² La Libye, le Nigeria, l'Angola et l'Algérie détiennent 85% des réserves en Afrique, *BP Statistical Review of World Energy*, 2005.

les vingt années à venir verront leur facture de consommation pétrolière et gazière augmenter respectivement de 30% et 50%.

C'est la raison pour laquelle, il fallait se réorienter et voir l'Afrique et plus précisément le golfe de Guinée devenu la priorité américaine. L'Amérique va rompre d'avec une attitude d'indifférence, afin de marquer durablement au regard du poids énergétique de cette zone du monde, un renouveau de la politique américaine en Afrique. Un renouveau marqué par l'adoption des African Growth and Opportunity Act (AGOA), auquel plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne ont adhéré. De plus, le Nigeria est devenu 1^{er} fournisseur en hydrocarbures des États-Unis, avec ses différentes sociétés pétrolières qui lui permettent de contrebalancer sa dépendance vis-à-vis de l'Arabie Saoudite. L'intérêt des États-Unis pour le pétrole africain est économique et géostratégique du fait de la facilité à sécuriser les gisements off-shore dans la mise en place de la future base navale américaine pour surveiller cette région à Sao Tomé et Príncipe. S'y ajoute aussi la qualité de l'or noir dans le Golfe de Guinée qui est un pétrole léger (comme le Bonny light), qui fournit des rendements élevés en essence, produit très prisé aux États-Unis.

Selon l'auteur, en même temps que les États-Unis demeurent privilégiés dans cette partie du continent en hydrocarbures avec 40% des exportations algériennes et 8,5% du besoin en importations de la part du Nigeria. L'appétit énergétique des États-Unis d'Amérique va se heurter à ceux de la Chine qui nous intéresse le plus dans cette étude, mais aussi de l'Inde : les deux têtes de pont du Tiers-monde pendant la période de la bipolarisation du monde. Le continent devient ainsi une zone de convoitise, d'enjeux multiples avec en toile de fond la question énergétique. Le réveil du dragon asiatique dans un contexte de mondialisation économique et de la raréfaction des sources d'approvisionnement en énergie va instaurer une nouvelle compétition en Afrique. Ce n'est plus la course aux armements comme du temps de la Guerre froide, mais celle de l'énergie pour maintenir le rythme infernal des industries.

Cette nouvelle forme de concurrence connaît ses aires de jeu comme la Guinée Équatoriale qui est partagée entre la défense de ses intérêts et la convoitise de ces deux géants. Un pays dont le tiers de son pétrole est exporté aux États-Unis et le quart en Chine devenant ainsi son troisième client (en lui achetant une part importante de son bois). L'auteur montre dans ce travail comment les besoins en énergie de la Chine se sont accrus au point d'atteindre 45 à 50% de la consommation mondiale de pétrole en 2005. La volonté de la Chine de se

porter définitivement vers l'Afrique a été confirmée par là et beaucoup plus encouragé par le parachèvement de l'œuvre américaine au proche orient où tous les États producteurs sont sous sa coupole à l'exception de l'Iran.

La Chine devient ainsi le deuxième importateur du pétrole africain lui permettant du coup de réduire sa dépendance énergétique. Ce regain d'intérêt de la Chine en Afrique sera marqué par les visites en Afrique du Président chinois Hu Jintao au Gabon, pour la signature de contrat de prospection et d'exploitation. Le redéploiement de la Chine en Afrique ouvre de nouvelles perspectives avec une nouvelle forme de coopération pétrolière devenue très fructueuse et connue sous le fameux concept de « Win Win ». Par ce procédé de coopération, le pays du milieu offre son savoir-faire, sa main d'œuvre, des prêts financiers à des taux préférentiels à ses fournisseurs de matières premières dans leur projet de construction d'infrastructure. Elle s'abstient à toute forme d'ingérence politique dans les affaires intérieures de ses États partenaires.

L'auteur termine son travail en mettant en exergue le caractère contrasté de cette forme de coopération au point de dire que les pays africains doivent exiger des relations économiques plus équitables avec la Chine, ne pas contenter d'exporter leurs matières premières, mais, en échange bénéficier de transfert de technologie. On ne peut terminer d'analyser le texte de Philippe Lafargue, sans revenir sur la place du troisième larron à savoir l'Inde. Avec ce dernier, c'est une nouvelle forme de coopération plus équilibrée qui s'instaure selon l'auteur, en privilégiant les partenariats industriels et le transfert de technologie en faveur des pays africains.

Ce tableau dressé par l'auteur semble peu reluisant pour l'Inde, il cherche ici à le démarquer des deux premières puissances mondiales. L'Inde comme les États-Unis et la Chine sont tous à la quête de cette source qui lui permettrait de maintenir la courbe de croissance de leurs économies. Les questions qu'il faut se poser maintenant c'est à savoir quel est le profit que peut tirer de ces partenariats et quels sont les enjeux de leur présence sur le continent ? Est-ce que le continent connaîtra ainsi de fortes rentrées d'argent et une nette amélioration de ces infrastructures en construction. La particularité de la Chine et de l'Inde est le fait que ces deux pays ont tous les deux une forte communauté en Afrique, que leurs intérêts sont situés au cœur des pays bannis par la communauté internationale à savoir la Libye, le Soudan. Ce que l'auteur n'a pas noté, c'est quels sont les enjeux de ces conflits ou même de cette subite instabilité dans ces régions où les intérêts chinois sont en présence. La

question de l'énergie est à l'origine de cette nouvelle forme de guerre entretenue dans le monde, pour enrayer l'offensive chinoise en Afrique.

L'enseignement que l'auteur en tire c'est que cette présence devait être liée à des changements dans la nature des institutions politiques pour plus de démocratie. Cette présence est le moment opportun pour ces pays d'entrer de plain-pied dans le train du développement économique avec leur soutien. Philippe Lafargue est assez critique avec la Chine et très indulgent avec les deux autres États. Il note aussi un recul de l'investissement des pays de l'Union Européenne qui se font distancer de plus en plus dans cette partie du monde considérée auparavant comme étant leur pré carré.

- **Les Enjeux géopolitiques de la présence chinoise dans le monde.**

Selon **Anik Gayan**⁵³, la Realpolitik est le prolongement du jeu d'influence capitaliste dans le monde. Pour l'auteur, la Realpolitik semble prendre le pas sur les Idéologies, les intérêts nationaux des Etats et militaro-stratégiques sont défendus avant tout par les États. Il urge donc pour les médias au-delà du discours officiel de débusquer les non-dits du jeu des relations internationales⁵⁴. Ce texte nous montre que les grands principes et idéologies n'existent que pour ceux qui y croient et ne servent qu'à la cosmétique. C'est pour la forme et la rhétorique. Toutes les nations n'existent que pour la défense à tout prix de leurs intérêts. Elle est la considération prééminente. L'intérêt du discours de l'auteur, c'est de chercher à dépasser les apparences et de faire ressortir les motivations profondes des acteurs impliqués dans le jeu.

C'est pourquoi, son analyse est d'une importance capitale, car au regard du jeu économique mondial et de ses fameuses règles avec en toile de fond la guerre entre les grandes puissances. Parlant des Nations Unies, il considère l'institution internationale comme étant le butin des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. De même que le conseil de sécurité, qui selon lui est devenu une arme nationaliste pour les membres permanents.

Notant la présence de la Chine sur le continent africain, il note que la Realpolitik chinoise a été visible en Afrique particulièrement au Soudan où l'empire du Milieu a délibérément fermé les yeux pour ne pas froisser un partenaire indispensable eu égard à la

⁵³ Anik Gayan, ex ministre des Affaires Etrangères des Iles Maurice.

⁵⁴ Anik K. Gayan, La Realpolitik, élément incontournable des relations internationales, Armand Collin/*Revue internationale et stratégique* 2007/3-N° 67 pp95 à 104.

richesse pétrolière et minière dont ce pays dispose. Ce silence troublant est consécutif aux volontés chinoises de ménager un fournisseur indispensable. En ménageant ses intérêts et ses partenaires, la Chine opte pour une stratégie de non-ingérence et fait tout pour ne pas perdre son influence dans le continent. Pour terminer, il dira que les relations internationales et la diplomatie sont maintenant entre les mains de la Realpolitik. C'est un processus dont on ne peut échapper et le monde risque de faire avec. Le mérite de ce travail c'est de démontrer que la realpolitik permet d'interpréter et de lire entre les lignes. Interpréter les non-dits dans les discours officiels, celui du « win-win » et d'autres discours qui charpentent le lexique de la Chine en Afrique ; en mettant fin aux idéologies aussi bien qu'aux idéaux.

Valérie Niquet revient sur le retour de la Chine en Afrique après une période de désintérêt relatif. Ce succès tous azimuts est lié aux bas coûts de ses produits et de ses services, à l'absence d'une conditionnalité dans les prêts et financements pour les États africains, qui échangent matières premières contre biens de consommation. Selon elle, ce système soulève de multiples interrogations sur le continent, et pose la question de la place de la Chine au sein des puissances mondiales, en considérant le système de la Chine comme prédateur. Elle commence tout d'abord à nous faire une présentation de la colonie chinoise en Afrique, particulièrement des pays où ces populations sont plus nombreuses. Cette installation coïncide avec ce qu'elle désigne comme étant la nouvelle « fièvre chinoise » qui se manifeste par le nombre important de Chinois installés en Afrique et les visites multiples des autorités chinoises, particulièrement de leur Président Hu Jintao.

Cet intérêt pour le continent africain n'est pas nouveau selon l'auteure, même s'il faut noter une phase de désintérêt relatif. La Chine s'appuie sur son appartenance au tiers-monde pour renforcer ses relations avec les pays du Sud, dans la lutte commune contre « tous les impérialismes ». Plusieurs éléments justifient ce renouveau de la Chine en Afrique selon Niquet. D'abord la question taiwanaise, même si elle demeure moins importante du fait que la quasi-totalité des États africains lui (Taiwan) ont tourné le dos, ensuite la place du vote africain aux Nations Unies qui pourrait jouer de son importance face à la réforme du système des Nations Unies et à la future entrée du Japon au Conseil de sécurité ; qu'il faudrait contrecarrer et aussi le prolongement de leur conflit sur les zones économiques exclusives qui oppose les deux pays. Ainsi, en jouant sur son double statut d'État appartenant à la fois aux pays en développement et aux grandes puissances, la Chine offre un « package diplomatique » plus important que l'offre japonaise et taiwanaise, en pesant sur les grandes orientations stratégiques du monde.

L'intérêt de la Chine pour le continent lui permettra de contourner et d'affaiblir l'ogre américain dans un contexte économique difficile. Tout en manipulant le vieux discours tiermondiste *, la Chine cherche à préserver son rôle de tête de pont du tiers-monde au niveau de l'O.M.C., même si en réalité, leurs intérêts sont très divergents. Pour Niquet, la Chine cherche à se distinguer par rapport aux autres en mettant l'accent sur le respect des intérêts des pays africains, contrairement au modèle néocolonialiste traditionnel. Cette position reprend selon elle, les principes généraux de la coexistence pacifique qui demeurent pour Pékin d'actualité.

Valérie Niquet va très loin dans son analyse, quand elle affirme que la stratégie chinoise vise principalement les « États voyous » qui ne respectent pas le dictat de l'Occident, en offrant un partenariat stratégique fondé sur le respect sourcilieux de la non-ingérence, le rejet de toute légitimité morale de l'occident et la mise en avant du concept de spécificité des valeurs, opposé à l'universalisme des principes occidentaux. La démarche chinoise s'articule par la défense d'un ordre économique et politique « plus juste », qui rencontre un écho favorable sur le continent, où les Occidentaux avaient commencé à se libérer de certains de leurs intérêts. La conclusion qu'il faudrait en tirer de cette stratégie chinoise en Afrique, c'est la mise en évidence d'un modèle fondé sur un découplage voulu entre développement économique et réformes politiques.

Conformément au point de vue de l'auteure, la stratégie chinoise n'a pas que des points positifs en Afrique, malgré son caractère dynamique, il y a une face hideuse de ce renouveau de la Chine en Afrique. Partant de ses conclusions, elle juge que la stratégie est en porte-à-faux avec le discours officiel consistant à faire de la Chine la nouvelle puissance pacifique, dès lors qu'elle apporte son soutien à des États comme le Soudan, le Zimbabwe. Au niveau économique, elle concurrence les États africains au point d'entraîner le secteur textile africain dans la crise. Pour Niquet, la Chine est donc essentiellement prédatrice, selon le modèle mis en œuvre par les puissances coloniales. Une stratégie permettant aux régimes les plus contestables de la région de reconstituer une économie de rente fondée sur l'exploitation massive des ressources naturelles, sans réel transfert de richesse ou de savoir-faire. À ce titre, la présence chinoise en Afrique dessine les limites de l'intégration chinoise dans le système international des puissances de l'après-guerre froide.

- La Chine au Sénégal

Dans le même ordre d'idées, **Kernen**⁵⁵ et **Vuillet** révèlent qu'au-delà de la stratégie officielle africaine de la Chine, il existe des stratégies différentes de celle de l'État central et ayant chacune ses logiques propres. C'est pourquoi il ne faut pas verser dans une analyse simpliste prisonnière d'un discours préconçu sur la Chine en Afrique, pour qui cherche à comprendre cette présence chinoise en terre africaine. Ainsi, analysant l'arrivée des commerçants et entrepreneurs chinois au Sénégal, **Kernen & Vuillet** soutiennent que les ressortissants chinois implantés au Sénégal le sont de manière transitoire et faute de trouver mieux, ils seront obligés de rentrer en Chine, car ils éprouvent pour la plupart un spleen dû à une absence de loisirs et une alimentation inadaptée à leur goût.

Ces co-auteurs dans leur projet de mesure du parcours et des caractéristiques des migrants chinois distinguent 3 types de profils de ces migrants au Sénégal : 1) les personnes en lien avec un projet de construction ou de développement, 2) celles qui sont envoyées par une entreprise pour créer une filiale, et 3) les aventuriers. Pour **Kernen** et **Vuillet**, Dakar, excepté son statut de pôle économique de la sous-région, aurait dû offrir de meilleures opportunités économiques pour les commerçants chinois, mais cela n'est point le cas, contrairement à la communauté chinoise de Bamako qui est beaucoup plus prospère, du fait de l'importance et de l'ancienneté des liens diplomatiques et de coopération, mais aussi de la capacité de résistance et d'organisation des communautés de commerçants sur place. Pour les co-auteurs, les stratégies des commerçants chinois se heurtent aux contre-stratégies des commerçants libano-sénégalais mieux organisés et ayant un passé commercial beaucoup plus important.

Pour terminer **Kernen** et **Vuillet** réaffirment que l'originalité d'une analyse de la présence chinoise en Afrique doit prendre en compte aussi bien les grandes entreprises pétrolières, que ces multiples entreprises qui trouvent en Afrique un marché d'accès facile à cause de la force principale des produits chinois : le bon prix. Sans pour autant exclure de nos préoccupations l'État et sa politique étrangère, qui ont été le facteur déclenchant de l'« aventure africaine » de la Chine. En raison de leurs visées assez réductrices de la présence chinoise au Sénégal, qui ne se résume pas seulement aux petits commerçants qui gagnent tout de même leur vie avec des bénéfices très importants révélés par les enquêtes de terrain. Les coauteurs n'ont pas mesuré à juste titre les énormes potentialités économiques du Sénégal

⁵⁵KERNEN A., VULLIET B., 2008, « Les petits commerçants et entrepreneurs chinois au Mali et au Sénégal », in *Afrique contemporaine*, n° 228, Paris, Université De Boeck, pp. 69-94.

dans les secteurs aussi dynamiques que les technologies de la communication et les bâtiments et travaux publics. L'importance de ces secteurs fait que de grandes entreprises chinoises comme Huawei et ZTE ont signé avec les opérateurs de téléphonie des contrats de plusieurs milliards de francs CFA.

Eilert Stamm⁵⁶, dans un dossier publié par la fondation Friedrich Ebert intitulé : *l'engagement de la Chine au Sénégal, bilan et perspectives après la reprise des relations diplomatiques*, revient sur les relations entre le Sénégal et la Chine après une décennie de séparation subséquente à la reconnaissance de Taïpeh par Dakar. C'est un travail qui entre dans la ligne de mire de tous ceux qui appréhendent les relations sino-africaines, sous le prisme déformant des relations internationales et économiques, en niant les nouvelles dynamiques en construction au niveau microsociologique.

Dans son projet prématuré et audacieux, Eilert Stamm fait l'état des lieux des relations sino-sénégalaises un an après les retrouvailles en mettant l'accent sur le poids des relations politiques et économiques, tout en revenant sur les attentes légitimes que nourrissent les deux parties dans le futur de ces relations. Cette étude qui se déclinait dans une perspective prospectiviste est assez réductrice dans le sens où elle limite les enjeux du renouveau chinois au Sénégal sous l'angle d'un jeu d'alliances politiques Sud-Sud liés à la supposée importance du Sénégal dans le « Grand jeu » diplomatique, et des relations économiques sans grande envergure selon l'auteur.

Il y a une certaine duplicité dans le discours d'**Eilert Stamm**, car en même temps qu'il affirme que les nombreuses élaborations de projets laissent entrevoir une dynamique durable, il soutient aussi que le Sénégal offre peu d'incitation aux importations ou aux investissements. De même, il affirme qu'il y a plus de discours que d'actes tangibles, dans la mesure où la Chine ne sera pas à même de remplacer, dans les 10 prochaines années, les partenaires les plus importants. La perspective de **Eilert Stamm** a relevé plus de la prophétie que d'une démarche scientifique sérieuse. L'auteur a été victime de conclusions trop hâtives pour une étude qui fait le bilan d'une année de relations politiques et économiques. Néanmoins, son essai de bilan peut nous servir dans le cadre de cette recherche afin de mesurer le degré d'exécution des projets entre la Chine et le Sénégal. Particulièrement sur l'évolution du climat des affaires jugé non favorable selon l'auteur, en donnant la parole aux acteurs quotidiens de

⁵⁶ Stamm E., *L'engagement de la Chine au Sénégal : bilan et perspectives, un an après la reprise des relations diplomatiques*. Fondation Friedrich Ebert, décembre 2006, Dakar, 31p.

la Chine et du Sénégal, absents dans ce travail. En effet, il tombe dans les travers de ces autres analystes ou chercheurs qui ne conçoivent les relations sino-africaines que sous le prisme des relations interétatiques, laissant peu de places aux interactions sociales. Les faits démontrent que contrairement aux affirmations de **Eilert Stamm**, la Chine n'a pas seulement que des visées politiques au Sénégal ; Dakar représente aussi un enjeu économique et géopolitique pour l'Empire du Milieu.

Bertoncello Brigitte et Sylvie Bredeloup (2009)⁵⁷, respectivement géographe et socio-anthropologue, spécialistes des migrations, montrent que la migration chinoise en Afrique est consécutive à la restructuration économique des entreprises d'État dans le Nord-Est chinois, laquelle a entraîné des licenciements massifs des ouvriers, conjuguée à l'intensification de l'exode rural, et en même temps au renforcement de la coopération économique et technologique chinoise avec les États africains. Après avoir fait la genèse de la coopération sino-africaine, à partir d'exemples sénégalais et capverdiens, ces co-auteurs retracent l'itinéraire de ces entrepreneurs chinois, en appréciant les modalités de leur installation dans les capitales de Dakar et de Praia, elles repèrent aussi les réactions que suscite l'arrivée de ces entrepreneurs chinois.

À notre avis, cette peur « jaune », comme **Sylvie Bredeloup et Brigitte Bertoncello** qualifient lesdites réactions, n'a pas été bien mesurée ; car ces stéréotypes sur les populations d'origine asiatique sont un des legs des Français qui ont implanté dans nos têtes tout au long de notre instruction l'horreur du péril jaune⁵⁸. Le travail anthropologique aurait voulu qu'on questionne les représentations sociales construites sur les ressortissants de l'empire du Milieu. Cette migration chinoise sur le continent africain réinterroge les capacités des sociétés d'accueil à intégrer de nouvelles populations en leur sein et à gérer les recompositions et concurrences que cela génère. Les conduites culturelles des communautés chinoises en Afrique méritent d'être approfondies pour voir si elles peuvent être génératrices de conflits sociaux, quand on sait que les idées conçues, les préjugés et les prénotions attachés aux communautés chinoises sur leur discrétion légendaire, et leur goût effréné du travail ont poussé certains à se dire que ce sont des prisonniers qui viennent travailler en Afrique.

⁵⁷Bredeloup S. Bertoncello B., « La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou « sanglot de l'homme noir » ? », *Revue Afrique contemporaine* n°218, février 2006, pp199 à 224.

⁵⁸ L'invasion jaune : capitaine Danrit, Paris, Flammarion, 1909.

Ce travail n'est pas allé questionner les représentations construites sur les Chinois, en s'attendant à identifier les types de relations que les Chinois déjà établis au Sénégal entretiennent avec leur clientèle, leurs employés, les réseaux qu'ils mettent en place en prenant en compte à la fois les entreprises chinoises, leurs partenaires et la population riveraine. Mieux encore, l'interrogation principale de cette recherche : « *La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou « sanglot de l'homme noir » ?* » demeure non résolue dans ce travail, qui se conclue par d'autres interrogations. Toutefois, il faut reconnaître aux auteures le mérite de leur analyse anthropologique sur les trajectoires individuelles de ces acteurs chinois de Dakar et Praia.

Laurence Marfaing et Alena Thiel⁵⁹ reviennent dans cet article sur les conflits ayant opposé commerçants africains et entrepreneurs chinois à partir des années 2000 à cause de la concurrence jugée déloyale que leur mènent les commerçants chinois. L'étude concerne deux grandes villes d'Afrique de l'Ouest connues, pour leur forte activité économique singulièrement dans la vente de produits manufacturés dans le secteur informel local. La présence d'acteurs chinois sur le commerce va déclencher l'ire des acteurs économiques locaux regroupés au Ghana au niveau de GUTA et au Sénégal dans la plus grande organisation commerçante (l'Unacois).

L'objectif de ces auteurs est de remettre en cause le discours entretenu par ces importateurs locaux qui pointent du doigt les citoyens de l'empire du Milieu comme responsables de la saturation du marché des produits « made in Asia ». Selon les auteurs les circuits d'approvisionnement de marchandises chinoises existaient bien avant l'arrivée massive des commerçants chinois et d'ailleurs, l'analyse des données a révélé que les opérateurs économiques locaux importent plus que les Chinois des produits venant de Chine. À l'exemple des marchés d'Accra et de Dakar, cet article déconstruit ainsi le discours antichinois qui se propage en Afrique de l'Ouest depuis une dizaine d'années entretenu par les syndicats de commerçants et le patronat local. **Marfaing&Thiel** notent qu'à Dakar, l'Unacois met en garde l'État du Sénégal sur la prétendue confusion qui pourrait être faite entre la politique d'immigration et la politique commerciale, car selon eux, ce qu'ils dénoncent c'est la présence chinoise et leurs conséquences sur le tissu économique qui pourrait faire perdre à

⁵⁹ Laurence Marfaing et Alena Thiel: De la saturation des marchés ouest-africains et des importations en provenance de Chine (Dakar-Accra) « Les marchandises chinoises inondent les marchés ouest-africains ! » Des importations de marchandises chinoises et de Petits migrants/commerçants chinois en Afrique de l'Ouest (Ghana-Sénégal).

des milliers de Sénégalais leurs emplois au regard des fortes importations de produits effectués par les Chinois.

Marfain&Thiel montrent que la crainte principale des acteurs locaux des deux villes africaines concernées par cette étude est de finir par perdre le monopole du marché des importations et de la fixation des prix qui leur conféraient des marges très importantes. Les auteurs reviennent aussi sur les stratégies de contournement des commerçants sénégalais et ghanéens qui vont s'approvisionner directement de Chine sur de nouveaux produits devenus plus attractifs que ceux qu'ils partageaient avec les Chinois : sanitaires, carrelage, fenêtres et vitres, portes ainsi qu'ameublement.

L'article de **Marfain&Thiel** est plein d'enseignements sur la question de la présence chinoise en Afrique et de ses conséquences. Il révèle au-delà du discours construit autour des enjeux commerciaux de nouvelles stratégies commerciales de survie opérées par les opérateurs locaux qui, pour sortir des anciens secteurs devenus moins attractifs, investissent de nouveaux créneaux et par conséquent persistent à asphyxier leur économie en rendant la balance commerciale encore déficitaire. Ce qu'il faudrait déplorer dans l'analyse de cet article c'est le fait que le travail de déconstruction du discours des opérateurs économiques africains n'ait été fait que sous le prisme des données statistiques qui non seulement révèlent une partie du problème, mais ne posent pas le vrai débat de fond. C'est bien la présence chinoise qui pose problème et qui est à l'origine du courroux des opérateurs africains voyant leurs marges bénéficiaires diminuer comme peau de chagrin.

Fatoumata Bintou Diallo : *L'occupation de l'espace dakarois par les Chinois : le cas du Centenaire*⁶⁰ : Ce travail est un peu à l'image de l'histoire de la production géographique et de la constitution du discours géographique sur l'aire culturelle sénégalaise héritée de la démarche géographique française avec ses outils et ses méthodes. Il est vrai qu'à force de particularisme méthodologique et d'endogamie intellectuelle, les sciences sociales se sont constituées en remplaçant plus que de raison le provincialisme à l'interdisciplinarité universelle. L'approche qui ressort du travail de **Fatoumata Bintou Diallo** emprunte à **Fernand Braudel** dans sa *Grammaire des civilisations* les notions de centre/périphérie pour

⁶⁰**Fatoumata Bintou Diallo (2009)**: *L'occupation de l'espace dakarois par les chinois : le cas du Centenaire*, mémoire de maîtrise de Géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, UCAD.

parler de l'émergence d'une nouvelle centralité avec la recomposition de l'espace dakarois par les commerçants chinois.

L'étude ne nous renseigne pas sur l'évolution de cette « aire culturelle » avec l'arrivée des acteurs chinois. Quels ont été l'influence et le rôle de l'école géographique française dans la construction de la géographie sénégalaise? La notion de centralité est intimement liée à la configuration géographique voulue des quartiers africains, par les colonisateurs, qui créant le quartier du plateau, lui adjoigne en même temps celui dit de la médina. C'est pourquoi **Fatoumata Bintou Diallo** ne sort pas du paradigme analytique de l'espace dakarois tel qu'il a toujours été conçu dans la conscience métropolitaine. Elle note l'existence d'une poly-centralités dans Dakar avec l'émergence de ces quartiers suivants: le Point E, les Almadies, la VDN, Ngor, Yoff, du Nord Foire, qui sont devenus le réceptacle des activités de services déplacés du Plateau. Le facteur principal de cette nouvelle centralité est lié selon elle dans le quartier du Centenaire par la forte présence d'acteurs économiques chinois et de leurs commerces, s'y ajoute aussi la création d'emplois pour des jeunes sans emplois et sans formation qui développent des stratégies de survie.

La géographe ne nous renseigne pas sur la manière des Chinois d'occuper l'espace c'est-à-dire le mode d'installation spécifique aux Chinois. Aussi, la manière dont les Chinois construisent leur comptoir avec une impossibilité d'accès pour les clients dans l'intérieur de la boutique. Quel est l'objectif visé et pourquoi contrairement aux constructions sénégalaises, les Chinois freinent les clients au seuil du magasin ? Peut-on parler de recomposition spatiale si tant est que ce sont d'abord les populations de Centenaire qui ont amorcé le processus avec la transformation des cours et des garages en ateliers de couture, salons de coiffure, en télé centres ou en restaurants, et que c'est suite à cela que les Chinois ont décidé de louer des boutiques en y opérant des changements dans l'habitat du Centenaire ?

Xavier Aurégan,⁶¹ dans son travail de recherche sur : *les enjeux géopolitiques de la "percée" chinoise au Sénégal*, analyse la présence chinoise au Sénégal et les particularités de cette relation diplomatique passée et renouvelée, tout en s'efforçant de faire un exposé de l'état des lieux diplomatique, économique et humain. Pour l'auteur, les relations Chine-Sénégal sont basées sur un pragmatisme bilatéral, aussi bien sur le plan politique

⁶¹ Xavier Aurégan, *les enjeux géopolitiques de la "percée" chinoise au Sénégal*, Institut Français de Géopolitique - Master 2007

qu'économique. Dans ses analyses il souligne que la Chine propose un partenariat très prometteur.

Dans le même temps, il s'intéresse aussi à cette population chinoise composée d'experts, de techniciens, d'employés implantée au Sénégal. Aussi, **Xavier Aurégan** porte aussi une certaine attention au groupe des commerçants chinois plus important par leur nombre et ayant été l'objet de vives controverses de la part des organisations de commerçants et des membres du patronat sénégalais. C'est fort de cela que l'auteur cherche à comprendre comment les représentations sociales sont construites de part et d'autre, les conflits d'intérêts nés avec la présence de ce groupe d'acteurs et des rivalités de pouvoir qui sont survenus depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Pour **Xavier Aurégan**, l'arrivée des commerçants chinois semble avoir désarçonnée les industriels et commerçants locaux dans leur économie locale où ils sont devancés par le lobby français dans l'industrie et dépassés dans la PME et PMI par les Libanais, et se retrouvent finalement désemparés par la présence chinoise et cherchent à juguler le phénomène par un rejet des responsabilités sur l'État.

Ce travail de **Xavier Aurégan** épouse beaucoup plus les contours d'une analyse microsociologique sans sociologie avec beaucoup de généralités et d'informations dont cette étude pouvait nous faire l'économie. Les griefs que nous portons à ce travail c'est son absence de substrat théorique axé sur les grands courants de recherche sur la géopolitique internationale et la voie empruntée par la Chine dans la recomposition de la carte économique et géographique du monde. Aurégan ne nous dit pas en quoi Dakar constitue un enjeu géopolitique pour la Chine dans le continent africain. Dès lors que la géopolitique est la « science » de la puissance dans l'espace. Elle doit nécessairement impliquer donc un jeu entre des acteurs à l'identité et aux intentions clairement définies. Le Sénégal doit être donc l'objet de rivalités de pouvoirs et d'enjeux territoriaux entre la France puissance colonisatrice, la Chine, l'Inde et les nouvelles puissances émergentes. Penser la géopolitique chinoise en Afrique et particulièrement au Sénégal, c'est réfléchir sur le statut, le rôle et la mission de la Chine dans cette partie du continent.

Dans la même lancée, **Marie Gaborit**⁶², et mieux que son collègue de l'Institut de Géopolitique, étudie *Les stratégies des acteurs de la Chinafrique sur les territoires africains et chinois*. Marie Gaborit fait un essai d'analyse des débats et interrogations que soulève la présence d'un nouvel acteur sur le continent africain et les rivalités de pouvoir qui en découlent. L'auteure constate que la littérature sur la Chine en Afrique n'a abordé le phénomène que de façon globale en insistant beaucoup plus sur les risques et les incertitudes de l'évolution des relations entre la Chine et l'Afrique. Analysant l'évolution des écrits sur la Chine en Afrique, Marie Gaborit soutient que les analyses, hormis les excellentes réflexions menées en Afrique du Sud par des spécialistes de la question, se cantonnent aux chiffres globaux à des informations de surface avec des analyses périphériques sur les États riches en ressources énergétiques. Elle en conclut que la présence chinoise a été fantasmée dans la plupart des publications qui sont demeurées très généralistes voir parfois imprécis et imprégnés de préjugés. Gaborit analyse les rapports entre les différents acteurs, les représentations qu'ils ont les uns vis-à-vis des autres.

En s'intéressant à la manière dont la présence chinoise se décline et les enjeux de cette évolution émergente, elle fait une étude sur les stratégies mises en place par les acteurs pour s'insérer localement et la manière dont ils interagissent avec les rivalités de pouvoir existantes. De fait, elle analyse le rôle des acteurs chinois implantés sur les territoires africains, sur leurs manières de faire, de penser, d'être et d'interagir avec les rivalités de pouvoir en modifiant les équilibres commerciaux et sociaux qui sont en place dans les sociétés d'accueil.

L'auteure a compris très tôt qu'il était nécessaire pour saisir les représentations et les rationalités mises en œuvre par les acteurs de resituer le débat dans un contexte historique, économique et politique global. Ce qui l'a amené d'ailleurs à aller à la rencontre de ces acteurs de cette mondialisation par le bas qui construisent de nouvelles formes de rationalités entre Dakar, Nouakchott et les villes chinoises où sont installées les communautés africaines. Contrairement à toutes ces publications sur la Chinafrique, devenue une thématique à la mode où excellent une pluralité d'acteurs constitués de chercheurs, de journalistes, de politistes et d'experts, Marie Gaborit a su déjouer à la fois le piège du subjectivisme dans ses analyses et

⁶² Marie Gaborit, *les stratégies des acteurs de la Chin Afrique sur les territoires africains et chinois : les cas de la Mauritanie et du Sénégal*, Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris VII- Master Recherche Géopolitique « Enjeux territoriaux et rivalités de pouvoirs » 2007.

le dichotomisme stérile opposant sino-pessimistes et sino-optimistes, en analysant avec justesse les bouleversements dans la nouvelle recomposition de la géopolitique mondiale avec une remise en cause de l'hégémonisme de l'Occident. C'est pourquoi elle a noté que les débats et publications sur ce sujet divise, oppose diverses visions du monde en fonction de la place occupée dans ce monde, au point que les représentations vis-à-vis de la Chine frisent parfois les clichés tout en restant un miroir des représentations vis-à-vis de la Chine.

Ce travail de Marie Gaborit est celui qui se rapproche beaucoup plus de notre démarche de recherche, du fait qu'il allie une profondeur d'analyse théorique et une maîtrise réelle des données empiriques. Ce qui lui fait dire qu'il serait hâtif de tirer des conclusions sur le futur de la relation sino-africaine, qui du reste ne serait que le reflet des craintes ou espoirs de celui qui les émet. L'expérience empirique a démontré qu'il y a beaucoup plus de spéculations globales sur les écrits sur la Chine en Afrique dans des postures théoriques et généralistes alors que la présence chinoise en Afrique a des manifestations spécifiques pour chaque pays, pour ne pas dire que le phénomène de la Chine en Afrique est loin d'être homogène.

I.5. JUSTIFICATION DU SUJET

Ce travail sur les relations entre la Chine et le continent africain à la lumière du cas du Sénégal est une contribution à un débat qui secoue le monde scientifique et intellectuel selon différentes perspectives. Dès lors, il ne saurait y avoir une dérobade de notre part et d'éviter de prendre en charge cette question pour apporter une lecture africaine des relations entre l'Empire du Milieu et le continent africain pour situer le contexte, les enjeux et le devenir de ces rapports. Au-delà du fait que la question des relations internationales est demeurée une sorte de chasse gardée pour les spécialistes des sciences politiques et juridiques ; de même que celui des géopoliticiens, la sociologie discipline moderne se doit de réfléchir sur la question en prenant en charge les dimensions multiples de ce phénomène qui va du macro au micro en passant par le méso.

Le retour de la Chine et des pays dits émergents, sur le continent, charrie un éventail très large de questionnements sur l'intérêt que suscite l'Afrique pour ces puissances émergentes, en même temps d'être et d'avoir été un objet de convoitise des puissances traditionnelles. C'est pourquoi, notre engagement en tant que chercheur nous recommande de mener une réflexion à partir du contexte mondial globalisé et bouleversé par l'irruption de ces pouvoirs dits émergents en Afrique, afin de comprendre et de produire un discours sur le futur du continent. L'Afrique doit sortir de ce statut peu enviable d'objet et non sujet de son discours, pour devenir un acteur pleinement autonome de son devenir. C'est la raison pour laquelle nous avons jugé nécessaire de faire une thèse sur un grand pays émergent avec des velléités de puissances affirmées face à un continent qui se complait dans les habits d'éternel ami des autres.

Ce travail permettra de lire dans la longue durée les relations sino-sénégalaises qui ont évolué de manière discontinue avant de connaître une certaine régularité à partir des années 2000. Ensuite, il revient sur les investissements chinois au Sénégal, les entreprises chinoises, les grands projets du gouvernement chinois, les acteurs chinois du commerce. Et enfin sur les acteurs africains en Chine, particulièrement cette communauté sénégalaise qui vit dans les villes de Guangzhou et de Yiwu. Nous espérons pouvoir répondre aux objectifs de notre recherche et permettre au monde scientifique de bénéficier de nos efforts pour une meilleure compréhension de la question

I.6. DÉFINITIONS CONCEPTUELLES

L'analyse de la présence chinoise en Afrique et pour ce qui nous concerne, le cas du Sénégal ne peut être clair et compris qu'à la suite de l'éclairage de notre armature conceptuelle en vue de pouvoir nous permettre de calibrer nos concepts avec les méthodes d'analyse théoriques qui conviennent. Si les concepts demeurent d'une grande utilité pour l'opérationnalisation du cadre théorique, ils nous permettent d'établir des liens entre les conjectures théoriques et générales du chercheur et le monde empirique, car définissant d'une manière théorique et générale ce que le chercheur va observer d'une manière empirique lors de la troisième étape de la démarche scientifique (Depelteau : 176). À cet égard, il importe de garder à l'esprit qu'un concept n'a pas de définition en soi, c'est un instrument d'intelligibilité : il doit être jugé sur sa valeur heuristique.

Durkheim nous mettait en garde dans "Les règles de la méthode sociologique" sur la position à tenir devant les mots : « *nous sommes tellement habitués à nous servir de ces mots, qui reviennent à tout instant dans le cours des conversations, qu'il semble inutile de préciser le sens dans lequel nous les prenons. On s'en réfère simplement à la notion commune. Or celle-ci est très souvent ambiguë. Cette ambiguïté fait qu'on réunit sous un même nom et dans une même explication des choses en réalité, très différente. De là proviennent d'inextricables confusions.* »⁶³

Ce sont les fruits du raisonnement du chercheur, qu'on retrouve dans les postulats théoriques et qui servent à définir les phénomènes empiriques dont il est question. En définitive il faut savoir que les concepts nous servent à orienter l'observation de la recherche. C'est pourquoi ce travail s'attèlera à décrypter : *les relations entre la Chine et l'Afrique d'hier à aujourd'hui : enjeux, contexte et prospective à la lumière du cas du Sénégal*. Par une analyse conceptuelle qui permettra de comprendre les raisons d'un retour de la Chine en Afrique, par l'intensité des relations qui se sont nouées et qui sont appelées à durer dans le temps. Ces relations se sont fait jour dans un contexte bien précis qu'il faut situer pour mesurer ces enjeux à la fois économiques, géopolitiques... Mais aussi, penser le devenir de ces relations, pour savoir si ce renouveau de la Chine en Afrique est-il porteur de menaces ou d'opportunités pour le continent.

⁶³Emile Durkheim, *Les Règles de la Méthode Sociologique*, Paris, PUF, Quadrige, 12 édits, 2005, p.37.

- *Élucidation conceptuelle*

Le concept de relations : peut-être défini comme étant le rapport d'une chose avec une autre (cause, effet antécédent, suivant). Pris dans le sens des relations sociales, c'est le concept central de la Sociologie en tant que système d'interaction entre groupes ou individus (Grawitz : 2000). Pour ce qui nous concerne dans le cas de cette recherche, nous portons notre attention sous le prisme des Relations internationales : « *Étude scientifique des phénomènes internationaux pour découvrir les données fondamentales ou accidentelles qui les régissent* » (J.B. Duroselle). Comprendre le concept de relations dans le cadre de ce travail, c'est savoir que les relations de la Chine avec l'extérieur résultent, d'une part, de sa situation interne et, d'autre part, des opportunités d'action que lui offre la scène internationale. Jouissant d'une situation particulière, la Chine est le seul État qui soit simultanément pays du tiers-monde, socialiste et grande puissance économique ; ce qui lui permet de jouer sur plusieurs tableaux et de savoir négocier avec ses partenaires africains en se définissant comme « *La Chine est le plus grand pays en développement du monde, tandis que l'Afrique est le continent regroupant le plus grand nombre des pays en développement* » (Hu Jintao : 2006)⁶⁴.

Appréhender le concept de relations entre la Chine et le continent c'est savoir que l'Empire du Milieu s'est donné très tôt trois objectifs prioritaires dès sa création à savoir la sécurité du territoire dans un contexte de guerre froide ce qui la rapprocha de l'URSS malgré des divergences assez profondes. Le second objectif fut celui de l'indépendance même si elle n'était pas sous joug colonial; cette indépendance était à la fois politique et économique et ce sont les raisons d'ailleurs qui tissent toute la trame des relations qui l'unit avec l'Afrique et dont elle s'est battue malgré des millions de morts pour se libérer de l'URSS. Et enfin la modernisation de la Chine.

Les relations entre la Chine et l'Afrique comportent quatre dimensions : historique, économique, diplomatique et géostratégique. Ces dimensions prises une par une sont des composantes du concept de relations. Elles comportent des indicateurs de mesure qui peuvent être des sous-parties des dimensions plus complexes. Dans la dimension historique, les indicateurs sont le vote africain pour une place de la Chine au sein du Conseil de Sécurité en 1971 au détriment de Formose⁶⁵, l'idéologie, l'indépendance, le tiers-monde. Dans la

⁶⁴ Discours de Hu Jintao en 2006 à Pékin au FOAC.

⁶⁵ Dans la nuit du 25 au 26 octobre 1971, l'Assemblée générale de l'ONU a décidé d'admettre au sein des Nations Unies le gouvernement de Pékin et d'expulser le régime de Formose. Cette résolution a été adoptée par 76 voix contre 35 et 17 abstentions, en majorité par le vote africain qui aura permis à la Chine de retrouver sa place.

dimension économique, il y a comme indicateur la coopération, le commerce, l'aide, les ressources minières et énergétiques. Dans la dimension diplomatique, nous avons comme principaux indicateurs isolement de Taiwan, organisation du forum Chine- Afrique, le vote africain à l'ONU, etc. La dimension géostratégique se décline en Afrique par les besoins chinois de sécuriser les voies de communication maritimes, pour éviter toute rupture de leur approvisionnement énergétique et en ressources minières avec l'implantation d'une base militaire au niveau du golfe d'Aden et de la mer rouge à Djibouti (2016), où existent déjà des bases française et américaine.

Ces relations se construisent aussi au niveau méso et micro par une sorte de « *mondialisation par le bas* » où interagissent des Chinois en Afrique et des Africains en Chine. Par le jeu des interactions, des relations de patrons à employés se nouent, de populations d'origine étrangère à la société d'accueil (riverains, patronat, autorité administrative, etc.), des Chinois entre eux. C'est ainsi que des Chinois s'installent en Afrique dans le but de faire fortune sur le continent selon les opportunités qui se présenteront dans leur projet migratoire par des logiques et des stratégies d'installation dépendantes en grande partie des potentialités qui s'offriront à eux. Ces relations entre la Chine et le continent se tissent au cœur de ce grand ensemble que l'on appelle la mondialisation économique, c'est pourquoi pour comprendre le déferlement chinois en Afrique ; il faudrait le situer dans un mouvement global qui dépasse son seul cadre régional (asiatique) ou africain. Dans le sens où il y'a une sorte « d'encastrement » du fait chinois dans le cadre de la mondialisation économique et qui participe à la reconfiguration de la géopolitique mondiale. D'où la nécessité de repenser même le concept de mondialisation dès lors qu'il y a une sorte de révolution copernicienne qui s'est opérée dans le monde avec les puissances émergentes.

- *La Mondialisation*

Elle est définie comme étant un processus par lequel un ou des phénomènes se répandent dans le monde entier, sous des formes qui tendent à devenir universelles. Appliqué aux phénomènes économiques (mondialisation de l'économie), le terme souligne, à côté du nivellement et d'une tendance à l'uniformisation des phénomènes, le durcissement de la compétition économique à l'échelle mondiale, dû aux inégalités des conditions de production (niveau technologique, prix de la main d'œuvre notamment) et à la circulation non maîtrisable des capitaux. Uniformisation et nivellement seraient donc la conséquence de ce processus lié au développement des techniques de communication.

Parler de mondialisation, c'est évoquer l'emprise du capitalisme sur l'espace économique mondial. Cette emprise ne se réduit pas au triomphe d'un bloc d'États sur un autre ni même à celui d'un système économique sur ses concurrents. Elle tend en effet à transcender la logique d'un système interétatique à laquelle elle substitue une logique de réseaux transnationaux. Expression de l'expansion spatiale du capitalisme, qui épouse désormais les limites du globe, la mondialisation est avant tout un processus de contournement, de délitement et, pour finir, de démantèlement des frontières physiques et réglementaires.

Qu'est-ce qu'une mondialisation ? C'est la soumission de l'ensemble des acteurs internationaux aux mêmes règles, aux mêmes valeurs, aux mêmes normes, aux mêmes pratiques, et aux mêmes institutions. Nous vivons là une tension de plus en plus remarquée et remarquable entre un ordre des États et un ordre qui prétend à l'unification, notamment à travers l'essor des relations transnationales. Ainsi le système international se mondialise là où on ne l'attendait pas, non pas à travers une généralisation et une universalisation harmonieuses du modèle stato-national, mais à travers l'essor de tous ces flux transnationaux, économiques, humains, culturels, politiques et de communication... (Badie, 1995).

La mondialisation, c'est donc l'ensemble des processus relationnels qui se développent au plan mondial par l'expansion du système capitaliste, depuis les dernières décennies du XXe siècle (Lacoste, 252 :2009). Cette mondialisation est portée aussi par de nouvelles formes de capitalismes qui participent activement à l'économie mondiale, dont Boyer (2011) a classé dans l'économie mondiale selon des capitalismes financiers dominants à l'exemple des États-Unis, des capitalismes financiarisés dominés, des capitalismes industrialistes mis à mal par la chute du commerce mondial, les économies rentières, les capitalismes développementalistes des pays continents comme la Chine, etc. Une expansion favorisée par l'émergence de nouveaux pouvoirs émergents (la Chine, l'Inde et l'URSS) qui étaient dans le versant socialiste et qui comptent près du tiers de la population mondiale.

Le développement de la mondialisation résulte aussi des transformations au sein du système capitaliste avec le libéralisme économique poussé au maximum acceptable avec le fonctionnement des États, la diminution du rôle économique et monétaire de ces derniers, la suprématie du dollar et la prépondérance des réseaux anglo-saxons comme de l'anglophonie sur le marché mondial. Le retour affirmé de la Chine dans ce contexte de mondialisation économique et d'autres pays dits émergents nous impose de repenser le concept de mondialisation dans la mesure où elle semble redevenir une affaire de nation et non plus celle

des multinationales et de groupes privés. Les derniers événements ont révélé que ce sont bien les nations qui tiennent la croissance économique mondiale avec le groupe des BRICS. Par conséquent, il y a lieu de repenser l'économie politique mondiale avec ces changements intervenus dans le Sud.

En passant d'une économie politique mondiale vers une économie politique tricontinentale (l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique), la mondialisation se traduit par une reconfiguration de son épicycle, se manifestant par un déplacement de sa centralité lié à la montée en puissance des nouveaux émergents, des tensions entre le multilatéralisme et la multipolarité du monde, la diversité des trajectoires de développement et l'accroissement des disparités entre les Sud, mais également l'importance croissante des relations entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. La nouvelle mondialisation du monde doit être définie en rapport avec les Sud et non plus seulement par le seul Occident longtemps resté maître de son orientation conceptuelle, méthodologique et stratégique. Dans la réalité, la croissance mondiale est portée par l'expansion des pays émergents, Chine, Brésil, Inde. La mondialisation semble, de fait, redevenue au tournant du siècle une affaire de nations. C'est pour ces raisons que nous proposons de faire une réflexion sur le concept des pays dits émergents.

- *Les Pays émergents*

Faut-il parler d'*émergence* (*économies, marchés, puissances*) renvoyant à la métaphore des mers (Jaffrelot, 2008), de *décollage* renvoyant à celle des airs ou de convergence impliquant des trajectoires terrestres. Des clubs de convergence des pays émergents ont été définis par leur « *rattrapage* » vis-à-vis des pays industriels et leurs trajectoires divergentes avec les autres pays en développement. Doit-on parler d'*économie de transition* ? Ce terme renvoie au-delà de l'accélération de la croissance, aux transformations économiques structurelles. Il traduit l'idée ancienne de franchissement d'un seuil conduisant à un processus cumulatif et à un sentier stabilisé de croissance. Où ne vaut-il pas mieux parler de *second monde émergent* ou de *puissances émergentes* sur le plan social, technologique, politique, militaire et culturel ? Les indicateurs de pouvoir relationnels et structurels, la différenciation entre le *hard* et le *soft power* permettent de caractériser ces puissances avec des enjeux *sécuritaires* et *militaires* (montée des dépenses militaires), et environnementaux (Hugon, 2011 :13).

Le concept de **pays émergents** demeure très flou, malgré quelques efforts de clarifications conceptuelles allant dans le sens de mieux distinguer les pays qui peuvent légitimement se

classer parmi ce groupe devenu depuis quelque temps l'objet d'une importante littérature et de tous les débats. C'est ainsi que ce sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui vivent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie ainsi que les structures économiques convergent vers ceux des pays développés. Une définition qui est loin de faire l'unanimité autour d'elle tellement les pays répondant à ces indicateurs sont nombreux, certains soutiennent que les pays émergents sont les pays intermédiaires qui ne font plus partie des pays les moins avancés et qui sont devenus les nouveaux pays industrialisés, particulièrement les nouveaux dragons asiatiques.

Les cabinets de conseil, les institutions financières, les agences de notation ont défini aussi un certain nombre de caractéristiques pour désigner les pays dits émergents en recourant à une certaine terminologie faisant référence aux marchés, aux capitaux et aux biens de consommation, contestant du coup la présence de certains pays parmi ceux dits émergents. Du fait que ces derniers bénéficient beaucoup plus de leur situation de rente par l'exportation massive de leurs matières premières comme la Russie qui doit sa bonne santé par la vente de ses hydrocarbures.

Concept utilisé pour la première fois par l'économiste néerlandais Antoine van Agtmael, en 1981, de la Société financière internationale, pour désigner les pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs. C'est devenu l'antichambre vers le développement achevé, un concept qui ne peut être considéré que comme étant transitoire. Toutefois on peut retrouver des pays offrant des opportunités d'investissements et faisant partie des moins avancés du globe.

Le concept de pays émergent ne peut prendre son ancrage en sociologie que s'il peut servir d'idéal type au sens wébérien du terme, car il ne peut être saisi qu'en recherchant pour chaque type d'économie le maximum de cohérence logique. Par conséquent, il doit donc servir de fil conducteur dans l'observation des pays dits émergents. Étant donné qu'il est un schéma opératoire qui permet de comprendre des faits singuliers. Pour un auteur comme Christophe Jaffrelot, *« si la question des pays émergents est traitée comme une évidence par les médias, définir la catégorie de ces nouveaux pays n'est pas une chose aisée. Le caractère flottant de cette catégorie est inhérent à son statut transitoire : « émerger » cela veut dire s'arracher du sous-développement et rejoindre le club fermé des pays riches, car nul n'a*

vocation à rester émergent. Mais quand le devient-on, et à partir de quand quitte-t-on cette nébuleuse ? »⁶⁶

Il est souvent plus aisé de dire ce que n'est pas un type idéal de pays émergent que de montrer de ce qu'il est. Car, dire que la Chine deuxième puissance économique mondiale est considérée comme un pays émergent pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Face à la complexité de la définition du concept, Jaffrelot énumère trois critères complémentaires qui, selon lui, permettent de mieux cerner le phénomène et de pouvoir se faire une idée claire des pays dits émergents.

- Une croissance forte et soutenue dans un contexte économique et social encore marqué par une plus grande pauvreté
- Une relative stabilité institutionnelle qui permet aux pays en question de disposer d'un État solide et de procédures de régulation des affaires économiques
- Une volonté de puissance qui suscite bien des appréhensions parmi les riches : les émergents s'affirment sur la scène internationale aux dépens des puissances issues des développements antérieurs

Le type idéal de pays émergent est un instrument opératoire qui pourrait nous permettre de formuler des hypothèses qui peuvent être corroborées ou réfutées par les faits. À partir de la grille d'analyse de C.Jaffrelot sur le type idéal du pays émergent, on peut émettre des conjectures théoriques qui conviennent à tel ou tel pays, elles peuvent être confirmées ou infirmées par l'expérience. C'est pourquoi, il est impératif de repenser le concept de pays dits « émergents » afin de savoir qui est éligible et qui ne l'est pas. Et la manière dont ces pays ont émergé diffère des uns aux autres.

Pour dire qu'il n'y a pas de modèle d'émergence, même si des constantes demeurent dans le sens où ils partagent ces traits suivants : une économie fortement extravertie basée sur l'exportation de marchandises, de biens manufacturés et de matières premières, une volonté hégémonique marquée par de forts appétits énergétiques avec une forte présence dans les parties du monde où l'on retrouve ces réserves (Afrique). Une remise en cause de la

⁶⁶ Christophe Jaffrelot, *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris : Presses de Science Po, 2008, 381 p.

gouvernance mondiale actuelle pour une meilleure représentation des pays émergents au sein de ces institutions.

Enfin, des inégalités fortes partagées par ces pays émergents, qui se déclinent par des déséquilibres sociaux économiques et démographiques. Convenons avec la communauté en attendant d'y revenir plus amplement à prendre en compte dans le cadre de notre travail axé sur l'Afrique et les pays émergents, ces pays suivants comme étant ceux qui représentent les pays dits émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine). À cet effet, l'acronyme BRIC a été inventé pour désigner les quatre principaux pays émergents qui seront appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. Il existe des variantes à cet acronyme, dont BRICM avec l'ajout du Mexique ou BRICS avec l'Afrique du Sud.

Les pays émergents dans leur ensemble connaissent un accroissement de leur revenu par habitant et donc de l'augmentation de leur part dans le revenu mondial. Ils se caractérisent par leur intégration rapide à l'économie mondiale d'un point de vue commercial (exportations importantes) et financier (ouverture des marchés financiers aux capitaux extérieurs). Ainsi, ces pays investissent de plus en plus à l'étranger : 117 milliards de dollars en 2005, soit 17 % du total mondial contre 10 % en 1982⁶⁷. Fort de cela les pays émergents ont investi le continent africain avec l'intention de pouvoir maintenir leur taux de croissance et leur volume de développement dépendant des ressources énergétiques dont l'Afrique dispose.

L'intérêt, que le continent suscite actuellement aux yeux des pays émergents, a fait que pour s'attaquer aux subventions agricoles de certains de leurs produits, le gouvernement brésilien a payé les avocats pour les États africains afin que ceux-ci puissent poursuivre les États-Unis et l'Europe devant l'OMC. L'OCDE, dans son étude sur les conséquences africaines de l'essor des pays émergents⁶⁸, explique que si les termes de l'échange s'améliorent très légèrement suite à l'augmentation de la demande, la présence des pays émergents y est pour quelque chose. C'est fort de cela que le continent africain est au centre d'une nouvelle géopolitique poussant les pays dits émergents à se tourner résolument vers lui, pour mettre en place une stratégie de conquête, d'alliance et de coopération afin d'avoir le maximum d'États, pour construire et asseoir une puissance.

⁶⁷ Rapport annuel sur l'investissement de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, chiffres cités dans « Le groupe indien Tata Steel prêt à racheter le sidérurgiste Corus », *Le Monde*, 17/10/2006

⁶⁸ Goldstein Andrea, Pinaud Nicolas, Reisen Helmut, Chen Xiaobao, *L'essor de la Chine et de l'Inde, quels enjeux pour l'Afrique ?*, OCDE, Paris, 2006, Pages 35 à 45.

- *La Géopolitique*

C'est un juriste suédois du nom de Rudolf Kjellen, qui dans un ouvrage théorique publié en 1904 sur les caractéristiques de l'État (considéré comme « organisme vivant »), a proposé le terme de géopolitique. Entendue comme méthode d'analyse des politiques étrangères fondée sur la valeur explicative et prédictive des variables géographiques, la géopolitique s'est affirmée au tournant du XX siècle. Influencée par l'évolutionnisme social (Friedrich Ratzel), elle se développe sous la forme de thèses encourageant et justifiant des politiques expansionnistes (Devin : 28,2002).

La géopolitique a cherché à légitimer les visées impérialistes britanniques et américaines avant de se discréditer en servant celles territoriales du pangermanisme (Karl Haushofer). Elle deviendra une discipline proscrite pendant 35 ans pour avoir été une science indissociable au régime hitlérien. C'est pourquoi, Lacoste soulignait qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il ne reste que peu de choses des « allégories géographistes » (Lacoste, 1988 :167)⁶⁹ dans lesquelles les espaces et les territoires sont objectivés comme les véritables acteurs d'une lutte pour la survie. Elle est définie comme l'analyse des rivalités de pouvoir pour des territoires. Ces territoires présentent des intérêts qui peuvent être économiques, stratégiques ou symboliques.

Les analystes en géopolitique soutiennent que pour comprendre ces rivalités de pouvoir, il faut tenir compte des représentations contradictoires qu'en ont les protagonistes, c'est-à-dire la façon dont chacun d'eux se raconte l'histoire et se représente à tort ou à raison ses adversaires et les enjeux de la situation. Ces représentations inscrites dans l'analyse de l'espace, par la géopolitique, permettent de mesurer la manière dont certains se représentent la Terre et les peuples se représentent le monde et, surtout leur propre pays de diverses façons.

Les critiques soutiennent que la géopolitique balance toujours entre le pointillisme géographique et la futurologie et l'on voit mal la spécificité de son objet et de ses méthodes. Malgré la pertinence de leurs productions intellectuelles (Huntington, 1997), leurs travaux versent dans une tradition d'exercices prospectifs et prescriptifs qui font de la géopolitique un discours idéologique plus qu'une démarche scientifique (O' Tuathail et al. 1998)⁷⁰.

⁶⁹ Lacoste Y., *Questions de géopolitique*, Paris, Le Livre de poche, 1988.

⁷⁰ O'Tuathail G., Dalby S. et Routledge P., *The Geopolitics Reader*, Londres, Routledge, 1998.

I.7. MODÈLES THÉORIQUES

I.7.1. LA SOCIOLOGIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Notre analyse ne se construira point autour d'une vision aérienne et périphérique de la présence de la Chine en Afrique, mais seulement autour d'une démarche sociologique prenant en compte les questions des relations internationales comme réalités sociales tant au niveau microsociologique qu'au niveau macro des ensembles qu'elles composent. Car elle se recommande d'une ouverture vers les autres disciplines scientifiques pour épouser tous les contours de la présence chinoise en Afrique et particulièrement au Sénégal. Notre objectif est d'éviter de verser dans une analyse événementielle et éloignée du phénomène historique de l'évolution des relations de la Chine avec le continent africain, et la place actuelle de la Chine dans la géopolitique mondiale.

L'analyse des relations sino-africaines dans le cadre de ce travail ne versera point sur de l'histoire événementielle encore moins sur une herméneutique détachée de l'observation historique des rapports entre l'Empire du Milieu et le continent africain, mais d'une tentative consistant à ramener à la diversité des phénomènes dits « internationaux » sous quelques rubriques fondamentales. Nous chercherons donc dans ce travail à éviter un exposé exhaustif des nombreuses théories des relations internationales qui demeurent pour l'essentiel démodées et hors d'usage sur l'analyse des relations sino-africaines. Car, niant pour beaucoup les formes de rationalité construites par les acteurs de cette mondialisation par le bas, et qui ne peuvent être saisies que par des études empiriques. Face à la complexité des phénomènes, de l'articulation entre le local et le global, de la relation entre les trois niveaux d'analyse macro, méso et micro, une telle analyse dépasse le seul cadre de la sociologie pour faire appel aux autres sciences sociales.

Trois orientations ont influencé notre démarche. Premièrement, une conception large des relations internationales entendues comme toutes formes de relations entre membres de sociétés séparées, étatiques ou non. Deuxièmement, une attention aux faits plus qu'aux événements, aux données recueillies plus qu'à leur rationalisation rétrospective. Et troisièmement, une réflexion sur l'évolution des phénomènes observés et celle des catégories qui les définissent.

Compte tenu de l'ampleur de l'enquête, des bouleversements dans les paradigmes théoriques qui ont toujours porté les théories du développement et des relations internationales, de l'articulation entre le local et le global, du lien entre les niveaux d'analyse micro méso et macro. Cette recherche va convoquer un ensemble de compétences qui dépassent largement les capacités de la sociologie. Ce retard dans le débat est lié aussi à la profondeur des premières analyses sociologiques sur les relations internationales qui postulent que les phénomènes internationaux sont des faits sociaux sans l'accompagner par une construction théorique systématisée permettant de mieux constater leurs logiques de fonctionnement et la particularité des questions actuelles⁷¹.

Les relations internationales sont des relations sociales et comme telles elles se déclinent sous deux dimensions essentielles de relations : des relations d'interaction et des relations d'interdépendance. Les premières sont telles que la modification du comportement d'un acteur agissant entraîne la modification de l'ensemble de la relation. Ce sont des types de relations qui s'accompagnent souvent d'effets de compétition (Devin 2002 : 5). Les relations d'interdépendance produisent plutôt des effets d'agrégation : ici, les acteurs opèrent des choix, qui individuellement sont marginaux, mais qui, cumulés, sont de nature à modifier l'ensemble des relations. Les relations internationales sont tissées dans un système international où entre en jeu un ensemble d'acteurs au-delà des frontières nationales en visant à la fois le cadre et le résultat de ces relations à un moment donné.

Parmi ces acteurs nous avons aussi bien les États, les organisations et les individus pris séparément qui prennent une part active dans ces relations qui s'établissent au-delà des frontières. C'est pourquoi, ce travail n'occultera point tous ces acteurs impliqués dans le jeu des relations internationales entre la Chine et l'Afrique. Cependant, il faudra reconnaître que ce basculement qui s'est opéré dans le monde à partir des continents du Sud va radicalement remettre en cause un ensemble de théories des relations internationales qui ont chevillé de par le passé tous les paradigmes du développement au point où l'on peut légitimement parler aujourd'hui de révolution scientifique au sens de Thomas Kuhn ⁷²marquée par une remise en cause de plusieurs schèmes de pensée.

⁷¹ Badie B. et Smouts M.-C, *Le retournement du monde*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 1999 (3^e éd.).

⁷² Thomas KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*. Paris, Flammarion, 1999, 284 p.

C'est pourquoi nous allons nous intéresser à l'une des écoles les plus marquantes des relations internationales celle dite « réaliste » qui a influencé les études internationales avec d'éminents représentants comme Hans Morgenthau, Henry Kissinger, Morton Kaplan, John Hertz, ou celui qui est plus proche de nous Raymond Aron. Afin de voir si leurs analyses sur la question peuvent nous permettre d'étayer nos hypothèses et objectifs de recherche aux vues des derniers développements notés dans la scène internationale avec le retour du géant chinois dans l'arène africaine.

I.7.2. L'ANALYSE RÉALISTE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Notre méthode consistera ici à privilégier l'analyse du discours et des décisions de politique internationale chinoise. C'est pourquoi nous ne manquerons pas de convoquer des déclarations officielles des dirigeants chinois et africains par rapport à ces relations. Car ces discours sont chargés d'un poids symbolique et sémantique d'une grande importance, au point qu'on ne pourrait les occulter dans la compréhension de la politique chinoise dans le monde et en Afrique de par les ambitions affichées, des nouvelles intentions pouvant servir d'indicateurs de mesures de la tournure prise par la Chine en Afrique.

Chez les réalistes, l'État occupe une place centrale dans leur analyse des relations internationales. Il y'a un souci d'extrapolation des expériences connues de la trajectoire historique du monde et une obsession à saisir le jeu des rapports de force qui se noue au cœur de l'État (Devin : 2002)⁷³. Le courant réaliste place les manifestations de puissance ou le rapport des forces entre États au cœur de leur analyse. Dès lors, l'idée partagée par les réalistes était que des conflits vont naître de ce rapport de force interétatique, mais aussi que va s'imposer les conditions de la paix (Aron : 1962)⁷⁴.

Pour l'école réaliste, c'est la distribution de la puissance entre les États qui fait la configuration particulière d'un système international. Cela veut dire que le caractère multipolaire, unipolaire ou bipolaire dépend de l'état des forces entre les différents « pôles de puissance » du système international. Le réalisme part du postulat selon lequel, l'humanité est dans un état d'anarchie ou de guerre perpétuelle. Le postulat réaliste se retrouve dans le *Léviathan* de Thomas Hobbes avec son célèbre axiome « *l'homme est un loup pour l'homme* ». Selon Hobbes : « *Nous trouvons dans la nature humaine trois principales causes de discorde : tout d'abord, la Compétition ; en second lieu, la Défiance ; et, en troisième lieu,*

⁷³ Guillaume Devin, *Sociologie des relations internationales*, Repères-La Découverte, Paris, 2002, 117 p.

⁷⁴ Raymond Aron, *Paix et Guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

*la Gloire. La première pousse les hommes à s'attaquer en vue du Gain, la seconde en vue de la Sécurité, et la troisième en vue de la Réputation. La Compétition fait employer la Violence pour se rendre maître de la personne des autres (...). Il est donc ainsi manifeste que, tant que les hommes vivent sans une Puissance commune qui les maintienne tous en crainte, ils sont dans cette condition que l'on appelle Guerre, et qui est la guerre de chacun contre chacun.*⁷⁵». Ici Thomas Hobbes, y analysait la nature et les causes de la guerre, cette pulsion humaine qui lui fait désirer de gagner toujours plus de pouvoir. Cette tendance se retrouve au niveau étatique où les États cherchent toujours à dominer.

Le paradigme réaliste postule que l'État-nation, principal acteur des relations internationales, possède un comportement rationnel. C'est ce comportement qui pousse à la Chine de considérer l'avancée taiwanaise sur le continent africain comme une menace pour son intérêt dès lors qu'il n'y a qu'une seule Chine. Pour préserver l'idée et la reconnaissance d'une seule Chine dans le monde et particulièrement en Afrique où Taïpeh bénéficie de nombreux soutiens, il faut développer une politique isolationniste consistant à faire rallier le maximum de pays à la reconnaissance d'une seule Chine et à rompre d'avec Taïwan.

C'est la dimension géostratégique de la politique chinoise en Afrique, qui cherche à faire adhérer à sa cause tous les États africains porteurs de voix dans les institutions internationales, avec comme objectif d'accroître sa puissance diplomatique et empêcher un adversaire immédiat de développer la sienne. Un des enjeux de la présence chinoise en Afrique a été déterminé par la compétition diplomatique avec Taïwan, qui justifie l'intérêt de la Chine aux pays en développement. En effet, durant les années 1990, la diplomatie dite du « carnet de chèques » avait permis à Taïwan de gagner la reconnaissance de plusieurs pays africains, dont le Sénégal en (1996).

L'importance de la perte de Dakar aux yeux des Chinois va pousser le dirigeant chinois, Jiang Zemin, à entamer une longue tournée africaine pour contenir la politique diplomatique de Taïpeh en Afrique, en lançant une contre-offensive économique, au printemps de la même année. C'est d'ailleurs, tout le sens du discours du Président Abdou Diouf, en visite à Taïpeh, face aux journalistes l'interpellant sur le retour de la Chine : « *Je l'ai constaté comme vous. Si j'étais prétentieux, mais je ne le suis pas, je ferais remarquer que cette offensive s'est accélérée avec la reprise des relations diplomatiques entre le Sénégal*

⁷⁵ Thomas Hobbes, *Leviathan*, 1651, I, chap. XIII, trad. Anthony, Librairie générale de Droit, 1921, pp. 203-204.-

et la République de Chine. En Afrique de l'Ouest bien des pays n'ont pas reçu de l'argent de Pékin et peuvent renouer avec Taiwan. Mais l'argent ne fait pas tout, il y'a les principes. Un État comme Taiwan connu pour sa démocratie, son respect des droits de l'Homme et la réussite de son économie ne peut être laissé en dehors de la communauté internationale. Dans le passé, nous avons reçu de l'aide de Pékin (stade de l'Amitié, Mission chinoise agricole et médicale, etc.), mais lorsque nous avons décidé de normaliser nos relations avec Taiwan, nous n'avons pas hésité à le faire⁷⁶ ». Ainsi, des moyens financiers considérables vont être mobilisés pour la reconquête du continent « perdu » avec le retour du Niger (1996), de la République de Centrafrique et de la Guinée Bissau en 1998, du Liberia et du Sénégal en (2005), du Tchad en (2006) et du Malawi en (2008).

Le réalisme chinois s'est toujours donné pour objectif dans sa politique géostratégique de contrecarrer les velléités taiwanaises sur le continent pour l'isoler diplomatiquement, en l'empêchant de nouer des relations diplomatiques avec certains États africains. D'où la nécessité pour Pékin de renouer ses relations diplomatiques avec Dakar, dix ans après la rupture intervenue en 1996. De plus, cette stratégie chinoise dite du « jeu de go »⁷⁷ sur l'échiquier africain avait permis l'entrée de la Chine à l'ONU en 1971 ; et aujourd'hui de bénéficier d'un soutien majoritaire des pays africains dans les instances internationales pour barrer les résolutions anti chinoises qui pourraient émaner d'organisations ou de pays opposés aux politiques chinoises au sein de ses instances.

Le jeu de Go ou *Weiqi* date de plus de 4000 ans et se caractérise par une compétition pour des territoires, procédant par encerclement (le sens même du nom du jeu). L'espace est figuré par la forme carrée et plate de « l'échiquier » et le temps par les quatre coins (symbolisant le cycle du temps et les quatre saisons), les pions étant des pierres rondes noires et blanches. L'élément principal est que, dans ce jeu, les pierres sont toutes dotées d'une valeur égale, il n'y a pas de hiérarchie, de verticalité. Selon les règles de ce jeu, le joueur aux pions noirs commence et une fois que les pièces ont été placées, elles ne bougent plus, à moins d'être capturées. Au jeu de Go, les cinquante premiers mouvements de pions sont essentiels, les joueurs s'ajustent alors au moindre choix de leur adversaire et les décisions

⁷⁶ Conférence de Presse du Président Diouf à Taipei durant sa visite, Le Soleil du 24 juillet 1996.

⁷⁷Le jeu de go ou *Weiqi*

prises auront une influence pour toute la partie (cent coups plus tard), ce qui nécessite des stratégies de long terme⁷⁸.

La particularité du jeu de *Weiqi* est le fait qu'un grand nombre des premiers mouvements sont des tests des intentions de l'adversaire, pour savoir s'il souhaite contrôler le centre ou les cotes par exemple. Contrairement aux Américains qui ont une culture stratégique axée sur le rendement et l'efficacité immédiate à la suite d'une opération, la culture stratégique chinoise, comme au jeu de Go, n'attend pas de réponse immédiate et concrète. La stratégie chinoise est agonale et ludique (c'est à dire où l'enjeu de la compétition est essentiellement le prestige, l'apparence de supériorité) comme le fait de travailler à isoler Taiwan diplomatiquement sur la scène africaine en lui montrant sa supériorité.

Cette stratégie chinoise peut être lue au sens Derridien⁷⁹ du terme de « zoo-politique », avec une Chine qui apparaît sous les traits du Dragon, un animal perçu comme une puissance impériale, toujours prêt à conquérir et à étendre son emprise, sans partage. Toutefois, la logique compétitive dans laquelle la Chine intègre dans la géopolitique internationale peut ne pas susciter de guerre comme le sous-entendait Hobbes, qui pensait que compétition, défiance et attrait pour la gloire ne peuvent mener qu'à la guerre. Il y a des conflits entre le géant chinois et ses concurrents et comme le souligna Simmel, les tensions et conflits peuvent jouer un rôle positif, socialisant. Cette dimension positive est notée sur la scène africaine avec cette autre alternative que le financement chinois offre aux États Africains, qui ne sont plus liés par les directives et conditionnalités des puissances traditionnelles et de leurs Institutions bancaires.

Cette démarche réaliste est notée aussi dans le comportement de l'État sénégalais, qui au moment de rompre ses relations d'avec Taiwan, dira par la voix de son Président Abdoulaye Wade, sur une correspondance adressée au Président Taiwanais Shen Shu Bian :

« Pendant tout le temps que nous avons des relations diplomatiques, j'ai honnêtement défendu vos positions sur le plan international. Aujourd'hui, le Gouvernement sénégalais a procédé à une réévaluation de nos relations et a estimé devoir établir des relations diplomatiques avec Pékin, avec les conséquences qui en découlent... Il ne

⁷⁸ Stephen Duso-Bauduin, *Sociostratégie de la Chine: dragon, panda ou qilin?*, Paris, L'Harmattan, 2009, p63-64.

⁷⁹Jacques Derrida est un philosophe français, père fondateur du déconstructionnisme derridéen (ou derridien).

me semble pas nécessaire de revenir sur les raisons de notre choix. Peut-être que le Général de Gaulle avait raison quand il disait : « Les États n'ont pas d'amis. Ils n'ont que des intérêts ⁸⁰ ».

L'intérêt national du Sénégal a primé donc dans la décision du président sénégalais de rompre d'avec Taiwan pour renouer avec la Chine. Deux pays qui ne pouvaient plus s'ignorer d'autant plus que cela n'allait pas dans le sens de leurs intérêts respectifs. Pour le chef de la diplomatie sénégalaise d'alors, Cheikh T. Gadio : « *Le président Abdoulaye Wade vient de poser, une fois de plus, un acte de souveraineté dicté seul par les intérêts bien compris de notre peuple. Il prouve par cette décision qu'il est un homme de vision, de conviction et un analyste lucide des enjeux du monde contemporain... Quant à la Chine, elle se promet d'intensifier sa coopération économique et commerciale et de renforcer ses liens politiques et culturels avec notre pays dont elle apprécie grandement le rôle et le poids sur la scène africaine et mondiale.* ⁸¹ »

Cette reprise des relations diplomatiques entre les deux pays étaye donc la thèse d'une démarche réaliste qui anime les deux pays au moment de la signature des accords de rétablissement des relations. En effet, le paradigme réaliste postule l'idée d'un État-nation possédant un comportement rationnel, destiné à défendre son intérêt national. Ici, le gouvernement chinois cherche à accroître sa puissance diplomatique en isolant un adversaire direct (Taiwan) sur la scène internationale et nouer avec un pays influent en Afrique ⁸². La compétition internationale entre des acteurs étatiques dans un monde multipolaire justifie ici la convocation du paradigme réaliste pour comprendre l'offensive africaine de la Chine. L'affirmation de sa puissance ne peut se mesurer qu'à l'aune des ressources diplomatiques, économiques, humaines dans le but de pouvoir accumuler les différentes dimensions de la puissance.

C'est pourquoi Pékin en se considérant comme un « grand pays en développement » est obsédé par cette idée de puissance pour retrouver un statut perdu dans le passé suite à l'humiliation occidentale. Cette expérience est pratiquement fondatrice de la matrice politique internationale chinoise contemporaine selon Godement (2003) ⁸³. Pour qui la dualité qui naît du concept de « richesse et puissance » est un élément clé pour comprendre la démarche

⁸⁰ Lettre du président Abdoulaye Wade à M. Shen Shu Bian, *Le Soleil*, 26/10/05.

⁸¹ Cheikh Tidjane Gadio, ministre d'Etat, Ministre des Affaires Étrangères du Sénégal (propos recueillis depuis Beijing), *Le Soleil* 26 octobre 2005.

⁸² Le ministre chinois des affaires étrangères, en visite à Dakar en janvier 2014, Wang Yi, déclara que le Sénégal est un pays très influent en Afrique pour la Chine. Chez les chinois les notions d'influence et de puissance sont souvent synonymes, une autre manière de leur compréhension des théories des relations internationales.

⁸³ François Godement, « La Chine puissance revendicatrice ou intégrée? », *La Chine Aujourd'hui*,

réaliste de la politique internationale chinoise, pour répondre aux questionnements sur la nature du nationalisme chinois, sur la portée du renouveau et de sa croissance économique, ainsi que sur ses relations avec le reste du monde.

Les derniers changements intervenus dans les relations internationales liés à la croissance économique, la transformation et l'émergence de la Chine démontrent que la thèse de l'État pris comme acteur significatif des relations internationales par les « réalistes » est toujours actuelle dans l'analyse des relations internationales avec ce redéploiement chinois dans le monde qui mobilise aussi bien l'État central, ses entreprises et des migrants autonomes. Cette démarche chinoise entre dans cette stratégie de puissance globale pour modifier l'ordre mondial dans le sens qui lui est favorable dans le but de protéger ses intérêts fondamentaux.

Avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, la domination américaine sur la scène internationale comme seule puissance à pouvoir déployer toutes ses forces sur toute l'étendue de la terre nous a fait entrer dans un monde unipolaire et se substituer au schéma de multipolarité et de bipolarité ; mais pour les réalistes cette situation n'est que transitoire : un « moment unipolaire » qui prépare l'avènement d'une nouvelle multipolarité. C'est d'ailleurs tout le sens qu'il faudrait donner à la percée des nouveaux pays émergents (BRICS), qui par le jeu du marché économique, ont fini de corriger leurs déséquilibres sur le plan social, politique et militaire en atteignant de forts taux de croissance et du coup affaiblir relativement l'hégémonie des États-Unis. C'est pourquoi un auteur comme (Layne : 1993)⁸⁴ souligne qu'entre la bipolarité et la multipolarité, l'unipolarité n'est donc qu'un « interlude » qui prépare d'autres moments de changements.

Les réalistes doivent savoir que les relations internationales ne se résument pas seulement aux questions de guerre et de paix, mais aussi à l'existence d'une pluralité d'acteurs, des échanges et des intérêts sur la scène internationale. Pour les critiques, il y'a eu chez les réalistes une absence d'investigation sur la notion d'acteur non étatique. Leur vision est assez unitaire et non plurielle, ne prenant pas en compte ce qui donne de l'épaisseur et de la consistance à ces États ; c'est-à-dire à une recherche sur les institutions, sur les processus décisionnels, sur le type de régime aussi ; car ici nous ne sommes pas en face d'un régime de type démocratique (avec une organisation d'élections, l'existence de partis politiques et

⁸⁴ Layne C., « The Unipolar illusion », *International Security*, vol. 17, n°4, 1993.

d'alternance pacifique entre majorité et opposition si nous prenons l'exemple du régime chinois). C'est donc une des carences de la première génération des *réalistes* qui n'a pas analysé comme il fallait sur la nature du régime étatique.

Ce qui aurait pour conséquences l'ouverture d'une voie conduisant à une déconstruction des « unités politiques » et une recherche plus approfondie du concept d'acteur et de la spécificité des États au point d'infirmier le postulat réaliste selon lequel la démocratie prise isolément serait un régime moins belliqueux que les autres types de régimes. Si nous admettons selon la perspective réaliste, que les États sont les acteurs principaux de la scène internationale, la question des conséquences plus ou moins pacifiques ou plus ou moins guerrières de leur régime est donc inéluctable. Dès lors que la nature politique du régime impacte sur la politique internationale avec des conséquences pratiques pour l'action. Ce postulat réaliste est fait échec quand on analyse la nature du régime chinois, quoique communiste et de type autoritaire, n'a pas pour le moment d'incidence sur la conduite de sa politique internationale actuelle, malgré qu'il façonne par ailleurs toutes les autres activités politiques et jusqu'au style des relations sociales.

Le régime chinois quoique non démocratique n'a pas pour le moment des velléités belliqueuses et porte un sérieux démenti à l'idée selon laquelle: « *la paix dépend surtout de progrès d'institutions démocratiques, partagée très fortement dans la pensée américaine* ». (Kissinger, 1996 :24)⁸⁵. Cette thèse aura surtout été défendue par des auteurs réalistes et universitaires américains pour servir à un modèle de société et de régime politique. Dès lors, on ne peut plus se limiter aux conceptions réalistes des relations internationales, sous le prisme d'une situation de guerre et de paix (Aron : 1962), mais bien d'échanges économiques, de concurrence et de compétitivité.

Malgré sa volonté de devenir la future puissance du monde, Pékin a décidé de faire sien le précepte de Sun Zi selon lequel : *Lorsque l'ennemi est trop puissant, il faut refuser le combat*. Une démarche réaliste construite sur une politique diplomatique et une intégration régionale en Asie mettant en avant le multilatéralisme, la concertation et l'harmonie au niveau international. La Chine ne peut pas se permettre d'attaquer frontalement les États-Unis au risque de se voir couper les voies maritimes stratégiques qui pourraient à la longue asphyxier son économie. Cette politique internationale de la Chine entre dans un cadre d'une stratégie de contournement des États Unis en évitant toute confrontation frontale avec

⁸⁵ Henri Kissinger, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996 (1994).

l'« hyperpuissance américaine » tout en demeurant favorable à une multi polarisation du monde et à l'affaiblissement du géant américain, et parachever le vieux projet de la Chine c'est-à-dire redevenir la première puissance mondiale. Avec une diplomatie qui avance prudemment en poussant son avantage lorsqu'elle le peut.

La politique internationale de la Chine répond à une démarche réaliste, car ses objectifs dépendent plus de sa perception de la capacité de résistance de ses partenaires que de principes immuables. En mettant en place un discours et des techniques de communication diplomatiques, de désamorcer les conflits sans modifier quoi que ce soit sur les relations privilégiées qu'elle maintient avec les États les plus dévoyés de la communauté internationale. Les « néoréalistes » réaffirment, malgré l'implication de plusieurs acteurs dans la scène internationale, que l'État garde toute sa centralité dans le jeu des relations internationales et qu'il suffit de regarder le « système international » (ensemble des interactions entre les acteurs) de la « structure internationale » qui définit l'arrangement ou l'ordonnement des parties du système pour se rendre compte que les structures politiques internationales sont produites par les interactions entre les acteurs (Waltz :1979)⁸⁶. Reconnaisant que les États qui interviennent le plus dans la régulation du marché et dans l'ordre du système-monde demeurent les plus influents dans la définition de la structure du système politique international.

Le néoréalisme en postulant que la distribution des forces entre acteurs étatiques de la scène internationale est ce qui détermine le changement dans le système international et les explications de la politique internationale, réaffirme son ancrage déterministe structurel dans l'interprétation des relations internationales. Ces thèses développées par les néo-réalistes permettent de penser que la Chine en réussissant à mobiliser des moyens économiques, militaires et diplomatiques, est dans une posture de puissance capable d'influencer la structure politique internationale en s'adossant à la mondialisation économique et à l'ouverture des frontières dans lesquelles vont s'intercaler ces hommes d'affaires regroupés dans le « *China Inc.*⁸⁷ » ,à travers le monde et, redéfinissant du coup tout le schéma de départ des relations internationales vers des perspectives incertaines.

⁸⁶ Waltz K. N., *Man, the State and War*, New York, Columbia University Press, 1954.

⁸⁷ Ted C. Fisherman, *China, Inc. : How the Rise of the Next Superpower Challenges America and the World*, New York (N.Y.), Scribner, 2005.

D'un statut de tête de pont du tiers-mondisme à la veille et au lendemain des Indépendances de ce qui deviendra plus tard le mouvement des non-alignés, la Chine puissance économique en ce XXI^e siècle est devenue un acteur politique international de premier plan en intégrant le G20⁸⁸ à l'automne 2008, en même temps, elle noue des relations d'alliances avec des organisations dans un cadre multilatéral et bilatéral, et des stratégies d'alliances avec les États africains. Avec une volonté farouche de puissance hégémonique globale, une démarche qui tranche des développements théoriques de Bertrand Badie (1995,1999)⁸⁹ sur un monde qui serait sans souveraineté. Badie postule que l'État tel que les réalistes le considèrent n'est plus ce qu'il était et que, aujourd'hui, il fait face à une pluralité d'acteurs qui nouent des relations transnationales qui ont explosé les frontières et déterritorialisé les États, une sorte de retournement du monde avec la fin de la souveraineté et mettant en échec les formes classiques de la puissance à s'imposer à un environnement rebelle et à une adversité désincarnée.

Au regard de la stratégie internationale de la Chine qui se manifeste par une diplomatie dynamique à travers le globe, la position du parti communiste chinois et les moyens immenses engloutis dans la modernisation de son armée force est de reconnaître que la Chine a des visées hégémoniques dans le monde et qu'elle entend bien faire face au géant américain tout en le ménageant, car une Amérique forte demeure toujours un avantage pour la Chine. Un monde bipolaire ou multipolaire qui pourrait s'annoncer dans un cadre de coopération économique et diplomatique. Par conséquent, les thèses de Badie sur « *le cavalier solitaire* » que sont devenus les États-Unis après, ne prennent pas en compte le schéma réaliste d'un monde qui traverse plusieurs phases et dont le « moment unipolaire » incarné par les États-Unis ne serait que transitoire car étant préparé à l'avènement d'une nouvelle multipolarité.

⁸⁸ Le groupe des vingt plus grandes économies du monde a été mis sur pied en 2008 pour aider à trouver des remèdes à la crise financière.

⁸⁹ Bertrand Badie, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995. Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.

Ainsi d'un monde tiré par la Triade (Japon, Europe, États-Unis)⁹⁰, le spectacle actuel de la scène internationale nous campe dans un décor multipolaire avec l'avènement de nouvelles puissances dites émergentes comme la Chine, et, impose un nouveau regard sur les relations internationales dans le tiers-monde, dès lors que ces acteurs invisibles dont parlait Badie vont faire de la place aux États comme acteurs de la scène internationale tel qu'il a été théorisé par le courant réaliste.

La mondialisation économique n'est donc plus l'apanage des seuls hommes d'affaires et des entreprises, mais aussi celle des États avec ce renouveau de la Chine en Afrique préfigurant la construction de nouvelles formes de relations d'État à État. Ce sont donc des rivalités de pouvoir qui sont en train d'être construites à travers un dynamisme diplomatique sur le territoire africain pour sécuriser son approvisionnement en ressources minières, énergétiques et alimentaires, mais aussi tisser une vaste toile d'alliances avec les États africains dans le cadre organisé du FOCAC en vue de soutenir les intérêts chinois dans les grandes institutions internationales.

Cette Chine en Afrique qui fait l'objet de notre réflexion est un pays puissant économiquement, diplomatiquement, politiquement et militairement avec une influence internationale sur toutes les régions du monde avec des échanges économiques très importants. Ce qui lui confère un statut de puissance au même titre que d'autres pays du monde, mais elle demeure dépendante sur plusieurs points malgré sa toute-puissance d'où le lieu de relativiser sur cette notion définie difficilement par (Waltz : 1979)⁹¹. La définition de la puissance et de son usage dans les rapports mondiaux a toujours été problématique et les réalistes eux-mêmes, notamment K. Waltz, reconnaissent avoir des difficultés à utiliser ce concept pourtant central dans leur approche. La difficulté provient de la réduction de la puissance à son aspect militaire, sachant qu'elle est un rapport et non une substance matérielle. Dans les relations qui se construisent entre la Chine et le continent africain, la notion de puissance comme capacité à déterminer les règles du jeu ou, au moins de ne pas se

⁹⁰ La « triade » mondiale repose sur une interprétation tripolaire de l'espace mondial (l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et l'Asie devenue prospère à partir du Japon) privilégiant une analyse de l'histoire, qui part d'un foyer de développement unique qui aurait diffusé la modernité et permis l'émergence de pôles-relais, de nouveaux centres qui ont ensuite accédé à un niveau de développement équivalent à celui de l'Europe. La triade suggère qu'il existe un club fermé de puissances dont le reste de l'humanité serait toujours plus exclu, sans pouvoir réagir contre ces pôles dominants ni encore moins agir en leur sein propre.

⁹¹ Waltz K. N., *Theory of International Politics*, New York, McGraw Hill, 1979.

les faire imposer (Smouts, 1980)⁹², révèle l'ascendance que la Chine dispose sur les pays africains dans le cadre de leurs échanges économiques.

Morgenthau (1985) définit la puissance comme l'agrégation de plusieurs facteurs (géographiques, matériels, institutionnels et moraux) fonctionnant comme un tout. Si la notion de puissance se déclinait en une série de positions dominantes selon des sous-systèmes du système international déterminés comme suit : énergie, transports, armements, industries, etc. Elle se manifesterait donc dans la capacité à agir sur plusieurs sous-systèmes à la fois et à ne passer facilement de l'un à l'autre sans être complètement dépendant dans un sous-système donné selon (Badie et Smouts, 1999)⁹³.

Cela voudrait dire que le statut de puissance n'est pas totalement acquis par la Chine dès lors qu'elle ne remplit pas tous ces critères dans les « échiquiers » (Stanley Hoffmann) particulièrement dans celui des matières premières énergétiques et minières même si elle abrite une capacité importante des terres rares. Cette fragilité dans ce sous-secteur fait que la Chine oriente toutes ses forces et ses investissements dans les pays réputés grands exportateurs de ressources minières et énergétiques du continent. Ainsi, l'Empire du Milieu réussira à stabiliser l'approvisionnement de son marché par sa forte présence dans les grands carrefours de l'or noir et des ressources minières de l'Afrique. Par conséquent, cette forte présence de la Chine au sein même des États dits voyous fait d'elle une « puissance africaine » (Lafargue, 2005)⁹⁴, en ce sens où elle comble un déficit par des accords et investissements pour soutenir son niveau de développement en diversifiant ses sources d'approvisionnement.

Susan Strange expose la notion de puissance sous la forme d'une synthèse entre une conception trop statique de la puissance et une conception trop relationnelle ; pour cela elle propose le concept de « puissance structurelle » mesurable selon quatre dimensions structurant le jeu des acteurs dans le monde: l'armement et les capacités militaires (la sécurité) ; la recherche-développement et les innovations technologiques (la connaissance) ; la production et le commerce de biens et de services (la production) ; la solidité d'une monnaie et les capacités d'investissement (le crédit). Ces quatre indicateurs de

⁹² Smouts M.-C., « Nouveaux centres de pouvoir et problématique de la puissance », *Revue française de science politique*, vol. 30, n°2, 1980.

⁹³ Badie B. et Smouts M.-C., *Le retournement du monde*, Paris, Presses de Science Po et Dalloz, 1999 (3^e éd).

⁹⁴ Lafargue François, la Chine, une puissance africaine, *Perspectives chinoises*, 90 | juillet-août 2005

mesure de la notion de puissance structurelle qui ont servi à Susan Strange (1989)⁹⁵ de mesurer la puissance des États-Unis au point d'affirmer que cette définition recoupant largement la position de l'Amérique dans le monde fait de celle-ci « *un empire non territorial dont la capitale impériale est à Washington D.C* » appliqués à la Chine démontrent que l'Empire du Milieu est bien une puissance mondiale.

Comprendre la politique internationale de la Chine en Afrique c'est mettre en perspective son objectif principal qui est de redevenir le leader naturel des pays en développement en gardant le statut du « plus grand pays » et renouer avec le vieux projet du « tiers-monde ». Aussi, pour faire face à la forte dépendance de son économie dans les secteurs énergétiques, des matières premières et des produits agricoles, elle va se tourner vers le continent africain pour construire une coopération et des alliances économiques susceptibles de pouvoir lui assurer un approvisionnement régulier, sur et moins coûteux en ressources minières et énergétiques.

De même, cette stratégie chinoise construite autour du concept de « gagnant-gagnant » en Afrique lui permet de remobiliser un discours idéologique faisant de l'Empire du Milieu l'allié naturel des pays du Sud en postulant une économie mondiale équilibrée prônant le développement pour tous selon des conditions égales. C'est d'ailleurs, tout le sens de l'interprétation que l'on peut faire du discours de la seconde école classique des relations internationales ; c'est-à-dire l'Idéalisme. En effet, l'Idéalisme ou « libéralisme républicain » prône l'idée d'une paix internationale qui dépendrait de l'effet naturel du commerce dans un cadre gagnant-gagnant pour assurer la paix. La Chine est représentée dans la (géo)-zoo-politique par le Panda. Cet animal blanc et noir peuplant la province du Sichuan, qui est profondément pacifique et positif dans l'équilibre de la nature.

⁹⁵ Susan Strange, « Toward a Theory of Transnational Empire », in E. O. CZEMPIEL et J. N. ROSENAU (eds), *Global Changes and Theoretical Challenges*, Lexington Books, 1989.

CHAPITRE II : CADRE MÉTHODOLOGIQUE

II.1. L'HISTOIRE DE LA RECHERCHE

II. 1.1. MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

L'analyse de la question du retour affirmé de la Chine au Sénégal, considéré comme un enjeu important du jeu de go chinois dans cette partie du continent africain nous a poussé à comprendre que cette relation ne pouvait être prise et comprise isolément de ce grand projet hégémonique chinois du monde, qui est de devenir la première puissance économique mondiale. C'est pourquoi, nous avons jugé nécessaire avant de présenter notre démarche méthodologique et les analyses auxquelles leurs résultats nous ont conduit de situer les relations sino-sénégalaises au-delà du contexte local dans un cadre plus vaste qu'est le cadre sino-africaines voire même global.

Partant de ce détour, nous souhaitons saisir le devenir du Sénégal dans ses nouvelles relations avec les puissances émergentes dans ses différentes dimensions en passant du macrosociologique au microsociologique en passant par le méso. Afin de brasser le maximum d'informations et de données, les résultats de nos recherches empiriques, au-delà bien évidemment de sa dimension fondamentale qu'est la recherche documentaire, se sont basés sur les travaux que nous avons menés dans le cadre de nos propres recherches au Sénégal et en Chine. Ensuite, de celles conduites par l'équipe allemande de Giga⁹⁶ au Sénégal avec Laurence Marfaing et le sinologue Karsten Giese et enfin de celles du groupe national de travail du Sénégal dans le cadre du programme Chine-Afrique du Codesria avec Mamadou Dansoko. L'accès à la communauté chinoise n'est pas aisé, s'y ajoutent aussi les barrières linguistiques, c'est pourquoi il a fallu des « ouvertures » pour entrer dans ce monde fermé, complexe, difficile d'accès.

Nous avons associé une démarche qualitative et quantitative avec une prédominance de l'approche qualitative au regard des difficultés rencontrées et des opportunités présentes sur le terrain. La démarche quantitative a permis d'administrer un questionnaire aux investisseurs ou acteurs économiques chinois pour voir leur tracé migratoire, déterminer leur profil, leur origine sociale et géographique, leurs objectifs, leurs moyens de financement et la

⁹⁶ German Institute of Global and Area Studies.

manière dont ils perçoivent l'Afrique et les Africains. Ce travail s'est fait avec l'aide des collègues de l'Université de Renmin (School of Agriculture Economics and Rural Development), qui m'ont accompagné dans l'exploitation des données recueillies sur le terrain aux fins de leur exploitation. C'est pourquoi nous remercions Ji Han et Yu Tian doctorants de l'équipe de recherche du professeur Wen Tiejun, dans le traitement des données.

L'approche qualitative axée sur des entretiens semi directifs dans cette recherche permet d'explorer, d'approfondir les questions de recherche afin de mesurer les relations sino-sénégalaises au niveau micro méso et macro en mesurant ses impacts dans les investissements chinois, leurs potentialités et leurs attentes par rapport à l'environnement du marché sénégalais. Aussi, nous a-t-elle permis d'organiser des interviews longues avec les collaborateurs des Chinois (intermédiaires), la population résidente des Allées du Boulevard, les revendeurs ou marchands ambulants, les employés des entreprises chinoises et enfin avec les opérateurs économiques sénégalais, étudiants africains et fonctionnaires qui se sont rendus en Chine et qui s'y rendent encore.

Ensuite, d'autres entretiens ont été réalisés individuellement par le moyen d'un guide auprès d'acteurs (officiels ou diplomates, universitaires, hommes d'affaires) chinois à Dakar et en Chine. Des visites ont également été effectuées sur les principales entreprises et sites construits par les Chinois ou en construction. Une telle enquête a permis de recueillir des données qui vont permettre de mesurer les enjeux économiques, sociaux des relations sino-africaines à partir du cas sénégalais et chinois avec la technique d'entrevue pour sa capacité de dévoilement du discours avec tout ce que cela comporte d'incohérents, de non-dits, d'inachèvements et de contradictions. Car ce qui se cache derrière les mots, entre les lignes ou à travers les stéréotypes, comporte une dimension non négligeable (Ferréol, 2004: 68).

Les techniques de collecte de données utilisées ici sont le questionnaire, le guide d'entretien, l'analyse de contenu documentaire et l'observation participante dans le cadre des réunions et assemblées générales de l'Association des Employés des Chinois (Adec) où notre implication avait été très désirée par les employés en vue de les accompagner à organiser leur mouvement et de disposer d'un cadre législatif dans leur contrat de travail. Cette participation a été maximale et moins artificielle pour nous permettre d'être intégré par ce groupe d'acteurs incontournables dans la compréhension du phénomène étudié. Notre réflexion sur la Chine en

Afrique et les Africains en Chine pourrait ne pas être objective au sens usuel et superficiel que l'on donne à cet adjectif.

Nos efforts pour comprendre la réalité de la Chine en Afrique en devenir, irrigue une certaine ambiguïté face à un état de fait où nous sommes placés à analyser un phénomène dont l'issue est incertaine pour le continent africain et, affecte aussi notre statut de jeune africain soucieux du devenir de l'Afrique. Par conséquent, devant une certaine manière d'être qui se voudrait objectif et qui, en fait, aboutit à une compréhension d'autant plus faible de la réalité humaine qu'elle lui demeure inévitablement extérieure. Et une autre manière dont l'objectivité supérieure est inhérente à participation affective et intellectuelle, théorique et pratique à la réalité en devenir et conditionnée par une autocritique permanente; c'est d'elle que nous nous réclamons pour marcher sur les traces d'un ancien maître⁹⁷. (Fougeyrollas p 10).

Dans nos développements, nous avons démontré et dénoncé à juste titre comment la question de la Chine en Afrique est prise en otage par les tenants d'un discours qui se veut dichotomique partagé entre sino-beats et sino-pessimistes à l'égard de l'avenir (du devenir) africain en général, et du devenir sénégalais, en particulier. Ce manichéisme installe une certaine opacité où les interprétations selon le bord d'où l'on se situe posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

Fort de tout cela, l'échantillon a été construit sur la base du nombre de boutiques recensées et appartenant aux Chinois au niveau du Boulevard Général de Gaulle, des Allées Papa Gueye Fall, Petersen et du Centre Commercial de la Grande Mosquée, qui tourne autour de 200 Avec en moyenne 2 à trois Chinois par boutiques. C'est ainsi que le questionnaire administré a concerné 96 Chinois installés au cœur du quartier commercial chinois de Dakar avec une marge d'erreur assez faible. Avec un accent mis sur l'utilisation de questions ouvertes, ainsi qu'une trentaine d'entretiens axés sur des questions ouvertes avec des acteurs chinois qui sont dans différents secteurs d'activités (télécommunications, finances, pêche, bâtiments et travaux publics, experts agricoles et médicaux, restaurateurs, entrepreneurs privés, diplomates). La technique probabiliste a été choisie dans le cadre de l'enquête concernant les commerçants chinois de Centenaire et Petersen. Ce qui a fait que tous les commerçants avaient la même chance de faire partie de l'échantillon, de même que les employés des Chinois et aussi bien que les riverains du boulevard général de Gaulle. La

⁹⁷Pierre Fougeyrollas, *Où va le Sénégal ?* IFAN, Dakar, Editions Anthro pos, 1970.

population totale de Chinois résidant au Sénégal tournerait autour de 5000 à 7000 Chinois d'après les dernières statistiques obtenues⁹⁸.

Partant du fait que nous avons choisi de mener une recherche qualitative, nous avons aussi constitué un échantillon de type exemplaire qui a concerné les autres acteurs chinois présents au Sénégal, les Sénégalais qui vont en Chine, etc. L'analyse des données qualitatives de ce travail repose sur les principes de la saturation pour combler une certaine absence des critères statistiques liée à la taille de notre échantillon. Dès lors que les réponses fournies ne sortaient plus de l'ordinaire et demeuraient répétitives. L'interrogation majeure sera de savoir quel sera le futur de l'Afrique dans ces relations. En définitive, nous disons qu'on ne peut saisir cette question que passionnément et volontairement, que prospectivement et révolutionnairement, c'est du moins le pari que nous faisons.

Ce travail ne s'est pas fait sans trop de difficultés, c'est une lapalissade, tellement les obstacles ont été nombreux pour une étude qui s'est voulue beaucoup trop ambitieuse sur un phénomène aussi récent et impliquant un ensemble de paramètres. L'obstacle principal a été l'accès à la population cible, car il est connu que les Chinois sont connus pour être une population vivant en vase clos très introvertis. Dans la mesure où nous avons en face de nous une communauté caractérisée par le silence, une certaine « visibilité invisible » du fait de leur installation sur un même site, ainsi que par un certain mystère et une réputation de cachottiers. Sans l'apport des collègues étrangers maîtrisant la langue chinoise, il serait très difficile de disposer de certaines données sur la population chinoise de Dakar. C'est pourquoi nous tenons à les remercier au même titre que le deuxième secrétaire de l'Ambassade de Chine sans qui il serait aussi hypothétique de faire des entrevues avec les ressortissants de l'Empire du Milieu.

La barrière linguistique demeure un obstacle principal, heureusement que nous avons eu la chance de rencontrer des Chinois s'exprimant en français, car ayant entamé des études de langue française à l'institut français, ainsi que d'autres qui s'exprimaient en anglais. C'est d'ailleurs l'une des raisons principales qui nous a poussé à prendre une inscription à l'Institut Confucius de l'Université de Dakar pour apprendre à parler comme nos enquêtés. Tout cela nous conduit à dire que la recherche exige des moyens très importants pour disposer de bons résultats si on ne veut plus demeurer des consommateurs de ce qui se fait sous nos cieux par

⁹⁸ La Direction de la Police des étrangers et des titres de séjours habilitée à donner les statistiques du nombre des étrangers vivant au Sénégal n'avait pas été coopérative pour nous permettre de disposer des chiffres officiels. C'est quelques mois après le bouclage de la thèse, précisément durant le mois de Juin que nous avons obtenu les derniers chiffres de la Police des étrangers.

d'autres ; mais briser le cloisonnement des disciplines au niveau universitaire si je prends l'exemple de ce travail qui aura mobilisé une démarche multidisciplinaire pour saisir le phénomène dans sa totalité.

La recherche c'est des moyens financiers importants pour cela nous disons qu'il serait très illusoire de damer le pion aux autres nationalités, si nous continuons à maintenir cette politique du peu.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Vécu de terrain :

Tout a commencé à Dakar, quand il s'est agi de se rendre en Chine au milieu du mois d'octobre 2014, et que je reçois ce mail m'informant que je risque d'être mis en quarantaine dès mon arrivée en Chine, pour une durée de trois semaines en raison de l'épidémie d'Ebola. Le seul cas déclaré et venant de la Guinée a fait inscrire aux autorités de l'Organisation mondiale de la Santé, le Sénégal dans la liste rouge, malgré les cas déclarés aux États unis, en Espagne, en France, etc. Face à cette décision que je trouvais incompréhensible et insupportable, j'ai demandé à mon Université d'accueil pourquoi moi et pas les autres citoyens des pays du Nord? Je dus prendre mon mal en patience et attendre la levée de cette décision pour me rendre en Chine, et arriver le 29 octobre pour entamer mon séjour de recherche à l'Université du peuple de Chine. Je fus accueilli au School of Agriculture Economics and Rural Development (L'École de l'Agriculture, de l'Économie et du Développement Rural) par le professeur Wen Tiejun. Avec lui je fis ma première visite de terrain dans la province du Sichuan en visitant la ville de Bazhong et précisément dans les counties de Nanjiang et Tongjiang.

Pour répondre aux objectifs de ma recherche, une visite de la province de Canton, dans le Delta de la Rivière, des Perles fut prévue en décembre. C'est donc à partir de la ville côtière de Xiamen, un des laboratoires des zones économiques spéciales implantées en Chine, pour ouvrir l'économie au monde, que je pris le train qui m'emmena à la gare de *Guǎngzhōunán Zhan* ou Guangzhou South. Ce voyage fut long, car elle dura une demi-journée de train (slow-train). J'étais comme très souvent dans mes voyages en Chine, le seul ou l'une des rares personnes de couleur dans le train. Ayant déjà fait acheter mon ticket de train par le biais d'une amie sur internet, je ne pensais pas que le voyage allait prendre autant de temps. Elle me dira juste en m'envoyant la photo du billet sur Wechat⁹⁹ que j'ai un 'softsleeper'¹⁰⁰. Car pour moi, l'essentiel était d'arriver à Guangzhou pour assister à la Troisième Conférence internationale sur les Chinois en Afrique et sur les Africains en Chine, et dans le même temps

⁹⁹Weixin en chinois connu plus pour son nom anglais Wechat, c'est une application qui permet de communiquer avec ses amis et de s'échanger des fichiers. Il est un peu le pendant chinois de whatsapp, avec des centaines de millions d'utilisateurs il est devenu une application incontournable en Chine, qui peut servir à faire du commerce électronique : passer des commandes en ligne, payer un restaurant ou réserver un taxi.

¹⁰⁰Lit, car il y a des personnes qui restent assises durant tout le voyage, voir debout quand il n'y a plus de places ou selon leur bourse.

effectuer mes recherches de terrains programmés depuis un an après une première visite en Chine.

Dans cette ville qui n'est pas étrangère à l'augmentation des échanges commerciaux entre la Chine et le continent africain qui sont passés de 10.5 milliards de dollars en 2000 à 200 milliards de dollars US en 2013, je commençai à faire l'expérience quotidienne des Africains, autrefois désignés comme étant les diables noirs par les taximan de la ville. Ainsi, peu avant de prendre un taxi pour me rendre à Xiaobeilu, le cœur de la présence des Africains à Guangzhou, je me rendis compte que dans le McDonald's où je me trouvais, tous les clients qui y rentraient ne voulaient pas s'asseoir à la même table que moi, certains préférant même rester debout à attendre qu'une table se libère. Peu après, je suivis le couloir de sortie de la gare aménagé pour ceux qui veulent prendre le taxi, c'est une file d'attente en forme de S protégée par des barrières métalliques, conduisant jusqu'à l'asphalte pour rencontrer les taxis qui viennent prendre les usagers pour les emmener dans leur destination principale.

Dès que mon tour arriva, les taxis n'acceptèrent pas de me prendre et me fuirent comme de la peste, n'eut été l'intervention du policier pour ordonner au « taximan » de me déposer à ma destination, j'allais rester encore du temps avant de trouver un pour m'amener. Les taximen de certaines villes ou provinces chinoises ne prennent pas assez souvent les personnes de couleur dans leur voiture, particulièrement dans les villes comme Beijing et Guangzhou. Un de mes enquêtés m'a raconté son épisode à lui à Guangzhou, où le « taximan » qui l'avait pris de la gare pour le déposer à son hôtel, lui a abreuvé d'injures durant tout le trajet parce qu'il est monté directement dans le taxi sans demander quand son tour arriva, ne sachant pas que notre interlocuteur s'exprime merveilleusement bien en chinois, après lui avoir fait la remarque par rapport à ses insultes sans connaître le passager qui voyage avec lui. Il s'est confondu en excuses après que mon enquête lui ait payé plus que le montant du trajet.

C'est comme ça que je suis arrivé à Xiaobeilu, cette grande rue connue des Chinois qu'ils ont fini d'appeler « Chocolate City » (Castillo R, 2014¹⁰¹ ; Li Z, Lyons M, Brown A, 2012¹⁰² ; Pang Ching lin, 2013). À Guangzhou, je me rendis auprès de la communauté

¹⁰¹Castillo, R (2014). Feeling at home in the « Chocolate City » : an exploration of placemaking practices and structures of belonging amongst Africans in Guangzhou, *Inter-Asia Cultural Studies*, 15 :2, 235-257.

¹⁰²Li Z, Lyons M, Brown A. Chinas Chocolate City : an Ethnic Enclave in a Changing Landscape (J). *African Diaspora*, 2012, 5 (1) : 51-72.

sénégalaise pour prendre contact et trouver des interlocuteurs dans le cadre de ma recherche. Je visitai en premier le président de l'Association dans son bureau au cœur du quartier africain. J'obtenais après cette visite, le contact des autres présidents d'Associations africaines, ainsi que ceux des membres de la communauté sénégalaise vivant dans la ville. Ainsi, je pouvais commencer mon enquête dans la ville; s'y ajoute aussi que l'organisation du Grand Magal de Touba dans un hôtel me permit de prendre d'autres contacts et de fixer des rendez-vous avec eux. Les interviews se faisaient en grande partie durant la nuit à des heures souvent tardives, du fait de la non-disponibilité des enquêtés durant la journée, occupés par leur business. C'est pourquoi nous étions dans l'obligation de les suivre jusqu'à pouvoir obtenir ce pourquoi nous nous sommes déplacés.

Ce séjour de recherche a coïncidé aussi avec la venue d'une délégation ministérielle et parlementaire conduite par les ministres Ali N. Ndiaye et Abdou A. Tall, Demba Diop « Diopsy » et Sira Ndiaye sur invitation du gouverneur de Guangzhou pour convaincre les entrepreneurs de Guangzhou de relocaliser leurs ateliers de production dans la future plateforme industrielle de Diamniadio. C'est ainsi que face aux Sénégalais de Guangzhou, le ministre Ndiaye a été sommé de faire subir aux Chinois vivant au Sénégal les mêmes affres qu'on fait subir aux Sénégalais à Guangzhou quotidiennement (voir chapitre sur les Sénégalais à Guangzhou).

La seconde partie de la recherche s'est déroulée au mois de mai 2015, dans la ville de Yiwu, province de Zhejiang. Nous avons profité de la visite du Cosec en Chine, pour payer un billet de train à 800 yuans, pour nous rendre à Yiwu afin de pouvoir rencontrer les opérateurs économiques sénégalais, vivant dans cette ville afin de les interviewer. Ce séjour à Yiwu clôt ainsi notre périple en Chine, qui nous aura permis de séjourner ou de visiter les villes de Beijing et Shanghai, les provinces de Wuhan, Shandong, Hebei, Fujian, Sichuan, pour mieux comprendre ce pays en mutations.

DEUXIEME PARTIE :
LE CONTEXTE ET LES ENJEUX DES RELATIONS SINO-
SÉNÉGALAISES

CHAPITRE III : HISTOIRE DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE

La Chine et le continent africain se sont rencontrés il y a très longtemps. Même si les relations entre le vieux continent et le berceau de l'humanité sont plus forts et mieux ancrées entre les peuples au point où la présence de l'un ou de l'autre peuple ne souffre d'aucune forme de dissonance cognitive. Et, contrairement à une certaine opinion qui coïnciderait la présence de la Chine en Afrique à la veille et au lendemain des « indépendances » africaines. L'historiographie révèle que la Chine n'a jamais été étrangère et étrange en Afrique. Cette présence chinoise en Afrique, analysée sous l'aune de l'évolution politico-économique de l'Empire du Milieu démontre que l'influence chinoise est liée à la politique intérieure de la Chine, à telle enseigne que toute vague de changement intervenu en mer de Chine, impacte durablement sur les relations entre les deux parties.

C'est pourquoi, afin de mieux cerner l'évolution de ces relations dans le temps, un effort de périodisation s'impose à notre niveau pour étayer cette thèse selon laquelle les relations entre la Chine et l'Afrique sont le reflet visible de l'état d'esprit officiel du Parti communiste et de ses dirigeants. Comprendre ces relations, c'est s'assurer d'abord à identifier les trajectoires politiques personnelles du Grand Timonier qui misa beaucoup sur la grandeur de la Chine comme tête de pont du Tiers-monde et future puissance idéologique, à Deng Xiaoping le réformateur-pragmatique et de ses nouveaux dirigeants continuateurs de la stratégie politico-économique de l'empire du Milieu après une période de désintérêt relatif.

Dessiner la courbe des relations entre la Chine et l'Afrique, c'est partir de la Chine d'avant les communistes, de la période maoïste, de l'avènement de la politique des réformes et de la Chine d'aujourd'hui qui inonde le marché africain de ses entrepreneurs privés qui gagnent les marchés, de ses produits avec le fameux principe du « gagnant-gagnant ». Une analyse qui se veut à la fois synchronique et diachronique, pour mesurer les enjeux, le contexte des relations sino-africaines et le devenir de ces relations. Partant de celà, il est donc possible de comprendre comment les relations stratégiques de la Chine construites à la base sur une vision idéologique, ont évolué par rapport à l'orientation qui lui a conféré le parti communiste chinois pour s'orienter vers un pragmatisme marqué par des échanges économiques entre les deux parties et la manifestation d'une Chine devenue beaucoup plus

audacieuse qui inonde le marché africain de ses produits, de ses entreprises et de sa main d'œuvre.

III.1. LA CHINE D'AVANT LES COMMUNISTES

Les relations sino-africaines préexistent bien avant la présence des colonialistes occidentaux en Afrique. Elles ont connu leurs débuts avec les échanges commerciaux entre la civilisation égyptienne et chinoise, au 10^e siècle avant notre ère, même si elles n'ont été que d'une certaine importance économique faible. Les échanges entre l'Égypte et la Chine ont permis aux pharaons de disposer des découvertes chinoises telles que le papier et l'attelage. L'officialisation des relations entre les deux parties se fera à partir du II^{ème} siècle avant Jésus-Christ. Ces relations anciennes construites à partir des voies maritimes commerciales, ont ouvert les portes de l'Afrique à la Chine et bien plus tard à l'amiral Zheng He.

Les écrits historiques ont noté aussi l'existence d'une traite des esclaves venus de l'Afrique, organisée par des marchands arabes et portugais entre le 4^{ème} et le 14^{ème} siècle. Ce commerce qui connut une implication forte des Portugais déversa un nombre incalculable d'esclaves sur la Chine par le biais de leur centre de distribution de Canton. Une part de l'historiographie dont la Chine voudrait bien se passer aujourd'hui pour mieux apparaître sous la peau d'un ami de l'Afrique. Comme le souligne Marc Aicardi de Saint-Paul, « *Si les représentants officiels chinois arguent de l'ancienneté de ces liens pour expliquer leur intérêt pour le continent noir, ils passent sous silence la période du IV^e au XIV^e siècle, pendant laquelle les marchands arabes (et portugais), déversèrent un nombre incalculable d'esclaves noirs sur leur sol. Les Portugais établirent même un centre de distribution d'esclaves à Canton, aux alentours de l'an 300* »¹⁰³.

C'est de cette ville portuaire qu'un mouvement inverse de travailleurs chinois quittera les provinces de Fujiang, Guangdong et de Hainan au X^{ème} siècle. Cette première vague d'immigration de Chinois issus des provinces du Sud de la Chine, n'a pas fait l'objet de développement dans la littérature historique de la Chine-Afrique. Au XV^{ème} siècle, c'est l'amiral Zheng He¹⁰⁴ (1371-1433) qui accosta sur les côtes orientales de l'Afrique avec une flotte de 317 navires, dont les plus grands mesuraient une centaine de mètres et pouvait

¹⁰³ Aicardi de Saint-Paul Marc, « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt », Paris, 2004.

¹⁰⁴ Zheng He : son nom d'origine était Ma Sanpao né en 1371 à Kunming dans la province de Yunnan, capturé et castré à 9 ans et enrôlé dans l'armée. Il fut nommé amiral par l'empereur Yongle (1402-1424), Zheng He mena sept expéditions qui le conduisirent en Arabie jusqu'à La Mecque, et en Afrique.

accueillir cinq cents personnes, beaucoup plus que les caravelles de Christophe Colomb, quatre-vingt-sept ans plus tard. « *Cet eunuque, fils d'une famille musulmane du Yunnan, parvint jusque sur les côtes de la Somalie, du Kenya et de Zanzibar* »¹⁰⁵.

C'est une période où la Chine avait un niveau de développement qui dépassait de loin l'Occident et disposait d'une armada de 2868 navires, dont les équipages comprenaient des médecins, des linguistes, des scientifiques, des religieux, des historiens, des lettrés, des herboristes, des zoologistes, des astronomes, des astrologues et des concubines (Nguyen, 2009 :13). Cette mission d'exploration qui n'avait rien d'officiel, permit des échanges de cadeaux entre les autochtones et les voyageurs chinois dirigés par l'Amiral. À quatre reprises, les explorateurs ont fait escale en Afrique orientale, notamment aux côtes de la Somalie, du Kenya et de Zanzibar. Ces échanges ne seront pas sans conséquence pour la Chine, avec le phénomène du diffusionnisme culturel, l'installation de marchands africains d'origine musulmane participera pour beaucoup, à répandre cette religion, dans certaines provinces de la Chine, devenue une pratique des groupes minoritaires comme les Hui.

En échange de céramiques chinoises, de la porcelaine, de la soie, du poivre et du riz, les explorateurs chinois conduits par Zheng He ramèneront de leur voyage des girafes, des zèbres, léopards, lions, zèbres, autruches et des girafes (GAYE, A., 2006: 57). Il sera mis fin à ces voyages à la mort de l'empereur Yongle (1424) par ces successeurs qui les considéraient comme étant non bénéfiques et engloutissant beaucoup de moyens. Pour les dirigeants, il faudrait redéployer cette armada à l'intérieur de la Chine afin de faire face à toute menace ou tentative d'invasion des voisins, particulièrement des Mongoles.

Ainsi vont se fermer les chemins de l'Afrique pour les commerçants chinois et aussi des relations sino-africaines. Les commerçants se voient menacer par l'administration centrale à toute construction d'embarcation susceptible de pouvoir atteindre la haute mer en vue de poursuivre des échanges commerciaux, sous peine de fortes amendes. La Chine fut à cette époque la première puissance économique-militaire et scientifique jusqu'à ce que les dirigeants décidèrent de se refermer sur eux-mêmes et d'ouvrir une autre des nombreuses ères de politique autarcique et de refus à toute forme d'ouverture vers l'extérieur. La Chine sombra à nouveau dans son défaut principal qu'est celui de voir le monde sous le prisme d'un égocentrisme hypertrophique et de considérer que tout ce qui est étranger est barbare.

¹⁰⁵ Girard Patrick, « Histoire Chine-Afrique : un partenariat très ancien », *Marianne*, 19/01/2006.

Cet épisode de l'histoire des relations sino-africaines qui prit fin avec la disparition de l'empereur Yongle, est traité diversement par les historiens Chinois qui soutiennent que ce n'est point une nouvelle approche des relations sino-africaines¹⁰⁶ qui eut raison des échanges entre la Chine et l'Afrique, mais bien des Occidentaux dans leur entreprise de conquête et de division du monde (Beuret et Michel, 2010 : 108).

Le déclin du renouveau des mouvements de populations de la Chine vers le continent, viendra de l'abolition de l'esclavage en 1865. Face au déficit de main d'œuvre dû à la libération des esclavages dans les plantations et les compagnies de l'Amérique et des colonies européennes, les puissances occidentales de l'époque comme l'Angleterre, la France et les États-Unis vont se tourner en Asie du Sud-est (Indochine-Chine et en Inde) pour recruter de la main d'œuvre à partir de leur position de Canton. Des groupes de travailleurs Chinois seront à cet effet recrutés au niveau des provinces de Hainan, de Fujian, pour constituer les fameux « coolies ». Ce qu'on appelait le coolie Trade (la traite des coolies). Ces Chinois étaient des travailleurs misérables sous contrat de quatre, six et même huit ans.

Profitant de la situation d'instabilité sociopolitique de la Chine, devenue très affaiblie et de la naïveté de ces milliers d'engagés, les puissances vont convoier des milliers de Chinois promis à un bel avenir économique dans les chantiers de construction des chemins de fer (Mombasa-Kampala) des mines sud-africaines ou encore dans les îles sucrières de l'océan Indien. Cette vague migratoire sera plus tard à l'origine de ce métissage des peuples dans les pays comme le Madagascar, les Seychelles et les Iles Maurice. Ce mouvement bidirectionnel entre le continent africain et l'empire de milieu connaîtra une fin avec la conférence de Berlin (1884-1885) qui sonna le partage du continent entre les puissances occidentales. La mise sous tutelle du continent fera que les Chinois ne seront plus les bienvenus en Afrique. Dorénavant, c'est l'Europe qui décida du devenir du continent et de la Chine devenue très affaiblie aussi.

¹⁰⁶ Pour gouverner à cette époque, l'empereur Yongle s'est appuyé sur le corps des eunuques qui détenait la réalité du pouvoir au détriment des lettrés confucéens. Selon l'historiographie chinoise, c'est suite au décès de l'empereur Yongle en 1424 que le parti confucéen reprit de l'influence et critiqua le coût de ces expéditions. Les confucéens, pour prendre leur revanche, vont écarter les eunuques du pouvoir et détruire toute la flotte allant même jusqu'à détruire des documents inestimables (cartes, croquis, récits ou traités rédigés par des géographes, des historiens, des zoologistes, des herboristes). Selon les historiens chinois, ce n'est point cet épisode qui mit fin aux échanges entre la Chine et l'Afrique, mais bien la domination coloniale.



Illustration 1 : Le partage du continent africain à la Conférence de Berlin.



Illustration 2 : La conquête de l'Afrique par l'Europe

III.1.1. LE PARTAGE DE L'AFRIQUE

L'Afrique est partagée à la Conférence de Berlin, qui s'est tenue de novembre 1884 à février 1885, sous la houlette du chancelier allemand Bismarck afin d'établir les règles qui devaient présider à la colonisation de l'Afrique. Sentant que l'Europe pouvait aller vers une crise avec les différentes expéditions des missions exploratrices de Brazza pour la France, de Stanley pour Grande-Bretagne et celle de Serpa Pinto pour le Portugal, et mesurant le retard pris par l'Allemagne dans un futur partage du continent africain, Bismarck réunit tous ces États colonialistes en Allemagne, pour discuter de la manière à conduire ensemble l'avenir des colonies. À cet effet, il entendait imposer des règles, en particulier le libre accès commercial aux grands bassins fluviaux et l'obligation d'occuper effectivement un territoire avant d'en revendiquer la possession.

Ce sera le début d'une longue période d'occupation, de domination, d'expropriation et d'exploitation du continent africain par les États colonialistes: Britanniques, Français, Allemands, Belges, Portugais, Italiens se lancèrent dans l'intérieur de l'Afrique, qui fut partagé

par les Européens en moins de quinze ans, au prix de quelques guerres contre les royaumes africains et d'incidents diplomatiques entre les États européens, dont le plus significatif fut l'incident franco-britannique de Fachoda en 1898.

Cette course folle des colons vers le continent eut pour conséquence une ruée des puissances coloniales en Afrique dans une concurrence féroce dénommée « *the scramble for Africa* » ou la « *course au clocher* »¹⁰⁷. C'est par le contrôle de la route de la soie que l'empereur mongol Gengis Khan tirait toute sa richesse et sa force durant tout le XIIIe siècle. Les affrontements, pour le contrôle du continent africain « *the scramble for africa* », 1876-1912- ,ont été déterminants dans le déclenchement de la Première Guerre Mondiale par le fait que l'Allemagne, arrivant tard au partage du gâteau, se consolera par la conquête de son espace vital *der Lebensraum* en Europe.

L'objectif de l'Allemagne de Guillaume II à la fin de la guerre, c'est l'édification d'un espace économique s'étendant à l'Europe et même au-delà par la formation d'une union douanière allant de la France à la Pologne, une sorte de « communauté économique européenne » qui lui aurait permis de retrouver un marché, des débouchés, des ressources. Ce projet géopolitique allemand était centré sur le *Mitteleuropa* (toute l'Europe, excepté la Grande-Bretagne, la Russie, l'Espagne et le Portugal).¹⁰⁸

III.1.2. LA CHINE DÉMANTELÉE

Pendant que le continent africain subissait l'humiliation par un partage effectué en Allemagne, la Chine de son côté allait vivre un des épisodes les plus douloureux de son histoire. En effet, l'Empire du Milieu n'échappera pas aux désirs de conquête des colonialistes qui vont entraîner la Chine dans une longue période de décadence, pour une civilisation qui avait connu son apogée, en s'adossant sur la grandeur et la richesse de son empire. L'histoire a révélé que pendant la quasi-totalité des dix-huit premiers siècles de notre ère, la Chine avait été la première puissance mondiale avant de connaître une très grande désillusion consécutive

¹⁰⁷ Ce processus est appelé *Scramble for Africa* («ruée vers l'Afrique») en anglais. Ce terme insiste sur la concurrence entre les puissances coloniales alors que l'expression française met plus en avant les conséquences africaines.

Ce terme est en train d'être recyclé dans la littérature contemporaine pour décrire la présence chinoise en Afrique.¹⁰⁷ Georges-Henri Soutou, *L'or et le Sang. Les buts économiques de la Première Guerre Mondiale*, Editions Fayard, 1989.

aux deux guerres de l'opium (1842-1857), aux traités inégaux et aux créations des zones franches internationales.

Cette déchéance de l'empire du Milieu est due en partie à la responsabilité de l'impératrice Tseu Hi et de l'élite dirigeante qui refusait tout changement face à un monde en pleine mutation, très ancrée dans le conservatisme confucéen et sûre de leur légitimité. Cette méfiance à toute politique d'ouverture et de modernité de l'élite dirigeante sera fatale et catastrophique pour la Chine ; qui sera non seulement humiliée, mais dépecée par les envahisseurs occidentaux et japonais. Ce fut la très longue période de décadence de la Chine, qui va entrer dans un sommeil très profond jusqu' à l'avènement des communistes au pouvoir en 1949 avec Mao Zedong.

Cet épisode traumatique, la Chine le partage avec le continent africain, car tous les deux ont subi la mise sous tutelle, l'exploitation, le démantèlement et l'humiliation. D'où l'importance de tirer des analyses de l'expérience de la domination de ces deux. En effet, cette période est utilisée en Chine, pour nourrir et entretenir l'idéologie nationaliste et la propagande du peuple chinois. Fonctionnant comme un mythe¹⁰⁹, cette expérience douloureuse appelle aux Chinois le devoir de laver l'affront subit dans le passé et la ferme volonté de retrouver leur statut de puissance. Une expérience, qui serait fondatrice de la matrice politique chinoise aujourd'hui qui s'articule autour de deux concepts « richesse et puissance » slogan développé par le philosophe Yan Fun (Gaborit : 46) citant Godement¹¹⁰.

L'ambivalence de cette dualité d'objectif est un élément clé pour répondre aux interrogations sur la nature du nationalisme chinois, sur la portée du renouveau et de sa croissance économique, ainsi que sur le cadre des relations entre la Chine et le reste du monde (Gaborit : 47). Ces idées diffusées par le parti communiste chinois sur une Chine humiliée et qui doit prendre sa revanche¹¹¹, vont constituer un concentré de la pensée développée par les Chinois, qui plus est, elles reflètent les valeurs partagées par la société. Ces idées constituent une pensée représentative des mentalités chinoises. Celle-ci trouvera son application directe dans les stratégies adoptées par le Parti Communiste Chinois dans la scène internationale. Une

¹⁰⁹ Mythes : expression symbolique qui fournit une explication rationnelle et cohérente à la réalité sociale ou « naturelle »

¹¹⁰ Godement François, « la Chine, puissance revendicatrice ou intégrée ? », *La Chine Aujourd'hui*, Université de tous les savoirs, aux Editions Odile Jacob, 2003.

¹¹¹ DANIEL Haber-Jean Mandelbaum, *la revanche du monde chinois ? Préface d'Alain Peyrefitte*, Economica 1996.

analyse du genre sur les relations internationales avait été faite par Durkheim¹¹². Pour expliquer les raisons qui ont amené l'Allemagne à entrer en guerre en 1914¹¹³.



Le démantèlement de la Chine par les puissances occidentales

III.2. LA CHINE DE MAO ET L'AFRIQUE

Les communistes arrivent au pouvoir le 1^{er} octobre 1949 avec Mao Tsé-Toung, mais que le chemin fut long et difficile, car il a fallu libérer la Chine des envahisseurs étrangers qui avaient fini de se partager l'empire du Milieu entre traités inégaux, guerre de l'opium, création de zones franches internationales. L'avènement des communistes va insuffler un nouveau départ aux relations sino-africaines articulées sur une visée idéologique et une volonté farouche de freiner l'avancée des deux blocs sur le continent africain ; d'où la

¹¹² Émile DURKHEIM, *L'Allemagne au-dessus de tout. La mentalité allemande et la guerre*, Paris, Colin, [1915] 1991.

¹¹³ Pour Durkheim, une politique étrangère, notamment en période de guerre, trouve dans les représentations mentales son orientation véritable. Ainsi, le déclenchement de la guerre par l'Allemagne, ne s'explique pas en termes géopolitiques car la situation de l'État au sein de son environnement stratégique ne constitue en rien un facteur primordial. La Première Guerre Mondiale trouve plutôt son origine dans « l'âme allemande » qui, malgré ses expressions plurielles, se caractérise par un état fondamental ou une mentalité spécifique. Durkheim souhaite mettre en relief un « système mental et moral qui, constitué surtout en vue de la guerre, restait, pendant la paix, à l'arrière plan des consciences. (...) C'est seulement pendant la guerre qu'il a été possible d'apprécier l'étendue de son influence ». Ce système mental se caractérise par une volonté de puissance sans limites qui trouve son essence chez un historien comme Treitschke (1834-1896).

nouvelle voie articulée sur l'idéologie du tiers-mondisme matérialisée par de vastes programmes d'aide et de coopération. C'est avec ses beaux slogans dont il avait le secret que le théoricien Mao-Tsé Toung faisait sauter de joie les peuples fraîchement libérés des jougs coloniaux¹¹⁴ en entretenant l'idéologie de ces relations ou la grandeur de la Chine était beaucoup plus mise en avant devant le bonheur des Chinois¹¹⁵.

Entre attraction et répulsion dans ses relations avec le monde, la Chine va élaborer à partir de la Conférence Asie-Pacifique de 1952 une nouvelle politique internationale axée sur le concept de « coexistence pacifique » et définit selon cinq grands principes : le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence dans les affaires intérieures, les avantages réciproques lors des échanges et la coexistence pacifique. Ces principes qui demeurent actuels dans la vision politique internationale de la Chine d'aujourd'hui vont permettre à la Chine de se rapprocher du continent africain par la rencontre de ces dirigeants à la première réunion des pays du Tiers-Monde

Ce rapprochement entre l'Afrique et la Chine ne fut possible qu'à la conférence de Bandung¹¹⁶ (18 au 24 avril 1955), car il y'eut eu plusieurs États qui connurent l'indépendance sans obtenir une reconnaissance de la Chine (la Libye en 1951, la Tunisie et le Soudan en 1956). C'est à Bandung que le pacte sino-africain sera scellé sous la bannière du mouvement des non-alignés représentant à cette période 29 pays d'Afrique et d'Asie. Les principaux dirigeants de l'époque réunis sous la conduite de Nehru rejettent le colonialisme et la logique des deux blocs (communiste contre capitaliste). Ils disent ne pas vouloir être la courroie de transmission de qui que ce soit. Nehru affirma dans un discours émouvant :

*« Je pense qu'il n'y a rien de plus terrible que l'immense tragédie qu'a vécue l'Afrique depuis quelques siècles [...] Malheureusement, même aujourd'hui, le drame de l'Afrique est plus grand que celui d'aucun autre continent, tant au point de vue racial que politique. Il appartient à l'Asie d'aider l'Afrique au mieux de ses possibilités, car nous sommes des continents frères. [...] »*¹¹⁷.

¹¹⁴ Slogans : « le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest », « l'impérialisme américain est un tigre de papier »

¹¹⁵ Construction du chemin de fer le tanzam pour 600 millions de dollars en 1975 qui nécessitera l'emploi de 15000 Chinois.

¹¹⁶ La conférence de Bandung eut lieu sur l'île de Java en avril 1955 et consacre la naissance du mouvement des « non alignés ». L'Afrique subsaharienne, encore sous le joug colonial, y est peu présente (hormis le Gold Coast– ex-Ghana – le Liberia et l'Éthiopie).

¹¹⁷ Discours de clôture de Nehru à la conférence de Bandung.

La Chine va prendre la défense des peuples africains contre l'impérialisme et le colonialisme à cette occasion par la voie de son représentant, le Premier ministre Zhou Enlai qui affirma aux représentants africains de chercher ce qui nous unit¹¹⁸. Pékin soutient fermement les peuples du Maghreb contre le colonialisme français, encourage vivement Nasser pour restaurer la souveraineté de l'Égypte sur le canal de Suez, et dénonce vigoureusement l'apartheid en Afrique du Sud. Ce soutien chinois au continent africain qui se décline en trois parties : soutien financier aux nouveaux pays indépendants et aux mouvements nationalistes, visites officielles entre les autorités, c'était une manière aussi pour la Chine de tisser sa toile de reconnaissance diplomatique sur la scène africaine.



Illustration 3 : Discours de Zhou Enlai à la conférence de Bandung

L'Afrique commence ainsi à occuper une place centrale dans le projet politique de la Chine au point de figurer en bonne place dans le discours du comité central du parti communiste chinois en septembre 1956. C'est dans cette optique que Pékin soutiendra matériellement et

¹¹⁸ Philippe Richer, *L'Offensive chinoise en Afrique*, Paris, Karthala, collection « Les terrains du siècle », 2008, p.12.

financièrement dans sa guerre de libération le FLN algérien contre le colonisateur français et reconnaîtra en septembre 1958 le GPRA (le gouvernement provisoire de la République algérienne). Dans le même temps, l'Égypte de Nasser sera appuyée dans son projet de reprise en main du canal de Suez. Pour la Chine, la mainmise britannique sur Suez est comparable aux traités inégaux subis par la Chine de la part des Occidentaux au XIXe siècle.

La Chine se veut comme le chef de file du Tiers-monde, en dénonçant l'impérialisme américain et l'attitude de la France face à ses colonies. Cette période est marquée aussi par les rivalités sino-soviétiques nées des approches idéologiques différentes par rapport aux mouvements de libération nationale (l'URSS préféra la négociation qu'à la lutte totale), à la déstalinisation amorcée par Khrouchev en 1956 et à la crise des fusées de Cuba. Le conflit fratricide né en 1960 entre les deux membres du mouvement communiste international nationaliste va se prolonger par l'organisation d'une conférence des non-alignés en URSS et d'une seconde conférence à Bandung regroupant de nouveau les pays afro-asiatiques.

L'objectif pour chacun de ces deux pays c'est de nouer de nouvelles relations avec les nouveaux États indépendants, de renforcer ses acquis diplomatiques et de devancer son rival direct dans le jeu des relations internationales. Nonobstant sa volonté affirmée de soutenir l'Algérie et l'Égypte, Pékin sortira déçu de ses relations avec ces deux géants du Maghreb Arabe. L'Algérie et l'Égypte ont préféré se ranger derrière l'URSS au détriment de la Chine qui les avait aidés à combattre la France, pour se libérer et la Grande-Bretagne, pour renationaliser le canal de Suez.

Cette période difficile des relations sino-africaines et sino-soviétiques coïncide en Chine avec les réformes enclenchées par Mao avec le Premier bond en avant (1955-1956) et le Grand bond en avant (1958-1962). En même temps qu'elle se trace un destin politico-idéologique dans le monde, la Chine se cherche une nouvelle voie pour le développement. D'où la difficulté pour elle de suivre ou de concurrencer l'URSS en Afrique qui a fini de dénoncer l'aventurisme de Mao dans ses programmes de développement. Pour la Chine, l'URSS est de connivence avec le « tigre de papier » pour avoir abandonné les principes de base du marxisme-léninisme et appelle à une coexistence pacifique telle que le théorisa Khrouchev entre les deux blocs, alors que pour Mao « *le vent d'est devait chasser le vent d'ouest* ».

La crise entre l'empire du tsar et celui du Fils Céleste atteint son paroxysme en 1960, lors de la conférence mondiale des partis communistes à Moscou, un an plus tard c'est la fin totale de

l'idylle sino-soviétique, qui avait vu des milliers de techniciens soviétiques débarquer et occuper des postes de gestion directe plutôt que de conseillers, des dizaines de milliers de cadres et d'étudiants chinois partirent se former en URSS. Moscou aida à la réalisation du programme nucléaire chinois et en même temps les deux tiers du commerce extérieur de la Chine se faisaient avec l'URSS (Wilmots : 38). Au point qu'en cette conférence de 1961 des partis communistes à Moscou, Zhou Enlai claqua la porte, lui qui fut considéré comme étant le plus aimable et diplomate des dirigeants chinois.

Les divergences idéologiques entre l'URSS et la Chine vont se prolonger sur la scène africaine, avec des conséquences majeures dans la géopolitique africaine postindépendance. C'est d'ailleurs tout le sens qu'il faudra donner au long périple entrepris par Zhou en Lai en Afrique (14 décembre 1963 – 4 février 1964), visitant les dix pays (Égypte, Algérie, Tunisie, Soudan, Maroc, Mali, Éthiopie, Somalie, Ghana, Guinée) avec lesquels la Chine entretient alors des relations diplomatiques.

Ce périple de Zhou a été précédé par les visites officielles des leaders africains à Pékin : Sékou Touré, N'Nkrumah et Modibo Kéita s'étaient déjà rendus en Chine pour y signer des traités de coopération économique entre leurs États et la Chine sous forme de prêts sans intérêts. La Chine s'engagea à construire une ligne de chemin de fer reliant le Mali à la Guinée après le refus soviétique de la financer. Nonobstant le contexte conflictuel entre l'URSS et la Chine, Zhou Enlai fait l'économie de cette rivalité sino-soviétique face à ses alliés africains en évitant d'aborder frontalement leurs divergences d'avec les orientations soviétiques. La neutralité est de mise du côté des chefs d'État africains qui évitent tout positionnement sur la rivalité sino-soviétique et refusent de choisir entre les non-alignés et les Afro-Asiatiques.

Zhou fut reçu chaleureusement à Accra, à Bamako et à Conakry, capitales des trois pays dont les présidents ont été invités en Chine et qui se réclament du socialisme. C'est durant l'étape ghanéenne que les principes fondateurs des relations sino-africaines furent prononcés. C'est ainsi que les relations sino-africaines vont être établies sur la base de ces huit principes fondamentaux : égalité entre les partenaires, bénéfices mutuels, respect de la souveraineté, utilisation de dons et de prêts sans intérêts, renforcement du bénéficiaire, respect des obligations, offre des meilleurs équipements fabriqués en Chine, mêmes conditions de vie pour les coopérants chinois que celles des populations locales.

La Chine va axer son aide au continent africain sur trois piliers essentiels: soutien financier aux régimes indépendants, visites de chefs d'État¹¹⁹ et constructions de grands projets, dont le plus célèbre était la construction de la voie ferrée Tanzam, entre la Tanzanie et la Zambie longue de 1860 kilomètres pour un coût de 400 millions de dollars. Ce projet avait pour but de permettre à la Zambie d'exporter son cuivre par le port tanzanien de Dar es Salam.

Toutefois, aucun parmi ces trois pays, de l'Afrique au Sud du Sahara en plus de la Somalie, n'a accepté de suivre Pékin dans ses démarches. En Afrique du Nord, le Premier ministre chinois n'arrive pas aussi à convaincre les leaders arabes à adhérer à la cause chinoise, dans leur opposition à l'URSS, malgré tout le soutien que leur a conféré Pékin dans leur combat. Nasser en Égypte, Mohamed V au Maroc, Bourguiba en Tunisie refusent de prendre parti sur le conflit sino-soviétique, mieux encore l'Algérie de Ben Bella, qui avait le plus bénéficié du soutien de la Chine, exprime sa préférence pour une coexistence pacifique des Blocs.

¹¹⁹ En 1960 le chef d'Etat guinéen Ahmed Sekou Touré fut reçu à Pékin qui lui offrit une aide de 25 millions de dollars.



Illustration 4 : Principaux voyages diplomatiques

Cette longue tournée de Zhou en Lai, va se conclure par la signature d'accords de coopération économique et diplomatique, permettant à la Chine de réussir une percée sentimentale en Afrique avec l'affirmation de son appartenance au Tiers-monde ; même si certains considèrent que cette visite fut un échec du fait que le Premier ministre chinois n'a pu faire adhérer les États africains certains de ses principes idéologiques dans sa lutte de positionnement contre l'URSS. Les retombées de cette visite se manifesteront par un important plan d'aide au développement, destiné aux États africains, et permettront à la Chine de reprendre son siège au sein de l'ONU au détriment de Taiwan en 1965 grâce au vote africain.

La Chine sort ragaillardie de sa nouvelle position au niveau des Nations Unies après avoir repris sa place dans le gotha des nations. Le président Mao Tsé-toung dira un jour : « *Ce sont nos frères africains qui nous ont portés aux Nations unies* ». Pékin va de nouveau relancer la confrontation idéologique qui l'oppose avec l'URSS sur la scène africaine, malgré le refus sage de certaines capitales africaines. Pékin somme les dirigeants africains à choisir entre lui et Moscou dans la rivalité idéologique qui les oppose.

Cette situation va affaiblir l'influence chinoise en Afrique, car les attaques systématiques contre le révisionnisme soviétique ne sont pas pour plaire à certains pays dont les élites étaient assez proches de Moscou. Des pays estampillés pro-soviétiques et pro-américains se détournent de plus en plus de la Chine de par la posture adoptée par cette dernière militant plus, pour un soutien militaire des mouvements de libération nationale qu'une « coexistence pacifique » du monde. La Chine va se charger de financer, d'armer et d'encadrer les mouvements de libération nationale en Afrique en cherchant à s'appuyer sur le triangle Bamako, Accra et Conakry pour avancer ses pions dans l'échiquier africain.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

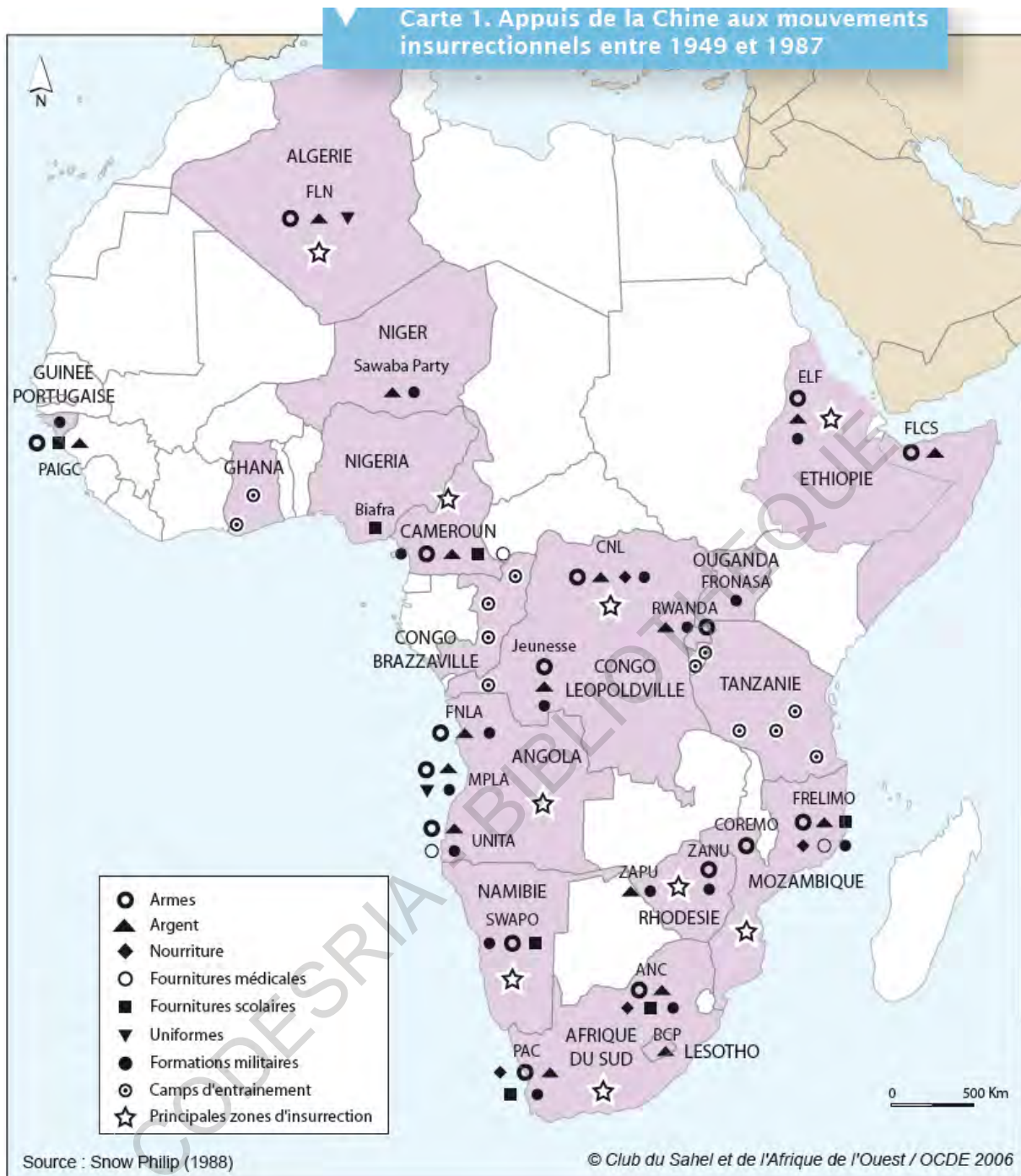


Illustration 5 : Appuis de la Chine aux mouvements insurrectionnels entre 1949 et 1987

L'influence grandissante de Pékin fut très mal vue par les Occidentaux qui vont de leur côté à précipiter les départs des principaux soutiens de la Chine en Afrique. Très soucieux de cette alliance entre Pékin et ses trois capitales africaines les plus en pointe dans le mouvement communiste et socialiste africain, les Occidentaux joueront un rôle décisif dans son démantèlement par l'implication de la CIA (Gaye 2006 : 66).

Ainsi, N'Nkrumah est renversé du pouvoir au Ghana par les militaires le 24 février 1966 alors qu'il se trouvait en visite officielle à Pékin; deux ans plus tard précisément, le 19 novembre 1968, c'est au tour de Modibo Keita d'être débarqué du pouvoir au Mali par des militaires aussi.

La Chine perd deux pions essentiels de son échiquier politico-idéologique africain. Son influence sur le continent se réduit comme peau de chagrin, il ne lui reste que la Guinée de Sékou Touré, la Zambie, la Tanzanie, le Congo Brazzaville, l'Éthiopie, la Somalie, l'île Maurice et l'Ouganda. Zhou Enlai était loin de penser que la Chine allait connaître une déchéance rapide de ses positions en Afrique, en se fiant aux retombées diplomatiques de son long périple sur le continent où la Chine passait pour un modèle (Gaye: 67). La position chinoise sera plus fragilisée par son soutien supposé aux mouvements en opposition au régime en place dans plusieurs pays africains: au Niger, au Cameroun, au Bénin, au Sénégal, au Burundi, en Tunisie, au Kenya, en Madagascar, en République Centrafricaine. Pékin est accusé d'être en collusion avec des groupuscules communistes pour faire tomber ces régimes.

En 1964, le Président camerounais Ahidjo déclara : « *Si nous ne reconnaissons pas la Chine populaire, ce n'est pas parce qu'elle est communiste, c'est parce que nous avons observé qu'elle interfère dans nos propres affaires.* »(Richer, 54 :2008). Consciente des difficultés énormes rencontrées dans sa rivalité avec l'URSS sur la scène africaine, la Chine va consentir un vaste programme d'aide au développement au bénéfice des pays africains sortis fraîchement d'une longue période de colonisation et qui se devaient de construire un nouvel État indépendant. C'est le lieu de s'attarder un moment sur la place que va occuper l'aide chinoise dans la politique extérieure de la Chine par une nouvelle stratégie de conquête et de reconquête, après une période marquée de suspicions et de ruptures dans les relations sino-africaines.

Le contexte politique international était marqué par une situation de détente entre les deux blocs, la Chine se rapprocha de plus en plus des États-Unis d'Amérique avec la visite effectuée par Richard Nixon à Pékin en 1972 à Pékin. Ce rapprochement sino-américain était guidé par le souci de faire face à la menace de guerre soviétique qui hantait les dirigeants chinois. Henry Kissinger dira à l'époque « *les États-Unis considèrent fort grave toute menace d'une puissance étrangère contre la Chine* ». Toutefois, la Chine porte toujours son vieux rêve de conduire la troisième voie, forte de ses convictions, elle va réorienter sa politique africaine d'abord en mettant en veilleuse sa politique de soutien aux mouvements rebelles

africains, ensuite par un vaste programme d'aide au développement qui va se matérialiser par l'envoi de 15 000 « médecins aux pieds-nus », 10.000 ingénieurs agronomes et l'octroi de 15000 bourses d'études aux jeunes africains.

Pékin va s'engager à réhabiliter et construire des édifices publics, ainsi que des stades, des palais de congrès, des centres culturels vont surgir de terre, sans oublier la ligne de chemin de fer long de 1600 km reliant la Tanzanie et la Zambie. L'aide sera le pilier sur lequel Pékin va s'appuyer, pour renouer le fil du dialogue avec les pays africains. C'est ainsi qu'un montant de 722,5 millions de dollars en prêts sera dégagé à partir des années 1970 pour soutenir les États africains afin de pouvoir mieux se rapprocher d'eux. Bien évidemment, l'essentiel de cette enveloppe sera destiné aux amis historiques de la Chine parmi lesquels on peut citer : le Soudan, l'Égypte, le Congo Brazza, la Zambie, la Tanzanie et la Somalie.

Le Sénégal renoua de manière officielle ses relations diplomatiques avec la Chine le 7 février 1971, après un rapprochement qui eut lieu en 1964 et qui connut un coup d'arrêt après les suspicions nées de la supposée implication de la Chine dans le soutien des mouvements de gauche un peu partout en Afrique. L'empire du Milieu s'engagea à assister économiquement le Sénégal avec l'envoi de coopérants agricoles, des médecins aux pieds-nus, la réalisation de plusieurs projets de construction, dont le barrage d'Affiniam en Casamance, la promotion de la riziculture dans cette partie du territoire, de complexes culturels, et plus tard la construction du stade de l'amitié sino-sénégalaise.

Dès lors que la politique extérieure de la Chine dépend de sa vitalité intérieure, les événements consécutifs à la disparition de Mao en septembre 1976 et de Zhou « l'Africain » vont défigurer toute l'architecture des relations sino-africaines telles que l'avaient conçues ces derniers. Les querelles internes font rage au sein du Parti. Entre temps, la Chine a enregistré de nouvelles déceptions au profit de l'URSS sur la scène africaine, des colonies portugaises connurent leur indépendance¹²⁰. Les mouvements nationalistes anti-portugais en Angola et au Mozambique qui avaient bénéficié du soutien militaire chinois dans sa logique de contrer l'URSS vont après leurs Indépendances rompre, d'avec la Chine.

¹²⁰ Le processus d'indépendance des colonies portugaises d'Afrique s'est fait comme suit (Mozambique le 6 septembre 1974-Guinée Bissau le 26 août 1974-Angola le 11 novembre 1975). La Chine avait soutenu les mouvements de libération nationale dans ces trois pays. Après leur indépendance, l'Angola et le Mozambique vont se détourner de la Chine, pour se rapprocher de l'URSS.

Sortie de trente années du maoïsme (1949-1978), marqué par un isolement économique, sans échanges importants avec le reste du monde, pour ne « *compter que sur ses propres forces* » en évitant tout contact avec le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain, la Chine de la révolution culturelle, du grand timonier, aux résultats économiques catastrophiques laisse place à une nouvelle Chine, celle de la politique d'ouverture, sous la conduite du « petit timonier », qui va décider de mettre fin au grand projet révolutionnaire et idéologique que Mao voulait implanter en Afrique. Ce sera le début d'un grand bouleversement dans les relations sino-africaines avec la réduction d'un grand nombre de projets en Afrique.

III.3. LA CHINE SOUS DENG XIAOPING : LES RELATIONS SINO-AFRICAINES À L'HEURE DU RÉALISME CHINOIS

Une nouvelle ère de ces relations sera ouverte par l'homme des réformes, Deng Xiaoping, en 1978, marquant ainsi un changement de paradigme dans la politique extérieure de la Chine à l'égard de l'Afrique. La Chine va faire preuve de plus de pragmatisme dans ses relations et inverser les ordres de priorités. De la guerre des idéologies, il fait passer ses intérêts économiques d'abord et faire preuve de moins de passion et à plus de rationalité dans ses relations d'avec les autres. L'émergence de nouveaux dirigeants (Deng Xiaoping, Hua Guofeng et Zhao Ziyang) au 3^e plénum du 11^e Comité Central en 1978, va marquer le début de la politique de rupture entreprise par la Chine, dans sa politique intérieure et sur le plan de la politique internationale coïncidant avec la mise aux arrêts du « club des quatre » sous l'influence de la terrible Mme Mao.

L'objectif des dirigeants chinois c'est le développement économique pour le bonheur du peuple, par conséquent il va falloir opérer une démarche de rupture, se recentrer sur elle-même et mettre fin aux dépenses faramineuses de l'ère du maoïsme. L'aide chinoise au continent africain sera réduite de manière drastique avec l'avènement de Deng, la Chine ne peut plus poursuivre une politique de soutien à des États qui ont un PIB par tête d'habitant supérieur à celui de sa population. La logique commerciale va prendre le dessus sur les politiques d'aide directe aux « camarades du Sud ». L'esprit de Bandung va ainsi prendre un sérieux coup et saper les principes sacro-saints de la Conférence. L'Empire du Milieu sous la conduite de Deng Xiaoping, continue de se frayer une nouvelle voie, entre pragmatisme et opportunisme. La Chine s'ouvre aux investisseurs et clame très fort son objectif de puissance.

Deng Xiaoping va enclencher un vaste mouvement de reformes, l'objectif du Petit timonier est de permettre à la Chine de devenir une grande puissance en multipliant le PIB en quatre, résultat atteint si l'on en juge le taux de croissance de la Chine à cette période. Sur ces bases, Deng Xiaoping a voulu depuis 1978, dépasser les blocages inhérents à une société sacrifiant l'agriculture et les travailleurs afin de dégager les investissements et les matières premières nécessaires au développement de la Chine. Dans ce pays où la métaphore animalière est un art populaire, il se fait connaître en expliquant que « *peu importe que le chat soit noir ou blanc, l'essentiel, c'est qu'il attrape des souris* ». Le développement économique est sa « vérité centrale ». Il va entreprendre un ensemble de mesures qui vont l'éloigner de l'idéologie de Mao Tsé Toung et des caciques du parti communiste chinois.

Deng Xiaoping va inviter les Chinois à changer de mentalité (révolution mentale), pour réussir les « quatre modernisations » : *agriculture, industrie, sciences, défense*, déjà proclamées par Zhou Enlai cinq ans plus tôt. Pour progresser, il faut s'ouvrir aux autres et ne plus avoir cette mentalité rétrograde consistant à penser que les autres sont des peuples « barbares ». Il dira à cet égard : « *il faut inviter les experts étrangers à participer à la construction de nos ouvrages-clefs. Dans le passé, nous avons plus souvent pensé à leur offrir des banquets qu'à leur demander de nous aider dans notre travail* ». Sa première mesure c'est la décollectivisation de l'agriculture en détruisant les communes populaires créées pendant le Grand bond en avant et, donnant plus de liberté aux agriculteurs qui pouvaient cultiver sans contrainte en échange d'une contrepartie payée par l'État.

Cette réforme va donner un grand coup au secteur agricole qui se retrouve avec des excédents et une meilleure situation financière des paysans. Deng prôna une politique d'initiative qui permettra aux autres secteurs d'être tirés par la bonne santé de l'agriculture. Les campagnes vont connaître une nouvelle situation financière et la réforme s'étendit à l'industrie. S'il faut rendre à Mao ce qui appartient à Mao, force est de reconnaître que le pilier de sa théorie du développement à savoir l'agriculture va servir de point de départ à Deng, même s'il s'y était très mal pris. Il fallait renoncer à la planification et à la centralisation économique, pour adopter le système de l'économie de marché socialiste ; s'enrichir de toutes les expériences qui peuvent s'avérer utiles au développement de l'économie chinoise. Tout en pratiquant sans faillir une politique de réforme et d'ouverture, Deng Xiaoping fait également de la propriété publique socialiste un pilier du système. Ainsi apparaît en Chine un nouveau modèle de développement, spécifique à la nation chinoise. La réforme instaurée par Deng ne se fera pas sans s'appuyer sur un levier fondamental de la

pensée maoïste du développement ; à savoir l'agriculture. Ce fut la révolution agricole avec des résultats extraordinaires dont il convient de mesurer la portée et les limites.

Le point de départ de la révolution entamée par Deng coïncidait avec une période de chaos sociopolitique consécutif aux ratés du « Grand bond en avant » et de la campagne des « Cent fleurs ». La Chine était confrontée à un très fort taux de chômage, les industries devenaient incapables d'absorber ces générations présentes sur le marché de l'emploi et issues des fortes poussées natalistes de la période maoïste, l'initiative privée castrée par la politique de collectivisation. Ce fut une période de misère sociale et de délégitimation du pouvoir politique obligé de changer de stratégies.

Les réformes dans les secteurs agricole et industriel

L'objectif de ces nouveaux dirigeants est d'abord de stabiliser le pouvoir central après la grave crise institutionnelle de la campagne des « cent fleurs », ensuite d'améliorer les conditions de vie des populations. C'est l'élaboration d'un nouveau pacte social articulé sur le maintien du pouvoir du parti contre l'amélioration du niveau de la vie qui sera le fondement de la politique de réforme et d'ouverture. Le nouveau « contrat social » chinois est mis sur pied.

La particularité de la révolution agricole c'est qu'elle refuse toute référence idéologique, désormais c'est le pragmatisme qui prime sur la rhétorique. Changer la Chine en la protégeant contre tout déséquilibre et instabilité.

- La politique de « décollectivisation » va ainsi permettre aux populations de disposer des terres et de l'exploiter à leur guise, en échange de reversement d'impôts et d'autres obligations (travaux d'intérêt public) ; opportunités de création d'entreprises privées en dehors du puissant et rigide fonctionnement de l'État.
- Les résultats de cette nouvelle politique agricole sont spectaculaires. On a vu la production augmenter de 6,5% entre le début des réformes et 1984, le revenu rural passait à 15,4%. Une politique agricole qui a connu un certain nombre de réformes pour rectifier certains déséquilibres. C'est ainsi que va apparaître la seconde phase des réformes pour éviter le déséquilibre budgétaire lié à la première réforme. L'essor de l'agriculture est arrivé à un stade où l'absorption de la main d'œuvre semblait poser des équations dans l'avenir. Il fallait dès lors accélérer le processus d'industrialisation pour occuper ce trop-plein. C'est pourquoi, cogitant sur l'avenir des entreprises rurales face à cette forte main d'œuvre pour ne pas qu'elles épuisent leur potentiel de

croissance, Deng Xiaoping va accélérer l'ouverture de la grande muraille de Chine en assurant la priorité à la recherche du profit, de la productivité, de la compétition et de la mobilité sur la production, c'est la promotion du secteur industriel.

- Contrairement aux réformes agricoles qui avaient connu l'adhésion des masses populaires, celles relatives à l'industrie seront plus difficiles devant les résistances de la classe ouvrière. Pour l'État central, c'est une nécessité de transformer les fondements de l'économie socialiste qui grevaient lourdement le budget du pays. Il fallait dès lors libéraliser le secteur industriel, moins de subventions, plus de responsabilités économiques des entreprises qui disposaient une certaine autonomie. L'entreprise sera indépendante du pouvoir central. C'est le principe de la « *séparation du politique et de l'économique* » (zhengui fenkai).

Il fallait aussi reformer le système salarial qui permettait une rémunération indépendamment des performances et une garantie à l'emploi. Les entreprises seront déchargées de certaines et lourdes charges sociales (logement, assurance, maladie, retraite, etc.). C'est la destruction du fameux « bol de riz en fer » (tiefanwan) qui garantissait l'emploi et la rémunération. Ces réformes vont connaître des résistances au niveau du secteur public où l'État tient à bout de bras les entreprises. La Chine étant un grand marché de consommateurs, mais aussi de productions offrant des avantages très importants. Les investisseurs y bénéficient d'une main-d'œuvre bien formée et un plateau industriel important (ponts, routes).

- La politique de déconcentration d'un certain nombre de ses pouvoirs. Malgré le caractère apparent laissant penser à un État centralisé et monolithique, l'administration centrale laisse une grande latitude aux structures de base (provinces, villes, districts.) L'objectif était de libérer certaines administrations. L'assimilation des réformes, par le corps social, est très contrastée entre les zones rurales et les centres urbains et, demeure éloignée des objectifs des dirigeants de Pékin. Au début, tout s'offrait avec les subventions étatiques maintenant tout s'achète.
- L'ouverture des zones économiques spéciales à Shenzhen, Zhuhai et Santou, au Guangdong, Xiamen au Fujian et Hainan.

Les réformes entreprises ne seront pas toutes effectives et connaîtront des résistances de part et d'autres ; du fait des stratégies d'évitement et de contournement opérées par les populations, les entrepreneurs et même l'autorité centrale attachée toujours à l'idéologie

socialiste. Parmi les résistances il y a eu malgré un succès notable dans les centres urbains, l'échec du principe de l'enfant unique en milieu rural.

Partant de ce contexte il fallait être pragmatique, changer ses opinions si nécessaire même idéologiques. On peut toucher, changer, essayer et refaire tout sauf le régime en place. Le but c'est d'assurer la prospérité d'un pouvoir qui oscille entre pragmatisme économique et empirisme politique. La pierre angulaire (clé de voute) du système politique de Deng Xiaoping est axée très tôt sur le double principe de la « réforme et de l'ouverture » (*gaige kaifang*). Remettre à plat tout l'héritage économique de Mao, l'ouverture aux échanges commerciaux et aux investissements.

C'est une période où il y eut « moins d'Afrique » dans les priorités politiques chinoises. D'ailleurs le signal fut donné très tôt par le Premier ministre chinois Zhao Ziyang, qui lors d'une tournée africaine en janvier 1983 dans dix pays africains (Algérie, Congo, Égypte, Gabon, Guinée, Kenya, Maroc, Tanzanie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe), axa son discours sur quatre principes qui vont dorénavant articuler la politique africaine de la Chine. En résumé, ces mesures édictées par la Chine laissent penser que le temps du commerce va primer sur celui de l'aide « *Less aid more Trade* »¹²¹. Toutefois, elle n'en demeure pas moins un bailleur important du continent africain entre 1960 à 1980, la Chine fut le quatrième donateur du continent africain avec 100 millions de dollars par an derrière la France 1300 millions de dollars par an, les États-Unis 800 millions de dollars par an et la Grande Bretagne 250 millions de dollars par an (Nguyen : 26).

Les années 1980 vont marquer un tournant majeur dans les relations sino-africaines. L'heure est au bilan et à la réorientation de la politique chinoise en Afrique après une grande offensive qui s'est soldée par de nombreux échecs avec des pays africains aussi versatiles idéologiquement qu'instables politiquement. Durant cette période, la Chine va se replier sur elle-même et penser à son développement. La priorité pour les nouveaux dirigeants c'est l'enrichissement du pays et de sa population. Les politiques de grandeur de la Chine seront mises en veilleuse avec elles toute la politique diplomatique vers le continent africain. Pendant deux décades de réforme et d'ouverture, l'économie chinoise s'est développée à une vitesse exponentielle, la puissance globale du pays s'est renforcée jour après jour, les conditions de vie se sont améliorées, et le rôle de la Chine sur la scène internationale a pris une importance croissante.

¹²¹ Moins d'aide et plus d'échanges.

Cette phase de désintérêt relatif de la Chine dans les relations avec le continent, coïncide avec la période des politiques d'ajustements structurels des institutions de Bretton Woods, qui pour relancer les économies africaines au bord du gouffre, vont proposer un ensemble de politiques et de programmes pour remettre sur pied des économies moribondes. S'en suivront les politiques de libéralisation, de désengagement « *moins d'État, mieux d'État* ». Ces directives se solderont par des échecs cuisants, il n'y eut guère de croissance annoncée et l'endettement chronique asphyxie les gouvernements. Le continent est à la dérive, les anciennes puissances se retirent les unes après les autres, les dysfonctionnements structurels découragent les investisseurs ainsi que l'instabilité politique de certaines parties du continent.

Les événements sanglants de Tien An Men en 1989, qui ont fini de ternir l'image de la Chine dans le monde, doivent être « effacés des mémoires », pour cela il fallait opter pour une réouverture de la Chine à ses vieux amis du tiers-monde confrontés aux lendemains incertains après la grande vague des Conférences nationales au sortir de la Baule¹²². Tien An Men et Berlin vont précipiter la position de la Chine sur la scène diplomatique africaine. En effet, Pékin était sorti peiné de ces malheureux événements de 1989 où des milliers de jeunes étudiants furent tués par l'armée chinoise, après les critiques acerbes de la communauté internationale et les condamnations de toute sorte. Se sentant menacé du fait de l'éclatement en plusieurs petits états du principal ennemi des États-Unis d'Amérique à savoir l'URSS, par crainte de se retrouver seul de plus en plus, Pékin va renouer le fil avec des pays africains qui ont bien voulu lui tendre la main, après la tragédie de Tien An Men.

Cet événement historique coïncide avec le début d'un nouvel ordre mondial unipolaire dominé par les États-Unis et un nouvel ordre de priorité pour les dirigeants européens qui vont se tourner à l'Est du continent européen et se désintéresser de plus en plus de l'Afrique. Autant d'événements qui précipiteront le retour de la Chine en Afrique par de nombreuses visites officielles d'officiels chinois en Afrique entre 1989 à 1992. Le réveil de la Chine en Afrique va se préciser davantage à partir de cette période avec une rapide conversion et extraversion de son profil économique et à la mutation de son tissu productif¹²³.

¹²² Le discours de La Baule écrit par Erik Orsenna et prononcé par le président de la République française François Mitterrand, le 20 juin 1990, dans le cadre de la 16e conférence des chefs d'État d'Afrique et de France qui s'est déroulée dans la commune française de La Baule-Escoublac (Loire-Atlantique)

¹²³ La Chine en Afrique entre opportunité et menace, (Alternatives Sud Volume 18-2011/ 2).

Soumise aux diktats des institutions internationales, l'Afrique redevient un enjeu diplomatique à partir des années 90 avec Taïpeh, qui réussit à nouer d'importantes relations diplomatiques avec plusieurs pays africains. C'est la période dite de la diplomatie du chéquier. La Chine populaire ne pouvait rester inflexible devant l'avancée diplomatique exercée sur le continent par son rival historique. Il fallait selon Pékin isoler Taiwan de la scène internationale et le priver de tout acquis diplomatique.

III.4. LA "GUERRE" DES CHINES EN AFRIQUE : LE DUEL À DISTANCE ENTRE TAIPEH ET PÉKIN

La guerre « froide », qui oppose Pékin à la « province renégate », trouve son prolongement sur la scène africaine. Nonobstant toute la sympathie qu'éprouve l'Occident, pour Taiwan, son indépendance en tant qu'État ne lui est pas reconnue. Cette quête de reconnaissance diplomatique de l'île rebelle sera assouvie en Afrique par d'intenses lobbyings, auprès des gouvernements africains par la diplomatie du chéquier. C'est au moment où la Chine commençait à se replier sur elle-même, que la République de Chine va lancer une vaste offensive de charme en Afrique afin de nouer des relations diplomatiques avec les pays africains durement éprouvés par les politiques d'ajustement structurel, la dévaluation du franc CFA pour les pays de la zone monétaire, le retrait des puissances traditionnelles qui ont décidé de lier dorénavant leur coopération économique aux États qui entreprendront des réformes démocratiques.

Face à une vague d'aspiration démocratique très forte des peuples, à une économie exsangue et sous-perfusion, les pays africains, faisant face à une situation politico-sociale insoutenable, vont s'amouracher de Taïpeh et nouer une nouvelle idylle dont la dot sonnante fera trébucher plus d'un pays. Ainsi, l'image d'États prostitués à la merci de la plus offrante des deux Chines tourne en faveur de Taiwan qui détenait un important surplus de réserves financières (Gaye 2006 : 29). Tel un effet domino, les succès diplomatiques de l'île vont connaître une ascension fulgurante, les États nouent un à un des relations diplomatiques avec Taïpeh qui réussit sa percée africaine. C'est ainsi que le Libéria (octobre 1989), le Lesotho (avril 1990), la Guinée-Bissau (mai 1990), la Centrafrique (juillet 1991), le Niger (juin 1992), le Burkina Faso (février 1994), la Gambie (juillet 1995), le Sénégal (janvier 1996), São Tomé et- Príncipe (mai 1997) et le Tchad (août 1997) tombent dans les filets de la République de Chine.

Profitant de la politique de repli de la Chine populaire, Taiwan s'offre un large boulevard diplomatique sur le plan des relations internationales. C'est d'ailleurs le moment que choisissent les amis de Taïpeh pour demander à ce que la « reconnaissance de Taiwan » soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1996. Cette demande de la trentaine de pays amis de Taiwan fut rejetée par trente-huit des cinquante États membres du comité responsable de la préparation de cet agenda. En réaction à ce refus, la Chine répondit en ces termes « *de ce refus des États membres de se faire piéger par une manœuvre absurde et futile, leur non met définitivement hors de question le retour de Taiwan aux Nations Unies sous quelque forme que ce soit* » (Wilmots : 79).

Pour combler le vide laissé derrière lui par Pékin dans les pays qui ont eu l'outrecuidance de reconnaître la « province renégate ». Taiwan s'engagea à apporter un soutien financier à ses nouveaux amis et à poursuivre les projets entamés et non effectifs de Pékin. L'irruption de la République de Chine sur la scène africaine, a pour conséquence directe un retour discret, mais immédiat de la Chine populaire sur le continent. L'Afrique redevient importante aux yeux de Beijing et les ballets de ses officiels se multiplient pour travailler au corps ces pays qui lui ont tourné le dos en faisant fi du principe « *d'une seule Chine dont Taiwan fait partie intégrante* ». La stratégie chinoise s'avère payante et le duel à distance semble tourner en faveur du continent sur l'île. Ainsi, plusieurs de ces pays ont de nouveau rejoint le camp de la République populaire : le Lesotho en 1994, le Niger en 1996, la Centrafrique et la Guinée-Bissau en 1998 et le Sénégal en 2005. De plus, le revirement, qu'opéra l'Afrique du Sud en 1998 fera que Taiwan va perdre son allié économique le plus important en Afrique.

Pour Nelson Mandela : « il faut vivre avec son temps » en espérant que ce changement ne puisse impacter sur les bonnes relations commerciales entre Taïpeh et Pretoria. La R.P.C n'avait jamais reconnu l'Afrique du Sud en raison de la condamnation très ferme de l'apartheid qui y sévissait, à la conférence de Bandung (1955). Ce rapprochement a été aussi une sorte de reconnaissance de dette envers les dirigeants communistes qui n'ont cessé d'apporter leur soutien aux leaders de l'A.N.C. Les retournements de veste ont été monnaie courante, la rivalité sino-chinoise a servi aux pays africains comme moyen de pression pour faire monter les enchères et choisir entre les deux Chine, celle qui offrait le meilleur package deal. Le plus spectaculaire parmi ces retournements de veste fut celui du Sénégal en 2005.

La décision prise par le gouvernement du Sénégal n'a pas été outre mesure une surprise du fait de la forte présence de commerçants et d'entrepreneurs chinois au Sénégal. Nonobstant les campagnes de dénonciation, les grèves du patronat local exigeant la fermeture et le départ des ressortissants chinois installés irrégulièrement au Sénégal et exerçant illégalement le métier de commerçant. L'État du Sénégal avait pris le soin de ménager ces « diplomates nouveaux » qui préparaient le terrain à une future officialisation des relations diplomatiques entre les deux pays, afin de ne pas trahir le dessein invouable des dirigeants de Dakar à renouer de nouveau avec Pékin. Paraphrasant de Gaulle, le Président sénégalais Abdoulaye Wade fonda son argumentation sur les propos de ce dernier, dans une lettre adressée au Président taïwanais Chen Shui-Bian, dans laquelle il déclara que « *les États n'entretiennent pas des amitiés entre eux, mais poursuivent des intérêts* ».

Entre pragmatisme et opportunisme, le Sénégal renoua à nouveau avec Pékin. Ainsi, à travers ce qui suit nous allons revenir sur l'historique des relations sino-sénégalaises de Léopold Senghor à Macky Sall, en passant par Abdou Diouf et son successeur le président Abdoulaye Wade pour essayer de faire la genèse des rapports discontinus entre Dakar-Taïpeh et Beijing afin de mieux saisir les enjeux de ces liens.

III.5. LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET LE SÉNÉGAL

III.5.1. Les Relations sous Senghor

« *Au lendemain de notre indépendance, exactement en 1961, nous avons reconnu la République Populaire de Chine, mais déjà, le 23 novembre 1960, nous lui avons accordé le tarif minimum. Malheureusement, par suite d'un malentendu né de notre inexpérience en matière de politiques étrangères, nous n'avons pu amorcer, plus concrètement notre coopération qu'en 1971* »¹²⁴. Cette déclaration du Président Senghor, en visite en Chine, traduisait l'état des relations entre le Sénégal et la Chine. Une période marquée par la vague de luttes pour l'Indépendance et le développement des mouvements de résistance autonomistes, dans plusieurs pays africains. Ces mouvements politico-militaires furent pour la plupart d'obédience marxiste-léniniste ou maoïste, et commençaient à faire peur aux nouveaux dirigeants africains, qui voyaient d'un mauvais œil le soutien de la Chine à ces mouvements nationaux. En effet, plusieurs pays africains à cette époque ont été suspicieux de

¹²⁴ Le Soleil du 7 mai 1974.

l'attitude de Pékin, du fait que ce dernier aurait soutenu des mouvements de gauche, luttant pour le changement de régime politique, dans un contexte géopolitique dominé par des querelles idéologiques.

C'est donc naturellement que Dakar a tardé à entretenir des relations diplomatiques avec Beijing. Parmi ces raisons, il y a d'abord le fait qu'à cette époque Taïpeh occupait le poste de la Chine au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies comme membre fondateur de l'organisation. Ensuite, le Président Senghor fut connu pour avoir été un ardent militant du socialisme et allergique au communisme. Son anticommunisme a fini de le convaincre dans ses certitudes, au point de se détourner de la Chine à cette époque¹²⁵. Cependant, Mamadou Dia souligna, dans ses Mémoires que le Sénégal avait noué de relations diplomatiques et de coopération avec les Nations sœurs d'Asie (les 2 Chine, les 2 Vietnam, l'Inde, le Pakistan, les 2 Corée)¹²⁶.

Le Sénégal a renoué de manière officielle ses relations diplomatiques avec la Chine le 7 février 1971, après un rapprochement qui eut lieu en 1964. Cette officialisation des relations entre les deux pays avait de facto mis un terme aux relations qui liaient le Sénégal au Taiwan. Nonobstant le fait que cette parenthèse de l'histoire des deux pays ne fut pas assez fouillée ; force est de reconnaître l'existence d'une première relation entre Dakar et Taïpeh, qui prit fin avec la signature des accords de relation entre Dakar et Pékin en 1971 avec la déchéance de Taiwan de son poste au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le Président sénégalais Léopold Sédar Senghor s'est rendu en Chine du 06 au 13 mai, puis du 16 au 18 mai 1974 dans le cadre de sa tournée asiatique qui l'aura mené en Corée du Nord, Inde et Bangladesh. Cette visite eut lieu dix-neuf ans après la Conférence de Bandung (1955), où l'Afrique et l'Asie avaient scellé ensemble leur destin commun pour combattre ensemble la domination coloniale et mettre sur pied la troisième voie : « le Tiers-Monde ». Le futur président fut représenté à cette conférence par Jean Rous pour montrer l'engagement du Sénégal aux côtés des « non-alignés ». C'est un Mao Tsé-Toung fatigué, gagné par la maladie dans un contexte politique difficile que le président sénégalais a rendu visite¹²⁷.

¹²⁵ Discussion avec le diplomate et ex-ministre des Affaires étrangères (mars 1990-avril 1991), Seydina Omar Sy, septembre 2015.

¹²⁶ Mamadou Dia, *Mémoires d'un militant du tiers-monde*, Publisud, 1985, p 127.

¹²⁷ Voir photo de la visite

Faisant fi des querelles internes qui secouaient la Chine et sa direction, la voie tracée par Mao Tsé Toung pour le peuple chinois avait fini de séduire au Président sénégalais, qui remarquait l'existence d'une volonté inébranlable de Mao de faire de la Chine, non pas la caricature de quelque modèle que ce soit, mais seulement une Chine pensant par et pour elle-même¹²⁸. Cette visite a été décrite comme celle de la naissance d'une nouvelle alliance porteuse de promesses en une amitié sino-sénégalaise fructueuse mais surtout en une humanité plus solidaire, parce que plus juste et plus fraternelle.

Durant cette visite, le Président Senghor avait visité la brigade de production de Tatchai¹²⁹, district de Xi'an province de Shaanxi. Il s'est rendu aussi à Shenyang et à Shanghai. Le Président sénégalais dira à ses hôtes que « *A Pékin et à Tatchai, à Shenyang et à Shanghai, nous avons partout senti que les liens qui unissent la Chine et le Sénégal sont solides parce que tissés dans la grande bataille que nos deux peuples en liaison avec le Tiers-Monde, mènent contre l'impérialisme et le colonialisme* »¹³⁰. Et de rajouter pour mieux illustrer les rapports qu'entretiennent les deux peuples que « *cette visite aura permis, à nous Sénégalais d'apprécier à sa juste valeur le travail exemplaire du peuple chinois sous la direction de son guide éminent, le Président Mao Tse Toung et surtout de voir la foi inébranlable qui l'anime pour faire de la Chine non la caricature de quelque modèle que ce soit, mais une nation socialiste pensant par elle-même et pour elle-même* »¹³¹.

Le Président sénégalais était accompagné par son ministre des Affaires étrangères Assane Seck, Babacar Ba ministre des Finances et des Affaires Économiques, Adrien Senghor ministre du Développement rural et de l'hydraulique. Ils ont été reçus par le Premier ministre Zhou En Lai, le vice-premier ministre Li Sien Nien. Répondant au discours du Président sénégalais, le Premier ministre chinois Zhou Enlai, dans un texte intitulé « *Nous avons besoin de nous soutenir mutuellement* », dira :

¹²⁸ Le Soleil, 6 Mai 1974.

¹²⁹ L'orthographe du nom Tatchai ne nous est pas trop sûr. Etant donné que ce sont des informations recueillies à partir de notre documentation, et nos recherches ne nous ont pas pour le moment permis d'établir l'exactitude de l'orthographe.

¹³⁰ Voir discours du Président Senghor devant le premier ministre chinois Zhou Enlai, dans le quotidien Le Soleil du 7 Mai 1974.

¹³¹ Ibidem



Illustration 6 : viste du président Senghor en Chine

*« La Chine et le Sénégal sont des pays en voie de développement, ils appartiennent tous deux au Tiers-Monde, nos deux peuples ont connu le même sort dans le passé : ils ont longuement souffert. L'un comme l'autre, de l'agression, de l'asservissement, de l'oppression et de l'exploitation du colonialisme et de l'impérialisme. Et aujourd'hui, ils se trouvent confrontés à la même tâche, celle de combattre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme et d'édifier leurs pays respectifs. Dans l'accomplissement de cette cause commune, nos deux peuples ont besoin d'apprendre l'un auprès de l'autre, de s'entraider et de se soutenir réciproquement »*¹³².

Le discours du Premier ministre chinois Zhou Enlai entrait dans le contexte de cette période marquée par la décolonisation et les luttes d'indépendance des autres mouvements de libération nationale sur le continent africain. Zhou Enlai reconnaît que de nouveaux défis restent à être relevés par les pays du Tiers-Monde, confrontés qu'ils sont à l'impérialisme et à l'hégémonisme des deux nouveaux blocs (capitaliste et communiste). D'où le lieu pour les pays du Tiers-Monde de se donner la main pour construire leur développement économique.

C'est pourquoi, il rajoutera que *« L'Afrique représente une force importante du tiers-monde »* l'éveil continu du tiers-monde et la croissance de sa puissance constituent un trait évident qui caractérise aujourd'hui l'excellente situation internationale. Le Tiers-Monde est d'ores et déjà devenu la force principale dans la lutte solidaire des peuples de partout contre l'hégémonisme, de même que la grande force motrice révolutionnaire qui fait avancer la roue de l'histoire. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement la juste position des pays du Tiers-Monde qui exigent qu'un changement radical soit introduit dans les rapports économiques extrêmement iniques, tels qu'ils existent aujourd'hui entre nations, et

¹³²Soleil du 7 Mai 1974

qu'un nouvel ordre soit instauré dans ce domaine. Ils soutiennent fermement l'exercice d'une souveraineté permanente, par les pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles. Ils soutiennent fermement la position légitime des pays en développement consistant à faire s'épanouir l'économie nationale en comptant sur eux-mêmes, individuellement ou collectivement »¹³³.

Cette période a été difficile pour les économies du Sud, confrontées à la détérioration des termes de l'échange ou l'échange inégal qui consiste dans le fait que les prix des matières premières exportées, par les pays en développement, diminuent chaque année, tandis que ceux des produits importés du monde développé augmentent, qu'ils soient manufacturés ou non. Ainsi, dans le communiqué final des deux parties, il a été acté que les rapports d'État à État doivent reposer sur les Cinq principes suivants : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantage réciproque et coexistence pacifique. Tous les pays qu'ils soient grands ou petits, riches ou pauvres, doivent se traiter d'égal à égal, les grands pays ne doivent pas malmener les petits pays, les pays forts ne doivent pas piller les pays déshérités. Les affaires d'un État doivent être prises en main pour son peuple lui-même et les affaires internationales être réglées par tous les États au moyen des consultations menées sur un pied d'égalité.

Le peuple chinois se tiendra à jamais aux côtés des autres peuples du tiers monde pour se prêter mutuellement aide et soutien, et redoublera d'efforts pour mener, de concert avec eux, la lutte anti-impérialiste et anti hégémoniste jusqu'au bout, selon Dong Biwu Président par intérim. Sous le Président Senghor, la Chine et le Sénégal vont entretenir des relations marquées par la signature des Accords de coopération technique agricole et culturelle. L'envoi de techniciens agricoles, de médecins, pour accompagner le Sénégal dans son effort de développement. Le protocole d'accord de la coopération dans le domaine de la santé a été signé le 24 décembre 1974 par les deux gouvernements et renouvelable tous les deux ans. C'est ainsi que la première équipe médicale chinoise est arrivée au Sénégal, en juillet 1975.

Le Président Senghor quitte le pouvoir en décembre 1980, en démissionnant de son poste et laisse sa place à celui qui fut son Premier ministre d'alors, Abdou Diouf. Avec ce dernier, les relations sino-sénégalaises vont connaître un nouveau coup de fouet avec l'approfondissement de la coopération, la construction de grands édifices, mais aussi la période de la rupture entre les deux pays. Dans la même période, c'est l'heure de la politique

¹³³Soleil du 7 Mai 1974

de réformes et d'ouverture pour remettre l'économie chinoise sur les rails avec l'arrivée en Chine d'un nouveau dirigeant en la personne de Deng Xiaoping.

III.5.2. LES RELATIONS SOUS DIOUF : deux décades de relations et une rupture

Le Président Abdou Diouf a visité la Chine du 3 au 7 juillet 1984, trois ans après son accession à la magistrature suprême. En Chine, il a été reçu par Li Xiannian président de la République populaire de Chine. Répondant au discours de ce dernier, il dira : « *La République populaire de Chine est de nos jours, pour le Sénégal, un partenaire privilégié, dans un monde difficile où la malnutrition, la pauvreté et l'analphabétisme étaient quotidiennement leur visage hideux, comme pour appeler la conscience des peuples nantis, à plus de solidarité, de justice et de générosité. Le nombre des accords conclus entre nos deux pays depuis l'établissement de nos relations diplomatiques en 1971, et la diversité des domaines auxquels ils se rapportent en attestent éloquemment.* »¹³⁴»

En effet, la Chine de 1978 à 1982 a réalisé un projet dénommé « Chine1 » d'un montant de 862.000.000 de francs CFA et un autre de 1 milliard de francs CFA pour soutenir le Sénégal dans sa politique hydraulique, qui était de réaliser à cette époque 500 forages équipés en plus de 102 ouvrages existants. Dans le même temps, il y a eu la signature entre les deux parties de la construction d'un stade en échange d'octrois de licence de pêche à partir de 1983 ; ce qui poussera l'Ambassadeur chinois au Sénégal, Liang Feng, d'affirmer que « *La coopération se porte bien, elle est comme le béton armé du stade de l'Amitié* »¹³⁵.

Durant la période des relations sino-sénégalaises sous Diouf, Li Ruihan, membre du Comité Permanent du Bureau politique du Comité Central, rendra visite au Sénégal et au Parti socialiste sénégalais, pour renforcer la dynamique des relations entre les deux pays avec une délégation venue de Chine. À ce propos, le Président Diouf soulignera que « *L'amitié entre le peuple sénégalais et le grand peuple chinois est sincère ; la coopération entre les deux pays est un bel exemple de nos coopérations avec les autres pays du Tiers-Monde, car cette coopération est riche de contenu, de modes et d'efficacité* ».

¹³⁴ Discours officiel du Président Abdou Diouf à Pékin, du 3 au 7 juillet 1984.

¹³⁵ Le Soleil du 24 décembre 1986.



Illustration 7 : visite de Li Ruihan au Sénégal

Selon le chef de l'État sénégalais, la visite au Sénégal d'une délégation chinoise si importante prouve que vous connaissez parfaitement l'importance du Sénégal et l'amitié sénégal-chinoise. Répondant au Président sénégalais Li Ruihan dira « *Certaines personnes ont une vision injuste et irraisonnable à l'égard du Tiers-Monde et se livrent à des actes injustes et déraisonnables à son endroit. « Sur ce point la Chine et le Sénégal se trouvent dans des circonstances similaires et partagent les mêmes points de vue »*; Et d'ajouter « *renforcer la solidarité et la coopération avec le Sénégal constitue une importante composante de notre travail extérieur* »¹³⁶

En 1992 c'est 9.750.000 yuans que le gouvernement chinois a accordé pour le financement de 5 forages équipés. En plus de la construction du barrage anti-sel d'Afiniam qui comprend une écluse d'une largeur de 50 m, un passage d'embarcation, une digue d'une largeur de 4 km et un barrage sur le marigot.

¹³⁶ Le Soleil, 14 Sept 1992.

Dans un contexte économique de plus en plus difficile, pour les économies africaines confrontées aux fameuses politiques d'ajustement structurel et la dévaluation du franc CFA. Et de l'autre côté, une Chine plus soucieuse de ses réformes et de son isolement international suite aux événements sanglants de Tien An Men, plusieurs pays africains vont reconnaître Taiwan au détriment de la Chine continentale. Dakar décide de rompre avec la République populaire pour nouer des relations diplomatiques et économiques avec Taïpeh.

La République de Chine avait lancé une vaste offensive de charme en Afrique afin de nouer des relations diplomatiques avec les pays africains durement éprouvés par les politiques d'ajustement structurel. Cette décision fut prise en 1995 par le gouvernement de Diouf, sous la conduite de son ministre des Affaires étrangères d'alors, Moustapha Niasse et l'implication dans ces négociations de celui qui fut ministre d'État de l'époque et futur Président, Abdoulaye Wade. Il faut noter que Dakar a renoué avec Taïpeh 24 ans après la rupture de leur relation diplomatique en 1972.

A. L'intermède taiwanais sous Diouf

La République de Chine et le gouvernement du Sénégal ont rétabli leurs relations diplomatiques le 3 janvier 1996. La coopération agricole avec Taiwan fut porteuse de beaucoup d'espoirs suite au rétablissement diplomatique entre la République de Chine et le Sénégal après plusieurs années de relations discontinues. En effet, Dakar avait noué des relations diplomatiques avec Taiwan, au lendemain de son indépendance jusqu'en 1964, qui marqua la première rupture, avant la seconde rupture survenue en 1972, après le soutien à la Chine au Conseil de Sécurité, après une période de relations diplomatiques entre 1969 à 1971.

En prenant cette décision, le gouvernement du Sénégal disait la prendre dans le cadre d'une logique cohérente menée depuis plusieurs années visant à faire disparaître toutes les tensions dans le monde. Le ministre porte-parole du gouvernement de l'époque Serigne Diop : « *Nous n'aurons aucun complexe à accompagner le rétablissement de ces relations diplomatiques avec des relations commerciales, économiques et financières, mais le fondement de cette décision est de rester cohérent avec nous-mêmes.* »¹³⁷

¹³⁷ Document de l'Agence de Presse sénégalaise, 1995.



Illustration 8 : (Conférence de presse du Président Diouf à Taipei à l'occasion de sa visite à Taiwan). Photo de droite : l'Ambassadeur Chou-Seng Tou remettant ses lettres de créance au Président Diouf. Il sera l'unique représentant diplomatique taiwanais jusqu'à la rupture)

Pékin à l'époque se plaignit de l'attitude de Dakar qui n'a pas eu la délicatesse de l'informer, au préalable, de sa décision de reconnaître Taiwan, décision qui l'installe dans la perplexité et la grande désillusion. En 1995, l'Ambassadeur de la République Populaire, Cang Yousheng, conscient de la vague des reconnaissances africaines de Taiwan, s'en était ouvert à son ami diplomate Mamadou Seyni Mbengue, pour lui faire part de son inquiétude, celle de voir le Sénégal nouer une relation diplomatique avec Taiwan et inciter les autres pays à franchir le Rubicon diplomatique en rejoignant le camp des Taiwanais.

Cette décision qui aura beaucoup surpris l'opinion publique sénégalaise, parce que n'ayant pas été préparée, ni informée, est à classer dans le paradigme du réalisme diplomatique dans le sens d'opérer des orientations diplomatiques et politiques en fonction des intérêts de son peuple. La presse officielle ou gouvernementale publiait à sa une des éditoriaux qui magnifiaient ces retrouvailles par les termes suivants : « L'ordre des choses » « Le prix de la logique »¹³⁸

Le gouvernement taiwanais va envoyer Chou-Seng Tou pour le représenter au Sénégal, en tant qu'ambassadeur. Ce dernier présentera ses lettres de créance au Président Diouf en mars 1996. Le Président Abdou Diouf, accompagné d'une forte délégation ministérielle, dont le ministre d'État Abdoulaye Wade, le ministre des Affaires étrangères Moustapha Niasse, s'est rendu en République de Chine du 22 au 25 juillet 1996, pour une visite officielle d'État. Durant cette visite, le chef de l'exécutif sénégalais reçut l'Ordre du

¹³⁸ Alioune Drame, *Le Debat*, n°11, 15 janvier 1996

Jade brillant avec Grand Cordon, la plus haute distinction de la République de Chine, des mains de son homologue taiwanais Lee Teng-Hui.

Répondant aux journalistes à l'époque sur la nouvelle contre-offensive économique de Pékin en Afrique, après la perte de Dakar, le président Abdou Diouf dira : *« Je l'ai constaté comme vous. Si j'étais prétentieux, mais je ne le suis pas, je ferais remarquer que cette offensive s'est accélérée avec la reprise des relations diplomatiques entre le Sénégal et la République de Chine. En Afrique de l'Ouest bien des pays n'ont pas reçu de l'argent de Pékin et peuvent renouer avec Taiwan. Mais l'argent ne fait pas tout, il y a les principes. Un État comme Taiwan connu pour sa démocratie, son respect des droits de l'Homme et la réussite de son économie ne peut être laissé en dehors de la communauté internationale. Dans le passé, nous avons reçu de l'aide de pékin (stade de l'Amitié, Mission chinoise agricole et médicale, etc.), mais lorsque nous avons décidé de normaliser nos relations avec Taiwan, nous n'avons pas hésité à le faire¹³⁹ ».*

Le ralliement de Dakar avait sonné le glas du sommeil diplomatique chinois sur le continent, et pousser Beijing a lancé une contre-offensive, pour contenir Taiwan et lui couper l'herbe sous les pieds en l'isolant le maximum possible. Durant cette visite d'ailleurs, le futur Président sénégalais et ministre d'État auprès du Président affirma de ces relations entre Dakar et Taipeh que : *« ce sont de nouvelles portes ouvertes au Sénégal. Notre pays avait déjà des partenaires très nombreux, mais ce sont des nouveaux partenaires, qui ne sont pas seulement des partenaires de plus¹⁴⁰ ».* Ironie de l'histoire, c'est le ministre d'État qui fermera ces nouvelles portes pour les rouvrir avec la République populaire de Chine.

Aussi, c'est durant cette visite que les deux parties avaient signé un Accord de coopération économique, scientifique et technique, par le biais de leurs ministres des Affaires étrangères, ainsi Moustapha Niasse et son homologue taiwanais John H. Chang avaient paraphé le document officiel. L'Accord de Coopération scientifique, économique et culturelle sur la base d'avantages réciproques et des principes d'égalité fut entré en vigueur le 30 avril 1999¹⁴¹. C'est dans cet accord que la coopération technique agricole est mentionnée avec l'envoi d'une mission agricole composée d'une douzaine de membres, pour aider le gouvernement du

¹³⁹ Conférence de Presse du Président Diouf, à Taipeh durant sa visite, Le Soleil du 24 juillet 1996.

¹⁴⁰ Le ministre d'État auprès du Président de la République, Abdoulaye Wade, Le Soleil du 24 juillet 1996.

¹⁴¹ Ibrahima Gaye, *Le Soleil*,

Sénégal à poursuivre le développement de la riziculture, du maraîchage, de la floriculture et de l'aquaculture.



Illustration 9 : (Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères M. Niasse accueille son homologue taiwanais à l'aéroport de Dakar Chang Hsiao Yen, en janvier 1997)

Cette coopération bilatérale avait une composante très forte, c'était l'agriculture d'où l'existence de l'actuel Centre de démonstration de Sangalcam, qui fut une initiative taiwanaise. L'objectif des Taiwanais était de faire du Sénégal un pays exportateur de riz, avec l'introduction de nouvelles variétés de riz et la maîtrise de nouvelles techniques culturales. C'est ainsi qu'il y a eu la vulgarisation et la commercialisation du Taicheng Sen n° 10 (TCS10) dont le rendement par parcelle est de 8 à 10 tonnes par hectare. La mission technique agricole taiwanaise a introduit en 1997, dans la vallée du fleuve Sénégal, une nouvelle variété de riz dénommée TCS 10, les premiers essais eurent lieu, dans les villages de Pont Gendarme et de Ndiouque Meresse sur des parcelles pilotes d'un hectare. La production de riz de cette variété a rapidement augmenté et est passée progressivement sur 30 hectares plus tard, sur l'ensemble du périmètre agricole dans la région. Vingt villages ont été encadrés par la mission

agricole taiwanaise dans le département de Dagana. Dans les zones d'intervention rizicoles de la vallée du Sénégal et la région de Casamance. Pour les zones d'intervention, 4070 hectares ont été mis en œuvre dans la région du fleuve, 1070 hectares en Casamance et qu'une production de 20720 tonnes de riz a été atteinte dans le cadre de l'exécution du programme mis en place par les techniciens taiwanais.

La mission agricole taiwanaise fut implantée d'abord dans la région sud du pays (Casamance) de 1997 à 2002, avant de suspendre ses activités pour des raisons d'insécurité (braquage de leur véhicule, obus tombé sur le lit du chef de mission) et finalement décider de s'installer définitivement à Sangalcam. L'objectif était de produire en abondance un riz de qualité qui puisse concurrencer les riz importés. La coopération taiwanaise reposait sur une utilisation rationnelle de semences de qualité, l'application d'une méthodologie rigoureuse, le soutien d'un encadrement technique aguerri aux rigueurs du terrain et la collaboration efficace que lui apportaient les techniciens et agents du ministère de l'Agriculture et du secteur parapublic.

Durant cette période, il était prévu le lancement de 17 Centres Polyvalents dans les 11 régions d'alors du Sénégal. C'est ainsi qu'à Kébémér un Centre polyvalent de formation agricole était en train de prendre forme, sur un site de 7 hectares, doté de six laboratoires, 4 salles de formation et un bloc administratif. Ces centres qui ont la capacité d'héberger une vingtaine de personnes auraient dû grâce au concours des experts taiwanais former et initier des gens dans différentes filières agricoles. À noter, pour l'histoire que la pastèque a été introduite au Sénégal dans les années 1970 par ces mêmes Taiwanais lors de leur première mission au Sénégal. La mission technique agricole avait aussi introduit la culture du thé à Mediél, Kédougou et aurait dû recueillir les premières feuilles dix-huit mois plus tard.

Le crédit taiwanais devait servir à financer la construction du nouveau Palais de Justice, de la Bibliothèque Nationale, de la Cité des Enseignants, des Sièges des Conseils Régionaux, de la Piscine olympique et de la Maison des Archives. De tous ces projets, seuls la Piscine olympique et le Palais de Justice avaient été entamés à l'époque, en plus de la Cité des Enseignants du Supérieur. La République de Chine avait financé aussi deux grands projets : la revitalisation des Vallées fossiles (18 milliards de CFA) et la construction de la route Tambacounda-Kidira-Bakel, longue de 252 km et large de 7 mètres. Cette route a été financée à hauteur de 24 milliards de CFA et le chantier exécuté, par la Compagnie Sahélienne d'Entreprise (CSE). De plus, le fond taiwanais avait servi à financer les groupements de

promotion féminine pour un montant de 1,5 milliard CFA dans le cadre de l'assistance financière¹⁴².

La bonne santé des relations sino-sénégalaises de cette époque sera magnifiée par le discours du Premier ministre Habib Thiam, à Taipei, accompagné des membres de son gouvernement (Moustapha Niasse, Robert Sagna et Magued Diouf), ainsi que les membres du patronat sénégalais, lorsqu'il dira : « *nous sommes disposés à cheminer avec vous, main dans la main, aussi loin que vous le souhaitez. Ainsi, nous sommes prêts à nous engager avec vous, par des accords aptes à sécuriser nos investissements dans l'un et l'autre pays, à encourager la création de joint-ventures entre opérateurs économiques privés des deux pays et à promouvoir les échanges commerciaux bilatéraux* »¹⁴³. Ce discours rassurant du chef du gouvernement sénégalais traduisait l'état des relations entre les deux pays, une idylle que le changement à la tête de l'exécutif sénégalais fera voler en éclats quelques années plus tard.

B. Peut-on parler d'une diplomatie du chéquier ?

Les pays qui ont accepté de nouer des relations diplomatiques avec Taiwan, sont tombés selon certains observateurs, sous le charme d'une diplomatie du chéquier, pour rompre d'avec la République Populaire de Chine. Les espèces sonnantes et trébuchantes auraient fait changer de décision aux pays comme le Sénégal dans l'établissement de leurs relations diplomatiques, pour avoir accepté de monnayer leurs relations. Interpellé à l'époque, le ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, Jacques Baudin fut catégorique sur la question : « *On ne monnaie pas une coopération. Une coopération est un mariage d'intérêt. Chaque pays y trouve son intérêt.* »¹⁴⁴

Mieux encore, le ministre Baudin est allé jusqu'à paraphraser le général de Gaulle - avant la lettre restée célèbre du Président Wade à son homologue taiwanais- en affirmant que « *aucun pays n'est philanthrope. Les États n'ont pas d'amis, ils ont des intérêts. Il peut y avoir un soupçon d'amitié, d'humanisme, mais cela est dû aux hommes. Ce que la Chine fait ici, il est certain qu'elle y trouve un intérêt. Nous avons intérêt à coopérer pour que nous puissions atteindre l'autosuffisance alimentaire, redresser notre balance des paiements et*

¹⁴² Document de l'Ambassade de Chine, avril 2000.

¹⁴³ Le Soleil, 21 octobre 1997.

¹⁴⁴ Journal Wal-Fadjri, 23 novembre 1999.

avoir une croissance soutenue qui dépasse 5,7% »¹⁴⁵. Le réalisme diplomatique sénégalais résonne ainsi dans le discours des autorités pour justifier le mariage d'intérêt entre Dakar et Taïpeh.

C. Coopération taiwanaise versus Coopération chinoise

La coopération chinoise (Beijing) a toujours mis l'accent sur l'envoi des coopérants agricoles et des techniciens de santé au Sénégal. Contrairement aux Taïwanais qui ont préféré former des médecins sénégalais en Taïwan par l'octroi de bourses de formation et non à envoyer du personnel médical en Afrique. En effet, le médecin taiwanais coûte cinquante fois plus cher qu'un médecin chinois, par conséquent envoyer de la main-d'œuvre taiwanaise va coûter beaucoup plus cher aux Taïwanais. Dans le même temps, les entreprises taiwanaises n'exécutaient pas des contrats de financement de leur pays. Ce sont les entreprises locales qui concouraient pour la réalisation des chantiers financés par la partie taiwanaise. La tradition de coopération de Pékin est différente de celle de Taïpeh.

La coopération taiwanaise est plus proche de celle des pays de l'OCDE, qui ont une conception de l'aide et de l'investissement très différent des Chinois. En effet, les entreprises et banques chinoises interviennent dans la quasi-totalité des projets financés par leur pays, à partir des études d'impact environnemental à l'administration des ressources financières dans le pays bénéficiaire. L'aide est plus liée dans la coopération chinoise qu'avec celle des Taïwanais. C'est une coopération visible avec ses missions médicales et agricoles et la construction d'édifices publics comme les « *Stade de l'amitié* » qui existent presque dans tous les pays amis de la Chine, des Palais du Peuple, un Grand Théâtre et un Musée des Civilisations comme au Sénégal.

III.5.3. Les Relations sous Wade de la continuité des relations avec Taïwan à la rupture en 2005

Abdoulaye Wade, devient le troisième Président de la République du Sénégal indépendant en 2000. À son arrivée au pouvoir, le Sénégal entretenait d'excellentes relations avec Taïwan marquée par le financement de plusieurs projets et la bonne santé de la coopération agricole. C'est ainsi que le président taiwanais Chen Shu Bian en profitera pour lui rendre visite en 2002. Lors de la visite de Chen Shui-Bian à Dakar, en 2002. Des

¹⁴⁵ Journal Wal-Fadjri, 23 novembre 1999.

similitudes dans les trajectoires des deux Présidents ont été observées par les médias : l'un comme l'autre sont des juristes de formation, ont fait la prison, étaient dans l'opposition et furent élus tous les deux à 24 heures d'intervalle (18 mars 2000) pour Chen Shui Bian, (19 mars 2000) pour le président sénégalais A. Wade.

Lors de sa visite à Dakar, répondant aux questions des journalistes, le Président taiwanais dira que « *Wade est pour moi un héros, il y a beaucoup à apprendre de lui, nous partageons les mêmes idéaux* »¹⁴⁶. Cependant, c'est sous le magistère de Wade que Dakar va rompre d'avec la République de Chine pour renouer de nouveau avec l'Empire du Milieu



Illustration 10 : Le président taiwanais Chen Shui-bian reçu par son homologue sénégalais A. Wade

Des négociations entamées depuis plusieurs mois aboutirent à une officialisation, un soir d'octobre 2005, par le ministre sénégalais des Affaires étrangères Cheikh T. Gadio, qui dira « *J'éprouve évidemment une grande joie et une fierté légitime de voir notre pays faire justice à sa place et à son rang dans la diplomatie internationale en renouant ses relations diplomatiques avec Pékin. Le Président Abdoulaye Wade vient de poser une fois de plus, un*

¹⁴⁶ Taipei Aujourd'hui, septembre 2002.

acte de souveraineté dicté seul par les intérêts bien compris de notre peuple. Il prouve par cette décision qu'il est un homme de vision, de conviction et un analyste lucide des enjeux du monde contemporain. La R.P.C joue un rôle majeur au double plan politique et économique, essentiel pour le futur de notre monde en constante mutation. Ce pays n'a jamais cessé de témoigner une profonde amitié au peuple sénégalais. Depuis la survenue de l'alternance, la Chine a constamment reconnu le rôle du président Wade et de son pays dans l'émergence d'une nouvelle Afrique. Je suis certain que le peuple sénégalais.... ; Quant à la Chine, elle se promet d'intensifier sa coopération économique et commerciale et de renforcer ses liens politiques et culturels avec notre pays dont elle apprécie grandement le rôle et le poids sur la scène africaine et mondiale. ¹⁴⁷»

Le Sénégal ne reconnaît que l'existence d'une seule Chine dans le communiqué rendu public le mardi 25 octobre 2005, que l'unique gouvernement légal est la R.P.C, représentant toute la Chine et que Taiwan fait partie intégrante de la Chine. Ceci a beaucoup de sens dans l'analyse des cinq principes du gouvernement chinois qui admettent leur aide sans conditionnalité ; alors que tout État qui reconnaît la Chine est obligé de considérer Taiwan comme province chinoise. Si cela n'est pas une conditionnalité des autorités chinoises dans les accords diplomatiques, il sera difficile de le nier. Dans ledit communiqué il est noté aussi que ce rétablissement répond aux intérêts et aux aspirations des peuples sénégalais et chinois.

À cette époque, des étudiants sénégalais installés à Taïpeh vont faire les frais de ce rétablissement diplomatique ; en subissant de plein fouet les agissements diplomatiques de leurs dirigeants. En mettant fin aux relations avec Taiwan, la mesure frappait ipso facto la coopération entre les deux pays. La conséquence immédiate fut l'arrêt des études des étudiants sénégalais dans les universités taiwanaises. Nonobstant, les assurances du ministre des Affaires étrangères sénégalais qui disait : « *En ce qui concerne les étudiants sénégalais de Taiwan, invités à plier bagage. Gadio dit que le divorce amical est une contradiction. Les Taiwanais revenus à de meilleurs sentiments, garderont nos étudiants, certains jusqu'en fin novembre et les autres en janvier 2006. Cependant la Chine et certains pays du pourtour asiatique sont prêts à accueillir dans de bonnes conditions ces étudiants sénégalais ¹⁴⁸».*

C'est finalement Beijing qui accueillera les étudiants sénégalais, après la rupture. Ces derniers vont arriver, avec pleines de surprises et un choc psychologique, à remonter face aux

¹⁴⁷ Le Soleil, 25 octobre 2005.

¹⁴⁸ Conférence de presse au Ministère des Affaires Etrangères, Mardi 1 er novembre 2005.

différences existantes entre les deux pays. Ce qui fera dire à cet étudiant « rescapé » de cette époque que :

« Nous avons été une vingtaine à avoir été impactée par cette mesure qui nous est restée à travers la gorge jusqu'à maintenant. Il n'y a pas de photo entre les deux pays. Taiwan est un pays pour faire des études et la Chine c'est plus pour faire du business. Le gouvernement sénégalais a pris cette décision sans nous consulter, après on nous promet que certains vont poursuivre leurs études à Hong-Kong, en Malaisie, au Canada, etc. Et au final on nous emmena en Chine sans nous en informer. Il y a des étudiants qui avaient refusé de suivre et sont restés à Taiwan. Nous n'avions pas une bonne image de la Chine et quand nous sommes arrivés ce fut en Hiver. À Taiwan, il n'y a pas de saison froide. Tu regardes les arbres, point de fleur. Si on nous avait demandé notre avis, nous n'allions pas approuver. C'est pourquoi les jeunes issus de la coopération avec Beijing disent de nous que nous sommes des rescapés. À Taiwan, tu recevais une bourse complète et tu t'occupais de ta nourriture, de ton loyer, de ta scolarité de tout. C'est plus moderne et occidental là-bas... À toute chose malheur est bon, on peut dire qu'aujourd'hui nous avons réussi dans le business avec d'autres qui étaient venus en même temps que nous. »¹⁴⁹.

À l'annonce de la rupture des relations entre les deux pays, la Chancellerie de Taiwan s'est fendu un communiqué quelques jours plus tard pour faire l'état des lieux de la coopération taiwanaise et revenir sur le bilan. Dans ledit communiqué, il est souligné que « Sur les accords signés entre les deux parties, du programme de réalisation d'Espace jeunes, de Centres Polyvalents de formation des producteurs, des Maisons à outils, des Cases des Tout-petits, de l'introduction de la variété de riz (Tcs 10), du projet de construction des bassins de rétention, la réalisation d'infrastructures routières parmi lesquelles on peut citer Touba-Khelcom, Thiès-Notto-Tassette, Thiès-Sindia, Kolda-Dianah Malahary, sans oublier l'axe Tambacounda-Kidira-Bakel »¹⁵⁰. Des réalisations qui ont été financées par des dons, et à titre gracieux. Les autorités taiwanaises versaient en moyenne 50 milliards de francs CFA à l'État du Sénégal, depuis le rétablissement de leurs relations diplomatiques.

¹⁴⁹ Entretien Augustin étudiant rescapé concerné par les conséquences de la rupture des relations diplomatiques entre le Sénégal et Taiwan, Yiwu, Mai 2015.

¹⁵⁰ Communiqué de la Chancellerie de Taiwan au Sénégal, Octobre 2005, in Journal LeQuotidien, n°853.

Par la signature du « *Communiqué conjoint sur le rétablissement des relations diplomatiques entre la République Populaire de Chine et la République du Sénégal* », les ministres des Affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio, pour le Sénégal et Li Zhaoxing pour la RPC, officialisent les relations diplomatiques.

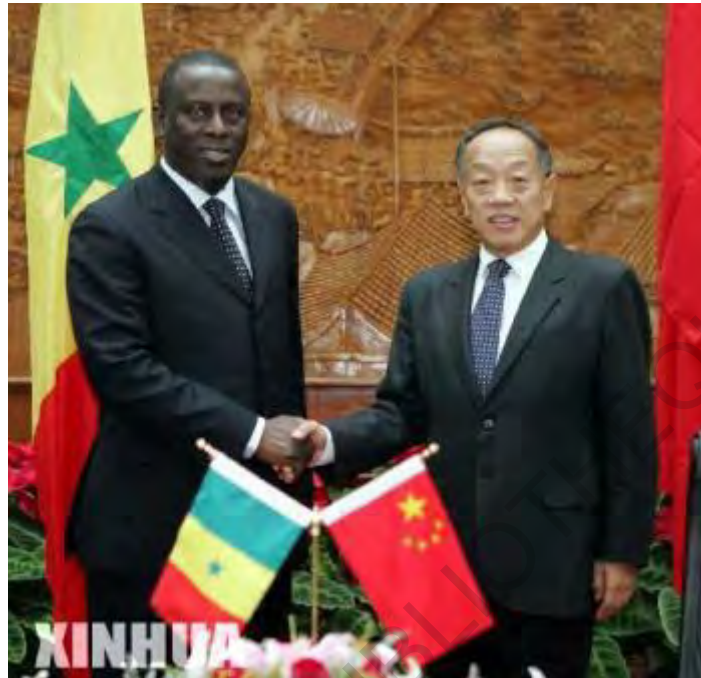


Illustration 11 : visite marquant le rétablissement des relations sino-sénégalaises

La pilule fut très amère pour Taïpeh, qui décida d'en tirer les conséquences immédiatement en annonçant, le même jour, outre le rappel de son ambassadeur, l'arrêt de tous les projets en cours d'exécution dans le cadre de la coopération économique entre les deux pays tout en soulignant que « *c'est sous la pression politique, et appâté par une récompense financière, que le Sénégal a repris ses relations diplomatiques avec la Chine* ». La décision sénégalaise est lourde de conséquences, les mots du Président Wade ont été jugés anti-diplomatiques. Taïpeh ne pouvait laisser faire sans laver l'affront subi à Dakar, en se retirant du Sénégal, les Taïwanais vont mettre en mal le gouvernement sénégalais en jetant un discrédit sur les autorités sénégalaises dans l'affaire dite des « milliards taiwanais ».

Cette relation diplomatique bâtie sur de l'opportunisme financier avec ces acteurs officiels et officieux, ne pouvait être solide qu'à l'aune des fortes sommes sonnantes et trébuchantes que la diplomatie du chéquier injectait dans les économies africaines et qui faisaient intervenir des intermédiaires tapis dans l'ombre des palais et chancelleries. Dakar aurait donné blanc-seing à des démarcheurs pour se rapprocher de Taïwan en vue de négocier l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. L'État du Sénégal recevra en

guise de premier cadeau un montant de 10 millions de dollars répartis comme suit : 50 milliards destinés à l'État, 5 au Parti socialiste du Président Diouf, et 1 milliard à l'intermédiaire (Wane, 2004)¹⁵¹.



Illustrations 12 : coupures de presse sur les milliards taiwanais

Les relations diplomatiques entre Taïpeh et Dakar ont été un gros sujet de polémique mettant l'ancien Président A. Wade au cœur du premier rapprochement entre les deux pays et de celui de la rupture aussi. En tant que ministre d'État, l'ex-Président aurait été impliqué dans l'institutionnalisation des relations diplomatiques avec Taïwan en 1998 en prime d'une forte récompense reçue des Taïwanais (Diop : 2007). S'il faudrait prendre ces informations avec beaucoup de précautions, force est de noter que le second épisode dit des « milliards taiwanais » va tout éclabousser et justifier le caractère vénal du régime et la rapacité de ses dirigeants.

En effet, Taïwan avait envoyé, peu avant la rupture des relations diplomatiques, un chèque de 7,5 milliards de francs CFA pour un programme qui n'a jamais été exécuté. Pour se venger des dirigeants sénégalais, Taïpeh va ébruiter l'affaire par le biais des médias sénégalais et accuser le gouvernement sénégalais de vouloir détourner ce financement sans en

¹⁵¹ Almamy Mamadou Wane, *Le Sénégal entre deux naufrages : le Joola et l'alternance*, Paris, L'Harmattan, 2004.

informer son peuple. Cette rocambolesque affaire fait la une des journaux sénégalais qui vont la relater avec détails et preuves à l'appui¹⁵². Le Président de la République annonce un an plus tard le retour des milliards taiwanais devant les caméras à sa descente d'avion et informe en plein conseil des ministres en faire don aux ministres pour des programmes d'investissements sociaux ; une affaire digne de celui d'un scénario hollywoodien comme : « *La libération du soldat Ryan* »¹⁵³. Entre temps, un million de dollars ont disparu sans que l'on ne sache la destination précise des dépenses.

Malgré les programmes d'investissements des Taiwanais qui se chiffraient à hauteur de 151 millions de dollars durant les dix années qui ont marqué les relations entre les deux pays, et l'assurance du Président sénégalais de l'ancrage diplomatique du Sénégal auprès de l'île en soutenant que « *le Sénégal va continuer de défendre la République de Chine (Taiwan) dans toutes les réunions internationales (..). Le choix du soutien du Sénégal à Taiwan je l'assume et le Sénégal va continuer de le manifester sur toute la scène internationale* », lors d'une audience que lui a accordée Chen Shui-Bian¹⁵⁴.

Un an plus tard c'est le coup de théâtre, le Sénégal rompt avec Taiwan par une missive officielle du Président Wade et sans y mettre les formes diplomatiques pour renouer avec la R.P.C par ce passage mémorable il dira : « *les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts* ». La manière n'a pas plu aux dirigeants nationalistes qui n'ont pas compris qu'après avoir signé un projet quinquennal de 120 millions de dollars, puis opérer le virement bancaire, que le Sénégal décida de se séparer d'eux cinq mois plus tard en reconnaissant exclusivement la Chine populaire. Cette rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Taïpeh a été très violente selon les officiels taiwanais, pour qui Dakar représentait un intérêt particulier dans leur géopolitique africaine (Beuret&Michel 2010: 372).

En 2006, le Président Abdoulaye Wade est invité par son homologue chinois Hu Jintao à visiter la Chine, en juin 2006. Le Président fut accompagné d'une forte délégation composée de Cheikh Gadio, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de l'Ambassadeur Pape Khalilou Fall, d'Aminata Tall, ministre d'État auprès du Président, d'Aminata Niane Directrice de l'Apix, de Karim Wade, Président du Conseil de Surveillance de l'ANOCI, de Mankeur Ndiaye . Ce voyage le mènera aussi dans la capitale économique chinoise, au cœur

¹⁵² Voir les milliards taiwanais dans <http://www.xalimablog.com/blog.php?user=opinion¬e=8414>

¹⁵³ «Saves Soldier Ryan », un film de Steven Spielberg

¹⁵⁴ Chen Shui-Bian, président en exercice de Taiwan (2000-2008)

du marché financier, à Shanghai et dans la cité industrielle de Shenzhen, un des fleurons des zones économiques spéciales établies en Chine, depuis la période des politiques de réforme et d'ouverture. À l'issue de cette visite, le Sénégal obtiendra l'annulation d'une dette de 10 milliards de CFA et une subvention de 60 millions de yuans (soit 4 milliards de francs CFA). Dans la même année, le Président sénégalais visitera de nouveau la capitale chinoise lors du forum de coopération Afrique et Chine (FOCAC) en novembre 2006.

Du côté chinois, c'est le Président Hu Jintao, qui effectua une visite au Sénégal en février 2009. Les deux parties souhaitent renforcer les bases d'une coopération exemplaire, dans l'intérêt bien compris des deux États. Durant les visites d'État effectuées de part et d'autre, les officiels chinois ont parlé de l'ambition de la Chine de renforcer sa présence économique sur le continent africain, en particulier au Sénégal. C'est pourquoi, lors du séjour du Président Hu Jintao des accords ont été signés pour renforcer la coopération bilatérale : création d'une commission mixte de coopération économique, commerciale et technique entre les deux pays ; renouvellement du Parc des autobus pour plus de 11 milliards de francs CFA ; réalisation d'un réseau de communication sécurisé pour 25 milliards de francs CFA ; achat à l'usine de Suneor de 10.000 tonnes d'arachides pour 7 milliards de francs CFA.

Dans une déclaration écrite, le Président Hu Jintao avait souligné que « l'amitié sino-sénégalaise a apporté de réels bénéfices aux deux peuples ». Pour sa part, le Président Abdoulaye Wade soulignait que « *ces accords et autres réalisations sont autant de motifs de satisfaction qui permettent aux autorités sénégalaises et chinoises de signifier aux deux peuples que leur coopération mutuellement bénéfique, se justifie*¹⁵⁵ ».

Cette visite servira à lancer d'importants projets au Sénégal comme la Boucle de Dakar sorte d'autoroute de l'électricité, lancée le 15 janvier 2010 avec le démarrage du chantier d'un coût de 26 milliards de francs CFA, sur un réseau de 90 kV. La deuxième phase fut signée en mars 2010 pour un montant de 32 milliards de francs CFA, sur financement de Eximbank of China

¹⁵⁵ Le Soleil, Février 2009.



Illustration 13 : Le président sénégalais A. Wade recevant son homologue chinois Hu Jintao à Dakar

Sur le plan technique, la Boucle consiste à la construction de 474 postes de transformation, au déroulage de 354 km de câbles souterrains et au déplacement de 276 km de câbles de réseau de basse tension. L'objectif de cette opération est de permettre à la SENELEC d'être davantage outillée pour résoudre son déficit structurel accumulé dans l'approvisionnement en électricité des foyers dakarois et une nouvelle politique de diversification des sources de production pour réduire la facture pétrolière du Sénégal en matière de fourniture d'énergie.¹⁵⁶ Un accord avait été signé par le ministre d'État de l'époque en charge de l'énergie, Samuel Sarr et le patron de China Electrics, visant la construction d'une centrale de production électrique d'une capacité de 50 mégawatts. Cette centrale devait servir à renforcer la boucle Mbour-Kaolack.

¹⁵⁶ Le Soleil, du 10 Avril 2010.

Deux accords liés aux énergies renouvelables ont été signés pour la production de 300 mégawatts d'énergie solaire à Ranérou. Ces accords démontraient que le gouvernement sénégalais entendait bénéficier de l'expérience chinoise en matière énergétique. Pour le Sénégal, la nouvelle orientation définie, dans le cadre de l'intensification de ses relations avec la Chine, était de mettre la diplomatie au service du développement. Ce qui expliquait amplement la présence lors des journées d'affaires sino-sénégalaises de Pékin, des ministres d'État Karim Wade, Madické Niang et Samuel Sarr, de même que celle du ministre conseiller, Directeur général de l'APIX, Mme Aminata Niane. De ces accords signés durant le règne du Président Wade, certains ne seront pas respectés par défaut de financement de la part des partenaires chinois comme la Centrale à charbon, ou celle relative à la boucle Mbour-Kaolack, au projet solaire de Ranérou, à la construction du port de Kaolack et Foundiougne, etc.

Les officiels sénégalais mettent en cause le système de travail des Chinois, une lourdeur bureaucratique qui ne favoriserait pas l'exécution des accords signés entre les deux parties. En effet, les officiels contactés dénoncent le fait que la partie chinoise ne fait pas une évaluation exhaustive d'un document technique reçu des mains sénégalaises, pour des remarques globales des manquements constatés sur le dossier présenté. C'est une sorte de va-et-vient incessant entre la partie sénégalaise et les différents départements impliqués au point de perdre un temps fou dans la rapidité d'exécution des protocoles et de la décision de financement.

En résumé, la gouvernance diplomatique de Wade fut considérée par beaucoup d'observateurs comme celle dite de la souveraineté, avec une diversification des partenaires économiques et diplomatiques comme l'Iran, la Chine, les pays du Golfe. Sans oublier la mémorable convocation à la présidence de l'Ambassadrice des États-Unis, qui sera sévèrement tancée devant les médias sénégalais.

III.5.4. LES RELATIONS SOUS MACKY SALL (2012 à nos jours)

Les relations entre la Chine et le Sénégal, sous Macky Sall, ont tardé à prendre un envol, après l'arrivée de ce dernier au pouvoir en 2012. La nouvelle alternance démocratique, avec l'arrivée d'une nouvelle équipe dirigeante, a peut-être poussé les Chinois engagés, avec son prédécesseur sur plusieurs importants chantiers, à vouloir observer la situation politique avant de réagir.

C'est ainsi que la première importante visite d'un dirigeant chinois fut celle du ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi, pour annoncer une nouvelle importante. Ainsi, arrivé à Dakar le 10 janvier 2014, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi a annoncé la visite officielle en Chine du Président Macky Sall, soulignant que la préparation de cette visite est l'une des raisons qui expliquent sa présence au Sénégal : « Avec le ministre Mankeur Ndiaye, nous allons faire de sorte que cette visite du Président Sall soit couronnée de succès. Cela va donner un nouveau coup de fouet aux relations bilatérales entre Dakar et Pékin ».

En magnifiant les relations entre les deux pays, le ministre chinois ne manquera pas de dire que : « les relations entre la Chine et le Sénégal se développent dans d'excellentes conditions. Le Sénégal est un grand pays en Afrique de l'Ouest et un pays d'influence en Afrique » tout en indiquant la volonté manifeste de la Chine à « développer une coopération pragmatique avantageuse dans tous les domaines y compris celui des infrastructures pour répondre aux besoins prioritaires du Sénégal ». « La Chine va faire tout son possible pour accompagner le développement socio-économique du Sénégal. Ce que nous voulons réaliser c'est un développement et une prospérité partagée »¹⁵⁷.



Illustration 14 : (gauche) L'ambassadeur de Chine au Sénégal, (droite) Visite de Macky Sall à Beijing.

¹⁵⁷Le Soleil, 11 janvier 2014.

Élu à la tête de la magistrature suprême en mars 2012, le Président Macky Sall fut le premier chef d'État étranger à se rendre en Chine, en février 2014 et à être l'hôte du nouveau dirigeant chinois, depuis son accession au pouvoir le 14 mars 2013. Accueilli, par le Président Xi Jinping au Grand Palais du peuple, les deux dirigeants ont eu un entretien avant la signature de quatre accords de coopération. Durant cette visite, le dirigeant chinois insistait sur le dynamisme de la coopération entre son pays et le Sénégal, depuis la reprise des relations diplomatiques en 2005. L'objectif de la Chine est de renforcer sa coopération avec tous les autres pays d'Afrique de l'Ouest, un continent que le président Xi a visité à six reprises. Dans son discours de bienvenue au dirigeant sénégalais, le Président chinois dira : « *La Chine et le Sénégal et les autres pays africains forment une communauté de destin en partageant bonheur et malheur. Nous entendons travailler avec l'Afrique et son peuple pour réaliser avec eux leur rêve de renouveau, la paix, la stabilité et la sécurité* »¹⁵⁸.

Répondant au discours du dirigeant chinois, le Président Macky Sall dira : « *Nous avons beaucoup d'ambition pour ces relations sino-sénégalaises. Nos liens particuliers sont basés sur un héritage commun, une volonté commune et un combat solidaire de nos peuples pour la décolonisation, l'avènement d'un nouvel ordre économique international plus juste et la promotion de la doctrine du non-alignement que la Chine a défendue avec détermination pour les peuples d'Afrique*¹⁵⁹ ». Lors de cette visite, plusieurs accords ont été signés entre le gouvernement du Sénégal et des firmes chinoises, pour un montant global d'investissements estimé à plus de 4,5 milliards de dollars que la China Eximbank assurait être disposée à financer totalement à la fin des études complémentaires qui restent à être exécutées pour certaines d'entre elles, selon son Président Ruogo Li.

Le Sénégal a listé huit grands projets comme étant prioritaires, particulièrement les infrastructures routières et ferroviaires. Parmi ces accords, il y a celui avec le China Railways Construction Corporation (CRCC), pour la réhabilitation du tronçon Dakar-Tambacounda-Kidira. L'entreprise se chargera aussi de la réalisation d'un nouveau tronçon ferroviaire Tambacounda-Kédougou, pour assurer le transport des ressources minières. Le projet intégré Mines-Rail-Port minéralier de Bargny estimé pour le moment à un montant de 2,6 milliards de dollars, avec l'implication d'un groupe d'entreprises chinoises, on peut citer China Steel, China Railways et Sino hydro. La réalisation d'une ligne de chemin de fer reliant Dakar au

¹⁵⁸ Discours du président Xi Jinping à la réception du président Macky Sall, Soleil du 21 février 2014.

¹⁵⁹ Le Soleil du 21 février 2014.

nouvel aéroport de Diamniadio, avec des trains d'une vitesse de 120 km/h. Cette ligne de chemin de fer estimée à 200 millions de dollars, fait aussi l'objet de convoitise des partenaires traditionnels. En effet, le groupe français Alstom était bien placé dans les négociations avec le soutien de l'Agence française de développement.

Les autoroutes Diamniadio-Thies-Touba et Thies-Touba et Thiès-Tivaouane ont trouvé également un financement de 700 millions de dollars avec la société China Road and Bridge Corporation. Neuf ponts de désenclavement pour un investissement de 200 millions de dollars, Ziguinchor, Foundiougne Marsassoum, Baila, Diouloulou, Niambalang, Katakalous, Tobor et Diakéne, devraient être réalisés par la China Great Wall. La réhabilitation des aéroports de Ziguinchor, Tambacounda, Saint-Louis, Kédougou, Ourosogui et Kaolack, avec la China First Highway Engineering. Un accord sur le renouvellement du parc des camions avec le positionnement de la China Machinery Import&Export.

Durant cette visite, qui marque la première d'un chef d'État africain, depuis l'accession au pouvoir, en mars 2013, du nouveau dirigeant chinois Xi Jinping, le gouvernement chinois a décidé de faire une subvention de 100 millions de yuans, ainsi qu'un prêt sans intérêts de 200 millions de yuans. L'arène nationale n'a pas été oubliée dans les accords qui ont été signés entre les deux parties. Cette visite a été aussi l'occasion, pour les deux parties de signer un accord d'exonération du visa pour les titulaires de passeport diplomatique ou de service. L'inscription du Sénégal parmi les destinations touristiques, par le gouvernement chinois pour encourager les ressortissants chinois à y aller.

Dans les éditoriaux des quotidiens sénégalais, ce fut un déluge dithyrambique avec ces accords noués, par le président sénégalais¹⁶⁰. Une occasion pour le gouvernement sénégalais de présenter l'aménagement de parcs industriels, pour les entreprises chinoises qui souhaitent délocaliser ou développer leurs activités au Sénégal. Dans le même temps, le président sénégalais a eu à recevoir le Premier ministre Li Keqiang et le Président de l'Assemblée nationale Zhang Dejiang. Pour le chef du gouvernement chinois Li Keqiang « *Ces dernières années, les relations entre la Chine et le Sénégal ont été saines et régulières. La coopération*

¹⁶⁰Le *Quotidien* affiche un bilan on ne peut plus satisfaisant. "Macky « vide » la Banque de Pékin", ironise le quotidien du Groupe Avenir Communication, en expliquant que "la Chine finance tous ses projets d'infrastructures". Et il précise que "le Président décroche 2 200 milliards de FCFA". L'enthousiasme du journal *Libération* qui titre à sa une : "Macky fait un coup énorme". Commentant les 2500 milliards promis pour des projets d'infrastructures, *L'As* écrit que "Macky Sall se remplit les poches en Chine en attendant Paris", où il était attendu également, après cette visite, pour les besoins de la rencontre du Groupe consultatif de Paris, pour le financement du plan Sénégal Emergent.

entre nos deux pays ne cesse de s'élargir. Cette visite va donner une nouvelle vitalité au développement des échanges entre les deux pays »¹⁶¹

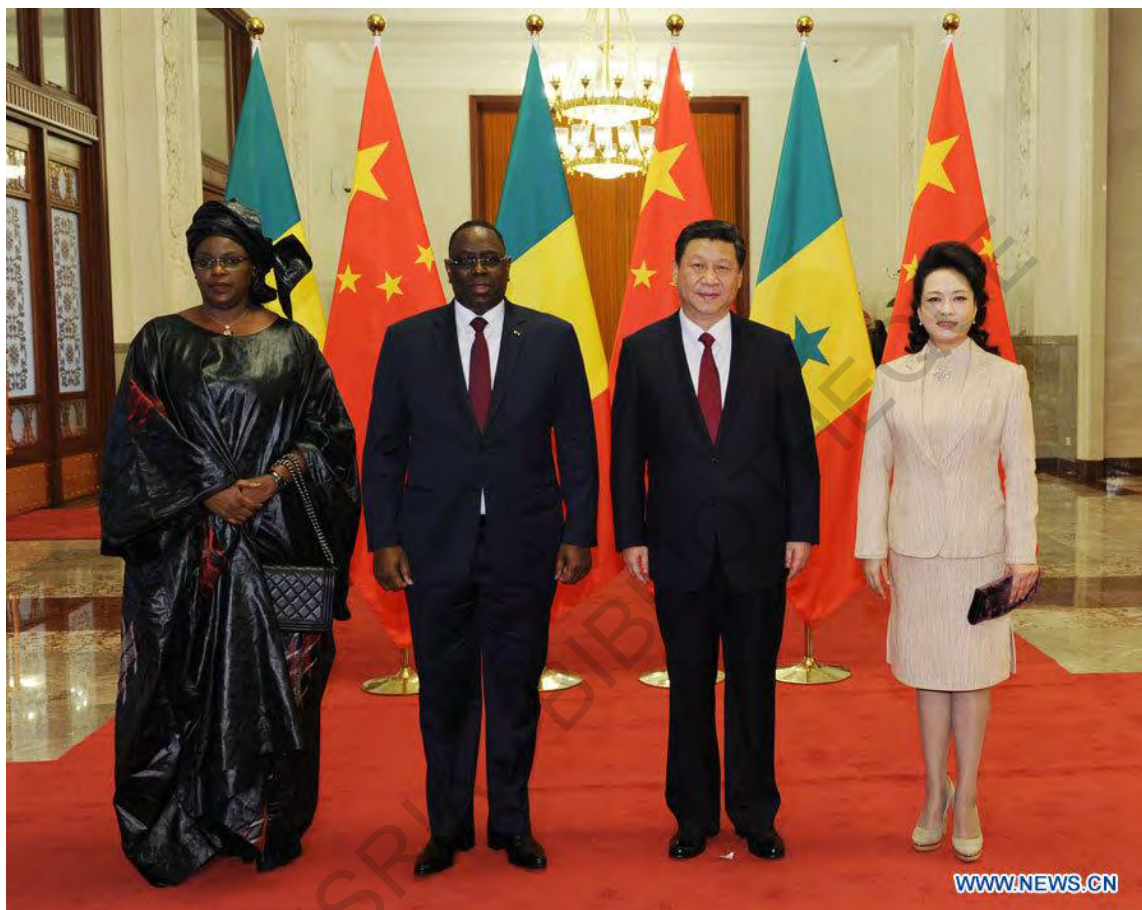


Illustration 15 : Photo des couples présidentiels Sall et Xi en visite officielle à Beijing en Février 2014

Dans le domaine de l'éducation, un mémorandum d'accord avait été signé, par le ministre de l'Enseignement supérieur, Mary Teuw Niane, et deux sociétés chinoises parmi lesquelles Poly Technology Corporation. Ce mémorandum porte sur la construction de l'université du Sine Saloum et de ses résidences. De tous ces projets introduits comme prioritaires, par le gouvernement sénégalais, auprès des Chinois, il n'y a eu que trois qui demeurent matérialisés, dont l'autoroute à péage finalisée le 6 juin 2015, d'un montant de 800 millions de dollars. La mise en place de la bande large avec Excaf Telecom comme groupe sénégalais retenu. Pour les autres projets, les requêtes dorment encore au niveau des banques chinoises comme

¹⁶¹ Le quotidien Le Soleil, du 22 et 23 février 2014.

celui du pont de Foundiougne et du projet de renouvellement des camions gros porteurs à hauteur de 3000.

Un programme qui intéresse déjà les Marocains au point que ces derniers, lors de la visite du Roi Mohamed VI, se sont engagés à livrer au Sénégal des gros porteurs. L'Université du Sine – Saloum et le train express régional Aibd – Dakar, qui avaient trouvé des accords avec des groupes chinois dans leur exécution, ont trouvé de nouveaux partenaires. De même que le projet de rénovation des aéroports régionaux, et celui concernant le plus important projet du Sénégal, qu'est le chemin de fer du Sénégal Oriental jusqu'au port de Bargny-Sendou, sont toujours en attente. Pour l'Ambassadeur du Sénégal en Chine : « *Sur les huit projets prioritaires au plan national, plus celui sur l'OMVS ; avec le barrage hydro-électrique de Samba Ngalou, cinq sont à la banque, 2 sont pris par d'autres bailleurs et deux autres cherchent encore des partenaires* ».

Loin des enthousiasmes de la presse sénégalaise et des unes dithyrambiques, suite à la visite du Président Macky Sall, force est de constater que les financements chinois, dont on magnifie le caractère pragmatique au détriment des bailleurs traditionnels aux lourdes procédures, tardent à se matérialiser, pour bien des pays en Afrique et pas seulement au Sénégal. Le maître du pragmatisme a-t-il oublié les premières leçons de son modèle qui a fini de séduire les dirigeants africains dans leur majorité ? Qu'est-ce qui motive depuis quelque temps la retenue de la Chine au point de rentrer dans les rangs des puissances traditionnelles. Ce diplomate rencontré à Beijing nous dira qu'aujourd'hui faire respecter à un officiel du Mofcom ses engagements est devenu chose difficile. De là, à penser que la Chine est rattrapée dans sa ruée africaine par les effets du « New Normal », marqués par un ralentissement de l'économie et une baisse du taux de croissance économique.

III.6. LA GRANDE MARCHE POUR UN RETOUR EN AFRIQUE

La Chine regarde l'Afrique sous un autre œil, ce dernier n'est plus ce continent condamné à recevoir des programmes d'aide et de dons, mais celui d'une nouvelle opportunité économique qui s'ouvre et qui pourrait servir de débouché à la surproduction du capitalisme chinois. Dès lors, Pékin pense à organiser ses relations avec le continent africain dans des cadres bien précis. C'est à partir de 1995 à la réunion des chancelleries diplomatiques de la Chine en Afrique, que sonne le renouveau diplomatique de la Chine en Afrique par un ballet incessant d'officiels chinois sur le continent. Le Premier ministre Li Pong, Qiao Shi, Président du comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale, les 3

vice-premiers ministres, Zhu Rongji, Qian Qichen et Li Lanqin, séjournent en Afrique. La Chine va se servir des conclusions issues des travaux des ambassadeurs chinois en Afrique, pour redéfinir sa politique africaine qui demeurait trop frileuse à cette époque.

La gifle administrée, par Dakar à Pékin en rompant ses relations d'avec lui va accélérer le réveil chinois en Afrique. En effet, en mai 1996 Jiang Zemin, Président de la RPC, fait une tournée officielle dans six pays d'Afrique (Kenya, Éthiopie, Égypte, Mali, Namibie, Zimbabwe), pour renouveler le soutien de la Chine à ses partenaires africains dans un contexte marqué par l'offensive taiwanaise sur le continent et particulièrement de la perte de Dakar, qui demeurait un pion essentiel dans l'échiquier diplomatique-stratégique de l'Empire du Milieu sur le continent.

C'est à Addis-Abeba, siège de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) où le Président Zemin va lancer du haut de la tribune qui lui est offerte, l'offensive chinoise par la mise en place d'un nouveau partenariat stratégique sino-africain dans son allocution intitulée : *«Pour une nouvelle œuvre monumentale dans les annales de l'amitié sino-africaine»*. Le Président Jiang Zemin expose en cinq points les fondements des relations sino-africaines : amitié entre les deux peuples, égalité totale entre les deux partenaires, non-intervention dans les affaires intérieures de l'autre partenaire, coopération internationale et développement bénéfique aux deux parties. Ces points de la rhétorique officielle chinoise sonnent comme un recyclage des principes énoncés par Zhou Enlai lors de sa visite au Ghana en 1964.

Pour Zemin, il fallait sortir l'Empire du Milieu de son isolement *«en mobilisant les ressources diplomatiques latentes»*, c'est à dire le continent africain qui représente plus du quart des votes à l'Assemblée générale des Nations Unies. Partant, en 1995, il incite les entreprises chinoises à s'internationaliser, la plupart préfèrent s'implanter en Afrique, car le continent est perçu comme un terrain vierge de concurrence et pas encore saturé où il est possible de *«se faire les griffes avant de se frotter à la concurrence globale en Europe ou en Amérique»*¹⁶². Il est à noter que le gouvernement encourage ce mouvement des entreprises en les soutenant par une politique d'APD active, c'est ainsi que les prêts concessionnels sont introduits en 1995. Tous les pays qui ont établi des liens diplomatiques avec la Chine continentale, doivent *«insister sur le principe d'une Chine unique»* et *«soutenir sans réserve la grande cause chinoise de la réunification»*.

¹⁶² S.Beuret et Michel p. 111.

Les relations entre la Chine et l'Afrique vont connaître des changements très profonds sur plusieurs domaines avec l'établissement des forums d'échanges entre les deux parties. Ainsi, à partir de l'an 2000, Pékin décida de lancer le forum sino-africain, pour renforcer la coopération dans le cadre du partenariat et mettre en place une politique adaptée au continent. L'objectif de cette nouvelle forme de coopération est pour les dirigeants chinois un moyen de dépasser le bilatéralisme en prônant un multilatéralisme. À cette conférence, furent présents 45 pays africains, ainsi que plusieurs institutions internationales et régionales ; elle eut lieu du 10 au 12 octobre avec quatre chefs d'État africains présents (Bouteflika pour l'Algérie, Eyadema pour le Togo, Mkapa pour la Tanzanie et Chiluba pour la Zambie) ainsi que le représentant de l'O.U.A (Salim A. Salim) et la partie chinoise représentée par son Président Jiang Zemin, son Vice-Président Hu Jintao et Zhu Rongji. L'Empire du Milieu s'organise et oriente le continent selon de nouvelles formes de stratégies avec comme souci principal, garantir son approvisionnement énergétique et par vocation de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale (Ditguen, R, 2007 : 22).

Dans la même année, la Chine publie en janvier un livre blanc sur sa politique de liaison avec l'Afrique qui précise « *la Chine œuvre à établir et développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique* »¹⁶³. Cette position reprend les principes généraux de la coexistence pacifique - qui demeurent pour Pékin d'actualité et s'expriment quasiment dans les mêmes termes depuis la déclaration publiée lors de la visite de Jiang Zemin en 1996, jusqu'aux cadres fondateurs du Forum de Coopération Chine Afrique (China-Africa Coopération Forum) en 2000¹⁶⁴.

C'est l'ancrage du nouveau rapprochement entre la Chine et l'Afrique, après plusieurs années d'intenses activités de rapprochement diplomatique et de prospection commerciale. Si les deux premiers sommets n'ont pas connu l'effet escompté, force est de reconnaître l'énorme succès du forum de 2006, qui a fortement gagné en importance par la participation de la majorité des pays africains. Les dirigeants ne vont pas lésiner sur les moyens en annonçant une augmentation du volume commercial entre les deux parties en vue d'équilibrer la balance commerciale, une aide financière plus importante, des signatures de contrat,

¹⁶³ La politique africaine de la Chine www.chineafrique.com.

¹⁶⁴ Valérie Niquet, la stratégie africaine de la Chine, *Politique étrangère*, 2^{ème} Trimestre 2006.

l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés et pour les PMA¹⁶⁵. Les grandes retrouvailles sino-africaines sonnent comme un retour normal des choses pour le leader chinois Hu Jintao qui ne manquera pas de dire à l'ouverture du forum que « *Malgré l'éloignement géographique, l'amitié sino-africaine plonge ses racines dans la profondeur des âges et ne cesse de s'approfondir au fil des ans. La Chine et l'Afrique, berceaux de la civilisation humaine et terres d'espoir, sont liées étroitement par une communauté de destin et par des objectifs communs* ».

Pour les pays africains, ce partenariat leur permet de profiter d'un certain nombre d'avantages et de créer de la concurrence pour leurs partenaires traditionnels que sont l'Europe et les États-Unis. De même, ils bénéficient d'une ouverture d'un nouveau marché, de potentialités d'investissement et de crédits à moindre coût sans être soumis à des critères de bonne gouvernance. Comme les besoins en matières premières (surtout pétrolières) de la Chine deviennent de plus en plus importants, le continent devient de nouveau très attractif du point de vue économique et constitue même un enjeu de rivalités de pouvoirs.

Toutefois, l'analyse de cette présence en Afrique peut être abordée de plusieurs manières et étudiée à différentes échelles. Il est tout d'abord important de replacer la question que pose le rapprochement de la Chine et de l'Afrique dans son contexte global afin d'en saisir les enjeux à l'échelle mondiale avant d'en étudier les acteurs en présence et leurs stratégies dans une perspective prospectiviste. Ensuite, nous nous demanderons dans quelle mesure l'Afrique est devenue un enjeu territorial entre les grandes puissances et les puissances émergentes afin d'assurer leur développement ou d'étendre leur influence mondiale ? Dans un second temps évaluer dans quelle mesure ces rivalités sont l'illustration d'une tendance à long terme de l'évolution des équilibres géopolitiques.

L'Afrique, même si elle ne représente encore qu'une part négligeable du commerce mondial, retrouve une position au cœur des enjeux géopolitiques mondiaux. C'est pourquoi face à ces nouveaux développements, sur le terrain de la géopolitique, marqués par une recomposition en profondeur de la carte économique mondiale et des pressions énergétiques dont certains États font face se posent à nous cette interrogation : Comment analyser la recomposition spatiale et économique consécutive à la présence de cette nouvelle forme d'immigration et ses logiques d'acteurs ? Avant de s'attaquer aux autres questions de fond qui articulent la politique chinoise en Afrique en matière d'investissements, d'aide publique et

¹⁶⁵ Les pays les moins avancés.

d'échanges commerciaux, nous allons situer la place et l'importance du FOCAC dans la construction des nouvelles relations sino-africaines.

III.7. LE FORUM SINO-AFRICAIN

L'Empire du Milieu va accélérer la cadence du rythme de ses relations avec le continent à partir des années 2000. C'est une décennie qui aura été celle de la matérialisation effective des jalons posés dans le cadre de la coopération sino-africaine, après une période durant laquelle tout était à reprendre dans la politique africaine de la Chine. Le moment était venu, pour la Chine d'agir très vite et de sortir de la rhétorique révolutionnaire et idéologique dans ses relations avec le continent pour passer par une coopération normalisée et rationalisée. Pour cela, la Chine va initier un forum triennal pour servir de cadre de rencontres et d'échanges dénommé Forum de Coopération Chine-Afrique (FOCAC) China Africa Cooperation Forum (CACF).

Les Forums de la coopération sino-africaine sont organisés selon un schéma de programmation alternatif entre la Chine et le continent africain. Ainsi, c'est Beijing, qui accueillit en novembre 2000 le premier forum, en 2003 c'est au tour de la capitale éthiopienne d'abriter le second forum précisément à Addis-Abeba. En 2006 ce fut le forum de tous les records avec la présence de 45 chefs d'État, ensuite Charm El Cheikh en 2009 et Beijing à nouveau en 2012. Ces différentes réunions vont servir de cadre d'action pour la Chine dans les différents plans élaborés pour l'Afrique.

III.7.1. LE SOMMET DE BEIJING (2000)

C'est ainsi que du 10 au 12 octobre 2000, la première conférence du *China-Africa Cooperation Forum* réunit à Pékin 45 pays africains, de nombreuses organisations internationales et régionales, ainsi que les représentants du secteur privé. Cependant, cette première réunion avait enregistré les présences, outre du Secrétaire Général de l'OUA Salim Ahmed Salim, celle de quatre chefs d'États africains (Bouteflika d'Algérie, de Chiluba, pour la Zambie, Eyadema du Togo et Mkapa de la Tanzanie). L'objectif principal de cette rencontre est de passer d'une diplomatie axée sur une coopération économique bilatérale vers un multilatéralisme. Mais aussi lancer la stratégie économique de la Chine en Afrique en incitant les entreprises à sortir et penser à investir sur le continent.

La rencontre est sanctionnée par deux textes importants : la Déclaration de Beijing et le Programme pour la coopération sino-africaine. Le premier, plus politique, rappelait la vision planétaire de Pékin, d'un monde dans lequel les États africains devraient sortir du sous-développement, en partie grâce à l'aide fraternelle de la Chine. Le second, plus pratique, proposait de promouvoir la coopération Sud/Sud, d'améliorer les relations Nord/Sud par le dialogue, de participer aux affaires internationales sur une base d'égalité et d'établir un partenariat à long terme pour le bénéfice des deux parties, la Chine et l'Afrique¹⁶⁶. La réunion est marquée également par une initiative très appréciée, par les dirigeants africains pour la plupart absents à cet événement. En effet, Pékin annule une partie de la dette des pays africains à hauteur de 10 milliards de dollars et donne rendez-vous pour le prochain sommet.

III.7.2. LE FORUM D'ADDIS-ABEBA (2003)

Trois ans plus tard, c'est au tour d'Addis-Abeba d'accueillir le second Forum du 25 au 26 novembre 2003. En plus de la participation d'une douzaine de chefs d'États africains, Pékin réussit à faire admettre la nécessité d'institutionnaliser ce type de rencontre. Un Plan d'Action 2004-2006 est adopté en vue d'orienter la coopération sino-africaine en attendant le prochain sommet pour évaluer les résultats obtenus. Le document de base établit une liste de mesures et de domaines dans lesquels la coopération doit être renforcée. Ce forum s'est assigné trois objectifs majeurs : «la promotion des investissements bilatéraux, la coopération dans divers domaines et un engagement en faveur de la paix sur le continent africain».

Le second objectif (coopération dans divers domaines) concerne : le domaine de la paix et de la sécurité (incluant la coopération militaire et les opérations de maintien de la paix) ; la consultation au sein des organisations internationales (ONU, OMC, etc.); la coopération dans les secteurs identifiés comme prioritaires par le NEPAD¹⁶⁷, les domaines agricoles, de la santé, des infrastructures, du tourisme¹⁶⁸, des ressources humaines en donnant des formations multisectorielles à 10.000 Africains en trois ans, mais aussi l'exploitation des matières premières.

Un autre objectif a été de favoriser un commerce équilibré entre la Chine et l'Afrique et d'exempter un certain nombre de produits des droits de douane en provenance des pays

¹⁶⁶Aicardi De SAINT-PAUL, Printemps 2004, [www.african-geopolitics.org /home_french.htm](http://www.african-geopolitics.org/home_french.htm).

¹⁶⁷ Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

¹⁶⁸ Élargissement de la coopération touristique en accordant le statut de destination approuvée à 8 pays africains : l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, l'Île Maurice, les Seychelles, le Zimbabwe et la Tunisie

africains les moins avancés, pour faciliter leur accès au marché chinois. L'intensification des investissements dans les deux sens a été promue, de même que le gouvernement chinois a encouragé les entreprises chinoises à investir en Afrique. Dans les domaines du tourisme, de l'éducation et de la formation, une intensification des relations a été décidée (GAYE, A., 2006 : 258-260). Enfin, la question liée à l'asymétrie des relations commerciales a été évoquée durant le forum afin de trouver des moyens de part et d'autre, pour un commerce équilibré.

III.7.3. LE SOMMET DE BEIJING (2006)

Quarante-huit pays africains dont quarante et un chefs d'État et de gouvernements ont répondu à l'invitation au troisième Forum de Coopération Sino-Africaine du 4 au 5 novembre 2006. Ce sommet coïncide avec l'anniversaire du cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques, avec l'un des premiers États indépendants d'Afrique (l'Égypte). Entre faste de façade et travail de fond, ce forum marque l'apothéose et atteste du succès de l'offensive chinoise en direction de l'Afrique après huit années d'intense activité diplomatique et de prospection commerciale chinoise (Gaborit : 2007,6).

Dans son allocution de bienvenue, le Président Hu Jintao dira : « *La Chine sera pour toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique* ». L'objectif semble atteint pour Pékin si l'on en juge par cette déclaration du Président algérien Abdelaziz Bouteflika, à l'issue du sommet : « *La Chine et l'Afrique peuvent, en effet, tabler sur un partenariat de type nouveau, mutuellement avantageux et qui n'a pas à pâtir des conséquences de l'histoire coloniale et de celles, dommageables, induites par une aide au développement paternaliste.* » Le sommet a adopté une Déclaration de Pékin et un plan d'action 2007-2009. Mieux la Chine a comblé ses visiteurs d'une générosité jusque-là jamais atteinte.

Ce forum est conçu selon le modèle des sommets France-Afrique, du Commonwealth ou de la TICAD (Japon-Afrique) en 1993, avec comme objectif pour la Chine de garantir son approvisionnement énergétique, rallier un nombre important de pays afin de s'assurer de leur soutien diplomatique dans les instances onusiennes et enfin isoler le voisin taiwanais. C'est une année qui coïncide avec la publication du livre blanc en janvier, Pékin veut montrer qu'il n'avance pas masqué et que son souci principal c'est d'avoir une coopération gagnant-gagnant entre les deux parties afin de faire taire ses détracteurs qui l'accusent de se comporter comme un prédateur.

Le Président Hu Jintao va se saisir de l'évènement, pour manifester l'engagement de la Chine à côté du continent africain de manière significative en annonçant le doublement de

l'aide chinoise. De même, il a été noté la création d'un fonds de développement Chine-Afrique de 5 milliards de dollars (3 milliards de dollars de prêts concessionnels et 2 milliards de prêts commerciaux). La mise en place de ce fonds entre dans le cadre de la politique d'incitation du gouvernement chinois destiné à *«appuyer les entreprises chinoises dans les réalisations d'investissements directs en Afrique»*, cela corrobore le postulat d'une relation sino-africaine orientée beaucoup plus sur le registre des échanges commerciaux.

Ce sommet est véritablement celui de l'ancrage manifeste de la Chine à son positionnement sur le continent africain. Ainsi, une batterie de mesures sera prise avec l'annulation de la dette africaine pour un montant de 1,4 milliard de dollars et la signature de 16 accords commerciaux entre 12 entreprises chinoises et 10 pays africains, le tout pour une valeur de 1,9 milliard de dollars. Aussi, le projet de mise en place de «zones franches industrielles, pour accueillir des investisseurs chinois», est annoncé. Lors du forum de 2006, les dirigeants chinois se sont également efforcés de répondre aux critiques de leurs homologues africains, quant à l'impact négatif de la présence chinoise : ils ont promis *«d'améliorer les standards de leurs entreprises en matière de corruption et de respect des normes environnementales»*, de rééquilibrer la balance commerciale entre les deux régions en *«s'engageant à augmenter l'accessibilité des exportations africaines au marché chinois»*, notamment en supprimant les droits de douane, pour certains produits en provenance des pays les moins avancés(PMA).

La réussite du troisième sommet (Beijing) aura surtout surpris les dirigeants occidentaux qui n'ont pas vu venir aussi vite la Chine, dans ses relations avec le continent africain. Pensant que ce genre de mondanités Sud-Sud et le baratin de l'amitié entre les peuples ne mettaient pas en péril les pré-carrés africains et les allégeances postcoloniales (Beuret&Michel 2010 :29). Pourtant, il n'a été que l'aboutissement d'une décennie de travail des officiels et officieux chinois, pour ouvrir le continent africain du Caire au Cap, de Dakar à Djibouti avec un volume d'échanges commerciaux qui est passé de 12,39 milliards de dollars à 39,8 milliards entre 2002 à 2005.

C'est un tournant majeur dans les relations sino-africaines, qui va s'ouvrir avec l'implication manifeste de la Chine dans les affaires africaines. Il ne saurait donc se soustraire de ses nouvelles responsabilités dans la géopolitique mondiale qui affecte considérablement le continent africain, avec ses multiples foyers de tensions, de crises et leurs conséquences immédiates. Le « grand frère » chinois est porté en triomphe sur le continent, par les

dirigeants africains au point que le Président Mugabe dira : « *Il nous faut nous tourner vers l'Est, là où se lève le soleil* »¹⁶⁹ . Le Président nigérian Olusegun Obasanjo ira plus loin, en soutenant, lors du dîner officiel offert le 26 avril 2006 à Hu Jintao : « *Nous souhaitons un jour que la Chine dirige le monde, et quand ce sera le cas, nous voulons être juste derrière vous* ». La confiance est de mise chez les dirigeants africains qui cherchent, par tous les moyens à chasser de leur sommeil les cauchemars de cette grande nuit dont ils cherchent à se dépêtrer. Toutefois, force est de reconnaître que derrière ces discours se cache une absence totale d'ambition et de projet de construction économique et sociale, bref d'une approche prospective du devenir du continent demeurant pour ces dirigeants l'éternel wagon du monde.

Pour autant, la Chine découvre que la réalité africaine est toute autre, qu'elle n'est pas seulement un continent riche en ressources minières et énergétiques, mais aussi celui où les régimes politiques sont plus proches d'une monarchie que d'une république, où les coups d'État sont monnaie courante et les gouvernements très instables. Critiquée sur la scène internationale comme étant le nouveau acteur qui risque de saper le processus démocratique en Afrique par son soutien aux dérives autoritaires de quelques dirigeants africains qui règnent sans partage sur des « États-voyous »¹⁷⁰ au point d'encourager indirectement un retour de l'autoritarisme en Afrique (Gaye ; 2007)¹⁷¹. Dès lors, elle ne peut plus faire la politique de l'autruche et continuer à se cantonner sur ses principes de non-ingérence et de souveraineté des États au mépris des peuples africains en quête de plus de libertés et de démocratie sous peine de se voir taxer de non-assistance à peuple en péril.

La troisième tournée de Hu Jintao (30 janvier au 10 février 2007) laissait présager de l'intérêt énorme que la Chine a par rapport au continent africain. Cet intérêt se traduit par l'augmentation du volume d'échanges entre les deux parties et la multiplication des investissements chinois en Afrique. Une rencontre qui aura permis la signature de contrats portant sur des projets énormes de construction et d'exploitation de gisements miniers. La place du sommet sino-africain est à mesurer à l'aune de cette nouvelle démarche stratégique

¹⁶⁹ Robert Mugabe, en mai 2005 à l'occasion du 25ème anniversaire de l'indépendance du Zimbabwe.

¹⁷⁰ Ce terme vient du Président américain George W. Bush pour caractériser les États qui selon lui sont dans l'axe du mal. En Afrique, ce sont des pays comme le Zimbabwe, le Soudan et la Libye qui étaient cités.

¹⁷¹ A. Gaye et D. Braütigam «Is Chinese Investment Good for Africa», Council on Foreign Relations, 20 février 2007, <http://www.cfr.org/china/chinese-investment-good-africa/p12622>

permettant de pérenniser les acquis en matière de coopération et de permettre aux entreprises chinoises de signer des contrats avec les États africains.

III.7.4. LE FORUM DE CHARM EL CHEIKH EN 2009

Le Forum de la coopération sino-africaine s'est tenu du 8 au 9 novembre 2009 à Charm el-Cheikh en Égypte, sous la direction du Président de la République Arabe d'Égypte Mohamed Hosni Moubarak et du Premier ministre de la République Populaire de Chine Wen Jiabao, et en présence de 17 Chefs d'État et de Gouvernement et d'autres dirigeants africains. La conférence a repris les mêmes points qui ont été développés au sommet de 2006. Pékin réaffirme son appui aux pays africains qui s'unissent pour gagner en puissance et, œuvrent à résoudre leurs problèmes par eux-mêmes, salue le rôle actif joué à cet égard par les pays africains, l'Union Africaine (UA) et d'autres organisations régionales et sous-régionales, et soutient le processus de l'intégration régionale lancé par les pays africains, dans les cadres de l'UA, du NEPAD et des communautés économiques régionales.

La Chine et l'Afrique estiment que la coopération sino-africaine, qui s'avère très fructueuse depuis de longues années, a largement profité aux peuples chinois et africains et constitue un bel exemple de la coopération Sud-Sud. Dans le nouveau contexte, pour continuer à approfondir le nouveau partenariat stratégique sino-africain caractérisé par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération gagnant-gagnant sur le plan économique et l'échange et l'inspiration mutuelle sur le plan culturel. Le Plan d'Action de Charm el-Cheikh (2010-2012) a été adopté aussi dans le cadre du Forum.

La Chine est devenue une menace dans les zones traditionnellement attachées aux puissances colonisatrices qui les avaient transformé en pré-carré où seules elles régnaient en maîtres incontestés et incontestables faisant et défaisant les régimes politiques en place. La dernière tournée de Hu Jintao en Afrique (du 10 au 17 février 2009) ne laisse plus aucun doute sur les intérêts chinois croissants en Afrique et reflète l'importance que la Chine accorde à ce continent. C'est sous son ère que la politique extérieure chinoise a pour pierre angulaire la doctrine du *fu zeren de dagua wa waijiao*, celle dite d'une puissance responsable qui prescrit l'importance de prendre l'initiative en matière de coopération et de multilatéralisme¹⁷².

¹⁷² Chun Jae-Ho « China's Korea Policy under the New Leadership: Stealth Changes in Making ». *The Journal of East Asian Affairs* 18 (n° 4), 2004.p.3-4.

III.7.5. LE FORUM DE BEIJING 2012

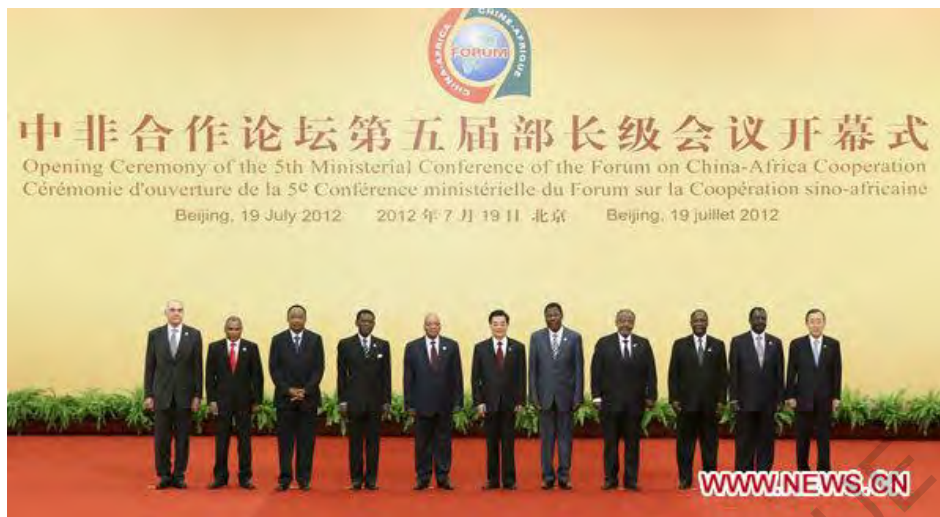


Illustration 16 : Le forum de Beijing 2012

Le cinquième sommet sur la coopération sino-africaine, qui s'est tenu à Beijing du 18 au 19 juillet 2012, n'a pas connu la même effervescence que celui qui eut lieu six ans auparavant. La date n'a pas été officialisée et mise à la disposition du grand public. Le caractère confidentiel d'un tel événement pourrait porter équivoque, dès lors qu'il est devenu un cadre important de dialogue et de coopération entre la Chine et l'Afrique. La date et le contenu du forum ont été largement contrôlés par les dirigeants chinois. À moins que les organisateurs aient voulu donner la primeur aux chefs d'État africains invités. Pour l'occasion, les dirigeants africains présents étaient au nombre de dix pour cette fois-ci: le Président égyptien Mohamed Morsi, le Sud-africain Jacob Zuma, le Président béninois Boni Yayi et ci-devant Président en exercice de l'U.A, l'Ivoirien Alassane Ouattara, l'Équato-Guinéen Théodoro Obiang, le Premier ministre kenyan Raila Amolo Odinga, le Président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh, le Président nigérien Mahamadou Issoufou, le Premier ministre du Cap-Vert José Maria Pereira Neves, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon.

La Chine, par la voie de Hu Jintao, s'engage à promouvoir les relations sino-africaines dans cinq domaines prioritaires pour soutenir la cause de la paix et du développement en Afrique et faire progresser le nouveau partenariat stratégique sino-africain. Le développement durable sera soutenu par l'élargissement de la coopération en matière d'investissement et de financement. À cet effet, la Chine décide de doubler le montant de ses prêts pour le continent africain en mettant à la disposition des pays africains une ligne de crédit de 20 milliards de

dollars sur trois ans destinés en priorité à promouvoir le développement des infrastructures, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des PME en Afrique.

Un sentiment de satisfaction et d'optimisme traverse les dirigeants africains à l'annonce de la nouvelle. Un point de vue que ne semble pas partager le Président Zuma qui demande à éviter de ne pas « retomber dans les anciens schémas avec une Afrique vue comme un simple marché de consommateurs et pourvoyeuse de matière première ». L'essayiste sénégalais Adama Gaye pense qu' « *En principe, un chef d'État africain devrait pouvoir dire non à la Chine, parce que la Chine a surtout besoin de l'Afrique. Malheureusement, il y a très peu de réactions qui semblent s'opposer à la percée chinoise sur le continent africain, et cela n'est pas une bonne chose, parce qu'il faudrait quand même qu'il y ait un certain équilibre, ce qui ne semble pas être le cas pour le moment* »¹⁷³.

III.7.6. LE SOMMET DE JOHANNESBURG 2015

Le Sommet de Johannesburg, qui s'est tenu du 3 au 5 décembre 2015 à Johannesburg, avait comme thème principal : « L'Afrique et la Chine avancent ensemble : une coopération gagnant-gagnant pour le développement commun ». Ce sommet s'est tenu sous la présence effective d'une vingtaine de chefs d'État africains, des chefs de gouvernement et des vice-premiers ministres aux côtés du leader chinois Xi Jinping et du Président Zuma. Cette rencontre marque les 15 ans de la création du Forum de la coopération sino-africaine. Ainsi, le forum a abordé « six domaines » qui sont : l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation et la mise en valeur des ressources humaines, les infrastructures et les échanges humains, la paix et la sécurité. Le programme de cette rencontre a été essentiellement politique et économique, particulièrement dans une période où la Chine connaît un ralentissement économique, qui impacte sur les croissances africaines, confrontées à un net recul, du fait de la baisse des importations chinoises et de la chute des prix des matières premières.

Selon le Président chinois Xi : « *L'Afrique ne devrait pas se voir dicter la façon dont elle résout ses problèmes, mais devrait être aidée pour les résoudre "à la manière africaine"* »¹⁷⁴. Le dirigeant chinois a promis une enveloppe de 60 milliards de dollars d'aide financière, incluant 5 milliards de prêts à taux zéro et 35 milliards de prêts à taux

¹⁷³ <http://www.rfi.fr/emission/20120720-adama-gaye-essayiste-senegalais-specialiste-relations-sino-africaines>

¹⁷⁴ Discours du président chinois Xi Jinping au sommet Afrique-Chine à Jo'burg 2015.

préférentiels pour les trois prochaines années. En outre, Beijing offrira 60 millions de dollars d'aide à l'Union Africaine, pour la mise en place de sa force de réserve, de réaction d'urgence et d'intervention rapide. Le Sénégal, représenté par sa plus haute autorité ainsi qu'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de l'Économie et des Finances a pu décrocher le financement du projet de l'autoroute AIBD-Mbour-Thiès sous forme de prêt pour une valeur de 400 millions de dollars US. Pour le ministre sénégalais des Finances : « Le projet de construction de l'Autoroute AIBD-Mbour-Thiès, qui constitue le prolongement de l'axe autoroutier Dakar-Diamniadio-AIBD dont les travaux sont en cours, entre dans l'ouverture prochaine de l'Aéroport Internationale Blaise Diagne de Diass ».

Ce partenariat entre les deux parties pourrait concerner le financement de la construction du pont de Foundiougne, le renouvellement de 800 véhicules gros porteurs, l'équipement de la Brigade nationale des sapeurs-pompiers, la plateforme du passage numérique « Large bande ». Sans oublier le financement acquis de l'autoroute Ila Touba pour un montant de 400 milliards de francs CFA. Entre Sommet et Forum, la Chine déroule sa stratégie africaine par un ensemble de programmes et de plans d'action pour aider le continent à sortir du sous-développement par la mise à disposition d'une enveloppe de plusieurs milliards de dollars US afin d'apporter un soutien important aux États africains.

C'est pourquoi il est légitime de s'interroger sur le futur de ces relations sino-africaines à la lumière des échanges commerciaux, qui sont passés de 10 milliards de dollars US en 2000 à 220 milliards en 2014, et des investissements directs chinois qui ont connu un bond très significatif passant de 500 millions de dollars US en 2000 à 32 milliards en 2014 pour analyser la (les) stratégie (s) africaine de la Chine, afin de savoir : Quels sont les enjeux pour l'Afrique ? Est-ce que ces investissements/projets chinois peuvent apporter un développement local à long terme ou s'agit-il d'une simple stratégie de prélèvement, suivant une logique postcoloniale, sans véritable transfert de technologie ? Quelles seront les conséquences de l'émergence de ces nouveaux acteurs dans l'espace public dakarois ? D'un autre côté pourrait-on considérer cette arrivée comme une nouvelle opportunité pour l'Afrique, favorisant la lutte contre des dysfonctionnements structurels profonds ? Quels sont les acteurs de la coopération sino-africaine au quotidien, quelle est leur histoire, dans quel contexte évoluent-ils et quelle est leur logique d'action ? Quelles stratégies développent-ils pour s'insérer localement et comment interagissent-ils avec les rivalités de pouvoir existantes ?

CHAPITRE IV. LES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AFRIQUE

Le retour de la Chine en Afrique, après une brève éclipse consécutive aux orientations politiques des dirigeants chinois, reconfigure complètement les relations sino-africaines. Ces dernières qui reposaient sur un soubassement idéologique vont être substituées par une logique économique. L'émergence d'un nouvel acteur chinois sur la scène africaine comme partenaire du continent en matière d'aide au développement, d'échanges commerciaux et d'investissements va bouleverser toute la géopolitique africaine et opérer une révolution copernicienne en Afrique. D'un soutien politique et financier les relations sino-africaines vont évoluer vers une coopération pragmatique. Cette arrivée est pensée et partagée selon une logique binaire en termes de menace ou opportunité pour le développement selon le lieu d'énonciation du discours. Ce double discours idéologique sur la ChinAfrique n'est que la partie immergée des rivalités de pouvoirs et des jeux d'intérêts qui se construisent en Afrique entre puissances traditionnelles et pouvoirs émergents. Ces deux points de vue qui sont situés tracent une ligne de démarcation entre deux camps qui s'opposent dans la littérature sino-africaine.

Pour les sino-optimistes, l'arrivée massive d'opérateurs économiques chinois offre un modèle alternatif de développement qui peut servir de moteur de croissance pour l'Afrique. Selon eux, la percée chinoise participe à l'augmentation des investissements directs étrangers, à la hausse du prix des matières premières, à une diversification de l'offre de partenariats commerciaux d'un côté. Motif d'inquiétude pour les sino-pessimistes qui considèrent que la Chine est mue par la seule quête de matières premières, de nouveaux débouchés et d'un désir d'accroître sa sphère d'influence. Derrière tout cet enrobage rhétorique entourant le lexique de la ChinAfrique, elle poursuivrait selon certains une stratégie murie et planifiée de longue date et visant à imposer un nouveau rapport de type colonial (Delcourt: 2011, 8) qui risquerait de ramener le continent africain trente ans en arrière à la période de l'économie de rente. Les espoirs que les uns placent dans la coopération sino-africaine sont à la mesure des critiques que les autres formulent à son encontre, et souvent à l'intérieur d'un même pays.

Conscients des potentialités d'investissements énormes et du fait que c'est un marché à conquérir, les Chinois ont fait des investissements importants sur le continent en s'installant sur un terrain « abandonné » par ses principaux occupants. De fait, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent africain depuis 2011. À partir de 2006, les

dirigeants chinois se sont rendus dans plus d'une vingtaine de pays africains afin d'y signer de nombreux contrats. La troisième tournée de Hu Jintao (30 janvier au 10 février 2007) laissait présager de l'intérêt énorme que la Chine a par rapport au continent africain. Cet intérêt se traduit par l'augmentation du volume d'échanges entre les deux parties et la multiplication des investissements chinois en Afrique. Une rencontre qui aura permis la signature de contrats portant sur des projets énormes de construction et d'exploitation de gisements miniers.

Ainsi, en deux décennies, le montant des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique a été multiplié par 50. Il a quasiment triplé depuis 2000, pour égaler en 2005 l'équivalent de 55 milliards d'euros et a franchi le seuil des 100 milliards d'euros en 2008. En 2014, le montant total des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique a été estimé à 220 milliards de dollars US. L'investissement direct en direction des pays africains a atteint en 2009 1,44 milliard de dollars et la présence chinoise – économique et humaine – sur le continent africain est en constante progression¹⁷⁵. La place du sommet sino-africain est à mesurer à l'aune de cette nouvelle démarche stratégique permettant de pérenniser les acquis en matière coopération et de permettre aux entreprises chinoises de signer des contrats avec les États africains.

Partant, l'intérêt de cette partie dans le travail de recherche sur les relations sino-africaines à partir d'une réflexion orientée sur trois dimensions fondamentales de la politique chinoise en Afrique : l'aide chinoise aux pays africains, l'importance des échanges commerciaux et le poids des investissements directs, permettra de mesurer le rôle économique de la Chine. Ces dimensions permettent de mieux comprendre le rôle de la Chine en Afrique à partir de ces trois piliers qui constituent le « soft power », et ensuite, conclure sur l'éventualité d'une stratégie ou des stratégies de la Chine en Afrique à long terme, selon les pays.

IV.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS EN AFRIQUE : NÉCESSITÉ D'UN RECENTRAGE STRATÉGIQUE ?

Suivant la définition qu'en donnent les organismes chargés de la gouvernance mondiale de l'aide internationale, comme l'OCDE : l'investissement direct étranger (IDE) « est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette

¹⁷⁵ Damome Etienne, « Cette Chine qui divise les Africains », Outre-Terre, 2011/4 n° 30, p. 343-350. DOI : 10.3917/oute.030.0343

opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital »¹⁷⁶.

Les énormes réserves financières de la Chine ne vont plus désormais servir à seulement racheter des bons du trésor américain, mais aussi à de nouveaux investissements sur le continent africain devenu incontournable dans le jeu des relations internationales au carrefour de ses énormes potentialités d'investissements économiques en bousculant du coup la hiérarchie habituelle. Les investissements directs chinois dans le monde ont consacré au continent africain entre 1979 et 2002 près du dixième. L'essentiel de ces investissements directs chinois a permis la réalisation de 585 projets pour une valeur cumulée de 818 millions de dollars US et six pays africains figurent parmi les 30 premiers partenaires de la Chine, dont deux pays de l'Afrique de l'Ouest (Nigeria et Mali)¹⁷⁷. En effet, il faut reconnaître que c'est en Afrique australe, zone où réside une forte communauté chinoise, qui a été la destination privilégiée des investissements chinois jusqu'en 1995 ; période coïncidant avec la percée taiwanaise, avec sa fameuse diplomatie du « chéquier » en Afrique.

C'est ainsi que pour rattraper son retard et éviter d'être distancés sur le terrain africain, les IDE seront aussi étendus vers d'autres régions (pays du golfe de Guinée ainsi qu'au Mali, au Niger et en Afrique centrale). Ces investissements chinois en Afrique ont connu une hausse exponentielle entre 2003 à 2010 avec un nombre de 179 projets réalisés en Afrique du fait du réveil économique du géant chinois avec un taux de croissance stable et des revenus financiers excédentaires. Cette affirmation de plus en plus importante de la Chine montre la ferme volonté de cette dernière à faciliter le commerce et les investissements dans les pays africains. Ainsi, en 2004, sur les 15 milliards \$ d'IDE investis en Afrique, 900 millions \$ provenaient de la Chine qui commençait à devenir un acteur de taille sur le continent. Selon les dernières statistiques publiées lors du dernier forum de Johannesburg par le Président Xi Jinping, le volume total des investissements chinois en Afrique a atteint 101 milliards de dollars US, résultant des investissements de plus de 3100 entreprises chinoises. Concernant

¹⁷⁶ OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, vol. 2003, n° 1, p. 193 (encadré VI-I).

¹⁷⁷(Source: Ministry of Commerce of China in *L'Afrique et la Chine*, Atlas de l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest, décembre 2006).

les investissements directs chinois, ils sont passés de 500 millions de dollars en 2000 à 32 milliards de dollars en 2014, un chiffre qui a augmenté à 63 fois.

IV.2. DES CHIFFRES ET UN CHIFFRE NOIR!

S'appuyant sur la base de données statistiques disponibles de la CNUCED¹⁷⁸, Thierry Pairault¹⁷⁹ a tenté à sa manière de saisir l'importance réelle de l'investissement direct chinois en Afrique et d'en inférer une signification stratégique. De prime abord, Pairault souligne le caractère complexe de pouvoir analyser cette base de données du fait que les données existantes sont en valeur absolue et relative. Deux difficultés majeures sont rencontrées par le chercheur qui chercherait à démêler l'écheveau des investissements directs étrangers de la Chine ; d'une part c'est l'impossibilité de faire des tris croisés qui permettraient d'isoler des sous-populations (Chine-France, Chine-Ghana, ou Chine-secteurs d'investissement par pays... par exemple) et donc d'apprécier les flux et les stocks en les désagrégeant, mais de telle manière que les données restent comparables entre-elle.

D'autre part, aucune indication sectorielle n'est disponible pour vérifier l'existence d'une éventuelle stratégie d'investissement d'un pays comme la Chine. Bref, cette base de données permet essentiellement de proclamer que tel pays a fait « plus » ou « moins » que tel autre pays¹⁸⁰. La règle de l'estimation est érigée en modèle d'analyse des investissements directs étrangers du fait que les pays en voie de développement ne communiquent pas sur leurs investissements directs étrangers sortants et qu'il faille aller chez les bénéficiaires pour trouver cette information. S'y ajoute aussi le flou qui est entretenu par la Chine dans ses investissements directs étrangers. Au point de rendre hypothétique tout calcul exact du phénomène par une sous-estimation à partir des analyses opérées sur la base des chiffres obtenus au niveau du circuit intégrant les pays bénéficiaires et une surestimation causée par le phénomène du (round-tripping)¹⁸¹ qui fait qu'on compte deux fois comme IDE un

¹⁷⁸ Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement

¹⁷⁹ Directeur de recherche au CNRS et Vice-Président de l'Académie européenne de géopolitique, membre du Centre Chine de l'École des hautes études en sciences sociales où il anime un séminaire sur l'économie de la Chine, membre du secrétariat de rédaction d'Outre-Terre.

¹⁸⁰ Pairault Thierry, « L'investissement direct chinois en Afrique », Outre-Terre, 2011/4 n° 30, p. 89-114.

¹⁸¹ Cf. Thierry Pairault, « Le rôle des investissements directs étrangers entrants et sortants en Chine : une appréciation », Région et Développement, 31, 2010, p. 123-124.

investissement qui ne l'est pas : une fois comme investissement sortant d'un pays donné puis une seconde fois lorsqu'il réintègre ce pays comme investissement entrant.

IV.3. DES INVESTISSEMENTS VERS LES PAYS RENTIERS

L'investissement direct de la Chine à destination de l'Afrique (IDCaf) a commencé à produire une courbe ayant un début d'allure à partir de 2006. Elle sera beaucoup plus régulière deux ans plus tard avec un pourcentage de 23,5 % sur le total des IDEs dans le monde et traduit la nouvelle tournure que prend la stratégie d'investissement de la Chine dans le monde. Toutefois, force est de constater que l'IDE chinois ne concerne pas tous les pays du continent et semble être destiné, pour une bonne catégorie de pays parmi lesquels on peut citer : (Afrique du Sud, Nigeria, Algérie, Soudan, Zambie, Angola). Ce qui corrobore l'hypothèse selon laquelle les investissements chinois ne concernent que les pays disposant d'énormes potentialités en ressources minières et énergétiques.

Entre 2003 à 2009, ils sont une douzaine de pays à se partager 90% des flux d'investissement direct chinois en Afrique¹⁸² (IDcaf)IDE . Le Soudan d'Ahmed El Bachir plastronne à la tête de ce classement des pays les plus grands bénéficiaires de l'IDE chinois en Afrique dans un contexte politique délétère marqué par le conflit au Darfour. Le plus remarquable dans ce classement « général » c'est le caractère volatile du « maillot jaune » qui est porté d'une année à une autre par différents pays au point de révéler l'inconstance de la Chine dans son effort d'investissement sur le continent. Entre 2009 à 2011, les investissements chinois ont progressé de 60% dans leurs investissements directs en Afrique pour atteindre 14,7 milliards de dollars. Cette versatilité de l'investissement chinois a été notée par Pairault dans son analyse de l'IDE chinois en Afrique à partir des statistiques annuelles du MOFCOM dans ces graphiques ci-dessous. Le tableau ci-dessous résume assez bien ce classement assez changeant du volume des investissements chinois d'un pays à un autre.

Entre 2000 à 2010, l'Empire du Milieu est passé du statut de 8^e importateur de pétrole à celui de 1^{er} importateur de pétrole. Les estimations futures des prévisionnistes soutiennent que d'ici à 2020 elle sera contrainte d'importer 60% de son pétrole et 30% de son gaz¹⁸³. Pour contourner d'éventuelles menaces qui risqueraient d'hypothéquer l'approvisionnement pétrolier de son industrie, la Chine opte pour une stratégie de diversification de ses sources

¹⁸² Op cit, Pairault p97, 2011.

¹⁸³ Eric Nguyen, p33.

par un investissement important sur le continent africain qui détient 9% des réserves mondiales de pétrole.

C'est tout naturellement que les pays ayant opté pour une politique industrielle extractive ont le plus capté l'essentiel des investissements chinois. Cela se reflète d'ailleurs à l'analyse du « top 12 » des pays africains qui se partagent (90 % des flux cumulés d'ID caf en 2009). Dans ce groupe de pays, on peut citer: le Soudan, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Congo-Brazzaville, la République démocratique de Congo, le Gabon et le Nigeria.

	Nombre de projets	Approvisionnement en ressources	Ouverture de nouveaux marchés
Total	179	82 %	18 %
Zambie	16	100 %	0 %
Nigeria	13	85 %	15 %
Afrique du Sud	12	42 %	58 %
Congo (RDC)	10	90 %	10 %
Angola	10	80 %	20 %
Tanzanie	9	78 %	22 %
Éthiopie	9	56 %	44 %
Algérie	8	88 %	13 %
Zimbabwe	8	75 %	25 %
Soudan	7	100 %	0 %
Mali	6	100 %	0 %
Kenya	5	100 %	0 %
Tchad	5	10,0 %	0 %
Niger	5	100 %	0 %
Côte d'Ivoire	5	80 %	20 %
Madagascar	5	60 %	40 %
Libye	4	100 %	0 %
Mauritanie	4	100 %	0 %
Ghana	4	100 %	0 %
Botswana	4	100 %	0 %
Maroc	4	75 %	25 %
Congo	3	100 %	0 %
Bénin	3	100 %	0 %
Cameroun	3	67 %	33 %
Togo	2	100 %	0 %
Namibie	2	100 %	0 %
Gabon	2	50 %	50 %
Mozambique	2	50 %	50 %
Sierra Leone	2	50 %	50 %
Égypte	1	100 %	0 %
Guinée équatoriale	1	100 %	0 %
Djibouti	1	100 %	0 %
Ouganda	1	100 %	0 %
Tunisie	1	0 %	100 %
Sénégal	1	0 %	100 %

Illustration 17 : Liste des Projets des entreprises chinoises sous tutelle centrale par Pays (2003-juin 2010). Pairault 2011

IV.3.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS VERS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES : LE MODÈLE DU SCHÉMA ANGOLAIS

L'intérêt majeur des entreprises chinoises, sous tutelle centrale, est dominé par un mode d'investissement orienté dans les industries extractives sous le modèle expérimental du « modèle angolais » devenu une marque déposée en Afrique fonctionnant selon un système d'échange « d'infrastructures contre des matières premières stratégiques ». Ainsi, les IDE des entreprises de la Chine en Afrique sont moins motivés par la recherche de nouveaux débouchés que par la recherche de ressources minérales et énergétiques.

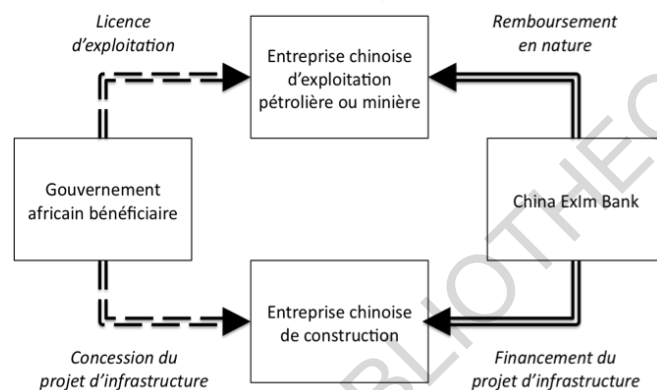


Illustration 18: Schéma du modèle angolais

Source: Vivien Foster et alii, *Building Bridges : China's Growing Role as Infrastructure Financier for Africa*, Washington, The World Bank/PPIAF, 2008.

La stratégie d'investissement des Chinois repose essentiellement pour les pays en développement sur l'assurance d'un approvisionnement en ressources naturelles. Toutefois, il serait hasardeux de vouloir considérer la présence chinoise en Afrique comme la manifestation d'une seule et unique stratégie, elle est révélatrice dans sa démarche de la situation du continent qui n'est pas homogène sur le plan économique. La structure de l'investissement chinois par catégorie de pays (figure.) est révélatrice non d'une stratégie de la Chine qui serait par essence différente selon le partenaire, mais bien plutôt du stade de développement économique et social du partenaire et donc de ses besoins immédiats en infrastructures des plus basiques.

L'analyse des relations sino-africaines à partir des IDE permet d'avoir un aperçu très clair de l'évolution de ces relations, de l'importance d'un pays par rapport à un autre aux yeux de la Chine, des difficultés à mettre la main sur les statistiques financières de ces investissements, objets de fantasmes, au point d'en avoir une idée exacte pour mesurer le poids réel du stock d'investissement chinois objet de polémiques sur une éventuelle conquête

de l'Afrique par la Chine¹⁸⁴ (Jolly, 2011), mais aussi sur la part jouée par les entreprises chinoises sous tutelle de l'État central dans leur stratégie de fournir des ressources naturelles et de recherches de marchés pour les produits de « l'atelier du monde ».

Il faut noter que les investissements directs étrangers de la Chine sont orientés aussi vers des zones dépourvues de matières premières, mais représentant un enjeu géopolitique comme l'Afrique de l'Est où le Kenya a atteint un montant cumulé d'investissement chinois de 100 millions de dollars en 2010 selon le MOFCOM, sur les 200 millions de dollars disponibles pour l'Éthiopie, le Kenya et la Tanzanie. La particularité du continent africain par rapport aux autres c'est le fait que les ressources pétrolières ne sont pas un monopole exclusif des puissances traditionnelles, c'est pourquoi la Chine a une carte à jouer en Afrique, malgré la présence des super majors comme ExxonMobil, BP, Total SA, Chevron Texaco, etc. représentant pour la quasi-totalité des intérêts français, anglais et américains.

Ainsi, le Soudan en bénéficiant de près de 15 milliards de dollars d'investissement direct chinois, dont 5 milliards dans l'exploitation des gisements pétroliers, est le principal fournisseur de la Chine en Afrique. De même que l'Angola dont le tiers des exportations en 2009 de brut était destiné à la Chine jusqu'en 2010 où le pays de Dos Santos demeurait durant les trois premiers trimestres au deuxième rang des importations de brut derrière celles en provenance d'Arabie saoudite (respectivement 17,7 et 18,1 % des importations totales de brut). La carte ci-dessous permet de situer l'emplacement des concessions pétrolières que la compagnie chinoise CNPC détient au Sud-Soudan sur le bloc 6, qui traverse le Darfour, près de la frontière avec le Tchad et la République Centrafricaine. La découverte de cette manne pétrolière estimée à un demi-million de barils/jour au sud du Darfour par les autorités soudanaises en avril 2005, cristallise les tensions entre le Soudan et le Sud-Soudan.

Les investissements directs chinois en Afrique sont passés de 491 millions de dollars fin 2003 à 7,8 milliards fin 2008¹⁸⁵. Selon la Banque africaine de développement (BAD), les investissements directs chinois en Afrique ont augmenté en moyenne de 46% par an de 2002 à 2012. La Chine, pour maintenir un taux de croissance économique stable, éprouve un besoin énorme de ressources naturelles pour alimenter une industrie devenue la fabrique du monde en misant dans le secteur des hydrocarbures. Ainsi, les exportations de l'Afrique vers la Chine

¹⁸⁴ Jean Joly, *Les Chinois en Afrique*, 2011.

¹⁸⁵ <http://chine.aujourdhuilemonde.com/questions-sur-les-investissements-chinois-en-afrique> site visité le 10 octobre 2012.

sont constituées, essentiellement, soit de pétrole brut (70% du total), soit de matières premières (15%). En outre, il est à noter que les investissements directs chinois concernent aussi le secteur des infrastructures pour parachever l'œuvre de sécurisation de ses exploitations par la construction de routes, de barrages hydro-électriques, de ponts, de voies ferrées et de ports, avec des entreprises comme *Henan Chico*, *Beijing Urban Construction Group* et *China Raod and Bridge Corporation*.

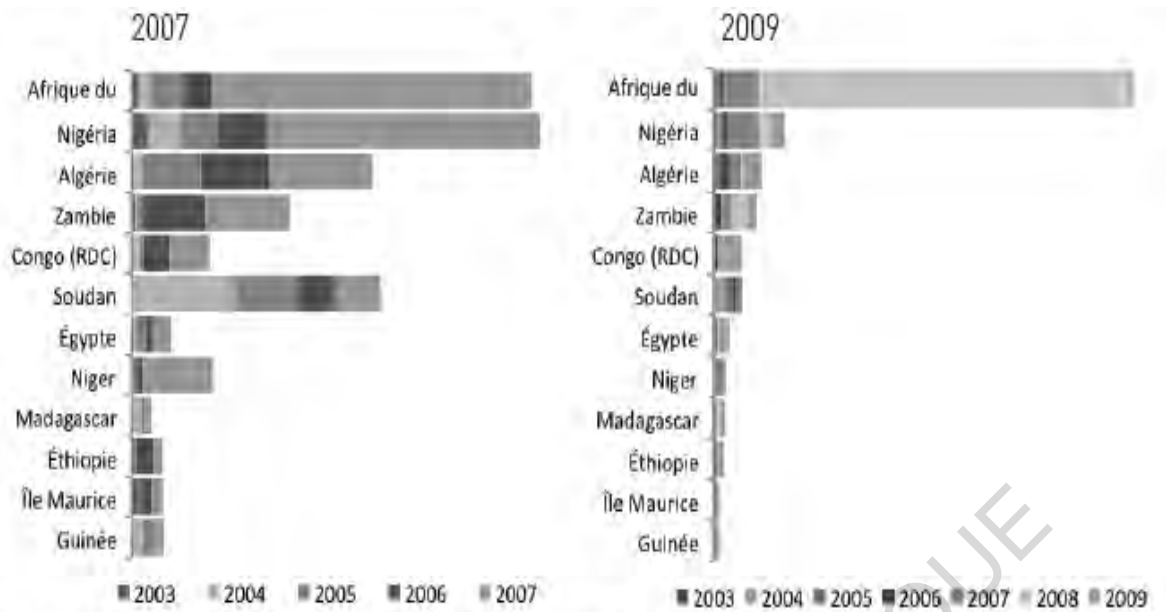


Illustration 19: zones d'exploitations des entreprises chinoises

IV.4. LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

Durant la période dite celle de la “grandeur chinoise” en Afrique où les politiques propagandistes dominaient, la Chine s’était engagée dans une vaste stratégie de séduction marquée par les constructions d’édifices publics comprenant des palais présidentiels, des palais du peuple, des centres culturels, des complexes sportifs. Cette époque où l’idéologie occupait une place importante dans le projet maoïste en Afrique avait permis la construction du plus grand chantier chinois en Afrique avec le Tanzam; cette ligne de chemin de fer qui reliait la Tanzanie et la Zambie et servait en même temps à offrir une issue maritime à l’exportation du cuivre zambien vers la Chine. Y a-t-il dès lors une spécificité chinoise dans les investissements pour justifier toute ce matraquage anti-chinois chez les analystes et éditorialistes occidentaux de la supposée volonté hégémonique du pouvoir central chinois en Afrique à l’analyse de son modèle d’investissement ?

La Chine semble marcher sur le pas de ses devanciers et ne cherche qu’à défendre ses intérêts en tant que puissance émergente. Le fait nouveau dans les relations sino-africaines sur les investissements chinois c’est le glissement qui s’opère vers les ressources naturelles. Dès lors que ces investissements chinois étaient déjà visibles dans le domaine des infrastructures, des voies ferrées et dans la construction d’édifices publics aux grandes heures des relations sino-africaines construites sur une base idéologique pour se muer en un projet économique aux relents libéralistes.



Sources : Calculs à partir du Communiqué annuel 2009 du MOFCOM. Les pays sont classés en fonction de la somme des flux d'investissement chinois d'une période. La somme des flux entrants successifs n'est pas comparable au stock à un moment donné car pour évaluer un stock il faut tenir compte de mouvements inverses et de réévaluations.

Illustration 20: le classement des principaux pays africains représentants (90% du stock cumulé d'IDCAF en 2009).

Sources Thierry Pairault 2011.

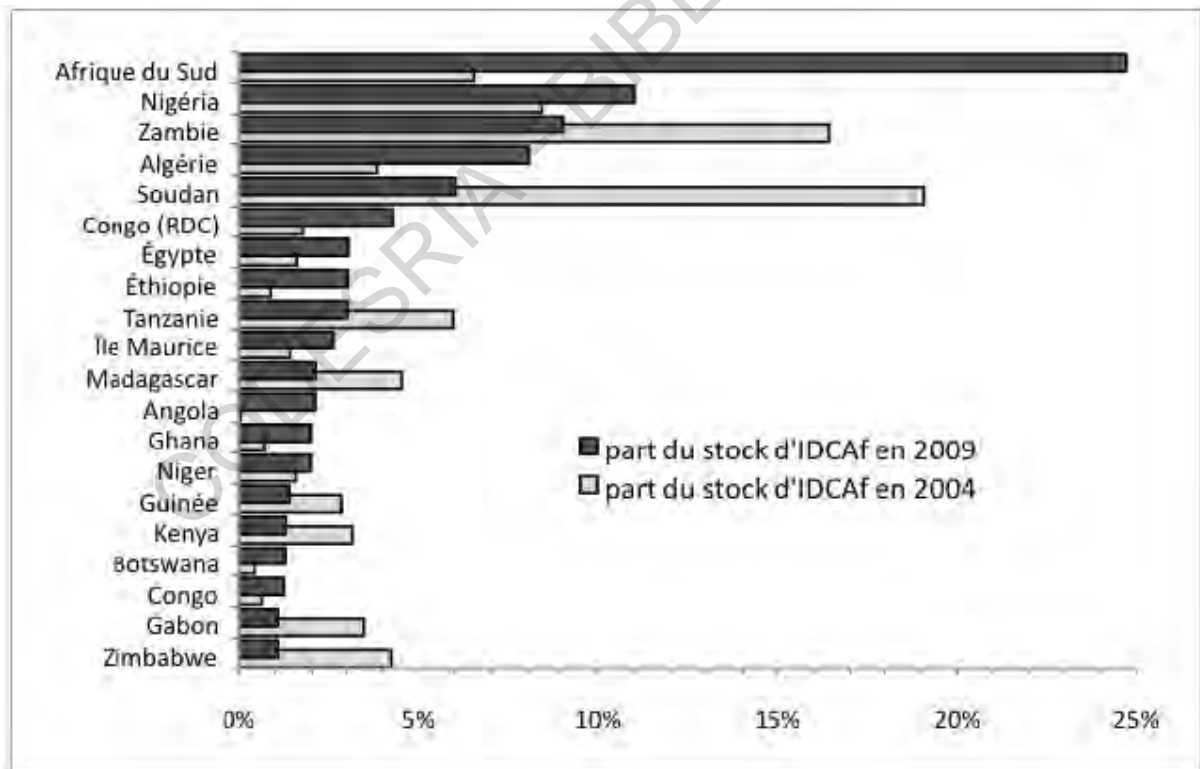


Illustration 21 : Source Thierry Pairault à partir du communiqué annuel du MOFCOM 2009

IV.4.1. L'ANGOLA

Depuis plusieurs années, la Chine participe massivement à la construction de l'Angola. Des kilomètres de voies de chemin de fer, des villes-nouvelles entières, le futur aéroport international de Luanda, autant de réalisations chinoises financées par le pétrole angolais. L'Angola est devenu le premier terrain d'investissement de Pékin en Afrique. Et la Chine est au coude-à-coude avec les États-Unis pour la place de premier partenaire commercial de Luanda, bien loin devant l'ancien colonisateur portugais. Cette percée chinoise se fait en toute discrétion, à coups de visites officielles feutrées et d'extension de lignes de crédit. Cette pénétration chinoise serait facilitée selon les spécialistes par la situation d'instabilité économique et sociale de l'Angola consécutive à la guerre civile qui a duré plus d'une trentaine d'années au point d'avoir fragilisé complètement ce pays aux immenses ressources minières et énergétiques.

En 2004, le géant asiatique a accordé un crédit de 2 milliards de dollars [1,3 milliard d'euros] au pays pour une série de projets de développement et d'infrastructures. C'est à cette occasion d'ailleurs que la principale banque chinoise d'investissement EximBank va s'installer sur le continent africain en ouvrant son premier bureau à Luanda. En 2007, ces lignes de crédit ont été multipliées par cinq, pour atteindre les 10 milliards de dollars. Toutefois, des zones d'ombres résident dans le programme de prêts chinois à l'Angola. En effet, la Banque Mondiale affirme que 6 autres milliards de dollars ont été prêtés sans que cela ne fasse l'objet de communication de la part des deux parties en 2009¹⁸⁶. L'Angola est désormais le plus fervent partisan de Pékin, vantant sa supériorité par rapport aux bailleurs de fonds occidentaux habituels, comme la Banque mondiale ou le FMI, dont les restrictions bureaucratiques réclamaient une réduction des dépenses publiques et un rééquilibrage du cadre macro-économique. Ces conditionnalités ont suscité l'ire des autorités et n'ont fait, selon elles, que handicaper un peu plus le pays. En 2007, seul le Soudan, sous le règne autocratique d'Omar El-Béchar, recevait plus de fonds et d'assistance technique de Pékin.

En 2010, les lignes de crédit accordées à l'Angola avaient encore plus que doublées et dépassées les 25 milliards de dollars, soit un bon quart des investissements chinois en Afrique. L'Angola a donc préféré la solution chinoise, plus simple et plus rapide que celle des

¹⁸⁶ Cf. Lucy Corkin, « AERC Scoping Exercise on China-Africa Relations: The Case of Angola », AERC (African Economic Research Consortium), janvier 2008.

Institutions de Bretton Woods aux conditionnalités rigoureuses. C'est ainsi que le pays D'Eduardo Santos est le principal partenaire africain de la Chine de 2003-2009, en effet – 40 % en moyenne des importations africaines de la Chine pour cette période venaient de ce pays – vers qui, il exporte son pétrole – 99,9 % des exportations angolaises vers la Chine¹⁸⁷ (Corkin 2011).

Cette présence va susciter une plus grande attirance de l'Angola par les puissances occidentales et les anciens alliés de la colonie portugaise. C'est sous ce rapport que de nouvelles lignes de crédits vont être ouvertes par ces pays qui commençaient à noter que les entreprises chinoises bénéficiant du soutien de leur gouvernement de manière directe et indirecte, avaient des parts de marchés importants au détriment des leurs. Quant on sait que généralement le financement chinois de projets d'infrastructure a pour objectif de garantir aux entreprises chinoises un accès aux ressources naturelles – ce qui fut certainement le cas à l'origine quand la coentreprise formée par Sinopec (China Petroleum & Chemical Corporation Limited, 75 %) et Sonangol (la compagnie pétrolière nationale angolaise, 25 %) soit Sinopec-Sonangol International (SSI) (Corkin 2011 : 234).

Cette forme de coopération désignée sous l'appellation du « modèle angolais » qui se traduit par un troc entre ressources naturelles et infrastructures devait servir de paradigme aux stratégies chinois pour asseoir les fondements d'un partenariat économique entre l'Afrique et la Chine. Cependant, l'État angolais fidèle à ses principes de souveraineté va diversifier sa politique de développement en surfant sur la vague positive de la présence chinoise qui a fini de rassurer les puissances économiques frileuses. Cette ouverture est aussi une manière pour le gouvernement angolais d'avoir une capacité de négociation et de garder une certaine autonomie vis-à-vis de ses partenaires économiques. Ainsi, de nombreux contrats ont été déjà signés avec la Chine comme la construction de la raffinerie de *Lobito* par l'entreprise chinoise *Sinopec*, dont l'entrée et la prise d'intérêts dans les gisements pétroliers angolais seraient liées au financement chinois au profit du gouvernement angolais, pour une capacité de 200.000 barils/jour.

Malgré quelques tensions passagères entre les deux parties, la Chine a réussi dans sa stratégie africaine avec l'Angola de permettre à ses entreprises comme *Sinopec* et la *China National Offshore Oil Corporation (CNOOC)* de lui assurer une fourniture en pétrole brut et l'accès au marché angolais des produits et services chinois, sous l'œil vigilant de sa banque

¹⁸⁷ Lucy Corkin, 2011.

commerciale *EximBank*. Ce partenariat qui pourrait être considéré comme « gagnant-gagnant » résulte d'un pragmatisme et d'un opportunisme dans tous les sens, car autant l'Angola a besoin de la Chine pour ses prêts concessionnels, autant la Chine veut assurer son approvisionnement en pétrole.

IV.4.2. LE GABON

Dans sa vaste offensive de charme en Afrique, la Chine noua des relations diplomatiques avec le Gabon d'Omar Bongo le 20 avril 1974, avec de multiples échanges dans les domaines économiques, diplomatiques et politiques. L'intensité des relations entre les deux pays se mesura par les nombreuses visites du Président gabonais en Chine durant tout son règne (octobre 1974, juin 1975, mai 1977, décembre 1978, octobre 1983, février 1987, mars 1991, août 1996, septembre 2004 et octobre 2006). Par souci de diversifier ses partenaires économiques, le Gabon entretiendra des relations commerciales très riches avec la Chine jusqu'à devenir son second partenaire commercial en Afrique centrale et occidentale avec un volume global des échanges qui est passé de 88 millions de dollars américains en 1994 à 300 millions de dollars en 2003. En 2002, ce volume avait atteint 237 millions US dont 4,75 millions US pour les exportations chinoises. Depuis ce phénomène s'est encore intensifié: en 2005 le volume commercial s'est élevé à environ 324 millions € et au premier semestre 2006 (de janvier à juillet), il a atteint une valeur de 395 millions €, soit une augmentation de 122% par rapport à la même période de l'année précédente et a même largement dépassé le volume de l'année 2005 (Ditguen : 72).

Le Gabon demeure un partenaire incontournable dans l'échiquier chinois en Afrique pour ses immenses richesses en ressources minières et énergétiques au point de figurer sur l'agenda de voyage des dirigeants chinois à l'occasion de leur tournée africaine. Ainsi, un grand nombre de projets de construction d'édifices publics, au bénéfice du gouvernement gabonais, ont été réalisés par des entreprises chinoises, comme l'Assemblée nationale, le Sénat et la Cité de l'information pour un montant global de 52 milliards de francs CFA, à partir du financement chinois et d'un apport financier du Gabon.

La Chine exporte au Gabon des textiles, des articles d'usage courant, des machines électriques, de la quincaillerie et des appareils ménagers. Le Gabon, contrairement à d'autres pays africains comme le Sénégal dispose d'une balance commerciale excédentaire dans ses échanges avec la Chine, étant donné que l'acquisition de biens manufacturés chinois est encore marginale par rapport aux exportations gabonaises vers l'Empire du Milieu.

L'excédent commercial gabonais a été évalué à 220 milliards de F CFA (~ 335 millions €) en août 2006. Nonobstant, le volume des échanges commerciaux, le Gabon demeure une pièce maîtresse du puzzle africain dans le précarré français en Afrique, car la Chine demeure encore un partenaire marginal pour le Gabon. Toutefois, la signature, le 7 septembre 2006, d'une convention de 1.600 milliards de francs CFA destinée à l'exploitation du gisement de fer de Bélinga, dans le nord-est du Gabon, représente le plus important contrat passé entre les deux pays. Ce gisement de fer renfermerait des réserves de plus d'un milliard de tonnes. Après la cérémonie de signature de cet accord, le président Bongo Ondimba avait exprimé sa très grande satisfaction quant à l'aboutissement de ce dossier qu'il avait qualifié d'« opération du siècle »¹⁸⁸.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

¹⁸⁸ « 1.600 milliards de F CFA pour l'exploitation du fer de Bélinga », 8 septembre 2006, Libreville, L'Union.

IV.4.3. LE CONGO RDC : UN NOUVEL ÉLÈVE DU MODÈLE ANGOLAIS

Les relations entre la Chine et la R.D.Congo feront l'objet de vives polémiques, suite à la signature d'un contrat de coopération entre les deux pays bâti sur le « modèle angolais » dans sa version originale et non remaniée. Le caractère opaque du contrat qui n'a pas fini de révéler tous ses secrets et la situation politique du pays vont participer à nourrir la controverse. Entre Sino-optimistes et Sino-pessimistes, les relations entre le dragon et le léopard ont fini de convaincre les sceptiques sur la nouvelle ligne de démarcation qui est en train d'être érigée au sein des milieux politiques, intellectuels et économiques congolais. La Chine arrive dans l'un des pays les plus riches, ravagé par 32 ans de « mobutisme » marqué par la corruption et le règne d'un pouvoir autocratique et prédateur fonctionnant selon une logique néo patrimoniale¹⁸⁹, miné par des coups d'État et des guerres sans lendemain. Un pays qui a toutes les richesses du monde et qui manque de tout. Délaissé par les investisseurs occidentaux, fragilisée par la guerre au Sud et politiquement affaiblie, le Congo trouve en la Chine une nouvelle opportunité pour son développement économique.

Partant, l'un des plus vastes programmes de coopération va être scellé entre les deux parties : la Chine s'engage à construire entre autres, 3000 km de routes, autant de voies ferrées, 31 hôpitaux de 150 lits, 145 centres de santé, 4 universités, par ses deux plus grandes entreprises CREC (China Railway Engineering Corporation, 100.000 employés) et Sinohydro (60.000 employés). Des travaux dont le montant est estimé à 6,5 milliards de dollars ainsi qu'un prêt de 2 milliards pour moderniser les infrastructures minières. En échange, la Chine recevra près de 11 millions de tonnes de cuivre, 620.000 tonnes de cobalt, 372 tonnes d'or extraites au cours des vingt-cinq prochaines années.

C'est un modèle de contrat conçu sous celui dit du « modèle angolais » qui est une sorte de contrat « Ressources contre infrastructures », pour permettre au léopard de prendre son envol (Jolly 2011 : 98). Le contrat stipule un préfinancement par la China EximBank des travaux confiés aux entreprises de construction chinoises. Le paiement se fera à travers la commercialisation des ressources (or, cuivre et le cobalt). Ce contrat très controversé fera l'objet de tous les commentaires, du parlement congolais, mais aussi particulièrement des sino-pessimistes qui n'attendaient que cela pour taxer la Chine de nouvelle puissance

¹⁸⁹ Voir Jean François Medard, *L'État néo-patrimonial en Afrique noire*, pp323-355, in J-F.MÉDARD *États d'Afrique noire*, Karthala 1991.

prédatrice, au point de pousser les deux parties à le réaménager en septembre 2009. Malgré son caractère spectaculaire et controversé, ce contrat fait partie des piliers de la politique du président Kabila à savoir : les infrastructures, l'éducation, la santé, l'eau et l'électricité, le logement et l'emploi. Ces projets sont connus pour être les cinq chantiers sur lesquels le président Kabila veut s'appuyer comme programme de campagne. L'opposition de son pays très réticente à la politique chinoise et les classes populaires impatientes de voir sortir de terres ces cinq chantiers ont fini de les rebaptiser « *les cinq chansons* » (Luntumbue : 18-2011)¹⁹⁰.

IV.4.4. L'AFRIQUE DU SUD

La Chine et l'Afrique du Sud établissent leurs relations en 1998, coïncidant avec une période en plein essor politique de leur allié historique durant l'apartheid l'A.N.C de Mandela. À partir de cette date, les relations commerciales entre les deux pays vont connaître un développement fulgurant en passant de 800 millions de dollars à environ 14,1 milliards de dollars et, en 2009, l'Afrique de Sud devient un des premiers partenaires commerciaux de la Chine en Afrique et permet à l'Empire du Milieu de gagner du terrain sur les vieilles puissances d'Europe et d'Amérique.

En 2010, fut signée à Beijing la Déclaration de Beijing sur l'établissement d'un Partenariat stratégique global entre les deux États par les deux Présidents avec comme objectif de promouvoir le développement commun de la Chine et de l'Afrique du Sud. Cette déclaration entend repenser l'orientation des relations économique entre les deux pays, dès lors que pour les Sud-africains, les échanges sont plus bénéficiaires à la Chine que pour leur pays qui connaît une balance commerciale déficitaire de plus de 2 milliards de dollars; de plus les investissements directs chinois en Afrique du Sud ne sont pas très significatifs eu égard aux attentes des dirigeants sud-africains. Le profil des produits d'exportation de l'Afrique du Sud vers la Chine ne diffère pas trop de celui des États africains dits rentiers. En effet, ce sont essentiellement des matières premières minières et agricoles qui sont exportées en Chine en contrepartie d'importations des biens manufacturés à bas coût concurrençant des secteurs

¹⁹⁰ Michel Luntumbue, « Le dragon et le léopard : un regard sur les relations sino-congolaises », in *La Chine en Afrique, Menace ou opportunité pour le développement ?* pp165-176.

sensibles de l'industrie textile, de l'habillement et de la chaussure avec des pertes d'emplois importants (Kaplinsky et Morris, 2008)¹⁹¹.

Cependant, de grandes entreprises sud-africaines comme Naspers, Sasol, SAB-Miller, Kumba Ressources interviennent dans le marché chinois en formant des joint-ventures avec des entreprises chinoises comme CR Snow Breweries et SAB-Miller une joint-venture qui domine le marché des brasseries en Chine¹⁹². La plus grande opération financière d'investissement dans les relations entre les deux pays a été l'acquisition par la Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) de 20% d'actions participatives de la banque sud-africaine Standard Bank pour un montant de 5,6 milliards de dollars US en 2006. Néanmoins, cette prise d'actions sur le capital de la banque n'a pas suscité l'effet attendu en créations d'emplois et augmentation de la croissance économique.

C'est pour améliorer certains manquements par rapport aux investissements directs chinois en Afrique du Sud, que le Partenariat Stratégique global, mentionné plus haut, fut signé le 24 août 2010. Dans ledit document, il est stipulé selon certains points que

- La Chine favoriserait les investissements dans l'industrie manufacturière sud-africaine et la promotion des activités à valeur ajoutée proches de la source (faisant référence au fait de bénéficier des matières premières;
- La Chine fournira un soutien et une expertise techniques dans le domaine de l'économie environnementale;
- La Chine pourvoira à la formation des ressources humaines en soutien des efforts d'emplois de l'Afrique du Sud.

C'est le fruit de ces accords qui vont donner naissance à une série de joint-venture parmi lesquelles on peut citer: celle entre Sinosteel et Tubatse Chrome à Mpumalanga, China Coal Technology Engineering Group et Limpopo Corridor Mining Resources Company et l'association East Asia Metals et Limpopo Economic Development Enterprise pour l'exploitation de la mine de chrome du Dilokong. Ces joint-ventures vont permettre ainsi à l'Afrique de Sud de connaître à la fois la création d'emplois, l'expansion de ses exportations dans le monde et la hausse de sa croissance économique. En outre, étant donné que le tissu

¹⁹¹ Kaplinsky R. and Morris, 2008, « Do the Asian drivers undermine export-oriented rui lation is SSA ? », *World Development* 36 (2) 254-273.

¹⁹² Alden, op cit, in La Chine en Afrique: menace ou opportunité pour le developpement de l'Afrique,2012,pp157-171).

économique sud-africain commence à gagner en épaisseur, les besoins en énergie deviennent importants, une ligne de crédit de 20 milliards de dollars a été accordée en novembre 2010 pour l'industrie nucléaire sud-africaine pour développer une technologie nucléaire et d'énergies renouvelables (Roussouw 2010)¹⁹³. Pour Alden, ce financement chinois entre dans un jeu d'échanges de services entre la Chine et l'Afrique du Sud, dès lors que ces deux pays partagent les mêmes points de vue sur la politique internationale. L'Afrique du Sud peut compter sur la Chine pour entrer dans le cercle fermé des émergents qui va passer ainsi des BRIC aux BRICS avec la reconnaissance par ces derniers de la seule nation africaine.

IV.4.5. LE ZIMBABWE : UN « ROGUE STATE » ?

Le Zimbabwe de Robert Mugabe fait partie de ces pays désignés comme étant le nouvel Axe du Mal qui bénéficie du soutien chinois en Afrique. Coupé du monde depuis la très controversée réforme agraire du Président Mugabe, l'isolement zimbabwéen sur la scène internationale va aggraver la situation économique et sociale du pays jusqu'à exacerber le taux d'inflation qui culmina à 500 milliards de % en septembre 2008. La crise née du durcissement des sanctions économiques occidentales suite au lancement de la *Fast Track Land Reform* consistant à la saisie de terres à la minorité blanche résidant au Zimbabwe, va offrir un grand boulevard à la Chine qui va renforcer ces relations avec Harare en profitant du retrait ou du boycott de l'investissement occidental.

La Chine va ainsi exploiter ce vide laissé par les puissances occidentales qui cherchaient à asphyxier économiquement le Zimbabwe, pour avoir eu le toupet de passer outre les avertissements de Londres, et revenir en force après la période historique 1970-1980 où le Zanu de Robert Mugabe avait comme principal allié, dans la guerre de libération contre le Zapu de Joshua soutenu par l'URSS, la Chine. Profitant du programme alternatif « *Look East Policy* » initié par le gouvernement zimbabwéen pour se dépêtrer de l'état des sanctions dans lesquelles il s'est enlégé, la Chine devient un partenaire privilégié de l'État zimbabwéen à partir de 2003 en pleine tempête médiatique politique internationale. C'est ainsi que les potentialités énergétiques et agricoles vont attirer les investisseurs chinois sur le pays qui accueille la deuxième réserve mondiale de platine et qui fut le « *bread basket* » de cette partie du continent. La Chine est ainsi devenue le principal investisseur au Zimbabwe avec de

¹⁹³ Roussouw M., 2010, « China's sweet climate change deal », *Mail & Guardian*, 19 novembre, p.23.

nombreuses sociétés chinoises présentes et des visites «exploratoires» depuis la signature des accords de coopération dans les secteurs financier, agricole et éducatif¹⁹⁴. Tout en acceptant d'accompagner Harare dans sa nouvelle politique agraire.

De même, la recherche d'opportunités d'investissements par d'autres groupes chinois, se multiplie. Ainsi, les échanges vont s'intensifier au point que les exportations chinoises s'élevaient à 127 millions de dollars alors que la Chine importait pour 54 millions de dollars du Zimbabwe en 2009. La présence chinoise dans l'économie zimbabwéenne se manifeste dans le secteur minier par l'exploration et l'exploitation, dans les infrastructures, dans l'agriculture, le secteur militaire avec la construction du collège militaire pour la somme de 98 millions de dollars de prêt de la banque chinoise Ex-Im Bank. Le soutien de la Chine à un État considéré comme ne respectant pas la bonne gouvernance et les droits politiques et la liberté constitue un des éléments de la tension dans les relations entre la Chine et l'Occident.

L'analyse de la présence chinoise au Zimbabwe a révélé une configuration multiforme et analogue à celle que l'on a notée dans d'autres pays du continent. C'est ainsi que trois types de stratégie d'implantation ont été identifiées : une première concernant un niveau macro liant les deux gouvernements avec des entreprises d'État qui doivent intervenir dans les projets. Vient ensuite une seconde strate d'acteurs intervenant au niveau méso constitués de sociétés qui ont bénéficié directement des projets de partenariats entre les deux pays sans appartenir totalement au gouvernement chinois comme Huawei et ZTE. Et enfin les petits investisseurs chinois qui sont dans le secteur du commerce des produits venant de Chine et à bas coût, qui sont considérés par les Zimbabwéens comme étant de la mauvaise qualité « zhing zhong » même s'il faut reconnaître que ces produits font l'affaire des populations locales dont le pouvoir d'achat s'est fortement détérioré.

La perception de la présence chinoise dans un pays figurant dans l'Axe du Mal américain en Afrique est doublement négative à la fois pour ces pays occidentaux qui voient très mal cette présence dans un État « paria », mais aussi par les populations zimbabwéennes qui développent de plus en plus un sentiment antichinois. Les mauvaises conditions de travail dans les mines et le traitement salarial des entreprises chinoises sont très critiquées par les syndicats de travailleurs au Zimbabwe. Toutefois, malgré toutes ces critiques, la Chine est une bouffée d'oxygène pour le Zimbabwe qui reçoit de moins en moins de soutien extérieur depuis le déclenchement de la réforme agraire. Dans le même temps, les projets chinois dans

¹⁹⁴ www.jeuneafrique.com, 23 avril 2007.

le secteur des travaux publics, de l'agriculture, des télécommunications, de l'immobilier, des mines permettent à l'économie zimbabwéenne de se relancer après plusieurs années de sanctions économiques internationales qui ont fini de plomber la croissance économique d'un État prometteur. Entre menace et opportunité, la Chine et le Zimbabwe construisent de nouvelles formes de relations autres que celles qui liaient ce pays de l'Afrique Australe à ses partenaires traditionnels. La nouvelle direction pour le président Mugabe, c'est d'avoir l'œil rivé vers l'endroit où se lève le soleil.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE V : L'AIDE CHINOISE

L'aide publique au développement est définie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE selon les trois caractéristiques suivantes : 1) émaner d'un organisme public ; 2) bénéficier à un pays en développement ; 3) avoir pour intention le développement et enfin, s'il ne s'agit pas d'un don, comporter un degré minimum de concessionnalité.

La Chine a commencé à manifester son soutien au continent africain à partir de la conférence de Bandung (1955). Cet appui de l'empire du Milieu va se traduire par de vastes programmes de dons et d'aide à son « frère du Sud ». Quoique les deux continents soient éloignés, l'essentiel pour les Chinois c'est chercher ce qui les unit au peuple d'Afrique. Cette aide chinoise coïncide avec une période charnière de l'histoire marquée par le conflit entre les deux blocs. En Afrique, c'est l'Égypte et l'Algérie qui ont été les premiers bénéficiaires du soutien chinois durant la période de libération de ces colonies. Dans la zone ouest-africaine, ce fut la Guinée de Sékou Touré et le Mali de Modibo Keita qui ont reçu respectivement 25 et 20 millions de dollars de prêts chinois sans intérêts. Dans le même temps, la Chine avait envoyé une armée de « médecins aux pieds nus » et d'ingénieurs agronomes pour soutenir le continent et l'octroi de 15000 bourses d'études pour les Africains dans les universités chinoises.

V.1. HISTORIQUE DE L'AIDE CHINOISE EN AFRIQUE

Le discours inaugural de l'aide chinoise sera prononcé à Accra en 1964 par Zhou Enlai, lors de son « safari africain » qui le mena dans plusieurs pays du continent. Il sera axé sur les « huit principes » sorte de charte de l'aide chinoise à l'Afrique déclinée en plusieurs points : l'égalité entre les partenaires, les bénéfices mutuels, le respect de la souveraineté, l'utilisation de prêts sans intérêts ou de dons et l'allègement des charges, le renforcement du bénéficiaire, le respect des obligations. Ces principes gouvernent encore l'aide publique chinoise et tiennent lieu de discours du fameux lexique « ChinAfrique », même si une lecture contextuelle des relations sino-africaines régit ces principes. Cette aide chinoise au développement pour le continent va se traduire par la construction de ponts, de routes, de stades et de palais présidentiels aux bénéfices des États comme : la Somalie, la Tanzanie, la Zambie, l'Égypte, le Congo-Brazzaville et le Soudan. À l'époque, le chemin de fer reliant la Zambie et la Tanzanie fut le plus grand chantier exécuté par la Chine avec une armée de main

d'œuvre estimée entre 15 à 20.000 ouvriers chinois pour contourner l'embargo dont la Zambie était victime et permettre à cette dernière d'exporter le cuivre vers le port de Dar es Salam.

Ainsi, c'est le président Nyerere qui entama les démarches auprès des autorités chinoises en saisissant personnellement Mao Zedong lors de leur première rencontre en février 1965, pour la construction de la ligne de chemin de fer reliant les deux pays (Chaponnière, 2012)¹⁹⁵. Nonobstant les oppositions de Kaunda de la Zambie vis-à-vis du pouvoir communiste, préférant présenter le projet aux alliés de l'Occident pour l'accompagner et face aux réticences des Occidentaux à financer un tel projet, la Zambie dut accepter la proposition chinoise de prêt pour un montant de 400 millions de dollars sur une durée de 30 ans avec huit années de délai de grâce.

En 1970 fut signé l'accord de construction entre la partie africaine et la partie asiatique pour l'exécution du projet qui dura trois ans après le lancement des travaux en 1973. Pour la Chine, ce chantier pharaonique était une manière de montrer au camp soviétique qui venait de terminer en Égypte le barrage d'Assouan, qu'eux aussi étaient capables de faire pareille œuvre sur le continent africain. Deux grands chantiers traduisant la rivalité à distance qui oppose sur la scène africaine les deux ex-alliés communistes et dont les partenaires occidentaux avaient refusé la réalisation dans sa forme initiale¹⁹⁶. Ce financement de 400 millions de dollars qui correspondait à la moitié de l'aide chinoise en Afrique entre 1954 à 1970, fut beaucoup plus élevé que celui de l'URSS pour les besoins de la construction du barrage d'Assouan. Un soutien au continent estimé à 100 millions de dollars par an de 1960 à 1980 loin derrière les puissances occidentales comme les États-Unis 800 millions de dollar par an, la France 1300 millions de dollars par an et la Grande Bretagne 250 millions de dollars par an¹⁹⁷ (Nguyen: 26).

L'aide chinoise qui connut son apogée avec le Tazara pour se réduire ensuite comme peau de chagrin, va reprendre de l'ampleur de 1988 à 1992, durant cette période, où l'empire du Milieu est mis au banc par les puissances occidentales après la tragédie de Tiananmen, le continent africain a vu l'enveloppe financière chinoise destinée à son soutien passer de 60,5 à

¹⁹⁵ J-R Chaponnière, La Chine et l'aide à l'Afrique de l'Est pp143-156, 2012.

¹⁹⁶ L'USAID avait proposé la construction d'une route parallèle à la voie ferrée et non cette dernière. La Grande Bretagne avait seulement accepté de payer l'étude du projet sur le territoire zambien en le confiant à un bureau d'études canadien

¹⁹⁷ Snow, Philip (1988) The star raft: China's encounter with Africa. 1st American Ed., 250 p.

345 millions de dollars avec un nombre de destinataires beaucoup plus important. L'aide chinoise durant le règne du grand timonier a servi d'argumentaire diplomatique pour élargir la sphère d'influence de la Chine sur le continent en nouant de relations avec le maximum d'États indépendants, de freiner l'avancée discrète taiwanaise, de promouvoir le communisme et l'appartenance au tiers-mondisme.

V.2. L'AIDE CHINOISE SOUS DENG XIAOPING : AU LENDEMAIN DES ÉVÈNEMENTS DE TIEN AN MEN

C'est avec l'arrivée de Deng Xiaoping, qu'une nouvelle orientation sera donnée à l'aide chinoise qui reposera désormais plus sur un pragmatisme axé sur les intérêts mutuels des deux parties aussi bien du pays bénéficiant de l'aide que de la Chine aussi. L'objectif pour les nouveaux dirigeants chinois c'est de mettre en avant le bonheur des Chinois plutôt que de verser dans une politique diplomatique idéologique véhiculant la grandeur de la Chine. C'est ainsi que, pour la Chine «l'Afrique est alors perçue comme un marché et un accès aux indispensables ressources en énergie et en matières premières» (Beuret et Michel, 2008 : 111).

Un tournant nouveau dans les relations sino-africaines avec l'arrivée des dirigeants chinois dits réformateurs comme le Premier ministre Zhao Ziyang qui va faire part aux dirigeants africains lors de sa tournée africaine de 1982 de la nouvelle direction que va prendre le soutien chinois en Afrique. Ainsi, quatre principes vont désormais sous-tendre la « coopération chinoise » en Afrique: « Égalité, bénéfice mutuel, diversification dans les formes et développement mutuel » qui annonçaient un léger changement avec la position de Zhou EnLai et mettaient davantage l'accent sur les avantages mutuels. Les dirigeants chinois encouragent les entreprises chinoises à sortir du pays et d'aller voir vers le continent africain les potentialités qui y sont disponibles pour faire des affaires. Une situation qui sera accélérée par les événements de Tien an Men où les massacres finissent par isoler la Chine de la scène internationale.

Dès lors, une nouvelle politique de séduction est engagée pour attirer les pays africains avec leur potentiel électoral énorme à l'Assemblée des Nations Unies dans le giron chinois comme soutien diplomatique. Jiang Zemin demanda officiellement en 1995 aux entreprises chinoises de sortir (*zou chu qu*) pour aller investir dans les autres pays du Sud. L'année d'avant, pour mieux articuler et gérer l'aide de nouveaux acteurs ou institutions vont être créés avec l'existence de l'ExIm Bank où des prêts concessionnels vont transiter dorénavant aux bénéficiaires des pays africains. C'est au mois de mai 1996 que Jiang Zemin visita le

continent pour proposer une stabilisation pérenne et multilatérale des relations sino-africaines basée sur un projet divisé en cinq points : amitié sincère, traitement d'égal à égal, unité et coopération, développement commun et approche de l'avenir. L'aide chinoise construite sur la base d'un lexique dit de la « Chinafrique » avec ces nombreux principes, aura été inférieure à celle des pays du CAD réunis jusqu'à cette période en Afrique.

V.3. LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE DANS L'AIDE PUBLIQUE CHINOISE

C'est dans les années 2000 que l'offensive chinoise sera beaucoup plus significative et agressive en Afrique avec une décennie qui sera celle de la consolidation et de la normalisation des relations entre les deux parties, après celle de la prise de contact essentiellement « déclarative » (Alden 2007: 127). La stratégie « Going Global » proposée par Jiang Zemin au plénum du Comité Central marque le véritable retour de la Chine en Afrique (Zheng Qi: pp 77-91) en incitant les entreprises chinoises à investir à l'étranger pour y rechercher des matières premières et, en Afrique pour consolider la coopération Sud-Sud entre la Chine qui est « *le plus grand pays en développement du monde* » et le continent qui regroupe « *le plus grand nombre de pays en développement* »¹⁹⁸.

C'est la décennie des Forums de coopération sino-africaine qui vont se tenir de manière triennale: novembre 2000 à Beijing, Addis-Abeba en 2003, Beijing en 2006, Charm-El-Cheikh en 2009 et Beijing de nouveau en 2012. Le Forum de 2000 a permis la «création d'un fonds de développement pour financer la formation professionnelle», la mise en place du «China-Africa Joint Business Council» et l'annonce de la Chine de l'annulation de 1.4 milliard de dollars de dette. La deuxième rencontre qui s'est tenue à Addis-Abeba fut celle qui a défini un plan d'action pour la période 2004 à 2006 et a décidé de l'annulation de la dette de 31 pays pour un montant total de 10,5 milliards de yuans¹⁹⁹. Celui de Beijing (2006), qui a enregistré le record de participations, a été celui de l'annonce du doublement de l'aide chinoise sur les trois années à venir.

Dans le même temps, il est mis en place le « Fonds de développement sino-africain » (CADF) avec un capital de cinq milliards de dollars US (3 milliards de dollars de prêts concessionnels et 2 milliards de prêts commerciaux) pour encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique. En réponse aux critiques, les dirigeants chinois se sont engagés

¹⁹⁸ Discours de Jiang Zemin, Forum sur la coopération sino-africaine, 2000 Beijing.

¹⁹⁹ Forum sur la coopération sino-africaine. Plan d'action Addis-Abeba.

«d'améliorer les standards de leurs entreprises en matière de corruption et de respect des normes environnementales» (Alden : 122), de rééquilibrer la balance commerciale entre les deux régions en «s'engageant à augmenter l'accessibilité des exportations africaines au marché chinois», notamment en supprimant les droits de douane pour certains produits en provenance des PMA en les portant de 190 à 440.

L'année 2006 a été celle de la publication du livre blanc de la politique africaine de la Chine dans ses dimensions économiques et commerciales, celle de 2011 a consacré la publication du livre blanc sur l'aide à l'étranger. Une publication très symbolique, car pour la première fois, l'empire du Milieu reconnaît explicitement la notion d'aide dans son discours et non de coopération ; le lexique change aussi avec la disparition de la notion « anciens amis » qui devient « les nouveaux partenaires »²⁰⁰.

Cette aide chinoise, au continent africain, qui est devenue, depuis le troisième forum de 2006, très importante suscite l'objet de vifs commentaires chez les analystes, les institutions de la gouvernance de l'aide (O.C.D.E) et des préoccupations au regard du matériau d'analyse disponible, tellement les données disponibles prêtent à confusion par leur caractère incomplet et non accessible, d'où la grande difficulté à pouvoir les saisir et en faire une analyse complète pour situer son importance au cœur de la stratégie africaine de la Chine. En effet, l'aide publique au développement de la Chine quoiqu'elle fasse de cette dernière le premier bailleur émergent sur le continent parmi les puissances émergentes, demeure très flou si l'on s'en tient aux statistiques disponibles et à l'effort de leur mise en disponibilité pour les besoins d'un traitement adéquat.

Dans cette partie, il sera fait état de l'importance de l'aide chinoise en Afrique, des acteurs et des instruments de l'aide chinoise et des pays qui ont le plus bénéficié du soutien chinois, mais aussi de revenir sur la compréhension du concept d'aide au sens que les Chinois lui ont donné. L'analyse de l'aide publique chinoise demeure un casse-tête chinois quand on cherche à vouloir l'appréhender selon les grilles d'observation et d'analyse des partenaires traditionnels du continent africain. Partant, les analystes ont cherché à leur manière de définir l'aide chinoise selon un nouveau cadre analytique.

²⁰⁰ Xinhua News, Full Text : China's Foreign Aid, 18/07/12.

V.4. L'AIDE CHINOISE EN AFRIQUE

L'OCDE classe la Chine parmi les donateurs émergents : c'est-à-dire ce groupe de pays qui «bénéficient de l'aide internationale tout en ayant engagé une politique d'aide publique au développement dans d'autres pays»²⁰¹. Toutefois, il faut reconnaître que la Chine n'est pas un nouveau bailleur sur la scène africaine, car des pays comme l'Égypte, la Guinée, le Mali, la Zambie et la Tanzanie ont bénéficié très tôt du soutien de la Chine au lendemain de leur indépendance. C'est au retour de la conférence de Bandung que l'empire du Milieu s'est engagé à accompagner ses «frères» du continent africain dans leurs efforts de développement. L'analyse de l'aide chinoise nous laisse découvrir une définition autre de l'aide chinoise, une organisation de l'aide publique au développement éclatée avec l'implication de plusieurs acteurs et complexe aussi avec l'intervention de plusieurs institutions. S'y ajoute aussi l'absence de statistique publiée par le gouvernement chinois sur le montant exact de l'aide et l'unique possibilité de se rabattre sur les communiqués de presse publiés lors des visites officielles par les médias chinois.

Dès lors, comment disséquer les annonces d'annulation de la dette africaine de 1,2 milliard de dollars au forum de 2000 et de 1,4 milliard de dollars à celui de 2006 des annonces du doublement de l'aide chinoise au continent africain à l'occasion du forum de 2006, 2009 et 2012 de l'aide bilatérale qui ne concerne que certains États à l'exemple de la R.D.C. Ce pays bénéficia d'abord d'un financement en septembre 2007, de 5 milliards de dollars pour financer la construction de routes, de voies ferrées et d'universités, suivi d'une autre enveloppe de 9 milliards supplémentaires ; et de la Côte d'Ivoire qui doit recevoir de la Chine un financement de 5 milliards de dollars annoncé au dernier FOCAC de 2012.

La difficulté pour les analystes réside dans la définition du concept d'aide d'abord avant de parler de mesure du phénomène, si pour la Chine son soutien au continent est une entraide entre frères du Sud sur la base de relations historiques et de destins communs. Les communiqués chinois installent beaucoup plus de zones d'ombres qu'ils n'en éclairent, car la clé de répartition géographique (par pays) et financière (dons, prêts sans intérêt, crédits concessionnels, crédits commerciaux) ne permet pas d'avoir une idée claire de l'aide chinoise en Afrique. La non-publication ou l'absence de statistique a amené plusieurs spécialistes de la

²⁰¹(Brésil, Chine, Inde, Afrique du Sud, Thaïlande, Turquie et Fédération de Russie), http://www.oecd-ilibrary.org/development/l-efficacite-de-l-aide-dans-le-secteur-de-la-sante/annexe-b-donneurs-emergents-et-efficacite-de-l-aide-dans-le-secteur-de-la-sante_9789264174658-14-fr visité le 15 Mars 2013.

question dont (Brautigam 1998 ; Kurlantzick 2007 ; Qi Guoqiang 2007)²⁰² à avancer des montants qui ont le mérite de ne pas s'accorder sur un montant exact et confirmer tout ce que l'on pensait déjà.

Pour l'une des pionnières de la recherche sur l'aide chinoise à l'Afrique D.Braütigam, la totalité de l'aide chinoise à l'Afrique sur ces deux premières périodes (1957-1989) s'est élevée à 4.9 milliards de dollars ; en plus des annulations de dette et des prêts concessionnels qui ont pris une certaine ampleur à partir des années 2000. L'argument développé par Jian-Ye Wang (2007), dans un document de travail du Fonds monétaire international (FMI), est plus plausible quand il estime que l'aide chinoise à l'Afrique est plus élevée que ce que disent certains spécialistes.

C'est avec la publication du Livre blanc sur l'aide par le MOFCOM, en avril 2011, que le montant total de l'aide chinoise est arrêté à 19 milliards de dollars et recouvre à la fois les dons et les prêts sans intérêt offerts depuis Bandung (1955) et les prêts concessionnels²⁰³ accordés à partir de 1995. Ce montant cumulé est inférieur au flux d'aide que l'Afrique reçoit chaque année des pays de l'OCDE²⁰⁴ et ne fournit aucune information sur la répartition par pays ou l'évolution par année pour connaître les chouchous de la Chine sur le continent afin d'étayer le postulat selon lequel la Chine accorderait plus d'intérêt aux pays riches en ressources minières et énergétiques qu'au détriment des autres comme le Sénégal, et la place que les « *rogues- States* » occuperaient dans le financement chinois ? Beaucoup de questions qui auraient trouvé des réponses par la publication de données désagrégées afin de mieux apprécier l'importance de tel pays par rapport à un autre et comprendre comment se déclinent les stratégies africaines de la Chine ?

La non publication des statistiques est interprétée diversement, si pour certains elle serait la résultante d'une absence de culture de transparence, d'une administration confrontée à un cloisonnement de ces principales institutions pour centraliser les statistiques et la peur

²⁰² Bräutigam, Deborah, 1998, *Chinese Aid and African Development : Exporting Green Revolution*, Londres, Palgrave Macmillan. Kurlantzick, Joshua, 2007, *Charm Offensive : How China Softpower Is Transforming the World*, New Haven (CT), Yale University Press. Wang, Jian-Ye, 2007, « What drives China's growing role in Africa ? », IMF working papers n° 07/211.

²⁰³ Un prêt est dit concessionnel selon les Chinois, lorsqu'il est accordé avec un taux d'intérêt inférieur au taux du marché et qu'Ex-Im Bank reçoit une subvention du ministre des Finances pour couvrir la différence. Exemple : pour un prêt de 100 millions de yuan au taux de 2% et que le taux sur le marché chinois est de 4%, la banque reçoit du ministère des Finances.

²⁰⁴ J-R. Chaponnière, J-J Gabas, *Les relations économiques entre la Chine et l'Afrique subsaharienne*, in le Temps de la Chine en Afrique, pp41-71.

que se développe un sentiment égoïsme national face aux difficultés que traversent certaines provinces (Chaponnière 2008). Pour d'autres, elle est due au fait que la Chine ne peut pas divulguer le montant de son soutien au continent africain sous peine de frustrer certains pays qui se retrouvent avec une portion congrue de l'aide chinoise au moment où d'autres se taillent la part du lion.

V.5. STRUCTURATION DE L'AIDE PUBLIQUE CHINOISE

La Chine et le CAD/OCDE ne partagent pas le même cadre analytique du concept de l'aide publique au développement. Le CAD inclut l'allègement de la dette et les bourses d'étudiants dans l'aide publique au développement alors que Pékin les exclut ; la Chine inclut l'aide militaire et les prêts aux projets de joint-venture et exclut les subventions destinées aux « crédits export préférentiels ». Par ailleurs, l'aide chinoise n'inclut pas la coopération décentralisée : assistance technique des autorités locales et des financements des projets des entreprises provinciales.

L'aide chinoise se résume sous forme de dons, de prêts à taux zéro et des prêts concessionnels. Les dons représentent une part importante de l'aide chinoise et permettent de financer certains projets sociaux de moyenne envergure (écoles, logements, eau potable et hôpitaux) et des édifices publics comme le Centre de conférences de l'Union africaine (2011) ; l'adduction d'eau de Zinder au Niger en 2005 ; l'assistance technique agricole de la Sierra Leone depuis 2005. Les prêts à taux zéro qui font souvent l'objet d'annulation par Pékin, servent à récompenser les pays qui viennent de nouer des relations diplomatiques avec la Chine. Ils ont tendance à disparaître, dès lors que sur le continent ils ne sont que quatre pays à ne pas avoir de relations avec la Chine (Sao Tomé, Swaziland, Burkina Faso et Gambie).

Les prêts concessionnels qui sont sous l'administration de l'ExIm Bank depuis la création de cette dernière en 1994 ont financé 159 projets jusqu'en 2010 dans 39 pays du continent dans les infrastructures (énergie, transport, télécommunications) et l'industrie (CAITEC, 2010). Les taux d'intérêt varient de 2% à 3% et le délai de remboursement est compris entre 15 à 20 ans avec un différé de paiement compris entre 5 et 7 ans. La différence entre le taux de marché et le taux du prêt est financée par le ministère du Commerce (MOFCOM) qui utilise une subvention du budget. Ces prêts ne sont pas versés aux pays bénéficiaires et sont décaissés aux bénéficiaires des entreprises chinoises qui remportent les appels d'offres organisés en Chine par le MOFCOM (Zhenq Qi : 81). L'aide chinoise est liée,

et au moins la moitié des équipements financés par ces prêts concessionnels doivent être importés de Chine. Ces prêts concessionnels ont permis la réalisation de plusieurs projets : la sucrerie de Sukala au Mali (1996, 35000 tonnes) la cimenterie China-Zimbabwe (2000, capacité de 200.000 tonnes), le Grand Théâtre au Sénégal (1800 places).

Enfin, les prêts garantis par des ressources naturelles dont la première expérience eut lieu avec l'Angola et s'est poursuivie avec la R.D.Congo. Objet de toutes les critiques pour son absence de transparence. Ces prêts prévoient un remboursement garanti par des ressources naturelles ou la possibilité pour les entreprises chinoises d'accéder à l'exploitation de ces ressources.²⁰⁵Ces prêts dits de « package deals » infrastructures contre ressources naturelles fonctionnent sur une base où les fonds ne sont pas directement prêtés au gouvernement africain, mais le gouvernement chinois mandate une entreprise publique de construction – recevant en général le soutien de China Eximbank – pour réaliser des projets d'infrastructures avec l'accord du gouvernement africain concerné. Ensuite, en contrepartie de la provision de ces infrastructures, le gouvernement africain accorde aux entreprises chinoises, le droit d'exploiter les ressources naturelles dans le pays d'accueil à travers l'acquisition des parts dans une entreprise nationale (Tzaka : 169).

V.6. LES ACTEURS OU (INSTITUTIONS) INTERVENANT DANS L'AIDE CHINOISE

Deux piliers principaux constituent l'architecture de l'aide chinoise : l'État central et les provinces. Au niveau des instances centrales, c'est le Conseil d'État sous la direction du Premier ministre qui regroupe en son sein 27 ministères et organismes où le budget d'aide du ministère des Finances (MOF) est approuvé. Le ministère des Finances (MOF) établit le budget d'aide en collaboration avec le ministère du Commerce (MOFCOM). Cette entité décide de l'allègement de la dette et des contributions aux institutions multilatérales en même temps le MOFCOM est le principal opérateur de l'aide publique chinoise.

Trois autres organes sont placés sous la tutelle du MOFCOM : le Bureau exécutif de la Coopération économique internationale (BECEI) qui gère les projets, lance les appels d'offres et sélectionne les opérateurs. Il intervient dans la négociation avec l'opérateur, la signature et le suivi du contrat. Le Centre international pour les échanges économiques et techniques (CIEET) est chargé du lancement des consultations et de la sélection des opérateurs pour la

²⁰⁵ Dzaka, Théophile. L'aide publique au développement de la Chine aux pays pétroliers et miniers d'Afrique centrale contribue-t-elle au développement durable des pays récipiendaires. Tunis : BAD-CEA : Conférence économique africaine, 12-14 novembre 2008, 21p.

réalisation des projets. Le Bureau du Conseiller économique et commercial, dépendant de la MOFCOM, est chargé de la coordination des projets d'aide et d'investissement. Le MOFCOM examine et approuve les projets transmis par le ministère des Affaires étrangères. La Banque de prêt (l'ExIm Bank) agissant sous les directives du MOFCOM se charge des prêts concessionnels en mobilisant les capitaux sur les marchés et en s'appuyant sur deux instruments financiers importants : le crédit acheteur et le crédit vendeur. Dans les pays bénéficiaires de l'aide chinoise, ce sont les Bureaux du Conseiller économique et commercial qui identifient les besoins et les types d'aide requis. Tout en assistant au suivi et évaluation des projets.

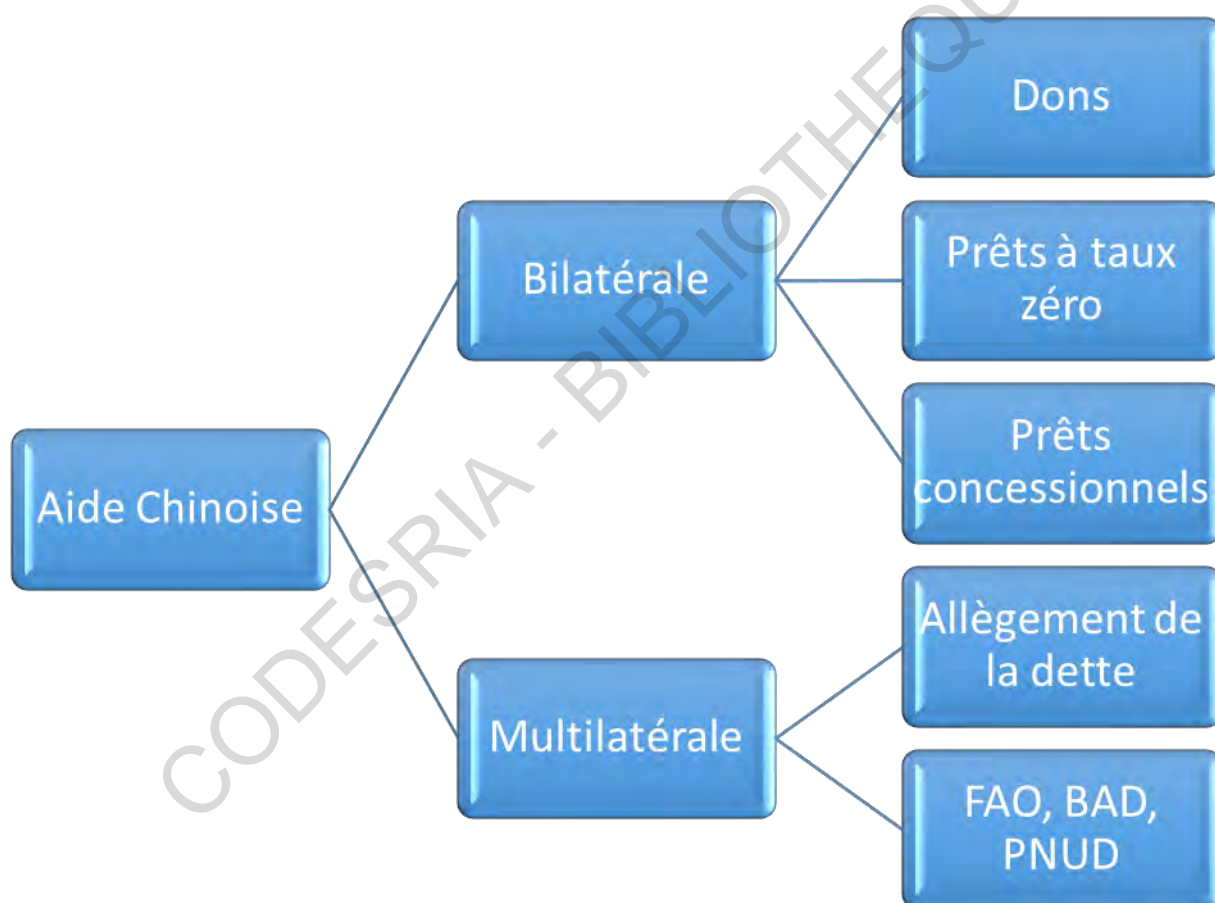


Illustration 22 : Schéma de l'aide chinoise au continent africain

CHAPITRE VI : ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE

Les relations économiques sino-africaines connaissent un dynamisme sans pareil, depuis le retour affirmé de la Chine sur le continent africain. Ces échanges traduisent la vitalité des instances et cadre d'expression mis en place surtout par l'empire du milieu pour structurer le commerce entre les deux « partenaires du Sud ». Au point que la coopération commerciale Sud-Sud a été le principal moteur de la croissance économique du monde durant ces dernières années marquées par une crise économique qui a secoué considérablement les économies du monde.

VI.1. ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont pris du retard avant de connaître le décollage. L'accent a beaucoup été mis sur l'aide dans les relations sino-africaines, surtout durant la période maoïste, que sur le commerce et les investissements avec le continent africain. Les réformes entreprises par Deng Xiaoping à partir de 1978 en s'inspirant des économies exportatrices du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan vont ouvrir une ère nouvelle où l'on notera le primat du commerce sur l'aide et l'investissement.

La présence chinoise sur le continent africain a été un facteur positif sur le relèvement du taux de la croissance économique en Afrique subsaharienne, devenant ainsi le premier client des pays africains dans le marché des exportations. Nonobstant le fait que ces échanges ont connu une légère baisse due à la fameuse crise de 2009, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique devançant même la France et les autres partenaires traditionnels pris individuellement. Ainsi, au mois de juin 2011 le commerce sino-africain atteignit 110 milliards de dollars US.

Depuis l'établissement des forums de coopération économique, la Chine va transformer sa stratégie de « Going Global » à une orientation économique axée sur la pénétration des marchés pour réussir sa politique étrangère. L'analyse des échanges économique sino-africains révèle une croissance exponentielle qui se manifeste par des résultats importants dépassant toute prévision avec des records de 20 à 30% de croissance par an de 2000 à 2005(Gaborit : 27). Car, avant cette décennie la part de l'Europe dans le

commerce avec l'Afrique était supérieure à 50%. Cette hausse des échanges économiques traduisit un contexte très favorable entre les deux partenaires au point que le Premier ministre Wen Jiabao tablait en 2006 sur un objectif à 100 milliards de dollars pour 2010, largement dépassé d'ailleurs.

En douze ans de relations commerciales intenses, le commerce extérieur chinois a pris son envol en connaissant une montée vertigineuse qui n'est pas prête de redescendre aussitôt tellement les potentialités entre les deux parties sont énormes. En effet, au lendemain de la mise en place des Sommets Chine-Afrique en 2000, l'Afrique absorbait 2% des exportations chinoises qui étaient alors de 248 milliards de dollars US ; en 2010 la part de l'Afrique était de 4% d'un total qui, entre-temps, avait quintuplé (1200 milliards de dollars US) (Chaponnière et Gabas : 43). Ce dynamisme des relations d'échanges sino-africaines révèle la perte de vitesse ou d'influence des alliés traditionnels dans le commerce en Afrique.

Malgré le fait que les échanges entre la Chine et le continent sont très modestes, car la Chine fait l'essentiel de son commerce extérieur avec l'Union européenne (20,4%), les États-Unis (17,7%), Hong Kong (13,4%) et le Japon (8,1%). Les exportations chinoises sont dominées par les tracteurs, les montres et les jouets (85% du mondial), les appareils photographiques et les ordinateurs portables (55%) du marché, les téléviseurs et les machines à laver (30%), l'acier (15%) : 39% des exportations chinoises sont réalisées par des sociétés dont le capital est entièrement étranger (américain, européen, coréen, japonais, taiwanais...) et 20% sont le fait de partenariats entre les entreprises étrangères et chinoises (Joly :26).

Les échanges commerciaux entre la Chine et le continent entrent en droite ligne des raisons explicatives de la présence chinoise en Afrique qui s'articule sur le besoin de maintenir sa courbe de croissance économique exponentielle en assurant des sources de fourniture en énergie, l'accès à un marché quoique modeste pour exporter les produits sortis de l'atelier du monde et enfin fidéliser des partenaires dans le jeu de go des relations internationales. Ces relations commerciales méritent un exercice d'éclaircissement dès lors qu'il a été noté une asymétrie dans les échanges entre les cinquante économies africaines et la deuxième économie du monde. Cette asymétrie est révélatrice du poids et de l'importance de chaque pays aux yeux de la Chine. Deux situations se posent : un groupe de pays dits rentiers exportant des ressources naturelles (pétrole, minerais, bois, etc.) qui ont un excédent commercial vis-à-vis de la Chine et une autre catégorie dont les économies sont déficitaires face à la forte importation des produits chinois manufacturés. Aujourd'hui, les échanges

commerciaux sont passés de 10 milliards de dollars en 2000 à 220 milliards de dollars en 2014, soit un volume qui a augmenté de 21 fois en l'espace de quinze années.

VI.2. DES ÉCHANGES TRÈS INÉGAUX

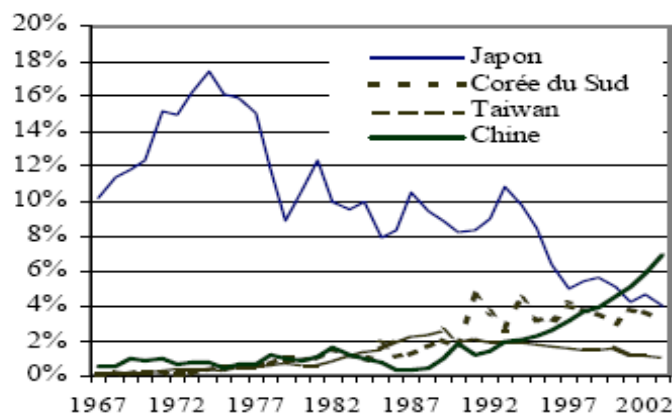
Dans le premier tableau nous avons des pays comme l'Angola principal fournisseur de la Chine avec la moitié de la consommation chinoise, le Congo-Brazzaville, la Guinée équatoriale, le Nigeria, le Soudan, le Tchad orientés dans l'exportation de (produits pétroliers) la Mauritanie, la Zambie, la R.D.Congo, le Gabon, l'Afrique du Sud (produits miniers, bois). Dans le second tableau représentant la quasi-totalité des pays africains qui ont un profil commercial extérieur déficitaire face à la Chine, nous avons la Cote d'Ivoire, le Bénin, le Togo, le Sénégal, le Mali, le Niger, etc.

La Chine exporte sur le continent des biens de consommation qui font le bonheur des populations locales en démocratisant du coup l'accès à certains produits aux couches sociales les plus défavorisées. Des biens intermédiaires sont aussi exportés par la Chine pour les besoins de la demande du marché africain en (produits textiles et sidérurgiques, etc.), mais aussi des biens d'équipements particulièrement des machines dans les domaines du transport public et personnel avec les motocyclettes et voitures chinoises, dans les télécommunications avec la présence des deux géants chinois (ZTE et Huawei) qui ont gagné des marchés énormes en Afrique, dans l'agriculture et dans les télécommunications.

Cette place occupée par la Chine dans les échanges commerciaux avec le continent africain est une tendance lourde qui permet d'élucider la reconfiguration de la carte économique du monde à partir de sa zone d'influence où il a été noté un « **vol d'oies sauvages** » qui ont successivement joué une part importante dans les relations avec l'Afrique. Ainsi, comme le souligne Jean-Raphaël Chaponnière « *Dans les années 1970, le Japon était le principal fournisseur asiatique de l'Afrique subsaharienne qui absorbait alors entre 7 et 8 % des exportations japonaises. Les produits coréens se sont ensuite substitués aux produits japonais et depuis dix ans, les produits chinois font leur apparition (graphique ci-dessous). Cela a comme conséquence un redressement de l'Afrique subsaharienne dans les exportations chinoises à un niveau qui reste toutefois inférieur à ce qu'il était dans les années 1970* »²⁰⁶.

²⁰⁶ Chaponnière Jean-Raphaël, « Les échanges entre la Chine et l'Afrique; situation actuelle, perspectives et sources pour l'analyse », Stateco n°100, Paris, 2006

Part du Japon, de la Corée, de Taiwan et de la Chine dans les importations de l'Afrique Sub-saharienne (%)



Source : Chelem

Illustration 23 : La part du Japon, de la Corée et de la Chine dans les importations de l'Afrique subsaharienne (%)

C'est à partir de 1993 que l'empire du Milieu a commencé à devenir un pays importateur net de pétrole. Ainsi, l'Angola, le Soudan, le Nigeria et le Congo Brazzaville deviennent ses principaux fournisseurs de l'or noir et permettent à la Chine de pouvoir assurer l'approvisionnement de son industrie boulimique en matières premières 20% du pétrole africain, sans toutefois dépasser la consommation américaine qui était de 31% en 2010 (Gabas et Chaponnière : 48). Les minerais occupent le deuxième niveau des importations chinoises d'Afrique en passant de un cinquième des exportations africaines vers la Chine en 2001 à plus de la moitié en 2010.

Cette présence chinoise en Afrique n'a pas créé une rupture dans le schéma des exportations africaines dans le monde, car l'Empire du Milieu marche sur le pas des puissances occidentales en important du continent une partie de sa consommation pétrolière qui est loin de ce que diffusent les rumeurs : avec seulement 20% des exportations pétrolières africaines, la Chine est derrière les États-Unis avec 31% des exportations africaines et devant l'Europe 17% des minerais (cuivre, cobalt, nickel, ferromanganèse, uranium) et des produits agro forestiers (coton et grumes dont près de la moitié exportée de façon illégale)²⁰⁷.

²⁰⁷Cette exportation illégale de grumes se fait à partir d'états complices comme le bois sénégalais coupé illégalement dans la région de Sédhiou et transitant par la Gambie pour une exportation finale en Chine.

Les exportations africaines vers la Chine ont été des catalyseurs dynamiques à la hausse du taux de croissance économique des États africains durant la décennie 2000-2010 et cette tendance va se maintenir encore. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint une valeur de plus de 200 milliards de dollars en 2012, soit 20 fois ce qu'elle était en 2000 lorsque Pékin a engagé une politique d'engagement accéléré. Cela a été une période de forte croissance en partie grâce à la demande asiatique pour les ressources africaines. Mais un

boom des matières premières, des services et de la consommation a coïncidé avec le déclin relatif du secteur manufacturier africain, passant de 12,8 pour cent à 10,5 pour cent du PIB régional, selon les chiffres de l'ONU.

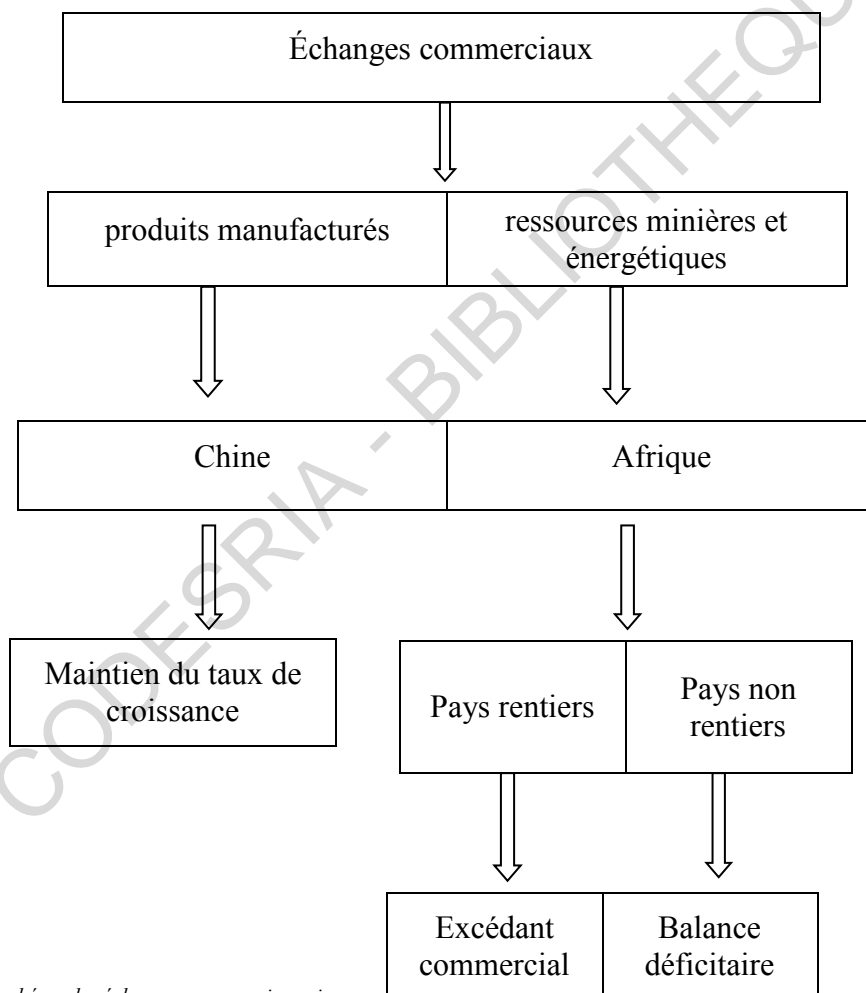


Illustration 24 : schéma des échanges commerciaux sino-

africains

« Mieux vaut apprendre à pêcher que donner un poisson »

VI.3. UN MODÈLE DE SOUTIEN À REVOIR ?

Contrairement à l'adage souvent répété par les Chinois, l'aide chinoise semble ignorer le renforcement des capacités locales. En l'absence d'un réel transfert des technologies, les ouvrages chinois connaissent des difficultés de suivi et d'entretien avec leur retrait et après la remise clés en main aux pays bénéficiaires. Ainsi, le départ des experts chinois demeure toujours un casse-tête chinois pour la survie des projets comme ce fut le cas au Sénégal après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays suite à la reconnaissance de Taiwan en 1996. Le Stade de l'amitié construit par les Chinois sera très éprouvé par le départ de ces derniers. Tout le matériel électronique comprenant le tableau lumineux et la sonorisation ne vont plus fonctionner après le retrait des Chinois. Quel peut être donc l'avenir du soutien de la Chine au continent surtout dans les politiques des grands travaux ; quand on sait que l'aide chinoise finance des réalisations « clés en main » par des entreprises chinoises. En effet, la Chine a financé au total à la date de la publication du rapport du MOFCOM²⁰⁸, 884 projets et programmes d'assistance a envoyé 17.000 assistants médicaux et quelque 312 volontaires en Afrique, et 26.488 Africains ont été formés en Chine.

Le constat est que la réalisation des projets sur le continent africain est assurée par la Chine d'amont en aval ; depuis l'étude de faisabilité jusqu'à la formation des cadres en passant par la construction et l'importation des équipements et matériaux. C'est ainsi que sur le continent la quasi-totalité des projets sont réalisés clés en main : la Bibliothèque nationale du Cap-Vert (1989, 58.000m²) ; la route Niefant-Nkue en Guinée équatoriale (2003, 33km). Ceci ne participe pas aux renforcements des capacités locales à pouvoir demain se prendre charge en « commençant à pêcher » plutôt qu'à continuer à « manger les produits issus de la pêche chinoise ».

Notre conviction personnelle par rapport à l'aide chinoise c'est qu'il va falloir la repenser selon une stratégie africaine d'appropriation et d'orientation des capitaux issus de ces emprunts. L'aide n'est jamais gratuite, car elle répond souvent à une volonté stratégique du prêteur à définir ou à asseoir un projet idéologique, économique et hégémonique quelque part. Nous ne pas postulons pour une mort de l'aide comme la soutient l'économiste

²⁰⁸ MOFCOM (Ministère du Commerce)

zambienne Dambisa Moyo²⁰⁹. Cette dernière affirme que l'aide n'a pas réussi à permettre un décollage économique du continent, ni la réduction de la pauvreté, malgré les sommes immenses destinées à l'Afrique depuis 1960, plus de 1000 milliards de dollars, et les effets pervers structurels qu'elle comporte. La question que soulève l'aide en Afrique dans un contexte marqué par un continent convoité à la fois par les puissances traditionnelles et les pouvoirs émergents, doit nous amener à voir comment l'Afrique peut échapper aux diktats de ces derniers en se libérant de ce statut peu enviable d'État-Client pour devenir pleinement autonome.

VI.4. L'AIDE LIÉE ?

L'aide publique chinoise est-elle liée au point de continuer à maintenir les schémas anciens qui gouvernaient l'aide avec les pays de la C.A.D en liant l'utilisation de l'aide par l'achat de biens et services venant du pays prêteur ? Le constat révèle que la quasi-totalité des matériels achetés vient de Chine dans le cadre des programmes ou projets chinois en Afrique. Ceci participe à l'augmentation des exportations chinoises en Afrique en ouvrant le marché africain aux entreprises chinoises.

Dès lors peut-on dire que l'aide n'est pas conditionnée si l'on se réfère au discours des dirigeants chinois ? Quand on sait qu'en novembre 2009 à Charm el-Cheikh (Égypte), le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, y affirmait « *Notre collaboration économique et notre commerce s'appuient sur un résultat gagnant des deux côtés, sur l'ouverture et la transparence. Nous n'avons jamais posé des conditions politiques à l'Afrique et nous ne le ferons jamais.* » Il y'a une sorte de bluff dans l'aide publique chinoise au développement sur un soutien qui serait délié et désintéressé; entre le discours chinois et la réalité des faits, car les pays bénéficiaires de l'aide ne fixent les règles et subissent celles du bailleur.

Malgré les déclarations dont l'une des plus récentes fut faite en janvier 2010 par le ministre chinois du Commerce Chen Deming, en visite officielle sur le continent, en déclarant : « *Depuis de longues années, le gouvernement chinois a accordé aux pays africains une aide désintéressée et leur procure tout le soutien qu'ils désirent en vue d'améliorer la vie des populations, d'accélérer la réalisation d'infrastructures et de créer les situations favorables à leur développement.* »²¹⁰

²⁰⁹ Dambisa Moyo «Dead Aid - Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa », Allen Lane (2009).

²¹⁰ Le *Quotidien du Peuple*, 01/2010.

Les faits soutiennent que la nature de l'aide chinoise n'est pas désintéressée, elle est même liée. De prime abord, le soutien chinois est conditionné par une rupture des relations diplomatiques avec Taiwan qui est la condition pour disposer de l'aide publique chinoise. L'aide inclut la présence d'une main d'œuvre chinoise occupant les fonctions supérieures dans les différentes entreprises chinoises intervenant en Afrique au nom du gouvernement chinois et pour le compte de l'État bénéficiaire (Huawei-Sénégal). Dans le même temps, c'est une garantie pour les entreprises et les négociants chinois de s'ouvrir un nouveau marché et de concurrencer sur le terrain africain de grands majors de l'industrie de fourniture de service et biens en informatique comme Alcatel Lucent, Ericksson, etc.

VI.5. LE PASSAGER CLANDESTIN DE L'ECONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE ?

La théorie du « Passager clandestin » plus connue sous le terme anglo-saxon de « free rider » a été conceptualisée par le socioéconomiste américain Mancur Olson ²¹¹ en 1965. Selon Olson le « free rider » n'est pas un resquilleur ; sa motivation principale c'est de pouvoir profiter au maximum des biens collectifs sans qu'il n'ait à payer pour y accéder. Le rôle actuel de la Chine dans le jeu des relations avec le continent africain est interprété par les observateurs occidentaux comme relevant d'un type de comportement et d'attitude proche de celui du « passager clandestin ».

Le passager clandestin n'a pas travaillé à désindustrialiser le continent africain uniquement. Il a bénéficié des mesures prises par les institutions internationales dans le cadre de leur programme d'ajustement structurel pour libéraliser et « demonopoliser » le marché des États africains par une levée des barrières tarifaires et douanières. En ouvrant les frontières économiques africaines à la concurrence pour les multinationales d'Europe, elles ont permis aussi aux chefs d'entreprises et producteurs chinois de pouvoir respectivement prendre part sur les actions des entreprises africaines et accéder au marché africain pour y inonder leurs produits.

En effet, c'est en mars 2007 que l'ex-président de la Banque Mondiale accusa nommément la Chine d'avoir une stratégie de « passager clandestin » sur le continent, en prêtant à des pays qui venaient de bénéficier de remise de dette, grâce à l'initiative pour les pays pauvres et très endettés (IPPTE) en parvenant à ramener la dette externe des pays africains de 80% du PIB (1995) à 35% (2006) pour un montant global de 64 milliards de

²¹¹ Mancur Olson, *La logique de l'action collective*, 1966.

dollars. Cette stratégie chinoise de faire fi des annulations de dette de la communauté internationale risquerait de gonfler l'endettement de ces pays selon les institutions de Bretton Woods qui disent avoir mis en place un cadre de viabilité de la dette pour encadrer le niveau d'endettement des pays selon un plafond d'endettement au-delà duquel le risque de non-remboursement peut devenir très important.

Par conséquent l'endettement des pays africains doit être encadré et que la Chine ne doit intervenir qu'en rapport et après autorisation de ces institutions sur le terrain africain, pour avoir réussi à rétablir les cadres macro-économiques de ces États. Pour ces autres, la Chine n'exercerait qu'une forme de parasitisme sur le continent en se comportant en « passager clandestin ». Cela voudrait dire aux yeux de ces derniers que la Chine n'agirait pas pour le bien commun de l'humanité. Richard Tuck pense qu'il n'y a pas de contribution négligeable et que les démonstrations sur la notion de passager clandestin ne sont pas universelles. Et qu'elles seraient d'ailleurs un produit de la pensée économique néoclassique qui postule pour une concurrence parfaite et qui aurait peur de la présence chinoise en Afrique. Partant, R.Tuck soutient que même les théoriciens de l'économie comme Adam Smith, David Hume, Jeremy Bentham, Rousseau et Pareto ne pouvaient penser que la non-implication ou la défection n'avait pas une incidence sur l'action collective. C'est pourquoi ils souhaitaient que tout un chacun puisse participer à l'action collective pour le bien de tous afin que les résultats obtenus ne soient confisqués par quelques-uns organisés sous la forme d'entreprises monopolistiques²¹².

À partir du moment où la présence chinoise est un motif d'inquiétude à la fois pour les institutions internationales et les pays de l'OCDE au point de réveiller le vieux mythe du péril jaune à bien des égards jusqu'à désigner la Chine comme étant un resquilleur. Ce « passager clandestin » qui n'est mu que par une recherche éperdue de matières premières et de débouchés sans considération des normes établies par la communauté internationale sur la réduction de la dette, sur les avancées en faveur de la démocratie et du respect des droits de l'homme. La Chine est donc objectivée sous le regard des éditorialistes occidentaux, des experts et consultants des Institutions internationales comme étant un Outsider au sens Beckerien du terme²¹³ ; dès lors qu'elle outrepassé les règles qui sont établies par la

²¹²Richard Tuck, *Free Riding*, Harvard University Press, 2008, 223 p.

²¹³ Becker considère que ce sont les groupes sociaux qui créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme des déviants. Ici c'est la communauté internationale qui décide ce qui est bon ou mauvais en indiquant ses règles et que tout acteur qui agirait contrairement à ces normes est un déviant. Par conséquent, la Chine développe à leurs

communauté internationale, mais qui n'est pas partagée sur le continent africain par les chefs d'État et une partie de l'intelligentsia africaine séduits par le modèle de développement chinois.

« La Chine est en train de se constituer comme « centre » et ce faisant, se trouve dans la logique du développement des périphéries qui entretiennent et jouissent de sa croissance. La Chine est aujourd'hui, la plus grande bénéficiaire des règles du capitalisme sauvage auquel elle n'a jamais participé à l'élaboration ni théorique ni pratique. En tant que gagnante de la mondialisation, avec son attrait des délocalisations, elle est prête à envoyer au chômage plusieurs travailleurs à travers le monde. » (Henri Sakanyi 2010.²¹⁴)

C'est sous ce rapport que la présence chinoise en Afrique va être nourrie par des pratiques discursives construites autour de deux concepts centraux : opportunité ou menace pour le développement. Ces deux concepts ont charrié l'essentiel de la littérature sur la question. À partir de ce moment nous allons voir les perceptions et les représentations construites sur la présence chinoise en Afrique en partant des discours, des écrits, des analyses sur la question d'un point de vue occidental, africain, voire même chinois.

yeux les comportements et attitudes contraires à la règle générale. Il y'a un étiquetage de la Chine dans le discours des entrepreneurs de la morale économique internationale transgresserait aux normes.

²¹⁴Henri Mova Sakanyi, « La Chine en Afrique : grammaire d'un basculement géopolitique », in *Dounia*, n° 3 septembre 2010, pp. 91-123.

CHAPITRE VII: MENACE OU OPPORTUNITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE ?

Le retour inattendu de la Chine sur le continent africain fait l'objet d'un intérêt grandissime dans les milieux médiatiques, universitaires et gouvernementaux au point de soulever de vives polémiques selon un schéma manichéen qui oppose pro et anti chinois. Loin d'être un phénomène isolé et nouveau si l'on analyse bien la question de cette présence chinoise dans le monde comme une redéfinition de la carte économique et géopolitique du monde ; mais aussi comme un retour en force d'un partenaire qui suite à des politiques internes de recentrage s'était retiré du continent africain pour mieux réussir ses réformes internes. Ce vif intérêt sur la question de la Chine en Afrique fait suite à une augmentation croissante des échanges économiques qui ont décuplé en une décade²¹⁵, aux programmes d'aide et d'investissements du gouvernement chinois.

En devenant ainsi un des partenaires les plus importants du continent africain la Chine est vue sous deux angles : celui de la menace qui considère l'Empire du Milieu comme un concurrent ou une nouvelle puissance colonisatrice, et celui de l'opportunité qui définit la Chine comme un nouveau partenaire au développement. Entre mythes et réalités, la présence chinoise se construit ainsi avec des conclusions hâtives, une littérature recyclée charriant un ensemble de clichés et de stéréotypes ravivant le vieux mythe du « péril jaune », avec un traitement assez tendancieux des données recueillies çà et là. Dès lors, nous sommes pris dans un jeu avec des enjeux multiples et dont il faut s'extirper par une neutralité axiologique au sens de pouvoir produire un discours objectif et sortir du diktats des analystes et commentateurs prompts à nous servir un discours tout fait sur la question, mais aussi de bien situer le locuteur et le lieu d'émission du discours, car des intérêts sous-jacents se cachent assez souvent sur les relations entre la Chine et l'Afrique.

Pourquoi cette présence suscite tant d'intérêts ? La communauté internationale a-t-elle raison d'affirmer que la Chine annihilerait les efforts énormes faits en faveur de la réduction de la dette, de la bonne gouvernance, de la démocratie et du respect des droits de l'homme en Afrique? La Chine va-t-elle inféoder le continent africain en devenant une nouvelle puissance colonisatrice et justifier cette nouvelle menace ? À l'opposé, l'empire du Milieu n'est-il pas cette nouvelle alternative au développement dont le continent a tant voulu pour sortir de l'état

²¹⁵ Selon le Ministère chinois du Commerce, le volume des relations commerciales sino-africaines qui était de 10 milliards de dollars US en 2000, a décuplé en moins d'une décennie, pour atteindre 106,8 milliards de dollars US en 2008.

des institutions internationales et de leurs conditionnalités ? À travers ce qui suit un effort d'analyse va être mené pour situer les différentes postures qui existent sur la présence chinoise en Afrique : entre menace ou opportunité pour le développement du continent africain.

VII.1. LA CHINE EST ELLE UNE MENACE POUR LE CONTINENT AFRICAIN ?

Les relations sino-africaines sont partagées entre sentiments d'inquiétude et d'optimisme de part et d'autre au point de penser qu'en dehors de ces deux champs de positionnement il ne pourrait y subsister point de discours. Dominant ainsi le champ de la recherche et des commentaires quotidiens, alimentant les éditoriaux des grands quotidiens de ce monde. Ces deux démarches planent tel un spectre sur la littérature de cette «Chinafrique » (Michel&Beuret, 2009), et dominant la réflexion selon le lieu d'émission du discours. Cette dichotomie entre deux positions qui s'affrontent radicalement révèle le fond du débat sur les enjeux de la présence de cet acteur sur la scène africaine.

Dès lors ces constructions sociales de la réalité chinoise en Afrique situées qui ne demandent qu'à être questionnées nous amènent à considérer comme le soutien Foucault « *n'importe qui parle, mais ce qu'il dit, il ne le dit pas de n'importe où* »²¹⁶. Par conséquent, analyser la présence chinoise sous l'angle de la menace laisse supposer que le champ de la construction du savoir scientifique est situé selon un ou des groupes identifié(s) dans l'espace et le temps ; c'est pourquoi nous allons interroger les discours construits sur la menace à partir du champ occidental, africain et chinois s'il y a lieu.

VII.1.1. VUE D'OCCIDENT

L'idéologie de la menace chinoise en Afrique est construite à partir d'un corpus théorique porté par un groupe d'acteurs moulés à la sauce néoréaliste qui postule que cette présence chinoise en Afrique n'est motivée que par la recherche de puissance qui s'articule sur une politique d'aide afin de nouer le maximum d'alliance avec les pays africains et en tirer profit dans les grandes réunions des Institutions internationales comme les Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce et toute autre instance dans laquelle tout vote est décisif eu égard au poids important du vote africain.

²¹⁶ Michel Foucault, *Archéologie du savoir*, Gallimard, 1969, 264 p.

Le premier à théoriser la future menace de la Chine dans le monde fut le diplomate français Alain Peyrefitte, qui reprenant Napoléon, dira que « *Quand la Chine s'éveillera le monde tremblera* » à l'occasion d'une mission parlementaire, comme titre d'un de ses célèbres²¹⁷ ouvrages publié en deux tomes en 1973, dans lequel il prédit le futur développement économique et politique de la Chine et essaye d'en cerner les prochaines conséquences. Cette publication est le fruit d'une enquête menée dans dix-huit provinces chinoises par le diplomate français et son équipe. Pendant que la Chine était perçue comme « *un géant aux pieds d'argile* », l'auteur français nageait à contre-courant : « *vu le nombre de Chinois, écrivait Peyrefitte, lorsqu'ils auront atteint une culture, une technologie suffisantes, ils pourront imposer les idées au reste du monde.* »

La théorie de la menace chinoise est le fait d'analystes occidentaux travaillant pour une bonne partie dans des centres de recherche en géopolitique et relations internationales ou servant au niveau des institutions internationales comme la banque mondiale et le fonds monétaire international. Mais aussi au niveau des cercles intellectuels et dans le milieu des médias²¹⁸ qui voient d'un très mauvais œil l'arrivée de ces *Outsiders* sur le terrain africain ; sans oublier certaines organisations non gouvernementales relais ou satellites de groupes ayant des intérêts en Afrique et préoccupés par la présence du dragon dans leur pré-carré.

Les analystes de ce courant considèrent que la Chine est en train de marcher sur les pas de ses devanciers et que son but ultime c'est d'inféoder le continent africain en exerçant une nouvelle forme de colonisation après celle des puissances occidentales. Ces positions sont développées dans les travaux de (Valérie Niquet, 2006)²¹⁹ qui affirme que la stratégie africaine de la Chine se décline sous la forme d'une présence tous azimuts, un bas coût de ses services et produits, une absence totale de conditionnalité produisant un « modèle chinois », prédateur qui échange matières premières contre biens de consommation, et pose la question de l'intégration réelle de la Chine à la communauté des puissances mondiales. Niquet résume donc le rôle de la Chine en Afrique comme essentiellement prédateur. Ces thèses sont défendues aussi par des auteurs comme Jean Joly²²⁰, S.Michel et M. Beuret²²¹, et épousent les

²¹⁷ Ouvrage vendu à 1,8 million d'exemplaires

²¹⁸ « La Chine, les conquérants », Couverture d'Afrique Magazine, novembre 2006 ; « Chine : une puissance néocoloniale en Afrique », Titre d'un article du dossier de Courrier International du 5 au 11 octobre : Le monde selon Pékin; « Chine-Afrique : l'arrivée en force » Couverture du magazine Africa International.

²¹⁹ Valérie Niquet, « La stratégie africaine de la Chine » *Politique étrangère* 2^{ème} Trimestre 2006.

²²⁰ Jean Joly, *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*, Pygmalion, 2011, Paris, 325p.

inquiétudes de Jean-Luc Domenach face à la perte de vitesse des entreprises européennes en Afrique au point de titrer son ouvrage : « La Chine m'inquiète : 2008 ».

De même que les points de vue catastrophiques de (Philippe Cohen et Luc Richard) qui réveillent le vieux mythe du péril jaune, sous les termes suivants : « le Vampire du milieu. Comment la Chine nous dicte sa loi »²²² ; cinq ans après avoir cherché à nous « prévenir » de la supposée menace chinoise en se demandant si *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*²²³ Les coauteurs affirment vouloir mettre à nu la manière dont la Chine nous dicte sa loi. En défendant la thèse selon laquelle l'insertion de la Chine dans la mondialisation ne serait profitable ni aux classes populaires chinoises, particulièrement celles des campagnes ni à celles des pays développés. La Chine dans le marché mondial n'est pas synonyme de démocratisation selon eux, car ils soulignent que le capitalisme chinois en devenant fort intérieurement, en développant ses tentacules hors de son territoire, est devenu prédateur en vampirisant tout le monde par ses productions industrielles, par ses multiples contrefaçons et parmi ses muscles il y a les fonds souverains et les multinationales chinoises encadrées, par un dirigisme étatique, de la complicité active des multinationales américaines et européennes qui profitent des prix chinois. L'Empire du Milieu est devenu donc notre cauchemar si l'on s'en tient à leurs déductions.

Ces écrits soutiennent que le marché africain est envahi par les produits chinois, qui à la longue, finiront par asphyxier le développement des industries locales. De même, les investissements chinois en Afrique dans les secteurs énergétiques, miniers, forestiers et agricoles entrent dans une opération de pillage des ressources africaines et d'une dégradation de l'environnement. Selon eux, le « passager clandestin » de l'histoire accorde des prêts financiers importants qui risquent d'annihiler les efforts consentis par les pays de l'OCDE dans l'allègement de la dette africaine en entraînant ces pays dans un cercle vicieux du réendettement.

De plus, la Chine bafoue les droits internationaux du travail en Afrique avec sa pléthore de main d'œuvre et les mauvaises conditions de travail imposées par ses entreprises aux travailleurs africains (absence de sécurité, bas salaire, pas de syndicalisme, etc..) ; et

²²¹ S.Michel, M.Beuret, *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset, 2008,

²²² Cohen P. et Richard L., *Le Vampire du Milieu, Comment la Chine nous dicte sa loi*, Paris Fayard/Mille et une nuits, 2010, 336 p.

²²³ Cohen P. et Richard L., *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, Mille et une nuits, 2005, 234p.

enfin la politique de non-ingérence qui encourage les régimes dictatoriaux au point de saper les fondements du processus démocratique en Afrique, constitue un bon exemple du cynisme des dirigeants chinois et de leur « non-préoccupation » de la démocratie (Gaye, 2007).

Cette « offensive » chinoise entre selon ces théoriciens et analystes dans la stratégie africaine de l'empire du Milieu pour faire du continent « la dernière province de l'empire », pour sa fourniture en ressources énergétiques. C'est pourquoi selon eux le dragon chinois aurait un plan pour l'Afrique (S. Michel & M. Beuret, 2009)²²⁴ qui est celui d'assouvir ses appétits en imposant un « nouveau pacte colonial à l'Afrique » (Keet, 2007). Que peut bien cacher ce discours sur la Chine en Afrique au point qu'il est légitime de se demander qui a peur de la Chine. L'Afrique, en décidant de se choisir de nouveaux partenaires au détriment des anciennes puissances qui ne sont plus seules dans leur pré-carré et doivent faire face à une nouvelle forme de concurrence, se sent-elle menacée par « le Vampire du milieu » qui fait l'objet d'une campagne de diabolisations et de dénonciations dans les débats et publications ?

Nous savons tous que l'horreur du « péril jaune » avait été développée par les Occidentaux et ce n'est donc pas une nouveauté si ces sentiments de méfiance et d'inquiétude sont développés dans la littérature occidentale pour s'émouvoir de l'irruption chinoise en terre africaine, comme si cela relèverait d'un phénomène anormal au point de constituer une menace en Afrique. Ces inquiétudes sont bien situées dans l'espace et reflètent le point de vue d'anciennes puissances qui ont perdu toute influence dans leurs ex-colonies. Ce qui fera dire à Alice Sindzingre²²⁵ que « *les inquiétudes suscitées par la Chine concernent peut-être surtout les pays industrialisés, qui affrontent désormais une compétition accrue dans leurs zones traditionnelles d'approvisionnement en matières premières. Le monde multipolaire est en marche, avec ses incertitudes.* »

Ces publications sont parfois imprégnées de préjugés et de stéréotypes sur la Chine en Afrique ; relevant d'un discours trop généraliste et souvent le produit d'une littérature de recyclage d'informations recoupées par ci ; où il est fait état de la nouvelle menace que peut constituer l'entrée de l'éléphant chinois dans le magasin africain de porcelaine. Dès lors, c'est le discours émotif qui finit par éclipser l'analyse scientifique en charriant tout une

²²⁴BEURET, M. et S. MICHEL (2009), « La Chine a-t-elle un plan pour l'Afrique ? », *Afrique contemporaine*, n° 228.

²²⁵ Alice Sindzingre, « le pire n'est pas sûr », le monde, 15/12/06 : « Décidément la Chine inquiète : il n'est pas de jour sans un article soulignant la vulnérabilité non seulement des Economies industrialisées, mais désormais des pays en développement, face à sa montée en puissance. »

bibliographie fantasmée nourrissant un ensemble d'images d'Épinal de la Chine. Chacun y va de sa représentation aussi embrouillée qu'idyllique, pour entretenir un espace de constructions épistémologiques et méthodologiques peu propice à la production d'un savoir scientifique débarrasser de ces prénotions ou de la doxa.

VII.1.2. VUES D'AFRIQUE

Le pessimisme du discours sur la présence chinoise en Afrique est un point de vue qui est aussi partagé par des auteurs africains comme Adama Gaye, pour s'en prendre à l'autruche africaine²²⁶, qui selon lui doit se positionner en tant que réel partenaire et non en tant que quémandeur. Cette absence de réactions à pouvoir définir une politique commune pour négocier ensemble avec ce nouveau « partenaire » pousse Adama Gaye à se poser l'interrogation suivante de savoir si les relations entre les deux parties relèvent d'une « sainte ou impie alliance ». Pour le journaliste-consultant sénégalais, « *Le coeur du monde, bat au rythme de la Chine. Ses vigoureuses palpitations, qui sont entendues aux quatre coins de la planète, ne laissent qu'une région du monde indifférente : l'Afrique. Aucune réaction structurée, aucun mécanisme ni stratégie cohérente n'y ont été dégagés, à ce jour, pour faire face aux conséquences, immédiates et à venir, de la fracassante irruption sur la scène internationale du plus massif des dragons asiatiques.* » (2006 :13). Et que le pire dans cette alliance ce serait l'abandon prochain du continent africain par la Chine ; pour A. Gaye, « *une fois ses objectifs atteints, la Chine pourrait laisser tomber l'Afrique, de la même manière qu'elle l'a faite en 1980, lorsque son agenda a changé* ».

Pour Henri Sova c'est parce que « *les Européens se louaient vis-à-vis de l'Afrique. Ils la considèrent comme un champ laissé en jachère ou en friche pour être exploité beaucoup plus tard selon le vœu du métayer ou du propriétaire latifundiaire. Mais lorsque la Chine s'y déploya, les pleurs et les grincements de dents se firent entendre à mille lieux* »... Les visites récentes en Afrique des dirigeants occidentaux (français et américains) Hilary Clinton à Dakar, au Soudan du Sud, en Ouganda, au Kenya, au Malawi et en Afrique du Sud, (2012), François Hollande (2013) et Barack Obama au Sénégal, en Afrique du Sud et en Tanzanie (2013) démontrent si besoin en était et à l'analyse de leur discours que s'il y a une menace chinoise sur l'Afrique, elle se porte bien sur celle des intérêts occidentaux sur le continent. De meme, Henri Sova soutien : « *Alors qu'on entendait d'Occident un message apocalyptique sur l'Afrique, la Chine y a trouvé un réel intérêt et y a investi abondamment. Les inquiétudes,*

²²⁶ Adama Gaye, *Le dragon et l'autruche*, Paris, L'Harmattan, 2006.

les exhortations lénifiantes, les péréoraisons inconsidérées made in Europe, ont éloigné l'Afrique des anciens canaux d'échanges. Elle a saisi l'opportunité et a fait preuve d'une flexibilité étonnante » (Sova : 104) « *L'effronterie de ceux qui distillent des discours iniques sur l'Afrique, a fini par louer les décideurs qui ont rabaisé l'importance stratégique de l'Afrique. La caricature qui tenait lieu d'analyse, les surprend eux-mêmes tant cette Afrique abhorrée et subitement l'objet des convoitises lorsque d'autres puissances s'y intéressent.* »

L'Afrique passe ainsi d'un continent à la dérive à celui de toutes les convoitises, mettant ainsi à genoux les théoriciens néo-culturalistes qui condamnaient le continent avant même de l'avoir jugé avec les thèses défendues par Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* de Daniel Etounga-Manguelle, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?* De même que les réquisitoires sévères de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, de Stephen Smith, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt* en affirmant que « *Depuis l'indépendance, l'Afrique travaille à sa recolonisation. Du moins si c'était le but, elle ne s'y prendrait pas autrement. Seulement même en cela, le continent échoue. Plus personne n'est preneur* »²²⁷.

Face à ce flot de discours pessimiste sur l'Afrique, le continent qui fut considéré sans avenir et perdu à jamais, un tonneau des danaïdes que la rapacité de ces dirigeants et les pratiques de malversation et de corruption ont fini de faire échouer les politiques d'aide au développement. Au point où un des géopoliticiens les plus en vue Pascal Boniface déclara : « *qu'il y a une fatigue de l'Afrique* »... *De fait, il est désormais inutile de courtiser les pays africains pour augmenter le nombre de pays amis ou alliés, ou pour empêcher le rival de gagner des positions stratégiques* ».

Ces thèses pessimistes sur l'Afrique avaient poussé la vieille Europe à mieux se consacrer aux pays de l'Est en pensant « à la Hongrie plutôt qu'à la Zambie au Corrèze avant le Zambèze » et oubliant que le continent est loin d'avoir dit son dernier mot et demeure le principal moteur de la croissance mondiale. Loin du discours catastrophique et alarmant sur le devenir de l'Afrique, la Chine considère que le continent africain regorge de potentialités et demeure la dernière terre vierge du monde. Par conséquent, il va falloir se positionner comme premier partenaire de ces pays en développement du continent et saisir les opportunités qui se présenteront.

²²⁷ Smith Stephen, *Négrologie*, Calmann Levy, Paris, 2003.

Qui a peur de la Chine ? Qui est ou sont menacé(s) par la présence d'un nouvel acteur sur la scène économique africaine ? L'analyse de contenu du discours est très importante pour faire la part des choses entre ce qui se dit et la réalité des faits. Cette présence chinoise semble être décrite dans des proportions très exagérées dans la littérature et les éditoriaux des journaux et magazines à grand tirage. Cette thèse alarmiste, sur la supposée menace chinoise sur l'Afrique, au point d'inféoder le continent et lui faire vivre encore une seconde colonisation, est un écran qui ne permet pas de mesurer la réalité de la Chine en Afrique. Hormis, l'importance du volume des échanges commerciaux entre l'empire du Milieu et le continent africain et l'augmentation des investissements directs, les intérêts chinois n'ont pas encore atteint ceux des anciennes puissances coloniales et doivent être nuancés (Lafargue : 2010)²²⁸.

Ces inquiétudes exagérées sur la présence chinoise sont assez problématiques, surtout qu'elles ne sont pas exprimées par les Africains eux-mêmes qui doivent plus être touchés, mais bien par les institutions financières internationales, les bailleurs de l'OCDE et certains éditorialistes occidentaux. Pour ces derniers, la Chine va impacter négativement sur les progrès réalisés en faveur de la démocratie, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, les droits de l'homme, et le rééquilibrage des déficits macro-économiques. De plus, l'Occident considère que les pratiques des entreprises chinoises méprisent tous les standards internationaux de la législation du travail et constituent aussi de sérieuses menaces sur l'environnement des pays dans lesquelles sont présentes. Ce discours idéologique, construit sous l'angle de la menace, est révélateur des rivalités de pouvoirs sur le continent africain entre les anciennes puissances coloniales et les pays dits émergents où le concept de menace est brandi par un groupe, pour dénoncer la présence d'un autre.

Que dire donc de cette vieille Europe qui s'est installée en Afrique, depuis plusieurs siècles, qui se prononce sur l'Avenir du continent africain et des menaces supposées ou réelles qui pèsent sur lui en réveillant le vieux mythe du « péril jaune » ? Pourquoi cette entreprise de diabolisation de la Chine au moment où un sentiment d'euphorie béat règne en Afrique où cette présence chinoise est considéré comme une opportunité à saisir pour sortir du sous-développement en s'inspirant du modèle chinois. Ainsi à travers ce qui suit nous tenterons de voir si la Chine est une opportunité pour le continent au point d'accélérer le développement des pays africains ou un obstacle à leur réussite ?

²²⁸ LAFARGUE, F., *La Chine en Afrique : une réalité à nuancer*, <http://www.diploweb.com/spip.php?page=>, consulté le 25 mai 2010 à 10h 25mn.

VII.2. LA CHINE EST ELLE UNE OPPORTUNITÉ POUR LE CONTINENT AFRICAIN ?

Cette question laisse surgir des réponses qui, si on les analyse bien, nous renseignent beaucoup plus sur ceux qui affirment que la Chine est une opportunité pour le développement du continent africain, que sur cette opportunité même. Ainsi, pour faire face à cette forme de matraquage anti-chinois qui, a cours dans les médias et les publications sur la Chine-Afrique, à l'occasion du colloque organisé en janvier 2008 à Dakar par la fondation Gabriel Péri, l'ancien ambassadeur de la Chine au Sénégal et actuel monsieur Afrique de la Chine, considère que la présence chinoise sur le continent est bien plus une opportunité qu'une menace. Contrairement à ceux qui décrivent la présence chinoise comme étant néfaste à l'économie africaine, la Chine est une chance pour les pays africains. Un texte qui sonne comme une plaidoirie de l'action de la Chine en Afrique où l'auteur démonte les arguments défendus par les pourfendeurs de son pays comme étant une menace pour le continent africain.

Selon Lu Shaye « *l'accusation selon laquelle la Chine pille les ressources et détruit l'environnement de l'Afrique relève, de la pure invention. La Chine n'est pas la première à exploiter ces ressources en Afrique. Avant son arrivée, elles étaient accaparées par des colonisateurs occidentaux. Au lieu de recourir à la force et à la duperie familière à ces derniers, la Chine a choisi la voie de la négociation commerciale normale, de l'achat à un prix raisonnable, et de la coopération mutuellement bénéfique. Selon une enquête statistique de 2006, le pétrole acheté par la Chine représente 8,7% de l'exportation pétrolière africaine, alors que les importations des États-Unis et de l'Union européenne en constituent respectivement 33 et 36%. Si les 8,7% sont un « pillage », de quoi seront qualifiés les 33 et 36% ?²²⁹. Mieux encore, l'ex-ambassadeur s'en prendra aux Africains qui considèrent la Chine comme une menace en soulignant que « Ce qui est incompréhensible, c'est qu'on entende aussi parler de cette « menace chinoise » en Afrique. J'ai personnellement lu et entendu, au Sénégal, certaines personnalités proférer de telles allégations, et qui correspondent presque en tous points à celles répandues dans les pays occidentaux. Les raisons pour lesquelles elles existent en Afrique relèvent soit de l'ignorance, soit à des préjugés ».*

²²⁹ Shaye Lu (2008), *La Chine, une opportunité et non une menace pour l'Afrique*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 24 janvier.

Son excellence ne veut pas entendre de « menace » et considère que c'est plus une « opportunité » dans le sens où le développement exponentiel de la Chine est une aubaine pour les pays africains, car cette dernière leur achète une importante partie de leurs ressources minières et énergétiques pour les besoins de son industrie. Ensuite, en les lui revendant sous forme de produits de grande consommation à un prix à la portée des pouvoirs d'achat locaux. Sans oublier les engagements financiers de la Chine à l'occasion des différents FOCAC.

L'ambassadeur relève également que la Chine s'est engagée à offrir à l'Afrique 5 milliards de dollars US, sur la période 2007-2009, au moment où les 25 milliards de dollars US supplémentaires par an promis par le G8 n'ont pas été versés. Enfin, la présence chinoise participe à l'amélioration du niveau de vie des populations sénégalaises par l'accessibilité des produits chinois bon marché en économisant deux tiers de leur budget initial selon l'ambassadeur chinois. La plaidoirie de Lu Shaye démontre bien et, avec justesse pourquoi il deviendra par la suite le chargé des affaires africaines pour son pays.

Cette idée de la présence chinoise en Afrique, comme une opportunité, est partagée aussi bien par des représentants de l'empire du Milieu, par une certaine intelligentsia africaine, mais aussi par des autorités africaines qui demandent maintenant à se tourner vers là où se lève le soleil (Mugabe :). La Chine est selon ces derniers une opportunité parce qu'elle permet de se départir de l'état de conditionnalités dans lequel les pays africains étaient enfermés comme une camisole de force par les bailleurs de l'OCDE et les institutions internationales comme la banque mondiale et le fonds monétaire. Sa présence permet donc de diversifier les partenaires de développement et d'agrandir l'horizon des marchés pour les produits africains, mieux elle peut servir de modèle de développement, pour le continent africain.

Des auteurs africains comme Thierry Bangui iront même jusqu'à siffler la fin des privilèges des anciennes puissances et décréter que la Chine est un nouveau partenaire de développement sur qui l'on peut compter maintenant et s'attendre à des jours heureux.²³⁰ Il jette ainsi un regard globalement positif de la présence chinoise en Afrique, même s'il pense

²³⁰ Thierry Bangui, *La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique, Vers la fin des privilèges européens sur le continent noir ?* Paris, L'Harmattan 2009.

qu'il faudrait dans l'avenir améliorer la coopération. Bangui pense que la présence chinoise a un impact bénéfique pour le continent africain et se range donc du côté des sino-optimistes.

L'analyse de la présence chinoise en Afrique, qui se pose sous l'angle de deux catégories de pensées opposant sino-optimistes et sino-pessimistes, semble être très réductrice et ne permet pas de considérer ce déploiement comme un phénomène social total au sens où il est à la fois (géo)-économique, (géo)-politique, géo-finance, et (géo)-culturel, bousculant du coup les agendas internationaux. Le réveil chinois ne se limite pas seulement au terrain africain, mais revêt une dimension globale qu'il faudrait prendre en compte dans l'analyse scientifique du phénomène. Cette présence sur le continent faisant l'objet d'une certaine instrumentalisation dans les lignes éditoriales et les publications de pseudo-spécialistes se faisant même appelés « sinologues » pour avoir vécu en Chine ou ayant appris la langue chinoise, de journalistes en quête d'informations sensationnelles au point de chercher à nous indiquer la voie à suivre selon leurs schèmes de pensée reposant pour la plupart sur le modèle binaire et simpliste. Comment dès lors sortir de ces manières de penser, d'agir, et d'être de ces observateurs nouveaux, pour dégager l'intelligibilité de cette présence en Afrique, en comprendre les mécanismes sous-jacents et les enchaînements à partir desquels une analyse rigoureuse est possible pour produire un discours scientifique à même de pouvoir s'approcher de la réalité au mieux d'exprimer le réel afin de sortir du paradigme bicéphale partagé entre optimisme et pessimisme.

L'analyse du retour de la Chine, sur le continent n'est pas un phénomène isolé des soubresauts économiques de la montée en puissance du dragon chinois dans le monde. La reconfiguration de la carte économique mondiale à partir de la mer de Chine n'a pas déversé ses vagues seulement sur les côtes africaines, mais à travers le monde. C'est pourquoi toute lecture du phénomène doit s'inscrire dans un cadre macro-économique plus large prenant en compte aussi bien les dimensions positives et négatives de manière dynamique et non statique. Cette présence chinoise est assez complexe pour se résumer à un postulat bâti sur les concepts d'opportunité et de menace réduisant du coup le continent africain au statut d'agent passif et non d'acteur de son propre développement. Ces conclusions hâtives bâties sur la présence chinoise en Afrique ne permettent pas de couvrir l'essentiel du phénomène de manière exhaustive et participent mieux à asseoir la légitimité d'un discours construit sur le temps médiatique.

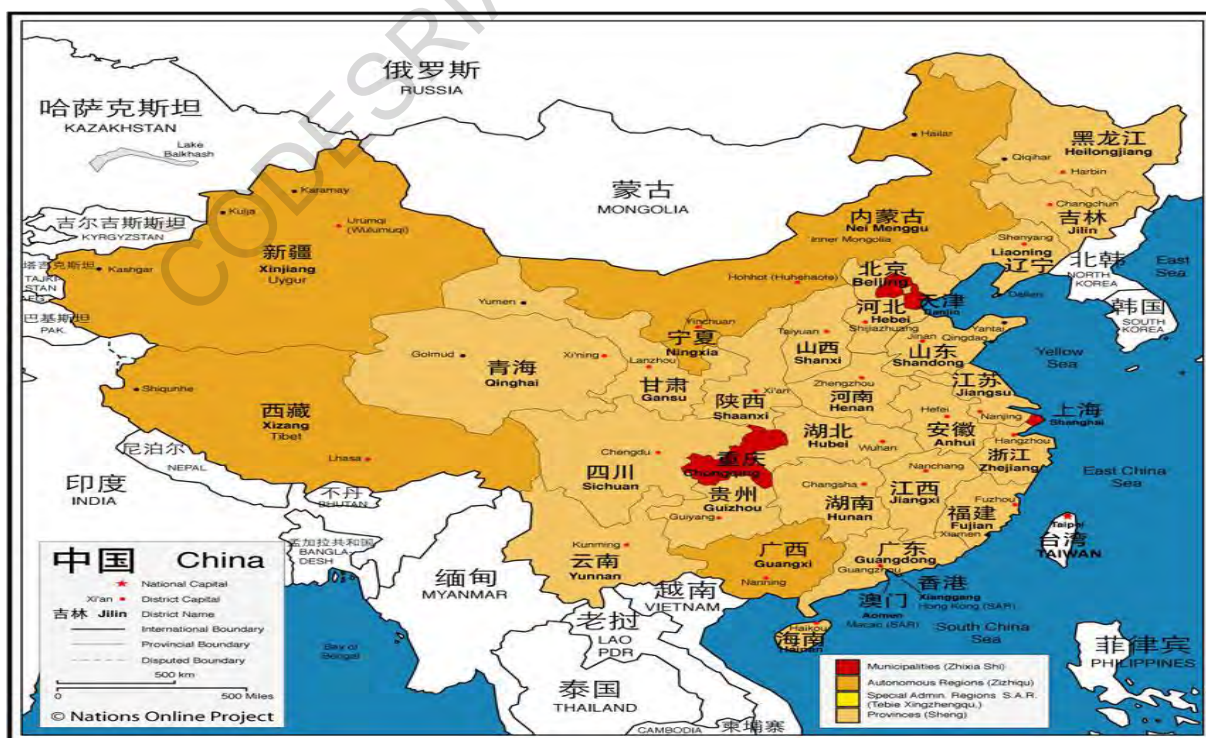
**TROISIÈME PARTIE : LES CHINOIS
AU SÉNÉGAL ET LES AFRICAINS
EN CHINE**

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

CHAPITRE I : ACTEURS CHINOIS DU SÉNÉGAL : ORIGINE, STRATÉGIES ET LOGIQUES DES ACTEURS DE LA MONDIALISATION PAR LE BAS.

LES DONNÉES PHYSIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES DE LA CHINE

La République Populaire de Chine occupe, avec 9 561 240 km², à l'est du continent eurasiatique, un espace aussi vaste que celui de l'Europe à l'ouest de l'Oural et un peu plus étendu que celui des États-Unis d'Amérique. Le littoral chinois n'a cependant qu'un linéaire long de 18 000km – contre 40 000 km en Europe-, mais compte en revanche 15 Etats sur ses frontières continentales-contre deux seulement aux États-Unis. Cette masse continentale, sa géopolitique des frontières et sa faible imbrication terre-mer sont les aspects immédiats du dispositif géographique chinois. La Chine comprend trois grands domaines géographiques nettement différenciés à bien des égards. Le premier grand domaine comprend près de la moitié du territoire-avec environ 90% de la population du pays- et correspond à l'oekoumène chinois stricto sensu, pour l'essentiel l'ancienne Chine impériale des « Dix-huit provinces », avec pour marges continentales la Grande Muraille au nord et au nord-ouest et de puissantes chaînes de montagnes méridiennes à l'ouest et au sud-ouest. Le Nord-Est représente la partie de l'ancienne Mandchourie annexée à la Chine moderne, au sud de l'Amour et à l'ouest de l'Oussouri.



Au-delà s'étendent les trois autres domaines : 1- la Mongolie intérieure au nord, qui constitue le fragment chinois- avec 1 200 000 km²- de l'ensemble mongol ;2- le Xinjiang, le fragment chinois- avec 1 600 000 km² – de l'Asie centrale ;3-le, Tibet principal domaine de la haute Asie, dont l'officielle « région autonome du Tibet » n'est en réalité que le fragment-avec 1 200 000 km²-d'un ensemble géographique deux fois plus vaste, qu'il serait pertinent de qualifier d' « espace tibétain », mais que la géopolitique interne de la Chine a démantelé à son profit depuis le XVIIIe siècle. Ces derniers trois domaines, si différents de la Chine orientale par leur appartenance géographique, s'en distinguent aussi par leur peuplement et leur structure administrative territoriale : d'un côté les Han, de l'autre les régions autonomes, qui traduisent une géographie complexe de nationalités minoritaires, caractéristiques fondamentale de ces trois ensembles incorporés politiquement à la Chine.

Tout au long du XXe siècle, la tâche majeure de la République, puis de la République populaire, a dès lors été de retrouver l'intégrité du territoire chinois et le sentiment de son indépendance dans la délimitation frontalière d'un espace national. Pour répondre au traumatisme des agressions frontalières, la Chine a dû se transformer en un territoire borné correspondant au modèle international de l'État moderne (Sanjuan, Trolliet, 2010 :60).

Les formes du nationalisme chinois-ou, en mandarin, « patriotisme » (aiguozhuyi)- qui émergent alors sont ambivalentes. Elles rompent progressivement avec l'universalisme impérial et mettent l'accent sur l'identité chinoise comme un particularisme culturel, voire ethnique, et elles autorisent des revendications nationales au sein des États. La notion de minzu-terme que l'on peut différemment traduire par « ethnies », « nationalités », « nations »-est importée à la fin de l'Empire, via le Japon, d'Occident où le principe des États-nations trouve parallèlement son achèvement lors du traité de Versailles en 1919.

La question des frontières

La République populaire de Chine a réglé de manière pragmatique la quasi-totalité de ses différents frontaliers et délimité de facto son territoire aux frontières issues des « traités inégaux », qu'elle n'aura pourtant jamais reconnus officiellement. Une première vague d'accords est ainsi passée aux débuts du règne communiste, avec le Myanmar (alors nommée Birmanie) en 1960, le Népal en 1961, la Mongolie en 1962, l'Afghanistan et le Pakistan en 1963.

Dans les années 1980, les relations sino-russes se détendent. Une ouverture informelle a lieu à Suifenhe dès 1982. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985 et son discours de Vladivostok l'année suivante mènent à un rapprochement entre Moscou et Pékin à l'occasion de la visite du dirigeant russe dans la capitale chinoise en 1989. Les négociations aboutissent ensuite à un accord sino-russe sur les frontières du Nord-Est en 1991 et la République populaire accepte le principe d'une frontière coïncidant avec le talweg de l'Amour. Seule la question des îles fluviales reste alors en suspens sur l'Argoun, sur l'Amour et à la confluence de l'Oussouri²³¹. Les derniers litiges sont réglés avec la venue de Poutine en 2004. L'île de Tabarov et la partie orientale de celle de Bolshoy Ussuriysky sont abandonnées à la Chine, au grand dam des habitants de Khabarovsk²³².

Après la disparition de l'URSS, les frontières terrestres avec les nouveaux Etats d'Asie centrale, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, sont pour l'essentiel reconnues. La Chine revendique officiellement le seul Pamir oriental, qui lui avait été arraché par un traité russo-britannique en 1895. Enfin les litiges frontaliers avec le Vietnam sont également résolus dans les années 1990.

Aujourd'hui demeurent donc en suspens les territoires que se disputent la Chine et l'Inde depuis le conflit qui les a opposées en 1962. La Chine se maintient dans l'Aksai Chin, qui représente un accès stratégique du Xinjiang au Tibet et (North East Frontier Agency) qui correspond à la « ligne Mac Mahon » fixée en 1914 par les Accords entre le Royaume-Uni, le Tibet indépendant et la Chine républicaine²³³.

En fait les nouveaux enjeux stratégiques chinois tiennent désormais dans une politique offensive de positionnement territorial en mer de Chine (prise des Parcels-ou Dongsha et Xisha, « sables de l'est et de l'ouest »-en 1974 et d'îles dans les Spratley-ou nansha, « sables du sud »-en 1988), lieu de vives oppositions avec le Vietnam pour les premières, avec le Vietnam, Taiwan, la Malaisie, les Philippines et Brunei pour les secondes, et dans une présence en mer d'Andaman via le Myanmar. La Chine veut être présente sur les routes

²³¹ Chauviré M.-A., 2000, « la frontière sino-russe et les nouveaux équilibres régionaux en Extrême-Orient », Géographie et cultures, n°34.

²³² Cabestan J.-P. et alii, 2008, La Chine et la Russie, entre convergences et méfiance, Paris, Unicomm.

²³³ Joyaux F., 1991, rééd.199, Géopolitique de l'Extrême-Orient. Frontières et stratégies, Paris, Editions Complexe

maritimes de l'Asie, à contrôler la circulation des ressources énergétiques et des marchandises, et tirer parti des gisements pétroliers qui se trouvent en mer de Chine du Sud.

En Asie et, dans le concert des nations, la Chine s'est ainsi transformée territorialement en Etat-nation. Le projet impérial semble rester prégnant dans la perception des marges intérieures du territoire chinois et dans les stratégies géopolitiques de la Chine au sein de la région Asie. Il était centré sur une nation nombreuse et culturellement dominante, qui se posait en conquérante de ses marges territoriales et ethniques. L'idée d'un empire à vocation universelle était somme toute récente. Jusqu'aux Ming, l'empire est chinois, la Grande Muraille le délimite physiquement et les pays tributaires sont perçus comme étrangers. Il revient aux souverains mandchous de la dynastie Qing d'avoir légitimé leur pouvoir et, surtout justifié leurs conquêtes terrestres au-delà de la Chine des « Dix-huit provinces »- le Tibet en 1724, le Xinjiang en 1757-1759-, par une idéologie universalisante et multiethnique du système impérial. A la fin de l'Empire, contre un pouvoir devenu inefficace et perçu comme étranger-mandchou-, les lettrés et les intellectuels chinois qui souhaitent relever le défi de l'Occident entament une réflexion sur l'identité de la Chine et son histoire, et sur ce qui peut constituer la Chine en nation. Le débat entre universalisme de la Chine et singularité culturelle suscite alors des clivages intellectuels qui vont se réactiver tout au long du XXe siècle. La singularité chinoise est progressivement revendiquée au nom de l'histoire de la Chine, de son patrimoine national (guocui), de sa langue, de sa culture.

La population

La population chinoise est estimée à un milliard quatre cent millions d'habitants. Ainsi nous avons une Chine côtière surpeuplée, plus urbanisée, riche, et ouverte, d'une Chine du centre, rurale et elle aussi très peuplée et d'une Chine occidentale rude avec ses montagnes et ses vastes espaces habités par des minorités ethniques peu nombreuses, parfois remuantes (Tibétains Mongols, Ouigours...) et dont certaines revendiquent leur autonomie, voir leur indépendance. En effet, si les constitutions successives de la République populaire de Chine ont toujours affirmé l'indivisibilité nationale, elles ont aussi reconnu la diversité ethnique des populations. Au début des années 1950, le régime communiste s'est attaché à dénombrer, localiser et catégoriser les peuples en présence, et il a alors identifié 54 nationalités non han et démographiquement minoritaire sur le Continent, les Han représentant plus des neuf dixièmes de la population totale du pays. Il faut noter qu'en Chine, qu'il y a trois types principaux de

nationalités minoritaires se distinguant soit par l'étendue de leur territoire d'origine, leur poids démographique et leur histoire dans ses liens avec le voisin chinois.

Le premier type réunit les nationalités non han les plus nombreuses et les plus connues : les Ouigours, les Mongols et les Tibétains. Ces populations se concentrent sur de vastes territoires historiquement souverains, qui ont été indépendants du pays des Han en deçà de la Grande Muraille et qui couvrent à eux seuls plus de la moitié de la superficie actuelle de la Chine continentale. Ils ont été rattachés, sous la pression militaire par l'Empire au XVIII^e siècle, puis surtout par des fronts de colonisation organisée par la République populaire dès les débuts du nouveau régime. Les Tibétains et les Ouigours ont une culture qui leur est propre, mais l'occupation des hauts sommets du monde, la prédation économique (gaz, pétrole, diverses ressources minières au Xinjiang notamment) au profit de l'économie littorale et le contrôle politique dont ils sont l'objet sont justifiées, aux yeux de Pékin, par les menaces géopolitiques qui traversent ces régions frontalières, menaces tant internes (révoltes récurrentes, revendications séparatistes, fondamentalisme religieux) qu'externes (concurrences pour les ressources, présence russe et de plus en plus américaine en Asie centrale).

Le Tibet et le Xinjiang sont les seules régions autonomes où les nationalités non han restent localement majoritaires, mais la sinisation s'accélère. Le deuxième type de nationalité minoritaire constitue la seule population hui. Il s'agit de Han de confession musulmane issu de métissage entre des commerçants, voyageurs ou mercenaires, arabes, persans ou autochtones d'Asie centrale, venus essentiellement entre les VII^e et XIV^e siècles en Chine, avec des femmes han. S'ils observent les règles de l'Islam sunnite orthodoxe, ils sont surtout sinophones, leur mode de vie et l'architecture de leurs mosquées les rattachent au monde han, et ils se répartissent sur l'ensemble du territoire chinois. Les autorités centrales leur ont attribué une région autonome, celle du Ningxia, où se trouve seulement une partie de la population hui. Ils ont également accompagné les Han dans leurs stratégies d'expansion territoriale, aussi bien dans le Sud-Ouest qu'au Xinjiang, ce qui les oppose localement aux autres musulmans turcophones.

Le troisième type correspond principalement aux nationalités minoritaires du Sud-Ouest, notamment des Yunnan, Guizhou et Guangxi.

Valeurs Confucéennes

“Vous qui n’arrivez pas à remplir vos devoirs vis-à-vis des êtres vivants, comment pouvez-vous prétendre le faire vis-à-vis des esprits ?”

Confucius

La Chine et le Confucianisme: Quelles sont les Valeurs et Attitudes qui portent ce peuple ? Le développement de la Chine, après une période de réformes et d’ouverture marquée par la politique des quatre modernisations, tient aussi à un ensemble de manières d’agir, de faire et de penser qui dépendent en grande partie au confucianisme. Pour tous ceux qui parcourent les oeuvres de Confucius, la première impression, juste, mais incomplète, est que sa doctrine n’a aucune allure spéculative. À cheval entre la religion et le code moral, cette philosophie ne reconnaît ni Dieu ni diable, ni enfer ni paradis. Disons qu’elle est avant tout une éthique au service de la politique. La vie dans l’au-delà n’existe pas dans le bréviaire du confucianisme, encore moins un dialogue avec les morts pour un suppose réincarnation de l’esprit. Le confucianisme considère que tout se passe ici-bas dans cette vie quotidienne, que l’être humain ne doit pas être, ni dans l’isolement ou la méditation. Il doit participer de toutes ses forces à la vie de la famille, du groupe et de la communauté dont il est défini comme un acteur principal et essentiel.

L’ambition de Confucius, en prônant la vertu, était de faire de ses compatriotes des “hommes saints”, mais cela revenait à dire des citoyens bien disciplinés et des gouvernants bien sages. Le Confucianisme ne promet ni l’enfer ni le paradis à ses fidèles, car ce ne serait pas leur rendre service, aurait pu dire Confucius. Si les religions du Livre promettent une vie dans l’au-delà à leurs croyants, le confucianisme prêche ici-bas et ce sont les leçons tirées par Lee Kuan Yew²³⁴ pour amener un pays d’indigence à la prospérité avec Singapour. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle il disait: “*Notre vision est différente. Si, au cours de votre vie sur terre, vous oubliez de vous cultiver et de prendre soin de ceux qui vivent autour de vous, vous ne serez jamais heureux. La sanction aura lieu du vivant même du pécheur. Regardez certains pays occidentaux. Ces pays connaissent en ce moment le chaos et le désordre social, parce que leur seul moyen de contrôler les gens consistait jusqu’alors à invoquer la religion*”.

²³⁴ Lee Kuan Yew : le *Senior Minister* singapourien père de l’indépendance et du Singapour moderne. Il fut celui qui transforma l’Ile-Etat en une économie moderne au point de pousser le dirigeant chinois Deng Xiaoping de demander aux Chinois d’aller apprendre des leçons de Singapour. Jusqu’en 1990, Singapour fut le premier pays d’accueil des investissements étrangers en dehors de l’OCDE. « Lee fut le premier à reconnaître qu’un pays sans ressources, tel Singapour, pouvait prospérer à condition de faire travailler avec lui la logique globale, les marchés des capitaux, les entreprises et les réseaux de communication » Kenichi Ohmae : *The End of nation State*, Londres, Harper Collins Publishers, 1996.

Confucius préféra se fier aux lois intemporelles-piété filiale, frugalité, responsabilité, mutualité,-légues par les Anciens. Chez les confucéens, l'équivalent de Dieu est en fait le Tian, autorité céleste régissant l'ordre moral sur terre. Ce Tian, Confucius s'en fit l'interprète, plutôt que le prophète, pour enseigner les lois anciennes, léguées par le Tian et censées régir, depuis des temps immémoriaux, les rapports entre les hommes.

Contrairement au Bouddha, au Christ ou à Mahomet, Confucius ne chercha pas à offrir à ses contemporains une théorie tendant à expliquer le pourquoi de la vie et de la mort, ni le devenir de l'âme du défunt. Seule et unique récompense offerte aux adeptes de cette foi : ce sentiment de satisfaction et de plénitude, issu de la certitude d'avoir su mener à bien une vie exemplaire. Confucius considérait que chacun devrait commencer par s'occuper de sa propre vie de famille. Cela aura pour effet d'ennoblir la vie, de purifier la pensée, de cultiver l'esprit, d'étendre le savoir afin de mieux comprendre la nature du monde : Selon Confucius l'homme est en mesure de perfectionner la société au sein de laquelle il vit- et non l'inverse. Situé au cœur d'un réseau relationnel en expansion constante, l'individu est la somme de toutes les interactions avec le groupe humain qui l'entoure. Ni atome, ni entité séparée, le Moi se situe au centre de l'humanité tout entière (Besanger:103).

Le Confucianisme considère que les réseaux relationnels sont des cercles concentriques au lieu d'être juxtaposés. À chaque étape de la vie, l'individu bâtit toujours un nouveau cercle. Le confucianisme serait une curieuse religion, mélange d'ascétisme et d'humanisme, prêchant la compréhension, la tolérance, la bienveillance et la générosité. Sans que l'on ne décèle la moindre trace de fanatisme ou de bigoterie (Besanger: 103).

S'exprimant sur le rôle du Prince, Confucius dira de ce dernier qu'il a des devoirs envers ses sujets : *“ Le souverain donne l'exemple en cultivant son propre caractère : c'est ainsi qu'il montre le chemin à tous les autres. Il se corrige lui-même, au lieu de lancer la pierre aux autres. Il ne murmure pas au Ciel, ni n'exprime son ressentiment à l'égard de l'Homme. Tous ceux qui ont la charge de gouverner l'Empire, ses États et ses Familles, ont neuf règles à respecter : la formation de leur propre caractère, l'affection à l'égard de leurs proches, (etc.). Le souverain qui n'arrive pas à donner l'exemple du point de vue moral n'est plus un souverain. Pour avoir droit à l'appellation de souverain, il faut qu'il soit en mesure de se comporter en souverain. ”* Extraits de la pensée de Confucius.

Une éthique à double sens, définissant les droits et devoirs du Maître vis-à-vis de ses disciples, et vice-versa. Le confucéen ne flotte pas dans l'abstrait. Selon lui, il est parfaitement inutile d'essayer d'échapper au monde qui nous entoure. *“Vivons, les pieds sur terre, notre mission qui consiste à rendre meilleure la société”*: tel était le tout premier message des disciples de Confucius. Les Chinois considèrent la politesse et la sincérité comme étant deux qualités primordiales, qu'il est nécessaire d'inculquer aux enfants dès leur plus jeune âge. Des sociologues occidentaux estimaient que le Confucianisme constituerait un obstacle majeur au développement d'une économie moderne en Chine. Les résultats ont montré qu'ils se sont trompés. Les pays asiatiques sont les seuls pays au monde à avoir su conjuguer croissance économique et promotion sociale. La règle dans ces sociétés c'est d'éviter d'accabler d'impôts les gens capables de créer des richesses. En les conditionnant au principe d'inégalités sociales, afin qu'ils travaillent d'arrache-pied. Un entrepreneur peut se hisser en peu de temps en haut de la hiérarchie sociale. Contrairement au système rentier qui asphyxie le créateur de richesses. Le libéralisme chinois, c'est la liberté d'entreprendre, de se battre et de progresser. Le rêve du Chinois c'est de devenir son propre patron.

La société chinoise est inégalitaire. Le pouvoir est détenu par les Anciens, lesquels délèguent peu- du moins en dehors de leur propre famille. la famille chinoise est elle-même fortement hiérarchisée, avec à son sommet les grands-parents, puis les parents- puis dans une certaine mesure le fils aîné- et enfin, tout en bas de la pyramide, les enfants. Ces mécanismes de fonctionnement de la société préparent l'enfant à accepter le principe d'inégalités sociales, notamment sur le lieu du travail. Les Chinois ont tellement conditionné leurs enfants à accepter le fait qu'ils seront toujours le subordonné de quelqu'un, que plus personne n'ose contester un tel principe. Les étudiants africains déplorent très souvent au sein de leur laboratoire dans les universités, l'absence d'initiative des collègues chinois dès lors qu'ils sont en face d'une difficulté ou il y'a nécessité d'innover. Par ce procédé, le Chinois veut toujours respecter la hiérarchie et le cheminement tel que l'aîné en a décidé.

Les Chinois épargnent et investissent; les autres peuples d'Occident et d'Afrique consomment plus. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le gouvernement chinois encourage la consommation intérieure pour faire l'économie. En effet, dans les pays de tradition confucéenne, l'activité économique générale se résume à : montant des investissements, taux d'épargne, montant des réserves... C'est la cigale contre la fourmi : pendant que la cigale consomme, la fourmi amasse. Travailleurs, frugaux, plus soucieux d'épargner aye de

dépenser, les Chinois cherchent avant tout à renforcer la santé financière de leur famille, de leur entreprise, de leur communauté ainsi que leur nation.

Les Chinois épargnent près de la moitié de leur revenu. Ils préfèrent se retrouver dans les centres commerciaux où les produits ne sont pas chers que ces boutiques aux vitrines alléchantes avec des prix très chers. Toutefois, ce sont les Chinois qui font développer l'industrie du luxe dans le monde, car le riche chinois est sélectif dans ses achats, privilégiant la qualité et le nom de la marque. Aujourd'hui ce sont des milliers de chinois qui se bousculent à la place Vendôme à Paris pour satisfaire leur goût du luxe en dévalisant les boutiques Vuitton. Confucius s'était donné pour mission de perfectionner la société chinoise, en la rendant plus juste et solidaire au travers du rappel des quelques règles essentielles ayant trait au respect des anciens, à la politesse et au respect du travail et de l'apprentissage. Selon Confucius, la nature humaine était modulable à volonté. Mais par qui, au juste ? Par l'Homme lui-même, auquel auraient été confiés les outils de son propre développement personnel.

Les entreprises chinoises sont connues pour leur dynamisme à occuper des pans entiers de l'économie d'un pays où ils se trouvent. Cela tient des secrets du capitalisme chinois avec l'entreprise c'est-à-dire le gongsi, organisée de manière souple, légère, capable de réagir à toutes les évolutions du marché. L'entrepreneur chinois est connu pour son éthique du travail, sa rapidité, son adaptabilité, sa faculté d'innovation, ainsi que ses compétences en matière de gestion. Le Chinois travaille en famille, avec ses fils, ses sœurs, ses frères, ses cousins. Il n'est pas rare de rencontrer des Chinois à Petersen, au Boulevard du Centenaire qui est venu seul sans ses parents ou sans avoir fait venir un parent. Tous les chercheurs occidentaux s'accordent pour reconnaître que la force du lien familial et social, l'amour du travail et de l'éducation, l'envie d'apprendre et de se perfectionner, la frugalité, le sens de la hiérarchie - en un mot les valeurs confucéennes - sont à l'origine du succès phénoménal des Chinois d'outre-mer (Besanger:176).

Les relations d'affaires chinoises reposent essentiellement sur les principes du Guangxi (les relations personnelles, les contacts, le réseau..), du zhongyong (la recherche du terrain commun) et du xinyong (la confiance). Dans l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Max Weber recherchait quels pouvaient être les éléments particuliers inscrits dans telle ou telle religion, permettant d'expliquer la réussite économique de telle ou telle société. Selon Weber, le protestantisme, et plus précisément le calvinisme, apparaissaient comme étant les plus susceptibles de favoriser le développement de l'éthique capitaliste.

Toujours aux yeux de Weber, le Protestant estime que son devoir s'accomplit dans l'exercice d'un métier, et qu'il ne peut se réaliser qu'au travers de l'accumulation de richesses. En ce sens, la vie professionnelle tend à devenir un exercice de vertu ascétique. Un tel mouvement se produit déjà en Chine. Pour les confucianistes, la vocation de chacun tend à être définie en fonction des besoins exprimés par sa famille, ou par la communauté dans son ensemble. Un économiste du nom de John Leger, du Far Eastern Economic Review, affirme que la croissance des pays asiatiques tient au travail (Hard Work), réalisé dans un cadre fiscal stimulant (Low Taxes), cumulé avec un fort taux d'épargne (High Savings Rate), ainsi qu'une intervention gouvernementale minimale (Minimal Government) entraîne une forte croissance économique (Economic Boom). Les valeurs asiatiques se résument, pour terminer, en ces points suivants: ordre social, famille, travail, piété filiale, éducation, frugalité, respect des Anciens...

I.1. LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIO CULTURELLE DES CHINOIS AU SÉNÉGAL

I.1.2. HISTOIRE DE LA DISPERSION D'UNE DIASPORA

La diaspora chinoise ne peut être occultée dans l'analyse des relations sino-africaines, car elle est au cœur même des relations internationales avec une population estimée à près de 50 millions de Chinois ou originaires de Chine, répartie dans les cinq continents du monde et une puissance économique de premier plan. En Afrique, la migration chinoise a évolué dans le temps et selon l'orientation de la politique intérieure de la Chine. Tout semble partir de la grande odyssée de l'Amiral Zheng He qui accosta sur les côtes de l'Afrique Australe au XV^e siècle à la tête d'une flotte de 300 navires. Puis il y eut la grande vague des coolies sous contrat de quatre, six et même huit ans, furent employés dans plusieurs chantiers africains, dont les mines sud-africaines entre la fin du XIX et le début du XX^e siècle coïncidant avec la période de la mise sous tutelle de l'empire du Milieu par les puissances étrangères.

- DE LA PÉRIODE DU STATU QUO AUX POLITIQUES D'OUVERTURE : UNE DIASPORA PRISE ENTRE INDIFFÉRENCE ET INTÉRÊT (1949-1978).

L'assouplissement à partir de la fin des années 1950 de la politique dite du *Hukou*, qui retenait les populations d'origine rurale dans les activités agricoles, aura pour conséquences un exode rural massif vers les grandes agglomérations urbaines et chantiers des villes côtières. Les unités industrielles ne pouvant absorber ce surplus de main d'œuvre, les migrants les

moins démunis devront s'appuyer sur les réseaux en place pour envisager une migration internationale (Bredeloup & Bertencello, 2008). C'est de cette période, que date, l'établissement et la constitution d'une communauté chinoise dans le monde. L'établissement de la diaspora chinoise s'est fait en trois phases depuis la politique d'ouverture de la Chine au monde. L'existence de la diaspora chinoise date de la proclamation de l'indépendance de la R.P.C en 1949 jusqu'en 1978 avec des fortunes diverses.

En effet, les autorités chinoises adoptaient une attitude d'indifférence et d'ignorance envers la diaspora chinoise durant cette période (Bourbeau : 2002). C'est ainsi que les Chinois vivant à l'étranger *huaqiao*²³⁵, les *tongbao*²³⁶, les *guiqiao*²³⁷, les *qiaojuan*²³⁸, et les *waiji huaren*²³⁹ ne bénéficiaient que peu de considérations de la part du parti communiste chinois ; certains avaient même subi les foudres des différentes campagnes populaires de la période révolutionnaire. C'est avec les réformes économiques entreprises avec l'arrivée de Deng Xiaoping que la situation des Chinois vivant à l'étranger va connaître de nouveaux changements. Ce renouveau de la migration chinoise est situé en trois grandes étapes.

- **LA DIASPORA CHINOISE A L'HEURE DE LA POLITIQUE D'OUVERTURE ÉCONOMIQUE : LES MOTIVATIONS D'UN DÉPART ?**

La première vague fait suite à l'avènement de Deng Xiaoping en 1978 où les forces communistes offraient des facilitations aux membres de la diaspora afin qu'ils reviennent investir dans la mère patrie, la seconde vague est liée aux événements de Tien An Men et la dernière vague beaucoup plus importante au tournant du nouveau millénaire, et surtout en Afrique. Ces trois vagues ont été précédées par une période où la migration chinoise avait été marchande pendant plusieurs siècles, avant de se transformer en une migration de travail (coolies trade) pour remplacer la traite des esclaves dans les anciennes colonies. L'Afrique de l'Est et du Sud avaient été confrontée à cette forme de migration, c'est pourquoi ces deux régions africaines accueillent le plus de migrants chinois jusqu'à ce jour.

²³⁵ Les chinois résidant à l'étranger.

²³⁶ Ce sont les chinois de Hong Kong, Macao et de Taiwan, avant la rétrocession de ces territoires à la Chine

²³⁷ Les Guiqiao sont les Chinois qui étaient à l'étranger avant la proclamation de la R.P.C et qui y sont retournés une fois l'indépendance acquise.

²³⁸ C'est une catégorie de la population chinoise qui bénéficiait du soutien financier des Chinois de l'étranger.

²³⁹ Chinois d'outre-mer ayant acquis la nationalité du pays d'accueil

Au seuil où le continent est redevenu une terre de convoitises en raison des immenses terres agricoles non exploitées et très prometteuses, aux immenses ressources minières et énergétiques, et à son marché estimé à plus d'un milliard de consommateurs potentiels, . La migration chinoise en Afrique fait l'objet d'une multiplicité d'interprétations, pour beaucoup elle serait coordonnée, organisée et financée à partir de l'Empire du milieu par le gouvernement chinois. Une migration encouragée par le gouvernement chinois pour décongestionner un pays devenu trop étroit pour tous les Chinois. Une autre version assignerait cette migration de main d'œuvre chinoise dans les chantiers par le fait de prisonniers chinois taillables et corvéables prêts à exécuter des ouvrages pharaoniques sur le continent.

Pour Carine Pina-Guerassimoff, « *la Chine, à l'inverse des pays européens, poursuit une politique migratoire dynamique, renouant avec une ancienne tradition de départs outre-mer et de connexion entre migration et développement. Les autorités chinoises, surtout au niveau des provinces les plus touchées par les départs, attendent de l'émigration toutes sortes d'avantages : des transferts de fonds, des retours d'investissements, des leviers pour le commerce extérieur, la résorption du chômage interne, etc. Dans ce but, elles adoptent des mesures visant à pérenniser les relations entre elles et les nouveaux migrants* ».

Le pouvoir central encouragerait désormais l'émigration sur le continent africain par le biais d'agences d'exportation de main d'œuvre qui seraient rémunérées à 500 yuans par personne envoyée en Afrique²⁴⁰. Les recherches empiriques effectuées sur le terrain sénégalais ne permettent pas de corroborer ces dires. En effet, les Chinois disent être venus de leur propre gré au Sénégal sans le soutien de l'État central ²⁴¹ par le phénomène de bouche-à-oreille. Cela voudrait dire que loin d'être une démarche centralisée et monolithique les poussées migratoires sont aussi le fait de ressortissants chinois autonomes. Toutefois, reconnaissons que celles des migrants opérant dans les entreprises appartenant à l'État chinois dans le cadre des programmes d'investissements sont organisées. Les autorités chinoises ont compris très tôt qu'il allait être problématique de garantir pour tous, de l'emploi et ou des terres agricoles. Partant de ce constat, Li Ruogu, président de l'Eximbank of China en septembre 2007 se posait la question suivante : « *Pourquoi ne pas les envoyer en Afrique ? Ils bénéficieraient là-bas du plein soutien de la banque pour leur investissement initial ainsi que*

²⁴⁰ Cohen P. et Richard L., *op-cit.*, p.138.

²⁴¹ Entretiens chinois Avril 2012.

pour leurs recherches de canaux de distribution. Ils sont expérimentés dans l'agriculture de masse, qui fait défaut en Afrique, où les terres sont abondantes, mais la production décevante.

»

En second lieu, les réformes entreprises par les institutions publiques à partir des années 1990 ont eu pour conséquences la suppression de plusieurs dizaines de millions d'emplois. Pour résorber cette importante population de chômeurs ; des campagnes d'émigration sont encouragées au niveau des provinces vers le continent africain devenu un « lebens raum »²⁴² c'est-à-dire une nouvelle terre vierge qu'il fallait conquérir et développer.

Enfin, la Chine a toujours été consciente du poids économique des Chinois d'outre-mer (huqiao) qui ont grandement participé à l'essor économique de l'empire du Milieu pour avoir injecté l'essentiel des investissements étrangers sur le continent. En ce sens que la force de l'émigration chinoise réside dans sa capacité d'enrayer le chômage en Chine, de rééquilibrer la balance des paiements par de grands contrats et le développement du commerce de biens de consommation chinois, former des cadres et des chercheurs qui, une fois revenus en Chine apporteront leurs savoir-faire à la recherche et à l'industrie, enfin apporter des investissements et des devises à la Chine continentale²⁴³. C'est pourquoi un lien est toujours fait par certains observateurs entre l'État chinois et la diaspora chinoise au point de considérer la Chine comme un État-émigré qui travaille à la dispersion spatiale de ses ressortissants. De là naissent des concepts comme « troisième Chine »²⁴⁴, de la « cinquième colonne de la République populaire de Chine », etc.

²⁴² Lebens Raum : espace vital Le terme Lebensraum a été créé par Friedrich Ratzel vers la fin du xix^e siècle et a été employé comme slogan en Allemagne pour réclamer l'unification du pays et l'acquisition de colonies selon les modèles britannique et français. Ratzel croyait que le développement d'un peuple était principalement influencé par sa situation géographique et qu'un peuple s'étant « adapté » avec succès à un endroit envahirait naturellement un autre endroit. Selon lui, il fallait remplir l'espace disponible. L'expansion était donc un dispositif normal et nécessaire de toutes les « espèces saines ». Sources <http://fr.wikipedia.org/wiki/Lebensraum>

²⁴³ Cohen P - Richard L, *Le Vampire du Milieu, Comment la Chine nous dicte sa loi*, Mille Et Une Nuits 138, 2012.

²⁴⁴ Fitzgerald, C.P., *The third China : the Chinese Communities in Southeast Asia*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1965.



I.1.3. LES CHINOIS DU SÉNÉGAL

La diaspora chinoise vivant en Afrique est sous-représentée au Sénégal, malgré quarante ans de présence, dont dix ans de rupture diplomatique. Sa progression n'est pas linéaire au regard de celle des autres communautés étrangères²⁴⁵ installées au Sénégal (Fall.2004 ; Mbaye. 2000) dans le temps et dans l'espace. Elle a connu une évolution en dents de scie dépendant pour beaucoup de l'état des relations entre les deux pays, le nombre exact de Chinois implantés au Sénégal n'est pas connu. C'est pourquoi leur évaluation n'est pas aisée. Selon les dernières estimations faites du nombre de Chinois présents sur le sol sénégalais, les Chinois vivant au Sénégalais seraient entre 5000 à 7000. Leur effectif connaît une nette amélioration au point que la communauté chinoise joue un rôle très important dans

²⁴⁵ Cheikh Hamet T. Mbaye, *Sociologie d'une Minorité : Les Libanais de Dakar Plateau*, Mémoire de Maîtrise de Sociologie, UCAD, Dakar, 2000, p.13 ; Ange Mancabou, *les Libanais de Dakar, la greffe inachevée du cèdre au baobab*, enquête de fin d'études, CESTI, 1999, 28p ; Van Chi Bonnardel, *Vie et Relations au Sénégal. La Circulation des Biens*, Dakar, IFAN, mémoires de L'IFAN, 927p ; Fatou Cissé FALL, *Les immigrés Peuls de la Guinée dans le commerce informel à Dakar*, Mémoire de Maîtrise de Sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, UCAD, 2004, 94p.

l'économie sénégalaise. Ils sont des travailleurs dans les chantiers, des restaurateurs, des assistants techniques, des commerçants, des employés dans les secteurs de la télécommunication, des hommes d'affaires qui sont dans le secteur de la pêche et leurs employés chinois, sans oublier les fonctionnaires en service au niveau de la représentation diplomatique.

Des techniciens agricoles de la vallée du fleuve Sénégal aux ouvriers du grand théâtre national, des pêcheurs de l'Usine Sénégal-pêche aux restaurateurs des Almadies, des petits commerçants du Boulevard de Gaulle aux employés de Huawei et Zte technologies, des nouveaux agriculteurs du bassin arachidier aux médecins de l'Hôpital de Pikine. Le monde des affaires chinoises se construit au Sénégal avec une migration où les communautés existantes sont regroupées et différenciées selon l'origine provinciale, académique, sociale et économique. Loin d'être une présentation uniforme dans l'espace dakarois, la présence chinoise au Sénégal reflète l'image d'une communauté avec de fortes contradictions et tensions, malgré la forte identité ethnique faisant d'eux des ressortissants de l'Empire du Milieu.

Au cœur de notre réflexion sur les relations entre la Chine et l'Afrique, les Chinois d'outre-mer ou de la diaspora demeurent une catégorie d'acteurs incontournables de ce renouveau chinois sur le continent, qui reconfigure les schémas explicatifs de la migration internationale d'un pays dont on continue à célébrer le modèle économique ou s'en inquiéter de ces menaces éventuelles, pour mériter toute notre attention. Ainsi, à travers ce qui suit nous allons situer le moment historique de la migration chinoise au Sénégal, les communautés qui la composent, leur province d'origine, la construction des trajectoires migratoires, leurs représentations de l'Afrique et du Sénégal, leurs stratégies commerciales entre concurrence et/ou complémentarité, l'origine du capital d'investissement de l'entreprise. Autant de points pour déconstruire et construire un discours sur la réalité chinoise au Sénégal.

I.2. L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA MIGRATION CHINOISE AU SÉNÉGAL

La migration des Chinois au Sénégal s'est faite en trois vagues successives. La première vague fut celle des pionniers ; suivie de celle de Henan et enfin ceux qui sont arrivés à la suite du rétablissement des relations diplomatiques entre le Sénégal et la Chine. L'intérêt de la compréhension de la migration chinoise dans le cadre de cette recherche est de poser le moment (contexte) et la destination de cette migration, et pose à la manière de (Wang

Gungwu, 1998)²⁴⁶ : Quand et où ont-ils migré ? Le contexte est très important selon lui du fait qu'il détermine les conditions dans lesquelles les Chinois ont quitté la Chine, mais aussi celles de leur pays d'accueil. Le « où » dépasse selon notre compréhension le lieu pour se projeter vers le devenir de l'installation de cette migration dans la société d'accueil.

I.2.1. LES PIONNIERS

Au Sénégal, la présence de populations d'origine asiatique coïncide au retour des anciens combattants de la guerre d'Indochine et de leurs conjointes vietnamiennes et indochinoises *Huayi* (descendantes de Chinois), et par le biais de la coopération entre les deux pays suite à l'établissement des relations diplomatiques entre le Sénégal et la Chine le 7 décembre 1971. De cette coopération, une importante population constituée de techniciens du bâtiment, d'ingénieurs, d'ouvriers, de médecins, de pêcheurs, d'hommes d'affaires et de restaurateurs, séjournera au Sénégal. C'est en Casamance que les Chinois vont s'installer dans le cadre de la construction du barrage d'Affiniam pour désaliniser les surfaces cultivables et promouvoir la culture du riz avec l'envoi des premiers coopérants agricoles. L'hôpital Silence de Ziguinchor accueillera aussi la première mission médicale chinoise.

I.2.1.1. LA GRANDE VAGUE DE HENAN

La grande vague des ressortissants de la République Populaire de Chine coïncida avec la construction en 1982, du stade de l'amitié sino-sénégalaise qui porte désormais le nom de feu le président Léopold Sédar Senghor. Ce projet donna lieu à l'arrivée d'un nombre important de Chinois dans le sol sénégalais. C'est l'entreprise chinoise de bâtiments et travaux publics Henan Chine dans laquelle l'État chinois est le principal actionnaire, qui réalisa les travaux de construction du stade ; d'où la dénomination de « grande vague le Henan ». Pour l'histoire, la construction du stade Léopold Sédar Senghor n'était qu'un des aspects des intérêts géostratégiques de la Chine. En effet, une fois la construction du stade terminée, l'entreprise chinoise Henan Chine obtiendra un droit d'établissement qui lui aura permis par la suite de gagner des marchés assez substantiels comme l'édification des locaux de la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS) et de l'Agence nationale de la BCEAO, deux structures qui sont situées sur le Boulevard Général de Gaulle où est localisé aujourd'hui le grand commerce des Chinois.

²⁴⁶ China's Political Economy. (ed. with John Wong). World Scientific. 1998

I.2.1.2. DE LA PÉRIODE DE RUPTURE AU RENOUVEAU DES RELATIONS SINO-SENEGALAISES

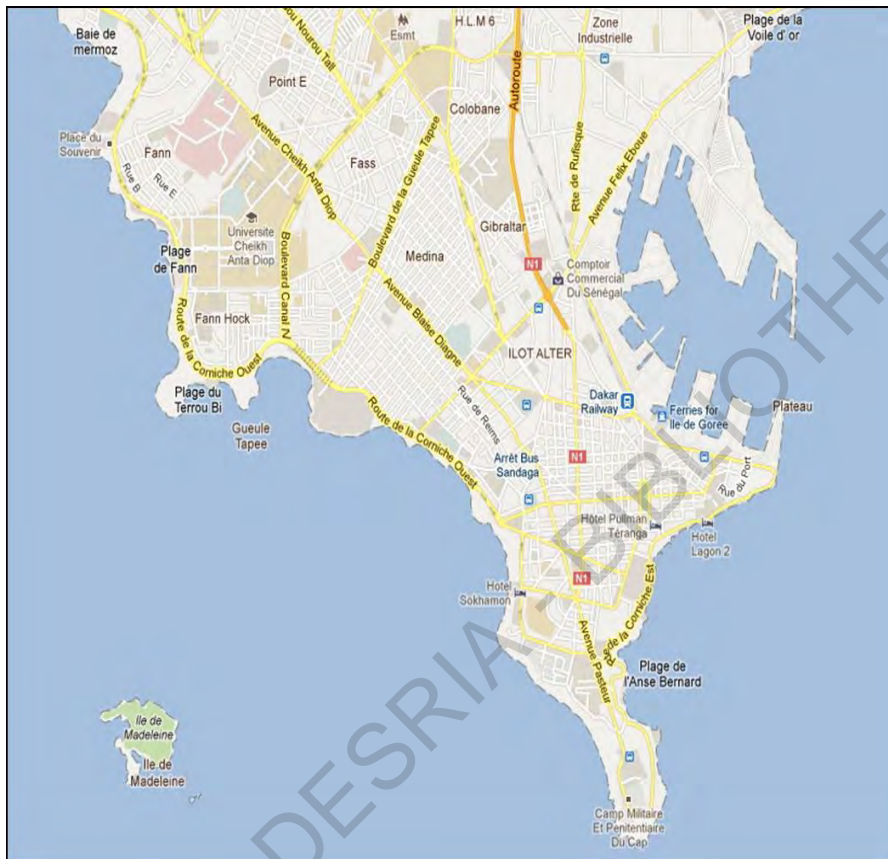
Les ressortissants de la Chine continentale séjourneront au pays de la « *Teranga* » jusqu'à la rupture des relations diplomatiques survenue en 1997. Une interruption sera notée dans les flux migratoires vers le Sénégal suite à cette rupture; si certains ouvriers et employés de l'entreprise Henan sont retournés en Chine, une partie en particulier, ceux qui ont des intérêts solides et travaillant de manière indépendante resteront Sénégal. Ces derniers seront les précurseurs du second flux migratoire vers le Sénégal enclenché à partir de 1999 ; ils sonnèrent ainsi le renouveau d'une immigration plus importante, plus agressive en matière de commerce, après les retrouvailles diplomatiques en 2005 entre les deux pays. Toutefois, il est à noter que les ruptures des relations diplomatiques n'ont pas affecté les échanges économiques entre les deux parties²⁴⁷.

Ainsi, la société de pêche (Sénégal Pêche et Armement) dont le capital est détenu majoritairement par les Chinois, n'avait pas arrêté ses activités d'exportations de produits de la pêche tirés des eaux sénégalaises. La présence des Chinois de la République populaire débute officiellement avec la coopération entre le Sénégal et la Chine, qui marqua l'arrivée d'une population chinoise au Sénégal, composée en majorité de coopérants, d'agents de l'ambassade et d'entrepreneurs privés. Elle prend fin avec la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, avec la reconnaissance de Taiwan par le Sénégal en janvier 1996.

Cette parenthèse marque l'arrivée d'un autre groupe de Chinois originaires de Taïpeh sur le territoire sénégalais, sans pour autant pousser tous les ressortissants de la RPC au départ. Certains qui avaient des investissements personnels sont restés et ont continué leurs activités. Les Chinois de Taiwan ont servi de manière indirecte et involontaire de couverture à l'installation discrète du premier groupe de commerçants chinois. En effet, les Sénégalais, particulièrement les commerçants pensaient que les ressortissants chinois installés sur le Boulevard Général de Gaulle, qui leur menaient une rude concurrence, étaient des Taïwanais jusqu'à ce que ces informations soient clarifiées par l'ambassadeur de Chine Taïpeh. Même si au demeurant une boutique de Chinois de Taiwan est localisée à l'angle du Boulevard.

²⁴⁷ Cf., voir tableaux statistiques des importations et exportations.

C'est avec l'installation de Lissa,²⁴⁸ une ressortissante chinoise en novembre 2000 que tout commença. Cette dame qui était âgée d'une quarantaine d'années a été l'éclaireuse de la communauté chinoise sur ce quartier. Elle a ouvert un restaurant portant son nom et employant un personnel sénégalais. C'est un an après qu'il a été noté l'ouverture, à cinq cents mètres du restaurant Lissa, de la première boutique chinoise par un de ses compatriotes. Cette ouverture pouvait être assimilée à une fausse alerte parce que l'ouverture des prochaines boutiques a été relevée à Petersen.



Carte localisant le « quartier chinois » de Dakar

Jusqu'en 2002, la présence chinoise n'était pas encore très remarquée, mais c'est après cette année qu'un boom a été relevé. L'expansion du commerce chinois ne cessa de croître dans l'agglomération dakaroise. Installés timidement au début de 2000, les commerçants chinois sont devenus plus visibles sur le marché dakarois à partir de 2004. Ils ont investi le secteur informel dakarois en faisant le commerce des vêtements, de chaussures, de téléviseurs, toutes sortes de babioles, etc. fabriqués en Chine. Le nombre de boutiques chinoises recensées sur le boulevard Général de Gaulle, les Allées Papa Gueye Fall, au centre commercial de la

²⁴⁸ Zhao Li, de son vrai nom, fut assassinée par deux de ses compatriotes en 2002.

Grande Mosquée, à la rue Faidherbe, au centre commercial de Petersen dépasse les 300 boutiques.

I.2.1.3. LES RAISONS D'UNE MIGRATION EN AFRIQUE

Un très ancien poème chinois dit « *partout où l'océan pousse ses vagues, accostent les Chinois* »

Quelles sont les raisons qui ont conduit ce peuple à sonner le glas d'une émigration tardive dans cette partie du continent ? Alors que les mouvements migratoires se sont toujours accentués du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord, ainsi que du Sud vers le Sud. Le phénomène de l'immigration a connu ces dernières années une ampleur considérable dans le monde. Cependant les mouvements de populations sont aussi vieux que l'histoire de l'humanité. Ainsi de vastes courants migratoires ont été enregistrés de part et d'autre des différents points du globe, pour des raisons politiques, économiques, religieuses et même de survie.

Le phénomène de l'émigration chinoise s'est exacerbé à partir des années 2000 coïncidant avec un contexte de globalisation que nous vivons et qui nous fait passer d'un monde morcelé à celui d'un village planétaire où les barrières géographiques, ethniques, linguistiques ne semblent plus être des obstacles aux courants migratoires. Nonobstant l'éloignement géographique et l'absence de déterminants culturels communs, les Chinois s'implantent sur l'une des parties les plus éloignées de leur zone habituelle d'émigration. C'est pourquoi nous interrogeons les ressortissants de l'empire du Milieu sur leur présence au Sénégal. En effet, cette dispersion de la diaspora chinoise sur le continent est une des variables clés de l'analyse des enjeux nouveaux de cette présence sur le continent.

La dimension économique est un indicateur majeur des raisons de la présence des entrepreneurs et officiels chinois au Sénégal. « *Le Sénégal est un pays africain relativement développé et la Sonatel est un très grand opérateur. Il n'y a pas de raison particulière pour justifier notre présence c'est juste que le Sénégal est un pays qui a des potentialités avec un grand marché contrairement à d'autres pays qui connaissent l'instabilité politique tout le temps. Contrairement aux autres pays africains, il y'a la stabilité politique ici, la sécurité est assurée et cela rassure les investisseurs. Je peux accepter de venir travailler au Sénégal ce qui me sera difficile de faire pour les autres pays africains. Ici les gens sont très gentils et*

accueillants. Au début de notre installation, c'était un peu difficile et c'est normal d'ailleurs, mais maintenant tout se passe bien²⁴⁹».

Les pressions sociales, la faim mobilisent les hommes et même une opinion assez répandue attribue aux seuls motifs socio-économiques tous les mouvements migratoires. C'est une thèse qui a été défendue par les théoriciens du courant fonctionnaliste. Cependant on doute que les hommes obéissent toujours aux impératifs de la faim et de la crainte au point que des ressortissants de la deuxième économie mondiale trouvent nécessaire de s'expatrier en quittant un pays en pleine croissance pour des pays classés comme relevant des pays dits pauvres et économiquement en retard.

L'Afrique est-elle redevenue un nouvel eldorado pour les migrants, sorte de terre promise où des peuples d'origines diverses convergent pour y construire un meilleur devenir de leur situation sociale. Parmi les Chinois interrogés, ils affirment venir en Afrique pour *« Les émigrants disent venir en Afrique pour tenter l'aventure et découvrir un nouvel horizon en allant à la rencontre d'une « terre promise » où ils pourraient se construire gagner sa vie et accomplir une certaine reconnaissance »*. Pour d'autres, *« C'est mon père qui m'a demandé de venir travailler à ses côtés, car ici on pouvait gagner de l'argent plus vite qu'en Chine »*. Pour beaucoup il y a un fossé entre ce qu'on leur avait dit et la réalité des faits. Qu'il n'est plus facile de gagner de l'argent à Dakar, car les Chinois sont devenus très nombreux ici et la crise de 2009 a impacté sur leurs activités. Ils pensent même à retourner en Chine ou partir en Europe.

I.2.2. LES MIGRANTS CLANDESTINS

Le caractère clandestin des migrations est défini par la législation des pays de destination sur l'entrée et le séjour des étrangers. Cette législation se libéralise ou se durcit selon les époques et peut se complexifier à un point tel qu'un individu pensant résider en toute légalité dans un pays, peut découvrir à l'occasion d'un contrôle qu'il est en situation irrégulière et être passible d'une expulsion. Le durcissement général de la réglementation et de la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers au Sénégal ont été des facteurs déterminants à cette forme de migration au début. Les clandestins sont originaires des provinces de Fujian et de Zhejiang. Les informations sur les Chinois entrés en clandestinité au Sénégal ne sont pas faciles à obtenir, l'essentiel des informations est tiré des entretiens avec

²⁴⁹ Entretien Directrice ZTE, avril 2012.

les Chinois et certains acteurs du secteur, sur des articles de presse et sur des témoignages. Ces migrations clandestines se font généralement vers des destinations où le candidat a déjà des proches, c'est à dire des personnes qui accepteront de prendre en charge le coût de ce passage. Les itinéraires sont très variés, mais le principe est d'arriver dans un pays frontalier de celui de la destination où l'on reste quelques jours à plusieurs mois avant de franchir la frontière. Comme le soutient un de nos enquêtés dans la population chinoise de Dakar :

« Je suis passé par la Mauritanie avec deux autres compatriotes avant de venir au Sénégal. Là-bas j'y suis pas resté très longtemps à cause du mauvais climat. On peut faire du commerce là-bas, mais il y'a beaucoup de vent et de poussière pour y mener une vie. Je suis venu ici retrouver mon père qui était installé ici. Il y'avait ma sœur qui était mariée à un Taïwanais qui travaillait dans le secteur de la pêche avec l'entreprise M... pour chercher du cymbium »²⁵⁰

Une fois arrivés, les migrants clandestins restent sagement jusqu'à l'obtention d'un titre de séjour par prévarication au niveau des fonctionnaires du ministère de l'intérieur²⁵⁰. L'implantation de certains commerçants acteurs chinois à partir de 2000 s'est faite discrètement dans la quasi-clandestinité, car c'est une période coïncidant avec la rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Beijing. Les Chinois de Pékin ont bénéficié de la présence des entreprises chinoises et aussi des Chinois de Taiwan pour réussir leur installation et exercer le métier de commerçant au Sénégal. Malgré les accusations de la principale association patronale de commerçants (Unacois), qui dénonçait vigoureusement cette présence tout en pointant du doigt l'entreprise Sénégal-Pêche comme étant celle qui organisait ces migrations clandestines avec la complicité des fonctionnaires de la place Washington²⁵¹.

Aujourd'hui ce phénomène est presque disparu du fait de la gratuité du visa sénégalais pour les ressortissants chinois entrant au Sénégal, suite aux rencontres entre les autorités des deux pays et la décision prise par le gouvernement du Sénégal de supprimer les visas d'entrée pour les étrangers. Toutefois, les ressortissants chinois doivent chercher un permis de résidence pour régulariser leur situation à leur arrivée au Sénégal.

²⁵⁰ Entretien intermédiaire d'un chinois mars 2006.

²⁵¹ Siège du Ministère de l'Intérieur.

CHAPITRE II : LES PROVINCES D'ORIGINE ET LES TRAJECTOIRES MIGRATOIRES DES CHINOIS DU SÉNÉGAL

II.1. LES PROVINCES D'ORIGINE

L'étude menée portant sur quatre-vingt-seize (96) ressortissants chinois au Sénégal, montre que sur les 51 ressortissants qui ont répondu à la question relative à leur province d'origine ; l'écrasante majorité (28) provient de la province du Henan, suivi de la province du Fujian (12). Les provinces de Shanghai, Sichuan et Jiangxi comptent chacune 2 ressortissants. En outre il faut noter la présence de quatre individus originaires de la capitale Beijing (4). La province du Zhejiang, malgré sa particularité comme étant le supermarché du monde et les dires de certains enquêtés la plaçant en troisième position des provinces les plus représentatives en termes de leur population, est seulement représentée par un seul ressortissant. Relativement au lieu de résidence, la même enquête montre qu'un peu plus de la moitié des enquêtés entre la place de l'obélisque et le premier rond-point, suivi du deuxième rond-point et enfin de Petersen. A noter aussi une présence féminine très respectable au niveau des sites visités traduisant ainsi un modèle migratoire qui prend les allures d'un regroupement de type familial.

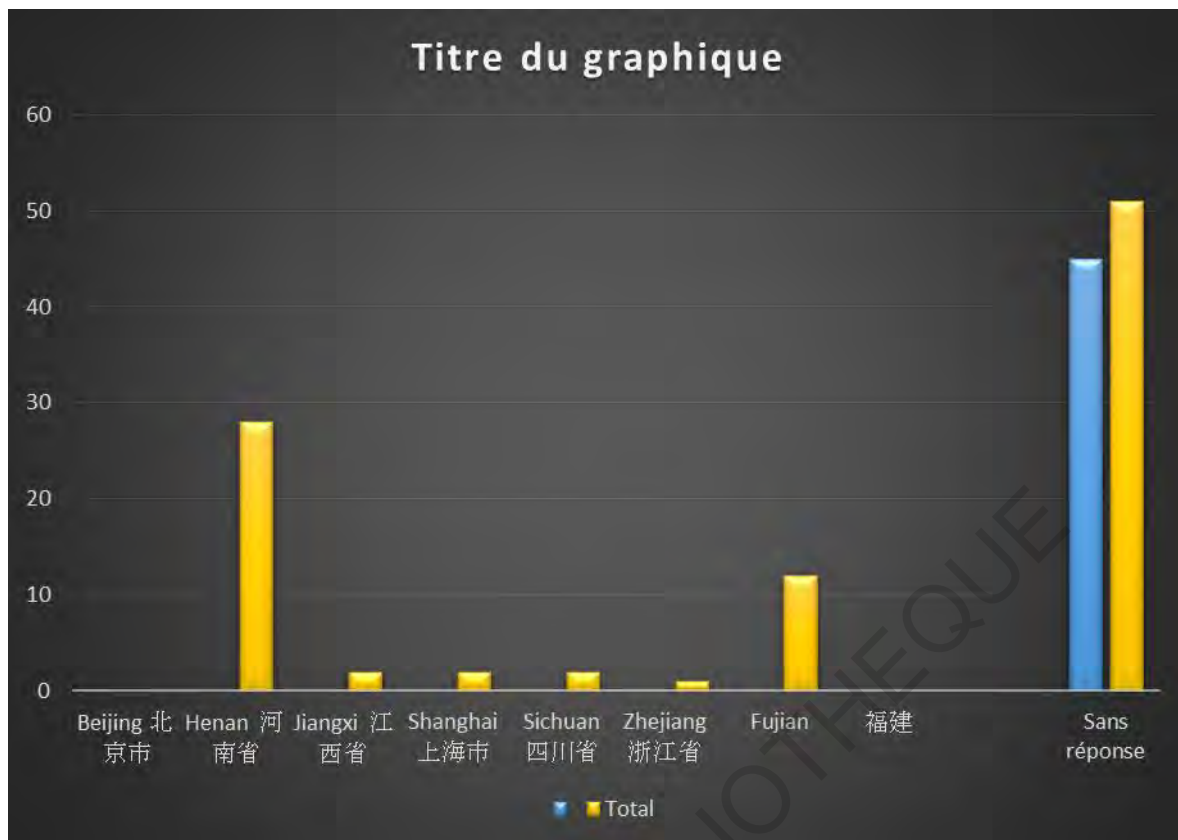


Figure à gauche : La province de Henan



Figure à droite : La Province de Fujian

Les provinces du Sud de la Chine demeurent les principales zones de départ des migrants chinois si l'on se réfère aux résultats des données recueillies sur le terrain et positionnés sur la carte, et confirme la géographie migratoire de la Chine depuis les deux guerres de l'opium (1840-42 et 1856-60) et la révolte des Taiping qui provoquent des situations sociales désastreuses dans le sud du pays. Ces migrations commerçantes pour la

majorité et entrepreneuriales s'adossent à l'excédent de production chinoise pour investir le Sénégal et vendre les produits sortis de la grande « usine du monde ». Cette migration est renforcée par celle des ouvriers venus dans le cadre des contrats d'entreprises chinoises de travaux publics, qui s'installent définitivement une fois les travaux terminés en investissant dans les secteurs d'activités économiques à fortes potentialités comme le commerce, la restauration, etc..



Photo prise dans une boutique chinoise située près de la Grande Mosquée de Dakar :2012

Les ressortissants de Fujian sont connus pour être de grands voyageurs et constitueraient la plus importante population d'origine chinoise présente en Asie du Sud-Est, c'est-à-dire près de la moitié des Chinois d'outre-mer. C'est un groupe apparenté à l'ethnie Han mais différent par rapport à leurs mœurs et attitudes, composé de Hokkiens et de Hakkas. Le mot « Hakka » est constitué par deux idéogrammes signifiant « voyageur » et « famille ». D'où les expressions de familles itinérantes chez ce peuple. Les Fujian « ren » ne sont pas en bons termes avec les ressortissants de Hénan ; ces deux communautés se sont disputées pendant longtemps le leadership de la communauté chinoise au Sénégal, sans tomber d'accord. D'ailleurs une rixe d'une rare violence les avait opposées, suite à l'agression d'un jeune ressortissant de Henan par un Fujian ren dans un restaurant à Gibraltar. N'eût été l'intervention policière, il y aurait eu mort d'hommes. Un des blessés a été victime d'un traumatisme crânien pour avoir reçu une brique sur la tête.

" Il y a eu une bataille entre les Chinois ici en mai 2010, j'étais impliqué dans la bataille. C'était un dimanche, le 31 mai 2010. On avait fini de jouer au Basketball en ville et je suis

*allé dans un restaurant avec un frère à qui j'ai proposé de manger du bon poulet au Restaurant d'à côté. Il y avait des ressortissants de Fujian qui étaient dans le restaurant plus nombreux que nous. Ils étaient au nombre de 30 et nous étions 3 et ils étaient plus âgés que nous. Moi les gens de Fujian me connaissent bien comme je suis ici depuis très longtemps. J'étais en train de faire une commande et j'ai entendu beaucoup de bruits derrière moi. Quand je suis revenu je leur ai vu attaquer le petit frère en lui cassant la tête avec une brique. On a été obligé de l'emmener à la Clinique du Cap, il avait un traumatisme crânien on l'a opéré pour drainer le sang noirâtre et les os cassés. Il est resté 20 jours à l'hôpital. Mais comme ils aiment se saouler. Après les gens de Henan étaient très remontés et se demandaient pourquoi ils nous ont attaqués alors qu'ils étaient plus nombreux et plus âgés que nous. Les Chinois étaient très fâchés et sont allés à Gibraltar, après la Police est venue régler le problème."*²⁵²

Ce conflit traduit l'absence d'homogénéité dans la communauté chinoise, où chaque individu se reconnaît le plus dans sa communauté provinciale d'origine que dans le grand ensemble chinois, mais demeure tous solidaires face aux ennemis de la Chine. Les ressortissants chinois quoique divisés sur plusieurs points relevant du bon fonctionnement de la communauté restent unis autour de leur *Guojia*²⁵³ (nation).

II.2. LES TRAJECTOIRES MIGRATOIRES DES CHINOIS EN AFRIQUE.

Les itinéraires migratoires diffèrent selon les Chinois interrogés. Certains viennent directement de la Chine continentale, font une escale à Paris pour s'installer enfin à Dakar dans le but d'y faire fortune. Cette catégorie de migrants est composée des ressortissants de Hénan, dont certains sont venus dans le cadre des projets de la société Hénan Chine Chico, tandis que d'autres sont arrivés à l'invitation d'un membre de la même famille déjà installé au Sénégal, et ce compte tenu des potentialités d'investissement dans le secteur du commerce au Sénégal.

Une autre catégorie de migrants est composée de ceux qui ont déjà sillonné les capitales africaines, et qui cherchent à obéir au principe de rationalité économique de maximisation de revenus. Autrement dit, leur migration est guidée par une démarche

²⁵² Entretien Ma Ke.

²⁵³ La notion *guojia* signifie en mandarin la nation ou l'Etat, ce terme fait dire à certains spécialistes que la notion démontre que la Chine est plus un Etat une patrie qu'une nation parce que cette idée de nation n'est pas partagée par certaines minorités et provinces autonomes.

utilitariste qui voudrait que le manque ou la raréfaction d'opportunités financières ou des affaires dans un pays les poussassent vers d'autres pays avant d'envisager le retour en Chine. Les migrations dites officielles, celles des membres du personnel de l'Ambassade, des entreprises chinoises, des missionnaires, sont déterminées pour la plupart par les programmes de coopération et d'échanges entre la Chine et ses États partenaires.

Les Chinois ont un type d'installation, sur le pays d'accueil, construit sur le modèle familial, le pionnier fait venir progressivement les membres de sa famille ou des proches parents afin de fructifier le business familial, bâtissant ainsi des réseaux de relations économiques conçues sur le modèle de la diaspora. La diaspora chinoise est un des pans de la stratégie politico stratégique-diplomatique de la Chine en Afrique, car elle participe à l'atteinte des objectifs de la stratégie chinoise en élargissant l'échelle d'influence de la R.P.C dans le monde. Cela va participer à la mise en place d'une supériorité économique, politique et diplomatique chinoise en Afrique. Cette migration est à classer dans la mondialisation par les réseaux, c'est-à-dire cette conception réticulaire reliant les provinces méridionales du Guangdong, du Fujian ou du Zhejiang aux communautés chinoises d'outre-mer, localisées en Asie du Sud-Est, dans les pays neufs de la fin du XIX siècle et les *chinatowns* d'Occident²⁵⁴, de même que dans les villes africaines.

II.2. LA MIGRATION CHINOISE ENTRE MYTHES ET RÉALITÉ

Une des caractéristiques des Chinois établis à l'étranger c'est leur concentration dans les villes, précisément dans les quartiers où ils peuvent reconstituer une vie communautaire dotée d'activités économiques et sociales. Ce phénomène s'explique par la recherche d'un rééquilibrage de leur mode d'existence dans la société d'accueil. Au Sénégal, la migration des détaillants chinois a suscité beaucoup plus de controverses et de préjugés construits, du fait que c'est une communauté caractérisée par la discrétion, une certaine « visibilité discrète » sur un même site, cultivant un certain mystère et une réputation de cachottiers.

La construction d'un discours fait d'idées préconçues, de prénotions, a dominé dans la société d'accueil au point que la menace est devenue un objet construit, une sorte d'idéologie fonctionnant avec ses mythes (on pense que tous les Chinois sont des as des arts martiaux), ces mystères (on n'a jamais vu un chinois décédé) et ces mystifications. Ces préjugés

²⁵⁴ Thierry Sanjuan, Pierre Trolliet, *La Chine et le monde chinois : Une géopolitique des territoires*, Armand Collin, Paris, p 57,2010.

déconstruits sur la communauté chinoise devraient permettre à beaucoup de gens de savoir que les traits de personnalité de la communauté chinoise doivent être assimilés comme contrôle de l'image de soi et comme défense de l'intégrité de la communauté. Il ne s'agit point d'un secret, mais d'un moyen d'auto-défense pour se maintenir dans un groupe social distinct. Ayant déjà été au cœur d'une série de manifestations et de dénonciations de la part des nationaux, les Chinois du Centenaire ont été les plus indexés comme étant un groupe représentant une réelle menace pour l'économie sénégalaise. Et pourtant, il existe cette autre forme de migrants constitués d'entrepreneurs et de responsables de compagnies industrielles, développant beaucoup plus une logique de pénétration et d'ancrage inscrits dans le long terme, contrairement aux migrants commerçants à la recherche d'opportunités immédiates. Ces deux groupes fonctionnent selon des logiques singulières et se représentent différemment.

Il se dégage donc dans l'analyse des discours, l'existence de deux catégories de Chinois. La première catégorie est celle des Chinois qui sont originaires de Pékin et de Shanghai d'une part, qui ont bénéficié dans leur majorité d'une bonne formation universitaire et que l'on retrouve aux postes administratifs, à l'ambassade, à la mission économique ou dans des entreprises privées et publiques ; la deuxième catégorie est celle des commerçants du secteur informel dakarois.

Les Chinois de Petersen, de Gibraltar et des Allées du Centenaire ne forment pas une communauté homogène, tout comme ceux qui travaillent dans les entreprises privées comme Huawei, ZTE, Exim Bank, etc. Excepté le fait qu'ils soient tous citoyens de l'empire du Milieu, les Chinois des quartiers résidentiels de Dakar (Fann-Résidence, Mermoz, Point E) considèrent les petits commerçants comme de mauvais représentants de la Chine, véhiculant une mauvaise image de la Chine en vendant de la pacotille chinoise dans les rues de Dakar. Ces représentations sociales sont le prolongement des disparités et habitus de classe entre les urbains et les ruraux. Les jeunes qui travaillent dans les grandes entreprises de télécommunications n'entretiennent pas de relations avec les commerçants détaillants. Les migrants du Centenaire sont considérés comme des analphabètes, non cultivés, n'ayant pas poursuivi dans leur grande majorité, des études poussées.²⁵⁵

Les petits commerçants ne véhiculent pas une image positive de la Chine, selon leurs homologues des entreprises (bureaucrates), qui soutiennent qu'ils ternissent l'image de la

²⁵⁵ Entretien dirigeant chinois 28/03/12.

Chine en vendant des pacotilles et en s'impliquant dans des activités peu orthodoxes²⁵⁶. Cette différence d'origine régionale ou de statuts socioculturels expliquerait le fait que très souvent deux Chinois peuvent se rencontrer et se dépasser sans se saluer, ce qui fait dire à certains observateurs surpris devant un tel spectacle que « *Les Chinois sont très particuliers, voilà une communauté où des gens se rencontrent sans même se dire bonjour, surtout s'ils ne sont pas originaires de la même province, je pense qu'ils ne se fréquentent que par affinité géographique et familiale.* »²⁵⁷.

Relativement à l'obstacle de la langue, un riverain qui a loué son magasin aux Chinois affirme que « *Les Chinois ne voient pas la nécessité de parler la langue ; ils ne sont pas intéressés, car pour cela il faut qu'ils y trouvent leur compte je crois qu'ils n'y voient aucun intérêt à s'intégrer ; l'intégration n'est pas une nécessité pour eux .il n'y a pas une motivation de s'intégrer. Ils n'ont pas vu la nécessité d'apprendre la langue. Ils ne voient pas ça comme une nécessité. Sauf peut-être les filles avec les filles ils entretiennent des relations avec elles surtout les célibataires. Je n'ai pas senti un effort de chercher à comprendre le wolof, c'est pour combler cela qu'ils ont pris les services d'un intermédiaire*».

Enfin, au sujet de l'intégration de la communauté chinoise dans la société sénégalaise, les interactions ne sont pas nombreuses. Pour un habitant du Centenaire « *les Chinois restent dans leur coin ; d'ailleurs on ne connaît pas grand-chose d'eux, c'est un mur de silence que nous rencontrons à chaque fois que nous voulons des informations sur leur mode de vie* ». Ce repli sur soi ne facilite guère l'intégration des Chinois dans la société sénégalaise, car pour être intégré il faut le vouloir et se donner les moyens de cette intégration.

En conclusion, la référence identitaire à la même patrie d'origine ne justifierait pas l'acceptation ou la fréquentation des membres de toute la communauté. Les multiples dimensions intervenant dans la trajectoire des uns et des autres, selon l'origine géographique, le capital culturel, économique, symbolique et social, l'appartenance à un même réseau, déterminent les modes de vie, les centres d'intérêt et les fréquentations. Les Chinois constituent une « constellation ethnique » composée de nombreuses sous communautés d'origines diverses. Le problème de l'identité se croise avec celui de l'hétérogénéité des groupes formés autour de certaines caractéristiques comme le lieu d'origine ou la langue

²⁵⁶ Entretien chinois 7/04/12.

²⁵⁷ Entretien riverain du Boulevard 8/04/12.

parlée. Au-delà de cette hétérogénéité, marquée par des clivages ethniques, linguistiques et territoriaux, il faut noter que dans certains contextes, surtout face à une menace, les Chinois sentent la nécessité de se retrouver tous, car partageant en communs des traits culturels.

Parmi les mythes les plus tenaces de la présence chinoise en Afrique en général et au Sénégal en particulier, c'est celui des ouvriers chinois dans les différents chantiers de construction que d'aucuns considèrent comme étant des bagnards envoyés en Afrique pour purger leur peine de prison. Ces ouvriers sont des travailleurs venus des provinces pauvres de la Chine, appelés *mingong* en Chine visibles dans les villes de Beijing, Shanghai et dans le Guandong, c'est-à-dire des travailleurs migrants et en Afrique *laogong* (travailleurs étrangers).



II.3. UNE MIGRATION RÉCENTE ET TEMPORAIRE

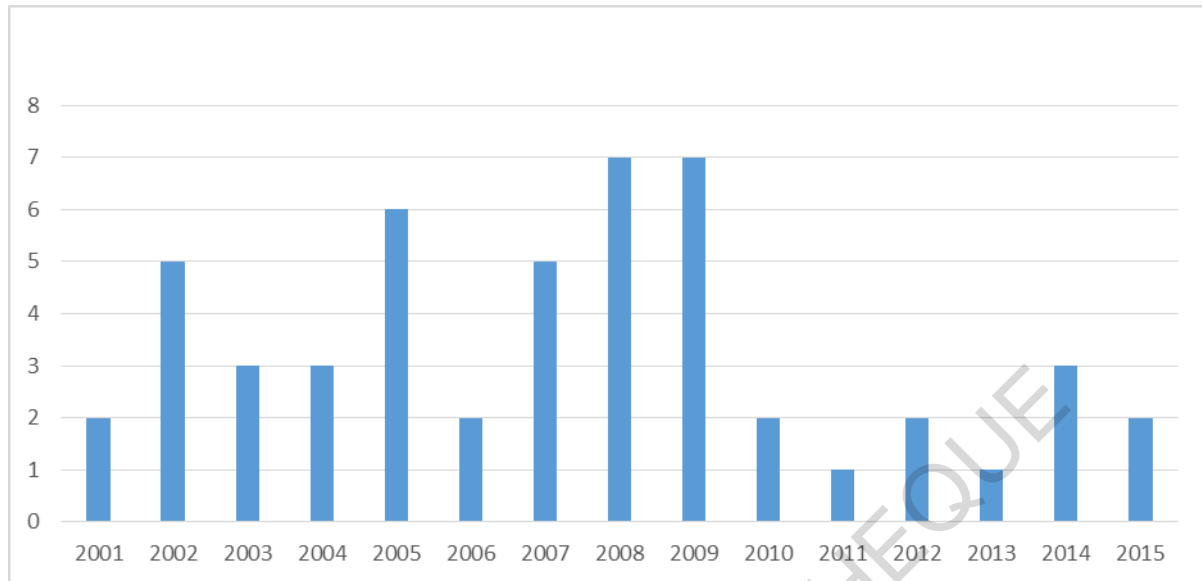


Tableau 2 : Date d'arrivée de l'échantillon des migrants chinois au Sénégal

Ce tableau ci-dessus illustre l'arrivée des migrants chinois exerçant dans le milieu du commerce au Sénégal. Il n'est assez révélateur des tendances de l'évolution de la migration chinoise au Sénégal, même s'il faut retenir que la courbe d'évolution commence à prendre de l'ampleur avec le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Entre 2000 à 2005 ; c'est comme si il ne s'était rien passé dans la migration chinoise au Sénégal, alors que cette période a coïncidé avec la vague de manifestations et grèves de l'Unacois et des organisations patronales pour dénoncer la « *présence massive de commerçants chinois* » au Sénégal. De plus Yan Jun, qui était l'un des uniques propriétaires chinois de Dakar, affirmait à l'époque dans les colonnes de ²⁵⁸« *que les Chinois sont passés de 6 en 2000 à 150 en 2004* ».

Ces statistiques sont corroborées par l'enquête menée par le service régional du commerce intérieur de Dakar, de la Direction du commerce de juin 2004. Ce recensement avait révélé l'existence de 115 boutiques chinoises au niveau de Petersen, du Boulevard et des Allées Pape Gueye Fall. Quand on sait aussi que dans chaque boutique il y a au moins deux Chinois qui y travaillent. Ce tableau doit être lu avec beaucoup d'attention afin de noter que certains Chinois ayant une ancienneté plus importante que d'autres n'ont pas eu la chance de faire partie des sondés. De plus, le fait que de nouveaux employés débarquent dans les

²⁵⁸ *Jeune Afrique L'intelligent*, septembre 2005.

boutiques, est un postulat lourd à prendre en compte, dès lors que pour beaucoup ils ne sont que des employés sous contrat de deux ou trois ans et une fois le contrat terminé soit ils retournent en Chine, soit ils vont dans un autre pays.

Une des explications que donne le tableau c'est qu'il y a une sorte de nuages de points sur la période 2008-2009 traduisant une plus forte présence de la communauté durant ces deux années où la crise financière internationale s'est exacerbée à travers le monde et poussant les Chinois à chercher à s'exiler dans les pays africains. En même temps que cette période ait coïncidé avec un flux de chinois au Sénégal, elle est pour les Chinois interrogés : une période difficile dans le secteur commercial avec de baisses conséquentes de leur chiffre d'affaires. La question du capital d'investissement des ressortissants chinois est assez souvent agitée, pour s'interroger sur l'origine du financement des entrepreneurs chinois en Afrique, en général et au Sénégal, en particulier. C'est fort de cela que cette variable est prise en compte dans nos recherches pour savoir d'où provient le financement des commerçants et entrepreneurs chinois installés au Sénégal.

II.4. ORIGINE DU CAPITAL

L'origine du financement des entrepreneurs chinois est une question essentielle dans la compréhension de la question chinoise en Afrique, car faisant l'objet de plusieurs supputations. C'est fort de cela que nous avons jugé nécessaire de prendre en compte cette variable dans nos questions de recherche pour situer le niveau d'intervention de l'État central partagé entre mythe et réalité sur le projet migratoire de sa diaspora définie par certains comme la cinquième colonne chinoise sur le continent. Le capital de départ des commerçants chinois est selon ces derniers, constitué sur fonds propres et non sur un quelconque soutien de leur gouvernement. Cela veut dire que l'autofinancement est la pratique la mieux répandue chez les entrepreneurs-commerçants chinois.

Le taux de bancarisation est très important en Chine avec ces multiples institutions bancaires que l'on retrouve le long des rues chinoises. C'est ainsi que l'épargne est entrée dans les pratiques chinoises au point de devenir une pratique très ancrée dans les habitudes chinoises. Les commerçants chinois partent toujours avec un capital de départ obtenu grâce à l'épargne personnelle ou à un prêt d'origine familiale, parentale ou provenant d'autres membres de la communauté. Les entretiens recueillis sur le terrain confirment que l'autofinancement est l'un des moyens les plus utilisés dans la constitution du capital de départ grâce à de l'argent gagné en Chine. L'analyse des liens de parenté en milieu chinois

nous révèle que ce ne sont pas seulement des liens de parenté de premier degré qui les lie. Il y a des Chinois qui font venir des cousins pour travailler avec eux ; cela veut dire qu'il y a une variété de liens qui implique la présence de réseaux de familles élargies.

L'immigration chinoise au Sénégal a lieu, comme dans les autres pays, par chaînes migratoires familiales c'est d'abord le père ou la mère qui part le premier ensuite il se fait rejoindre par un autre membre de la famille son fils par exemple et lui ouvre un magasin sur le boulevard ou à Petersen. C'est pourquoi l'origine du capital vient aussi de la famille, en dehors du capital personnel et des prêts venant d'amis ou des membres de la communauté, et moins des banques chinoises. « *L'argent vient du Père, les Chinois aiment tous gagner de l'argent et garder à la banque. Quand le père est vieux, il lègue son argent à ses enfants particulièrement aux garçons et non aux filles, car les filles vont avoir un mari et partir fonder un foyer. Pour venir au Sénégal et travailler avec mon grand frère, nous avons demandé à papa de nous donner de l'argent pour travailler. Après avoir travaillé, j'ai remboursé ce que la famille m'avait donné. C'est comme ça que ça marche chez nous. L'argent c'est pour Papa et Maman. Tu rembourses et le reste c'est pour toi.* »²⁵⁹.

II.5.LE COMMERCE CHINOIS AU SÉNÉGAL

L'expansion du commerce chinois ne cesse de croître dans l'agglomération dakaroise. Installés timidement au début de l'an 2000, les commerçants chinois sont devenus nombreux et agressifs sur le marché dakarois à partir de 2004. Les boutiques chinoises sont localisées sur le boulevard Général de Gaulle, sur les Allées Papa Gueye Fall, au Centre commercial de la Grande Mosquée, à la rue Faidherbe, au Centre commercial de Petersen. Il y aurait entre 200 à 300 boutiques et dépôts chinois répertoriés tout autour de cet espace commercial. Le financement des activités commerciales des Chinois repose sur la philosophie de solidarité construite sur ses *guanxi* pour bénéficier d'un capital de départ²⁶⁰. Selon les enquêtés, l'épargne accumulée par les parents est la source de financement du projet professionnel de leurs fils arrivés à l'âge de la majorité. L'épargne allouée à leurs fils n'est pas un don, mais un prêt. En effet, ces derniers se doivent rembourser le capital de départ une fois qu'ils auront à fructifier leur investissement²⁶¹. L'État chinois n'intervient pas dans le financement des

²⁵⁹ Entretien chinois Petersen 26/04/12.

²⁶⁰ Balme Stéphanie, *Entre soi, l'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, édition Fayard, 2004, Définition des *Guangxi* « *la philosophie de l'art des guanxi implique que deux individus partagent au moins un point commun au nom duquel l'on peut demander l'autre des services ou des faveurs.* »

²⁶¹ Entretien commerçant chinois 28/03/12.

entreprises autonomes de ses ressortissants, contrairement à l'idée largement véhiculée, selon laquelle les Chinois bénéficieraient du soutien de leur gouvernement, pour venir s'installer en Afrique.

Les commerçants chinois vendent la même gamme des produits. Il s'agit essentiellement de jouets, cadres décoratifs, bibelots, montres et réveils en tous genres, chaussures, sacs à main et autres, fleurs et vases, vaisselles et ustensiles de cuisine, bonneterie, effets vestimentaires féminins et pour enfants, des parfums, fausses perles, etc. Dans l'exercice de leurs activités commerciales, dans certaines boutiques il n'y a qu'un seul gérant Chinois assisté par un ou deux Sénégalais, en revanche dans d'autres, les Chinois sont au nombre de deux ou trois travaillant en famille, et cela dans l'attente de trouver un espace commercial disponible pour élargir l'entreprise familiale.

Le commerçant chinois importe lui-même sa marchandise de la Chine ou par le biais d'un partenaire, qui selon les intermédiaires, est soit un membre de la famille installé au pays, soit un partenaire industriel ou commercial. Les opérations d'importations sont individuelles ou collectives. Elles sont individuelles lorsque l'enveloppe financière de l'intéressé et sa situation administrative lui permettent d'opérer seul. Elles sont collectives dans les cas où la situation financière et/ou la situation administrative ne permettent pas d'effectuer des opérations de ce genre, de sorte que l'intéressé est obligé de joindre sa commande à celle d'un opérateur capable de le faire pour deux, trois ou même plusieurs (la formule du groupage). En outre, ils renouvèlent leur stock de marchandises pour répondre aux besoins ponctuels du marché lors de grands événements sociaux.

Cette présence des commerçants chinois n'est pas du goût des commerçants sénégalais. Très tôt, les commerçants sénégalais ont dénoncé la présence des acteurs économiques chinois sur le secteur informel, qu'ils ont accusé de concurrence déloyale, de ne vendre que de la pacotille et d'exercer de manière irrégulière. C'est ainsi que, pour marquer leur opposition et leur désir de voir les autorités mettre fin aux activités des Chinois, les commerçants avaient organisé une série de manifestations et de grèves en lançant ces slogans : « *Devons-nous taire pendant que les États-Unis et l'Europe crient contre l'invasion chinoise* », « *Qui sont derrière les Chinois ?* ». Il s'agissait, disent-ils, de dénoncer le mutisme et les hésitations des autorités face au « péril jaune » qui a fini par envahir les étals des marchés de Dakar.

Les artisans-cordonniers de la Médina affirment que « *Maintenant nous sommes obligés de diminuer de façon significative les prix de nos produits à cause de ceux des Chinois. Nous y gagnons plus rien, on travaille juste pour payer le loyer de la cantine et assurer la survie, point de bénéfices épargnes* ». Et pour Mor Talla Kane, économiste industriel et Directeur exécutif de la confédération nationale des employeurs du Sénégal (CNES) : « *permettre l'installation anarchique des commerçants chinois, c'est permettre à la Chine populaire de s'emparer d'une des principales sources d'accumulation primitive de capital des Sénégalais qu'est le négoce et favoriser la fuite de la petite épargne des ménages vers la Chine populaire sans contrepartie significative* »²⁶².

Pour d'autres toutefois, avec l'arrivée des Chinois, l'acquisition de nombreux produits s'est démocratisée », rappelait de son côté Momar Ndao, président de l'association des consommateurs du Sénégal (ASCOSÉN)²⁶³. La compétitivité des produits chinois permet aux populations africaines y compris les plus modestes de pouvoir s'équiper à moindre coût. C'est entre autres pourquoi les commerçants chinois vont bénéficier du soutien des organisations de la société civile (RADDHO)²⁶⁴, des consommateurs et de leurs employés dans leur face à face avec les organisations commerçantes sénégalaises par une marche organisée sur les Allées du Centenaire²⁶⁵.

Les défenseurs des commerçants chinois affirmaient que les commerçants sénégalais se seraient enrichis au détriment des consommateurs en important les mêmes produits que les Chinois, mais en les revendant beaucoup plus cher. Les Chinois ont pu bénéficier à cette époque de la légitimité populaire acquise auprès des seuls arbitres du marché, c'est-à-dire des consommateurs pour sortir renforcés de ce conflit. Selon Ousmane N. « *il y a un mauvais procès qui est fait aux commerçants sénégalais, car nous ne pouvons pas vivre dans les pays étrangers où nous sommes devenus ce que nous sommes aujourd'hui et ne pas accepter des étrangers chez nous. La Chine est un pays extrêmement important, c'est un pays qu'il vaut*

²⁶² Entretien Mor Talla Kane, Mars 2012.

²⁶³ 13 août 2004, www.afrik.com.

²⁶⁴ Rencontre Africaine des Droits de l'Homme.

²⁶⁵ Sénégal : pour ou contre les commerçants chinois », 13 août 2004, www.afrik.com.

*mieux avoir avec soi que contre soi, on a besoin des Chinois, mais pas pour faire du commerce ».*²⁶⁶

Depuis 2004, les Sénégalais à leur tour vont en Asie, plus précisément en Chine, c'est-à-dire au-delà des pays de leurs destinations habituelles²⁶⁷. Ils ont notamment installé des bases à Guangzhou et à Yiwu dès l'année 2000 pour y chercher des marchandises (Marfaing&Thiel : 2011). Les statistiques et les travaux dépouillés et analysés par l'équipe de GIGA²⁶⁸démontrent que les importations des marchandises chinoises sont en grande partie le fait des locaux et non des Chinois. Les Chinois auraient donc été accusés à tort de vouloir inonder le marché sénégalais des produits chinois. En effet, les statistiques suivantes (tableau n° 3) ont révélé que ce sont les Sénégalais qui ont importé plus que les commerçants chinois des produits venant de la Chine.

Cette situation s'explique par le fait que le commerce chinois au niveau du Centenaire attire de moins en moins. Les Chinois affirment que cela est consécutif à l'augmentation du nombre de chinois au Sénégal et des Sénégalais qui vont en Chine pour y faire leurs marchés. Des fermetures de boutiques ont été constatées au niveau du Boulevard Général de Gaulle, ce qui pousse certains à dire que « *Aujourd'hui nous connaissons une certaine morosité depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Quand le Sénégal n'avait plus de relations avec la Chine, il n'y avait pas de commerçants sénégalais qui allaient autant en Chine. Aujourd'hui ils vont tous en Chine, c'est pourquoi il y a moins de bénéfice* ». Cette opinion est aussi partagée par ce restaurateur chinois qui a abandonné le secteur du commerce et qui se plaint des difficultés rencontrées dans le secteur du commerce « *Le commerce marchait très bien en 2003, 2004, 2005, maintenant il y a beaucoup de Chinois sur le marché et il n'y a pas de règle de fixation des prix, chacun fixe le prix qui l'arrange et si tu ne suis pas tu risques de ne pas vendre tes marchandises. Aussi la location n'était pas chère comme aujourd'hui où c'est devenu très cher* ». ²⁶⁹

²⁶⁶ Entretien Ousmane S. Ndiaye Unacois

²⁶⁷ Dubaï a détrôné Hong Kong, Taiwan, puis Bangkok, et puis Guangzhou, Yiwu, Shenzhen.

²⁶⁸ Marfaing.L&Thiel.A, De la saturation des marchés ouest-africains et des importations en provenance de Chine (Dakar-Accra) « Les marchandises chinoises inondent les marchés ouest-africains !» Des importations de marchandises chinoises et de Petits migrants/commerçants chinois en Afrique de l'Ouest (Ghana-Sénégal), GIGA

²⁶⁹ Entretien commerçant chinois 3/04/12.

Le phénomène de la concurrence n'a pas été exclusivement un problème sino-sénégalais, même s'il a suscité de vives tensions entre les deux groupes de commerçants, au point de conduire à un certain glissement « sino phobe ». Il demeure aussi un objet de conflits entre les Chinois eux-mêmes. En effet, il est noté que très souvent, les Chinois proposent la même gamme de produits, et face à une telle situation, ils se font une concurrence, ce qui explique que certains articles peuvent coûter 1500 aujourd'hui et se retrouver demain à 1200 francs dans le marché. « Autre problème c'est le nombre trop important de commerçants chinois qui sont devenus plus nombreux ; il y a plus de boutiques. Les Chinois amènent les mêmes bagages et chacun fixe son prix et si tu ne t'alignes pas tu perds. Tu vois quelqu'un vendre à 2500, l'autre 2400, un autre 2300 à force de diminuer tout le monde y perd. On ne peut pas organiser les Chinois, chacun décide comme il le souhaite. La tête de chinois est différente de tête des autres personnes, les Chinois sont nombreux et ils ne veulent pas fixer un prix unique, il n'y a pas de bénéfice, on perd parfois »²⁷⁰..

Tableau 3 : Nombre d'importateurs chinois observés au port de Dakar par rapport au nombre total d'importateurs²⁷¹ de marchandises en provenance de la Chine

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Importateurs locaux	1400	1956	1741	1376	1208	1016
Importateurs chinois	99	110	80	75	47	36
Pourcentage	7,07%	5,62%	4,60%	5,45%	3,90%	3,54%

Source: Calculs à partir des statistiques des passages en douane de la Direction des Douanes à Dakar : importations de Chine

La crise de la dette et la baisse de l'euro ces dernières années ont participé aussi à la baisse des importations chinoises par des Chinois²⁷², qui ont été obligés de réduire le

²⁷⁰Entretien Ma Ke, 3/04/12.

²⁷¹ Nous comprenons par importateurs locaux tous les importateurs installés au Sénégal, étrangers inclus, notamment les entreprises européennes ou les Libanais. Une marge d'erreur d'une centaine de personnes /an est inhérente à ce genre de calcul dans la mesure où nous n'avons pu identifier certaines entreprises (27), certaines nationalités (52) où certains importateurs comme l'Etat ou des administrations (13) peuvent fausser les pourcentages. Les importations des entreprises chinoises d'Etat étant hors droits de douane, ne sont pas non plus incluses dans ces chiffres. *In extenso* de la clarification faite par L.Marfaing&A.Thiel

volume de leurs importations. La diminution du nombre d'importateurs chinois doit aussi être réinterprétée, quand on sait que les opérateurs économiques procèdent de plus en plus par la formule du groupage dans le dédouanement de leurs conteneurs. Contrairement à l'opinion selon laquelle le marché sénégalais est très étroit pour absorber les productions industrielles de la Chine, on doit reconnaître qu'il n'est pas un débouché marginal pour les industriels chinois.

II.6. LES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES COMMERÇANTS CHINOIS

Les Chinois se plaignent tous du tarif douanier qui leur est appliqué par la douane sénégalaise. Ils considèrent qu'ils sont lésés par rapport aux nationaux qui bénéficient selon eux des faveurs de la douane sénégalaise. Cet argument ne rencontre pas l'assentiment des autorités douanières pour lesquelles, cette tarification est liée au mode de conditionnement des conteneurs. Le prix du dédouanement ne relève donc pas de la nationalité des uns et des autres, c'est le mode de conditionnement qui amène les services douaniers à tarifier le conteneur à ce prix.

L'épineux problème de la délivrance du visa d'entrée : les ressortissants de la Chine au Sénégal ont déploré la difficulté à se faire octroyer un visa d'entrée au Sénégal par les autorités compétentes. C'est un problème que rencontrent aussi bien les entreprises que les commerçants quand ils cherchent à faire venir respectivement un technicien pour les chantiers de construction ou un parent pour élargir le cercle familial dans le but de procéder à la multiplication des activités commerciales. Les autorités de l'entreprise de construction Henan Chine disent être souvent confrontées à ce problème de visa dans le cadre de la venue d'un technicien depuis la Chine ; ils signalent aussi le retard subi avant de passer au niveau de la Police des étrangers de l'aéroport de Dakar²⁷³. Contrairement aux autres pays frontaliers du Sénégal où l'obtention d'un visa y est plus aisée, les délivrances de visa se font à compte-goutte pour les Chinois encourageant l'émigration clandestine au Sénégal à cette époque, car ils sont nombreux à être rentrés au Sénégal par la voie terrestre en contournant ainsi les voies légales d'entrée au Sénégal.

L'implantation des Chinois dans le secteur informel dakarois a eu un impact considérable sur les sites. C'est la cause principale de la spéculation immobilière notée sur le

²⁷² Entretien commerçant chinois 28/03/12.

²⁷³ Entretien Henan Chine.

Boulevard Général de Gaulle, les Allées Pape Gueye Fall et certains autres endroits de concentration des activités commerciales des Chinois. Ainsi pour une simple pièce de 4m 50 sur 3 le coût du loyer est évalué à deux cent mille francs (200 000) ou deux cent cinquante mille (250 000), la pièce, une maison entière est louée entre 500 000 à 600 000 F. Fait rarissime à Dakar, les prix que les Chinois proposent ont fait qu'aujourd'hui le Boulevard soit devenu les « Almadies²⁷⁴ » des sites commerciaux.

Cette spéculation a pour corollaire le départ des nationaux qui étaient en location dans lesdits quartiers. Tel est l'exemple de ce médecin qui occupait une maison en raison de 150 000 F par mois, qui a été délogé au profit d'un Chinois qui proposait le triple du loyer avec une prime de plusieurs mois d'avance de loyer. L'autre conséquence est l'appropriation par les Chinois des biens immobiliers des dits quartiers par une « offre publique d'achat » sur lesdits biens. En effet, des maisons sont cédées au prix de quatre-vingts millions de francs CFA (80 000 000 F CFA). À ce rythme, le mythique boulevard où se célèbre la fête de l'indépendance du pays sera sous peu totalement occupé par les Chinois, car faciliter par la sociologie des cités où les propriétaires à la retraite cherchent plus à se débarrasser de leur maison qu'à continuer à les occuper. Cette spéculation est aussi mal vécue par certains Chinois qui en souffrent beaucoup et ne manquent pas de la dénoncer très souvent.

²⁷⁴ Almadies : quartier résidentiel de Dakar.

CHAPITRE II : ENJEUX ÉCONOMIQUES DE LA PRÉSENCE CHINOISE AU SÉNÉGAL

II.1. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS DE LA CHINE AU SÉNÉGAL (IDE)

L'objet de cette section est de présenter tout d'abord la conception de l'IDE de la Chine, la section suivante examine la place du Sénégal dans l'IDE de la Chine en Afrique et la troisième et dernière l'état des lieux des investissements chinois au Sénégal

II.1.1. L'IDE DE LA CHINE

Selon la définition qu'en donne l'OCDE, l'investissement direct étranger (IDE) « *est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital*²⁷⁵ »

L'IDE de la Chine s'appuie sur la stratégie de mondialisation définie par les autorités chinoises, qui est destinée à aider ses entreprises à se transformer en multinationales d'envergure mondiale en leur accordant des prêts assortis de conditions préférentielles et d'autres formes d'assistance pour leurs projets d'investissement à l'étranger, et en particulier sur les marchés émergents. Les entreprises chinoises qui prennent la tête des investissements à l'étranger sont souvent détenues en majorité par les autorités centrales, provinciales ou municipales. Bien qu'officiellement aux mains du secteur public, il n'est pas rare que ces entités opèrent comme des entités du secteur privé, et cherchent donc à maximiser leur profit ; elles attribuent notamment à leurs dirigeants et à leurs salariés des salaires compétitifs. Les banques chinoises occupent une place croissante dans la fourniture de services financiers facilitant la réalisation des projets commerciaux et d'investissement en Afrique. De plus, plusieurs banques d'État soutiennent la présence chinoise en Afrique.

²⁷⁵OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2003, n° 1, p. 193 (encadré VI-I).

La Banque d'import-export de Chine (The Export Import Bank of China ou China Exim Bank) est une banque à caractère dit politique, établie en 1994. La China Exim Bank est entièrement détenue par l'État chinois et relève directement de l'autorité du Conseil des Affaires d'État. Sa notation internationale de solvabilité est identique à la notation souveraine de la Chine. La China Exim Bank est un acteur majeur à l'étranger du développement économique et commercial de la Chine et une composante significative du système financier chinois. Elle constitue le principal canal de financement à caractère dit politique des exportations de produits mécaniques et électroniques, installations clefs en main et produits issus des hautes technologies, ainsi que de contrats de travaux publics et de tous types d'investissements à l'étranger. La China Exim Bank joue également un rôle essentiel dans la rétrocession de prêts gouvernementaux étrangers, et a été chargée par l'Etat chinois de proposer des prêts à des conditions préférentielles à l'étranger.

La China Exim Bank joue donc un rôle de plus en plus important dans le développement d'une économie chinoise ouverte sur l'extérieur. La China Exim Bank a été désignée par l'État chinois pour octroyer des prêts à des conditions préférentielles (prêts préférentiels) s'adressant aux gouvernements de pays en développement. Ces prêts à moyen ou long terme sont assortis d'un faible taux d'intérêt et ont pour objet d'apporter une aide financière officielle. Réalisation, dans le pays emprunteur, de projets industriels, de projets d'infrastructures et de projets au service de la société, économiquement ou socialement rentables ; et achat par le pays emprunteur de biens ou services chinois : produits mécaniques et électroniques, installations clefs en main, prestations techniques ou autres types de biens.

La Banque chinoise de développement (CDB), également fondée en 1994, accorde des prêts aux entreprises chinoises. La CDB, en tant que plus grande banque chinoise d'investissement et de financement à l'étranger, conserve son principe consistant à servir la stratégie chinoise en Afrique. Elle a non seulement contribué à l'application des programmes d'action adoptés par le Forum de coopération Chine-Afrique et à l'établissement du Fonds de développement Chine-Afrique, mais a aussi accordé un milliard de dollars de prêts spécifiques aux petites et moyennes entreprises africaines et a promu financièrement le développement du parc de coopération commerciale et économique Chine-Afrique. La banque a également offert une série de services financiers couvrant les 49 pays africains qui ont des relations diplomatiques avec la Chine.

Selon M. Chen²⁷⁶, la CDB a exploré de nouvelles approches pour servir les pays africains et a mis en place une série de mesures efficaces. Premièrement et avant tout, la CDB adhère au principe ayant pour but de servir la stratégie de développement national de la Chine. Deuxièmement, la banque s'en tient à la stratégie visant des résultats mutuellement bénéfiques et gagnant-gagnant. La banque prend en considération les préoccupations des pays africains, élabore des programmes de coopération clés et les aide à résoudre leurs problèmes importants et épineux dans leur développement économique et social. Troisièmement, la CDB accorde la priorité à la planification de la coopération. Elle a établi un mécanisme de planification à long terme avec les ministères compétents des pays africains afin de mieux développer les programmes de coopération vers des objectifs plus clairs. Quatrièmement, la CDB préconise la coopération à tous les niveaux. Et, cinquièmement, elle favorise les opérations orientées par le marché.

En Afrique du Sud, en Angola et au Botswana, la CDB a mis en place une série de programmes dans le secteur minier, les télécommunications, les institutions financières, les infrastructures, l'agriculture, l'énergie hydraulique et le pétrole, a rappelé M. Chen. La banque a prêté jusqu'à présent près de deux milliards de dollars à ces trois pays, a-t-il ajouté. Depuis 2001, SINOSURE (China Export and Crédit Insurance Corporation, compagnie d'assurance chinoise spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation) assure les entreprises contre les risques résultant des exportations et des investissements étrangers de la Chine. La présence chinoise en Afrique passe également par un large éventail d'acteurs du secteur privé, dont des multinationales, des petites entreprises, des traders (négociants) et des migrants, ainsi que par les autorités locales chinoises, qui interviennent parfois directement, essentiellement via les entreprises qu'elles possèdent (Chen et Jian, 2009).

La principale difficulté est de quantifier avec exactitude le montant de ces investissements qui soulèvent moult controverses et questionnements. Les sources d'informations ne sont pas précises sur l'évolution des investissements directs chinois en Afrique en raison d'une multiplicité de sources statistiques, mais aussi de financements. Le problème principal est lié à la multiplicité d'acteurs intervenant dans le financement en

²⁷⁶ Chen Yuan dirige le CDB depuis 1998, il est le fils de Chen Yun, un des huit immortels du Parti Communiste Chinois. Comprendre le CDB et vous comprendrez le nœud du capitalisme d'Etat de la Chine, un système de contrôle gouvernemental sur les finances et les compagnies que la plupart des pays en développement voient comme une alternative pour plus d'ouverture du marché orienté sur un système. CDB a contribué à créer des marchés et offres de financement que les autres banques ne seraient disposées à prêter, permettant à la Chine de rattraper son retard dans son développement économique en dépit d'un système financier obsolète.

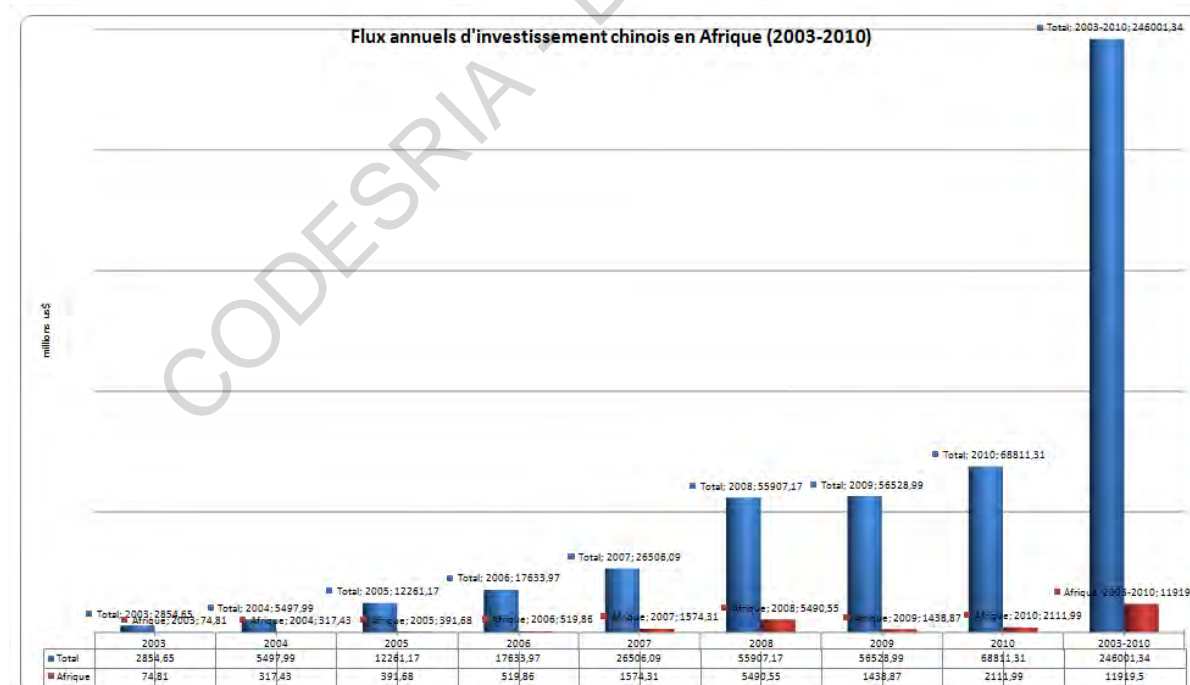
Afrique, car à côté des flux bilatéraux, il y a les fonds souverains ou fonds voutours qui interviennent dans le financement du continent. La source d'information la plus consultée pour mesurer les IDE chinois dans le monde est le ministère chinois du Commerce (MOFCOM).

Dans ce qui suit, nous allons mettre en exergue d'abord la place du Sénégal dans l'IDE chinois et ensuite en partant des données nationales faire l'état des lieux des investissements chinois au Sénégal.

II.1.2. LA PLACE DU SÉNÉGAL DANS L'IDE DE LA CHINE EN AFRIQUE

Le graphique ci-dessous montre que l'Afrique occupe une place marginale dans l'IDE Chine entre 2003 et 2010. En effet, sur un montant total de 24 600 millions de \$ US d'IDE entrants de la Chine dans le monde, l'Afrique n'a reçu que 11919, 5 millions de \$US soit 5% au cours de la période 2003-2010. En second lieu, le graphique montre une croissance régulière de l'IDE de la Chine en Afrique de 2003 à 2008 où l'IDE de la Chine atteint son maximum avec 5490 millions de \$US pour décroître ; en 2010 le montant de l'IDE de la Chine représente à peine la moitié de l'IDE de 2008 (2111\$US).

Graphique 1 : Flux d'investissement chinois en Afrique (2003-2010)

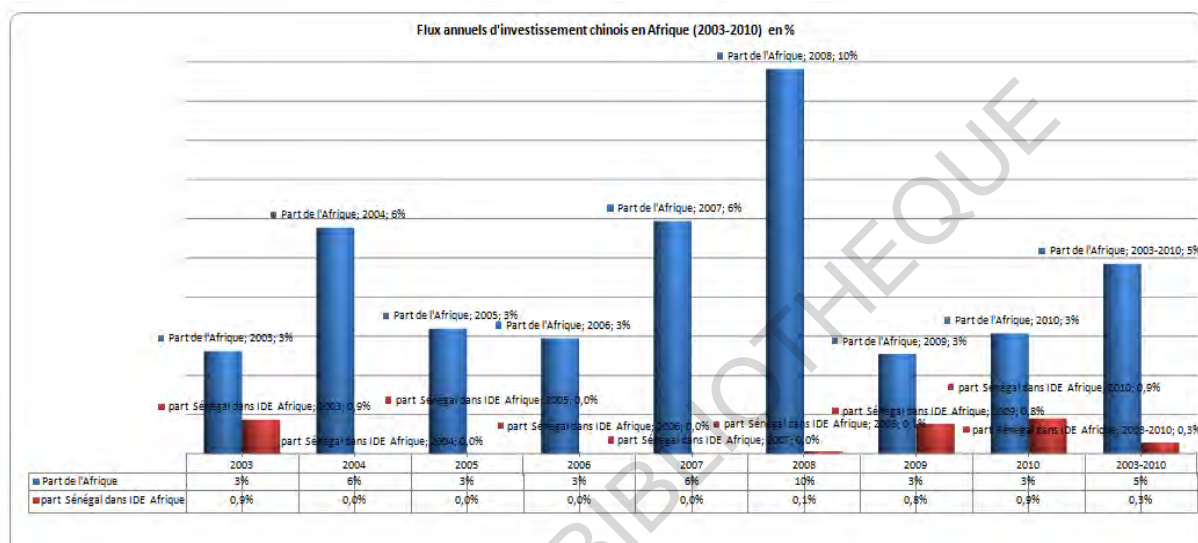


Source : Flux d'investissement direct chinois en Afrique (2003-2010) D'après des sources chinoises accessibles à <http://hzs.mofcom.gov.cn/accessory/201109/1316069604368.pdf>

En second lieu, l'examen de la part de l'IDE de la Chine entrant au Sénégal montre que si l'Afrique occupe une part faible dans l'IDE entrant de la Chine, le Sénégal occupe une place infime dans l'IDE entrant de la Chine en Afrique. En effet, le graphique montre qu'entre 2003 et 2010, le Sénégal n'a reçu que 0,3% de l'IDE de la Chine entrant en Afrique. En second lieu que la part reçue par le Sénégal est imputable aux années 2003, 2007, 2008, 2009 et 2010.

II.1.3. LA PART DE L'IDE CHINOIS AU SÉNÉGAL

Graphique 2 : Flux d'investissement chinois en Afrique en % (2003-2010)

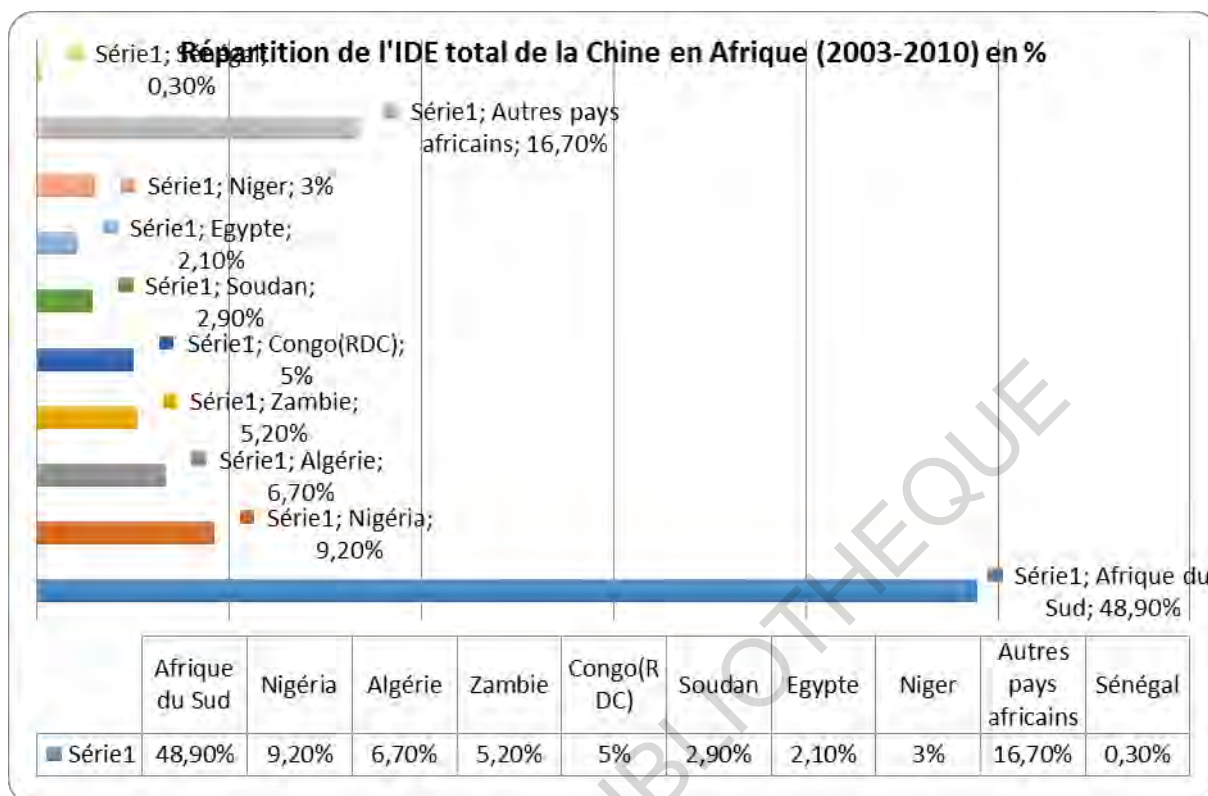


Sources chinoises accessibles

<http://hzs.mofcom.gov.cn/accessory/201109/1316069604368.pdf>

Le graphique ci-dessous montre que le Sénégal n'est pas un partenaire privilégié de la Chine. La répartition d'l'IDE entrant de la Chine entre 2003-2009, montre que 83% des IDE de la Chine sont destinés à l'Afrique du sud, le Nigéria, l'Algérie, Zambie, au Soudan, en Zambie, à l'Égypte à la République Démocratique de Congo, et au Niger. Le reste des états africains totalise moins de 20% (17%) de l'IDE entrant de la Chine destiné à l'Afrique. L'autre lecture du Graphique est qu'un peu moins de la moitié de l'IDE entrant en Afrique est destiné à l'Afrique du Sud. Cela démontre que loin des partenaires privilégiés aux ressources minières et énergétiques importantes, Dakar doit son importance à sa position géostratégique pour susciter ainsi l'intérêt du géant chinois en Afrique comme pole politique et diplomatique en Afrique de l'Ouest. Toutefois, il faut noter une évolution quoique discrète de l'IDE chinois au Sénégal à des périodes où les deux pays avaient connu une rupture des relations diplomatiques. Cela veut dire que nonobstant la reconnaissance officielle de Taiwan, Pékin n'a pas mis fin à ses relations commerciales avec Dakar, encouragées par des entreprises chinoises comme Sénégal-Pêche, Henan Chine et de privés chinois installés au Sénégal.

Graphique 3 : Répartition de l'IDE total de la Chine en Afrique en % (2003-2010)



sources chinoises accessibles

à <http://hzs.mofcom.gov.cn/accessory/201109/1316069604368.pdf>

II.2. L'ÉTAT DES LIEUX DES INVESTISSEMENTS CHINOIS AU SÉNÉGAL

Dans ce qui suit, nous présentons l'évolution des lieux des investissements chinois au Sénégal en partant de la base de données de l'APIX et des prêts préférentiels accordés par la banque chinoise. Les investissements chinois au Sénégal à partir de la base de données de l'APIX.

Entre 1997 et 2011, vingt et une (21) entreprises se sont installées au Sénégal. Parmi ces entreprises 4, 13 et 4 exercent respectivement dans le secteur primaire, le secondaire et le tertiaire. L'origine du capital est à 100% chinoise. Dans le cas de capitaux mixtes, les données montrent la part des

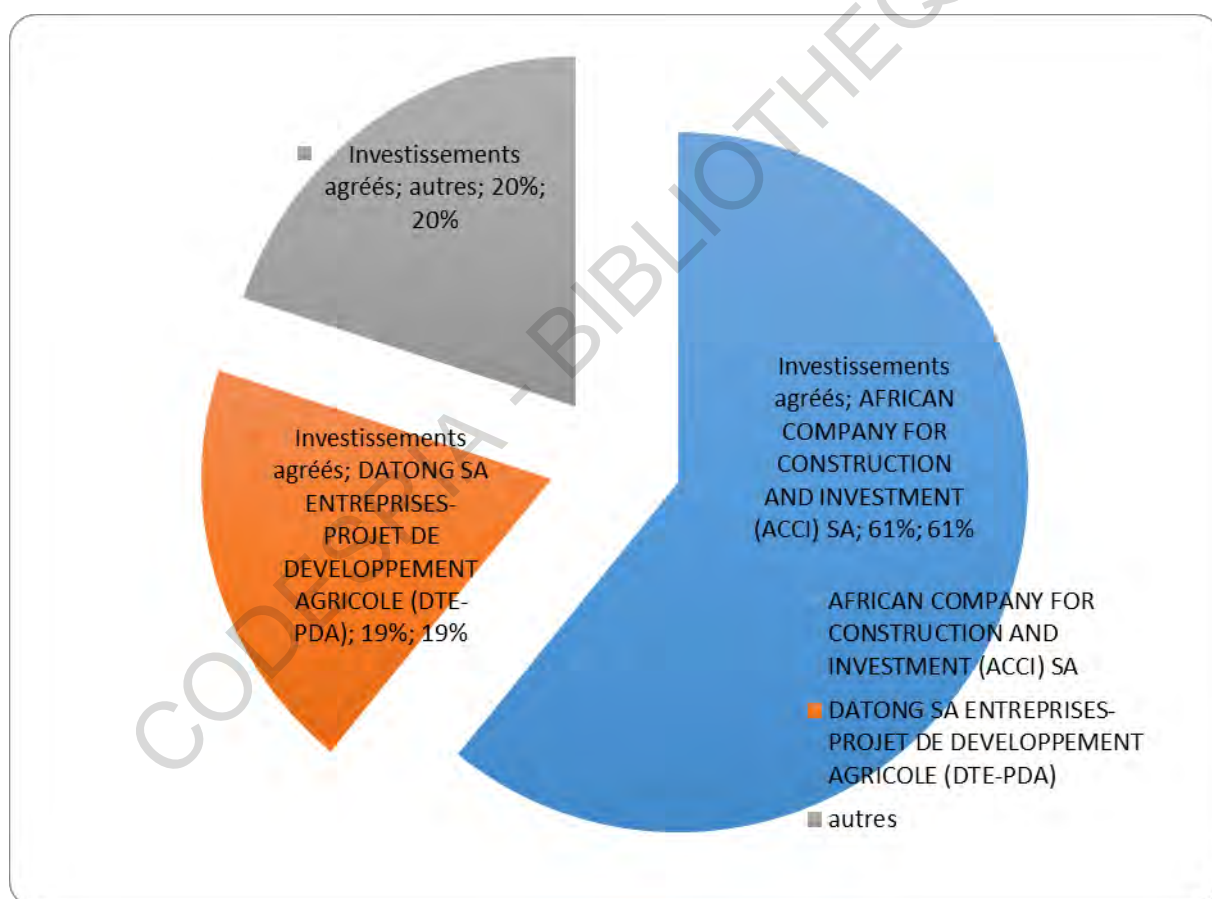
capitaux par la Chine est plus faible que ses partenaires pour les entreprises suivantes : la KING - AGS SUARL, SIMAP PLASTIQUE SA (SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DES MATIÈRES

PLASTIQUES) et SÉNÉGAL ARMEMENT SA.

Le montant total des investissements agréés s'est élevé à cinquante-deux milliards quatre cent quatre-vingt-six millions (52 486 298 522) de FCFA entre 1997 et ce qui est prévu en 2015.

Relativement aux investissements, la figure montre que 80% des investissements agréés le sont par l'African Company for construction and investment (61%) et Datong SA (19%), les dix-neufs autres entreprises ne contribuant que pour 20% aux investissements.

Graphique 4 : Répartition des investissements chinois agréés au Sénégal

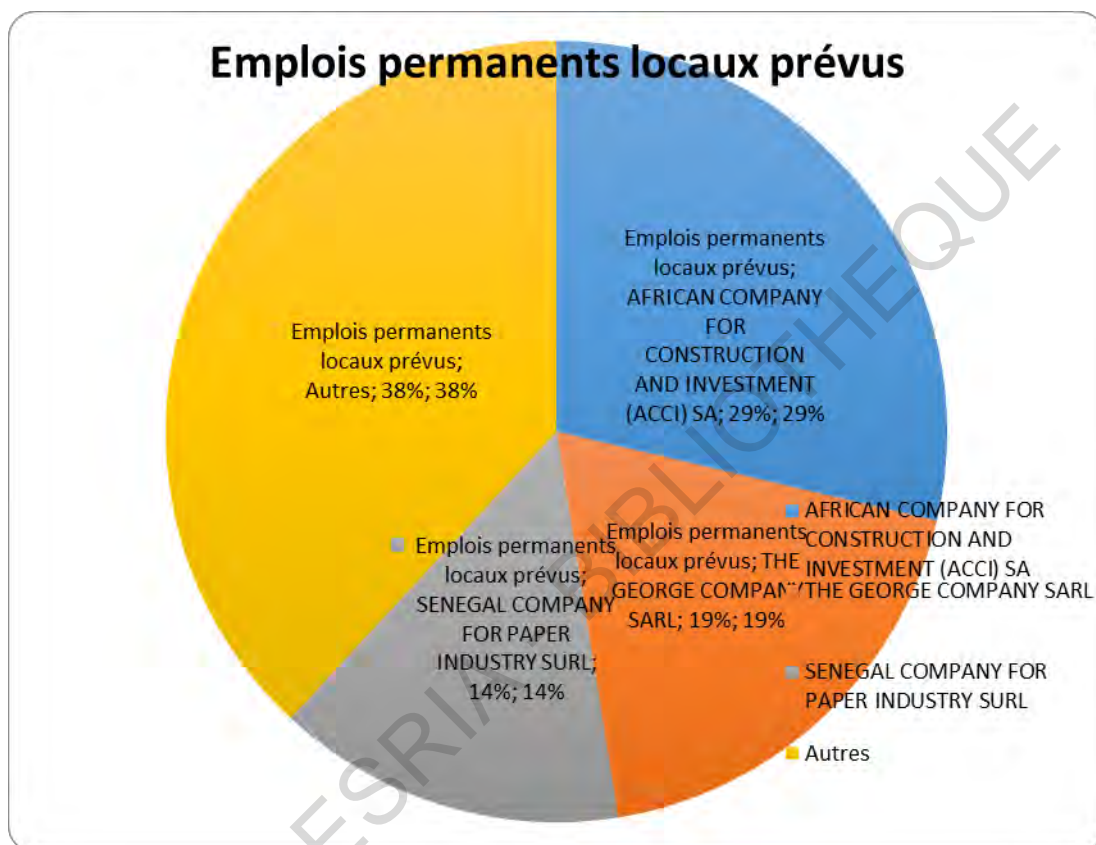


Source APIX

Relativement à l'emploi, les données montrent 986 emplois locaux permanents et 190 emplois temporaires. Comme auparavant, 62% des emplois permanents créés sont imputables à l'African Company for Construction and Investment (29%), George Company (19%) et Sénégal Company

for Paper Industry(14%). L'emploi créé par les 18 autres entreprises (38%), est largement en dessous de celui créé par l'African Company for Construction and Investment et la George Company (48%)

Graphique 5 : Emplois permanents locaux prévus



Source APIX : 2012

II.3. LES PRÊTS PRÉFÉRENTIELS DE LA BANQUE CHINOISE D'IMPORT ET EXPORT EX-IM BANK

Les prêts sans intérêts ou concessionnaires à des taux préférentiels font partie du programme d'aide chinoise au Sénégal. Ces prêts sont conduits par la Banque chinoise d'import et export EX-Im Bank en rapport avec l'État emprunteur. Ces prêts dits concessionnels ont permis de financer depuis la création de la China Exim Bank de nombreux grands projets situés dans plusieurs pays du continent dans les infrastructures (énergie,

transport, télécommunications) et l'industrie. L'une des particularités de ces prêts c'est qu'ils ne sont pas versés dans les caisses de l'État emprunteur et sont décaissés au profit des entreprises chinoises choisies pour l'exécution du projet suite à une sélection faite en Chine par le MOFCOM. Avec des taux d'intérêt faibles variant entre 2% à 3% et un délai de remboursement qui est compris entre 15 et 20 ans avec un différé de paiement compris entre 5 et 7 ans (Zheng Qi, 2012).

Au Sénégal, ces types de prêts sont principalement utilisés pour des projets d'infrastructure l'énergie le transport ; les télécommunications et la modernisation de l'état. Dans le domaine de l'énergie, entre janvier 2009 et janvier 2011, la Société Nationale d'Électricité a bénéficié d'un prêt de 55 millions d'euros pour le renouvellement de son réseau en fourniture d'électricité dans le cadre du projet de « La Grande Boucle haute de 90 kV de Dakar et sa banlieue ». La réalisation de la grande Boucle de 90 kV permettra de sécuriser l'alimentation en énergie électrique de la capitale sénégalaise, confrontée à des délestages fréquents consécutifs à la vétusté du réseau de la SENELEC, et aussi satisfaire la demande en électricité à l'horizon 2015. À cela s'ajoute, la signature en 2010, de deux accords entre la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec) a signé deux accords avec la société chinoise CMEC. Le premier d'un montant de 33 milliards de francs CFA destinés à l'achat d'une turbine à gaz de 42 mégawatts (MW) et le second d'un montant de 36,1 milliards de francs CFA est destiné à la réalisation de la deuxième phase du projet de renforcement et d'extension des réseaux électriques de Dakar et de sa banlieue²⁷⁷

Dans le domaine des transports, en janvier 2009, la société chinoise King Long Automobile Industry Co. Ltd et la société sénégalaise Senbus Industrie SA ont noué un partenariat dans le cadre d'une politique de joint-venture en vue de moderniser le système de transport public local et le renforcement de la mobilité urbaine. Ce partenariat devrait se traduire par la livraison de 406 bus, dont 402 seront montés au Sénégal. La Chine pour sa part s'est engagée à créer de nouveaux emplois et à développer des ressources humaines au Sénégal, par le biais de la formation du personnel et du transfert de technologie.

²⁷⁷ Agence de presse Xinhua, 2009/02/13

Cet accord fut d'un montant de 160 millions de Yuan RMB, soit environ 2,3 millions de dollars à un taux préférentiel. Ce projet a permis le montage d'un lot de 406 minibus dont les 402 seront entièrement montés sur place dans les usines de SENBUS (Thiès)²⁷⁸. À cela s'ajoute l'acquisition de l'État du Sénégal de 235 bus Sun Long neufs en provenance de la Chine pour la société de transport Dakar Dem Dikk de type SLK 6123, à un taux préférentiel, pour un montant de 14 milliards.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

²⁷⁸ Ville du Sénégal, située à 70 Km de Dakar

CHAPITRE III : L'AIDE CHINOISE AU SÉNÉGAL :

UN PILIER DU HARDPOWER

L'objet de ce chapitre est d'examiner l'assistance de la Chine au Sénégal. Auparavant la première sous-section se propose de définir le concept de l'aide chinoise, la suivante examine l'aide extérieure chinoise au Sénégal.

III.1. LA CONCEPTION DE L'AIDE EXTÉRIEURE DE LA CHINE

Le fondement de l'aide étrangère de la Chine se trouve dans les « Cinq principes de la coexistence pacifique », présentés par Zhou Enlai, alors Premier ministre, lors de la Conférence de Bandung en 1955. Ces principes mettent en relief le caractère central de la non-ingérence mutuelle, de l'égalité, des avantages mutuels et de la solidarité Sud-Sud dans la politique étrangère de la Chine. Relativement à l'aide chinoise, celle-ci est le reflet des « cinq principes de la coexistence pacifique ».

il repose sur les « Huit principes de l'aide étrangère de la Chine » qui sont les suivants :

- (i) la Chine fournit une aide étrangère toujours selon les principes d'égalité et d'avantages mutuels ;
- (ii) lorsqu'elle fournit une aide, la Chine n'impose jamais aucune condition ni ne réclame aucun privilège ;
- (iii) la Chine s'efforce d'alléger du mieux possible le fardeau des pays bénéficiaires ;
- (iv) la Chine a pour but d'aider les pays bénéficiaires à devenir progressivement indépendants et autonomes ;
- (v) la Chine s'efforce de développer des projets d'aide qui demandent des investissements peu élevés, mais suivis de résultats rapides ;
- (iv) la Chine fournit des équipements et du matériel de la meilleure qualité qu'elle fabrique elle-même ;
- (vii) en fournissant une assistance technique, la Chine s'engage à faire pleinement bénéficier le personnel du pays bénéficiaire de ce savoir technique ;
- (viii) les experts chinois ne sont pas autorisés à soumettre aucune demande particulière ou à bénéficier d'aucune faveur particulière.

Partant des fondements, examinons à présent, les conditionnalités liées à l'aide chinoise. Relativement à l'inconditionnalité de l'aide étrangère chinoise, la plupart des experts et chercheurs remettent celle-ci en cause en soulignant que la reconnaissance de Taïwan en tant que partie intégrante de la Chine est une condition politique sine qua non pour bénéficier de l'aide chinoise (Weston et al., 2011). Ils avancent par ailleurs que la Chine impose des conditions économiques aux pays destinataires en assujettissant son aide à l'accès au marché pour les exportations chinoises et à l'extraction de ressources naturelles locales (Chin et Frolic, 2007). À ces critiques, on peut opposer qu'une majorité de membres du CAD lient aussi plus ou moins leur aide à certaines conditions. Comme le note (Cabello et al., 2008), les donateurs occidentaux imposent toujours diverses conditions aux pays destinataires dès lors qu'ils leur apportent une aide (Cabello et al., 2008).

Ainsi, pour les membres du CAD, les réformes économiques libérales sont la clé de la croissance économique, et que la bonne gouvernance, les droits de l'homme et la démocratie sont les conditions nécessaires du développement soutenable et durable. Aussi, pour éradiquer la pauvreté, les pays du CAD exigent des pays en développement que ceux-ci réforment leurs systèmes économique et politique en conformité avec ces principes. Dans les années 1980, cette pratique a fait l'objet de nombreuses critiques, parce que l'aide venant de la plupart des donateurs traditionnels était agrippée à des conditionnalités discréditées entravant la promotion de la coordination et de l'alignement (Woods, 2008).

Depuis les années 1990, les membres du CAD ont mis l'accent sur la protection des droits de l'homme et sur la gouvernance démocratique en tant que caractéristiques importantes des pays destinataires, et se sont efforcés de garantir que leur aide se solderait par des progrès à la fois politiques et socioéconomiques. À cela, s'y ajoute que, l'aide conditionnelle ne peut jamais jouer un rôle-clé dans la stimulation de l'économie. En fait, elle peut constituer une lourde charge pour les pays destinataires, comme l'indiquent des estimations d'experts selon lesquelles l'aide conditionnelle coûte à l'Afrique quelque 1,6 milliard USD par an (Ssenyange, 2010).

Du point de vue chinois, l'aide de la Chine n'impose pas de conditions pouvant affecter la politique économique nationale des pays destinataires. En fait, elle repose généralement sur les demandes des destinataires et s'aligne sur leurs besoins urgents en matière d'infrastructures publiques et d'investissements (Naidu et Herman, 2008). Du point de vue des pays destinataires, la Chine fournit une assistance technique, en particulier pour

l'agriculture, qui est souvent préférable aux formes d'aide occidentales (Shinn, 2006). Et, surtout, la Chine assure aussi une plus grande prévisibilité, en termes de ressources financières globales, que les donateurs du Nord, parce que le décaissement chinois a lieu comme planifié durant l'exercice financier, ce qui permet aux pays destinataires d'effectuer une planification fiscale plus précise et signifie aussi que les projets d'aide ont plus de chances d'être menés à bien comme prévu (Johnson et al., 2008).

En troisième lieu, lorsqu'elle octroie son aide étrangère, la Chine s'efforce de garantir l'« efficacité du développement » plutôt que l'« efficacité de l'aide » prônée par les membres du CAD. L'aide de la Chine veut être sûre de répondre aux besoins primaires des pays destinataires – la promotion de l'emploi et la croissance économique. Pour y parvenir, le gouvernement chinois opère au travers de deux stratégies principales : combiner l'aide au commerce, aux investissements et à la coopération économique, et partager l'expérience et les meilleures pratiques dans la lutte contre la pauvreté.

La Chine s'emploie à aider les pays destinataires à accroître leur capacité de développement. C'est pourquoi son aide se focalise sur les infrastructures, les équipements publics et les investissements dans les secteurs productifs, dans le but de stimuler les capacités techniques locales. Dans le même temps, la Chine prend des mesures positives pour développer les importations et les exportations dans les deux sens, pour encourager ses entreprises à réaliser des investissements égaux et mutuellement avantageux dans les pays en développement, et pour s'engager dans des coopérations économiques et technologiques. De tels efforts ont pour but de construire une solide fondation pour le développement autonome et indépendant des pays destinataires. Selon certains chercheurs, il semble que les pays qui ont intensifié leurs liens avec la Chine en matière d'aide, de commerce et d'investissements ont pu améliorer leurs taux de croissance et leurs termes d'échange, et ont également augmenté leurs volumes d'exportation et leurs recettes publiques (Goldstein et al., 2006 ; OECD et ADB, 2007 ; Zafar, 2007 ; Woods, 2008).

L'architecture du système de l'aide chinoise est composée de mécanismes de prise de décision, de gestion et de coordination. La prise de décision est entre les mains d'organes tels que le Bureau politique du Comité central et son Comité permanent, le Groupe central dirigeant du parti pour les Affaires étrangères et le Conseil des affaires de l'Etat du gouvernement. Le Conseil des affaires de l'État, au sommet de la hiérarchie gouvernementale,

exerce indubitablement la plus grande influence décisionnelle sur la politique d'aide étrangère (Lancaster, 2007).

À la différence de la plupart des pays du CAD, le Ministère du Commerce (MOFCOM) joue en Chine un rôle central dans la coordination de la politique et de l'administration de l'aide étrangère parmi les différents ministères concernés. L'une des responsabilités du MOFCOM est de mettre en œuvre les politiques et les plans d'aide étrangère de la Chine par le biais de son Département de l'aide à l'étranger (DAFC), principale agence responsable de la conception, de la gestion et de la coordination de la politique d'aide étrangère. En tant que tels, le MOFCOM et ses fonctionnaires à l'étranger (conseillers économiques et commerciaux), assistés des départements provinciaux du commerce concernés, sont chargés de la gestion de l'aide. Cela dit, c'est le Ministère des Affaires étrangères (MOFA) qui est responsable de la définition de la politique étrangère générale. Ainsi, le MOFA assume généralement un rôle consultatif auprès du MOFCOM, donnant le ton et la direction générale de l'aide étrangère, en particulier lorsqu'il s'agit d'objectifs diplomatiques importants.

Pour mener à bien la coordination et un dialogue efficace en matière d'aide étrangère entre les différents ministères et départements impliqués, le MOFCOM communique régulièrement avec le MOFA, le Ministère des Finances (MOF) et la Banque d'import-export de Chine (Export-Import Bank of China ou China EXIM Bank) pour s'enquérir de leur opinion. Dans cet esprit également, le MOFCOM, le MOFA et le MOF ont établi en 2008 un mécanisme de liaison interministériel pour l'aide étrangère du pays, devenu mécanisme de coordination interministériel en février 2011 (IOSC-PRC, 2011). À la conception occidentale de l'aide, la Chine propose celle basée sur la coopération ; c'est pourquoi il y a, comme nous le verrons plus en détail, une complexité pour cerner tous les détails de l'aide chinoise en Afrique.

III.2. L'AIDE EXTÉRIEURE DE LA CHINE AU SÉNÉGAL

Le soutien de la Chine au continent africain a commencé à prendre forme à partir des années 1950, précisément au lendemain de la conférence de Bandung réunissant les non-alignés en 1955. Analysée dans la longue durée, la coopération sino-africaine s'est adossée aux « Huit principes de l'aide de la Chine pour les pays étrangers »²⁷⁹ théorisés par Zhou En Lai en 1964 à Accra lors de sa tournée africaine. Elle a évolué selon la ligne directrice du Parti communiste chinois. La philosophie de l'aide chinoise durant la période « maoïste » avait une dimension idéologique axée sur un ensemble de programmes, malgré ses moyens financiers insuffisants.

L'arrivée de Deng Xiaoping va faire évoluer l'aide chinoise en Afrique en privilégiant une coopération économique « gagnant-gagnant » reposant sur les « quatre principes »²⁸⁰ exposés par Zhao Ziyang en 1982 sur le continent africain. Et enfin il y a la troisième phase de l'aide chinoise en Afrique qui va connaître son rythme de croisière avec l'organisation des forums Chine-Afrique entre 2000 à 2009. Ainsi, la Chine a financé 884 projets et programmes d'assistance et a envoyé 17000 assistants médicaux et 312 volontaires en Afrique ; de plus, 26488 Africains ont été formés en Chine.²⁸¹

La création de la banque chinoise d'import-export Ex-Im Bank en 1994 a été aussi déterminante dans l'organisation rationnelle de l'aide chinoise en Afrique, ainsi que d'autres institutions comme « le Fonds de développement sino-africain » (CADF) en 2006 à Beijing avec un capital de cinq milliards de dollars EU pour encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique. Le gouvernement chinois s'est aussi engagé à doubler l'aide entre 2006 et 2009 au sommet de Beijing. L'aide chinoise serait très modeste en Afrique : entre 2004 et 2009, c'est un montant qui varie entre 1,9 et 3 milliards de dollars, alors que pour les pays de la C.A.D, le montant de l'aide a été de 49 milliards de dollars.

²⁷⁹ « Bénéfices mutuels, respect de la souveraineté, utilisation de dons ou de prêts sans intérêts, renforcement de la capacité du bénéficiaire, transfert de techniques et de savoir-faire, égalités entre les partenaires, refus d'un statut exceptionnel pour les expatriés chinois ».

²⁸⁰ « Égalité, bénéfices mutuels, diversification dans les formes et développement mutuel »

²⁸¹ MOFCOM, l'information du budget 2010. <http://Mofcom.gov.cn/article/n/201004/20100406853821.html> 06/04/2010.

Les statistiques publiées dans le Livre blanc sur l'aide ont révélé que le montant cumulé de l'aide chinoise était de 26,5 milliards d'euros, dont 19 milliards à l'Afrique. Ce montant inclut les dons et les prêts sans intérêt offerts depuis les années 1950 ainsi que les prêts concessionnels accordés depuis 1995²⁸². Le montant de l'aide chinoise au continent africain, comparativement à celui des pays de l'O.C.D.E, demeure très modeste. Le montant total de l'aide chinoise au continent africain aurait été de 4,6 milliards de dollars EU entre 1957 à 1989. (Zheng Qi, 2012)²⁸³. La République populaire de Chine n'a pas été un grand bailleur du Sénégal. Entre 1971, date à laquelle les relations diplomatiques entre les deux pays ont été nouées à 1996, le Sénégal ne recevait en moyenne que 2,9 millions d'euros par an d'aide au développement²⁸⁴.

III.3. L'AIDE EXTÉRIEURE DE LA CHINE AU SÉNÉGAL

III.3.1. BREF RAPPEL DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET LE SÉNÉGAL

Trois périodes bien distinctes caractérisent l'évolution des relations entre le Sénégal et la Chine. La première période qui va de 1971 date à laquelle les relations diplomatiques entre les deux pays ont été nouées à 1996, le Sénégal ne recevait en moyenne que 2,9 millions d'euros par an d'aide au développement. Jusqu'en mai 1995, la Chine a réalisé 17 projets pour le Sénégal. La Chine n'a donc pas été un grand partenaire du Sénégal, elle était classée comme faisant partie des plus faibles donateurs du Sénégal.

La seconde période (9 janvier 1996 - 25 octobre 2005), est marquée par la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Deux faits majeurs vont concourir à la rupture des relations entre le Sénégal. Le premier a trait à la chute du mur de Berlin coïncidant avec la fin de la guerre froide et le regain d'intérêt de l'Occident pour l'Europe de l'Est au détriment du continent africain, dans un contexte où le discours de la Baule, somme les dirigeants à plus de démocratie sous peine de ne plus bénéficier de la coopération financière. L'autre fait majeur est lié aux conséquences des programmes d'ajustement structurel et à la dévaluation du franc CFA en 1994. Face à des difficultés financières croissantes, les pays africains vont nouer des relations avec Taiwan. Taiwan, comme le note Gaye « va réussir en un temps record sa percée

²⁸² Chaponnière J-R, Gabas J-J, *Les relations économiques entre la Chine et l'Afrique subsaharienne*, in « Le temps de la Chine en Afrique », Gemdev-Karthala pp 41-71.

²⁸³ Zheng Qi, l'architecture de l'aide chinoise, in le temps de la Chine en Afrique, Gemdev-Karthala, pp 77-91.

²⁸⁴ Gehrold S. Tietze L. *Far From Altruistic: China's Presence in Senegal*, Kas International Reports, 11|2011, p 92.

africaine en se payant le luxe d'États prostitués à la merci du plus offrant des deux Chine ». (Gaye, 2006 : 1)

C'est dans ce contexte que le 9 janvier 1996, la rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Beijing est officialisée après la reconnaissance de Taïpeh. Cette période appelée, l'ère de la « diplomatie du chéquier », verra un nombre important d'États africains rompre d'avec la Chine continentale pour les atouts financiers de Taïwan. L'île de Formose dégagea une enveloppe d'aide d'un montant de près de 120 millions d'euros pour une durée de cinq ans au bénéfice du Sénégal. Les autres réalisations de la coopération taïwanaise étaient axées d'une part sur la rénovation des principaux axes routiers de l'intérieur du pays (notamment à Saint Louis et à Touba), et d'autre part sur la promotion de l'agriculture, des groupements féminins et de l'éducation préscolaire (Stamm 2006). En 2005, un nouveau plan quinquennal est signé pour être exécuté. Mis au courant du rétablissement des relations diplomatiques entre Dakar et Beijing le 25 octobre 2005, Taïwan arrêta l'exécution de ses programmes économique et culturelle, sans oublier d'installer une polémique derrière elle : c'est l'affaire des milliards taïwanais qui seraient détournés (Diop 2007)²⁸⁵.

La troisième période est caractérisée par la reprise des relations diplomatiques entre la Chine et le Sénégal. Cette période correspond à l'année de l'Afrique en Chine avec la publication du Livre Blanc sur le continent intitulé *La politique de la Chine à l'égard de l'Afrique*. Dans sa quintessence, la Chine prône un nouveau type de partenariat stratégique avec l'Afrique, caractérisé par l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, le principe « gagnant-gagnant » sur le plan économique et un renforcement des échanges culturels.

En second lieu, le Président Wade justifia dans une lettre adressée à son collègue Chen Shui-Bian les raisons de la rupture entre les deux États. Paraphrasant le général de Gaulle, il affirmera que « les États n'ont pas d'amis. Ils n'ont que des intérêts ». Pour magnifier la reprise des relations sino-sénégalaises, le Président Wade visita à deux reprises la Chine en 2006, l'une sur invitation de son homologue chinois Hu Jintao, et l'autre pour participer au troisième forum sino-africain qui a connu la présence de 41 hauts dirigeants africains au Palais du peuple. Le Président Hu Jintao rappela à cet égard que « La Chine sera toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique ».

²⁸⁵ Diop.S.Jules, *L'avocat et le diable*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Au cours de la tournée africaine du chef de la diplomatie chinoise Li Zhaoxing, un accord de coopération entre la Chine et le Sénégal fut signé, en même temps que l'annulation d'une dette de dix milliards de francs CFA pour respecter les engagements chinois pris lors du FOCAC de 2006, d'annuler les dettes des P.P.T.E. La coopération entre le Sénégal et la Chine va connaître une nouvelle dynamique après la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Les Chinois vont se montrer plus disponibles et généreux pour marquer leur grand retour et faire oublier l'intermède taiwanais. Au point que Lu Shaye²⁸⁶ dira avec une dose d'exagération bien sûr « *Il n'existe pas un endroit en Afrique où la Chine n'a pas investi et réalisé des projets... Prenons aussi l'exemple du Sénégal, qui a peu de ressources naturelles. Après le rétablissement des relations diplomatiques entre Pékin et Dakar en 2005, nous y avons bâti le plus beau théâtre du continent africain, rénové le réseau électrique de la capitale, réaffecté onze stades régionaux. Nous avons aussi envoyé deux groupes d'agronomes pour aider à cultiver du riz et des légumes, ainsi qu'une équipe médicale. Voilà ce que nous avons fait en cinq ans ! Aucun autre partenaire n'en a fait autant* »²⁸⁷.

III.4. LE BILAN DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LA CHINE ET LE SÉNÉGAL

Dans le cadre du programme national de lutte contre le paludisme, le soutien du gouvernement chinois a été déterminant dans la baisse du taux de mortalité dû au paludisme. De 2006 à 2010, le gouvernement du Sénégal a bénéficié du gouvernement chinois de l'organisation et du financement d'un séminaire de formation des hauts fonctionnaires du ministère de la Santé en Chine dans le cadre de la lutte contre la malaria ; une enveloppe de 0,22 million d'euros²⁸⁸ a été dégagée pour l'acquisition de centaines de milliers de l'artémisine pour le traitement du paludisme. C'est ainsi que 180.000 kits pour le traitement du paludisme à base d'artémisine ont été remis au ministre de la Santé par l'Ambassadeur de Chine au Sénégal dans le but d'accompagner le gouvernement du Sénégal dans ses efforts de lutter contre l'une des premières causes de mortalité au Sénégal.

²⁸⁶ Directeur du département Afrique du ministère chinois des Affaires étrangères, ancien Ambassadeur de la Chine au Sénégal.

²⁸⁷ Interview de Lu Shaye : <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2526p026-033.xml1/chine-yang-jiechi-politique-etrangere-politique-africainediplomatie-africaine-mode-d-emploi.html> 06/04/12.

²⁸⁸ Cf. *Xinhua*, "Senegal/Chine en fait set chiffres", February 13, 2009,

http://french.china.org.cn/foreign/hjtvisite2009/2009-02/13/content_17270832.htm (accessed September 6, 2011). *Xinhua* is the official Chinese state news agency. Amounts in Euros based on exchange rate pertaining as at March 21, 2011. 23/03/12.

Pour pérenniser son programme d'appui au secteur de la santé, une mission médicale chinoise travaille de manière permanente à l'hôpital de Pikine dans la banlieue dakaroise dans le cadre d'un programme d'échanges d'experts. Dès 2007, une équipe de 16 médecins chinois avait commencé à travailler à l'hôpital de Pikine. L'engagement pris par le gouvernement chinois de construire un hôpital pour enfants au Forum de la Coopération Sino-africaine de Beijing en 2006, a été respecté. L'hôpital pour enfants à Diamniado a une capacité d'accueil de 130 lits, pour une valeur de 7 milliards de francs CFA.

La Chine est apparue sous un nouveau visage plus conquérant, plus séducteur avec une stratégie offensive très réfléchie et articulée sur plusieurs domaines. En 2009, la Chine a octroyé 10 milliards de dollars de prêts et une exemption des droits de douane pour 95 % de produits en provenance des « pays africains les moins développés ayant des relations diplomatiques avec la Chine, en commençant avec 60 % des produits dès 2010 ». Le Sénégal a bénéficié de cette manne financière dans le cadre de ses relations avec la Chine, néanmoins sa part dans les investissements et aides chinois demeure très modeste au regard de grandes nations dotées de ressources naturelles comme le Soudan, le Nigeria, le Zimbabwe et l'Angola. Cette partie essaiera de manière exhaustive d'exposer les diverses formes de coopération économique de la Chine au Sénégal.

Dans le secteur agricole, une mission chinoise composée de techniciens et d'experts dirige un centre de formation agricole à Sangalkam²⁸⁹ pour le compte des agriculteurs sénégalais et dans le cadre du programme de coopération existant entre les deux pays. C'est ainsi que les agronomes chinois ont réalisé la parfaite harmonie entre la formation grandeur nature dans cet espace-échantillon et son prolongement dans la production maraîchère chez les cultivateurs locaux. Cette expérience a déjà fait tache d'huile dans plusieurs régions du Sénégal avec des résultats satisfaisants²⁹⁰. La mission agricole a aussi poursuivi le projet de travail entamé par les Taiwanais, de la culture du riz dans le nord du Sénégal à Podor. La mission agricole chinoise présente depuis 2006 dans les rizières aménagées à titre expérimental dans la vallée du fleuve Sénégal, afin de vulgariser l'expérience rizicole chinoise.

²⁸⁹ Sangalkam, localité situé à environ 30 kilomètres de Dakar.

²⁹⁰ http://french.china.org.cn/foreign/hjtvisite2009/2009-02/13/content_17270832.htm, site visité 14/03/13.

En 2008, l'aide chinoise a fait bénéficier à la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) une subvention agricole. Ce vaste programme de l'ancien Président Wade a bénéficié d'un don de matériel d'une valeur de 1,1 million d'Euros en 2009. Ce projet visait aussi dans ses grandes lignes la promotion de la culture du sésame chinois. Un de ses objectifs est de promouvoir la culture du sésame chinois au Sénégal. C'est fort de cela qu'un investisseur chinois Ouyang Riping, se proposait de financer au Sénégal la production de 150 000 tonnes de sésame sur 60 000 ha d'emblavures d'ici à 2013, à raison de 30 000 tonnes chaque année, à partir de 2008. Dans le cadre de l'Alliance stratégique entre la FAO et la Chine sur la Coopération Sud-Sud (SSC) à l'appui de programmes centrés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal, 26 experts et techniciens chinois ont été déployés au Sénégal. Ce programme d'une valeur de 30 millions de dollars²⁹¹ mobilisés par un Fonds fiduciaire FAO-Chine est une des nouveautés de l'implication de la Chine dans la gouvernance mondiale de l'aide en participant dans les programmes des institutions des Nations Unies.

Sur le plan culturel, le projet du grand théâtre a été le deuxième plus grand édifice construit par l'État chinois au Sénégal, après le stade de l'amitié sénégal-chinoise. Son coût global est de 26 millions d'euros soit 16,4 milliards de francs CFA, dont 14 milliards offerts par la Chine. Le démarrage des travaux du Grand Théâtre a été effectif en 2008, deux ans plus tard, il fut livré aux autorités sénégalaises. Unique en son genre en Afrique de l'Ouest, le Grand théâtre fait partie du projet du nouveau Parc culturel avec ses « sept merveilles », dont le « Musée des Civilisations Noires ». En l'inaugurant en avril 2011 devant les autorités chinoises, le Président sénégalais Abdoulaye Wade dira : « *Ce théâtre entrera dans l'Histoire. C'est le plus grand ouvrage du genre en Afrique, et l'un des plus beaux et des plus grands dans le monde... ce théâtre de 1 800 places est destiné à toutes et à tous. C'est le symbole de la vitalité des échanges culturels entre le Sénégal et la Chine, qui ont renoué leurs relations diplomatiques en octobre 2005, après une "décision historique" du gouvernement sénégalais.* »²⁹². D'un coût global de 30 millions de dollars US, la pose de la première pierre du futur « Musée des Civilisations » a eu lieu le 20 décembre 2011. La conception du musée a été faite par le Beijing Institute of Architecture et le Shanghai Construction Group devant

²⁹¹http://french.news.cn/afrique/2011-12/07/c_131292141.htm 09/04/12.

²⁹²http://french.news.cn/afrique/2012-01/27/c_131378205.htm 09/03/12.

réaliser les travaux sur une période de 28 mois²⁹³. Les autres projets d'infrastructures culturels que la Chine compte réaliser sont le Musée d'art contemporain, la Bibliothèque nationale combinée aux Archives nationales, l'École des Beaux Arts, l'École d'architecture et le Palais de la musique.

Sur le plan sportif, la Chine a réalisé un vaste projet de rénovation des complexes multi-sportifs régionaux d'un coût avoisinant 19 milliards de francs CFA. Ce programme avait été entamé depuis quelques années²⁹⁴. Le Sénégal et la Chine ont signé des conventions qui prévoient la construction et la réhabilitation de 11 stades régionaux avec l'assistance chinoise. Aux termes de ces accords, un stade sera construit à Matam (nord-est) et les stades de Saint-Louis (nord) et de Ziguinchor (sud) seront remis à neuf²⁹⁵. Certains stades ont même pu être livrés aux sportifs. Ces réalisations, constituent un atout pour le Sénégal qui compte organiser la Coupe d'Afrique des nations de 2019.

²⁹³http://french.news.cn/afrique/2011-12/21/c_131318740.htm 09/03/12.

²⁹⁴ Echanges économiques : SENEGAL-CHINE, une coopération à l'allure ascendante (lesoleil.sn 17Août2011),://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=6540:echanges-economiques--senegal-chine-une-cooperation-a-lallure-ascendante&catid=51:economy&Itemid=63, 01/04/12

²⁹⁵ Xinhua 13 Janvier 2011) agence chine nouvelle, site visité le 13/04/12

Tableau : quelques réalisations de la coopération au développement de la Chine au Sénégal

Secteur	Année	Montant de l'aide	Source
Santé	2006-2010	0,22 million Euros	<i>Xinhua</i> , “Sénégal/Chine en faits et chiffres”, February 13, 2009
Agricole	2009	1,1 million de Euros	http://french.china.org.cn/foreign/hjtvisite2009/2009-02/13/content_17270832.htm Sénégal/Chine en faits et chiffres
Culture			
Grand Théâtre	2008	14 milliards FCFA	http://french.news.cn/afrique/2012-01/27/c_131378205.htm 09/03/12. Sénégal/Chine faits et chiffres
Musée des Civilisations	2011	30 millions de dollars US	
Sport		19 milliards FCFA	Direction de la coopération internationale

Source : Niang 2012

III.5. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA CHINE

Entre 2000 et 2010, les échanges commerciaux entre La particularité des échanges sino-sénégalais ont connu une hausse très significative. Les données de l'ANSD montrent que les importations en provenance de la Chine ont été multipliées par 5, alors que les exportations sénégalaises vers la Chine ont triplé. La moyenne en valeur des importations en provenance de la Chine et des exportations vers la Chine entre 2000 et 2010, a été respectivement de 98989 millions de FCFA et 4330 millions de FCFA. Les importations étant largement supérieures aux exportations expliquent le déficit de la balance commerciale du Sénégal vis-à-vis de la Chine. En effet, entre 2000 et 2010 le déficit de la balance commerciale du Sénégal par rapport à la Chine a été multiplié par 5. En moyenne au cours de ladite période le déficit s'est élevé à 100756 millions de FCFA.

Tableau 3: Échanges commerciaux entre le Sénégal et la Chine

	Période 2000-2011	
	moyenne	taux de croissance
Importations	98989	5
Exportations	4330	3
Balance commerciale	-100756	5

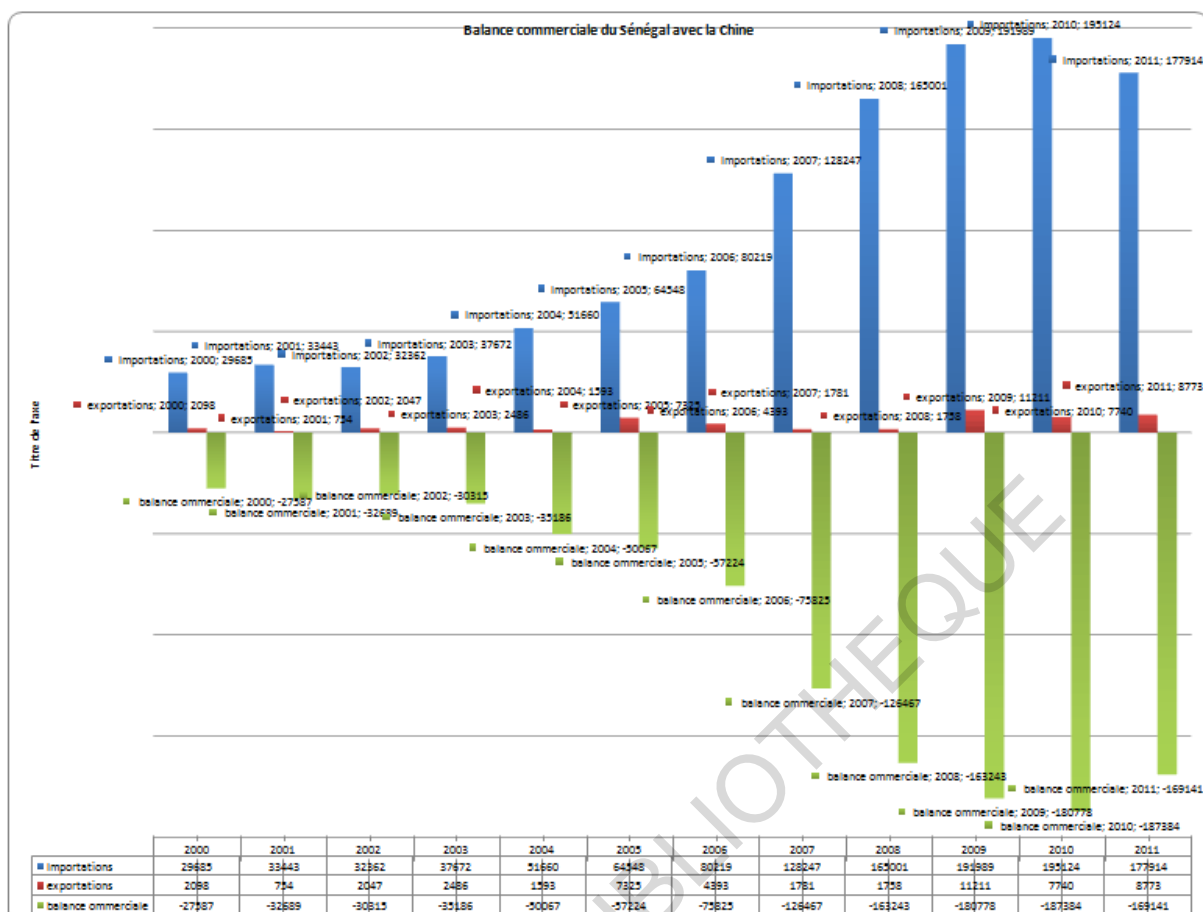
ANSD (Agence nationale de la statistique et de la démographie).

L'examen de l'évolution de la balance commerciale (graphique) montre que si le déficit commercial a été contenu jusqu'en 2003, à partir de 2004 on assiste à une détérioration de la balance commerciale. En 2005 le déficit commercial (57224 millions de FCFA) fait le double du niveau du déficit de 2000(27587 millions de FCFA) ; en 2011 le niveau du déficit 169141 millions de FCFA soit un peu plus de trois fois le niveau du déficit de 2005. L'explication de la détérioration de la balance commerciale tient au fait que la croissance des importations en provenance de la Chine soit plus élevée que celle des exportations du Sénégal vers la Chine. Le graphique montre que les exportations sénégalaises n'ont jamais pu dépasser

11211 millions de francs CFA, qui est la valeur maximale des exportations au cours de la période sous analyse. En d'autres termes cette valeur fait à peine la moitié de la valeur des importations en provenance de Chine en 2000 (29685 millions de FCFA).

Le graphique ci-dessous est assez révélateur des disparités profondes dans les échanges commerciaux entre la Chine et le Sénégal. En analysant la balance commerciale (des 10 premiers biens) entre le Sénégal et la Chine de 2000 à 2011, on constate une certaine constance dans les échanges commerciaux entre les deux pays ; même s'il faut noter quelques changements majeurs liés au traitement douanier préférentiel à l'égard de plusieurs produits africains, conformément à l'engagement pris par le gouvernement chinois lors du quatrième Forum sur la coopération sino-africaine d'ouvrir davantage ses marchés au continent africain. Les produits de la mer, le coton en masse, l'arachide et l'huile brute d'arachide dominent les exportations sénégalaises en direction de la Chine. Si on observe bien la liste complète de la balance commerciale, on verra que celle des importations en provenance de Chine est beaucoup plus variée que celle des exportations sénégalaises. Ce graphique construit à partir de la liste abrégée des échanges commerciaux, confirme ainsi la tendance générale du commerce entre les deux pays: le Sénégal exporte essentiellement des produits de la mer, de l'arachide et du coton en masse et reçoit en retour des produits manufacturés de la Chine.

Graphique 6 : Balance commerciale du Sénégal avec la Chine

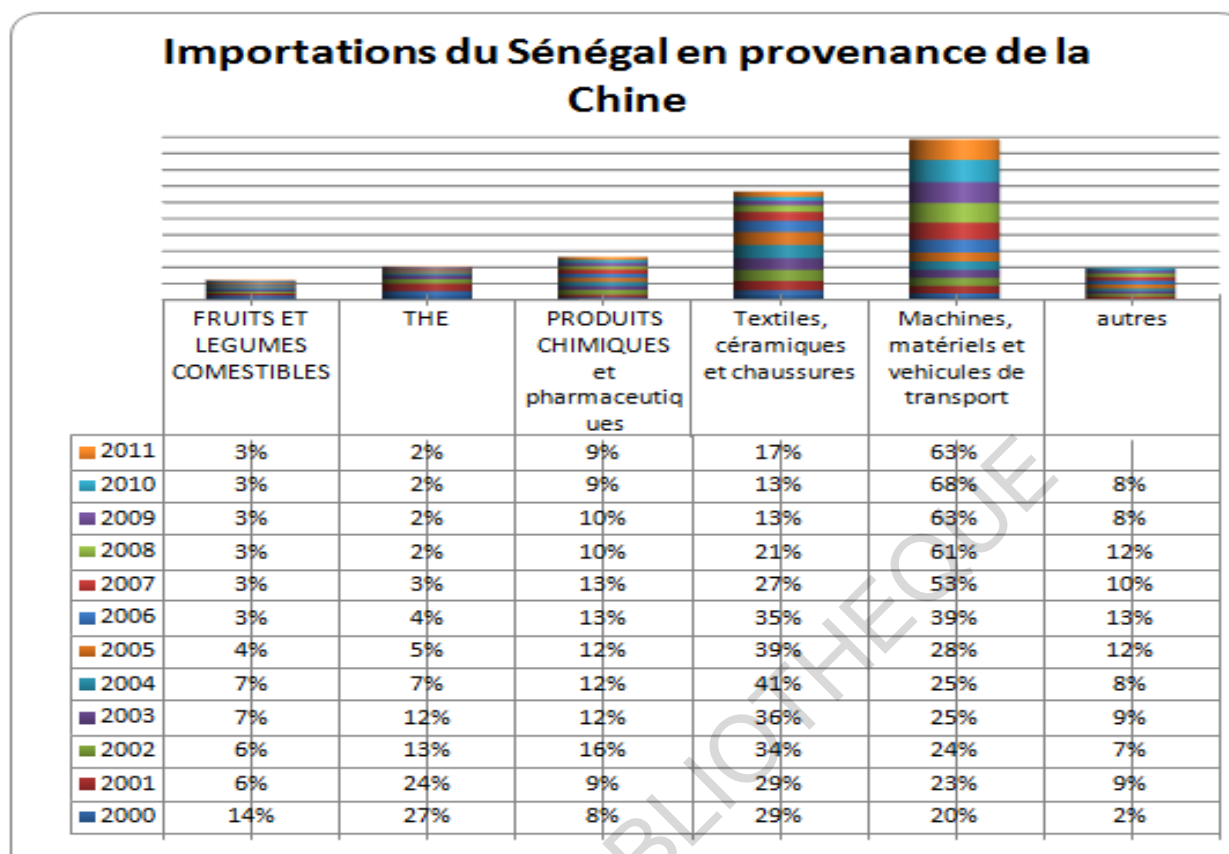


Source : Niang 2012

ANSD Les marchandises importées de Chine sont constituées pour la quasi-totalité des produits manufacturés (machines, appareils, pierre céramique et verre, métaux communs, voitures, textile...) et du thé.

L'examen de l'évolution des importations montre que dans leurs compositions, qu'entre 2000 et 2010, plus de la moitié des importations en provenance de Chine sont des matériels et des véhicules, du textile, des céramiques et des chaussures. De 52% en 2001, la part des dits produits dans les importations passe de 74% en 2006. À partir de 2007, plus de la moitié des importations est constituée de matériels et de véhicules de transport. En effet, le graphique montre que la part des matériels et des véhicules de transports passe de 53% en 2007 à 63% en 2011, après avoir atteint 68% en 2011. L'autre constatation est la baisse des importations de thé en provenance de Chine. En effet, si en 2000, les importations de thé contribuaient pour un plus du quart dans les importations, en 2011, le thé ne représente plus que 2% des importations. Tout comme le thé, les importations de produits alimentaires sont en baisse ; en effet leur part dans les importations passe de 16% en 2000 à 3% en 2011.

Graphique 7 : Importations du Sénégal en provenance de la Chine



Source : Niang 2012

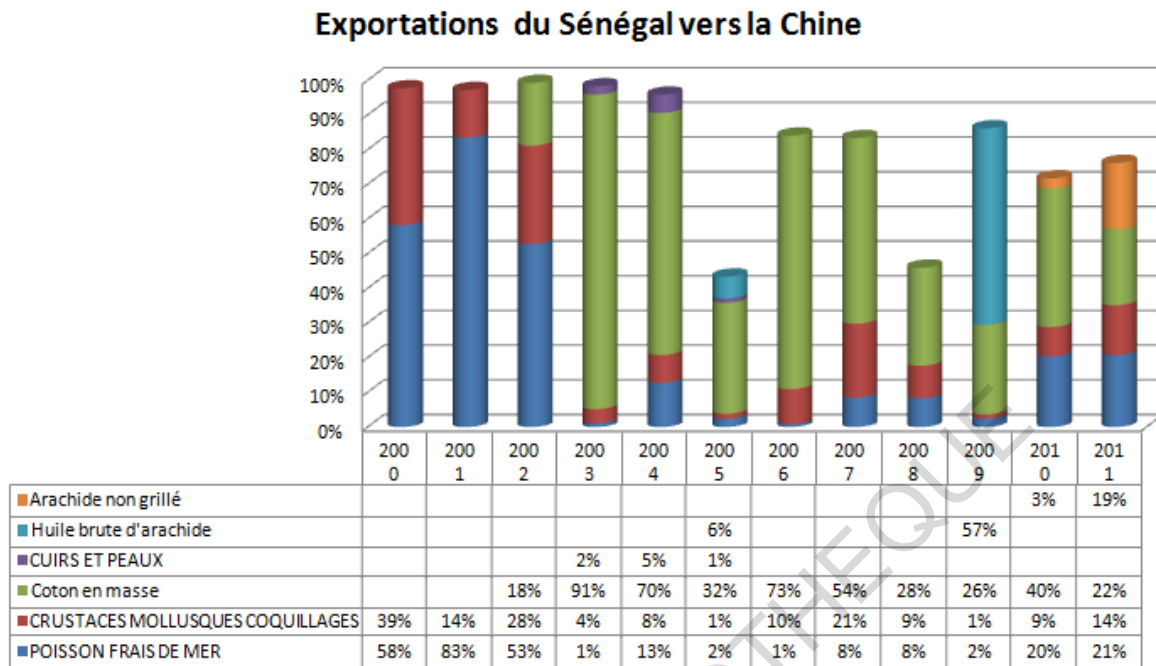
Les principaux produits exportés par le Sénégal en direction de la Chine sont les animaux vivants, les produits halieutiques, l'arachide non grillée, l'huile d'arachide le ciment les produits pétroliers les cuirs et peaux, le coton en masse les tissus de coton, les chaussures, les poissons séchés l'or non monétaire et les autres produits.

Le graphique de l'évolution des exportations du Sénégal vers la Chine montre les faits suivants : De 2000 à 2002, l'essentiel des exportations sénégalaises est constitué par les poissons frais et les crustacés. En effet la part des poissons frais dans les exportations sénégalaises a été de 58,23%, 83,46% et 52,77%, tandis que la part des crustacés est de 39,47%, 13,74% et 28,39% respectivement en 2000, 2001 et 2002. Au cours de cette sous-période, il convient de noter que pour la première fois le Sénégal en 2002 exporte du coton avec une contribution de 18,10% aux exportations. De 2003 à 2007, les exportations sénégalaises sont constituées pour l'essentiel du coton. Ainsi de 91%, en 2003, leur part est passée à 54% en 2007. En 2009, l'arachide se substitue au coton dans les exportations sénégalaises.

Ces fluctuations dans la composition des exportations sont liées aux barrières tarifaires de la Chine. C'est pourquoi, dans le cadre du Forum sino-africain de la coopération, la Chine a décidé d'ouvrir le marché chinois aux pays africains et de faire passer de 190 à plus de 440 le nombre des produits bénéficiant d'un tarif douanier zéro et en provenance des pays africains les moins avancés ayant des relations diplomatiques avec la Chine.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Graphique 8 : Exportations du Sénégal vers la chine



Source : Niang 2012

CHAPITRE IV : ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES

IV.1. LE SOFT POWER CHINOIS AU SÉNÉGAL

La stratégie africaine de la Chine se construit aussi autour d'un levier très important qu'est la puissance douce, qui au-delà des investissements directs, de la politique d'aide au développement et des échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine est l'autre pilier de la démarche chinoise. Connue sous le concept de *soft power* (puissance douce), dont l'œuvre est de Joseph Nye, ce dernier le définit comme « *la capacité d'un acteur à obtenir ce qu'il veut à travers son pouvoir d'attraction et l'emploi de moyens non coercitifs* ». ²⁹⁶ Le soft power doit être compris comme relevant de cette capacité de pouvoir influencer le comportement des autres et aussi cette force de persuasion par des mécanismes comme la culture, les idées, les médias, ou le dialogue politique et diplomatique.

Contrairement au hard power qui use d'autres outils pour atteindre ses objectifs, singulièrement le pouvoir de l'argent et la force par la puissance militaire, le soft power est un instrument de la politique internationale chinoise en Afrique qui a évolué dans le temps depuis l'envoi des premiers coopérants agricoles et des médecins aux pieds nus en Casamance, et de la construction du stade de l'amitié sino-sénégalaise. Elle relève de la « percée sentimentale » dans la politique chinoise en Afrique enrobée autour de la rhétorique Sud-Sud ou tiers-mondiste, avec pour objectif d'améliorer ou de construire l'image de la Chine auprès des pays partenaires.

Cette stratégie chinoise de séduction se poursuit avec la diffusion de la culture chinoise par le biais des Instituts Confucius, les programmes d'échanges avec des séminaires de formation au bénéfice des fonctionnaires de l'administration publique sénégalaise, par l'augmentation de bourses d'études octroyées aux étudiants, l'installation d'une agence d'information xinhua (Chine nouvelle) et un bureau de Radio Chine internationale. La politique du soft power est une manière pour enjôler les relations avec l'Afrique à travers la diffusion de la langue ; le mandarin, du tai-chi ou de la médecine chinoise, toute la culture traditionnelle orientale qui a de l'attrait pour le continent.

²⁹⁶ NYE, Joseph S., 2004. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York: Public Affairs, p. 208.

IV.2. L'INSTITUT CONFUCIUS DE DAKAR

C'est lors de la visite de l'ancien Président chinois en 2009, au Sénégal, que la Chine a émis le souhait d'installer à Dakar, un Institut Confucius, à la manière de ceux qui existent déjà dans quelques endroits stratégiques du continent pour la Chine. Ainsi, l'institut Confucius sera créé entre le partenaire local qui va accueillir dans ses locaux (l'Université de Dakar) et le partenaire chinois (l'Université de Liaoning) par la signature en mars 2011 de l'accord par le Recteur de l'Université, Saliou Ndiaye, en visite à Chine. Les Instituts Confucius relèvent du Ministère de l'Éducation chinoise par le biais d'une direction dénommée, Hanban, basée à Pékin. Il traduit un modèle d'organisation de type décentralisée ; comme nous le verrons avec celles qui sont chargées de l'envoi des coopérants agricoles et des médecins, car relevant tous de la responsabilité d'une province spécifique de la Chine.

C'est une forme de coopération chinoise décentralisée qui n'épouse pas toutes les spécificités d'une réelle politique de décentralisation avec un jumelage entre deux entités. L'institut a un directeur chinois et un directeur sénégalais, avec un personnel d'enseignants composés de Chinois. Pour sa première année, il a accueilli 60 étudiants, dont des professionnels et commerçants qui rêvent ou font des affaires en Chine. Calqué sur le modèle des Alliances françaises, British Council et Cervantès, l'Institut Confucius a pour vocation principale de diffuser la langue et la culture chinoise en Afrique. C'est pourquoi, sa tâche est de donner des cours de chinois, de tai-chi, de calligraphie, de cuisine chinoise (dégustation), mais aussi d'organisation de conférences scientifiques ou culturelles. C'est une des dimensions du *soft power* chinois qui doit rattraper ou équilibrer le *hardpower*, jugé trop agressif et arrogant par ses pourfendeurs.

Les responsables sénégalais pensent que l'enseignement de la langue chinoise demeure « un défi important » pour l'Afrique, et qu'il est donc un intérêt majeur pour l'Afrique d'apprendre la langue chinoise. Ainsi, s'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture de l'Institut, le professeur Amadou Tidiane Guiro, Directeur de l'enseignement supérieur, dira qu' « *Aujourd'hui, si l'on prend en compte l'exceptionnelle croissance économique de la Chine, et son influence de plus en plus importante sur la scène mondiale, l'enseignement du chinois, en tant que langue étrangère, demeure un défi important, notamment en Afrique* ». En même temps qu'il souligne que l'apprentissage de la langue chinoise est un challenge pour le continent africain, le Professeur Guiro contrebalance son discours en indiquant clairement que « cet institut est créé, afin de promouvoir la langue et la culture chinoises ».

L'ambassadeur de Chine au Sénégal n'y va pas par quatre chemins, Xia Huang, affirme que l'Institut a pour « *mission d'enseigner le chinois et de diffuser la culture chinoise, afin de renforcer la coopération, déjà dynamique, sino-sénégalaise* ». En langage très clair, l'Institut doit servir de levier pour transmettre les valeurs et les idées de la société chinoise en tant que dimension majeure de l'offensive de charme chinoise au Sénégal. C'est dans cette même optique que la chaîne de radio chinoise s'est installée à Dakar pour poursuivre le grand projet chinois d'articuler le hard power et le soft power grâce à cet outil idéologique qu'est ce médium.

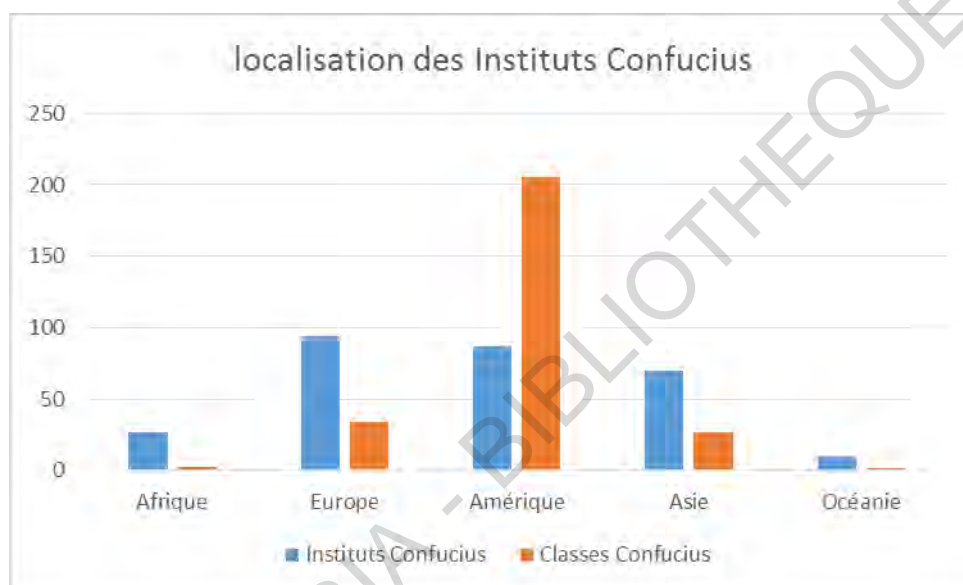


Tableau construit sur la base des informations disponibles sur le site des Instituts Confucius en 2014.

IV.3. LA RADIO CHINE INTERNATIONALE : MÉDIUM IDÉOLOGIQUE DU SOFT POWER

La R.C.I participe au grand projet de la stratégie offensive de séduction de la Chine dans le monde. Conçue à la manière des grandes radios internationales comme la Radio France Internationale ou le British Broadcasting Corporation avec des bureaux dans une centaine de pays. La R.C.I a pour siège Beijing où ses émetteurs diffusent les programmes destinés aux différentes régions du monde. Au Sénégal, la Radio Chine internationale émet sur quatre régions, pour assurer un maillage territorial stratégique : 102.9 pour Dakar et

Ziguinchor et 106.6 FM pour Saint-Louis et Kaolack²⁹⁷. Elle diffuse des émissions portant sur la société chinoise avec des thématiques sur : la famille, le mariage, le divorce, etc., dont « Carnet de Route », qui fait découvrir la Chine, « Parler chinois » qui est un cours d'enseignement en chinois, ou encore « Tours d'Horizon » principale d'information sur l'actualité internationale. Les langues de diffusion de Radio Chine internationale sont le français et le chinois excluant du coup une grande partie des auditeurs sénégalais habitués à l'écoute des programmes en français et dans les langues locales. Toutefois, la radio chine internationale émet 24h/24 avec un axe programmatique très diversifiée allant de l'actualité chinoise et mondiale, à l'économie, la culture, etc. La Rci est une courroie de transmission de l'idéologie chinoise en Afrique : « se faire connaître et s'aimer » en ouvrant une fenêtre aux Africains qui ne connaissent de la Chine que le Shaolin et les Karatés Kids.

Interpellé par nos soins lors de la visite effectuée au siège de la radio à Beijing, le directeur du département Afrique de l'Ouest, nous avons posé la question suivante « *Est-ce que la radio venait en Afrique pour nous vendre la Chine ou c'est pour aussi donner une image autre du continent africain loin des poncifs de la famine, de la guerre et des famines qui font la une des médias occidentaux ?* ». Il affirma que la radio ne s'aligne pas sur la même offre que ces derniers, leur objectif est de faire connaître la Chine et de donner des images positives de l'Afrique. Ce partenariat entre la Chine et l'Afrique est une manière pour Beijing de court-circuiter les médias occidentaux, au-delà du travail de vulgarisation et de diffusion de la culture chinoise, qui réalisent des reportages négatifs sur la présence chinoise en Afrique selon eux.

C'est dans cette lancée que des journalistes sénégalais sont invités tous les ans à visiter Pékin pour se faire une idée de la Chine - dans ces nombreuses visites guidées- et non à partir du prisme occidental. Ce que notera d'ailleurs un journaliste sénégalais invité à Beijing en mars 2013 en disant que : « *les officiels nous ont reçu c'est parce qu'ils sont conscients du rôle que les médias peuvent jouer dans la consolidation de la coopération entre son pays et l'Afrique, surtout dans le domaine si stratégique des échanges commerciaux... « même s'ils ne disent pas, en décodant leurs messages et en lisant entre les lignes, on sent bien que le géant asiatique, deuxième puissance économique, est bien résolu à occuper une place de choix dans le marché africain et a un objectif très clair : détrôner les pays occidentaux,*

²⁹⁷ Cf. Cheikh Bamba Diagne, « Radio chine internationale envahit les ondes sénégalaises », *Le Quotidien*, 5 Aout 2010, 8.

partenaires traditionnels de la plupart des États du continent. Et leur offensive de charme vers les médias africains fait bien partie de cette stratégie »²⁹⁸. Émettant sur la bande FM depuis deux ans, en langue française, la RCI est un outil important du soft power chinois au Sénégal.

IV.4. L'OCTROI DE BOURSES DE FORMATIONS

Depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, chaque année le Sénégal dispose d'un quota de bourses destinées aux étudiants désireux de poursuivre leurs études en Chine. Ils sont donc pas moins d'une trentaine d'étudiants sénégalais qui bénéficient chaque année des bourses offertes par la Chine dans le cadre de sa stratégie africaine de séduction.

IV.4.1. LA FORMATION DES CADRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SÉNÉGALAISE

C'est au sommet d'Addis Abeba en 2003 qu'il a été décidé de la mise en place d'un programme de renforcement des ressources humaines africaines par l'effectivité des séminaires de formation multisectorielle aux bénéfices des fonctionnaires africains en Chine. C'est ainsi qu'ils sont plus de dix mille agents des États du continent à avoir participé à cette formation en Chine. Dans le cadre de ces séminaires de formation à forte dose idéologique pour faire connaître la Chine aux fonctionnaires de l'État du Sénégal séduits par l'expérience chinoise du développement. La Chine prépare les fonctionnaires africains à intégrer dans leur variable de prise de décision plus seulement le marché et modèle occidental, mais l'exemple chinois comme solution aux problèmes du Sénégal.

IV.5. LA MISSION AGRICOLE : LES PIONNIERS DE LA COOPERATION SINO-SENEGALAISE

C'est dans la région du Sud du Sénégal où la coopération sino-sénégalaise a été lancée avec la mission agricole qui a servi de porte d'entrée à la Chine au Sénégal. Cette dernière va prendre forme avec la construction du barrage d'Affiniam en 1984 pour le dessalement des terres, et dont les travaux ont pris fin en 1988. Suite aux accords de coopération économique et technique signés entre les deux parties, quatre missions chinoises vont se succéder en Casamance de janvier 1989 à janvier 1996 pour l'encadrement, la formation aux techniques agricoles aux agriculteurs sénégalais. Elle prit un coup d'arrêt avec la rupture des relations diplomatiques entre Pékin et Dakar jusqu'en 2005. Cependant, les populations de la

²⁹⁸ Modou Mamoune Faye, journaliste du quotidien national *Le Soleil*, 22 Mars 2013.

Casamance ne seront pas laissées à elles-mêmes, en effet Taiwan accepta de poursuivre le travail entamé par les différentes missions chinoises suite à sa reconnaissance par Dakar.

L'accord de coopération prévoyait le remplacement des techniciens chinois sur les sites dans lesquels ils étaient présents avec la mise en place d'un Centre de formation agricole pour les agriculteurs et artisans des zones de production agricole²⁹⁹. Cette mission taiwanaise confrontée à la menace des éléments supposés appartenir à la rébellion casamançaise, qui pesait sur leurs techniciens dans la région du Sud, pliera bagage en 2002 pour s'installer définitivement à Sangalkam, jusqu'à la rupture des relations diplomatiques entre Taiwan et Sénégal, dans la périphérie dakaroise. La mission chinoise, venant de la province agricole de Hubei, a commencé ses activités à partir de 2006 avec la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Elle est composée de 7 experts établis à la ferme de Sangalkam, spécialisés dans la filière légumes et semis fertilisants et, l'autre groupe de 6 techniciens, s'active dans le département de Podor précisément dans le département de Dya où 2 hectares sont aménagés pour montrer les techniques du riz dans la vallée du fleuve. Selon le technicien chinois « *La mission chinoise a organisé, à Podor, 8 formations aux bénéficiaires de 200 techniciens sur les techniques du riz. Elle a aussi fait 20 démonstrations pour 2010 paysans à Gorom-Keur Massar, Noflaye, etc. 9 démonstrations à Podor, il y a les démonstrations sur les surfaces de repiquage à la volée (6000 m²). 1 ha peut donner 9 tonnes de riz* »

Des variétés chinoises telles que (haricots, oignons, tomates (hors saison) sont expérimentées aussi malgré la qualité du sol sénégalais jugé trop perméable et pas assez riche, par les techniciens chinois. La culture du serre est établie au niveau de la ferme de Sangalkam, il n'y a pas moins 35 serres à Noflaye et sur l'autoroute. Les Chinois envisagent d'installer 50 serres pour avoir de meilleurs rendements agricoles en se protégeant des insectes et des oiseaux. Ces expériences chinoises de coopération alimentent la rumeur aussi, car certains ont considéré que les Chinois présents sur certains sites d'expérimentations ont commencé à acheter des terres au Sénégal aux fins d'une exploitation pour leur propre compte. La durée de présence des missions est de deux ans pour chaque équipe. Chaque mission vient pour poursuivre le travail entamé par les équipes précédentes. Il y'a eu au total 4 missions agricoles depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

²⁹⁹<http://www.panapress.com/La-mission-agricole-chinoise-quitte-la-Casamance-pour-insecurite--13-596394-18-lang2-index.html>

Pour les techniciens chinois, il y a beaucoup de difficultés dans leur travail : « *Les agriculteurs sénégalais étaient réticents aux techniques chinoises, mais peu à peu ils ont accepté. Il y a un déficit en matériel agricole et les producteurs n'investissent pas assez. Il n'y a pas une bonne gestion des terres pour les fertilisants, sarcler, défense des insectes, problème d'arrosage, irrigation. Les techniques d'arrosage sont très en retard. Il y a un problème d'eau et d'irrigation. Le problème du Sénégal est lié à sa structure économique et agricole.* »

IV.6. LA MISSION MEDICALE CHINOISE AU SENEGAL

La mission médicale chinoise est présente au Sénégal depuis 1975. C'est dans la région de Casamance, précisément dans la ville de Ziguinchor, que fut envoyée la première mission. La mission était logée à Ziguinchor, au Centre Hospitalier Provincial de Casamance. C'est en 1996 que la 11e mission s'est retirée. De 1975 à 1996, il y a eu 11 éditions (missions) avec un effectif cumulé de 191 membres. Ces missions vont connaître un arrêt avec la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays suite à la reconnaissance de Taïpeh par Dakar.

Depuis le rétablissement des relations diplomatiques en octobre 2005, il y a eu quatre missions médicales qui se sont relayées à l'hôpital de Pikine. Selon Chen Sui « Il y a eu donc jusqu'en 2012, 14 missions chinoises comprenant donc 231 membres.³⁰⁰ Ils ont pour nom Dr. Sanders, Dr. Anne, Dr. Cindy tous des Chinois et dont les noms rappellent un peu des citoyens américains. Ces médecins qui subissent, avant de venir en Afrique, un mois de formation intensive en langue française, viennent de différents hôpitaux de Fujian et retournent après la fin de leur mission qui dure deux ans. La Chine envoie en moyenne 62 missions médicales dans le monde, la plupart des missions sont installées sur le continent africain. Ces missions sont sous la responsabilité de leur province. La province de Fujian assume les missions médicales du Sénégal et du Botswana, c'est une tâche volontaire, une vocation pour les provinces chinoises d'intervenir dans une région précise du continent africain.

La mission médicale est originaire de la province de Fujian d'où est issue la deuxième et plus importante communauté chinoise du Sénégal, après celle des ressortissants de Henan. Contrairement aux premières missions qui furent présentes dans la ville de Ziguinchor, la mission médicale chinoise s'est installée à l'hôpital de Pikine. Le corps médical chinois est

³⁰⁰ Entretien Chen Sui : interprète de la mission chinoise à l'hôpital de Pikine

composé de médecins et d'infirmiers qui sont répartis entre les différents services de l'hôpital. La mission actuelle comporte 13 membres : un chef de mission, un cuisinier, un interprète, pour le reste ils sont orthopédistes, chirurgiens généralistes, chirurgiens urgentistes, ophtalmologistes, ORL, pneumologues, kinésithérapeutes, acupuncturistes, médecins, radiologues, médecins laborantins, infirmiers de blocs.

En dehors de leurs activités au niveau de l'hôpital, la mission fait des actions de bienfaisance au profit des populations de Pikine et Thiaroye par des séances de consultations gratuites. Cela est inscrit dans le cahier de charges des missions pour mieux renforcer les relations bilatérales surtout pour les couches les plus défavorisées et n'ayant pas accès aux traitements hospitaliers.

Dans la même lancée, la mission organise des séances de lecture pour une meilleure appropriation de la technique de l'acupuncture aux instituts commerciaux de Dakar afin de valoriser les connaissances de l'acupuncture et de la médecine traditionnelle chinoise. Chaque année la mission chinoise fait une donation de matériel médical à l'hôpital de Pikine (mois de mars) pour soulager les patients. Des médicaments antipaludéens sont également offerts aux malades défavorisés de la ville de Pikine. La minutie avec laquelle la mission chinoise donne à ses activités laisse entrevoir qu'au-delà de la stratégie chinoise de rendre service au continent, il y a un sérieux accordé pour faire un compte rendu détaillé des interventions faites par l'équipe médicale. C'est ainsi que selon Chen Sui « *Entre septembre 2011 et septembre 2013 la mission a réalisé 25 889 consultations, 21 693 examens en laboratoire, 2481 opérations, 3 896 soins par l'acupuncture et 1669 soins en urgence.* »

Ces statistiques brandies par l'interprète, au-delà du seul fait qu'elles relèvent d'un esprit très organisé, elles sont révélatrices du goût chinois pour les énumérations de leurs réalisations, il y aurait comme une sorte fétichisme des chiffres chez les Chinois prompts à faire la situation de leurs interventions. La mission accueille aussi les ressortissants de l'Empire du Milieu qui vivent au Sénégal. En effet, les Chinois de Dakar préfèrent se faire consulter par un de leurs compatriotes, plutôt que par les médecins sénégalais, parce qu'ils disent être plus à l'aise avec ces derniers et ne peuvent pas s'exprimer en français pour certains. Pour les médecins, leurs activités ne se limitent pas seulement au traitement médical, Ils participent aussi à des discussions médicales.

Elle a aussi réalisé 3 fois des consultations médicales gratuites à Hann Bel Air et dans les régions de Saint-Louis (Nord) et Fatick (Centre-ouest) et a participé à 22 séminaires. Séduite

par le travail exécuté par la mission chinoise, la Directrice de l'hôpital Khadidiatou Sarr parlant des médecins chinois, lors de la fin du mandat de la quatrième mission « *Ils sont tout le temps à l'hôpital. Ils sont partout. Ils interviennent dans tous les secteurs de l'hôpital. Et ce qui me plaît dans cette mission qui vient de terminer, c'est leur respect de la hiérarchie* », a-t-elle souligné. Elle a invité les pays sous-développés, comme le Sénégal, qui coopèrent avec la Chine, à s'inspirer de son exemple. Ces pays « *ont beaucoup à copier dans le comportement du peuple chinois qui a de la volonté, de la discipline, de la rigueur.* » Depuis deux ans, les Chinois travaillent dans la structure, n'ont commis aucun écart au niveau de l'hôpital. Ils respectent les règles de courtoisie, de préséance et ils respectent les chefs de service sénégalais qui sont là. Ils s'intègrent au niveau de nos équipes et se conforment aux principes de l'hôpital ». ³⁰¹

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

³⁰¹ http://french.news.cn/2013-09/05/c_132692566.htm

CHAPITRE V : LES ENTREPRISES CHINOISES AU SÉNÉGAL : L'OPINION DES ACTEURS DES SECTEURS DE LA CONSTRUCTION, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DU COMMERCE.

Cette section fait l'économie des entretiens que nous avons réalisés auprès des entreprises chinoises. Nous avons choisi le cas de la construction et du commerce qui, à notre avis, éclairent mieux la réalité de l'activité des entreprises chinoises au Sénégal.

V.1. LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION : HENAN CHINE (B.T.P)

L'entreprise de construction Henan-Chine est installée au Sénégal depuis 1983 pour les besoins de la construction du stade de l'amitié. En contrepartie, le Sénégal, octroie à la Chine, des licences de pêche. À la fin des travaux de construction du stade, l'entreprise travaillant au nom de la République populaire de Chine, décida de prendre un registre de commerce en vue de s'installer définitivement en tant que société de droit privé. Cette option des entrepreneurs chinois fait suite à des conseils reçus des acteurs de la construction et avec l'aval de la direction mère de l'entreprise, selon Bao Fei,³⁰² qui affirme que « *C'est un choix qui a coïncidé avec la politique d'ouverture mise en place en Chine où l'on encourageait les entreprises à s'externaliser en allant chercher des marchés ailleurs dans le cadre toujours de la coopération chinoise, mais aussi à permettre aux capitaux étrangers de venir s'investir en Chine. Cette ouverture de la Chine est une inspiration de Deng Xiaoping qui voulait une réforme sociale et une politique d'ouverture et moins d'enfermement* ».

Henan Chine poursuivra ses activités en collaboration avec d'autres entreprises sénégalaises comme la Compagnie Sahélienne d'Entreprises (CSE) pour la réalisation de gros œuvres que sont la construction de la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS), et la tour du siège de la (BCEAO) Sénégal. L'entreprise Henan a construit aussi les locaux de l'Ambassade de Chine au Sénégal. Henan Chine exécute des projets sous la houlette de l'Ambassade de Chine. En même temps, elle est impliquée dans les projets privés, des projets de l'État du Sénégal tels que l'hydraulique rurale, la construction d'une centaine de forages dans le monde rural, les châteaux d'eau, pratiquement tous les corps du génie rural. En deux décennies, Henan-Chine a mis à son actif une vingtaine d'ouvrages. Outre le stade de l'Amitié de Dakar (aujourd'hui Léopold Sédar Senghor), on peut citer entre autres ouvrages réalisés

³⁰² Bao Fei, directeur général de Henan Chine, entretien 03/04/12.

par l'entreprise, la route élargie de Malick Sy, les ponts de Hann et de Colobane et les forages dans de nombreux villages du Sénégal³⁰³.

En 2005, le groupe Henan Chine a gagné le marché de la construction du pont de Médina Ndiathbé, dans le nord du Sénégal. La construction fut livrée deux mois avant l'échéance, au point que, content de recevoir l'ouvrage exécuté avant terme, le gouvernement du Sénégal magnifia l'expertise chinoise. Le Président Abdoulaye Wade dira que « *la réussite de la Chine pour son développement ne devrait pas outre mesure surprendre, car sans le travail on ne peut rien réussir* »³⁰⁴. L'enthousiasme des autorités chinoises sera très vif et la confiance régna de nouveau entre les deux parties, car les Chinois avaient arrêté de contracter avec l'Etat du Sénégal sous Abdou Diouf. Selon Bao Fei, « *avant le changement de régime on n'osait pas soumissionner parce qu'il y avait toujours des arriérés et c'est avec le changement de régime que nous avons pris beaucoup de risque pour accompagner le nouveau régime* »³⁰⁵.

En 2006, l'entreprise chinoise a signé cinq contrats de construction avec la partie sénégalaise pour une valeur supérieure à 35 millions de dollars. Les travaux concernent entre autres la réhabilitation de chemins de fer, la mise en œuvre d'un système d'adduction d'eau et la construction de ponts. Sur la même lancée, la société Henan-Chine a obtenu l'adjudication pour les travaux de la modernisation de la ville de Touba (centre-nord), d'un montant de 100 milliards de francs CFA. Ce projet démarré en 2007 et qui devait se terminer en 2012, avait pour objet, les travaux de réhabilitation, d'élargissement et de construction de routes, d'aménagements paysagers et de trottoirs. Le volet assainissement du projet prévoyait, la construction de canaux et de dalots avec des ouvertures qui devraient aider à drainer les eaux pluviales et de connecter les eaux de ruissellement du programme routier avec la réalisation d'environ 5 500 ml de dalots et conduite Pvc, et des travaux d'électrification.³⁰⁶

Le Groupe Henan Chine a été moins disant dans l'appel d'offres par rapport à ses concurrents. Son offre a été jugée moins disant sur l'ensemble des projets sélectionnés. Ce

³⁰³Xinhua, 2008/01/08http://french.china.org.cn/business/txt/2008-01/08/content_9497231.htm 08/04/12.

³⁰⁴ Abdoulaye Wade, *intervention à l'inauguration du pont de Médina Ndiathbe* 27/12/2006. http://french.china.org.cn/business/txt/2008-01/08/content_9497231.htm 08/04/12

³⁰⁵ Entretien avec Bao Fei au siège de Henan Chico

³⁰⁶http://www.leral.net/Pour-non-respect-par-l-Etat-des-clauses-contractuelles-Henan-Chine-suspend-les-travaux-de-modernisation-de-Touba_a9397.htm. 08/04/12

projet n'est pas le seul cas où Henan Chine l'a emporté face à ses concurrents. En effet, en association avec Jean Lefebvre Sénégal de l'entrepreneur sénégalais Bara Tall, Henan Chine et Jean Lefebvre Sénégal ont emporté face aux autres mastodontes des BTP, l'important marché de l'élargissement de l'autoroute sur le tronçon Malick Sy, Patte d'oie pour 24 milliards de francs CFA contre 40 milliards proposés par leur plus sérieux concurrent, Eiffage³⁰⁷ ex (Fougerolle)³⁰⁸. Ce partenariat sera cependant mis à rude épreuve par les démêlées judiciaires de l'entrepreneur sénégalais avec l'État du Sénégal et ses fournisseurs. En premier lieu, le matériel de Henan Chine fut saisi selon les dirigeants de Hénan Chico pour avoir travaillé avec un groupe condamné à payer de l'argent à un de ses fournisseurs.

En second lieu, le chantier de Touba connut des arrêts et les délais n'ont pas pu être respectés faute de liquidités. En retour, Henan Chine suspendit les travaux de modernisation de la cité religieuse de Touba, pour non-respect par l'État sénégalais des clauses contractuelles, pour la partie chinoise, c'est l'État du Sénégal qui a outrepassé à maintes reprises les clauses de leur contrat de travail. Le Directeur général de Henan Chine affirmera que *« Si nous nous sommes engagés dans les chantiers de la modernisation de la ville de Touba, c'est à cause de la confiance gagnée à nouveau après la construction du pont de Médina Ndiathbé. Nous pensions que l'État allait tenir parole et respecter ses engagements. Jusqu'en 2006 il n'y avait pas de problème, l'État payait régulièrement les entreprises. Nous avons fait le pont de Médina-Ndiathbe et on était très engagés dans les projets du nouveau régime. On ne peut pas être payé à temps et jusqu'à présent on nous doit de l'argent. Il y avait une forte volonté de faire quelque chose, ce qui nous a poussés, à engager l'argent gagné avec le Pont de Medina-Ndiathbé sur d'autres chantiers de l'Etat pour encourager les efforts de l'État. Après l'État s'est essoufflé dans le paiement des entreprises et cela nous a un peu plombés »*.

Les travaux de la modernisation de la ville de Touba furent arrêtés pendant un moment pour défaut de paiement et les travailleurs furent mis au chômage technique par l'entreprise chinoise. Le Directeur général de Henan Chine de poursuivre : *« Les travaux de Touba devaient durer 5 ans et se terminer en 2012, les travaux devaient coûter 100 milliards de frs CFA, l'État nous a retardés. Quand on lançait l'appel d'offres, c'était pour 100 milliards sur 5 ans et après les travaux étaient basés sur des avenants chaque année en fonction du budget*

³⁰⁷ Entreprise de construction française.

³⁰⁸ Nouvel Horizon, n 487, septembre 2005.

national. On a acheté 22 milliards de matériels pour tout l'ensemble, et nous on avait misé sur 20 milliards par an. C'est une perte pour nous, car on s'est projeté sur 5 ans avec en moyenne 20 milliards par an ».

V.2. LES INTÉRÊTS CHINOIS DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Le groupe de télécommunications chinois Huawei a remporté le premier grand projet financé par la Chine depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre Beijing et Dakar en octobre 2005. Le but de ce programme était de participer à la modernisation de l'administration publique au Sénégal par la mise en place d'un réseau haut débit utilisant des nouvelles et hautes technologies et destiné à réaliser l'extension de l'intranet gouvernemental à l'intranet administratif en direction de tous les services en vue d'atteindre toutes les régions du pays. Le groupe Huawei, dont la maison mère est localisée dans la grande zone économique spéciale de la province de Shenzhen, avec l'appui des autorités chinoises, a exécuté ce projet, d'un prêt préférentiel d'un 390 millions de yuans, soit 51 millions de dollars ou 24,7 milliards de FCFA,³⁰⁹ accordé au gouvernement sénégalais par la banque d'import-export de Chine, pour la réalisation de ce nouvel outil informatique.

Bénéficiant de la libéralisation du secteur des télécommunications, depuis 1996, le groupe chinois Huawei a gagné des marchés avec le premier opérateur de téléphonie mobile Orange filiale du groupe français France Télécom. En même temps, des contrats de prestations de services ont été signés avec deux autres opérateurs de téléphonie mobile et internet: Sentel GSM qui exploite la marque Tigo, ainsi que le groupe Sudatel qui exploite la marque Espresso (Siège représenté à Dubaï) au Sénégal. Actuellement, cette société réalise des économies d'échelle sur le marché sénégalais en matière d'équipements de téléphonie fixe et mobile et de matériel numérique. Le marché de la téléphonie mobile est en pleine croissance avec pas moins de sept millions de détenteurs d'un terminal, le Sénégal est un marché très lucratif. L'effectivité du réseau 3G a été mise en service par les opérateurs de téléphonie grâce à la société chinoise. Huawei est devenu l'un des leaders de ce marché devançant même les firmes allemande et française au Sénégal comme Siemens et Alcatel.

La seconde phase d'exécution du programme d'un montant de 26 milliards est en voie d'être entamée, ce qui porterait le montant total à 100 millions USD signé entre le Président Wade et le Président chinois Hu Jintao. Huawei utiliserait 60 Chinois et 150 employés

³⁰⁹http://www.adie.sn/article.php?id_article=211, visité le 23 février 2012 à 15h 00mn.

sénégalais selon l'Agence Chine Nouvelle. Mais ces chiffres méritent d'être relativisés, car les observations qui ont été faites sur le site de travail disent le contraire. Le nombre d'employés de nationalité chinoise serait supérieur à celui des locaux.

Le groupe ZTE ((Zhongxing Telecom)

Le groupe ZTE (Zhongxing Telecom) est le leader chinois des télécommunications avec 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2009, dont l'Etat chinois détient des parts d'actions comme aussi des privés chinois. Le groupe Z.T.E est coté à la bourse. L'actionnariat privé domine le capital de l'entreprise. Le groupe Z.T.E s'est installé à Dakar à partir de 2007 afin de permettre aux autorités sénégalaises qui le souhaitent d'utiliser sa technologie de raccordement au réseau numérique pour le réseau d'information et de sécurité nationale dans le cadre de l'Organisation de la Conférence Islamique (O.C.I). Après des essais concluants en décembre 2007, des négociations concluantes s'en suivront avec la commercialisation du produit Gota grâce à un prêt préférentiel du gouvernement chinois d'un montant de 8,5 millions de dollars. Ainsi, le 13 février 2009, la signature du Projet Sénégal Gota « Projet national de Réseau de l'Information » eut lieu devant le Président Hu Jintao, en présence de Hou Wegui, Président du groupe ZTE³¹⁰.

Le groupe ZTE, par la suite, collaborera avec des opérateurs de téléphonie mobile comme Expresso du groupe soudanien Sudatel d'abord, et aujourd'hui Orange ; c'est ainsi que le groupe ZTE a reçu en 2008 une commande de 1 million de dollars, en 2009 la commande était de 10 millions de dollars.³¹¹ Le chiffre d'affaires du groupe dépend donc du volume des commandes obtenues. Les responsables de ZTE trouvent que le Sénégal est un axe stratégique dans leur politique de pénétration en Afrique occidentale, même s'ils reconnaissent que les autres pays ont encore des efforts à faire : « *Le Sénégal est un pays africain relativement développé et la Sonatel est un très grand opérateur. Il n'y a pas de raison particulière pour justifier notre présence c'est juste que le Sénégal est un pays qui a des potentialités avec un grand marché contrairement à d'autres pays qui connaissent l'instabilité politique tout le temps. Contrairement aux autres pays africains, il y a la stabilité politique ici, la sécurité est assurée et cela rassure les investisseurs* »³¹². Le groupe ZTE fait

³¹⁰http://www.zte.com.cn/endata/magazine/ztechnologies/2010/no8/articles/201008/t20100816_188661.html site visité le 15/04/12.

³¹¹ Entretien responsable de l'entreprise Z.TE

³¹² Entretien Directrice de ZTE

des investissements conséquents avec en même temps des charges fixes sont constituées des salaires et de la location du siège de l'entreprise. À la manière de Huawei, il a profité de l'ouverture du marché sénégalais par le biais du contrat exécuté au bénéfice de l'État du Sénégal avec un prêt de la China Exim Bank. C'est un procédé qui part d'un accord de coopération entre les deux pays pour aboutir à l'ouverture du marché et l'implantation de l'entreprise chinoise. Ces groupes emploient dans leur grande majorité des ressortissants chinois et ne favorisent pas assez le recrutement du personnel local.

Dans le domaine des télécommunications, en 2010, la société nationale de la Radiotélévision Sénégalaise (RTS), principal organe public audiovisuel de l'État du Sénégal, a signé un contrat de joint-venture avec la société chinoise Startimes . Le prêt d'un montant estimé à 92 millions d'euros et pour une durée de cinq ans, a pour objet de faciliter le passage de la technologie de diffusion par l'analogique au numérique. L'entreprise Startimes demeure l'unique entreprise audiovisuelle privée autorisée par le gouvernement central à conclure des contrats et à mener des projets à l'étranger. Elle participe à la stratégie dite du « soft power » en exportant des produits et services culturels de la Chine vers l'étranger.

V.3. OPINION DES ACTEURS SUR LES ENTREPRISES CHINOISES

Les Chinois sont vus par leurs employés comme des employeurs qui ne les respectent pas et qui les traitent comme des esclaves au niveau des chantiers et des intermédiaires des Chinois qui soutiennent que ces derniers ne les considèrent aucunement³¹³. Cette perception négative des investisseurs chinois par leurs employés mérite d'être étayée. Les agissements qui ont été les plus dénoncés sont ceux perpétrés par la compagnie de télécommunication Huawei Technologies, qui ne respecterait pas la législation du travail au Sénégal et les clauses qui la lient à ses employés. La pratique de contrats à durée déterminée a été usée et abusée, au point où l'agence intérimaire de la compagnie a fini par remercier ces contractuels. Il a fallu une descente de l'Inspection du travail pour faire obtenir à certains des contrats à durée indéterminée, après qu'une autre agence intérimaire eut accepté de délivrer des C.D.D pour les futurs employés de l'entreprise. Un contrat à durée déterminée (CDD) ne peut être renouvelé qu'une seule fois et sous conditions. Bien plus, la durée totale du contrat, y compris le renouvellement, ne doit pas dépasser la durée maximale autorisée, généralement une année.

Le transfert de compétence ne serait pas effectif pour les nationaux qui espéraient bénéficier de l'expertise chinoise et faire de Huawei, une université. Le Centre de formation de Huawei n'est plus ouvert aux nationaux, du fait que certains employés, une fois formés, ont préféré monnayer leur talent dans d'autres compagnies en l'absence de traitement salarial conséquent. Le traitement salarial des nationaux serait inférieur à celui des Chinois : *« 90% du boulot c'est nous qui le faisons et ce sont eux qui gagnent plus que nous, le Chinois moyen gagne 1500.000, le salaire de trois Sénégalais. Maintenant on nous fait des contrats de mission, et plus de CDI, le personnel est frustré et passe son temps à chercher de l'emploi. L'emploi est très précaire chez Huawei, très souvent des employés locaux font l'objet de licenciement. Contrairement à d'autres pays où le nombre de Chinois est limité, ici ils sont plus nombreux que tout le monde. Le DRH est un Chinois, c'est une aberration, ils envoient des rapports aux Head quarter en disant que les locaux qui sont là sont incompetents et en profitent pour venir. Ils gagnent tous les marchés et les bonus obtenus pour les marchés*

³¹³ Les entretiens menés auprès des employés des chinois ont révélé une absence de sociabilité des commerçants chinois pour certains, car pour d'autres les Chinois n'ont aucun problème.

gagnés, les nationaux n'y ont pas droit. Il y a un vrai malaise dans la boîte pas moins de 4 assistants DRH sont partis³¹⁴. »

Pour cet employé, « Tout ça c'est l'État du Sénégal qui est responsable, nous n'avons pas droit à un syndicat, une assurance merdique, aucun investissement social pour une entreprise qui gagne des milliards, des Sénégalais sont licenciés pour des raisons liées à la conjoncture mondiale et à côté de nouveaux Chinois arrivent. Nous avons des salaires de misère et parfois, on est payés le 19 du mois. Chez Ericsson le personnel est dominé par les nationaux il n'y a que 15 étrangers sur un personnel de 150. ³¹⁵» .

Depuis quelques semaines, certains employés de Huawei ont des contrats de mission et plus de C.D.I encore moins de C.D.D. Dans le contrat de mission, on ne mentionne que la date de début du contrat, mais pas celle de la fin, ainsi l'employé peut être licencié du jour au lendemain. Une absence de politique sociale de l'entreprise est dénoncée par les travailleurs, qui ne bénéficieraient pas du repas journalier, alors que les Chinois ont une cantine au niveau de leurs logements, où ils peuvent manger gratuitement. Les employés disent avoir obtenu le paiement du repas par le biais du *Head quarter*, mais la mise en application de la décision est bloquée par le staff au niveau local, pendant que les Chinois mangent gratuitement dans le restaurant installé à côté de l'entreprise dans les maisons environnantes.

L'absence d'investissements par la compagnie a été dénoncée par certains employés, qui soutiennent que l'entreprise n'a pas de patrimoine personnel, les bâtiments qu'elle utilise, au nombre de sept, sont loués ; il en est de même pour les voitures de service qu'elle loue à un concessionnaire. La tendance consistant à avoir plus d'employés locaux qu'étrangers ne serait pas respectée scrupuleusement par Huawei : il y aurait 150 Chinois, dont certains seraient payés tout en ne faisant rien, contre moins de 100 Sénégalais. Cela semble accréditer les propos de ceux qui disent que la Chine transfère sa main-d'œuvre à l'Afrique. Ce même grief a été fait à l'endroit du leader du marché sénégalais en fourniture de solutions aux opérateurs télécoms, au Maroc. En effet, le contrat de travail à durée déterminée (CDD) est monnaie courante chez Huawei au Maroc, et on y observe aussi la précarité de la situation des employés. La loi marocaine fixe un quota de 10 % de travailleurs étrangers dans les entreprises privées, dans le but de donner la priorité à l'emploi aux détenteurs de la nationalité

³¹⁴ Entretien Employé Huawei, avril 2012.

³¹⁵ Entretien Employé Huawei site de la Technopole, avril 2012.

marocaine. Mais cette règle n'est pas respectée par la firme chinoise. « Le nombre de Chinois qui travaille avec nous avoisine les 50 % du total (entre 200 et 300 employés) »³¹⁶.

Le Groupe Henan Chine sera aussi confronté à des accusations de traitements esclavagistes et d'interdiction de pratiques religieuses de la part de ses employés sur le chantier de la Patte d'oie, en 2006. La Confédération des Syndicats Autonomes est même montée au créneau pour, disent-ils, dénoncer le traitement indigne et le mépris des patrons chinois à l'égard des ouvriers. Esclavage, exploitation de l'homme par l'homme, atteinte à la dignité humaine, etc. Aucune expression n'a été de trop pour la Confédération des syndicats autonomes (Csa)³¹⁷. Pour les entrepreneurs chinois, il leur est difficile de maltraiter les citoyens d'un pays d'accueil et de continuer à y gagner des marchés.

« Pour notre chantier de l'autoroute de la Patte d'oie, il y'a eu un ouvrier qui a dit qu'on l'interdit de faire ses prières. L'Ambassadeur nous a appelés pour nous demander des explications, est-ce que c'est vrai ou non ? Pour vous dire que nous sommes respectueux des règles et coutumes des sociétés d'accueils. Je ne dis pas que tous les Chinois sont des saints. Il y'a des chefs de projets qui sont des humains avec des éducations différentes, des humeurs différents. L'objectif n'est pas de faire venir ici quelqu'un pour rendre la vie difficile aux locaux. Nous avons été au tribunal à plusieurs reprises. Notre direction mère veille sur notre fonctionnement en nous indiquant de bien respecter la législation du travail du Sénégal et d'autre part notre ambassade veille aussi sur nous pour éviter des problèmes. »³¹⁸

Les accusations de mauvais traitements exercés par les techniciens chinois à l'égard des ouvriers sénégalais ne freinent toujours pas l'ardeur et l'envie des ouvriers à vouloir toujours travailler dans les chantiers du groupe chinois. Le culte du travail des Chinois rencontre ici des habitudes sociales qui méritent d'être repensées et relativisées. À côté, les Chinois bénéficient d'un environnement de travail favorable face à la très forte demande d'emploi. Afin d'éviter des conflits entre les Chinois et leurs employés, il urge d'organiser le cadre d'expression des investisseurs chinois en Afrique pour une meilleure perception de la présence chinoise par la société d'accueil. La Chine doit faire des efforts dans ses relations avec le continent africain et pour s'inscrire dans un véritable partenariat « win-win », plutôt

³¹⁶<http://www.lesoir-echos.com/grogne-sociale-chez-huawei/economie/46913/> 04/05/12.

³¹⁷ Wal Fadjri, 3/02/07, <http://fr.allafrica.com/stories/200702050290.html>

³¹⁸ Entretien à Henan Chine

que d'œuvrer dans un partenariat « win-lost » comme c'est le cas actuellement. Certains représentants de la Chine doivent revoir leur manière de procéder pour mettre un terme à cette controverse³¹⁹. Mais au fond, la responsabilité de cette situation n'incomberait-elle pas aux autorités de la société d'accueil qui sont censées défendre leurs intérêts dans ce partenariat ? À moins de vouloir construire un partenariat à reculons, il revient aux dirigeants locaux de prendre des mesures allant dans le sens d'un véritable transfert de technologie et de création d'emplois. Les Chinois ne sont pas responsables des dysfonctionnements ou de l'état d'anomie des structures de régulation des sociétés d'accueil. Les entreprises chinoises gagneraient à se conformer aux conventions de l'Organisation Internationale du Travail et aux normes en vigueur en matière de relations de travail et de sécurité sociale, et à respecter la liberté de syndiquer et le droit à la négociation collective.

³¹⁹ Les Chinois sont accusés de mauvais traitements, de non-respect de la législation du travail et d'un traitement salarial très bas à l'égard des ouvriers.

CHAPITRE VI : LES AFRICAINS DE CHINE : L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX « COMPTOIRS AFRICAINS » DANS LES VILLES DE YIWU, HONG KONG ET GUANGZHOU

Dans les autres parties de ce travail il a été développé les grands axes et orientations des relations sino-africaines avec la mise en perspective historique des relations entre le continent africain et l'Empire du Milieu, les enjeux économiques géopolitiques et géostratégiques et principalement de la sociologie des acteurs de cette mondialisation par le « bas » qui déconstruisent et bouleversent les schémas d'analyse des théories en relations internationales. Cette partie qui suit va à la rencontre des Africains en Chine ; cette communauté africaine composée de traders, d'étudiants boursiers, de négociants, d'intermédiaires, de restaurateurs, bref de tout un monde africain autour des nouvelles enclaves en Chine. C'est l'émergence de nouveaux « comptoirs africains » en Chine située dans la géographie des relations sino-africaines. De Yiwu à Guangzhou en passant par la cité pionnière Hong-Kong, sans oublier l'îlot de Dubaï, point de départ de ce commerce sud-sud. À travers ce qui suit, nous vous ferons découvrir ces nouveaux comptoirs africains de Chine.

Vécu du terrain à Guangzhou

À Guangzhou, nous avons procédé par la méthode de boules de neige en recourant à notre premier interlocuteur pour entrer en contact avec les membres de la communauté sénégalaise établie dans la ville. Malgré une arrivée rocambolesque (voir vécu de terrain), je suis parvenu à entrer en contact avec le président de la communauté sénégalaise, qui m'ouvrit son bureau (Teranga Trading Co., LTD), situé sur l'avenue Huan Shi Mid Road précisément au onzième étage du Yi Dong Building, pour accéder aux Sénégalais résidant en Chine depuis plusieurs années ou en situation temporaire. Dans le même temps, j'ai réussi à décrocher les contacts des autres présidents de communauté africaine (Mali, Congo, Guinée et Nigeria) à Guangzhou. Mes entretiens pouvaient commencer de onze heures du matin jusqu'à deux heures du matin, en raison de la disponibilité des enquêtés.

La particularité de Guangzhou c'est qu'elle marche à l'heure africaine pour ne pas dire étrangère : les boutiques s'ouvrent à partir de dix à onze heures du matin pour ne fermer que tard dans la nuit. Cela n'existe dans aucune ville chinoise-même à Yiwu qui revendique le statut de seconde ville d'accueil des commerçants étrangers-. C'est pourquoi les entretiens et le focus group organisés ont eu lieu pour la quasi-totalité à des heures avancées de la nuit.

Pendant la journée, les commerçants partent dans les différents marchés de la ville (Foshan, Shunde,) et il est assez difficile de les voir. C'est pourquoi nous utilisons ces moments d'attente à une observation « participante » au bureau de Tapha, sorte de lieu de rendez-vous des Sénégalais qui sont arrivés la veille ou sont déjà dans la ville depuis quelques jours pour finaliser leurs transactions commerciales et des résidents permanents de la ville aussi. Notre première journée de terrain a coïncidé avec le Magal de Touba organisé par les Sénégalais de Guangzhou, mourides comme tidianes se sont retrouvés dans un hôtel pour célébrer la nuit du 11 décembre 2014, le départ à l'exil du fondateur du mouridisme Cheikh Ahmadou Bamba. Cette cérémonie nous a permis aussi d'entrer en contact directement avec les Sénégalais qui étaient présents pour fixer des rendez-vous. Au total, j'ai eu à conduire une douzaine d'entretiens avec les membres de la communauté sénégalaise établie à Guangzhou, trois avec les présidents des communautés malienne, guinéenne et congolaise, en plus d'un focus group. Assister à deux grandes réunions, dont une avec les ministres Mankeur Ndiaye, Aly Ngouille Ndiaye et les députés Demba Diop Sy et Sira Ndiaye ainsi que le ministre conseiller chargé du bureau économique de l'Ambassade du Sénégal à Beijing venus de Dakar pour vendre la plateforme industrielle de Diamniadio aux autorités de Guangzhou le 18 décembre 2014, dans un hôtel de la ville, et une autre avec les membres du bureau de l'Association des Sénégalais de Guangzhou.

Les entretiens ont été libres pour soulever des questions insoupçonnées, malgré l'existence d'un guide d'entretien, le caractère libre et ouvert d'un entretien à l'inconvénient de prendre beaucoup plus de temps. Toutefois, les avantages des entretiens de sont multiples, car il nous a permis de recueillir des informations très importantes sur la vie à Guangzhou, les métiers qui existent, les politiques policières d'éclatement de la communauté africaine dans la ville, les interactions entre les Africains et les Chinois, l'opinion des acteurs sur les relations entre l'Afrique et la Chine et le futur de ces relations. Bref nous, avons pu recueillir les informations nécessaires pour analyser le vécu des Sénégalais à Guangzhou.

VI.1. LES COMPTOIRS AFRICAINS DE CHINE YIWU, GUANZHOU, HONG-KONG

Les relations sino-africaines se construisent aussi à partir des comptoirs commerciaux africains de Chine. Des villes inconnues jusqu'ici sont entrées dans le lexique des acteurs de la Chine-Afrique : elles ont pour nom Yiwu (le supermarché du monde), Guangzhou célèbre pour sa foire internationale dans la province du Guandong et Hong-Kong la première cité commerciale africaine, rétrocédée à la Chine le 1^{er} juillet 1997, par l'Empire britannique, mais

gardant toujours un statut économique particulier. Ces villes sont connues pour être proches des zones économiques spéciales (ZES) comme Shenzhen (près de Hong-Kong), Xiamen (près de Taiwan) Shantou et Zuhei. Ce sont au niveau de ces ZES mises en place lors du lancement de la politique d'ouverture que les investisseurs étrangers ont pu découvrir le potentiel du marché chinois comme le souhaitent les dirigeants chinois, dont les objectifs étaient de faire jouer à ces territoires côtiers le rôle de « fenêtre et passerelle » du made in china. En même temps, développer une « stratégie exportatrice »³²⁰ à partir de quatorze villes côtières, dont Ningbo et Wenzhou près de la ville de Yiwu, toutes dans la province de Zhejiang.

L'objet de cette partie du travail sera de mettre en relief la place des communautés africaines (sénégalaise) dans la construction des relations sino-africaines, leurs expériences, leur vécu quotidien, la structuration des professions, leurs logiques et réseaux. Sans occulter la place perdue par Dubaï dans le commerce triangulaire comme hub principal des produits made in China. Ce chapitre va donc s'intéresser à cette autre partie des relations sino-africaines qui concerne ces Africains en Chine qui au-delà du personnel des ambassades accréditées à Beijing, des étudiants boursiers dans les universités chinoises, concentre une forte communauté de commerçants localisés dans trois importants sites en Chine. Ces négociants et commerçants d'origine africaine ont des trajectoires migratoires différentes, des projets courts avec comme objectif principal acheter et retourner vendre, tandis que d'autres sont installés en Chine depuis la fin de leurs études et deviennent des sortes de représentants ou démarcheurs à ceux qui ne viennent plus en Chine et qui préfèrent commander à distance ou vendre leurs services aux nouveaux arrivants adeptes du « body language »,³²¹ car ne comprenant pas la langue chinoise.

Le profil de ces acteurs reflète ainsi la présence d'un groupe d'acteurs qui fait la navette entre le continent africain et la Chine pour trouver de nouvelles opportunités commerciales et retourner placer leurs marchandises dans les marchés sénégalais comme « HLM, Sandaga, Touba ». D'autres ont fait de la Chine leur unique espace d'intervention en jouant au rôle d'intermédiaire ou de négociant. D'autres, ayant compris ont mis en place une relation forte avec leurs partenaires chinois et partent de moins en moins en Chine à cause de

³²⁰ Fukusaku Kichiro, « La Chine présente », *L'Observateur de l'OCDE*, N° 189, Aout/Septembre 1994, p 33.

³²¹ C'est un langage du corps utilisé par les acteurs économiques aussi bien africains que chinois pour négocier en pianotant sur une machine à calculer.

la cherté des coûts du billet d'avion et des frais de subsistance, ils utilisent les technologies de la communication pour faire passer leurs commandes.

VI.2. DUBAÏ : LA VILLE AMBASSADRICE DU MADE IN CHINA

C'est à Dubaï où les acteurs économiques africains venaient passer des commandes pour se ravitailler en produits « made in China », grâce à sa foire internationale. Les revendeurs chinois installés en très grand nombre dans la capitale dubaiote venaient à la rencontre des acteurs économiques africains pour revendre des produits venant de la Chine. Dubaï a été et demeure encore un pont économique sur les routes de la soie. Nombreux sont les Africains qui s'approvisionnaient à Dubaï pour sa proximité et la compétitivité de ses produits obtenus à très bon prix. Fauteuils, ordinateurs, bureaux, matériels électroménagers, téléphones tous ces produits sont importés de la Chine vers la capitale économique des Émirats arabes unis pour être réexportés vers les pays africains. En 2010 les échanges commerciaux entre l'Afrique et Dubaï étaient estimés à 10 milliards de dollars US³²². C'est pourquoi Dubaï reste une zone incontournable dans la trajectoire économique des commerçants sénégalais avant que Guangzhou et Yiwu ne viennent s'inscrire dans la géographie commerciale de ces acteurs.

Véritable place financière internationale, Dubaï s'est positionné au carrefour du commerce mondial en instaurant des politiques de facilitations très motivantes avec à la clé la participation de la principale compagnie d'aviation de l'Émiratie (Emirates Airlines), qui proposent un package billet d'avion et visa à des coûts intéressants pour les hommes d'affaires sur des vols toujours réguliers. L'instauration de zones franches entre Dubaï et certains pays africains a permis de faciliter les importations avec peu ou sans taxes. Grâce à sa proximité, ses zones de libre-échange, sont appelées zones franches commerciales. Ces sites sont bien délimités, exonérés de droits. Ils offrent des installations d'entreposage, de stockage, de distribution pour les opérations commerciales, de transbordement et de réexportation³²³. Les opérateurs économiques sénégalais avaient réussi à ancrer la capitale dubaiote dans l'imaginaire collectif des consommateurs et revendeurs des marchés de Dakar et de l'intérieur du pays, au point que Dubaï était devenu incontournable dans la carte des villes commerçantes du monde, qu'il fallait visiter. Aujourd'hui, cette ville semble avoir perdu de son importance dans la géopolitique commerciale des capitales asiatiques. Dès lors que les

³²²<http://www.slateafrique.com/94311/economie-dubai-a-la-cote-aupres-des-africains>,

³²³<http://bamada.net/corridor-bamako-dubai-entre-paralysie-et-interruption>,

acteurs économiques sénégalais et africains redéfinissent la géographie de leur migration commerciale en fonction des opportunités et des avantages comparatifs, et de la nouvelle démarche chinoise de réorienter sa politique de production et de commercialisation, c'est ce qu'étaye bien dans ses propos ce trader sénégalais installé depuis plusieurs années à Yiwu et à Guangzhou :

« Les commerçants sénégalais s'approvisionnaient à Dubaï et Hong Kong chez Macos et Prosimex. Ces distributeurs faisaient leur commande en Chine, et y mettaient leur logo et vendaient après aux commerçants sénégalais. La Chine a opté à un changement de paradigme pour inscrire le volet tourisme dans le schéma afin que les commerçants viennent maintenant s'approvisionner directement en Chine, où ils seront obligés de faire des réservations à l'hôtel, payer des taxis, manger sur place et laisser cet argent en chine. C'est ça le tourisme. Cela a impacté négativement sur les villes comme Dubaï aujourd'hui où se ravitaillaient les Africains. »³²⁴

Ce statut de ville commerçante du monde, incontournable dans le circuit des commerçants africains, a commencé à être assuré par les villes chinoises de Guangzhou et de Yiwu. Ainsi, en voulant mettre un terme à un certain nombre d'intermédiaires et dans l'optique de remonter à la source de la production des marchandises, Dubaï va perdre du terrain au profit des villes chinoises, dont certaines comme Hong Kong qui ne sont pas inconnues des premiers commerçants sénégalais de la grande école de « Sandaga ». Toutefois, la capitale thaïlandaise Bangkok, sans être très populaire au regard des publications et discussions concernant la mobilité des commerçants africains, fait partie des parcours migratoires et commerciaux des Sénégalais. En effet, cette recherche a révélé que les Sénégalais qui ont le plus d'ancienneté dans la ville de Guangzhou, ont vécu d'abord en Thaïlande avant de migrer vers la Chine.

En effet, Bangkok a servi de comptoirs aux commerçants africains de toute sorte allant des trafiquants de pierres semi-précieuses (Bredeloup, 2007)³²⁵ aux importateurs de produits textiles et autres produits manufacturés. Profitant ainsi des avantages comparatifs que l'économie thaïlandaise leur fournissait en terme de disponibilité de petites et moyennes entreprises capables de reproduire les modèles qui leur étaient présentés, d'une main-d'œuvre à bon marché, ainsi que les facilités d'entrée sur le territoire par un régime de visa non contraignant. La capitale thaïlandaise fait partie de la géographie du négoce transcontinental entre les villes africaines et les capitales asiatiques, nonobstant le fait qu'elle soit en perte de

³²⁴Entretien Somboul Sylla mars 2014.

³²⁵Sylvie Bredeloup, *La Diams'pora du fleuve Sénégal*, IRD 2007.

vitesse avec l'affirmation de Guangzhou comme ville offrant de meilleures opportunités d'affaires en terme de bas tarifs. C'est à partir de ce moment qu'on va noter un redéploiement des opérateurs économiques africains des villes comme Hong Kong, Jakarta et Bangkok vers la province du Canton.

“Dans mon cas, j'étais en Thaïlande où j'y ai vécu pendant quatre ans et j'ai noté le mouvement vers la Chine particulièrement à partir de Hong Kong. Étant donné que les commerçants sénégalais qui venaient à Thaïlande, je les aidais à déposer leur demande de visa pour Hong Kong et la Chine continentale. Chaque soir les commerçants venaient me rendre visite pour que je leur trouve des visas pour la Chine et Hong Kong. Comme c'est la même ambassade qui délivrait les deux visas. Ainsi, avec la forte demande des commerçants, j'ai senti qu'il y'avait quelque chose qui s'y passait et je décidai de m'y rendre. C'est surtout lors de ma première visite à la foire de Canton³²⁶ et en comparant les prix, j'ai vu qu'il y avait une différence de moitié. J'ai fait venir mon portefeuille de clientèle ici en encourageant mes clients à venir s'installer ici.”³²⁷

Hong-Kong va servir de porte d'entrée vers la Chine continentale pour les commerçants africains en général, les Sénégalais, en particulier ont transité pour finir par s'installer définitivement en Chine continentale. Hong-Kong est la plaque tournante des opérations financières pour accéder au marché chinois. C'est de là-bas que lesdites sociétés sont montées financièrement avant leur matérialisation sur le continent. De plus, elle est une ville ouverte sur le monde avec des infrastructures commerciales de pointe, particulièrement son port qui réexpédie une quantité importante des productions des entreprises de Shenzhen en direction des autres villes du monde.

VI.3. HONG-KONG : LA PIONNIÈRE

Hong-Kong n'est pas inconnue des entrepreneurs ou commerçants sénégalais, c'est sur cette île sous l'autorité britannique, que la fameuse école de « Sandaga » a bâti en partie sa fortune. Dame Ndiaye³²⁸, Bara Mboup, Aida Ndiaye Bada Lo, pour les plus connus, ont pour la plupart sillonné l'île la plus prospère de Chine. Ils furent ainsi les premiers Hommes

³²⁶La Foire de Canton est la Mecque des commerçants, elle a lieu tous les ans aux mois d'avril et d'octobre.

³²⁷Entretien Moustapha à Guangzhou, décembre 2014.

³²⁸ Cf enquêtes sociologiques Malick Ndiaye « *L'Éthique Ceddo et la société d'accaparement : les Moodou Moodou tome2* » PUD, 1996.

d'affaires sénégalais à traverser le continent asiatique pour importer des marchandises chinoises.

Le premier Africain à s'installer à Hong Kong serait un Malien en 1979, il négociait l'or et les pierres précieuses avant de s'essayer, quelques années plus tard, à l'import-export (Bredeloup&Bertencello, 2007). Hong-Kong fut une colonie britannique, faut-il le rappeler avant sa rétrocession définitive à la Chine continentale en 1997 ; ce qui favorisait sa grande ouverture vers le monde et les hommes d'affaires venant de différentes parties du monde. *“Au tout debout, nous nous rendions comme tous les grands commerçants sénégalais à Hong Kong, qui était le pôle principal du commerce, les commerçants se rendaient là-bas pour s'approvisionner en marchandises. Mais les entreprises étaient présentes en Chine, il n'y avait que les représentations commerciales (compagnies) à Hong Kong. Quand on s'est aperçu que les prix des produits étaient moins chers sur le continent, que nous avons décidé de nous ravitailler directement. La raison pour laquelle il y a plus d'immigrés africains dans cette ville c'est lié au fait que c'est une ville de business.³²⁹”*

Hong-Kong c'est le royaume des marchands pour reprendre (Le Corre,1997)³³⁰, les opérateurs économiques semblent tous s'être donnés rendez-vous sur cette grande avenue qu'est le Nathan Road avec ses boutiques de luxe dans le quartier de Tsim Sha Tsui. Avec comme point principal de ralliement des communautés africaines et asiatiques les Chumkings Mansions, transformés par ses résidents en 90 guesthouses, 380 boutiques commerciales sur 17 niveaux autour d'une surface de 100 m² où se retrouvent en moyenne entre 4000 à 5000 individus (Mathews, 2011) au point que l'on considère qu'il n'y a pas au monde une place commerciale avec autant d'interactions globales.

³²⁹Entretien Moustapha Dieng à Guangzhou, 11 décembre 2014.

³³⁰Phillipe Le Corre, Après Hong-Kong Chinois et cosmopolitisme : un pays, deux systèmes ? Paris, Autrement 1997.



Vue aérienne de la Chungking Mansions. couleurs de toit ajoutées: A-rouge, vert B-, C-violet, D-bleu, E-jaune. Nathan Road est sur le côté droit

Alors que les Chungking Mansions étaient destinés pour un usage résidentiel; c'est en 1961 qu'ils ont été terminés, occupés en majorité par des résidents de nationalité chinoise, les bâtiments comprennent aujourd'hui une grande variété d'établissements commerciaux. C'est devenu un lieu de commerce et de résidence pour des centaines d'individus qui ont décidé d'établir leur quartier dans cette partie de la ville, qui n'a pas une bonne réputation au niveau des médias locaux avec l'espoir de bâtir une fortune en partant d'un budget de départ très faible. Les Chungking Mansions sont qualifiés tour à tour « d'immenses taudis délabrés accueillant tous les exclus de la planète », de « repères d'immigrants illégaux, de prostituées du sous-continent indien », de lieu rassemblant des « commerçants louches, des ateliers de confection discrets et des bijouteries vides (mais quand même utilisées) », de « repères de trafiquants de drogues et de criminels » (Bredeloup&Bertencello, 2007).

Offrant l'un des plus bas prix pour les logements dans Hong Kong, les Mansions réunissent sur plusieurs niveaux des agences de voyages, des ateliers de couture, des restaurants de plusieurs pays, des bureaux de change, des bureaux d'import et d'export, des vendeurs de pierres précieuses, etc. constituant ainsi une véritable « tour de Babel africaine » (Bodomo, 2005). Les Mansions de Hong Kong ressemblent plus à un « ghetto » de la mondialisation économique donnant ainsi une vision macroscopique de la théorie du système-monde avec des Africains venant de l'extrême périphérie pour se rendre dans la zone semi-

périphérique (Chine) pour acheter des marchandises copiées du Centre (Japon, l'Occident) (Mathews, 2012³³¹).

Avec une clientèle en majorité de ressortissants africains, il y a une communauté commerçante très diversifiée venant principalement d'Asie (arabes, bengalis, pakistanais, indiens, etc.), mais aussi d'Africains. Hong Kong a ouvert les portes de l'Asie à la grande majorité des commerçants sénégalais qui importaient des produits asiatiques dans les années 1980 et 1990 comme le souligne le doyen Dame Ndiaye³³² dans les enquêtes sociologiques disponibles dans les travaux scientifiques des chercheurs sénégalais (Ndiaye, 1996). Les avantages comparatifs ont été déterminants à l'implantation des premiers groupes de commerçants africains à Hong Kong avec les facilités d'obtention du visa, le facteur linguistique (l'anglais), la présence de produits d'assez bonne qualité et de faible coût, qui ont attiré ces acteurs économiques. Malgré, le coût de la vie ainsi que les facteurs d'attrait notés, les prix des marchandises étaient trop élevés par rapport à la Chine continentale ; c'est à partir de ce moment que l'ancienne colonie britannique allait être délaissée au profit de Canton (Ditguen, 2010)³³³.

Canton va supplanter Hong Kong, après que cette dernière ait été frappée par la crise asiatique et la volonté de ces autorités de se positionner sur les marchés à haute valeur ajoutée, aussi par le nombre important des produits disponibles, de la proximité avec les appareils de production de Shenzhen et l'intensité des activités commerciales, devenant donc un centre de passage de petits commerçants sans grande envergure financière. Toutefois, ne soyons pas tentés d'enterrer très vite Hong-Kong des parcours migratoires et commerciaux des commerçants africains, car l'île demeure une plaque tournante financière du négoce transnational et dont les Chumkings Mansions menaçaient de destruction imminente, continuent de symboliser cette globalisation par le bas qui fait de Hong-Kong un nœud du monde en développement.

³³¹Gordon Mathews, *Ghetto at the Center of the World: Chungking Mansions, Hong Kong*. Hong Kong University Press 2011, 241 p.

³³²Dame Ndiaye a été le Président du très puissant syndicat des commerçants et industriels sénégalais (UNACOIS) de

³³³Romain Dittgen, *L'Afrique en Chine : l'autre face des relations sino-africaines ?* *China Institute*, Economie, décembre 2010.

VI.4. GUANGZHOU :LA « VILLE AFRICAINE »

Guangzhou, cette ville logée au Sud de la Chine, plus précisément dans le Delta de la rivière des Perles, est la plus populaire et la plus visitée par les hommes d'affaires africains. Son développement est à mettre en corrélation avec plusieurs facteurs : parmi lesquels on peut citer la popularité de la Foire bi-annuelle de Canton, qui attire des milliers d'exposants et d'hommes d'affaires de nationalité différente. Une géographie qui la place au carrefour des routes maritimes commerciales, sa proximité avec la zone économique spéciale de Shenzhen, nouveau pôle de développement conçu pour concurrencer Hong-Kong. Une histoire particulière, pour avoir servi de zone de pénétration aux puissances étrangères durant les Traités inégaux consécutifs aux deux Guerres de l'opium. Autant de facteurs qui font que Guangzhou soit devenue aujourd'hui la quinzième économie mondiale en termes de P.I.B par tête d'habitants (13.000 dollars US). Elle forme, avec les villes de Shenzhen, Dongguan (grande cité de la prostitution)³³⁴, Foshan, Zhongshan et Jiangmen, la grande mégalopole du Delta de la Rivière des Perles.



Une vue de la ville de Guangzhou avec deux grandes autoroutes traversant xiaobeilu et la ligne de chemin de fer en bas.

Le bouillonnement de cette ville, sa centralité dans les relations internationales de manière globale et sino-africaines pour ce qui nous intéresse, et ses prolongements ne peuvent pas être développés de manière exhaustive dans le cadre d'un chapitre d'une thèse. La

³³⁴La ville de Dongguan a connu l'essor d'une vaste économie de la prostitution avec des revenus très importants impliquant de hauts dirigeants locaux, ainsi qu'un vaste réseau de prostituées internationales (United nations) venant de tous les continents. Malgré les opérations coup de poing, du fait que la prostitution est une pratique interdite en Chine, elle demeure toujours pratiquée dans les clubs de massage et hotels. Cette économie est évaluée à 10 milliards de dollars US.

richesse des interactions ethniques, la construction et la représentation de l'autre, le vécu quotidien des Africains, la transformation de la ville ou son « africanisation », la dualité qui existe entre la migration interne et externe, la particularité de la ville par rapport aux autres villes commerciales d'Asie, les problèmes des commerçants africains, la vie des associations, la question raciale, autant de points qu'une telle étude ne pourrait épuiser.

La présence africaine à Guangzhou fait l'objet d'une publication de plus en plus abondante, de la part des médias occidentaux pour la plupart, mais aussi des chercheurs et universitaires qui cherchent à mesurer le développement de la diaspora africaine dans la province du Canton. Allant même jusqu'à redéfinir les dynamiques des recherches sur l'Afrique et la Chine (Monson J, Rupp S, 2013), Guangzhou est devenue la porte d'entrée des activités africaines en Chine du fait de son statut d'atelier du monde (Bertoncello, B, Bredeloup, B, 2007 ; Bodomo, 2007 ; Le Bail, 2009³³⁵) du développement d'une nouvelle migration Sud-Sud (Cissé, 2014)³³⁶, de l'évolution des communautés africaines de cette ville (Gaborit, 2007). Une présence décrite selon les termes de « comptoirs » africains (Bredeloup S, Bertoncello B, 2007), « Chocolate City » (Castillo R, 2014 ³³⁷; Li Z, Lyons M, Brown A, 2012 ; Pan Ching lin, 2013³³⁸), « Ethnic Enclave » (Li Z, et al, 2008 ; Li Z, Ma LJ, Xue D, 2009) « Africa Town » (Han H, 2013)³³⁹ « Little Africa ».

Pour les médias chinois et pour une certaine opinion chinoise, les Africains à Guangzhou sont liées à des termes comme « sale of drug³⁴⁰ », « crimes », « conflitions », « chercheurs d'or ». Au point que dans la conscience collective chinoise, les Africains constituent un même peuple, une même identité, une patrie peuplée d'individus de

³³⁵Le Bail, Hélène. 2009. « Foreign Migration to China's City-Markets : The Case of African Merchants. » *Asie Visions* 19. L'Institut Français des Relations Internationales (Ifri), Paris.

³³⁶Cissé, Daouda. 2014 « South South Migration and Trade : Africans Traders in China. » Centre for Chinese Studies at Stellenbosch University.

³³⁷Castillo, Robert. 2014. « Feeling at Home in the « chocolate City » : an Exploration of Place-making Practices and Structures of Belonging Amongst Africans in Guangzhou. *Inter-asia Cultural Studies*, 2014, 15(2) :235-257.

³³⁸Li Z, Lyons M, Brown A. *Chinas Chocolate City : an Ethnic Enclave in a Changing Landscape* (J). *African Diaspora*, 2012, 5(1) : 51-72.

³³⁹Han, Huamei. *Individual Grassroots Multilingualism in Africa Town in Guangzhou: the roles of States in Globalization* (J). *International Multilingual Research Journal*, 2013, 7(1):83-97.

³⁴⁰Il m'a été donné de constater qu'à chaque fois où je me rendais à un club, de rencontrer des individus particulièrement des occidentaux, me demandant si j'avais de la drogue à vendre, pensant que je suis le seul à être concerné par ce problème, mes amis me rassurèrent qu'eux aussi sont confrontés au même problème. Une sorte d'étiquetage du noir comme vendeur de drogue en Chine.

race noire. L'Afrique est plus un pays qu'un continent chez beaucoup de Chinois, qui peinent à faire la distinction et désignent tous les individus de race noire comme originaires de « Feizhou³⁴¹ », « Feizhou ren », « heiren³⁴² ». De fait que tout crime ou acte délictuel commis par un noir est commis par un Africain, sans distinction de sa nationalité, de sa religion, de sa culture, bref de tout ce qui fait ressortir sa singularité. L'Afrique est donc objectivée aux yeux de cette population en majorité de migrants³⁴³ à des termes comme guerre, pauvreté et maladies.

Malgré cela, il y'a lieu de reconnaître que ces Africains représentent une force économique majeure dans la ville de par leur dynamisme dans les relations sino-africaines. En effet, ils ne sont pas étrangers à l'augmentation des échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine, qui sont passés de 10,5 milliards de dollars en 2000 à 220 milliards de dollars US en 2014. Parler des Africains à Guangzhou est un exercice peu aisé, tant et si bien que le concept d'Africain est un concept-horizon, voir générique dans lequel on peut retrouver un éventail très large de populations venant de toutes les nations africaines, avec des trajectoires migratoires aussi diverses que variées. Leur arrivée dans cette ville répond à des causes multiples, allant de la crise asiatique de 1997, qui a vu un redéploiement important des traders africains dans cette ville, aux nouveaux développements dans les relations internationales marquées par une présence active de la Chine en Afrique. Sans oublier le forum sino-africain, qui vient renforcer les relations entre les deux parties, facilitant l'octroi de visas aux populations africaines, venues découvrir ce nouvel eldorado économique en Asie.

Faudrait-il isoler les Sénégalais de ce vaste ensemble pour trouver des éléments particuliers de leur présence dans la ville vis-à-vis des autres peuples ? Cette lecture va-t-elle permettre de prendre en compte certaines dynamiques qui transcendent la seule communauté sénégalaise pour s'imposer à toutes les autres communautés ? C'est pourquoi nous allons faire des va-et-vient incessants entre les deux termes (Sénégalais et Africain) du fait de l'encastrement du fait social sénégalais dans le terme générique africain. Ainsi, à travers ce

³⁴¹Feizhou : signifie le continent africain en mandarin. La traduction littérale signifie « not a continent ». « Ni shi Feizhou la guojia ma ? Me demanda un vieux chinois dans un centre commercial (Chaoshifa) de mon université. Est-ce que je viens du pays d'Afrique ?

³⁴²heiren : individu de race noire en mandarin

³⁴³ La province de Canton accueille entre 5 à 7 millions de migrants venant des régions pauvres de la Chine. Ce qui fait qu'il y'a dans cette province industrielle et commerciale un choc entre la migration interne et internationale.

qui suit nous allons parler de la composition de cette population africaine aux statistiques les plus invraisemblables, de sa présence transitoire sorte de mobilité transnationale avec des trajectoires migratoires multiples, selon le statut « professionnel ». Les acteurs économiques sont composés ici des traders régulièrement installés dans la ville depuis une dizaine d'années, les intermédiaires ou « middlemen » ayant des visas d'un à six mois avec multiple entrée, les « étudiants-businessmen » ou « businessmen-étudiants ». Au sein de ces trois groupes d'acteurs, il y'a des sous-groupes comme ces visiteurs temporaires qui viennent une fois ou deux dans l'année et les « newly arrived » nouveaux arrivants en quête d'opportunités d'affaires en Chine pour faire de l'argent avec un visa de 4 à 6 semaines. Dans ce dernier sous-groupe, on retrouve un nombre important de jeunes gambiens, qui finissent pour la plupart dans les prisons chinoises pour séjour illégal « overstayers ».

A. La population africaine à Guangzhou

Les Africains vivant à Guangzhou sont originaires de plusieurs pays, exerçant des activités économiques aussi diverses que variées et provenant d'origine sociale différente. Leur nombre réel n'a jamais pu être établi avec précision dans le passé, laissant libre cours aux commentaires les plus invraisemblables, jusqu'au moment où les autorités de Guangzhou décidèrent de publier les statistiques réelles sur la présence africaine, après le déclenchement de l'épidémie Ebola, dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest, qui a occasionné une vague d'inquiétudes auprès des populations chinoises. Ce recensement confirme la présence de 16.000 Africains résidant dans la ville de Guangzhou (Zhuang, 2014)³⁴⁴, contrairement aux rumeurs qui les faisaient passer pour une population d'un demi-million³⁴⁵.

Les recherches de l'Université de Sun Yat Sen de Guangzhou faites en 2008, et basées sur les fiches des hôtels, ainsi que sur les statistiques du Bureau des Entrées et Sorties, confirmèrent la présence de 20.000 Africains dans la ville avec un rythme d'augmentation moyenne de 30 à 40% par an. Ces résultats ont servi de données pour les médias aussi bien chinois qu'occidentaux, et mieux encore ils ont été repris dans certaines publications académiques aussi. Leur technique de recensement a été contestée dans la mesure où elle n'a guère pris en compte les résidents permanents, ayant des visas de long séjour et logeant dans

³⁴⁴Zhuang Pinghui for South China Morning Post, [http : // africansinchina.net /2014/11/01/news-guangzhou-clarifies-size-of-african-community-amid-fears-over-ebola-virus/](http://africansinchina.net/2014/11/01/news-guangzhou-clarifies-size-of-african-community-amid-fears-over-ebola-virus/)

³⁴⁵Dans le dernier recensement fait en 2011, le nombre des étrangers résidant en Chine était de 600.000 individus dont les trois quarts étaient originaires de Corée, du Japon, du Myanmar, du Viet-Nam, des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, du Canada, de l'Inde, de l'Australie

des appartements, occultant aussi la catégorie de résidents temporels qui vivent dans les appartements où ils existent des guest-houses³⁴⁶, les étudiants inscrits dans les Universités et enfin les Africains qui vivent avec leur conjoint chinoise. Un des premiers chercheurs africains a cherché à établir un recensement exact de la population africaine, vivant dans la ville fut Adams Bodo, dans ses travaux sur les Africains en Chine³⁴⁷.

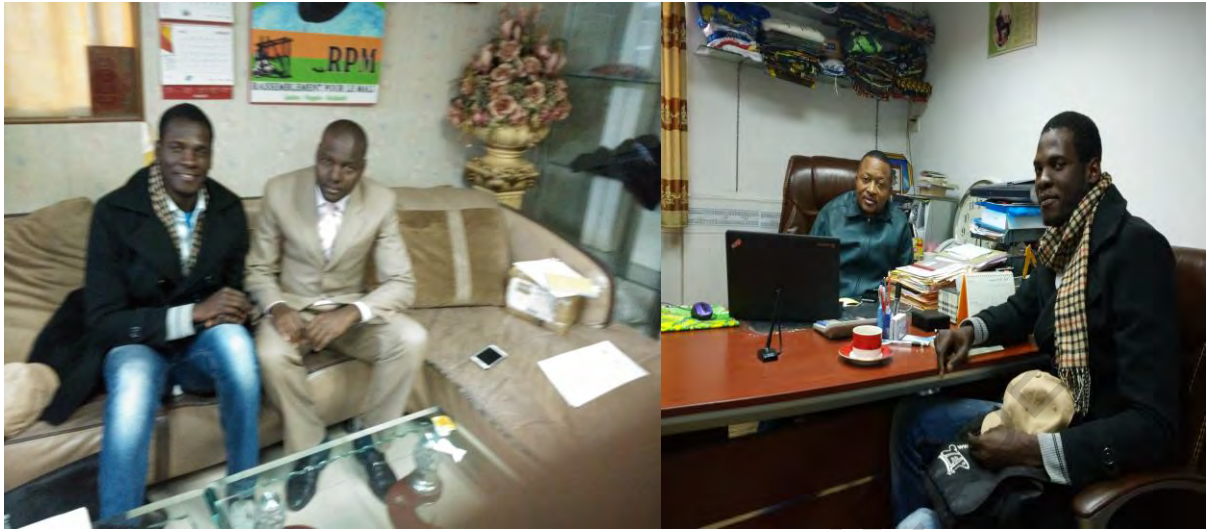
Les statistiques de Bodo sur le nombre d'Africains présents dans la ville sont plus importantes que celles de l'Université de Sun Yat Sen et de la municipalité de la ville. Les estimations de la population africaine vivant à Guangzhou, du linguiste ghanéen Bodo, sont basées seulement sur une évaluation personnelle de ses multiples visites de terrains dans les rues, au cours de ses recherches empiriques dans la ville. La forte visibilité des Africains a semblé induire en erreur Bodo, pour qui cette population peut être estimée à 100.000 résidents dans la ville. Alors que des enquêtes sérieuses auprès des « associations » africaines lui auraient permis d'éviter une certaine extrapolation, du nombre exact d'Africains résidant dans la ville. Étant donné que les associations gardent des liens très forts avec les ressortissants de leur pays, avec des fiches de cotisations des membres ; elles sont les plus aptes à évaluer leur nombre de résidents permanents et non permanents.

En effet, nos enquêtes de terrain auprès des associations nous permettent de dire sur la base des chiffres fournis par les présidents des dites associations que les Guinéens sont entre 800 à 900 résidents dans la ville selon leur président Sultan Barry, les Maliens 600 à 800 ; selon le secrétaire général de l'association Bathily-un chiffre qui se rapproche des 650 Maliens enregistrés lors du vote pour l'élection présidentielle au Mali en 2013. Les Nigeriens représentent 2500 à 3000 sur la base des chiffres fournis par leur président. La communauté sénégalaise, qui fait partie avec d'autres communautés comme étant les moins représentées dans la ville, enregistre entre 150 à 200 résidents permanents selon Moustapha Dieng, avec des résidents non permanents faisant la navette entre le Sénégal et la Chine. Un des grands problèmes du recensement des Africains résidant à Guangzhou est celui des résidents non permanents qui vont et viennent sans résider dans la ville de manière régulière et qui sont

³⁴⁶Les guesthouses ou chambres d'hôtes servent à l'hébergement des visiteurs de court-sejour pour une nuitée de 50 yuans par lit. Un appartement pouvait accueillir 5 à 8 personnes selon la période. Aujourd'hui, ils ont commencé à disparaître de Guangzhou avec la dureté de la législation policière.

³⁴⁷Bodo Adams, *African in China: A Sociocultural Study and its implications for Africa-China Relations*, Cambria Press, 300p, 2012

enregistrés dans le panier des résidents permanents. Ce qui modifie et donne des résultats non-exacts et repris par les médias et chercheurs.



En entretien avec les présidents des communautés malienne et congolaise à Guangzhou.

Selon nos propres estimations, les calculs qui sont les plus à même de pouvoir donner un nombre se rapprochant de la réalité sont ceux faits par Castillo (Castillo, 2014³⁴⁸). Selon lui, le nombre d'Africains résidant à Guangzhou tourne au tour de 10.000 individus ; soit en situation de légalité pour la grande majorité et d'illégalité pour une minorité qui a pour devise « success or nothing »³⁴⁹ dont le visa a expiré depuis très longtemps. Ceux qui sont venus avec des visas de court séjour pour un mois et retourner après dans leur pays ne doivent pas être comptabilisés comme résidents permanents, car ils viennent en moyenne 3 à 4 fois par année pour faire des commandes ou acheter des produits et retourner dans leur pays d'origine.

Une évaluation exacte du nombre d'Africains résidents dans la ville mériterait plus de rigueur dans la démarche méthodologique afin de dire qui est vraiment un Africain vivant à Guangzhou. Entre ceux qui détiennent leur permis de résidence et leur « working permit », les étudiants, les commerçants détenteurs de visas d'affaires ou de tourisme pour une durée d'un à douze mois avec entrée multiple ou une entrée unique, sans oublier les résidents irréguliers dont la durée légale de séjour a expiré et qui sont soit entre les mains de la police ou dans la ville à fuir la police des étrangers. Le caractère multiethnique de la population africaine à

³⁴⁸Castillo, R, <http://africansinchina.net/how-many-africans-are-there-in-guangzhou/14/10/15>

³⁴⁹C'est une devise propre à la communauté nigériane de Guangzhou, certains disent qu'ils sont venus en mission pour réussir ou rentrer et il n'est pas question même de montrer son passeport aux policiers. Le groupe des Ibo est celui qui revendique le plus ce cri de guerre.

Guangzhou fait que les principales langues d'usage entre les différentes communautés sont l'anglais, le chinois et le français, au-delà des langues africaines. Il n'est pas rare d'entendre retentir le long des couloirs et boutiques des dialectes africains tels que le wolof, le haoussa, le swahili, l'igbo, le bambara, le lingala, , certifiant de la diversité de la communauté africaine à Canton.

Ces populations africaines sont devenues importantes dans la province du Guangdong, à partir des années 2000, après la crise asiatique de 1997, qui a vu l'effondrement économique et financier de la Thaïlande, et sa propagation à toute la région en touchant les nouveaux pays industrialisés « dragons » et « tigres » tel un effet domino. Sauf la Chine a été assez peu touchée par la crise, du fait de la dévaluation de sa monnaie en 1994. Cette crise asiatique est un des facteurs explicatifs du mouvement migratoire des opérateurs économiques africains des nouveaux pays industrialisés secoués par cette crise vers le plus grand pays en développement moins touché et offrant des prix intéressants. A l'instar des autres communautés africaines, les Sénégalais vivant à Guangzhou sont composés en majorité d'hommes, avec un faible pourcentage de femmes. Ces dernières travaillent comme restauratrices dans la ville avec des activités connexes (commerce des tissus, salons de coiffure, commerce des fantaisies et colliers, sacs pour femmes, etc.).

B. La population sénégalaise de Guangzhou

B.1. « Traders »

La composition socio-professionnelle de la communauté ressemble à quelques exceptions près à celles des autres communautés africaines. Il y a au sommet de la pyramide le groupe des « traders », ceux qui sont désignés ici comme étant des « laoban »³⁵⁰ ayant un capital économique beaucoup plus important, qui leur permet d'ouvrir un bureau, c'est-à-dire un « trading company ». Ces « trading company » sont domiciliés pour la plupart à Hong-Kong avec Guangzhou comme succursale pour bénéficier des facilités bancaires et fiscales qu'offre Hong-Kong en termes d'investissements. Le trading company allie à la fois, le « sourcing », le « shipping », afin d'être présents sur les différents maillons de la chaîne au service de leur clientèle. Le « sourcing » est le procédé par lequel le « trading company » négocie des commandes d'articles, auprès des fournisseurs, en contrepartie d'une commission auprès du client ou/et de l'entreprise. Étant donné que les clients commencent à affluer de plus en plus et connaissent mieux les marchés après leur première visite, ils font maintenant

³⁵⁰ «Laoban » : signifie le patron ou le boss en mandarin.

leur propre « sourcing » et confie la partie « shipping »; c'est-à-dire le fret de la marchandise au « trading company », qui dispose d'un warehouse (entrepôt) afin de réceptionner la marchandise et de la mettre dans un conteneur pour être acheminé à destination. Ces bureaux ont aussi leur propre showroom avec des marchandises qui y sont exposées pour les besoins des clients. C'est ainsi que l'on peut trouver des échantillons de certains articles (tissus, sacs, des couches pour bébé, carreaux, de la quincaillerie, etc.).

Les « trading company » ont la possibilité d'envoyer des lettres d'invitation pour leurs clients afin de leur permettre de déposer une demande de visa d'entrée en Chine. Ainsi, arriver en Chine, les clients font le change de devises au niveau de ces bureaux, chez les Hui, visibles avec leur sacoche dans laquelle se superposent des milliers de billets de 100 yuans. Ce groupe minoritaire de confession musulmane, originaire de la région du Xinjiang, garde le monopole du change des devises dans ce secteur non-formel. « Le résident trader » peut exercer à la fois le travail de trading et de « middleman » pour ses clients restés au pays.



Un hui avec la sacoche et à côté une machine pour calculer les billets.

Ces « traders » vivent assez souvent avec leur famille, certains font venir leur femme et enfants dans le cadre du regroupement familial. C'est ainsi que l'on note de plus en plus la présence d'une population féminine dans la ville. Elles exercent le métier de restauratrice pour la plupart, et pour d'autres propriétaires de salons de coiffure. Ces activités sont exercées dans une certaine clandestinité par ces femmes, du fait de la coercivité de la législation commerciale pour ces activités. C'est ainsi que les appartements servent de lieu de préparation de ces repas, qui sont livrés par des jeunes, le plus souvent de nationalité gambienne, aux clients dans leur appartement, hôtel, ou bureau. À Guangzhou, il n'y a pas de dépaysement culinaire : le mafé, le thiebb djeune, le yassa sont servis à volonté par ces restauratrices, pour ceux qui ne peuvent s'accommoder de la cuisine chinoise, à moins d'aller

dans un de ces nombreux restaurants arabes de la ville. Ces Arabes exercent un quasi-monopole dans le domaine de la restauration étrangère à Guangzhou ainsi qu'à Yiwu aussi, l'ancienneté de leur présence ainsi que leur pouvoir économique y sont pour quelque chose sans oublier aussi leur amour pour ce métier.

Les traders ont sillonné pour la plupart toutes les villes de l'Asie du Sud-Est, en se déplaçant selon les opportunités disponibles en termes d'avantages comparatifs. Une moyenne d'âge de 40 à 60 ans, les «traders» occupent de hautes responsabilités au sein de leur association nationale. Ils sont désignés assez souvent «Président» de leur communauté ou responsables des dahiras³⁵¹ à Guangzhou, en relation directe avec les autorités consulaires de leur pays d'origine, dans l'organisation et l'accueil des autorités gouvernementales et diplomatiques. Nonobstant, la non-reconnaissance des «Associations» par les autorités chinoises, ce sont eux qui sont saisis en cas de conflits, d'emprisonnements, pour intervenir au sein de leur communauté afin de régler certains problèmes (cf voir la crise Ebola).



Photo prise dans le bureau du président de l'association des Sénégalais de Guangzhou, Moustapha Dieng

³⁵¹Au sein de la communauté sénégalaise, c'est Grand Mbaye un des traders ayant déjà capitalisé plusieurs années d'expériences dans les capitales asiatiques qui préside le dahira de la communauté mouride de Guangzhou.



Moustapha Dieng : Trader et président de l'association des Sénégalais de Guangzhou.



Celebration du Magal de Touba 2014 a Guangzhou

Moustapha Dieng: Président de la communauté sénégalaise de Guangzhou

Actuel président de la communauté sénégalaise de Guangzhou, Moustapha est un ancien de l'armée de l'air sénégalaise qui a quitté le Sénégal avec pour projet de devenir pilote de ligne internationale en Australie. Son « avion » atterrira finalement à Canton, avec un équipage composé d'employés chinois et sénégalais au nombre d'une douzaine représentant aujourd'hui la compagnie Teranga Trading Co., LTD de Moustapha. *« Dans mon cas, j'étais en Thaïlande et j'ai noté le mouvement vers la Chine particulièrement à Hong Kong en premier. Étant donné que je venais en aide aux commerçants non instruits dans l'établissement de leur demande de visa pour Hong Kong et la Chine continentale, j'en ai profité pour venir lors de la Foire de Canton en 2003, pour installer mon business à Guangzhou en y faisant venir aussi mon portefeuille de clientèle »*

Après une escale de quatre ans à Bangkok, où il avait installé son bureau commercial. C'est à YiDong Building, qu'il a établi ses quartiers au cœur des tours commerciales qui ont essaimé

dans la ville, à Xiaobeilu. D'un naturel placide, la voix basse et le débit mesuré pour ne pas dire lent, cachant ainsi les traits d'un homme au sens élevé des affaires avec son physique d'un mètre quatre-vingt-cinq très souvent flanqué dans les réunions de ses principaux conseillers au caractère plus trempé que lui et pouvant donner la réplique à l'une des communautés la moins nombreuse, estimée entre 100 à 200 Sénégalais résidents régulièrement à Canton, celle-ci reste toujours prête à se faire entendre, lorsque ces membres font face à des tracasseries policières. Confrontée à des problèmes qui ont pour nom : contrôle policier, réduction de la délivrance des visas de séjour, cherté des produits, emprisonnement de jeunes en situation irrégulière, la « registration » que la police leur demande de faire une fois arrivée, mais se refuse de leur établir dans le même temps. Aussi le visa d'entrée est obligatoire dans la cité financière de Hong Kong pour les citoyens sénégalais désirant s'y rendre.

Le Canton d'hier ne serait plus celui d'aujourd'hui pour bon nombre d'Africains comme Moustapha, les marges bénéficiaires s'amenuisent de jour en jour, le marché de l'import sur le continent est confronté à une atomisation du marché du fait de la saturation des marchandises sur le continent et la hausse du yuan impacte sur la valeur des marchandises, sans oublier selon lui le fait que les Chinois semblent vouloir reprendre tout le circuit du commerce et pousser dehors les Africains. Racontant le Canton d'hier, il dira : « *J'ai commencé avec des jeans et des chaussures de sport. C'était tellement rentable que j'envoyais mes marchandises par avion-cargo, notre showroom ne désemplissait pas, aujourd'hui le trading ne rapporte plus rien, on met beaucoup plus l'accent sur le shipping c'est-à-dire le transport maritime pour s'en sortir* ».

Moustapha et sa compagnie ont pour le moment atterri à Guangzhou, pour combien de temps encore cela va durer l'escale technique? Malgré les dures réalités de Canton, que déplorent bon nombre d'Africains rencontrés sur place, ces négociants et commerçants d'origine africaine ont des trajectoires migratoires différentes, des projets courts avec comme objectif principal acheter et retourner vendre, tandis que d'autres sont installés en Chine depuis la fin de leurs études et deviennent des sortes de représentants ou démarcheurs à ceux qui ne viennent plus en Chine et qui préfèrent commander à distance ou vendre leurs services aux nouveaux arrivants adeptes du « body language »,³⁵² car ne comprennent pas la langue chinoise.

³⁵² C'est un langage du corps utilisé par les acteurs économiques aussi bien africains que chinois pour négocier en pianotant sur une machine à calculer.

B.2. « Intermediaires » ou « Middlemen »

À côté de ce groupe, il y a les « middlemen » ou intermédiaires, bénéficiant pour la plupart d'un visa d'affaires ou de tourisme voire d'un visa d'étudiant pour éviter les sorties mensuelles obligatoires pour les détenteurs d'un visa avec entrées multiples³⁵³. Ils sont l'interface entre les fournisseurs chinois et les clients sénégalais. Ils n'ont pas de bureaux connus, ayant pignon sur une quelconque rue de Xiaobei ou de Sanyuan. C'est le téléphone, leur principal outil de travail, ils reçoivent des commandes d'amis et de clients du Sénégal. Avec le boom des applications disponibles sur les smartphones (viber, wechat, whatsApp) ils échangent avec leurs clients sur la base des photos envoyées ou reçues. Leur travail consiste à accompagner des clients venant du Sénégal, vers les différents marchés ou entreprises de la ville en fonction des besoins du client, en contrepartie d'une commission de 5 à 10% payée par le client.

Les intermédiaires peuvent aussi gagner ce même pourcentage chez les fournisseurs. C'est un groupe très décrié par les clients qui disent être pour la plupart victimes de la cupidité des intermédiaires. En plus de recevoir une prime pour leur service des clients qu'ils accompagnent, ils ajoutent des marges sur le prix des produits au point de les rendre moins compétitifs au moment de leur commercialisation sur le continent africain. En devenant nombreux, ils ont grignoté sur les marges bénéficiaires des bureaux en leur faisant une certaine concurrence dans le « sourcing ». En effet, ce travail était dévolu aux bureaux qui recrutaient des secrétaires chinoises maîtrisant la langue pour aller sur le marché avec les clients.

« Notre source de bénéfice pour une bonne partie c'était le sourcing, c'est-à-dire aller à Yiwu ou Ningbo auprès des compagnies faire des commandes y ajouter sa marge. Le client ne connaît pas la source, donc tu peux avoir une marge. Aujourd'hui avec l'empressement des nouveaux arrivants à vouloir gagner de l'argent le plus rapidement possible. Comme dans tout marché, il y a des problèmes et le business c'est une affaire de secrets, quand il n'y a plus de secrets il n'y a plus de business. Aussi avec l'internet très développé au Sénégal, les clients parviennent à faire leur sourcing depuis le Sénégal et leur commandent. Ce qui nous maintient dans le secteur c'est le "shipping" parce que toutes marchandises achetées doivent

³⁵³Les titulaires de ce type de visa sont dans l'obligation de sortir du territoire chinois, tous les 30 jours pour être en règle avec la législation. Les territoires les plus proches pour ce type d'opération sont Macao, Hong-Kong et Thaïlande. Particulièrement à Macao, cette ancienne colonie portugaise rétrocédée à la Chine, en 1999, qui est distante de 145 kilomètres de Guangdong.

être acheminées par bateau, il y a aussi quelques clients conscients de la malhonnêteté de certaines compagnies chinoises préfèrent nous laisser traiter avec elles par mesure de sécurité.”³⁵⁴

Avant que le climat des affaires ne se dégrade et soulevé des problèmes pour la plupart des propriétaires de bureaux, nombreux, auparavant vivaient en grande partie de ces commissions pour tenir à flot leurs business. Une opinion partagée par l’un des membres du bureau de l’Association des Sénégalais de Guangzhou qui nous disait que : « *Aujourd’hui la plupart des propriétaires de bureaux sont tombés en faillite ou sont en difficultés. Ils travaillent sur commission comme intermédiaires entre le Chinois et le commerçant qui arrive du Sénégal, moyennant la commission de 10%. S’ils s’étaient bien comportés, la confiance pouvait rester, mais pour la plupart, ils ont détourné à d’autres fins l’argent de certains commerçants (payer la location de leur bureau ou les salaires de leurs secrétaires) et maintenant ils ne sont plus là. Certains sont même partis aux États-Unis comme B. F. Certains n’osent plus aller au Sénégal parce qu’ils doivent de l’argent aux commerçants*”³⁵⁵.

La particularité de ce groupe d’intermédiaires est leur maîtrise de la langue chinoise pour une partie. Certains étaient étudiants en Chine, ne pouvant trouver un débouché au Sénégal, ils ont su mettre à profit leurs connaissances linguistiques, d’autres par leur ancienneté et leur connaissance des marchés, sont parvenus à s’installer durablement dans le secteur pour s’ériger comme acteur incontournable dans les échanges commerciaux. Cette catégorie d’acteurs est la plus confrontée aux problèmes du visa de séjour, dès lors qu’ils ne détiennent pas un “working permit” leur permettant de travailler en toute légalité. Certains finissent par dépasser leur durée légale de séjour et se retrouver dans les geôles de la ville; car la loi chinoise est impitoyable en matière “d’overstaying”.

Pour Moustapha Touré : “*La commission est terminée maintenant, tout un chacun va au marché pour faire ses propres achats. Tous ceux qui étaient là avec moi sont rentrés et ils ne font rien au Sénégal, ils n’ont même plus les moyens pour s’acheter un billet. Regarde le prix du billet et le coût de la vie pour un visa de séjour d’un mois, que peux-tu faire ici?*”

³⁵⁴Entretien Moustapha Dieng, 11 décembre 2014 à Guangzhou

³⁵⁵Entretien Issa L. N, 14 décembre 2014 à Guangzhou.

Seulement « overstaying³⁵⁶ » rester dans l'illégalité et se retrouver demain face à des problèmes avec la police et ses amendes. Comment travailler ici et gagner de l'argent en un mois? Certains qui travaillaient sur la base de commission soit ont eu des problèmes ou sont rentrés et tous ceux qui sont la « ay dakhar lanjou ». Cela va de mal en pis, la Chine sera très dure et il faut que les gens le sachent. Il n'y a que quelques anciens comme Tapha Dieng et Grand Mbaye dont la femme est restauratrice, qui survivent, pour le reste des jeunes, ils n'ont même pas de quoi manger. Il y a des jeunes bloqués en Thaïlande pour défaut de visa et qui n'ont même pas de quoi se nourrir, il faut faire une demande de soutien de la part des Sénégalais pour leur envoyer de quoi se nourrir.”. Le diagnostic de Moustapha Touré, qui fait la navette entre Dakar et Guangzhou depuis plus d'une décade, est accablant. Selon lui, le métier d'intermédiaires serait sans avenir et immoral. Recommandant aux jeunes de rentrer au pays pour exercer une activité de travail plus stable et morale, il poursuit en disant plus loin: “Le travail des commissions ne marche plus parce qu'auparavant les entreprises étaient à l'intérieur dans les campagnes et aujourd'hui elles ont installé leurs bureaux dans les Centres Commerciaux. Tu disposais de faveurs de la part de cette entreprise qui pouvait te donner pour un produit la valeur de 10 et tu peux vendre à 11 ou plus. Toutes les entreprises ont des représentations commerciales dans les marchés aujourd'hui. Et un commerçant si tu l'amènes une fois quelque part, il prend la carte de visite et ne retournera plus avec toi dans ce magasin. C'est un truc de Sénégalais. Le problème des Sénégalais c'est seulement de penser au présent et non au futur, je cherche à gagner aujourd'hui et je m'en fiche de demain.³⁵⁷”.

Les intermédiaires sont connus pour être le groupe d'acteurs qui développe le plus de sentiments de peur et d'angoisse à Guangzhou, du fait de l'improbabilité à décrocher un nouveau visa à la fin de la durée légale de séjour dans la ville, car la peur d'un non renouvellement de visa est suspendue au-dessus de leur tête, telle une épée de Damoclès. Ils sont amenés à payer certaines personnes dans l'administration pour avoir un nouveau visa ou aller en Thaïlande, au Viet Nam, en Malaisie, en Indonésie ou à Yiwu-la “clémente”³⁵⁸. Certains sortent même du territoire chinois pour envoyer leur passeport à Dakar, afin que le

³⁵⁶ “overstay » : ce terme est utilisé par les commerçants pour dire rester au delà de la durée légale du séjour et se retrouver devant une situation d'illégalité.

³⁵⁷Entretien Moustapha Touré, 16 décembre à Guangzhou.

³⁵⁸Cf voir Yiwu.

renouvellement se fasse au Sénégal pour éviter les coûts du voyage. Il faut souligner que parmi cette catégorie, il y a des hommes et des femmes bloqués en Thaïlande, à Macao et au Viet Nam sans visa et sans argent, demandant de l'aide aux traders pour pouvoir s'acheter de quoi manger, ruinés dans un projet migratoire peu probable dans un pays qui ne tolère pas la migration, après un investissement de 3000 dollars US.

Ainsi, pour sortir de cette catégorie au destin improbable, des Sénégalais installés dans la ville ont trouvé comme parade à cette situation de s'inscrire dans les Universités pour obtenir le visa X2, celui des étudiants afin de ne plus continuer à revivre l'angoisse du renouvellement permanent du visa de tourisme ou business (M). Les intermédiaires ne sont pas les seuls à réclamer la règle du dixième dans leurs transactions, il y a aussi les secrétaires chinoises des traders qui se sucent sur le dos des clients au nez et à la barbe de leur patron. Les traders ont été victimes à plusieurs reprises des agissements de leurs secrétaires, selon Moustapha: *“Auparavant j'avais six secrétaires ici qui accompagnaient les clients sur les marchés. Le client venait ici et y déposait son argent, toutes les commandes étaient faites en rapport avec la secrétaire et après livraison de sa marchandise nous faisons le paiement ici dans nos bureaux aux compagnies. Il faut dire que les secrétaires chinoises ne jouaient pas franc jeu parce qu'elles ajoutaient une marge sur les produits auprès des compagnies, elles négociaient 3% à l'usine et ajoutaient 5% pour leur marge. Et ayant eu conscience de cela les clients préfèrent aller directement chez les compagnies que de venir ici pour être accompagnées par les secrétaires”*³⁵⁹. La règle du dixième qui s'applique même dans les grandes entreprises chinoises et internationales au profit du responsable des achats s'est imposée comme un phénomène normal que les fournisseurs n'hésitent même pas à payer à la personne ayant fait la commande.

B.3. “Etudiants-businessmen” Businessmen-Etudiants”

À côté des “traders” et des “middlemen” sénégalais qui vivent en Chine, il y a la communauté estudiantine forte d'une vingtaine de membres inscrits régulièrement dans les Universités de la ville. Ils allient études et business dans la ville pour certains, espérant évoluer dans le milieu du commerce demain et devenir des diplômés et propriétaires de “bureaux”. C'est le rêve de quelques-uns de ces jeunes rencontrés sur le terrain au cours de ma recherche. *“Nous sommes là depuis un an pour certains et deux pour d'autres comme étudiant, nous faisons des affaires comme les grands qui sont nos “laobans”, mais à petite*

³⁵⁹Entretien Moustapha Dieng, 11 décembre Guangzhou.

*échelle. Tout en espérant pouvoir réussir et parvenir à ouvrir un bureau comme eux*³⁶⁰. Ces étudiants africains rencontrés dans la ville, au cours de nos recherches, font partie de ces trois catégories d'acteurs, qui peuvent être considérés comme étant des résidents permanents dans la ville, et qui peuvent légitimement être recensés par les autorités de la ville.

La nouvelle variable à prendre en compte dans l'analyse est l'inscription dans les Universités chinoises d'une catégorie de "commerçants-étudiants" pour faire des cours de langue. C'est la nouvelle parade des commerçants sénégalais, qui ont pu décrocher le baccalauréat ou suivi des études supérieures au Sénégal, avant leur venue en Chine. Cette inscription dans les universités leur coûte en moyenne 3000 dollars US par an, et leur permet de sortir de cette catégorie de migrants confrontée aux difficultés liées au séjour sur le territoire chinois. Ainsi, ils ne seront plus dans l'obligation de sortir tous les mois du territoire chinois pour renouveler leur visa de séjour. Ce phénomène s'accroît par le fait aussi que certaines universités chinoises rémunèrent tout individu capable de convaincre un compatriote de s'inscrire dans ces universités, moyennant une commission de 10%. Cette situation fait qu'aujourd'hui les autorités chinoises limitent à trois ans au maximum, le droit à un visa d'études pour les étudiants de langue. Selon certains enquêtés, la police de Guangzhou peut annuler le visa d'un étudiant s'il le trouve dans un marché à des heures de cours. Tout cela traduit la précarité d'un visa dans cette ville au sein de laquelle l'atmosphère de travail des étrangers est de plus en plus stressante et angoissante.

B.4. Visiteurs temporaires et Nouveaux arrivants

À la base de cette pyramide des Sénégalais de Chine, il y a les visiteurs temporaires et nouveaux arrivants en séjour pour quatre semaines ou six, en visite d'affaires pour acheter des marchandises, faire des commandes à des usines, en découverte de la ville aux opportunités d'affaires. Cette catégorie a des profils de voyageurs divers: entre ceux qui visitent la ville 2 à 4 fois dans l'année et ceux qui ne se rendent à Guangzhou qu'une fois par an. Leur nombre tourne autour de 5 à 7.000³⁶¹ personnes sur la base des statistiques du Bureau des Visas de l'Ambassade de Chine à Dakar. C'est un nombre à relativiser du fait des visites multiples qu'un homme d'affaires peut être emmené à faire sur le territoire chinois, c'est-à-dire qu'un

³⁶⁰Entretien Khadim Lo, étudiant à Guangzhou, 15 décembre 2014.

³⁶¹ Le consulat de Chine au Sénégal a délivré entre 2006 à 2011 17130 visas aux ressortissants sénégalais comprenant toutes les catégories (étudiants, hommes d'affaires, visiteurs officiels), dont 2170 en 2006 et 5207 en 2011.

individu peut bénéficier de trois à quatre visas d'entrée dans l'année. Ils arrivent en Chine très souvent durant les périodes précédant aux fêtes sénégalaises, pour faire des commandes auprès de leur fournisseur, chercher les nouveautés pour répondre aux attentes de leur clientèle. D'autres viennent en Chine pour répondre à une demande (fourniture de matériel, de services, d'équipements, etc.) suite à un appel d'offres remporté par leur entreprise.

Ces visiteurs temporaires viennent de partout, sont issus de catégories sociales différentes, ils ne sont pas seulement commerçants; même si ces derniers en constituent l'écrasante majorité des visiteurs. À côté des visiteurs temporaires venus du Sénégal, il y'a aussi les Sénégalais de la diaspora qui viennent d'Europe et d'Amérique pour soit acheter des marchandises ou soit faire reproduire des échantillons d'articles très en vogue dans ces deux continents pour retourner après les diffuser sur ces marchés. En outre, nous avons rencontré des Sénégalais vivant en Afrique Centrale et du Sud, qui viennent en Chine, depuis une quinzaine d'années ³⁶²pour perpétuer un business devenu florissant au fil des années.

Localisation géographique

Les Africains qui vivent à Guangzhou sont principalement localisés pour la majorité dans deux grandes parties de la ville: Xiaobeilu, pour les ressortissants francophones et musulmans et Sanyuanli, pour les Anglophones à majorité chrétienne. C'est au cœur du quartier de XiaoBeilu que le commerce africain a pris pied à Guangzhou, avec un célèbre homme d'affaires malien, venu à Guangdong pour prospecter le marché. Il trouva un espace disponible et ouvrit un bureau, deux ans après avoir débuté à faire des prospections dans la capitale du Guangdong³⁶³. Le quartier africain dénommé ici « Chocolate City »³⁶⁴ par les Chinois se trouve dans le Nord-Est de la ville, entre les artères de Xiaobei Lu et de Guangyuan Xi Lu, destiné principalement au commerce. Ce sont des immeubles de plus de vingt-cinq étages, qui abritent de nombreux services allant de sociétés d'import-export, boutiques de hi-fi, téléphones portables et accessoires de téléphones, vêtements, bureaux de représentation, agences de transport pour le shipping, ou encore salons de coiffure.

³⁶²Entretien Assane Seck, vol du 5 septembre 2015 Addis-Ababa-Dakar, arrivé en Chine en 2000, propriétaire d'une bijouterie et d'un grand magasin à Libreville. C'est aussi le profil de Soura (cf voir Yiwu).

³⁶³ Bredeloup S., Bertoncello « *De Hong-Kong à Guangzhou de nouveaux comptoirs africains* » Perspectives chinoises p 105, 2007/1.

³⁶⁴The South Metropolis Daily, a Chinese newspaper, in its January 2008 edition wrote: "Due to the skin color of black or brown of Africans here, the region is called 'Chocolate City' by Guangzhou people."

Cette clientèle multiethnique se donne très souvent rendez-vous dans ces tours, qui ont pour nom (TianXiu, Gulong, Tianen Export, Trade Building Yinsheng, Canaan Export Clothes Wholesale Centre, Xiushan Lu, Jining Building, Yidong Building, Astro Building, Dongfen, Juishan Elephant Mall, Shuxialo ...). Tianxiu Building, un des plus connus dans la communauté sénégalaise est un immeuble situé au nord-ouest de la ville, à proximité de la gare ferroviaire centrale, Huanshi Middle Road, dans un îlot de tours. Ce quartier finira par devenir l'un des plus africanisés dans la ville avec l'afflux des Africains, qui pour des raisons liées aux réalités d'implantation des communautés étrangères s'installent d'abord sur le lieu où résident leurs compatriotes avant de penser à vivre dans des endroits peu connus et pas surs. L'immeuble de Tianxu Building peut se résumer comme ce slogan qui dit : « *tout ce dont vous avez besoin sous un seul toit* ». Avec ces centaines de boutiques logées dans l'immeuble servant pour la grande majorité de showroom pour exposer des échantillons de marchandises. Entre deux tasses de café au niveau de la cafeteria pour entamer la discussion, l'espace internet pour envoyer des mails aux partenaires et faire des commandes sur le dernier catalogue réceptionné parmi les nombreux que l'on reçoit lorsque l'on se promène dans les boutiques ou lors de la foire de la ville³⁶⁵. Des réservations peuvent être faites dans l'agence de voyages qui se trouve dans l'immeuble et même trouver une compagnie de transports maritimes pour convoyer son conteneur à destination de son pays d'origine. Tianxu Building offre toute une gamme de services pour assurer aux acteurs économiques africains l'exécution en temps réel de leurs commandes et l'assurance de les réceptionner sous peu. Ce grand immeuble est localisé dans le quartier « francophone » de Xiaobeilu ou Xiaobei.

Xiaobeilu est le réceptacle des communautés francophones (Maliens, Guinéens, Sénégalais, Nigériens, Congolais ...). Il m'a fallu d'ailleurs marcher une cinquantaine de mètres, après la descente du taxi pour me retrouver face à un individu originaire du Sénégal, reconnaissable par ses traits physiques, attendant un intermédiaire sénégalais résidant dans la ville pour le conduire à Foshan, ville des céramiques et des mobiliers de bureau et de maison.

Les travaux de Bodo en 2006 faisaient déjà remarquer à partir d'un sondage effectué, une surreprésentation des communautés sénégalaises, maliennes et ghanéennes (Bodo, 2006³⁶⁶). Toutefois, la présence sénégalaise à Xiaobeilu, lors de notre visite de

³⁶⁵ <http://www.cantonfair.org.cn/french/>

³⁶⁶Bodo Adams B., « *The Emergence of African Communities in Hong Kong and Mainland China.* »Stanford Africa Table, 23 Mai 2007.

terrain est loin de confirmer ces résultats obtenus par Bodombo à cette époque, surtout que le Sénégal venait juste de renouer ses relations diplomatiques d'avec la Chine en octobre 2005. La communauté sénégalaise vit principalement dans les immeubles de Tianxiu et Guolong Buildings, plus connu sous le nom de "Guolong dasha"³⁶⁷. *"Guolong était la base de la communauté sénégalaise pratiquement à chaque niveau vivait un Sénégalais. Les propriétaires de bureau avaient leur showroom, où ils exposaient des produits comme les carreaux, les couches pour baby, les tissus et les commerçantes qui venaient du Sénégal leur remettaient leur argent pour qu'ils aillent faire des achats à leur place, charger aussi le conteneur pour elles."*³⁶⁸

La communauté africaine n'est pas seulement présente dans ces quartiers, qui leur sont naturellement dédiés dans les représentations populaires au point de construire un "ghetto" africain dans la ville. Certains membres de la communauté vivent dans le Centre-ville de Canton à proximité des autres communautés étrangères. De plus, de nouvelles politiques "invisibles" poussent les Africains à ne plus pouvoir résider à Tianxiu et à Guolong Mansion afin de freiner le regroupement "ethnique" dans ce périmètre désigné "Chocolate City" que sont Xiaobeilu et Sanyuanlu. Ainsi, une nouvelle législation oblige à tout étranger arrivant dans la ville, d'aller se faire enregistrer dans la ville pour indiquer son lieu de résidence à défaut d'aller dans un hôtel où les fiches des entrées et sorties sont envoyées directement pour informations aux autorités de la police de l'immigration.

Aujourd'hui, il y a un déplacement des populations africaines vers la ville de Foshan pour éviter d'être confrontées à la rudesse de la police de Guangzhou aux méthodes décriées et stressantes. Cet éclatement de la population africaine répond à un souci d'ordre organisationnel, selon les autorités de Guangzhou pour éviter un regroupement trop visible et important des Africains dans certaines parties de la ville.

En effet, cette décision est en partie liée aux manifestations de rues de la communauté africaine en soutien à celle du Nigeria, survenues en juillet 2009 devant le commissariat central de la ville, à la suite d'un raid policier qui a fait deux blessés graves au sein de la communauté nigériane³⁶⁹. Il faut savoir qu'il y a eu deux périodes de crises graves concernant

³⁶⁷Guolong Dasha : Guolong Mansions

³⁶⁸Entretien Issa L. Niang, 14 décembre 2014.

³⁶⁹ En effet, poursuivi par la police chinoise, un Nigérian du nom de Emmanuel Okoro sauta de l'immeuble et tomba par la tête avec une grave blessure. Des médias occidentaux avaient à l'époque annoncé sa mort et soulevé

les communautés africaines de Guangzhou ces dernières années: la première grande manifestation eut lieu en juillet 2009, dans la zone du Guangyuan West Road (guangyuanxilu) au cœur du quartier africain, après que deux Nigériens furent blessés grièvement par des policiers de la ville. Cette manifestation a surtout été déclenchée suite à une série de persécutions et de harcèlements des policiers de la ville. C'est ainsi que plus de 300 ressortissants africains en majorité Nigériens vont paralyser les artères autour de Guangyuan et de Xiaobei, empêchant toute circulation pendant six tours d'horloge, stationnant devant le poste de police, pour dénoncer les harcèlements, dont ils subissaient. Le second soulèvement de la communauté africaine eut lieu au même endroit, en juillet 2012, lorsqu'un Nigérian décéda des suites de sa garde à vue dans les locaux de la police. Il a fallu pour les autorités de la ville, faire intervenir les représentants des communautés africaines pour désamorcer les deux crises, nonobstant le fait que ces Associations n'ont aucune légitimité légale aux yeux de la législation chinoise, qui interdit tout regroupement de personnes autour d'une quelconque association³⁷⁰. Ces associations vont devenir, après ces deux crises, les interlocuteurs privilégiés des autorités municipales de la ville, du fait de l'élan de popularité de leur mouvement d'humeur.



(Manifestations des Nigériens à Guangzhou).

Contrairement à d'autres villes ou provinces, les populations de Guangzhou ont intégré la présence africaine dans leur quotidienneté et ne s'arrêtent pas comme le font d'autres Chinois de certaines provinces à la vue d'un groupe d'Africains de couleur. Le noir

encore l'épineuse question du non-respect des droits de l'homme en Chine. Voir **Schiller B.** Big trouble in China's Chocolate City: China's African dream, a mutually beneficial relationship, may be under threat, *TheStar* (01/08/2009),

³⁷⁰Niu Dong, « *Transient Association* » : *Africans' Social organizations in Guangzhou*, Communication in CA-AC Conference, Guangzhou, décembre 2014.

n'est plus un objet d'attraction à Guangzhou, au point où tout le monde voudrait prendre une photo avec lui dans l'intention de le montrer à ses amis³⁷¹, qui n'auraient jamais rencontré une personne de couleur dans leur vie.

La vie à Guangzhou est loin d'être un eldorado pour la communauté africaine, c'est même devenu un chemin de croix pour la plupart des Africains au point que leur nombre ait diminué de plus en plus. Entre contrôles policiers, brutalités, changements continuels de la législation, expulsion des « *overstayers* » après un séjour en prison, non renouvellement des contrats de bureaux ou de résidences, les Africains se plaignent de la nouvelle réalité à Guangzhou. Cette ville, selon eux, n'est plus celle qui les avait accueillis à bras ouverts entre 2003 à 2007 ; une représentation visible au point de pousser Bodomo à estimer le nombre d'Africains vivant dans cette ville à 100.000 individus, et cette situation va aller de mal en pis. Ainsi une analyse des défis et problèmes rencontrés par la communauté africaine est importante à faire pour mieux anticiper sur le futur des relations sino-africaines.



l'immeuble vert de Tianxu Building (photo Bodomo Adams).

³⁷¹Il nous est arrivé lors de notre visite en chine de faire l'objet de regards et de curiosités du fait de la couleur de notre peau et peut être de ma grande taille.

Problèmes de la communauté africaine à Guangzhou

Les Africains de Guangzhou constituent l'une des plus grandes communautés étrangères de cette province, malgré les clichés qu'ils charrient dans cette partie de la Chine. Ces « diables noirs » qui ont peu « d'argent pour acheter », ne « se soucient pas de marques », ils « aiment négocier », préfèrent les « produits bas de gamme » sont les caractéristiques des hommes d'affaires africains pour une partie des commerçants de la ville. Ces « Feizhou ren » « Feizhou mafan »³⁷² sans distinction de nationalité, d'identité, d'origine, de religion, de langue sont l'objet d'une construction sociale à Guangzhou basée en grande partie sur les clichés et stéréotypes du continent africain. Cette diversité fait l'objet de commentaires à Guangzhou et dans les réseaux sociaux comme « Wechat³⁷³ » ou « Weibo »³⁷⁴ où l'on dit que « *les Peuples chinois connaissent bien leur place et sont ordonnés, où qu'ils soient, c'est un peuple actif et motivé... Contrairement pour les Noirs, ils sont paresseux et insouciant, et aiment à causer des ennuis, pas diligent dans l'apprentissage ni dans le travail. Un jour, Guangzhou aura également des émeutes, saccages, sabotages, pillages et puis ils vont reconnaître leur erreur, et être paralysé beaucoup, que ferons-nous quand ils viennent ? Aller à Xiaobei, c'est toutes les personnes noires, je ne sais même pas si je suis à Guangzhou ou en Afrique* »³⁷⁵.

Ces propos dénotent le caractère discriminatoire de certains membres de la communauté chinoise sur les Africains qui ne seraient pas les bienvenus à Guangzhou, la province la plus africaine de l'Empire du Milieu, au point que les écrits existants sur les Africains en Chine la décrivent comme « Africa town » (Han H, 2013), « Chocolate city » (Castillo R, 2014 ; Li Z, Lyons M, Brown A, 2012), « Bridge for Africa-China Relations ». Les difficultés des communautés africaines sont nombreuses à Guangzhou, qui après avoir été une ville accueillante, s'est transformée en une ville moins hospitalière aux citoyens africains avec les multiples contrôles, les descentes de la Police dans les immeubles, une certaine volonté de disperser la présence africaine pour empêcher leur regroupement très visible autour de Xiaobeilu et de Sanyuanli.

³⁷²Mafan : signifie qui crée des troubles, des problèmes.

³⁷³Wechat est une application de messagerie instantanée développée par Tencent avec 1 milliards de compte créés depuis son lancement en 2005, et quelques 600 millions d'utilisateurs actifs, dont 70 millions en dehors de la Chine.

³⁷⁴Weibo est la pendante chinoise de tweeter.

³⁷⁵Propos recueillis dans les réseaux sociaux chinois.

La Crise Ebola

Le déclenchement de la crise à virus Ebola va s'ajouter aux problèmes déjà connus des Africains vivant en Chine de manière générale et dans la province de Canton particulièrement. Les autorités municipales ont été les premières à réagir en diffusant des informations sur le poids démographique des Africains vivant à Guangzhou, pour estimer leur nombre à 200.000, seulement sur la base des statistiques disponibles à l'Aéroport de Baiyun. Ces chiffres repris par les médias chinois ont participé à créer un climat de peur et de suspicion généralisé sur les populations africaines de la ville. Ainsi, les photos de deux Guinéens qui seraient rentrés sur le territoire chinois sans être contrôlés par les services des Douanes, étaient partagées dans les réseaux sociaux comme Wechat avec un message indiquant Ebola, qui serait la cause pour laquelle ils sont recherchés dans tout le pays. En effet, ces deux Guinéens ne furent que des victimes de leur pays d'origine, confronté à cette époque à l'épidémie d'Ebola³⁷⁶.

Ces fortes rumeurs qui circulèrent dans la ville, ont fini de rendre la vie des Africains dans cette province du Guangdong très difficile avec la montée de la stigmatisation et la peur chez les populations chinoises. Cette crainte va se généraliser dans l'ensemble du pays avec des étudiants africains mis en quarantaine dans certaines universités, dès leur arrivée en Chine, par mesure de prudence afin de s'assurer de leur état de santé. Cette mesure m'était aussi destinée pour ma visite en Chine au sein de mon Université, retardant du coup ma visite de recherche en Chine, du fait que je ne voulais faire l'objet d'aucune quarantaine dès lors que mon pays n'était pas concerné par cette épidémie.

Cette période va ralentir le traitement des demandes de visa dans les Ambassades chinoises en Afrique de l'Ouest et participer à une réduction drastique des visas octroyés pour la Chine. De l'autre côté de l'Empire, la fréquence des Chinois qui venaient en Afrique se réduisit³⁷⁷ du fait des rumeurs colportées et de la forte médiatisation de la crise. Les populations africaines de Guangzhou particulièrement ceux qui habitent à Tienxiudasha et Golongdasha vont vivre les moments les plus difficiles de leur existence dans la ville. En effet, les contrôles policiers devenaient de plus en plus récurrents, avec des visites inopinées à

³⁷⁶Nos enquêtes nous ont permis de savoir que ces deux guinéens avaient quitté l'hôtel Canton pour ne plus donner de leurs nouvelles. C'est suite à cela que Sultan Barry, président de la communauté guinéenne fut saisi pour aider la police à retrouver les « portés-disparus »

³⁷⁷Entretien avec les Agents du visa du Consulat du Sénégal à Beijing, Février 2015.

des heures tardives de la nuit, en plein sommeil parfois à la recherche d'un visiteur non enregistré qui pourrait être hébergé dans les appartements.

Désormais, tout étranger qui débarque dans la ville est obligé d'aller loger dans un hôtel de la ville et plus dans les « guests houses », où l'on pouvait passer la nuit moyennant 50 yuans par lit, c'est-à-dire le tiers du prix d'une chambre simple. Les lois non-écrites ou invisibles sur la « registration » apparaissent avec la crise de l'Ebola. En effet, la police exige que tout individu, arrivant dans la ville et logeant dans une maison, vienne se faire enregistrer auprès du poste le plus proche du district, sous peine d'être arrêté et condamné à payer 2000 yuans. Cependant, la police refuse cet enregistrement aux nouveaux demandeurs sans explications. Les recherches de terrain ont révélé que la police ne veut plus d'un regroupement trop important des Africains dans le quartier dit du « Chocolate City » précisément à Xiaobeilu et Sanyuanli.

“Les policiers se foutent éperdument de notre quiétude, ils viennent à toutes les heures de la nuit pour frapper aux portes et chercher si des personnes sont hébergées dans la maison ou pas. Ils sont armés jusqu'aux dents pour visiter les deux grands buildings ici que sont Golong et Tienxui. Si vous n'ouvrez pas, ils défoncent votre porte. Selon la législation de la ville à chaque fois que vous arrivez dans la ville vous devez aller à la police pour faire la registration dans les vingt-quatre heures qui suivent. Tout un chacun allait se faire “registred”. Maintenant une nouvelle règle dit que ceux qui ont des visas F L et M ne doivent plus faire la registration; c'est-à-dire que tout ce qui dispose d'un visa de tourisme ou de business n'ont plus le droit à la registration dans les maisons. La police vous refuse la registration et si elle vous trouve sur place et que vous ne disposez pas de “registration”. Elle vous fait payer 2000 yuans pour non registration. C'est la police qui vous refuse la registration et qui dans le même temps vous demande une registration. C'est incompréhensible cette situation. Difficile à vivre.”³⁷⁸

Cette situation paradoxale est devenue le quotidien des Africains ou Sénégalais dans cette ville, où de plus en plus les lois sur les migrants sont devenues très sévères. Le déclenchement de la crise a vite fait de rendre les autorités municipales assez nerveuses pour transformer cette ville avec de nouvelles lois inhospitalières. Comme cette pétition signée par des habitants chinois de l'immeuble Guolong dasha réclamant le départ des Africains du building.

³⁷⁸Focus Group chez Grand Mbaye 15 décembre 2014.

*“Le contrôle est devenu très strict avec le problème d’Ebola c’est pourquoi elle (la police) frappe à toutes les portes pour vérifier s’il y a des individus à l’intérieur des maisons et qui ne sont pas enregistrés particulièrement dans la communauté africaine. Aujourd’hui aucun Guinéen n’est pris dans les hôtels à Guangzhou, c’est pourquoi ils frappent les maisons pour vérifier s’il y’a quelqu’un venu récemment et non enregistré. Il y a aussi le regroupement des Africains qu’ils ne veulent pas du tout à Guangzhou.”*³⁷⁹

La crise née de l’apparition du virus Ebola, loin d’avoir épargné les pays concernés au sein de leur propre territoire, a eu des effets collatéraux sur leurs ressortissants installés dans les pays étrangers comme ici en Chine à Guangzhou; rendant difficile leur séjour dans la ville et celui des Africains issus d’autres nationalités. La chose la plus cocasse a été le “cantonnement” des ressortissants guinéens, Libériens et Sierra-Léonais à l’Hôtel Canton, un hôtel quatre étoiles, gratuitement, dès leur arrivée dans la ville pour des mesures sanitaires d’urgence. Ainsi, il a été remis à chaque ressortissant de ces trois pays logeant à l’hôtel un téléphone avec une carte sim et une housse médicale (fiche pour enregistrer quotidiennement la température, un bic, un masque pour le nez et la bouche) pour une durée de trois semaines. Ces mesures sanitaires prises par la municipalité de Guangzhou, malgré leur caractère discriminatoire voire stigmatisant, avaient pour objectif d’éviter la propagation du virus au cas où un malade serait déclaré. Pourtant, ces règles ne seront pas acceptées de tous. En effet, trois ressortissants guinéens vont demeurer introuvables dans la ville et leur téléphone sans réponse. C’est ainsi que la police est allée saisir le président de la communauté guinéenne pour les aider à retrouver ces perdus de vue, malgré le fait que les associations ne sont pas reconnues officiellement par la législation chinoise.

³⁷⁹Entretien Serigne Mbaye, Guangzhou 12 décembre 2014.

Les problèmes du visa

Entre 2000-2010, il y a eu la décennie dorée qui marque le retour en force de la Chine en Afrique et le renforcement des relations entre les deux parties encouragé par le président Hu Jintao, qui prônait une politique de porte ouverte pour les ressortissants africains, lors du forum sino-africain de Beijing en 2006. Cependant, à l'approche des Olympiades de 2008, de nouvelles politiques de restriction du visa sont mises en place pour limiter le nombre d'Africains visitant la ville. En effet, pour les dirigeants chinois, la Chine n'étant pas une terre d'accueil pour les migrants, il ne saurait y avoir de migration africaine à l'image de ce qui se passe en Europe et aux États Unis. À Guangzhou, l'emploi n'existe pas pour les migrants il faut s'auto-employer et développer son business ; il n'y a que des emplois non-qualifiés et pour la plupart, ils sont déjà pourvus aux populations pauvres venues des autres provinces du pays. En effet, à Guangzhou vit une population migrante estimée entre cinq à sept millions de personnes, la moitié de la population totale de la ville. C'est un lieu de rencontres entre une migration interne et une migration internationale produisant un brassage culturel entre les populations migrantes venues des provinces pauvres de l'intérieur du pays et de ces « weiguoren » qui cherchent à s'établir dans un pays où les opportunités économiques disponibles ont fait, qu'il se trouve face à un afflux d'hommes d'affaires et de « chercheurs d'or ».



Une note de la police de Guangzhou concernant les nouvelles règles sur la migration avec des photos illustrées par la communauté africaine.

D'ailleurs, le concept de migrant n'existe pas dans le cadre législatif chinois. Selon la loi sur la nationalité de la République Populaire de Chine, ceux qui n'ont pas la nationalité chinoise sont classés dans la catégorie des résidents « étrangers » « weiguoren ». C'est ainsi que sur les 600.000 ressortissants étrangers recensés en 2012, seulement 4000 individus ont obtenu un permis de résidence dans l'Empire du Milieu, ce qui traduit le caractère peu ou non important de l'immigration en Chine dans le cadre institutionnel chinois. C'est pourquoi il est important de réfléchir sur le concept de « migrant » en Chine afin de voir si l'on peut bien utiliser ce terme dans ce cas précis. La vie des étrangers à Guangzhou est très stressante selon eux avec les multitudes contrôles.

“Il n’y a pas de migration ici. Regarde la ville ce qui est impressionnant c’est que tu ne marches pas sur plus de 100 mètres sans trouver un hôtel quelque part dans la ville en cartographiant la ville. Il n’y a pas quelque part où un étranger peut travailler et gagner sa vie ici. Toute communauté qui survit ici dépend de son pays où tu peux recevoir de l’argent pour acheter à quelqu’un des marchandises et recevoir sa commission. Dans ce pays, il va falloir regarder comment se comporter et la nature de ses relations avec les gens ici. Il n’y a pas une source de revenus venant de ce pays directement, tout argent gagné vient de l’étranger, des gens de ma communauté. En Chine, je ne pense pas qu’il y ait quelqu’un qui se considère comme un immigré comme en Europe. Il n’y a pas de migration possible ici. D’ailleurs ils sont tellement nombreux qu’ils n’ont pas besoin de migrants. Même les petits métiers sont occupés, parfois par des femmes.³⁸⁰”

La Chine doit être vue comme un pays avec des opportunités d'affaires à saisir, pour une durée qui reste à être déterminée. Comme le furent les “dragons” et “tigres” asiatiques avant que la bulle économique ne s'éclata pour pousser ces hommes d'affaires à s'implanter en Chine. *« Avant de venir ici, il faut s'informer ce n'est pas un pays d'immigration comme les autres pays occidentaux. Quand on monte dans l'avion, on est content, mais quand on débarque ici on se rend compte que c'est une illusion. C'est un pays de business, et il faut avoir de l'argent pour travailler. On ne peut pas arriver pour un mois avec un visa d'affaires (M) et gagner la confiance de tout le monde pour faire des activités. Il faut au minimum quelques années pour pouvoir y faire son business.³⁸¹»*

³⁸⁰ Entretien Issa L. Niang

³⁸¹ Focus Group chez Soda

En prélude des Jeux Olympiques de Beijing 2008, des contrôles réguliers étaient faits et cela s'est poursuivi avec l'organisation par la ville de Guangzhou des Jeux asiatiques de 2010. Cette période a vu un nombre important d'africains quitter Guangzhou pour d'autres villes asiatiques en attendant un retour à la normalité, dès lors que des individus detenant un visa en règle se sont vu annuler leur visa sans raisons. « *J'étais un jour dans notre immeuble et la police était ce jour-là dehors en train de faire des contrôles. J'étais en règle, mais avec la police chinoise être en règle ne signifie rien. J'avais un ami sénégalais et marié à une chinoise, qui décida de sortir pour traverser la rue. Je lui conseillai de ne pas sortir par mesures de prudence. Malheureusement les policiers chinois l'ont contrôlé, et malgré la régularité de son séjour, ont décidé d'annuler son visa sans raisons.* »³⁸². Les Jeux Olympiques et Asiatiques ont servi de prétexte à l'assainissement de la ville et réduire de manière forte les communautés africaines à Guangzhou.

Le renouvellement du visa de séjour (M) visa de tourisme ou de business qui pouvait se faire à Guangzhou n'est plus possible, dorénavant tout titulaire de visa de séjour de trente jours est dans l'obligation de retourner dans son pays ou d'aller à Macao, Hong-Kong, Thaïlande pour en chercher un de nouveau. Les populations africaines ne se conforment pas assez souvent à la réglementation en vigueur, car conformément à la réglementation, ils sont censés s'inscrire au centre de service étranger dans les 24 heures après leur entrée dans la ville de Guangzhou. « *Les Africains ne donnent pas assez souvent une bonne image en Chine, car la Chine est un pays pour faire des affaires pour ceux qui ont de l'argent et non pour s'y implanter comme immigrant. C'est cela qui les pousse à avoir des comportements peu catholiques comme la prostitution et d'autres pratiques interdites. D'ailleurs, il y'a un tableau à Guanzhou, où c'est écrit « For business welcome to China, no business no welcome to China ». Ce ne sont pas tous les Africains, car il y'en a qui travaillent sérieusement et d'autres qui ont des problèmes de papiers.* »³⁸³

Guangzhou bat au rythme de la “mondialisation par le bas” avec ces peuples multiples qui se rencontrent, échangent, vendent, achètent, diffusent, et empruntent des éléments de culture des uns aux autres. Des interactions qui mettent quotidiennement en contact des personnes de diverses origines ethnoculturelles, produisant une multitude d'interactions sociales qui représentent des occasions de cohabitation pacifique ou de conflits dans cette

³⁸² Discussion avec un sénégalais établi en Chine de 2006 à 2013.

³⁸³Entretien Somboul Sylla, mars 2014 à Dakar.

ville, où les Africains ont réussi à imprimer des habitudes et fonctionnements culturels à certaines parties de la ville comme à Sanyuanli, Denfeng et Xiaobeilu, devenus des « enclaves ethniques »³⁸⁴ africaines. Ces enclaves africaines qui existent en Chine sont au cœur de la mondialisation économique par la circulation transfrontalière des personnes, des technologies et des biens impliquant des quantités relativement grandes ou faibles de capital et d'opérations informelles, semi-légales ou illégales, communément associés dans le monde en développement. « Chocolate City », même si le terme est tombé en désuétude chez les populations locales, est le lieu d'une translocalité qui connecte des villes du monde entier par la circulation des informations, des marchandises et des valeurs, tout en étant un espace de vie où des réseaux, des imaginaires et des rêves se construisent. Les enclaves africaines révèlent des dimensions fondamentales dans le renouvellement du débat sur la notion de migration, qui ne doit plus être pris comme un simple déplacement d'un lieu à un autre, mais bien plus que cela avec cette mobilité transnationale des acteurs, cette translocalité au sens d'Arjun Appadurai³⁸⁵. En effet, la translocalité est créée, vécue et expérimentée par des millions de gens. C'est un processus qui connecte des lieux et des personnes à différents endroits au-delà de l'éloignement géographique et des politiques de durcissement au niveau des frontières. Le concept de translocalité permet de mieux lire la trajectoire et le profil des « traders » et « intermédiaires », ces citoyens du monde qui s'adosent au global pour produire un local dans l'espace et le temps du monde en offrant sa contribution vernaculaire au cosmopolitisme en l'exhibant au cœur des procédures de la mondialisation (Diouf, 2000)³⁸⁶.

Les Africains de Guangzhou construisent leur rêve chinois ³⁸⁷avec réussite ou échec pour ceux qui ont tenté l'aventure chinoise, après la crise financière asiatique de 1997, faisant des villes chinoises qui ont su capter ce redéploiement des acteurs, les nouveaux sites de la « mondialisation par le bas ». Sanyuanli, Xiaobeilu et Dengfeng dans la ville de Guangzhou

³⁸⁴Li Z, Lyons M, Brown A. Chinas Chocolate City : an Ethnic Enclave in a Changing Landscape (J). African Diaspora, 2012, 5 (1) : 51-72.

³⁸⁵Appadurai A., *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.

³⁸⁶DIOUF M. *Commerce et Cosmopolitisme: Le cas des diasporas mourides du Sénégal*, Bulletin du Codesria I, Dakar, 2000, pp 20-29.

³⁸⁷The Chinese Dream, un nouveau slogan développé par le Président Chinois Xi Jinping pour le grand renouveau de la Chine. Ce slogan a laissé cours à plusieurs commentaires des observateurs jusqu'à la Première Session du 12eme Congrès National du Peuple, où le président Xi donnera une explication plus détaillée de ce qu'est « le rêve chinois ». A travers cette idée du « Chinese Dream » les gens essaient de trouver leur voie dans le développement actuel de la Chine et de voir comment ils peuvent en bénéficier

continuent d'accueillir des Sénégalais, venus faire des affaires dans cette ville, qui a subi une mutation très profonde du fait de l'arrivée massive des communautés africaines dans sa géographie physique et dans sa sociologie quotidienne. Cette ville est un laboratoire social pour repenser et reconsidérer les concepts de migration, de transit, d'itinérant, d'immigration, de citoyen du monde dans un nœud d'interrelations quotidiennes, qui est le résultat d'une globalisation économique au cœur de laquelle la Chine demeure un acteur majeur. La ville évolue avec ses nouvelles lois rendant le vivre ensemble de plus en plus difficile. C'est la prophétie d'Adams Bodo (2010), sur l'émergence d'un groupe ethnique sino-africain basée sur les arrivées massives d'Africains et le nombre des couples mixtes à l'époque, qui est une remise en question par rapport au futur de « Chocolate City ».

Dès lors que les derniers développements sur le terrain démontrent à suffisance que se sentir chez soi dans cette ville devenait de plus en plus difficile. Cette « ethnoscape »³⁸⁸ qui serait construite par la migration des populations africaines et chinoises permettra-t-elle aux migrants de se sentir chez soi pour paraphraser Castillo dans « Feeling at 'home' in the 'Chocolate City' » ? C'est pourquoi, on ne pourrait épuiser la question des Africains à Guangzhou dans le cadre de ce travail, tellement les interrogations sont nombreuses sur le futur des « enclaves ethniques » avec le durcissement des lois de séjour, les contrôles inopinés ? Comment faire face à la perte des avantages comparatifs en Chine, avec la hausse de la monnaie et celle du coût de la main-d'œuvre impactant sur les prix des marchandises ? Quel avenir pour les couples mixtes sino-africains ? Pourquoi cette ruée des Africains à Canton a connu un ralentissement depuis quelques années ?

Nous espérons pouvoir répondre à ces questions et anticiper sur le futur de Guangzhou prise entre les théories de la globalisation économique qui dominent la recherche sur les analyses microscopiques dans cette ville. Ces nouveaux développements représentent à eux seuls la rédaction d'une thèse autre que celle-ci qui cherche à analyser les enjeux du retour de la Chine en Afrique dans un contexte de globalisation économique pour tenter d'anticiper sur le futur de ces relations. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, cette recherche s'est aussi faite à Yiwu, le « Supermarché du Monde » pour aller à la rencontre des acteurs économiques

³⁸⁸A. Appadurai, «Global ethnoscape: notes and queries for a transnational anthropology», in Richard Fox (ed.), *Recapturing Anthropology: Working in the Present*, Santa Fe, School of American Research Press, 1991.

Sénégalais et lire avec eux les manifestations de cette mondialisation économique appréhendée à partir des « théories par le bas ».

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

VI.5. YIWU : le Supermarché du monde³⁸⁹

‘‘Yiwu market is the world largest wholesale market of general merchandise’’

the World Bank, and Morgan Stanley

« Un océan de marchandises, un paradis pour les consommateurs ».



Photo prise dans le grand marché de Futian.

La très petite ville de Yiwu avec son million d’habitants, située dans la province du Zhejiang, est considérée comme étant le supermarché du monde. Cette ville ne disposant que d’un port sec, pas assez d’entreprises comparée aux autres villes de la province, sans sortie maritime direct, est devenue le véritable carrefour du « made in China »³⁹⁰, par le truchement du port de Ningbo, avec un marché offrant près de 500.000 articles. C’est l’histoire d’un petit village devenu le plus grand marché de produits de base du monde avec trois grands marchés (Trade Mart, Binwang Market, Huangyuan Market). Dépassant les modèles singapouriens et malaisiens de développement dont elle s’est inspirée pour construire sa prospérité. Sa centralité au sein d’une province dynamique associée à une politique volontariste et visionnaire de ces autorités, a fait que Yiwu soit devenue le « bazar du monde » ou « le supermarché du monde ». Cette ville qui ressemble réellement à un supermarché avec des

³⁸⁹ Yiwu, le supermarché de la Chine-Afrique » de M. Sztanke, A. Lewkowicz et P.-L. Lacombe.- ARTE GEIE / Ligne de Mire Production – France 2006.

³⁹⁰Lin Y., Yiwu : le carrefour du « made in China », *Outre-Terre*, numéro spécial « Puissance Chine ? », n° 15, pp. 187-193, 2006.

quartiers entiers en guise de rayons, est devenu le paradis du made in China bon marché pour le plus grand bonheur des Moyen-Orientaux et des Africains (Gaborit 2007 : 175).

La littérature et les recherches ont beaucoup été orientées sur les développements survenus à Guangzhou, du fait de la force économique de la ville cantonaise et de la forte présence africaine. L'intérêt économique des deux villes peut se mesurer à l'aune des publications scientifiques les concernant. Tellement Yiwu fait figure de nain devant le géant du Delta de la Rivière des Perles. C'est pourquoi, les phénomènes observés à Guangzhou ne seront pas aussi visibles à Yiwu. Dans cette partie nous expliquerons la manière dont cette ville est devenue importante dans la mondialisation économique au point de faire un pied du nez à Guangzhou ? Pourquoi une faible représentation des communautés africaines et une surreprésentation des Arabes ? Quels sont les types de commerce possibles ? Aussi, ouvrir une large fenêtre sur les traders ou négociants sénégalais devenus investisseurs, un aspect peu ou prou visible à Guangzhou au sein de la communauté sénégalaise. Ensuite parler du « Yiwu Mediation Room » (Bureau de la Médiation de Yiwu) et enfin dégager les spécificités des deux villes (Guangzhou, Yiwu). Pour atteindre ces objectifs, il nous a fallu quitter Beijing pour arriver à Shanghai Hongqiao par le train express (train à grande vitesse/300 km/h) pour prendre de nouveau un autre train express le lendemain afin de parcourir en une heure cinquante minutes le trajet Shanghai-Yiwu en passant par la cité touristique de Hangzhou.

C'est ainsi que, pour répondre à ces différentes questions nous allons visiter cette ville nouvelle, sillonner ces marchés pour aller à la rencontre des « traders », marcher sur cette grande avenue longeant le Binwang road pour rentrer dans cette rue bordée de restaurants, avec des enseignes en écriture arabe et sur le fronton des boutiques. Yiwu a son quartier arabe comme Guangzhou a son « Little Africa », avec ces restaurants incontournables comme le « Maedah », le « Hua Canting »³⁹¹ et le Sultan (turc) à Chou Zhou Bei Lu. Les effluves de la viande grillée, du méchoui ainsi que du chawarma se dégagent aux coins des rues du quartier « arabe ». Sans oublier ces cafés-terrasses avec la chicha disposée sur toutes les tables pour la clientèle en majorité des proches et moyens-Orientaux.

³⁹¹Le « Hua canting » est un restaurant appartenant à un citoyen jordanien, du nom de Mhannad, devenu célèbre après un discours du président Xi Jinping, sur son histoire personnelle et sur les relations sino-arabes. Cette publicité gratuite du premier dirigeant chinois a fait qu'aujourd'hui son restaurant est très couru à Yiwu. Il est aussi membre du Bureau de médiation de Yiwu (voir photo) avec Soura.

« À Yiwu vous verrez plus d'Arabes avec leur restaurant aussi. Les Arabes connaissent mieux que nous le commerce, vous les retrouverez aussi à Tianxui Building et Golong dasha, dénommée l'artère africaine. À Yiwu c'est une communauté des hommes affaires qui y sont les plus importantes. Les noirs sont plus nombreux à Guangzhou qu'à Yiwu, d'ailleurs les noirs constituent une minorité en Chine. Il n'est pas facile de rester en Chine si on n'est pas en règle et cela dissuade aussi les noirs.³⁹². »

La présence arabe en Chine existe depuis très longtemps ; des échanges ont toujours existé entre les deux peuples. Dès le VII^e siècle, sous les dynasties des Tang et des Song, des Arabes du Moyen-Orient et des marchands de Perse ont commencé à arriver en Chine, en descendant vers l'Est par la Route maritime de la Soie (Silk Road). En même temps que les Arabes commerçaient avec l'Empire du Milieu, ils y introduisirent leur civilisation. Avec les politiques de réforme et d'ouverture, de plus en plus d'Arabes arrivèrent en Chine et s'installèrent dans les villes comme Hangzhou, Guangzhou et Ningbo. Sans oublier aussi la crise dans les États arabes (Égypte, Soudan, Syrie, Libye, Tunisie) qui a accéléré le rythme des arrivants dans la ville. Aujourd'hui Yiwu accueille des milliers de commerçants arabes au point que la langue arabe est l'une des plus parlées dans la ville. À côté du quartier « arabe », il y a ce fameux marché appelé 'Night Market', un marché où les activités débutent à la tombée de la nuit pour ne terminer que très tard dans la nuit, autour de ce quartier avec des clubs, des KTV (karaoké) très courus par les nouveaux riches et les jeunes filles chinoises. Comprenant les réalités socio-culturelles des populations étrangères, la municipalité de la ville a construit une grande mosquée pour la prière du vendredi aux besoins des musulmans du nom de Yiwu Central Mosque, pouvant accueillir en moyenne 7.000 fidèles les jours de prière (Bodomo :2012).

L'Organisation du commerce

Le commerce est très structuré dans la province de Zhejiang avec une large gamme de produits proposés et selon les villes où chacune est spécialisée dans un secteur propre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la ville de Yiwu s'est positionnée comme réceptacle des productions sortant de toutes ces entreprises, afin de permettre aux acheteurs de pouvoir trouver tout ce dont qu'ils cherchent sous un seul endroit. Les autorités de la ville décidèrent de lancer un vaste programme de construction, pour sortir la ville de son statut de village, afin

³⁹²Entretien Issa Laye à Guangzhou, 14 décembre 2014.

qu'elle devienne le plus grand centre de marchandises au monde par l'établissement de grands centres commerciaux, de malls et de quartiers dédiés au commerce ; sans que cette décision ne puisse être comprise du fait de la particularité de la ville (sans port maritime, peu d'eau). En mettant l'accent sur la promotion du commerce pour assurer la croissance de la ville, les autorités de la ville ont permis à Yiwu de sortir de l'anonymat en faisant des progrès économique et social.

« C'est l'État chinois qui a créé Yiwu, c'est une stratégie du gouvernement chinois pour faire de cette petite ville le plus grand marché du monde. Auparavant, les marchandises vendues à Dubai et à Hong Kong provenaient de la Chine et comme dans ces villes, les intermédiaires y ajoutaient une marge bénéficiaire beaucoup plus importante, les Chinois ont voulu que la production et la commercialisation se fassent en Chine. Les commerçants sénégalais s'approvisionnaient à Dubai et Hong Kong chez Macos et Prosimex. Ces distributeurs faisaient leur commande en Chine et y mettaient leur logo et vendaient après aux commerçants sénégalais. La Chine a opté à un changement de paradigme pour inscrire le volet tourisme dans le schéma afin que les commerçants viennent maintenant s'approvisionner directement en Chine, où ils seront obligés de faire des réservations à l'hôtel, payer des taxis, manger sur place et laisser cet argent en chine. C'est ça le tourisme. Cela a impacté sur les villes comme Dubai aujourd'hui³⁹³. »

Aujourd'hui, la municipalité a réussi ce pari visionnaire et volontariste avec la construction d'un nouvel aéroport, d'une gare de train express quoique éloignée du centre-ville, de vastes aménagements et la construction de centres commerciaux comme le (Yiwu International Trade City) comprenant cinq districts, Binwang Market, Yiwu Furniture Market, etc.). « Yiwu international trade city » (marché de Futian) couvre actuellement une superficie de 4 millions de mètres carrés, avec 62 000 fournisseurs à l'intérieur. Ils présentent 400 000 types de produits presque tous les jours de 9 heures à 17 heures (sauf les vacances de la Fête du Printemps chinoise). Les produits proviennent de 40 industries et de 2 000 catégories différentes. 65 % de ces produits sont exportés vers plus de 215 pays et régions. Il s'est développé un centre d'information, d'innovation, la diffusion et la distribution de biens de consommation³⁹⁴.

³⁹³Entretien Sylla, mars 2014 à Dakar.

³⁹⁴Yiwu-china.org



Photo Niang 2015 : une vue sur la ville de Yiwu

C'est ainsi que l'on peut visiter ces différents marchés répartis entre Futian, Binwang et Huangyuan :

- les fleurs et les jouets
- les bijoux
- les arts et l'artisanat
- valises et sacs, parapluies et imperméables
- outils de matériel, les accessoires, les produits électriques, les serrures et les véhicules;
- cuisine, les sanitaires, petits appareils électroménagers, des équipements de télécommunication, instruments électroniques, équipements, montres et horloges
- Les produits culturels
- Les produits de sport
- Les cosmétiques
- Les lunettes

- Les fermetures éclair
- Les boutons et accessoires de vêtements,
- Les nécessités quotidiennes, tricoté et articles de coton (y compris les sous-vêtements, foulards, gants, chapeaux et tissus de coton),
- Chaussures, ceintures, cravates, serviettes,
- Articles en laine, des articles de dentelle et d'autres industries textiles
- Jeans, vêtements pour hommes
- Vêtements pour femmes
- Vêtements de sport
- Chandails de laine
- Vêtements pour enfants.

Ainsi, la ville de Yiwu est organisée de sorte que tout est fait pour favoriser le client et faire jouer la règle de la concurrence, afin de proposer les meilleurs prix possible. Le commerce à Yiwu ne tolère pas l'existence de marchés pour tout et n'importe quoi au point de donner des vertiges. En effet, les marchés sont conçus pour un produit bien défini et les commandes en gros seulement sont acceptées.

« C'est par mes différents voyages en Chine pour aller chercher du textile que j'ai connu une ville du nom de Yiwu, une ville proche de Shanghai. C'est par là que j'ai connu la « city textile » ville du textile Catshao Shaoxing vers la ville de Ningbo qui a un port. Yiwu n'est pas une grande ville, mais quand vous regardez Google vous verrez que c'est le « Bigger market in the world » le plus grand marché dans le monde, "futian market in Yiwu"³⁹⁵ ». Quand le Cosec (Conseil sénégalais des Chargeurs)³⁹⁶ était venu en Chine c'est moi qui les avais accueillis et le maire de Yiwu leur avait dit " ce marché si vous comptez le visiter cantine par cantine pendant 3 minutes, vous alliez y passer un an et demi pour pouvoir faire le tour du

³⁹⁵Futian signifie en chinois terre du bonheur, c'est un marché divisé en cinq districts, chaque district est composé de plusieurs sections et chaque section expose différents produits.

³⁹⁶Lors de ma visite de terrain, le Cosec était retourné en Chine pour inaugurer son bureau de représentation à Yiwu, confié à Somboul Sylla sur la base d'un appel d'offres. Contrairement à Guangzhou, où les acteurs ont dénoncé l'attribution de ce marché à Sylla, les traders de Yiwu ont respecté la décision en saluant les valeurs partagées du patron de Supersource Trading.

marché''. C'est un marché qui a la forme du dragon avec plusieurs niveaux. C'est grâce à mes voyages que j'ai connus Yiwu et Catshao''.³⁹⁷

Son statut de plaque tournante des produits d'entreprises spécialisées des différentes villes de la province, lui a permis de construire sa renommée internationale. Disposant de toutes les commodités d'une grande ville commerciale (aéroport, gare, grands centres commerciaux), le nombre très important de commerçants permet aux clients de disposer d'un large choix de produits et de prix sur une distance longue de quinze kilomètres. Yiwu est connue pour être une ville, où la production est dédiée aux produits de consommation courante et dans la vente en gros, mais les stocks sont limités et toute la fabrication est faite sur commande³⁹⁸ :

« La majorité des Sénégalais qui font du commerce et dont les moyens financiers ne sont pas assez suffisants se rendent à Guangzhou pour la plupart, particulièrement les femmes. Ces commerçants y vont pour acheter des meubles, du revêtement comme les carreaux, s'approvisionnent à Guangzhou en habillement aussi comme les « jeans » pantalons et chaussures. Les grands commerçants grossistes qui ont des quincailleries ou qui sont dans le textile et la mercerie, la vaisselle se rendent à Yiwu. C'est une ville pour ceux qui ont les capacités financières importantes capables de convoier un conteneur pour soi-même. Il n'y a pas de groupage à Yiwu à moins d'acheter les marchandises à Yiwu et de les envoyer à Guangzhou pour les mettre dans un conteneur groupé''.

Contrairement à Guangzhou qui abrite une très forte communauté africaine avec « Chocolate City », Yiwu ne connaît pas de quartier africain, ce sont plutôt les Arabes qui y sont les plus visibles avec leurs nombreux restaurants. Les ressortissants africains les plus nombreux sont les Mauritaniens et les Soudanais. Il y a aussi des Syriens, des Jordaniens, Egyptiens, Pakistanais, bref ; c'est le territoire des pays du Moyen Orient³⁹⁹. Les conditions de travail ne sont pas les mêmes entre les deux provinces. Les Africains qui sont à Yiwu exercent le métier de trader c'est à dire des entreprises d'accompagnement de services pour les hommes d'affaires du continent allant du sourcing en passant par l'interprétariat jusqu'au

³⁹⁷Entretien Somboul Sylla, mars 2014

³⁹⁸Dittgen (2010) *op. cit.*

³⁹⁹MENA : middle east and north Africa

chargement dans les conteneurs. Certains traders furent d'anciens boursiers⁴⁰⁰ de la coopération sino-africaine et d'autres comme Somboul des commerçants qui se sont transformés en trader, ainsi nous expliquant le métier de trader, il nous dira que c'est :

«Je suis allé m'installer en Chine définitivement pour travailler comme trader, une sorte de partenariat entre les entreprises et les clients. C'est un service que j'offre, charger des marchandises dans un conteneur, envoyer des invitations et réservations pour mes clients et en contrepartie je suis payé. Le trading c'est juste le commerce, mon entreprise fait du « trading and services » je commande des machines que je vends aux commerçants tout en leur vendant aussi d'autres services. Je t'envoie une invitation, je t'assiste ici en Chine, tu achètes chez le fournisseur, je fais le chargement et tu me payes le service pour chaque conteneur»⁴⁰¹. C'est comme ça que beaucoup de ressortissants africains sont devenus traders en jouant le rôle d'interface entre les acheteurs venus d'Afrique et les commerçants ou entrepreneurs chinois. Aujourd'hui, ils sont les intermédiaires entre leurs compatriotes qui cherchent à faire des affaires en Chine et les fournisseurs.

Dans la province de Guangzhou où s'est installé durablement le métier d'intermédiaire avec les commissions qui sont versées aux acteurs intervenant dans ce domaine, aussi bien de la part des fournisseurs et des clients, le travail sur commission est directement géré par le trader. C'est ce dernier qui après « sourcing » prélève le montant de sa commission directement. À *“Yiwu, il n'y a pas le système d'intermédiation comme à Guangzhou, ici le client est libre d'aller où il veut faire ses achats et nous chargeons son conteneur pour lui en lui remettant d'avance l'adresse de notre warehouse. Nous ne tirons pas de recettes sur les produits achetés par nos clients à partir de commissions. C'est une pratique propre à Guangzhou et non ici. Ici la ville est plus calme et chacun sait ce qu'il a à faire, chaque bureau vend ses produits aussi.”⁴⁰²*

⁴⁰⁰Augustin est un jeune trader sénégalais, boursier de la coopération taiwano-sénégalaise avant de se retrouver en Chine avec tous les autres boursiers, après la rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Taipei en 2005.

⁴⁰¹Entretien Somboul Sylla, mars 2014, Dakar.

⁴⁰²Absa Ba (Sall Industrie), Entretien Yiwu, mai 2015.

La spécialisation de Yiwu

Yiwu s'est positionné dans les produits à faible valeur ajoutée ; c'est-à-dire ces produits bas de gamme qui ont fait la « belle réputation » du *Made in China* dans le monde. En devenant le paradis des acheteurs du monde entier (voir photo). Ce sont en majorité des « petits objets du quotidien » que l'on peut trouver dans les marchés comme les cotons-tiges, les cure-dents, etc. C'est la grande Caverne d'Ali Baba, essentiellement des petits produits de bazar⁴⁰³.

“À Yiwu, il y a le marché de Futian qui fait partie des plus grands marchés au monde. C'est un marché très prometteur où on peut trouver tout ce que l'on veut. Qui n'est pas facile à connaître parce que très grand. Un de mes amis du nom de El hadji Diouf m'a dit : “ Absa si on te dit que l'on vend un individu dans ce marché ne le nie pas, car tu verras cela quelque part et tu seras gêné de l'avoir nié”. Quand je rentre dans le marché, je suis ému avec tout ce que l'on retrouve dans le marché comme innovation, créativité. Tout ce dont tu ne penses pas existe dans le marché ; à chaque fois que je rentre dans le marché, je tique. Les Chinois connaissent le besoin des gens et le traduisent”.

Les offres de prix et de produits sont toujours en adéquation, tellement les commerçants chinois ne refusent jamais un prix qui leur est proposé par le client. C'est la qualité du produit qui va en pâtir, mais le fournisseur trouvera toujours le moyen d'honorer toute commande qui lui sera faite. Tout sera fonction du budget du client. Au point que des conflits liés à une commande n'ayant pas respecté le grammage du coton ou les alliages nécessaires à la confection du produit tombent assez souvent au niveau du Bureau de la Mediation de Yiwu. En effet, il faut savoir que l'échantillon présenté a un prix fixé, si le client demande une réduction du prix proposé par le vendeur, il aura un produit identique, mais jamais avec les mêmes composants, car l'argent ne se refuse jamais pour les fournisseurs. Malheureusement, ils sont nombreux à penser avoir fait une bonne affaire en jouant sur les demandes de réduction, pour se retrouver finalement avec un produit invendable à cause de la piètre qualité. Aussi, il est bien de savoir que la vente du détail n'existe que dans quelques rares boutiques ou le 'Night Market', les stocks sont pas assez disponibles.

Tout produit trouvé dans le showroom d'une boutique, n'est qu'un échantillon et toute commande nécessite un délai de livraison après fabrication dans les usines localisées au niveau de la province de Zhejiang ou ailleurs comme Hebei ou Tienjin. Dans cette ville, où se

⁴⁰³Tanguy Gilles, « Yiwu, le bazar géant de la planète », l'Expansion, 29 octobre 2003.

trouve la très petite communauté sénégalaise, ils sont pour la plupart des propriétaires de bureau (traders) avec leurs employés sénégalais et chinois. Ils ont pour nom Augustin, Allé (Allé Trading Company International) Ababacar Loum (Africa Express Cargo Limited), Sourakhata Tiréra dit « Soura » (Yiwu Crestone Trading Co.,Limited), Sall (Sall Industries) et Soumboul Sylla(International Supersource Trading 5S).

Ces Sénégalais, vivant à Yiwu depuis plusieurs années, exercent la profession de trader, à côté de leur famille et enfants pour certains, servant d'interlocuteurs aux commerçants venant du Sénégal et d'autres pays du monde pour des services allant du sourcing au suivi complet de la commande en passant par l'interprétariat avec une mise à disposition de secrétaires chinoises. Ces « traders » aux trajectoires migratoires particulières sont les vitrines de la communauté sénégalaise de Yiwu. De Mamadou Sall qui est considéré comme le pionnier à Soumboul Sylla, sorti de « l'école de Sandaga », en passant par Soura ou « Soula » comme le prononcent les Chinois. Ce sont trois portraits de traders sénégalais que nous allons découvrir et recueillir leurs impressions sur la ville, leur activité, les relations Afrique Chine.

La communauté sénégalaise de Yiwu: le success story des 3 S (Soumboul, Sall et Soura)

Soura Crestone





Visite du bureau de Sourakhata Tirera dit Soura a Yiwu.

Dans cette ville nous avons rencontré Sourakhata Tirera, originaire d'une grande famille de commerçants du Sénégal et héritier d'une tradition ethnique, les Sarakhollés (Soninkés) du Sénégalais connus pour leur éthos du voyage et des affaires. « Soula » comme on l'appelle ici est à la tête de la compagnie Crestone une entreprise d'import et d'export employant une trentaine de Chinois. Visage rondouillard, physique de jeune baroudeur, le profil du « golden boy africain », qui a bâti sa fortune en Afrique Centrale (Congo et Gabon) particulièrement avant d'envisager de s'implanter depuis une dizaine d'années en Chine, précisément en 2007. Sa décision a été motivée par le fait que beaucoup d'Africains venaient le solliciter pour leur propre service. C'est ainsi que l'idée de s'implanter à Yiwu a germé.

Tout au début, Soula faisait la navette en alternance avec son grand-frère, entre Dakar et Yiwu pour les besoins de son business jusqu'au jour où son frère lui conseilla de rester plus d'un mois pour mieux connaître le circuit du commerce et suivre les commandes des marchandises. *« J'avais une très bonne situation qui me permettait de vivre convenablement au Sénégal, j'aurais jamais cru que je vivrais un jour en Chine, les affaires en Chine sont venues vers moi en s'imposant d'elles-mêmes, sur ce j'ai décidé d'ouvrir un bureau. Aujourd'hui, Sourakhata Tirera est heureux de ce destin qui l'a conduit à Yiwu, ville où il s'est construit un réseau d'amis et même une famille: « A Yiwu je me sens comme au Sénégal, j'y ai des « frères » qui sont chinois. Il y a une dame et un vieux, je les considère tous les deux comme mon père et ma mère. Quand on arrive dans un pays, il faut y avoir des amis. L'amitié ne doit pas reposer sur l'argent, sur une relation d'affaires. Elle doit naître d'elle-même et non sur un business. Un Africain incapable de s'adapter en Chine, si j'ai à critiquer quelqu'un ce sera l'Africain, car je trouve que les deux peuples ont énormément de similitudes culturelles, les réalités culturelles et les modes de fonctionnement sont les mêmes. La Chine permet de réaliser ses rêves. Moi, j'en ai accompli parce que ce n'est pas un pays*

difficile. Il faut comprendre la langue et intégrer la société chinoise qui est très ouverte». Le patron de « Crestone » est aussi à la tête d'une entreprise de confection de coffrets de compteurs électriques destinés au marché africain, particulièrement sénégalais. Une entreprise prospère qui lui permet de gagner bien sa vie. Son chiffre d'affaires annuel est de 35 millions de yuans soit trente milliards de francs CFA.

Contrairement à Guangzhou où les restrictions policières sont devenues plus nombreuses et le sentiment d'exclusion mieux développé dans les communautés africaines, la municipalité de Yiwu par contre travaille à mieux intégrer les étrangers et faciliter leur séjour dans la ville. Au point que le marché qui existait en 2003 et qui pouvait être visité pendant deux tours d'horloges a été remplacé par celui dit du Futian Market, dont il faudrait une année en raison de 3mn par boutique pour pouvoir le visiter. C'est aux fins de faciliter le séjour des étrangers dans la ville et le souci de leur bien-être que les autorités de la ville ont eu l'idée de mettre sur pied « The People's Mediation Committee for Foreign related Disputes of Yiwu City ». Dans ce bureau de médiation, Soula est Vice-président du Bureau de médiation chargé d'arbitrer les conflits entre les Chinois et les étrangers dans un personnel composé de chinois et d'étrangers. Il a été sélectionné après une minutieuse enquête parmi d'autres étrangers qui étaient en compétition, au finish il est recruté dans le Bureau du Chef Chen Jinyan dit « Jeff », ce dernier très content du travail qu'effectue Soula avec dévouement, lui a trouvé un bureau personnel : 'Sula Mediation Room' . Le job est exaltant : *«Notre travail consiste à arbitrer les différends entre les nationaux et les étrangers. S'il y a des cas d'escroquerie, d'abus de confiance, le bureau de médiation intervient pour arrondir les angles et éviter des contentieux judiciaires qui sont très lourds et longs qu'un étranger ne peut attendre du fait de la durée de son séjour.»*

À Yiwu, Soula fait partie des étrangers les plus connus, un modèle de fierté dans la petite communauté sénégalaise qui ne fait pas plus d'une centaine de membres. Dans les relations entre la Chine et l'Afrique, Soula fait partie de ces modèles de réussites du « Chinese Dream » cher au Président Xi pour le peuple chinois et pour ceux qui ont réussi leur rêve chinois tout en servant de pont entre les deux continents en demeurant des étoiles qui brillent dans ce ciel assez souvent traversé d'incompréhensions mutuelles. Cette réussite a fait l'objet de reportage des chaînes de télévision du pays comme le Cc Tv news, c'est ainsi que le reportage est sorti dans le « xinwen lianbo » en février 2015.

« La chose qui m'a le plus touché du fond du cœur, c'est de voir accrocher le drapeau de mon pays dans l'institution où je travaille et dans mon bureau. J'ai dit à mon Chef, ce travail que nous faisons n'est pas rémunéré, mais sache qu'à partir de ce moment ce drapeau représente mon salaire dans ce bureau de médiation. À partir d'aujourd'hui tout ce que je ferai, je le redoublerai rien que pour ce drapeau qui m'identifie. Notre ambassadeur est venu me féliciter, les ministres sénégalais sont venus ici m'encourager en même temps que les médias sénégalais, et toute la communauté sénégalaise est heureuse de cette consécration. »

Sall (Sall Industries)

Mamadou Sall est arrivé à Yiwu en avril 2000 en provenance des États-Unis d'Amérique où il exerçait le métier de businessman dans la vente des produits textiles et le management d'une chaîne de salon de coiffure 'Fatima Hair Braiding'. Avec une silhouette imposante, Mamadou est grand de taille, un teint noir et un physique de déménageur. Aux États Unis, il y a vécu une douzaine d'années dans une petite ville de la Caroline du Nord, après avoir quitté le Sénégal suite à l'année blanche universitaire de 1989 pour se rendre en Suède où il a vécu durant trois années. Ses premières visites en Chine eurent lieu à Hong-Kong, où il achetait les produits textiles auprès d'un trader chinois qui s'approvisionnait à Hong Kong et Shenzhen en grande partie. C'est par la suite qu'il a rencontré des partenaires à Yiwu et à Zhejiang. Il ouvre ainsi, une entreprise à Yiwu du nom de Dongfang industries et devient à partir de ce moment, l'un des premiers Africains implantés dans la ville. Mamadou Sall excelle dans le commerce du textile (wax, bazin), dans la filature avec la création d'un joint-venture avec une usine qui lui fournissait 70% de leur production de filature. Au Sénégal, sa firme Sall Industries approvisionne les revendeurs de Touba en produits de filature à hauteur de 70%. Une des raisons principales pour lui d'installer au Sénégal, leur usine de filature afin de réaliser 40% de la production au niveau local, afin de ne pas perdre les avantages comparatifs qui commencent à s'amenuiser du fait de la cherté des coûts de production en Chine.

À Yiwu, petite ville de la province de Zhejiang, Sall s'y est installé avec sa femme qui est sa collaboratrice dans le commerce, et ses enfants qui sont tous nés dans cette ville. Il a choisi de vivre à Yiwu et non à Guangzhou par le fait que Yiwu est plus calme et pudique, son expérience américaine s'est passée dans une petite commerciale, donc il se plaît mieux dans cette ambiance. Le slogan de son entreprise est "Bring the Best to the World" en

soulignant toujours que l'on ne peut pas réinventer la roue "you don't need to create the wheel".

Mamadou Sall a pendant un certain temps été président de la communauté africaine de Yiwu, c'est ainsi qu'il a pu être interviewé par les médias chinois comme CNBC, qui voulaient recueillir très souvent ses propos, et montrer un success story africain en Chine. Sall a toujours déploré le fait que les étrangers n'aient pas accès aux prêts bancaires au niveau des banques chinoises et sont obligés de s'associer aux hommes d'affaires chinois pour obtenir un capital d'investissement. Sans oublier aussi, la question du renouvellement des visas, qui demeure un grand problème pour les Africains établis en Chine, tout en reconnaissant les efforts faits par la municipalité de Yiwu pour faciliter le séjour des étrangers. Les autorités municipales de Yiwu ont développé des politiques incitatives pour les hommes d'affaires étrangers avec des facilités dans l'obtention du visa et leur avis dans les réunions du Conseil Municipal, pour un meilleur accueil et pratique des affaires. Aujourd'hui, Sall veut s'inspirer de cette diaspora chinoise, qui bâtit sa fortune à l'étranger et fut l'un des premiers investisseurs étrangers au niveau des zones économiques spéciales chinoises. Son projet est d'installer son usine de filature avec ses partenaires chinois au niveau de la nouvelle zone économique spéciale de Dakar (Plateforme industrielle de Diamniadio), dans l'espoir de créer 600 emplois et devenir un leader au niveau du marché ouest-africain.

International Supersource Trading Soumboul Sylla

« Je suis originaire d'une famille maraboutique paysanne qui excellait dans le métier agricole et l'enseignement coranique. Dieu a fait que mon père fait partie des premières personnes à pratiquer le commerce. Cela a posé un problème au sein de la famille, car l'on ne comprenait pas comment un marabout de sa dimension et portant le nom Sylla, surtout dans le Cayor, pouvait se permettre d'exercer une activité commerciale dans un marché? Comme il y avait des « maures du Cayor » qui y vivaient, il a commencé à travailler avec ces gens dans cette partie du Sénégal autour de la ceinture de Thilmakha et de Gueth qu'on pouvait considérer comme le centre commercial du Sénégal jusqu'à Ngayes aussi.

Soumboul Sylla a fait des études coraniques au Sénégal et au Soudan, jusqu'à un niveau supérieur avant de rentrer dans les "rangs" en allant retrouver ses frères qui étaient dans le métier du commerce à Sandaga, sur l'avenue Lamine Gueye. Je leur ai trouvé dans le commerce du textile, commerce général, l'import-export (friperie, alimentaire, quincaillerie).

J'étais dans le commerce du textile comme distributeur ou comme ambulancier. J'emmenais des marchandises à l'intérieur du pays pendant quinze ans de 1994-2007. Cette activité m'a permis de me tisser un réseau de clients dans toute l'étendue du territoire. Quand j'ai eu une assise financière solide, j'ai décidé de voler de mes propres ailes en devenant importateur en 1998, j'ai commencé à travailler pour mon propre compte en allant à Dubai, puis en Inde et en Chine. Somboul Sylla est un pur produit de l'école de Sandaga, pour avoir travaillé, d'abord comme marchand ambulancier avant de gravir tous les échelons du métier, sous la direction de son frère entre 1994 à 1998.

« Les prix devenaient exorbitants à Dubaï et avec mes recherches j'ai noté que les marchandises ne venaient pas de Dubaï. Quand je suis allé en Chine, j'ai noté qu'il y'avait une grande différence de prix ». Avant de se rendre en Chine, Somboul fut le troisième vice-président chargé de la coopération internationale à l'Unacois, au moment de l'arrivée massive des commerçants chinois à Dakar. Il était parmi ceux qui ont dirigé les séries de manifestations et de grèves pour dénoncer l'installation des commerçants chinois et la "concurrence déloyale" que ces derniers exerçaient. *« Au début j'étais très opposé contre les Chinois installés au Sénégal, mais je trouve qu'ils n'ont pas eu une grande influence sur nos activités. C'est vrai que les Chinois ont fait peur aux commerçants locaux dès leur installation. Je pense que finalement les commerçants sénégalais ont bien résisté contrairement à d'autres pays. Ici c'est une terre de commerçants, les Sénégalais savent très bien comment faire du commerce et y excellent très bien »*.

Sylla a découvert la ville de Yiwu, lors de ses voyages à la recherche de produits textiles dans la ville de Shaoxing. Quand le Cosec (Conseil sénégalais des Chargeurs) était venu à Yiwu, c'est lui qui les avait accueillis. C'est d'ailleurs, la raison pour laquelle, Somboul a gagné la confiance du Cosec pour devenir leur représentant en Chine, suite à l'appel d'offres lancé, pour le compte des chargeurs en cas de litiges.



Inauguration du bureau de représentation du COSEC a Yiwu devant Soumboul Sylla(D.G d'international Supersource Trading et représentant le Cosec en Chine), Babacar Ndiaye P.C.A Cosec, Serigne Dia Ndongo de l Unacois et membre du Cosec (boubou blanc), Ibnou Sarr (Consul du Sénégal en Chine-en tenue de ville).

Un de mes frères me disait Somboul: *« la vitesse avec laquelle tu travailles dépasse le Sénégal et tu devras viser au-delà du Sénégal au risque de t'écraser en pleine course. Pense à t'installer ailleurs »*. Sylla va s'installer aux États Unis en 2009, avant de décider finalement de prendre un via pour la Chine et d'y ouvrir un bureau après avoir tissé des partenariats avec les Arabes et les Mauritaniens trouvés sur place. À partir de 2010, il crée une société de trading, spécialisée dans le commerce général et de l'électronique, enregistrée à Hong-Kong, et basée à Yiwu, avant d'ouvrir une succursale à Guangzhou en 2011. Il n'est point propriétaire d'une entreprise de fabrication ou de confection, à l'instar de Soura et Sall. Sylla soutient que son poids financier n'est pas trop important pour un tel investissement, malgré le fait qu'il ait emmené à faire des commandes pour certains de ses clients, dépassant même la valeur marchande de l'appareil de production. Notre poids financier n'est pas très important c'est pourquoi nous sommes obligés de collaborer avec des usines pour nous fabriquer des articles. *“Il y'a beaucoup de produits que l'on vend au Sénégal, c'est moi qui oriente les usines dans la fabrication. En effet, elles ne connaissent pas les besoins du marché sénégalais. Je suis assez souvent un bailleur ou conseiller pour certaines entreprises dans la production de certains produits. Il m'est même arrivé de recevoir des demandes de partenariat pour entrer dans le capital de l'entreprise, mais je leur ai dit qu'ils poursuivent leurs activités et moi je reste un client pour l'entreprise. Il y'a des étrangers qui font de la production en Chine, car l'environnement est plus favorable, sur le plan des emplois, des taxes aussi, et il existe un marché pour la Chine d'abord et pour ceux qui viennent en Chine.”*

Parlant des relations entre l'Afrique et la Chine, Somboul pense que certains Africains ne donnent pas assez souvent une bonne image en Chine, car la Chine est un pays pour faire des affaires pour ceux qui ont de l'argent et non pour s'y implanter comme immigrant. C'est cela qui les pousse à avoir des comportements peu catholiques comme la prostitution et d'autres pratiques interdites. D'ailleurs, il y'a un tableau à Guangzhou, où c'est écrit « *For business welcome to China, no business no welcome to China* ». Sylla a organisé à Dakar en 2014, une grande cérémonie de distinctions à ses clients les plus importants, autour de son équipe composée de jeunes diplômés en management des affaires des universités sénégalaises et chinoises (deux sénégalais, un togolais, deux chinois). Son portefeuille clientèle couvre plus de 300 clients au Sénégal, dont 200 qui viennent en moyenne trois fois par an en Chine, pour charger leur conteneur. Somboul est optimiste sur les relations entre l'Afrique et la Chine *“C'est une bonne chose pour le continent africain. Pendant très longtemps nous avons été soumis à des traités injustes et inégaux par les pays européens. Nous avons été colonisés jusque dans nos foyers. Par exemple, quand la Chine propose un financement, elle ne soumet pas de conditionnalités alors qu'avec les Européens ils demandent à ce que vous fassiez telle réforme et telle réforme avant de vous financer. Tout pays devra être indépendant même si il emprunte de l'argent d'un autre pays, il devra le faire en toute autonomie et sans pression aucune. Sans conditionnalités.*

Toutefois, il souhaite que les commerçants investissent dans la production en achetant des machines pour les implanter au Sénégal et non à participer à une saturation du marché, si chacun irait en Chine pour acheter des marchandises. *“Les besoins du marché sénégalais peuvent être satisfaits par les Chinois. Ils peuvent monter les machines, former le personnel à un coût très bas. Tu vas te demander pourquoi tu n'as pas cherché à ouvrir une entreprise. Au Sénégal c'est nous qui nous concentrons le plus dans le commerce alors qu'il y'a pleines d'opportunités en Chine. Je discutais avec les femmes de l'Unacois et elles me demandaient comment faire pour importer des conteneurs de bazin ? Je leur ai dit cela n'est pas un bon investissement, qu'il faudrait penser à voir comment disposer des machines pour l'emballage, la transformation, aliment de bétail qui peuvent traiter une à trois tonnes par jour”.*

Le Rêve chinois est en marche pour beaucoup d'Africains qui y croient, malgré les écueils rencontrés sur le chemin qui mène vers la porte céleste. En l'espace de dix ans, les Africains sont devenus une communauté importante d'investisseurs en Chine particulièrement dans les villes de Yiwu et Guangzhou où ils tiennent des entreprises et des bureaux d'affaires

servant ainsi de pont économique entre l’Afrique et la Chine. Ce pays dont l’économie est génératrice d’immenses opportunités pour qui sait les saisir, connaît une importante communauté africaine dans ces grandes villes commerciales. À Yiwu, les autorités municipales ont compris le poids économique des étrangers au point de mettre en place un certain nombre d’instruments et de mesures pour faciliter leur séjour dans la ville. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle, le “Yiwu Mediation Room” a été créé au cœur du grand marché de Futian pour servir d’organe de résolution des conflits entre autochtones et allochtones.

The People Mediation Room

La Commission de Mediation des différends commerciaux de la ville de Yiwu est un démembrement du gouvernement municipal de Yiwu, qui a ses bureaux au niveau du grand marché de Futian. Son rôle est de trouver des formes de résolution de conflits, qui naissent assez souvent entre les commerçants étrangers et les Chinois. En interviewant Soura, j’ai eu l’honneur de m’y rendre et de visiter le lieu en échangeant avec le Chef de la commission Chen Jinyan. Dans un couloir menant à ce département, sont exposées les activités de la commission depuis sa mise en place, montrant les médiateurs assis autour d’une table avec les principaux concernés pour trancher un litige sur un cas de paiement non honoré, de produits contrefaits, de marchandises de mauvaise qualité livrées. À l’entrée, il y a un bureau de réception pour enregistrer les réclamations. Ainsi un procès-verbal est établi à l’issue de la déposition, ensuite la personne avec laquelle le concerné a un différend est à son tour convoquée pour être entendue et dressé un procès-verbal. Enfin, les deux parties en conflit sont convoquées dans la grande salle de la commission, où trônent les drapeaux des pays d’origine des médiateurs, autour de la grande table et les slogans appelant au compromis et à l’ouverture sont marqués sur les murs. Devant le Chef Chen, les deux parties sont réécoutes en présence des médiateurs, avec moult conciliabules pour trouver une solution, si toutefois les deux parties ne tombent pas d’accord sur une proposition, le médiateur peut aller jusqu’à isoler une partie dans son bureau pour le convaincre et lui demander jusqu’où il est disposé à accepter son tort et faire amende honorable vis-à-vis de son fournisseur. Souvent, les médiateurs étrangers jouent sur la proximité géographique pour régler le différend selon qu’il est originaire du même pays ou du même continent.



Bureau de mediation de Yiwu. Photo droite : le board des médiateurs



La photo de Soura sur le Board. Au milieu avec le Chef Chen Jinyan. Levant fièrement le drapeau du Sénégal, présent dans la grande salle de médiation.

En effet, selon que l'on est africain, arabe ou hindou, la victime ou le plaignant fait plus confiance à la personne qui partage avec lui un certain nombre de liens. C'est d'ailleurs, la raison principale du recrutement des étrangers dans le bureau de Mediation. Selon le Chef Chen: *"il y a onze étrangers issus de onze nationalités différentes recrutés pour éviter les barrières linguistiques, parmi les médiateurs qui sont au nombre de 36. Leur connaissance du*

contexte et leur expérience ont beaucoup aidé à l'atteinte des objectifs. Ainsi, en moins de deux ans, 170 litiges ont été résolus avec un taux de réussite de 90%''⁴⁰⁴. Les scènes qui se déroulent dans le bureau de médiation sont dignes d'un tribunal de justice, entre larmes, colère, cris et insultes verbales, parfois même des attaques physiques vite maîtrisées. À la fin une solution est trouvée entre les deux parties pour permettre aux commerçants étrangers de ne pas perdre du temps dans de sempiternelles audiences judiciaires. Soura fut le premier étranger à être recruté dans la commission de médiation. Au moment de son recrutement, il se demandait pourquoi le gouvernement municipal voulait de lui? Ai-je fait quelque chose que j'ignore? Finalement il est allé répondre à la convocation en se disant ne rien se reprocher, pour finalement connaître les raisons de sa convocation avec d'autres étrangers de la ville. Aujourd'hui, il reconnaît que travailler dans le Bureau de Médiation, lui a été très bénéfique dans ses affaires, pour avoir appris pleines de choses, qui font que son négoce est devenu très prospère.

La ville de Yiwu, en mettant sur pied un instrument de médiation pour traiter des disputes commerciales entre les ressortissants chinois et les étrangers, démontre à suffisance sa volonté de rendre le séjour de ces derniers le meilleur possible. Yiwu est plus accueillant que la ville de Guangzhou, comme nous l'avons noté plus haut dans la partie réservée à la ville cantonaise. De plus les renouvellements du visa sont plus aisés à Yiwu qu'à Guangzhou, où les étrangers sont dans l'obligation de sortir du territoire pour renouveler leur séjour. Ensuite, la ville permet à tout étranger disposant d'un visa d'affaires ou de tourisme, d'ouvrir un compte rapidement et d'y transférer son capital. Le processus d'ouverture de bureau de négoce n'est pas aussi difficile, avec tout ce que cela comporte: louer un appartement, trouver un entrepôt où exposer ses marchandises, travailler avec un transitaire chinois pour la réception et l'acheminement vers la destination finale.

Les comptoirs africains de Chine accompagnent une présence d'acteurs africains en Chine surfant sur cette vague d'ouverture du capitalisme asiatique dont les prolongements se font ressentir dans les différentes capitales africaines. Les communautés de migrants africains se redéplient en Asie pour répondre à ce sacro-saint objectif des chasseurs d'opportunités-faire des affaires pour gagner de l'argent et réussir le vieux rêve du migrant. Les Africains veulent construire et réaliser leur «rêve chinois»; après les politiques de limitation des entrées en Occident et les périodes de récession économique qui s'en sont suivies. Ces

⁴⁰⁴Entretien Chef Chen, 19 mai 2105, Yiwu.

communautés africaines participent à la redéfinition de la carte économique du monde, qui fait des villes chinoises les nouveaux eldorados des migrants africains.

Dans une démarche prospectiviste, il sera utile de voir comment les Chinois continueront-ils d'accepter et de faire société avec les migrants africains qui ont commencé à construire des habitudes dans certaines provinces sur le long terme. Les communautés chinoises devenant elles aussi de plus en plus importante en Afrique, il y'a lieu de voir comment ces peuples vont-ils s'accepter mutuellement sans aucune forme de discrimination et de racisme dans leurs échanges.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE VII: PROSPECTIVE DE LA CHINE EN AFRIQUE

Du consensus de Washington à celui de Pékin : quelle politique économique alternative pour le continent africain ?

L'Afrique s'était tournée résolument vers la voie de la modernisation de ses structures économiques et politiques au lendemain des indépendances afin d'intégrer le monde moderne. C'est ainsi que les idéologues des indépendances vont s'inspirer des régimes socialistes et libéraux pour définir un modèle de développement économique postcolonial. Pour cela, il a fallu rompre avec la dictature de la rente agricole et opérer une diversification de l'économie par la mise en place d'un projet industriel. Au cœur de cette vaste entreprise de modernisation politico-économique se trouve l'État central et centralisateur grand investisseur et propriété des entreprises publiques ou étatiques. La particularité de ces économies africaines reflétait un État fort et rassembleur autour de la nation. Cette période fut riche, elle annonça des lendemains qui chantent pour la nouvelle économie avec en prime une hausse de la croissance et la création de milliers d'emplois permettant aux élites des indépendances de s'insérer professionnellement. C'est ainsi que des pays africains comme le Sénégal avait un P.I.B supérieur à un dragon comme la Corée du Sud en 1969.

C'est une période qui coïncida avec l'implication des institutions de Bretton Woods en Afrique, créées au lendemain de la guerre mondiale pour réglementer l'économie mondiale et réguler le secteur, qui vont apporter leur soutien aux nouveaux États indépendants afin de leur permettre d'accélérer leur processus de modernisation. Ce travail revient sur le consensus de Washington et ses implications négatives sur les structures économiques africaines au tout nouveau consensus issu de la politique africaine de la Chine appelé le consensus de Pékin afin de voir si véritablement l'Afrique, dont on a jusqu'ici pensé à sa place, se décidera un jour à mettre sur pied une stratégie économique de maitrise des contraintes et non d'accommodation ou de mimétisme. Le schéma explicatif, d'un monde passant du bipolarisme à un monde multipolaire, et qui permettait de comprendre les relations économiques internationales, a considérablement changé avec l'avènement de nouveaux centres avec sa périphérie. Une situation qui est dans l'ordre des possibles dans la mesure où tout porte à croire que ces relations sont appelées à durer et à se renforcer. Ce contexte dans lequel nous sommes, nous impose à repenser la mondialisation devenue une affaire des

nations⁴⁰⁵ (Inde-Chine-Brésil et Russie), dès lors que l'économie mondiale est portée par l'expansion de ces nouvelles puissances hégémoniques, même si dans la littérature c'est une affaire de firmes multinationales et d'entreprises privées, contredisant ainsi une certaine doctrine sur la mondialisation.

VII.1. LE CONSENSUS DE WASHINGTON : BILAN D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le modèle de développement économique dominant en Afrique est celui dit du consensus de Washington⁴⁰⁶. Le consensus devait permettre au continent de s'ouvrir à l'échange international suivant le principe des avantages comparatifs, d'après lequel chaque pays se spécialise dans une production dans laquelle il est le plus doué et se déspecialise dans celle où il est le moins. C'est le début de la longue et éreintante mise sous tutelle des économies africaines par les Institutions de Washington chargées de l'exécution et de la surveillance des programmes d'ajustement structurel afin de niveler les déséquilibres internes et externes des économies africaines. C'est le fameux consensus de Washington. Les objectifs de développement de départ seront révisés au profit du marché qui va dicter sa loi aux États dans la régulation de l'ordre économique. Ces orientations économiques seront axées sur la libéralisation des économies et la réorientation des dynamiques de croissance vers le marché intérieur.

Après trois décennies écoulées, que reste-t-il des réformes des institutions de Bretton Woods ? Les résultats sont loin des attentes espérées à l'heure du bilan, car les P.A.S n'ont pas permis d'édifier de nouvelles dynamiques de croissance, s'y ajoute aussi le problème de la dette et les remboursements très élevés qui ont anéanti le développement en Afrique. Le climat social connaîtra une grisaille avec la baisse des termes de l'échange induite par les bas coûts des prix des matières premières et la crise de la dette à la fin des années 1970. Ce sera la période du moins d'Etat et mieux d'Etat qui va se manifester par une crise sociale et la détérioration du développement humain durable. C'est la période propice à l'apparition de la pauvreté. Les conséquences des plans d'ajustement seront renforcées par la mondialisation économique, qui loin d'ouvrir des perspectives de développements, amenuise drastiquement la place du continent dans les échanges commerciaux et dans les flux de capitaux. Les reformes de Bretton Woods ont échoué pour avoir participé à la déstructuration sociale des

⁴⁰⁵ *Marianne* http://www.marianne-en-ligne.fr/e-docs/00/00/65/8E/document_article_marianne.phtml.

⁴⁰⁶ Expression de l'économiste américain John Williamson.

sociétés africaines et le démantèlement du tissu industriel pour finir par pourvoir au continent la portion congrue des échanges mondiaux.

L'échec des politiques d'ajustement structurel va impacter sur le climat intérieur des États qui vont faire face à des formes de résistances de la part de leurs citoyens. Pour avoir élaboré des programmes pour l'Afrique sans l'Afrique les institutions de Bretton Woods se sont fourvoyées sur toute la ligne et leur légitimité mise en cause au niveau des États qui dénoncent vigoureusement ces politiques antisociales et stériles. Les recommandations prescrites par ces institutions ont donné des résultats catastrophiques et ont transformé la part de l'Afrique dans l'économie mondiale en peau de chagrin. Au moment où l'économie des pays d'Afrique au Sud du Sahara connaît une marginalisation dans les échanges mondiaux, comment celle-ci peut-elle faire face au consensus de Pékin ? L'Afrique étant absente du projet de redéfinition des orientations économiques internationales des institutions de Bretton Woods, peut-elle se permettre d'être absente aussi dans la réflexion sur le consensus de Pékin pour une politique africaine de la Chine. La Chine a été le grand gagnant du mouvement de la mondialisation de la production par la délocalisation des appareils de production et le transfert de technologie impulsé aussi par les bas coûts de la main d'œuvre chinoise. Les investissements chinois dans les pays africains seront à l'origine du renouveau des dynamiques de croissance, les taux de croissance ont connu un léger mieux contrairement à ceux des années 1990 où la quasi-totalité des pays africains ont connu des taux de croissance négatifs. L'Angola et la R.D.C qui ont connu des situations politiques instables liées à la guerre ont connu des croissances positives liées aux investissements chinois.

Le consensus néolibéral de Washington a impacté négativement sur les économies africaines avec un passif social sans précédent matérialisé par un fort taux de chômage en Afrique consécutif à la restructuration et au démantèlement des entreprises étatiques, et à une démographie galopante accentuant la précarisation sociale. À l'heure du bilan, le consensus de Washington a été un échec cuisant incapable de résoudre les problèmes du continent africain du fait des mauvaises orientations théoriques et options de développement néolibérales. Contrairement aux pays africains soumis aux diktats du consensus de Washington, la Chine a connu des résultats socio-économiques très satisfaisants dans plusieurs domaines : l'urbanisation, l'industrialisation, la hausse de l'espérance de vie, l'amélioration du revenu par tête et le commerce extérieur en suivant une démarche autre que celle du modèle libéral.

La réussite du modèle de développement chinois intervient à une période où l'Europe commençait à tourner le dos à l'Afrique pour se consacrer aux pays de l'Est. La Chine fait des émules et fait réfléchir les pays africains qui aspirent à connaître une nouvelle alternative de développement devant l'échec du modèle de Washington et ses politiques d'ajustement structurel. La voie chinoise du succès a surfé à contre-courant des vagues néolibérales contraignantes et des conditionnalités impératives des institutions financières internationales : démocratie, respect des droits de l'homme et moins d'Etat⁴⁰⁷. La leçon chinoise est d'avoir démontré que le développement était possible en dehors du paradigme dominant de Washington.

La Banque Mondiale et le China Exim Bank : des approches communes du développement ?

La Banque Mondiale s'est très tôt définie comme une organisation publique avec pour mission principale d'apporter son soutien aux multinationales privées dans leur projet de développement en Afrique. Elle a permis ainsi aux multinationales de bénéficier de marchés très juteux en Afrique dans l'exploitation et la fourniture d'équipement avec des coûts financiers largement supérieurs à ceux des opérations effectuées par les autorités nationales et les agences d'aide bilatérale⁴⁰⁸(Amin. S, 43). C'est ainsi que dans le secteur minier la banque travaillait en étroite collaboration avec les multinationales pour éviter toute velléité de nationalisation ou de renationalisation des compagnies minières exploitées par ces multinationales en jouant le rôle d'assureur par la prise en charge des travaux d'infrastructure (routes, chemins de fer miniers, ports, électrification) sous forme de subvention. Dans le secteur agricole, la Banque privilégiera l'exploitation forestière au bénéfice des exportations sans tenir compte des conséquences écologiques et du devenir des pauvres paysans à qui leurs terres ont été spoliées. En résumé la stratégie de la banque mondiale n'a pas permis à l'industrialisation espérée, pire encore elle a installé le continent dans une situation de dépendance des capitaux étrangers sans contrepartie significative.

Dans la même lancée que la Banque Mondiale, le China Exim Bank fondée en 1994 chargée de promouvoir la politique extérieure des investissements, des programmes d'aide de

⁴⁰⁷ Thierry Amougou, l'inflation chinoise en Afrique noire : entre nouvelles opportunités et sous-développement durable, in *Alternatives sud*, p 47.

⁴⁰⁸ Amin Samir, la réforme des institutions de Bretton Woods, in *Repenser Bretton Woods*, sous la direction de Moustapha Kassé et Hakim Ben Hammouda, Codesria-Karthala, p 43,2002.

la Chine, représente la branche commerciale et administrative de la Chine en Afrique. Les investissements de la Chine en Afrique sont à 80% concentrés en Angola, au Nigeria, au Mozambique, au Soudan, et au Zimbabwe avec une prédominance du secteur énergétique : avec 40% des engagements financiers, suivis des secteurs généraux 24%, des transports 20%, des télécommunications 12% et des projets hydrauliques 4% (Broadman,2007).

Les investissements chinois se concentrent sur l'exploitation minière, du pétrole, du gaz, du bois, sur des projets d'infrastructure (routes, chemins de fer). Ainsi la Chine s'est engagée à élaborer un plan d'action dans les différents domaines, encourageant les entreprises chinoises à participer activement aux projets en Afrique (tels que l'agriculture ou les infrastructures) et à développer leur coopération dans d'autres secteurs (comme les transports, les télécommunications, l'énergie et l'alimentation en eau et en électricité). Les risques des investissements chinois en Afrique demeurent toujours dans cette insertion rentière du continent dans le mouvement de la mondialisation basée sur l'exploitation des réserves minières et énergétiques. Conséquences les activités agricoles et manufacturières sont reléguées au second plan au profit des activités minières et énergétiques qui accentue la dépendance du continent et sa marginalisation dans la mondialisation économique. C'est pourquoi il faudrait trouver une alternative à la politique africaine de la Chine pour une relance des potentialités économiques en Afrique par une croissance forte et une diversification des structures économiques.

Selon Jean Raphael Chaponnière le consensus de Pékin poursuivrait ni plus ni moins les mêmes objectifs que le consensus de Washington en les déclinant différemment : le premier donne la priorité à la stabilité et au développement, alors que le second fait des réformes un préalable au développement et à la stabilité »(2008⁴⁰⁹). Trois décennies après l'expérimentation du consensus de Washington et de ses versions soft comme le Document stratégique et réduction de la pauvreté(D.S.R.P), le continent africain n'a pas encore dit son mot pour repenser et proposer un nouvel ordre économique et financier avec ses partenaires économiques. Encore qu'aujourd'hui il doit faire face au consensus de Pékin.

⁴⁰⁹ Chaponnière J.-R.(2008), « L'aide chinoise à l'Afrique, origines, modalités et enjeux » *L'Economie politique*, 38, avril, p.7-28.

VII.2. LE CONSENSUS DE PÉKIN

La politique africaine⁴¹⁰ de la Chine débute à partir de 2000 avec le forum de coopération et d'échanges entre la Chine et l'Afrique. Ces rencontres tri-annuelles vont prendre leur importance d'année en année de par le nombre de participants. L'Empire du Milieu s'organise et oriente le continent selon de nouvelles formes de stratégies avec comme souci principal garantir son approvisionnement énergétique et par vocation de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale (Ditguen, R, 2007: 22). La conférence s'est terminée par la publication de deux textes importants: la Déclaration de Pékin et le Programme pour la coopération sino-africaine dans le domaine du développement économique et social. Le premier a eu une portée plus politique, indiquant la vision de Pékin et le devoir de faire sortir les pays africains du sous-développement. La deuxième conférence a prôné la promotion de la coopération Sud-Sud, l'amélioration des relations Nord-Sud, à travers le dialogue, une participation aux affaires internationales sur une base d'égalité et l'établissement d'un partenariat à long terme au bénéfice de la Chine et de l'Afrique⁴¹¹. Par la même occasion, la Chine a annulé une partie de la dette des pays africains à hauteur de 10 milliards \$.

Le consensus de Pékin offre au continent africain l'opportunité de rompre avec le diktat des institutions de Washington et de ne plus être sous le régime de la dépendance permanente. C'est ainsi que les possibilités d'accéder au financement se multiplient par le biais du China Exim Bank, et de marge de manœuvre dans l'espace politique et social. Ce qui fait que d'un continent à la dérive, l'Afrique est devenue l'objet de toutes les convoitises avec le retour en force de la Chine. La scène africaine devient le théâtre de cette lutte à distance que se mènent dorénavant entre puissances émergentes et anciennes puissances permettant du coup à l'Afrique de retrouver un statut d'arbitre dans cette concurrence opposant pays émergents et puissances traditionnelles. Après avoir expérimenté la thérapie du consensus de Washington et ses conséquences dans la vie économique des états africains, les États africains retrouvent une nouvelle alternative dans leur projet de développement avec le partenariat financier de la Chine en gagnant à plus de souveraineté dans leurs décisions et orientations.

Ce partenariat dit « gagnant-gagnant » serait pour certains non bénéfique au continent africain du fait qu'il ne repose pas sur un projet véritable de développement autocentré et porteur de croissance. Ce partenariat Sud-Sud est dénoncé par beaucoup comme relevant plus

⁴¹⁰ Publication du Livre blanc en janvier 2006 intitulé « la politique de la Chine à l'égard de l'Afrique » .

⁴¹¹ AICARDI DE SAINT-PAUL, Printemps 2004, [www.african-geopolitics.org /home_french. Htm](http://www.african-geopolitics.org/home_french.Htm).

d'une dynamique Nord-Sud, car le modèle semble être calqué sur celui des puissances occidentales, car en confinant l'Afrique à un simple fournisseur de matières premières, la Chine ne fait que marcher sur le pas de ces dernières. C'est un modèle économique qui, bâti sur l'exploitation des ressources minières et énergétiques et faisant primer les objectifs de croissance économique sur toute autre considération (politique, sociale ou environnementale), n'est pas viable à moyen et long terme (Delcourt.29)⁴¹².

Ce modèle que beaucoup ont pu très tôt considérer comme un alternatif au consensus de Washington et à la camisole de force des institutions financières, est à repenser pour qu'il puisse être en phase avec les priorités de développement du continent africain. Loin de dresser un tableau de bilan entre des choix à prendre ou à refuser, l'objectif c'est de pousser le continent africain à engager la réflexion autour d'un modèle de développement prenant en charge ses propres besoins et ses préoccupations ultérieures. Car, comme le souligne Kwesi Kwaa Prah « *Indéniablement, la Chine se rapproche de l'Afrique dans la perspective de satisfaire ses propres intérêts-ou du moins ce qu'elle considère comme relevant de son intérêt- et ces intérêts ne recoupent pas nécessairement pas ceux de l'Afrique. Il y'a la quelque chose que les Africains doivent faire c'est construire eux-mêmes leur histoire, et y prendre part du mieux qu'ils peuvent et dans leurs propres intérêts* »(2007)⁴¹³. La bonne santé économique de la Chine peut-elle avoir des effets négatifs sur le secteur industriel africain, dès lors que les exportations et les investissements chinois affectent sur certains secteurs de la production industrielle ? Quand on sait que les commerçants africains dénoncent la stratégie industrielle de la Chine, de même que les petits producteurs du secteur informel⁴¹⁴.

Si la position d'un pays dans l'échelle des valeurs économiques et mondiales est définie par le niveau de la compétitivité de ses productions sur le marché mondial, la production en Afrique souffre d'une absence de diversification et demeure confinée dans l'exportation des produits primaires sans maîtrise des termes de l'échange. On ne va pas jeter l'anathème à la Chine sous prétexte qu'elle est plus intéressée par les matières premières africaines ; il faut poser la question de savoir qu'est-ce que l'Afrique a à proposer en dehors

⁴¹² Alternatives Sud, La Chine en Afrique, Menace ou opportunité pour le développement ? Points de vue du Sud, Centre Tricontinental/Syllepse, 2011, 184p.

⁴¹³ Kwaa Prah K. (2007), « Africa then and Now.Kwesi Kwaa Prah talks to Patrick Burnett of Pambazuka News », F.Manji & S. Marks S. (dir.), African perspective on China in Africa, Nairobi/Oxford, Fahamu-Pambazuka, p. 57-61.

⁴¹⁴ Manifestations anti-chinoises au Sénégal et Gabon contre l'offensive chinoise en Afrique des groupes de commerçants.

de ses ressources ? Puisque intégrée dans la division internationale du travail en tant que fournisseur de main-d'œuvre et de matières premières bon marché. Le continent est incapable d'exploiter les minerais et les matières premières pour développer des industries de transformation ainsi qu'une base humaine très qualifiée afin de soutenir la croissance et le développement. L'Afrique doit penser une stratégie d'engagement afin de pouvoir faire face à l'économie la plus puissante qui souhaite s'imposer dans le futur. Sortir de la dictature des urgences et des conditionnalités de circonstances.

VII.3. CONSENSUS DE WASHINGTON VERSUS CONSENSUS DE PÉKIN

Fidèle au principe de non-ingérence, la Chine n'impose aucune condition. Ce principe souffre néanmoins de deux exceptions. Longtemps un préalable, la rupture des relations avec Taiwan n'est plus vraiment un enjeu, car, grâce à son succès économique, la Chine a « gagné la guerre » de la représentation et elle a des accords de coopération avec des pays qui ont maintenu des relations avec Taiwan. Pékin attend par contre un soutien à ses positions aux Nations unies : elle demande le soutien de l'Afrique contre l'octroi d'un siège au Japon au Conseil de sécurité ou pour élire un candidat à la direction d'un organisme des Nations Unies (récemment l'Organisation mondiale de la santé). En outre, le secret très bien gardé qui entoure le montant de son assistance et les conditions de crédit suggère que la Chine impose une clause de non-publication des données sur son aide.

Au-delà de ces points, la Chine n'assortit son aide d'aucune conditionnalité, ce qui la différencie des pays de l'OCDE. Les opérateurs chinois n'ont ainsi aucune exigence en termes de responsabilité sociale et environnementale (RSE), et cette approche conduit à des abus, comme dans le cas du barrage de Merowe au Soudan. Ce barrage ne respecte pas les standards internationaux et sa construction a provoqué le déplacement des habitants dans des terres éloignées et impropres à l'agriculture. L'administration chinoise reconnaît ces abus tout en refusant, au nom de la non-ingérence, de prendre l'initiative d'imposer des clauses RSE. L'attitude chinoise a conduit Joshua Cooper Ramo (2004) à opposer le consensus de Pékin au consensus de Washington. L'un et l'autre poursuivraient les mêmes objectifs qu'ils déclinent dans un ordre différent, Pékin donnant la priorité à la stabilité et au développement, Washington faisant des réformes un préalable au développement et à la stabilité. Cette opposition contribue à la bonne image de l'aide chinoise en Afrique, où la fascination pour les modèles asiatiques a une longue histoire. Après la crise de 1997, qui a érodé l'image de l'Asie, la montée en puissance de la Chine a renforcé l'attrait des modèles hétérodoxes.

L'aide chinoise séduit les États les plus rétifs aux réformes, comme l'Angola, qui a bénéficié d'un prêt de 2 milliards de dollars alors qu'il était sommé de rendre des comptes sur la disparition de 4 milliards de dollars des caisses publiques. Elle séduit également les États qui ont souffert de l'instabilité provoquée par une application trop mécanique des réformes conçues au nom du consensus de Washington. La position chinoise pourrait évoluer par la force des choses. La part des prêts de l'Exim Bank augmente dans son engagement et celle-ci, plus soucieuse de remboursement, est sensible à la notion de risque-pays. Elle s'intéresse à l'environnement économique et, à défaut d'imposer des conditions, la banque deviendra plus attentive aux conditions d'endettement. Une attention qui peut l'amener davantage à se coordonner avec les autres donateurs.

VII.4. LA CHINE EST-ELLE UN MODÈLE POUR LE CONTINENT ?

Les relations entre la Chine et l'Afrique peuvent relever du paradoxal, si on l'analyse sous le prisme d'un rapport entre un pays-continent et un continent avec des pays. Cette relation peut être très problématique dans le sens où la Chine est unique et que l'Afrique ou les Afriques selon certains détracteurs, est ou, sont multiples. Il en ressort une difficulté d'élaborer une stratégie d'engagement en dehors des institutions qui doivent parler d'une seule et même voix pour les mêmes intérêts. Conscient des difficultés et d'un vide organisationnel au niveau continental, le gouvernement chinois, s'emploie à tisser des relations de pays à pays. Prenant en compte des facteurs historique, géographique, économique et humain variés. Les autorités de Pékin mettent en œuvre des projets très différents en Afrique, adaptés aux besoins et ressources des pays avec lesquels l'empire du Milieu développe sa coopération : la préparation d'une zone économique spéciale en Zambie, une ligne de chemin de fer transnationale au Gabon, une raffinerie au Soudan.

C'est la mise à mort du multilatéralisme prônait par la Chine au forum de Pékin en 2000 au profit du bilatéralisme, qui ne peut répondre qu'à des situations urgentes et non prospectives. C'est le début de la promotion du consensus de Pékin par la voie politico-diplomatique. C'est la stratégie du diviser pour mieux négocier, la Chine fragilise l'équilibre des institutions sous régionales et continentales. Ces pays ne peuvent pas séparément faire face au pays-continent. La stratégie du « marcher ensemble et frapper séparément » ne plaidera pas en leur faveur. Il faut reprendre l'initiative pour une stratégie d'engagement à même de pouvoir sauvegarder les intérêts du continent.

En pensant à créer une nouvelle voie, qui est le futur chantier du continent, quand on voit que dans l'évolution des rapports entre le continent africain et ses partenaires, ces derniers ont toujours défini et orienté l'agenda. Pour cela, il faut sortir de la dictature des urgences et osez inventer l'avenir africain. Il fallait dès lors repenser les rapports justes et inclusifs prenant en compte les intérêts des États du Sud. La réinvention de nouveaux projets de développement sur le continent passe par l'établissement de nouvelles configurations internationales plus attentives aux espérances et aux préoccupations des pays africains et plus solidaires de leur volonté de s'inscrire dans le temps du monde. C'est pourquoi l'Afrique a besoin de la Chine pour comprendre qu'elle peut s'en sortir. La présence chinoise doit elle nous faire peur ? Devant la supposée menace chinoise entretenue par les Occidentaux et leur intelligentsia. La réponse à cette interrogation nous l'empruntons à feu Tajudeem⁴¹⁵ « Ne vous tourmentez pas! Organisez-vous ». S'organiser en ayant le droit de penser la question Sud-Sud sous l'aune des réalités et intérêts africains et non plus sous le prisme de l'hégémonie idéologique occidentale.

Les pays africains doivent s'organiser pour une meilleure réactivité par la mise en place d'actions de gestion rationnelle et mesurée de leurs ressources pour un meilleur équilibre des relations commerciales. En faisant preuve de moins de frilosité et de légèreté pour un système de relations économique interafricain construit autour d'objectif d'équilibre des échanges commerciaux⁴¹⁶. La stratégie d'engagement des États africains face à cette nouvelle forme de coopération « gagnant-gagnant » selon les gouvernements de ces puissances, « néocolonialisme » selon les détracteurs doit être axée sur la prospective. Si la Prospective est selon le mot de Gaston Berger, « la science du comprendre l'avenir en vue de contribuer à le faire », dès lors, il ne s'agit nullement de refuser la prétendue main tendue des pays émergents pour une coopération Sud-Sud, mais précisément de formuler à quelles conditions et selon quelle temporalité, les relations entre les pays émergents et l'Afrique peuvent être porteuses de sens et ne sauraient prendre l'allure que le système colonial et néo colonial avec ses institutions monétaires nous ont imposés ; jusqu'à se transformer en un appareil destructeur des sociétés et des civilisations

Faire en sorte que ces investissements/projets puissent apporter un développement local à long terme et non plus une simple stratégie de prélèvement, suivant une logique

⁴¹⁵ Tajudeem Abdul-rahma, la vérité aux puissants, Pambazuka Press Codesria.

⁴¹⁶ Ibid, p. 13.

postcoloniale, sans véritable transfert de technologie. D'un autre côté, considérer ces arrivées comme une nouvelle opportunité pour l'Afrique, favorisant la lutte contre des dysfonctionnements structurels profonds.

À partir de là, l'Afrique doit savoir tirer profit de ces opportunités en se posant en tant que réel partenaire des pays émergents et non en tant que quémandeuse. Malheureusement, la situation actuelle des institutions africaines, par leur manque de réalisations concrètes, ont du mal à se poser comme interlocuteur de la Chine, de l'Inde, etc. et à mettre en place une réelle politique. À moins de vouloir rentrer dans l'histoire à reculons et de laisser aux autres la faire pour nous pour demeurer toujours supplétifs. D'où la nécessité de disposer d'un cahier de charges pour négocier avec les Chinois sur la base d'un document stratégique commun comme le NEPAD⁴¹⁷. De nouvelles stratégies doivent être établies sur de nouvelles références et de bâtir une échelle nouvelle d'objectifs et de finalités susceptibles d'inverser le cours de nos relations. Ce travail ne pourrait être fait sans l'intelligentsia africaine, une élite décomplexée qui ne verse plus dans l'« auto-victimisation » et l'« auto exclusion » en osant créer l'avenir. À moins que le cogito africain ait failli et de nul effet. Sans anticipation ni prévision et prospective, l'Afrique va au désastre.

À moins donc de vouloir rentrer à reculons dans une Histoire du futur qui sera écrite par les autres, la matière principale de nos délibérations devrait intégrer l'Avenir. Si le critère d'éligibilité dans l'avenir est la Liberté [de penser et d'entreprendre ou de rêver le monde présent], il y a lieu de savoir si nous satisfaisons à cette condition⁴¹⁸. S'il faut être libre pour avoir droit à l'Avenir ou envisager ce dernier, le sommes-nous ? En particulier dans les matières stratégiques comme l'économie ou la monnaie. S'il y a donc une conviction prospective dans les relations entre les pays émergents et le continent, c'est que nous n'aurons pas d'Avenir sans Indépendance ni Implication dans tous les domaines, à commencer par le choix d'une stratégie économique maîtrisée, et édifiée comme tel, d'après des modèles de transformation sociale qui nous sont propres, voulus par nous-mêmes, notamment en matière d'économie, d'environnement.

⁴¹⁷ Nouvel Partenariat pour le Développement de l'Afrique.

⁴¹⁸ Malick Ndiaye, Sarkozy la controverse de Dakar, cours nouveau n°1-2 Mars 2007.

Faut-il avoir peur des pays émergents ? Poser cette interrogation c'est se demander si l'Afrique a-t-elle un cahier de charges pour décider de son avenir et cesser de faire du « babysitting » ou du « confiage » de son économie. Le continent ne doit plus subir les événements. Dès lors, il doit disposer de son propre agenda afin de parler d'une seule et même voix avec méthode, objectifs et stratégies pour ne pas sombrer dans l'anéantissement le plus total. Le modèle chinois de développement peut faire peur à certains nourris à l'idéologie démocratique de type occidental, qui articule réforme démocratique et développement économique. Un capitalisme totalitaire triomphant face au modèle de capitalisme occidental basé sur les valeurs démocratiques. Faisant du continent africain leur nouveau théâtre de combats. C'est le lieu où se mène cette guerre froide à distance entre pays émergents et puissances traditionnelles.

Quelle doit être la position et la réaction du continent face à un conflit qui oppose un impérialisme ascendant aspirant à une domination mondiale devant un impérialisme dominant encore la scène internationale, mais sur le déclin. En ces périodes de mondialisation accélérée où les nations les plus puissantes ainsi que des groupes de pouvoir multiples déstabilisent les nations les moins outillées par les manipulations des cours des changes, des marchés des capitaux, du prix du pétrole ou des cours des denrées alimentaires mondiales, l'Afrique se retrouve dans une position inconfortable, la fragilisant de plus en plus d'où la nécessité de définir une nouvelle stratégie d'engagement des pays africains à travers des institutions fortes afin de pouvoir jouer à forces égales contre ces nouvelles puissances. La démarche prospective se situe pour ainsi dire au-delà de l'urgence dans laquelle nos relations sont construites et déterminées par ces puissances à agir selon les principes de Berger : « Voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques, penser à l'homme ».

CONCLUSION

Le Réveil du géant chinois est la transformation la plus significative dans les relations internationales, depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce basculement de la puissance du Centre (Occident) vers la Périphérie (tiers-monde), qui s'opère à partir des pays du Sud, remet en cause un ensemble de certitudes qui ont servi de fondements aux paradigmes dominants et, postule à une réappropriation des constructions théoriques pour mieux repenser l'économie politique internationale. Dans un contexte, marqué par le renforcement global des relations entre le plus grand pays en développement (Chine) et le continent qui rassemble le plus grand nombre de pays en développement, au point qu'aujourd'hui, la Chine partenaire modeste du continent africain à la fin des années 1990, est passée de 20 milliards de dollars de volume total des échanges commerciaux en 2000 à 220 milliards de dollars en 2014, une lecture nouvelle des relations s'autorise. Cette progression spectaculaire a fait de la Chine aujourd'hui, le premier partenaire commercial du continent africain. Cependant, ces chiffres sont loin de révéler la réalité des relations commerciales asymétriques entre la quasi-totalité des pays africains et l'Empire du Milieu qui voit ce dernier dégageant des excédents commerciaux très avantageux. Dans le même temps, les chiffres sur les investissements directs chinois en Afrique restent encore discrets, comparés aux investissements chinois dans d'autres parties du monde ou à ceux des Occidentaux en Afrique. D'ailleurs, la grande constante dans les investissements chinois en Afrique révèle que les IDE de la Chine se concentrent sur les pays qui concentrent les plus importantes réserves minières et énergétiques.

C'est pourquoi, ce présent travail a cherché à savoir quels sont les facteurs explicatifs de l'intérêt subit de la Chine à devenir un investisseur en puissance dans un petit pays de l'Afrique de l'Ouest, qui serait considéré comme "dépourvu" de ressources naturelles. Les résultats de notre recherche ont montré que c'est en raison d'abord d'enjeux diplomatiques, économiques et géostratégiques que les deux parties ont décidé de renouer leurs relations d'échanges. La République Populaire de Chine ne pouvait continuer à accepter l'influence taïwanaise en Afrique, qui devenait une menace réelle sur le continent et dans le monde, à son influence diplomatique. Par conséquent, les dirigeants chinois ne pouvaient laisser prospérer, l'offensive diplomatique de Taïpeh, qui arracha le ralliement de Dakar, en 1996. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Les radicaux exigent la déclaration d'une "zone de

guerre" face à Taiwan (Besanger: 237)⁴¹⁹. Cette même année, Jiang Zemin va lancer la contre-offensive chinoise en Afrique pour travailler à isoler Taiwan et arrêter l'hémorragie.

C'est dix ans plus tard que Dakar va renouer avec Beijing pour une nouvelle et riche union marquée par l'arrivée d'entrepreneurs privés et d'entreprises chinoises, le financement de projets d'infrastructures, la construction d'édifices publics, les visites au plus haut niveau entre les dirigeants des deux pays. L'axe des relations entre le Sénégal et la Chine va prendre un nouveau départ, pour rompre d'avec la période pré-rupture marquée par des échanges assez modestes. La partie sur les relations entre le Sénégal et la Chine de Senghor à Sall, est revenue largement sur les péripéties de ces relations, qui sont passées par toutes les étapes: craintes, hésitations, renoncements et retrouvailles. Cependant, les résultats de la recherche démontrent que malgré la rupture intervenue en 1996, les échanges économiques ont demeuré. Les dirigeants chinois par la voie du Président Xi Jinping affirment vouloir faire de leurs relations avec le Sénégal "un exemple de relations en Afrique de l'Ouest"⁴²⁰.

Dakar en renouant avec la Chine avait pour objectif de rétablir avec un pays économiquement puissant, mais aussi de retrouver un siège de membre non-permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Cet objectif a été atteint par Dakar, en 2015, avec la bénédiction de la Chine, membre permanent avec droit de veto. L'approche méso-sociologique est revenue sur les entreprises chinoises au Sénégal, en mettant en exergue l'une des plus anciennes et influentes: le groupe Henan Chico, pionnier dans la construction des édifices chinois au Sénégal avec le stade de l'Amitié; ainsi que les nouveaux groupes comme Huawei et ZTE, ambassadeurs du savoir-faire chinois et de sa grande stratégie du 'going global'. Cette approche a permis de montrer le rôle et la place des entreprises chinoises dans la stratégie internationale de la RPC, en termes de financements, de prêts concessionnels aux pays Africains.

De revenir aussi sur les réalisations de ces entreprises, leurs pratiques de management et salarial, de leurs rapports avec leurs employés. Loin de respecter les droits de leurs employés, certaines entreprises chinoises foulent du pied les règles du droit du travail et le dépassement du nombre du personnel étranger. Mais aussi de parler de l'IDE et de l'aide de la Chine. L'IDE de la Chine, s'appuie sur la stratégie de mondialisation définie par les autorités

⁴¹⁹ Serge Besanger, *Le défi chinois*, Paris, Alban Editions, 1996.

⁴²⁰ Discours du Président Xi Jinping en recevant son homologue sénégalais en février 2014, Beijing.

chinoises, qui est destinée à aider ses entreprises à se transformer en multinationales d'envergure mondiale en leur accordant des prêts assortis de conditions préférentielles et d'autres formes d'assistance pour leurs projets d'investissement à l'étranger, et en particulier sur les marchés émergents.

L'assistance Chinoise met en relief le caractère central de la non-ingérence mutuelle, de l'égalité, des avantages mutuels et de la solidarité Sud-Sud dans la politique étrangère de la Chine. Relativement au Sénégal, la Chine veut marquer durablement son grand retour au avec à la clé un vaste programme d'investissements composés d'aides, de prêts sans intérêts, de dons et de coopération au développement. Une manière de se positionner dans le jeu de go géostratégique avec en ligne de mire « la porte d'entrée » de l'Afrique de l'Ouest qui s'ouvre sur un boulevard d'enjeux : économiques, politiques, géopolitiques et culturels. Dépourvu de ressources minières et énergétiques, le Sénégal n'est pas dans le gotha des grandes nations africaines bénéficiaires des gros investissements directs étrangers de la Chine. En effet, la répartition d'IDE entrant de la Chine en Afrique, entre 2003-2009, montre que la part prépondérante de l'IDE de la Chine est destinée à l'Afrique du sud, le Nigéria, l'Algérie, Zambie, au Soudan, en Zambie, à l'Egypte à la République Démocratique de Congo, et au Niger. Au Sénégal, ces types de prêts sont principalement utilisés pour des projets d'infrastructure d'énergie le transport ; de télécommunications et de modernisation de l'état.

Les relations entre la Chine et le Sénégal intègrent aussi un nombre très important d'acteurs qui construisent les nouvelles dynamiques de la globalisation économique; ces acteurs de la "mondialisation par le bas" qui permettent de mieux appréhender le phénomène par une approche microscopique, qui alterne avec celle par le haut décrivent le mieux le phénomène observe. Ces acteurs rencontrés sur le Boulevard Général de Gaulle dans les rues de Dakar, à Xiaobeilu et Sanyuanli dans la ville de Guangzhou et à ChuZhu Beilu dans la ville de Yiwu, complètent la dernière partie de ce travail pour permettre une lecture complète des relations entre le Sénégal et la Chine au-delà de ses dimensions politiques et diplomatiques. L'étude montre que l'assouplissement à partir de la fin des années 1950 de la politique dite du *Hukou*, l'avènement de Deng Xiaoping en 1978, et le lendemain des événements de Tien An Men ont constitué les principales phases de la migration chinoise en Afrique. Au Sénégal, la migration des Chinois s'est faite en trois vagues successives. La première vague est celle des pionniers, suivi de celle de Henan et enfin ceux qui se sont

installés suite au rétablissement des relations diplomatiques entre le Sénégal et la Chine. Relativement à la migration, l'étude a montré que les Chinois constituent une « constellation ethnique » composée de nombreuses sous communautés d'origines diverses. Le problème de l'identité se croise avec celui de l'hétérogénéité des groupes formés autour de certaines caractéristiques comme le lieu d'origine ou la langue parlée. Enfin relativement à l'intégration de la communauté chinoise à la société sénégalaise, les interactions ne sont pas nombreuses. Ce repli sur soi ne facilite guère l'intégration des Chinois dans la société sénégalaise, car pour être intégré il faut le vouloir et se donner les moyens de cette intégration. Nos craintes sur le futur de ces relations sont assez visibles pour échapper au débat entre sino-optimistes et sino-pessimistes, de même que nos espoirs pour l'avenir de cette alliance. Reste au continent africain à savoir qu'il n'y a pas de développement clés en mains, mais bien clés en tête pour paraphraser Ki Zerbo. S'il y a une leçon asiatique du développement, c'est bien celle-ci : est le développement de la Chine tient à l'existence d'un Etat fort au sens où l'entendait Myrdal (Myrdal, 1976 ; Jones et Sakung, 1980), c'est-à-dire d'un Etat faisant appliquer ses décisions alors qu'un Etat mou ne peut résister aux pressions des lobbies. Cet Etat fort protège certes les entreprises mais il leur a imposé de respecter des critères de performances en faisant leurs preuves à l'exportation. Il a été un Etat prescripteur incitant les entreprises à faire mieux, et non « proscripteur » exerçant un contrôle tatillon (Baghwati, 1990). Les leçons asiatiques sont aussi celles dite du paradoxe asiatique, c'est-à-dire la coexistence entre une économie de marché et un Etat interventionniste dans un capitalisme d'Etat développementaliste dont la principale force réside dans la collaboration entre la bureaucratie et les entreprises.

INDEX - MOTS CLES

A

Acteur,

12,13,14,15,16,17,21,25,27,28,29,30,33,37,39,42,43,44,45,47,53,55,56,57,58,63,65,69,72,73,75,76,77,78,79,80,81,85,90,91,92,94,97,98,99,100,101,102,103,104,105,106,107,108,122,158,171,174,176,180,181,183,200,204,206,207,210,212,213,220,223,228,232,239,249,254,255,267,274,275,301,310,316,320,321,322,324,328,329,332,335,340,342,343,345,347,358,359,366,368,390,391,394,396

Afrique,

6,7,8,13,14,15,17,18,19,20,21,22,23,,24,25,26,27,28,30,40,41,44,49,51,52,53,54,55,56,57,58,59,60,61,62,63,64,65,67,68,69,72,,75,76,79,80,83,84,86,88,89,91,93,94,95,97,102,103,114,115,116,120,122,123,124,125,126,127,128,129,130,131,132,133,134,135,136,137,138,139,140,142,144,148,150,154,161,164,165,168,169,170,172,173,174,177,178,179,180,181,183,184,187,188,190,192,193,195,196,197,198,199,200,201,202,203,204,205,206,207,208,210,212,213,214,215,216,217,218,219,220,221,222,223,224,225,226,227,228,229,230,231,241,244,245,246,247,248,249,253,254,264,265,267,269,273,274,275,276,277,278,284,286,287,288,289,290,292,293,294,302,304,307,314,317,323,328,330,331,332,346,351,352,355,359,361,372,378,381,382,383,387,388,392,393,394,

Aide,

15,17,22,25,54,57,58,61,63,84,95,101,106,123,125,127,128,131,132,133,134,137,144,145,150,154,156,168,170,171,173,174,175,179,180,181,182,202,203,204,205,206,207,208,209,210,211,212,213,214,215,216,217,218,219,222,223,228,273,274,275,280,283,284,285,286,287,288,289,290,291,292,294,301,311,339,344,352,354,380,385,386,389,390,395,

B

Beijing ,

20,25,28,41,50,63,97,111,112,140,141,142,150,154,156,157,164,167,168,172,173,174,175,178,180,189,197,205,255,256,263,287,289,291,292,303,304,313,321,322,352,355,357,362,395

C

Chine Afrique,

14,20,26,28,52,54,55,56,61,84,105,115,116,170,172,175,213,216,224,230,274,287,361

Commerce,

7,9,10,11,12,23,24,30,42,45,46,57,75,77,81,84,85,89,103,104,110,115,126,137,171,173,174,183,184,200,209,210,213,217,218,222,223,245,248,250,251,252,255,238,259,264,266,269,276,285,286,296,310,322,323,326,327,335,340,344,346,358,362,363,364,366,367,368,371,373,374,375,376,384,398

Communauté

5,9,17,29,39,57,62,68,72,74,79,81,89,95,100,105,108,111,112,120,138,150,165,171,177,183,220,221,222,224,239,242,243,244,248,249,252,258,259,260,261,262,265,266,307,320,322,326,328,330,331,333,334,335,338,339,340,344,347,348,349,350,351,352,353,354,355,356,357,358,359,362,363,367,370,372,373,374,377,378,380,381,

Coopération,

9,10,15,18,25,26,28,30,31,41,56,57,59,62,64,68,72,74,84,89,97,101,104,123,126,128,139,141,142,145,146,147,148,151,152,153,154,156,157,158,161,165,166,169,170,172,173,174,178,179,180,181,182,193,196,200,204,205,206,209,210,212,230,231,250,251,260,274,275,285,286,287,288,289,290,291,292,293,294,296,299,302,303,304,305,306,310,315,368,375,386,387,390,391

D

Dakar

12,15,17,53,72,73,74,75,76,77,78,79,94,95,97,106,107,108,110,112,142,148,149,150,151,154,155,158,159,160,162,164,165,168,169,175,180,227,230,248,249,252,254,255,258,259,261,264,266,267,268,269,270,271,277,281,282,289,290,291,302,303,306,310,313,314,321,323,343,345,346,357,358,364,368,371,274,375,377,

Diplomatie,

9,31,33,35,87,90,92,94,132,148,151,156,176,283,284,

Diplomatique,

15,16,17,23,25,26,30,31,35,39,40,41,44,54,55,64,70,72,73,77,78,83,84,94,95,96,97,99,100,101,102,120,124,125,126,128,131,132,137,138,139,140,141,142,146,148,149,150,153,154,155,56,157,158,159,160,163,165,166,168,169,170,174,194,204,209,217,219,248,249,250,251,255,260,269,274,277,286,288,289,290,291,292,299,301,305,306,307,313,338,348,368,30,394

E,

Echanges commerciaux,

7,15,22,56,61,111,115,116,137,153,172,180,181,182,195,212,213,214,216,229,295,296,301,304,323,331,342,383,

Emergent,

15,51,60,61,64,78,79,81,84,85,86,87,88,89,98,102,105,166,171,181,190,199;206,207,218,229,235,273,387,391,392,393,396

Exportation,

30,42,48,64,67,87,88,89,175,188,190,193,194,197,198,200,206,212,213,214,215,216,218,230,245,251,274,275,284,285,295,296,298,299,300,323,385,388,

Forum,

10,25,26,84,161,170,172,173,174,175,176,177,178,179,180,183,205,206,207,212,274,287,289,291,296,299,331,355,387,390,

G

Géopolitique,

12,14,15,17,22,23,24,25,26,27,28,29,30,43,44,52,53,54,55,62,65,69,74,77,78,79,80,82,84,89,90,91,96,120,122,126,142,175,181,184,188,221,224,243,235,236,237,238,260,301,320,323,396

Globalisation,

17,29,42,253,328,359,396,

I

Importation,

64,65,67,73,75,76,179,188,193,197,213,215,217,230,251,269,270,271,285,295,296,297,298,323,400,

Intégration,

20,39,41,42,43,45,46,47,51,53,61,71,89,99,177,183,224,262,397

Intermédiaire,

44,87,106,158,159,214,255,262,267,316,320,322,324,332,341,343,344,347,358,364,368,

Investissement,

7,10,14,15,42,56,57,59,61,63,69,73,81,87,89,103,106,134,137,153,160,165,166,171,174,176,178,180,
,181,182,183,184,185,186,187,188,189,190,192,197,198,199,200,212,222,225,229,239,241,245,246,
249,251,259,265,266,273,274,275,276,277,278,279,283,284,285,291,301,315,317,335,344,374,376,3
77,384,385,386,388,391,394,396,

L

Le soft power,

16,40,41,42,55,86,182,301,303,305,315

Logique,

6,14,15,17,18,19,20,24,27,29,47,54,72,85,87,123,132,133,148,149,171,180,181,196,221,234,239,261,
,322,

M

Menace,

7,14,16,20,23,27,28,58,63,82,94,116,131,138,177,181,185,197,198,201,221,222,223,224,225,226,227,
,228,229,230,232,238,249,260,261,263,306,388,391,394

Migration,

63,75,115,171,243,244,245,249,250,251,253,254,255,257,259,260,264,266,271,324,330,331,344,348,
355,356,358,359,396,397

Modèle,

20,23,28,30,35,41,51,52,57,62,63,71,85,88,91,99,131,134,143,168,174,181,184,187,190,193,196,217,
221,224,229,231,232,235,246,249,256,260,302,324,361,372,382,383,384,385,388,389,390,392,393,

Mondialisation,

7,14,17,22,23,27,29,38,39,41,42,43,44,45,46,47,48,53,54,62,67,84,85,86,91,100,102,221,225,234,26
0,273,320,327,357,358,360,362,382,383,384,386,393,395,

O

Opportunité,

13,14,20,27,28,30,43,57,58,60,72,82,83,84,87,105,135,138,168,180,181,196,197,198,200,201,221,222,223,227,228,229,230,231,232,260,261,322,324,325,332,338,345,355,356,377,378,380,385,387,388,392,

P

Pékin,

25,26,44,53,71,83,95,96,97,99,124,125,126,127,128,130,131,136,138,140,141,142,143 ;146,149,150,154,155,163,164,166,168,169,170,172,173,174,177,192,209,126,224,236,238,255,261,277,290,302,304,305,382,384,386,387,389,390,

Prospective,

31,82,108,176,382,390,391,392

R

Réalisme,

39,93,95,100,133,149,154

Réaliste

16,33,43,61,93,94,96,97,98,99,100,101,102,223,

Rétablissement,

40,78,97,148,156,157,158,249,264,269,289,290,305,306,307,313

Rupture,

14,20,27,84,95,131,133,145,146,148,149,154,157,159,160,215,217,219,248,251,255,277,288,289,305,306,307,368,389,395,

S

Sino africain

9,10,12,14,15,16,17,18,25,26,52,54,56,58,59,64,65,73,74,80 ;105,106,114,115,116,117,122,123,125,126,131,132,133,137,169,170,171,172,173,174,175,176,177,178,179,180,181,187,190,202,204,205,212,213,216,223,243,287,289,291,296,299,320,321,322,328,329,331,350,355,359,368,387,

Stratégie,

7,11,13,15,17,24,29,35,36,38,40,41,43,52,54,55,59,60,61,62,63,64,66,70,71,72,76,77,79,84,89,95,96,98,99,101,104,114,121,131,135,136,140,170,171,182,184,185,187,188,190,193,200,206,208,212,217,219,220,226,227,234,236,237,238,249,260,273,274,275,285,291,301,303,305,308,315,322,364,382,388

T

Taipeh,

16,40,73,94,95,139,140,141,142,148,149,150,153,154,155,156,158,159,160,251,289,307,368,394

Taiwan,

15,16,20,24,25,30,36,55,70,84,94,95,96,97,128,139,140,142,148,149,150,151,152,153,154,155,156,157,158,159,160,169,174,183,204,212,213,217,219,236,244,251,255,269,277,284,288,289,290,291,306,322,368,389,394,395,

Trader,

10,275,320,324,330,331,332,335,336,337,338,339,344,358,362,366,367,368,370,373

ANNEXES

Tableau A. 1: Liste des projets agréés par l'APIX

TABLEAU1: PRETS PREFERENTIELS DE LA BANQUE CHINOISE D'IMPORT ET EXPORT EX-IM BANK

Société	
Société Nationale d'Électricité	<p>2009-2011:</p> <p>35 millions d'euros : La Grande Boucle haute de 90 kV de Dakar et sa banlieue</p> <p>2010 :</p> <p>33 milliards : achat turbine à Gaz</p> <p>36 milliards de FCFA : projet de renforcement et d'extension des réseaux électriques de Dakar et de sa banlieue⁴²¹</p>
Transports : partenariat entre la société chinoise King Long Automobile Industry Co. Ltd et la société sénégalaise Senbus Industrie SA	<p>2009 :</p> <p>2,3 millions de dollars US : modernisation du système de transport public local et renforcement de la mobilité urbaine.</p>
E-gouvernement	<p>51 millions de dollars : élargir l'intranet, qui est appelé «projet e-gouvernement ».</p> <p>prêt préférentiel de 24 milliards de francs CFA : deuxième phase projet de modernisation du réseau informatique</p>
Radio Télévision Sénégalaise (RTS) contrat de joint-venture avec la société chinoise	<p>92 millions d'euros : pour faciliter le passage</p>

⁴²¹ Agence de presse Xinhua, 2009/02/13

Startimes	de l'analogique au numérique technologie
-----------	--

Liste des Entretiens Réalisés⁴²²

Date	Lieu	Nom	Fonction
30 Mars 2012	DAKAR	M.ZHANG Lin	(commerce)
22 Avril 2012	Pout	M.Li Xiaofei	Sinoma international engineering.co.ltd(btp)
3 Avril 2012	DAKAR	M.LU Hai	(restauration),
5 Avril 2012	DAKAR	M. HU Zhimao,	(restauration),
2 Avril 2012	DAKAR	WANG Hui,	China Developmentbank
13 Avril 2012	DAKAR	FANG Xiao	HUAWEI (Télécommunication)
11 Avril 2012	DAKAR	SUN Guangzhao	ZTE (Télécommunication)
28 Mars 2012	DAKAR	CHEN Kunhua	(Commerce),
29 Mars 2012	DAKAR	ZHANG Hongbin	(Commerce),
3 Avril 2012	DAKAR	M. BAO Fei	HENAN Chine,(BTP),
30 Mars 2012	DAKAR	LI Fengying	Restauration

⁴²² Cette liste demeure incomplète car nous avons volontairement omis certaines personnes ressources en espérant les inclure dedans dans le cadre de la publication de la thèse.

5 Avril 2012	DAKAR	LIN Weisong	(Commerce),
31 Mars 2012	DAKAR	MA Ke	Commerce
6 Avril 2012	DAKAR	CHENG Fei	(Sénégal Pêche)
7 Avril 2012	DAKAR	LI Huijun	(Commerce),
8 Avril 2012	DAKAR	HU Renjian	(restauration),
3 Avril 2012	DAKAR	M. WANG Hui	China development bank
19/04/12	DAKAR	Ousmane Sy Ndiaye	
26/03/12	DAKAR	Mor Talla Kane	
11/12/14	GUANGZHOU	Moustapha Dieng	
19/05/15	YIWU/DAKAR	Soura Tirera	
18/05/15	DAKAR/YIWU	Soumboul Sylla	
14/12/14	GUANGZHOU	Issa L. Niang	
12/12/14	GUANGZHOU	Serigne Mbaye	
28/02/16	YIWU/DAKAR	Mamadou Sall	
20/05/15	YIWU	Ababacar Loum	
21/05/15	YIWU	Augustin	
20/05/15	YIWU	Alle Toure	
5/10/13	DAKAR	Ousmane Joseph	Dir. Gen de Senbus

		Diop	Industries
2/09/15	BEIJING	GI Abdoulaye Fall	Ambassadeur du Senegal en Chine
2/09/15	BEIJING	Ibnou Sarr	Consul du Senegal en Chine
6/01/15	BEIJING	Mamadou Sarr	Chef du bureau économique
7/07/12	Dakar	Ampa Dieng	Douanes

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Entretiens Majeurs

Entretien ZTE :ZTE (Télécommunication), Mme. SUN Guangzhao,

Dans quels secteurs d'activité évoluez vous ?

Nous sommes dans le domaine de la télécommunication, des services. L'investissement que nous faisons c'est juste la location du bâtiment, les salaires. On cherche des commandes, on n'investit pas trop. Nous faisons le même travail qu'Alcatel, Ericsson. Nous avons une vingtaine de chinois comme employés et quelques sénégalais. La langue de travail est anglais, les sénégalais qui y sont recrutés s'expriment couramment en anglais. Nous sommes des fournisseurs pour les opérateurs de téléphonie mobile,,Sonatel Orange est un notre client le important .Nous avons travaillé avec Expresso dans le passé, nous avons arrêté parce que ils ne payaient pas très bien. Maintenant nous travaillons avec Orange et tout dépend du volume des commandes. Nous souhaitons travaillé aussi avec Tigo mais on n'a pas encore démarré notre collaboration. Nous recevons des bons de commandes que nous exécutons.

En 2008 nous avons eu une commande 1 million de dollar, en 2009 on a eu une commande de 10 million de dollar. Le chiffre d'affaire dépend du volume des commandes.

Travaillez-vous avec de petites entreprises ?

Non nous ne vendons pas par détail nous vendons par gros des terminaux aux opérateurs. Nous ne travaillons pas comme Samsung et Lg qui ont des boutiques et qui vendent au détail.

Raisons de la présence au Sénégal ?

Le Sénégal est un pays africain relativement développé et la Sonatel est un très grand opérateur. Il n'y a pas de raison particulière pour justifier notre présence c'est juste que le Sénégal est un pays qui a des potentialités avec un grand marché contrairement à d'autres pays qui connaissent l'instabilité politique tout le temps. Contrairement aux autres pays africains il y'a la stabilité politique ici, la sécurité est assurée et cela rassure les investisseurs. Je peux accepter de venir travailler au Sénégal ce qui me sera difficile de faire pour les autres pays africains. Ici les gens sont très gentils et accueillants. Au début de notre installation c'était un peu difficile et c'est normal d'ailleurs mais maintenant tout se passe bien. Au début

les travailleurs n'étaient pas inscrits au bureau du travail, maintenant ils sont tous enregistrés à l'assurance, à l'IPRES et ont chacun un contrat de travail en bonne et due forme. Les employés locaux sont même envoyés en Chine pour bénéficier des formations pour mieux se sentir dans l'entreprise et ne pas penser qu'ils sont justes des employés simples.

Organisez-vous des fêtes au niveau de l'entreprise ?

Oui nous organisons assez souvent des fêtes, dernièrement nous avons organisé une fête au lac rose, à l'hôtel des Almadies avec les employés locaux, on donne des cadeaux quand c'est le ramadan aux employés locaux, aux femmes de ménage et aux gardiens.

Que pensez-vous de l'impôt ?

C'est très cher mais c'est bon. Heureusement que jusqu'à maintenant on n'a pas de problème. C'est un cabinet sénégalais qui gère notre comptabilité.

Comment vous vous sentez au Sénégal ?

Vous voulez que je vous dise la vérité. Personnellement je me sens bien ici j'ai des amis sénégalais, contrairement à mes collègues qui ne parlent pas la langue c'est difficile pour eux.

D'habitude les sénégalais parlent l'anglais est ce que cela veut dire que vos collègues ne parlent pas l'anglais ?

Généralement non, ils travaillent et ils restent chez eux, on est une vingtaine de chinois qui habitent ensemble et ont un cuisinier chinois pour eux. On loue une villa et on donne chacun une chambre. Ils s'amuse entre eux et ne sortent pas beaucoup. Ils ne font pas beaucoup d'efforts pour sortir et créer des connections avec les locaux. Ça ce n'est pas bien. Ici on est bien, il y'a une mission médicale chinoise et une mission agricole. Quand ils sont malades ils vont là-bas, ils ne vont pas à l'hôpital. La plus part du temps ils sont entre eux et ne vont pas vers les gens.

Pourquoi cette volonté de rester ensemble et de ne pas aller vers les autres, c'est de la méfiance ou un refus de s'intégrer ?

Non je ne crois pas, c'est à cause de la langue, la raison la plus importante c'est la langue, nos clients par exemple parlent l'anglais. Ils vont dans des magasins.

Je ne comprends pas la mission agricole ?

Ce n'est pas le vrai mot en fait, C'est une mission envoyée par le Ministère de l'agriculture de la Chine 3 ou 4 personnes pas très loin de Lac Rose pour aider les Sénégalais à développer la technique chinoise, et qui produit et distribue des légumes et qui en donne gratuitement au personnel chinois des entreprises étatiques. Mais pas pour les commerçants de Petersen. Seulement pour les entreprises chinoises.

Le logement que vous occupiez est il cher ?

La vie à Dakar est très chère, tout est cher.

Pensez-vous réaménager votre habitat ?

Non on se plait bien ici.

Mangez-vous du CéebouDjenn ?

Oui moi je mange du CeebuJenn et même du Yassa, mais pour les autres c'est difficile ils ne savent pas lire le menu. Ils ne savent pas faire la commande, ils se suffisent à commander des pizzas et du fastfood.

Est-ce qu'il y'a une certaine volonté de leur part de vouloir nouer des relations, de parler la langue ?

Quand on termine le travail, on a juste besoin de se détendre, il y'a un Monsieur qui leur apprend la langue mais c'est très difficile la langue.

Dans la mentalité populaire il est noté à travers le monde que les Chinois vivent en vase clos, repliés sur eux-mêmes ?

Je pense que la langue est la première chose et là et on est nombreux, il y'a Huawei ,il y'a d'autres entreprises, il y'a des petits commerçants, il y'a des gens de l'ambassade donc on trouve facilement des personnes avec qui parler en chinois. Les gens sont paresseux et donc apprendre une nouvelle langue cela demande des efforts. Ils ne veulent pas apprendre une nouvelle langue, cela demande des efforts.

Aviez-vous relations avec les Chinois de Centenaire ?

Nous n'avons pas beaucoup de relations avec les Chinois de Centenaire, vous savez ceux qui travaillent dans les grandes entreprises comme ZTE comme Huawei, ce sont des jeunes qui sont très bien cultivés et éduqués. Ce sont des étudiants de recherche. C'est différent avec les

petits commerçants du Centenaire qui sont des chinois et qui n'ont même pas terminé leur cursus scolaire, qui ne sont pas bien éduqués. On n'a pas des points communs, on n'a pas beaucoup de points communs avec les Chinois de Centenaire, nous avons des relations avec ceux qui sont dans les grandes entreprises. Mais pas avec les petits commerçants.

Je peux vous dire que les gens là-bas ne parlent même pas couramment le mandarin. Je ne sais pas si vous connaissez un peu la Chine, vous savez la Chine est un grand pays avec des provinces et dans chaque provinces il y'a des villes et on peut dire que chaque ville a des dialectes, a sa propre langue. Si vous êtes du Sud et que moi je suis du Nord si vous ne parlez pas le mandarin c'est-à-dire le chinois standard on ne pourra pas vraiment s'entendre. Ce sont des gens qui ne parlent même pas le mandarin. Ils ne sont pas très bien éduqués, donc on n'arrive pas à avoir de bonnes relations, c'est vrai que nous sommes des compatriotes mais dans la vie quotidienne on n'arrive pas à s'entendre avec eux.

Pensiez-vous qu'ils représentent la face hideuse de la Chine ?

Oui c'est vrai, dans un certain sens ils ne sont pas bien vus, ils vendent des choses de mauvaises qualité, on n'est pas content ils sont là justement pour gagner de l'argent. Les Sénégalais pensent que la Chine fabrique des pacotilles.

N'êtes vous pas frustrés ?

Quand on se rencontre on est tous chinois, nous sommes tous des compatriotes, quand on se rencontre à l'Ambassade on se salue, il n'y a aucun problème. Peut être qu'ils ne veulent pas avoir des relations avec nous et c'est pareil pour nous ici.

Est-ce que c'est la continuation de la rupture sociale qui existe en Chine, avec une Chine des grandes villes et des provinces ?

Non non, on ne peut pas dire ça c'est comme Dakar il y'a des pauvres, des mendiants, je pense que c'est un problème d'éducation.

Est-ce une entreprise d'Etat ou privé ?

C'est une entreprise où l'Etat a des parts d'actions comme aussi des privés chinois. Nous sommes cotés à la bourse. C'est l'actionnariat privé qui domine le plus dans le capital de l'entreprise.

Bénéficiez-vous du financement de l'Etat chinois ?

Oui nous bénéficions du financement du China Exim Bank.

Vous êtes au Sénégal depuis quand ?

3 ans et demi

Quelle image vous vous faisiez de l'Afrique ?

Avant de venir ici j'avais déjà fait l'Afrique, j'étais allée au Congo à Pointe Noire où j'ai fait 50 jours comme interprète pour comprendre un peu le continent africain avant de signer mon contrat avec ZTE pour me rassurer. J'avais une copine qui était là-bas.

Quelles sont les idées que vous vous faisiez de l'Afrique ?

Oui oui je me faisais beaucoup d'idées, les chinois ont peur de venir. J'habite à Shanghai où j'ai fait mes études, Shanghai est une grande ville. Je suis la seule qui a accepté de venir travailler ici. En Chine quand on parle de l'Afrique on peut dire que c'est en train de changer, quand on parle de l'Afrique c'est la maladie, le paludisme, les guerres, la pauvreté, les coups d'états, surtout le paludisme ça fait peur. Les Chinois ont peur du paludisme surtout les femmes.

On est entrain de changer des points de vue mais, Ça va prendre du temps avant que les mentalités ne changent, l'Afrique des guerres, des barbares.

Est-ce que la société chinoise connaît le racisme ?

Pour ceux qui ont accepté de venir ici, ils ne sont pas racistes, Maintenant ils sont entrain de changer grâce au Kenya avec les animaux, grâce au tourisme dans les pays comme le Maroc, la Tunisie.

Quel regard portez-vous sur l'Afrique de manière globale ?

On ne peut pas parler globalement de l'Afrique sans les spécifier. J'ai fait le Congo, la Sierra Leone, la Mauritanie, Bissau en gros j'ai fait beaucoup de pays. Le Sénégal c'est le meilleur pays africain que j'ai visité au niveau de l'Afrique de l'Ouest à cause de la stabilité politique et aussi du niveau de développement économique. Contrairement aux autres pays où je suis allée ce sont de très pauvres pays. Ici, il y'a de bonnes routes, de jolis immeubles ? J'ai fait aussi Accra un pays anglophone le Ghana très beau. J'ai fait aussi l'intérieur du pays qui est

différent de Dakar.. J'ai trouvé de bons hôpitaux, de très beaux hôtels, de très beaux magasins. Quand on est au Terrou bi on ne se sent pas en Afrique. Saint-Louis aussi c'est bien mais à l'intérieur du pays les gens sont aussi pauvres.

De toute façon ici on est en sécurité les Gens sont accueillants, vous pouvez trouver un endroit ou passer le temps.

M. MA Ke (Commerce),

Je suis passé par la Mauritanie avec deux autres compatriotes avant de venir au Sénégal. Là-bas j'y suis pas resté très longtemps à cause du mauvais climat. On peut faire du commerce là-bas mais il y'a beaucoup de vent et de poussière pour y mener une vie. Je suis venu ici retrouver mon père qui était installé ici. Il y'avait ma sœur qui était mariée à un Taïwanais qui travaillait dans le secteur de la pêche avec l'entreprise Mirex pour chercher du cymbium. Je vais aussi au Mali pour y vendre des crevettes, des thiofs (mérus) et des crabes aux commerçants chinois. Nous achetons ce produit à Kermel ou à Mbour et nous les vendons aux Chinois. J'ai une boutique aussi à Centenaire 2, je vends des sacs, des chaussures et des lampes torches. Je passe ma commande au niveau du pêcheur. Je lui demande de me préparer 240 kg crevettes, crabes 250 kg et si on tombe d'accord je mets tout dans ma voiture. Je dois gagner 800 frs par Kg, mais il y'a beaucoup de problèmes sur la route. Au niveau de la douane malienne tu payes 60.000 et après tu vas donner chaque fois entre 10.000 à 20.000 dans les huit arrêts suivants. Il y'a beaucoup de tracasseries sur la route. Je gagne entre 100 à 200000 frs par voyage. En 2011, on a eu un problème avec la voiture à cause de l'inondation ainsi nous avons perdu toute la charge d'une valeur de 1700.000, puis j'ai payé Maersk Line pour aller chercher la voiture qui était cassée et on a perdu en tout 2.900.000 frs. Ce sont les affaires on gagne et on perd. Même maintenant on a fait les bagages à la boutique mais il n'y a pas de clients.

Le premier problème c'est l'euro : Il y'a aussi la baisse du taux d'échange de l'euro aujourd'hui un euro s'échange à 8 renminbi et avant c'est 10 renminbi.

Le second problème c'est le prix du dédouanement qui est passé de 4millions avant 2007 à 16.000.000 puis ils ont diminué jusqu'à 13.000.000 maintenant pour un conteneur de 40 pieds. Il s'y ajoute aussi aux problèmes liés aux élections ce qui fait que les Sénégalais qui venaient de l'intérieur du pays ne viennent plus. Mais nous espérons qu'avec la fête de l'indépendance les clients vont revenir de nouveau.

Autre problème c'est le nombre trop important de commerçants chinois qui sont devenus plus nombreux ; il y'a plus de boutiques. Les chinois amènent les mêmes bagages et chacun fixe son prix et si tu ne t'alignes pas tu perds. Tu vois quelqu'un vendre à 2500, l'autre 2400, un autre 2300 à force de diminuer tout le monde y perd.

On ne peut pas organiser les Chinois, chacun décide comme il le souhaite. La tête de chinois est différente de tête de autre personne, les Chinois sont nombreux et ils ne veulent pas fixer un prix unique. il n'y a pas de bénéfice on perd parfois. Tu payes le magasin 500.000 frs, la maison pour la résidence c'est 300.000 et pour les quatre employés je paye 200.000 (60.000 pour celle qui est à la boutique, la femme de ménage, la nounours et le chauffeur).

Nous venons de Henan. Les ressortissants chinois viennent de Henan, de Fujian 60 pers et Zhejiang 30 pers. Les ressortissants de Henan sont plus nombreux. Nous ne connaissons pas les gens qui travaillent dans les sociétés c'est différent des commerçants. Nous avons un problème avec le bureau des impôts qui fixent des prix. Auparavant les magasins payaient entre 150.000 à 300.000 frs et maintenant les factures sont très élevées, ils m'ont envoyé une facture pour que je paye entre 600.000 à 900.000. J'ai payé 600.000 en 2011 et il écrit sur la facture 600.000 et il me dit tu prends 50.000 et moi je prends 150.000 frs mais j'écris 600.000.

En Juillet 2005 on a eu un problème avec notre transitaire du nom d'Ousmane qui travaillait avec mon père en 2003 et en 2004. On a convoqué mon père à l'école des douanes, là-bas et il a été arrêté par l'inspecteur de douanes pour défaut de déclaration que le transitaire avait fait. C'est un conteneur qui a eu des problèmes en 2004 et on attend 2005 pour le convoquer. Il a dit si je ne lui donne pas 1.720.000 il va renvoyer mon père en Chine. Alors que c'est le transitaire qui avait pris tout sur lui en disant que s'il y'a problème lui allait s'en charger. J'ai dit à l'inspecteur que mon père n'y est pour rien c'est le transitaire qui a fauté. J'ai essayé de l'appeler mais je ne parviens pas à le joindre, il a changé de numéro. C'était un conteneur de 20 pieds il me dit Ma Ke tu me donnes 4.000.000 et je règle tout. Maintenant j'apprends le français à l'Alliance française depuis deux ans, j'ai expliqué aux jeunes chinois que c'est bien d'aller s'inscrire là-bas pour comprendre le chinois. Il n'est pas bon qu'il y ait plus d'un chinois par classe, sinon on ne va pas bien apprendre en classe.

A partir de 2007 nous avons décidé de travailler avec le sénégalais Moustapha Paye qui se charge de négocier avec les douaniers. Lui il a gagné beaucoup d'argent, après il y'a l'autre

chinois. Il donne à manger chaque vendredi aux enfants, il est très gentil, souvent il vient régler les problèmes entre chinois. Je ne pense pas partir sans récupérer l'argent que j'ai perdu depuis janvier j'ai perdu 3.000.000. Ce n'est pas moi seulement tout le monde a perdu de l'argent depuis le début de l'année. Avant certains allaient en Côte d'Ivoire pour chercher des marchandises, mais avec la crise ivoirienne tout le monde est venu à Dakar et il y'a beaucoup de chinois. J'espère que la situation va s'arranger d'ici au mois d'Avril ou Mai.

Les Chinois du Sénégal vont au grand marché de Dipita au Mali, il y'en eu 5 ou 6 qui ont quitté le Sénégal pour le Mali. Mais il y'a trop de différence entre Dakar et Bamako, les sacs ne se vendent pas tu peux rester jusqu'à y mourir elles n'achètent pas de sac. Ce n'est pas comme au Sénégal tu vois les femmes elles ont toutes un sac. Les Maliennes ne portent pas de sac sur elles, seulement des boubous. Les Sénégalaises sont plus modernes, elles sont en avance sur les Maliennes la mentalité des Maliennes est restée dans les années 2000 alors qu'ici les Sénégalaises ont des mentalités modernes à l'heure de 2012. Je pense que leur mentalité est demeurée dans le contexte des années 1990. Je sais ce que je dis. Sur dix personnes il n'y a qu'une seule personne qui en a Même les chaussures que nous vendons, elles ne peuvent pas se vendre au prix habituel de Dakar. Si c'est plus cher tu ne vends rien hein. Là-bas il n'y a pas d'argent. Les salaires sont meilleurs ici qu'au Mali.

Avant je voyais l'Afrique à travers la télévision, je voyais de la poussière, il n'y a rien les personnes ne marchent, les gens marchaient avec des pieds nus. Je voyais une autre Afrique. Je voyais la Guinée Bissau avec la guerre. Je voyais la télé les animaux des Kenya comme ceux qui existent au Parc Hann.

Il y'a trop de différence entre ce que je voyais à la télé et ce que j'ai vu ici, mais je ne sais pas pourquoi. Mais j'ai vu aussi des gens qui étaient nus sur le chemin menant vers le Sénégal en quittant la Mauritanie, j'ai vu un homme avec comme simple appareil un slip et un grand bol au-dessus de la tête dans les villages. Mais je ne l'ai pas vu de Dakar à Bamako les gens que je voyais portaient des habits.

Il y'a entre 200 et 300 chinois au Centenaire

Il y' a une bataille entre les Chinois ici en Mai 2010, j'étais impliqué dans la bataille. C'était un dimanche 31 Mai 2010. On avait fini de jouer au Basketball en ville et je suis allé dans un restaurant avec un frère à qui j'ai proposé de manger du bon poulet au Restaurant d'à côté. Il y'avait des ressortissants de Fujian qui étaient dans le restaurant plus nombreux que nous. Ils

étaient au nombre de 30 et nous étions 3 et ils étaient plus âgés que nous. Moi les gens de Fujian me connaissent bien comme je suis ici depuis très longtemps. J'étais en train de faire une commande et j'ai entendu beaucoup de bruits derrière moi. Quand je suis revenu je leur ai vu attaquer le petit frère en lui cassant la tête avec une brique. On a été obligé de l'amener à la Clinique du Cap, il avait un traumatisme crânien on l'a opéré pour drainer le sang noirâtre et les os cassés. Il est resté 20 jours à l'hôpital. Mais comme ils aiment se saouler. Après les gens de Henan étaient très remontés et se demandaient pourquoi ils nous ont attaqué alors qu'ils étaient plus nombreux et plus âgés que nous. Les Chinois étaient très fâchés et sont allés à Gibraltar, après la Police est venue régler le problème.

Les Chinois parlent le putonghua comme le français ici. Il y'a de vieilles personnes qui ne savent pas parler le Putonghua, mais les jeunes savent le parler. Par exemple quand les ressortissants de Fujian, de Henan et Zhejiang se retrouvent ils parlent tous le Putonghua, mais quand ils se retrouvent entre ressortissants de même ville on parle notre dialecte locale. C'est le mandarin.

J'ai arrêté les études en 2003 parce que je ne comprenais rien, je dormais tout le temps en classe, la nuit je jouais sur internet et le matin je dormais à l'école. Je ne comprenais pas et j'ai arrêté.

J'ai été financé par mon père, je suis leur enfant unique. Ils s'occupent de moi maintenant et après je m'occupe d'eux quand ils seront plus âgés.

J'ai appelé des amis pour venir ici travailler, ils sont au nombre de trois ce sont mes cousins, ils ont trois magasins.

Il y a des Sénégalais qui ont ouvert des magasins au Centenaire au nombre de 10 ici. Il y'a des sénégalais qui vont aller chercher des bagages en Chine et il y'en a qui achètent ici leurs marchandises chez les Chinois. Les gens veulent tisser des relations avec les chinois parce qu'ils sont intéressés par l'argent des Chinois, sinon ils n'en veulent pas, ils ne veulent pas être des amis pour les chinois pour sortir et aller manger. Sinon les Chinois n'aiment pas cela, on peut aller discuter et jouer au Basketball.

En Chine le gouvernement ne veut pas que tout le monde parte à l'étranger, c'est pourquoi il faut demander une autorisation pour sortir. Ils ne veulent pas que tout le monde sorte.

Aujourd'hui le Ministre au Sénégal ne veut pas signer beaucoup de visa, maintenant c'est très difficile et aussi si tu veux sortir il te faut un billet d'avion aller-retour pour sortir de la Chine.

Je pense peut être que le Sénégal et la Chine se sont entendus pour donner peu de visas aux Chinois.

Je ne pense pas qu'il soit bon de donner beaucoup de visas aux chinois, s'ils viennent ici c'est pour ouvrir des magasins et des boutiques il y'en a déjà beaucoup et comme ils ne respectent pas les prix. Chacun fixe le prix de son choix et fait tomber les bénéfices. Je vends 2000 il vend 1800, je vends 1800 il vend 1600.

Quand je marche sur la route le soir à Gibraltar tu vois une personne qui me dit eh Chinois donne-moi cigarette après il demande 1000 frs pour manger, donne-moi 100frs. Il y' a des petits, des jeunes et des personnes âgées à Gibraltar. Mais c'est plus grave à la Médina, là-bas les petits bébés ils vous insultent de mère en langue chinoise je ne sais pas comment ils l'ont appris et ils répètent tous ça. Depuis 2004 quand je passe là-bas c'est toujours « malakabi ». Je pense que c'est un chinois qui l'a dit à un sénégalais et tout le monde le répète.

Mon père est arrivé en 2001 avec un visa de Taiwan. Il était avec ma grande sœur.

Pourquoi les chinois vivent très longtemps. Ça dépend il y'a des chinois qui meurent à 50 ans il y'avait un chinois qui était malade du cœur et il est décédé ici. Il avait 50 ans seulement. Après sa femme et sa fille sont venus prendre le corps pour le ramener en Chine.

Je suis venu à l'âge de 18 ans, je me suis marié ici à l'Ambassade de Chine. J'ai rencontré ma femme au Sénégal, elle est une ressortissante de Henan, elle est venue avec son oncle. Nous avons une fille et c'est aujourd'hui son anniversaire (31Mars). Elle est née à la clinique du Cap. C'est un bébé prématuré.

Quand je veux manger je vais dans les restaurants chinois, thaïlandais, français et sénégalais. Je mange du CéebuJeenboukhonk, du Yassa poulet et du Mafé. J'aime bien les plats sénégalais.

HENAN Chine, (BTP), M. BAO Fei, Directeur General de Henan Chico, Mardi 16hrs 3 Avril

Notre société était installée au Sénégal depuis 1983 pour la construction du stade de l'amitié. Mais il y'a eu auparavant des voyages entre les deux pays pour faire les études indispensables à la construction du Stade de l'Amitié. C'est suite à cela que nous avons décidé de prendre un registre de commerce pour nous installer définitivement en tant qu'entreprise en nous enregistrant en 1984, suite à des conseils que nous avons reçu des acteurs de la construction et avec l'aval de la direction mère qui est en Chine. C'est un choix qui a coïncidé à la politique d'ouverture mise en place en Chine où l'on encourageait les entreprises à s'externaliser en allant chercher des marchés ailleurs dans le cadre toujours de la coopération chinoise, mais aussi à permettre aux capitaux étrangers de venir s'investir en Chine.. A la fin des travaux nous sommes restés au Sénégal pour y effectuer des travaux. Nous avons entre temps travaillé avec d'autres entreprises en groupement avec la CSE pour le gros œuvre de la BHS, et juste en face la tour de la banque centrale Sénégal en gros œuvre, la galette a été faite par CSE. Nous avons construit aussi l'Ambassade de Chine au Sénégal pour avoir gagné leur confiance.

Nous exécutons des projets sous la houlette de l'Ambassade de Chine. Maintenant nous sommes dans les projets privés, des projets de l'État Sénégal comme l'hydraulique rural, la construction d'une centaine de forage dans le monde rural, châteaux d'eau pratiquement tous les corps du génie rural. Cette ouverture de la Chine est une inspiration de Deng Xiaoping qui voulait une réforme sociale et une politique d'ouverture et moins d'enfermement. Dans les appels d'offres on nous indique le type de matériel pour des pièces précises confectionnées par des entreprises françaises délocalisées en Chine. Au Sénégal les ingénieurs sénégalais qui font les appels d'offres ont hérité d'une culture française nous exigent toujours de leur fournir des pièces françaises parce que ils travaillent sous les règles dites afnor, donc les matériels doivent venir des industries françaises comme Pont à Mousson, ou similaire alors que du point de vue technologique il n'y' a pas de différence.

Avec la SDE nous avons eu un projet où ils demandaient Pont à Mousson, mais quand on leur a proposé du matériel chinois ChingChing et qu'ils ont vu que c'est du bon matériel ils n'y ont pas opposé leur refus.

Nous travaillons toujours sur la base de coopération, nous nous ouvrons au marché mais on n'essaye pas d'étouffer les petites entreprises locales. Nous avons une marge dans laquelle nous n'intervenons pas. Nous intervenons dans les appels d'offres internationaux avec des entreprises de grands gabarits. Certains pensent que nous cassons littéralement les prix sur le marché, ce qui n'est pas le cas ce que nous faisons c'est de réduire notre marge bénéficiaire par rapport aux autres. On se limite à l'entrepreneuriat à faire des travaux, et très rarement pour les privés. L'État signe facilement avec vous et vous demande de prépayer les travaux, et vous donne une échéance très claire, vous avez confiance et d'ici là ça viendra malheureusement le recouvrement pose énormément de problèmes et les agios bancaires nous tombent dessus et les cautions qui ne sont pas libérés à temps nous coutent de l'argent et l'État ne rembourse. C'est valable pour toutes les entreprises sénégalaises.

Jusqu'en 2004 il n'y avait pas de problème l'Etat payait régulièrement les entreprises. Nous avons fait le pont de Médian-Ndiathbe et on était très engagé dans les projets du nouveau régime. On ne peut pas être payé à temps et jusqu'à présent on nous doit de l'argent. Il y'avait une forte volonté de faire quelque chose ce qui nous a poussé à engager l'argent gagné avec le Pont de Medina-Ndiathbé sur d'autres chantiers de l'État pour encourager les efforts de l'État. Après l'État s'est essoufflé dans le paiement des entreprises et cela nous a un peu plombés. Avant le changement de régime on n'osait pas soumissionner parce qu'il y'avait toujours des arriérés et c'est avec le changement de régime que nous avons pris beaucoup de risque pour accompagner le nouveau régime.

Les travaux de Touba devaient durer 5 et se terminer en 2012 entre 2007-2012, les travaux devaient couter 100 milliards de frs CFA, l'Etat nous a retardé. Quand on lançait l'appel d'offre c'était pour 100 milliards sur 5 ans et après les travaux étaient basés sur des avenants chaque année basée sur le budget national. On a acheté 22 milliards de matériels pour tout l'ensemble, et nous on avait tablés sur 20 milliards par an. C'est une perte pour nous car on s'est projeté sur 5 ans avec en moyenne 20 milliards par an.

En gros les chantiers sont terminés et il reste les finitions qu'ils ont définies. C'est eux qui lâchent les travaux. Et cela dépend d'eux tout ce qui était prévu c'est fini. Même le projet de réhabilitation de la route Thiès –Diourbel était prévu mais on a du arrêter cela à cause du paiement alors qu'on a amené des techniciens payés à ne rien faire. On a été obligé de les ramener en Chine en attendant que la situation se décante.

L'État du Sénégal est garant des travaux et des ouvriers et cela nous oblige à arrêter les travaux par défaut de paiement surtout pour le personnel local.

Un technicien chinois coûte moins cher, et nous n'avons pas intérêt à faire venir ici un chauffeur chinois ou un ouvrier chinois alors que ce qu'il sait faire nous aussi nous savons le faire. A part les travaux pointus l'État nous exige de prendre le personnel local trouvé sur place. Si on prend plus chinois les frais risquent d'être nombreux on prend moins d'expatriés chinois alors qu'il y'a d'autres sociétés étrangères qui recrutent un personnel expatrié plus important.

Transfert de technologie : l'ouverture répond à beaucoup de choses il faut des locaux sortis des Universités chinoises qui pourraient permettre de faire changer les politiques et pousser les entreprises chinoises à faire le pas.

Ouvriers chinois : dans chaque projet il y'a des interprètes mais tout dépend de l'importance du projet. D'habitude ce sont des ouvriers qui ont déjà travaillé en Afrique et qui comprennent la langue locale. Ils peuvent parler wolof, certains se débrouillent très bien en français. Nous ne privilégions pas le côté ludique, aussi il faut savoir que les projets ne durent pas c'est de manière sporadique donc on ne cherche pas tellement à les insérer. Ils ont un habitat où ils se retrouvent tous. On ne cherche pas une politique de mise à l'aise ce sont des opérations ponctuelles.

''Les ouvriers chinois vivent ils repliés sur eux-mêmes ? Ce genre de repli procède d'une chose, vous savez qu'on parle d'ouverture maintenant, même quand j'étais en Chine les chinois étaient très repliés sur eux-mêmes, ceci est lié au message qu'ils avaient à livrer au monde à demeurer très sages, à ne pas montrer de mauvais comportement, ils vivent disciplinés et tiennent beaucoup à leur image. C'est une question d'identification qui peut être interprété par certains comme un repli sur soi, un enferment et même il serait étonné de voir trois barayas sénégalais crier dans les rues de Pékin. Contrairement aux Sénégalais très expansifs qui parlent sans faire attention aux autres. C'est le choc des cultures.

On ne peut pas vivre en vase clos, maintenant ils vont au chawarma, ils vont à la dibiterie. Maintenant ils s'intègrent. Dans les chantiers les ouvriers sont libres de sortir ou de ne pas sortir. Ils sont pris en charge à la cantine et ont un pécule journalier. A la cantine on y fait des menus chinois. Les Chinois s'adaptent difficilement à la nourriture des autres, ils préfèrent de loin leur nourriture. On leur recrute des cuisiniers chinois. En Guinée et dans

nos autres campements on a recruté des aide-cuisiniers qui à la fin sont devenus autonomes et vendent du pain-chinois basé sur une recette chinoise.’’

Collaboration avec Bara Tall :

Sur le tronçon Cynros Patte d’oie nous nous sommes partagés les travaux. Nous avons fait les échangeurs et eux ils ont fait les routes. Tout s’est bien passé seulement une chose inattendue d’ailleurs. Ils ont eu un problème avec une société et cette société s’est rabattue sur nous parce que nous étions en groupement avec Jean Lefèvre. Notre matériel a été saisi suite à une condamnation. Bara Tall devait payer du Bitume à Micro-confort et comme Bara Tall ne pouvait pas rembourser cet argent parce que l’État lui doit son argent et comme lui ne peut pas payer et que nous étions en groupement c’est notre matériel qui a été saisi. Un problème qui nous est tombé sur la tête.

Nous avons en gros 20 employés au niveau du bureau. Pour le personnel des chantiers c’est quand nous gagnons un marché que nous mobilisons nos partenaires pour recruter les ouvriers. C’est pourquoi quand on vous dit qu’il y’a une entreprise qui a des milliers d’employés ce n’est pas sur une courte durée mais sur des chantiers étalés durant une année.

Nos ouvriers gagnent en moyenne 100.000 pour les célibataires.

C’est une autre société choisie en Chine qui a construit le grand théâtre. Toute entreprise chinoise est en quelque part représentante de l’Etat chinois. Nous sommes une entreprise provinciale.

HENAN :

La province de Henan est la plus peuplée de Chine, et pendant la construction du stade de l’amitié il y’a beaucoup d’ouvriers venus de Henan pour la construction. C’est un processus qui se réalise partout. Il y’a un compatriote Yan Cheng qui était dans l’entreprise, qui gérait le restaurant et qui a quitté la société et après il est allé faire des affaires. C’est lui qui a fait venir beaucoup de compatriotes ici. Il était dans la cuisine de l’entreprise, il était rentré en Chine puis et revenu travailler ici.

Pour notre projet de l’autoroute à péage il y’a eu un ouvrier qui a dit qu’on l’interdit de faire ses prières. L’Ambassadeur nous a appelé pour nous demander des explications, est ce que c’est vrai ou non ? Pour vous dire que nous sommes respectueux des règles et coutumes des

sociétés d'accueils. Je ne dis pas que tous les chinois sont des saints. Il y'a des chefs de projets qui sont des humains avec des éducations différentes, des humeurs différents. L'objectif n'est pas de faire venir ici quelqu'un pour rendre la vie difficile aux locaux. Nous avons été au tribunal à plusieurs reprises. Notre direction mère veille sur notre fonctionnement en nous indiquant de bien respecter la législation du travail du Sénégal et d'autre part notre ambassade veille aussi sur nous pour éviter des problèmes.

Si on fait toujours ce que l'on dit on n'allait pas rester ici jusqu'à 20 ans. Nous ne sommes pas une société envahissante qui fait beaucoup de publicité et des panneaux partout.

Les Chinois ont des difficultés d'obtenir des visas, il y'a une sorte d'ostracisme. On remplit toutes les conditions et c'est difficile d'obtenir des visas. De la D.ST à la police des étrangers, on ne sait pas pourquoi ça bloque et on nous ne dit pas pourquoi on nous refuse le visa.

Dans les pays limitrophes du Sénégal on obtient le visa relativement facile contrairement au Sénégal. Pour ceux qui sont au Sénégal depuis longtemps il n'y'a pas de problème mais pour les Chinois qui viennent pour la 1ere fois c'est très difficile. On les fait attendre à l'aéroport après tout le monde avant de les laisser rentrer au Sénégal. Ils peuvent attendre 6 à 12 heures avant de passer la frontière. Les Chinois disent que les Sénégalais ne sont pas très amis avec les Chinois malgré les programmes de coopération qui lient les deux pays. Dans les projets liant le gouvernement chinois il s'est amélioré mais avec nous c'est devenu un peu difficile.

Pour le projet Touba c'est l'Etat qui engageait les travaux c'est pourquoi il y' a eu des facilités.

Le Sénégalais n'est pas capucin quand il fait des affaires. Nous avons des chantiers en Guinée Conakry et au Liberia.

C'était plus facile d'obtenir les visas même quand il y'avait une rupture des relations diplomatiques. Un Chinois qui obtient son visa doit aller à Pékin pour obtenir un visa d'entrée à l'Ambassade du Sénégal. Le porteur de la lettre se rend à l'Ambassade de Chine pour obtenir un visa d'entrée. Les formalités d'entrée au Sénégal sont très difficiles et très faciles en Sénégal.









En visite de terrain dans la province du Sichuan avec mon collègue Ji Han



Photo de gauche : des villageois curieux a la vue d'un noir .Photo de droite : entretien avec mon collègue Ji Han (RenminUniversity).



En

visite dans la province du Fujian (Xiamen), photo avec le recteur venu assister a la conference des Instituts Confucius du monde entier.



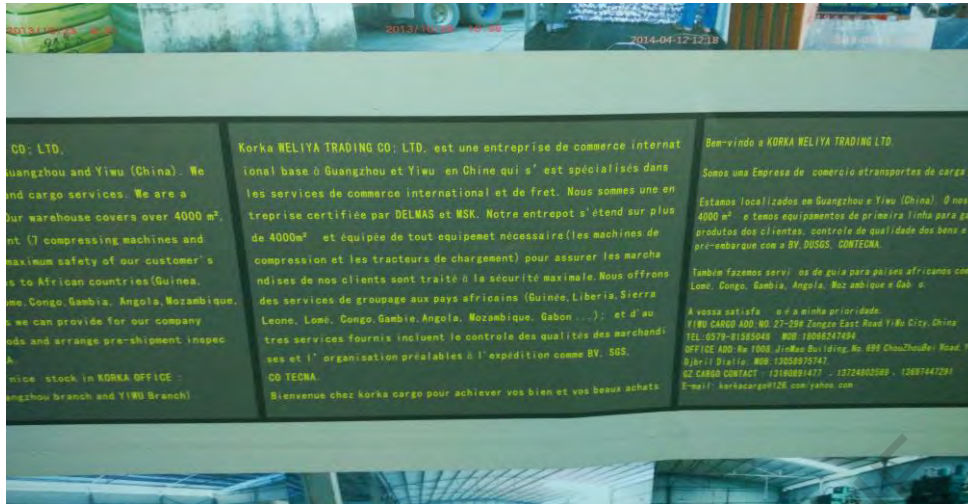


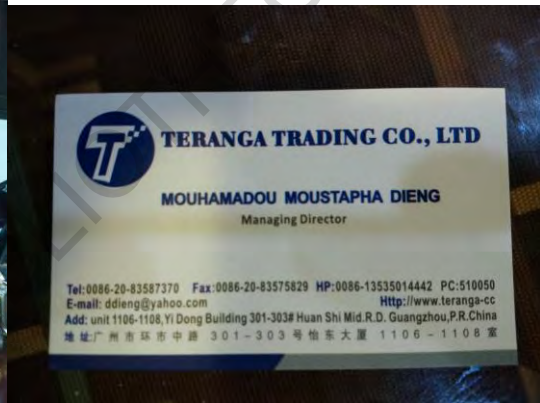
Photo prise devant une boutique qui propose des services de transport de marchandises de la Chine vers le continent africain.



Photo à gauche : Des commerçants soudanais dans le hall de l’hotel Yiyuan. Photo à droite des sacs contenant des marchandises prêts à être acheminer dans un cargo.



Photo prise dans le bureau du président de l'association des Sénégalais de Guangzhou, MoustaphaDieng



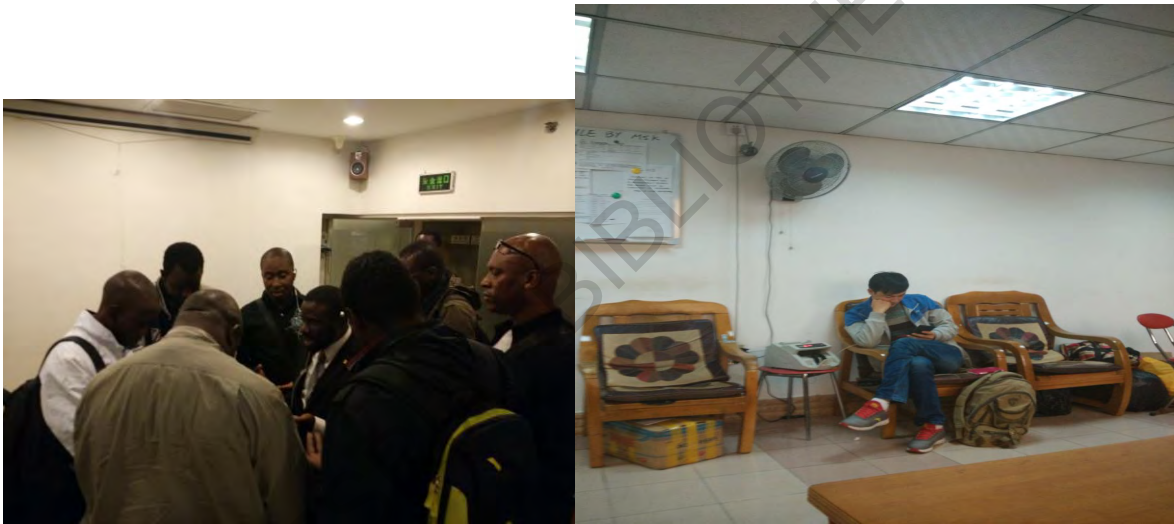
Moustapha Dieng : Trader et Président de l'association des Sénégalais de Guangzhou.



Célébration du Magal de Touba 2014 à Guangzhou



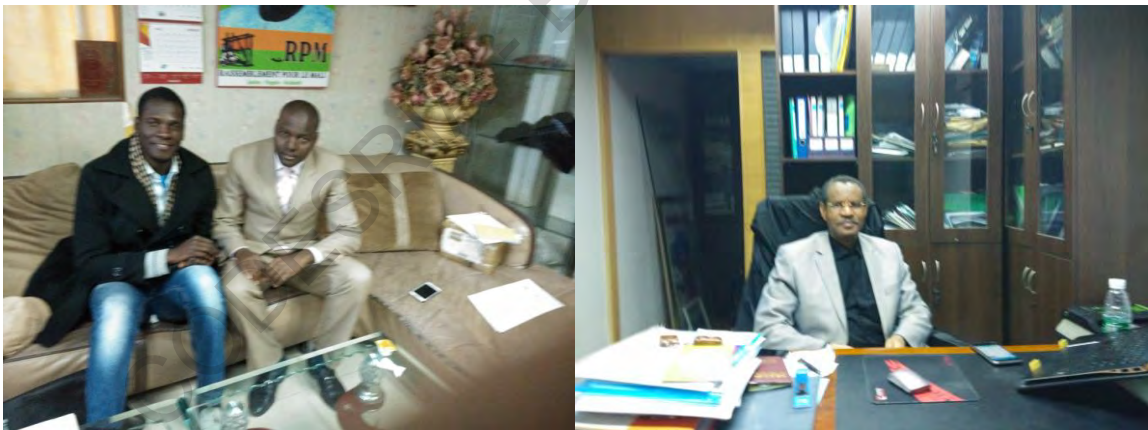
Les membres du bureau de l'Association(Serigne Mbaye, Issa L. et Moustapha)



Séance de prière des Sénégalais à la fin de leur reunion.



Troisième conférence internationale sur les Chinois en Afrique et les Africains en Chine à Guangzhou.



Photos avec le Secrétaire General de l'Association des Maliens de Chine (Bathily) et avec Sultan Barry président de l'Association des Guinéens en Chine.



Photo avec le président de la communauté de R.D. Congo a Guangzhou





La fête du nouvel an chinois avec mon collègue James Peter Oswald (en barbe et pullover gris) et sa belle-famille chinoise a Jinan (Shangdon).



Inauguration du bureau de représentation du COSEC à Yiwu devant Souboul Sylla (D.G de International Supersource Trading et représentant le Cosec en Chine), Babacar Ndiaye P.C.A Cosec, Serigne Dia Ndongo de l'Unacois et membre du Cosec (boubou blanc), Ibnou Sarr (Consul du Sénégal en Chine-en tenue de ville).



Photo à droite : Soura (assise et en chemise bleue) Allé Toure (veste sports bleu ciel). Photo droite : Loum au téléphone et le staff du Cosec (vue de profil).



Vue de la salle de lancement du partenariat entre le Cosec et Soumboul Sylla (SS), photo avec le principal transitaire des sénégalais de Yiwu, patron de Zhejiang Haiyue International Logistics.



Visite du port sec de Yiwu.





Visite du bureau de Sourakhata Tirera dit Soura aYiwu



Bureau de mediation de Yiwu. Photo droite : le board des mediateurs



La photo de Soura sur le Board. Au milieu avec le Chef Chen Jinyan. Levant fièrement le drapeau du Sénégal, présent dans la grande salle de médiation.

调解员对一起知识产权侵权纠纷进行调解。
The mediator is mediating a dispute of infringement of intellectual property.

外籍调解员给外商进行案情分析，劝说引导。
The foreign mediator is analyzing the case for the foreign businessman.

调解员正在调解一起因拖欠货款的涉外纠纷。
The mediator is mediating a foreign-related dispute of owing payment.

外籍调解员给外商进行证据确认分析。
The foreign mediator is identifying the evidence for the foreign businessman.

义乌市涉外纠纷人民调解委员会
地址 Address: 义乌市前溪国际商贸城调解室, 五里街官渡口北大街三幢
Yiwu International Trade City Justice station of Yiwu Justice Bureau, 3rd floor
North Gate, 4th District of Yiwu, International Trade City
电话 Phone number: 0579-81586638



Des coupures de presse relatant les activités du bureau de médiation



Questionnaire 问卷

Hello, my name is Liang Hanli. I am a student in Renmin University of China. I am doing a research about Chinese retailers in Senegal. I want your collaboration for responding to these questions. I will be really grateful to you if you help me to answer these questions.

您好！我是中国人民大学的留学生梁汉礼，正在做有关中国在塞内加尔的零售商的研究，因此希望您能够帮助我回答一下问题，十分感激。

I. Identification 身份

Age 年龄:

Sex 性别: M男 F女

Hometown in China 中国的籍贯:

II. Arrival date in Senegal 抵达塞内加尔的时间:

III. Which countries did you know in Africa? 你了解非洲的哪些国家?

IV. How did you find Senegal? 你是怎么知道塞内加尔的?

V.How do you find situation in Senegal trade?你是从哪儿了解到塞内加尔的贸易情况的?

Parents 父母

Personal Fund个人兴趣

Bank Loan银行贷款

CommunityLoan社区贷款

VI.How many employees do you have?您总共有多少员工?

VII. Are you interested in other activities such as agriculture?您对其它诸如农业领域感兴趣吗?

VIII. Which country do you want to go after Senegal?塞内加尔之后您打算去哪个国家?

IX. What kind of problems did you have in Senegal?您在塞内加尔遇得到国哪些困难?

X. What do you think about the relationships between Africa and China?您是如何看待非中关系的?

XI.Do you go to China often? 您现在经常回中国吗?

Why?为什么?

Thank you again! 再次感谢您的配合!

BIBLIOGRAPHIE

- ADDA, J., (2004),** *La mondialisation de l'économie, tome 2 : Problèmes*, Éditions La Découverte.
- AICARDI, M. de S-P., (2004)** « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt » Paris.
- ARON Raymond, (1962),** *Paix et Guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy.
- AUREGAN Xavier, (2007),** *les enjeux géopolitiques de la "percée" chinoise au Sénégal*, Institut Français de Géopolitique – Mémoire Master.
- BADIE Bertrand (1995),** *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
- BADIE Bertrand (1999),** *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard.
- BADIE B. et SMOUTS M.-C (1999),** *Le retournement du monde*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, (3^e éd.).
- BAIROCH Paul,(1997)** *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI siècle à nos jours*, Gallimard, Paris.
- BANGUI Thierry, (2009)** « *La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique. Vers la fin des privilèges européens sur le continent ?* » L'Harmattan, Paris, 285 pages.
- BAYART J.F., (1994),** *La réinvention du capitalisme*, Paris, Editions Karthala.
- BRÄUTIGAM, Deborah, (1998),** *Chinese Aid and African Development : Exporting Green Revolution*, Londres, Palgrave Macmillan.
- BREDELOUP Sylvie, BERTENCELLO Brigitte, (2006),** « La Migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou « sanglot de l'homme noir » ? », *Politique Africaine* 2006, pp 199-224.
- BRUNET, A. Guichard, J-P., (2011),** *La visée hégémonique de la chine, L'impérialisme économique*, L'Harmattan Paris.
- CABELLO, D., F. Sekulova et D. Schmidt, (2008),** *World Bank Conditionality: Poor Deal for Poor Countries* (Amsterdam: A SEED Europe).

CASTILLO, R (2014). Feeling at home in the « Chocolate City » : an exploration of placemaking practices and structures of belonging amongst Africans in Guangzhou, *Inter-Asia Cultural Studies*, 15 :2, 235-257

CHAPONNIERE J-R, GABAS J-J(2012), *Le temps de la Chine en Afrique , Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Paris, Gemdev-Karthala .

CHERU Fantu, OBI Chris, (2010), *The Rise of China and India in Africa*, Zed Books, LondresNew York, 276p.

CHIN, G. T. et FROLIC B. M. (2007) *Emerging Donors in International Development Assistance: The China Case* (Ottawa: International Development Research Centre, Partnership and Business Development Division).

COHEN P. et RICHARD L., (2005), *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, Mille et une nuits,, 234p.

COHEN Philippe et RICHARD Luc, (2010), *Le Vampire du Milieu : Comment la Chine nous dicte sa loi*, Fayard, 336 p.

CORKIN Lucy, (2008) « AERC Scoping Exercise on China-Africa Relations: The Case of Angola », AERC (African Economic Research Consortium).

DIALLO Fatoumata Bintou (2009), *L'occupation de l'espace dakarois par les chinois : le cas du Centenaire* : mémoire de maîtrise en Géographie, 108p.

DOMENACH Jean-Luc ,(1998), *L'Asie en danger*, Paris, Fayard, 1998, 339p.

DOMENACH Jean-Luc, (2007), *Comprendre la Chine d'aujourd'hui*, Librairie Académique Perrin (Tempus), Paris, 342 pages.

DZAKA,Théophile, (2008), *L'aide publique au développement de la Chine aux pays pétroliers et miniers d'Afrique centrale contribue-t-elle au développement durable des pays récipiendaires*. Tunis : BAD-CEA : Conférence économique africaine, 12-14 novembre, 21p.

Enda Prospectives (2007), *L'impact de l'émergence Chinoise et Indienne en Afrique*, étude de cas sur le Sénégal, OCDE, 75 pages.

FISHERMAN Ted C., (2005), *China, Inc. :How the Rise of the Next Superpower Challenges America and the World*, New York (N.Y.), Scribner.

Flux d'investissement direct chinois en Afrique (2003-2010) sources chinoises accessibles à <http://hzs.mofcom.gov.cn/accessory/201109/1316069604368.pdf>

FRANK Andre G., (1998), *Re-Orient, Global Economy in the Asian Age*, University of California Press.

FOUCAULT Michel,(1969) ; *Archéologie du savoir*,Paris, Gallimard, 264p.

GABORIT Marie, (2007) *Les stratégies des acteurs de la Chine Afrique sur les territoires africains et chinois : cas du Sénégal et de la Mauritanie*, Mémoire Master 2, Institut Français de géopolitique Paris VII, 2007.

GAYAN Anik K., (2007), La Realpolitik, élément incontournable des relations internationales, Armand Collin/*Revue internationale et stratégique /N° 67 pp95 à 104.*

GAYE Adama, (2006), Le dragon et l'autruche, L'Harmattan 2006.

GAYE Adama, (2011), Un siècle sino-africain, *Alternatives Sud*, vol. 18-2011, pp177-182.

GEHROLD S. TIETZE L, (2011)Far From Altruistic: China's Presence in Senegal, KAS INTERNATIONAL REPORTS 11|2011.

GODEMENT François, (1998), *Dragon de feu, dragon de papier, L'Asie a-t-elle un avenir ?* Paris, Flammarion, 390p.

GODEMENT François, (1993), *la renaissance de l'Asie*, Paris, Odile Jacob.

GODEMENT François, (2003), « la Chine, puissance revendicatrice ou intégrée ? », *La Chine Aujourd'hui*, Université de tous les savoirs, aux Éditions Odile Jacob.

GOLDSTEIN, A. N., N. PINAUD, H. REISEN et X. CHEN (2006) The Rise of China and India: What's in It for Africa? (Paris : OECD Development Centre) pages 35 à 45.

GUERASSIMOFF Carine (dir.) (2003) «Les nouvelles migrations chinoises en Europe au début du XXIe siècle », *Migrations Société*, vol. XV, n° 89, septembre-octobre2003.

GUERIN Emmanuel (2008) « Bailleurs émergents : où en est la Chine en Afrique ? », *Afrique contemporaine*, 2008/4 n° 228, p. 105-118.

GUERRERO Dorothy Grace et MANJI Firoze (2008), *China's New Role in Africa and the South*, Fahamu Pambazuka, 258p.

GUOQIANG, Qi, (2007) ,« Chine : Aide sans condition », *Courrier de la Planète* n° 84 : « Le temps des émergents ».

HABER DANIEL - MANDELBAUM Jean, (1996),*la revanche du monde chinois ?* Préface d'Alain Peyrefitte, Economica.

HAFSIA Lotfi Ouled Ben et BELKACEM Karima (2011), *L'avenir du partenariat Chine-Afrique*, L'Harmattan, Paris, 113p.

HARDT M., et NEGRI A., (2000), *Empire*, Paris, Exils Editeur.

BROADMAN Harry G. dir. (2006),African silk road, World Bank, Washington DC, 2006, 375 p.

IOSC-PRC (2011) (Information Office of the State Council of the People's Republic of China) *China's Foreign Aid* (Beijing: IOSC-PRC),

<http://www.scio.gov.cn/zxbd/wz/201104/t896900.htm>

IZRAELWICK Erik, (2005), *Quand la Chine change le monde*, Grasset.

JAFFRELOT Christophe (2008), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris : Presses de Science Po, 381 p.

JOHNSON, A., B. VERSAILLES et M. MARTIN (2008) Trends in South-South and Triangular Development Cooperation (New York: United Nations Economic and Social Council).

JOLY Jean (2011), *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*, Pygmalion.

KABOU A., (1993), *Et si l'Afrique refuserait ledéveloppement*, Paris, L'harmattan.

KAPLINSKY R. and MORRIS, (2008), « Do the Asian drivers undermine export-oriented ruilation is SSA ? », *World Development* 36 (2) 254-273.(à revoir)

KASSE. M et HAMMOUDA H-B, Repenser Bretton Woods-*Réponses africaines*, Codesria-Karthala, Dakar-Paris, 2002, 316p.

KATEB, A., (2011), *Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRIC changent le monde*, Paris : Ellipses.

KERNEN A., VULLIET B (2008), « Les petits commerçants et entrepreneurs chinois au Mali et au Sénégal », in *Afrique contemporaine*, n° 228, Paris, Université De Boeck, pp. 69-94.

KURLANTZICK, Joshua, (2007) ,Charm Offensive : How China Softpower Is Transforming the World, New Haven (CT), Yale University Press.

- KUHN Thomas,**(1999), *La structure des révolutions scientifiques*. Flammarion, 284 p.
- LACOSTE Yves,** (1988), *Questions de géopolitique*, Paris, Le Livre de poche.
- LACOSTE Yves,** (2007), « **Quand la Chine change le monde** », *Hérodote n° 125*, Paris, 2e trimestre Paris.
- LAFARGUE François,** (2005), « La Chine et l’Afrique », *Perspectives chinoises*, n° 90, juillet-août.
- LAFARGUE François,** (2005), États-Unis, Inde, Chine : Rivalités pétrolières en Afrique ; *.DeBoeck Université/Afrique contemporaine -n°216 p43-56.en ligne : cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-4page-43.htm*.
- LAFARGUE, F.** (2005), « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives chinoises*, n° 90.
- LANCASTER, C.** (2007), *The Chinese Aid System* (Washington, DC: Center for Global Development).
- LARGE, D.** (2007), “As the beginning ends: China return’s to Africa”, in M. Firoz et S. Marks, *African perspectives on China in Africa*, Fahamu Books.
- LAYNE C.,**(1993), « The Unipolar illusion », *International Security*, vol. 17, n°4.
- LEMOINE, F.** (2011), Investissements chinois en Europe : un défi politique, Publié dans *lavedesidees.fr*, le 31 octobre 2011.
- LI Z, LYONS M, BROWN A.** (2012) *Chinas Chocolate City : an Ethnic Enclave in a Changing Landscape* (J). *African Diaspora*, , 5 (1) : 51-72.
- L’État de l’Afrique 2007**, Hors Série *Jeune Afrique n° 15*, Avril 2007, Paris, p. 18 à 54.
- LOROT Pascal,** (2007), *le siècle de la Chine*, Choiseul, Coll. « Enjeux du monde », La Documentation française.
- LUNTUMBUE Michel,** (2011), *Le dragon et le léopard : un regard sur les relations sino-congolaises*, in *La Chine en Afrique, Menace ou opportunité pour le développement ?*pp165-176.
- MANGUELLE D.E.,** (1991) *L’Afrique a-t-elle besoin d’un programme d’ajustement culturel*, Paris, Editions Nouvelles du Sud.
- MARFAING. L, THIEL. À** (2011), De la saturation des marchés ouest-africains et des importations en provenance de Chine (Dakar-Accra) « Les marchandises chinoises inondent

les marchés ouest-africains !» Des importations de marchandises chinoises et de Petits migrants/commerçants chinois en Afrique de l'Ouest (Ghana-Sénégal), *GIGA*

MICHEL Serge; BEURET Michel, (2010), *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*, nouvelle édition augmentée – Paris, Librairie Arthème Fayard/Pluriel, 2010, Editions Grasset& Fasquelle, 2008.

MICHEL Serge ; BEURET Michel, (2009), « La Chine a-t-elle un plan pour l'Afrique ? », *Afrique contemporaine*, n° 228.

NAIDU, S. et HERMAN, H. (2008), « China and India in Africa: Challenging the Status Quo ? », *Pambazuka News*, n° 394, <http://pambazuka.org/en/category/comment/50252>

NDIAYE .M, Sarkozy, la controverse de Dakar, Cours-nouveau 1-2, Mars 2008.

NGUYEN Eric, (2009), *Les Relations Chine-Afrique, L'Empire du milieu à la conquête du continent noir*, Studyrama Perspectives, 144p.

NICOLAS Françoise, (2006), Chine : Bienfaits et revers de la mondialisation ; *Questions Internationales* n°22 nov-décembre.

NIQUET Valérie, (2006) « La stratégie africaine de la Chine » *Politique étrangère* 2^{ème} Trimestre.

O'TUATHAIL G., Dalby S. et Routledge P.,(1998) *The Geopolitics Reader*, Londres, Routledge.

PAIRAULT Thierry, (2010), « Le rôle des investissements directs étrangers entrants et sortants en Chine : une appréciation », *Région et Développement*, 31, p. 123-124.

PAIRAULT Thierry,(2011), « L'investissement direct chinois en Afrique », *Outre-Terre*, /4 n° 30, p. 89-114.

PAIRAULT Thierry (2011), Chiffres Du Commerce Et De L'investissement Sino-africain, *Outre-Terre* 2011/4 - n° 30pages 115 à 128.

ZELEZA Paul Tiyambe (2008), Dancing with the Dragon Africa's Courtship with China
Author(s): Reviewed work(s):Source: The Global South, Vol. 2, No. 2, Africa in a Global Age (Fall, 2008), pp. 171-187Published by: Indiana University Press Stable URL:
<http://www.jstor.org/stable/40339267> .Accessed: 27/03/2012 15:08

Reseau Enda Graf Sahel, *Changement Politique et Social* Eléments pour la Pensée et l'Action, Editions Enda Graf Sahel, Dakar, 2005.

REVEILLARD Christophe, CHARPENTIER Benoit, (2007), la puissance chinoise au risque de la mondialisation ; *Géostratégique* n° 17.

RICHER Philippe, (2008), *L'Offensive chinoise en Afrique*, p.12, Paris, Karthala, collection « Les terrains du siècle ».

ROCCA, Jean-Louis, 1995, *La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping*, Éditions Le Monde Poche.

ROUSSOUW M., 2010, « China's sweet climate change deal », *Mail & Guardian*, 19 November, p.23.

SAKANYI Mova Henri, (2010)« La Chine en Afrique : grammaire d'un basculement géopolitique », in *Dounia*, n° 3 (septembre), pp. 91-123.

SHINN, H. (2006) Africa and China's Global Activism, paper presented at the National Defense University Pacific Symposium « China's Global Activism : Implications for US Security Interests ».

SMOUTS M.-C.,(1980), « Nouveaux centres de pouvoir et problématique de la puissance », *Revue française de science politique*, vol. 30, n°2.

SMITH Stephen,(2003), *Négrologie*, Calmann Levy, Paris.

SNOW Philip (1988) The star raft: China's encounter with Africa. 1st American Ed., 250 p.

SSENYANGE, E. (2010) South-South Development Cooperation : A Challenge to Traditional Aid Relations ? (Quezon City : The Reality of Aid/Ibon Books).

STAMM Eilert (2006) L'engagement de la Chine au Sénégal : bilan et perspectives, un an après la reprise des relations diplomatiques. Foundation Friedrich Ebert, Décembre 2006, Dakar, 31p

STANGE Susan, (1989), « Toward a Theory of Transnational Empire », in E. O. CZEMPIEL et J. N. ROSENAU (eds), *Global Changes and Theoretical Challenges*, Lexington Books.

TADJUDEEM A-R., (2011), *La vérité aux puissants*, Pambazuka Press Codesria, Dakar.

VERCUEIL .J, (2011) Deuxième édition actualisée et augmentée, *Les pays émergents. Brésil-Russie-Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis*, Paris.

WANG, Jian-Ye, (2007), « What drives China's growing role in Africa ? », IMF working papers n° 07/211.

WESTON J., CAMBELL C. et KOLESKI K. (2011) China's Foreign Assistance in Review : Implications for the United States (Washington : US-China Economic and Security Review Commission).

WOODS, N. (2008) « Whose Aid ? Whose Influence ? China, Emerging Donors and the Silent Revolution in Development Assistance », *International Affairs*, 84(6), pp. 1205-1221.

ZAFAR, A. (2007) « The Growing Relationship between China and Sub-Saharan Africa : Macroeconomic, Trade, Investment, and Aid Links », *The World Bank Research Observer*, 22(1), pp. 103-130.

ZHANG H., (2000), *La politique africaine de la Chine*, Institut d'Etudes sur l'Asie occidentale et l'Afrique, Académie des Sciences Sociales de Chine.

ZHENG Qi. (2012), L'architecture de l'aide chinoise, in le temps de la Chine en Afrique, Gemdev-Karthala, pp 77-91..

INTERNET:

- La politique africaine de la chine www.chineafrique.com.
- http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/01/25/les-pays-emergents-dans-le-monde_1296196_3234.htm) visité le 23 Décembre 2012.
- Imbert Anne, « Quand la Chine fait son bol de riz sous le regard inconscient de l'occident », <http://www.news.batiweb.com;09/08/11>. *Marianne*
- http://www.marianne-en-ligne.fr/e-docs/00/00/65/8E/document_article_marianne.phtml. 30 septembre 2009.
- Flux d'investissement direct chinois en Afrique (2003-2010) sources chinoises accessibles à <http://hzs.mofcom.gov.cn/accessory/201109/1316069604368.pdf>
- IOSC-PRC (2011) (Information Office of the State Council of the People's Republic of China) *China's Foreign Aid* (Beijing: IOSC-PRC), <http://www.scio.gov.cn/zxbd/wz/201104/t896900.htm> .

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	i
Sommaire	v
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE	8
CADRES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE ET MISE EN CONTEXTE DE L'OBJET DE RECHERCHE	8
CHAPITRE I : APPROCHES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....	9
I.1. PROBLÉMATIQUE :.....	9
I.2.OBJECTIFS DE L'ÉTUDE.....	18
I.2.1. OBJECTIF GÉNÉRAL	18
I.2.2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES.....	18
I.3. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE.....	19
I.3.1. HYPOTHÈSE PRINCIPALE	19
I.3.2. HYPOTHÈSES SECONDAIRES	19
I.4. REVUE CRITIQUE DE LITTÉRATURE	20
I.5. JUSTIFICATION DU SUJET	70
I.6. DÉFINITIONS CONCEPTUELLES.....	71
- <i>Élucidation conceptuelle</i>	72
- <i>La Mondialisation</i>	73
- <i>Les Pays émergents</i>	75
- <i>La Géopolitique</i>	79
I.7. MODÈLES THÉORIQUES.....	80
I.7.1. LA SOCIOLOGIE DES RELATIONS INTERNATIONALES.....	80
I.7.2. L'ANALYSE RÉALISTE DES RELATIONS INTERNATIONALES.....	82

CHAPITRE II : CADRE MÉTHODOLOGIQUE.....	94
II.1. L’HISTOIRE DE LA RECHERCHE.....	94
II. 1.1. MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	94
DEUXIEME PARTIE :	102
CHAPITRE III : HISTOIRE DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L’AFRIQUE	103
III.1. LA CHINE D’AVANT LES COMMUNISTES.....	104
III.1.1. LE PARTAGE DE L’AFRIQUE	108
III.1.2. LA CHINE DÉMANTELÉE	109
III.2. LA CHINE DE MAO ET L’AFRIQUE.....	111
III.3. LA CHINE SOUS DENG XIAOPING : LES RELATIONS SINO-AFRICAINES À L’HEURE DU RÉALISME CHINOIS	122
III.4. LA "GUERRE" DES CHINES EN AFRIQUE : LE DUEL À DISTANCE ENTRE TAIPEH ET PÉKIN	128
III.5. LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET LE SÉNÉGAL	130
III.5.1. Les Relations sous Senghor	130
III.5.2. LES RELATIONS SOUS DIOUF : deux décades de relations et une rupture.....	135
A. L’intermède taiwanais sous Diouf	137
B. Peut-on parler d’une diplomatie du chéquier ?.....	142
C. Coopération taiwanaise versus Coopération chinoise.....	143
III.5.3. Les Relations sous Wade de la continuité des relations avec Taiwan à la rupture en 2005	143
III.5.4. LES RELATIONS SOUS MACKY SALL (2012 à nos jours).....	152
III.6. LA GRANDE MARCHÉ POUR UN RETOUR EN AFRIQUE.....	157
III.7. LE FORUM SINO-AFRICAIN	161
III.7.1. LE SOMMET DE BEIJING (2000)	161
III.7.2. LE FORUM D’ADDIS-ABEBA (2003).....	162
III.7.3. LE SOMMET DE BEIJING (2006)	163

III.7.4. LE FORUM DE CHARM EL CHEIKH EN 2009	166
III.7.5. LE FORUM DE BEIJING 2012	167
III.7.6. LE SOMMET DE JOHANNESBURG 2015	168
CHAPITRE IV. LES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AFRIQUE.....	170
IV.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS EN AFRIQUE : NÉCESSITÉ D'UN RECENTRAGE STRATÉGIQUE ?	171
IV.2. DES CHIFFRES ET UN CHIFFRE NOIR!	173
IV.3. DES INVESTISSEMENTS VERS LES PAYS RENTIERS	174
IV.3.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS VERS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES : LE MODÈLE DU SCHÉMA ANGOLAIS	176
IV.4. LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES	179
IV.4.1. L'ANGOLA	181
IV.4.2. LE GABON	183
IV.4.3. LE CONGO RDC : UN NOUVEL ÉLÈVE DU MODÈLE ANGOLAIS	185
IV.4.4. L'AFRIQUE DU SUD	186
IV.4.5. LE ZIMBABWE : UN « ROGUE STATE » ?.....	188
CHAPITRE V : L'AIDE CHINOISE.....	191
V.1. HISTORIQUE DE L'AIDE CHINOISE EN AFRIQUE	191
V.2. L'AIDE CHINOISE SOUS DENG XIAOPING : AU LENDEMAIN DES ÉVÈNEMENTS DE TIEN AN MEN	193
V.3. LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE DANS L'AIDE PUBLIQUE CHINOISE.....	194
V.4. L'AIDE CHINOISE EN AFRIQUE	196
V.5. STRUCTURATION DE L'AIDE PUBLIQUE CHINOISE.....	198
V.6. LES ACTEURS OU (INSTITUTIONS) INTERVENANTS DANS L'AIDE CHINOISE	199
CHAPITRE VI : ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE	201
VI.1. ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX	201

VI.2. DES ÉCHANGES TRÈS INÉGAUX.....	203
VI.3. UN MODÈLE DE SOUTIEN À REVOIR ?	206
VI.4. L'AIDE LIÉE ?.....	207
VI.5. LE PASSAGER CLANDESTIN DE L'ECONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE ?.....	208
CHAPITRE VII: MENACE OU OPPORTUNITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE ?	211
VII.1. LA CHINE EST ELLE UNE MENACE POUR LE CONTINENT AFRICAIN ?....	212
VII.1.1. VUE D'OCCIDENT	212
VII.1.2. VUES D'AFRIQUE	216
VII.2. LA CHINE EST ELLE UNE OPPORTUNITÉ POUR LE CONTINENT AFRICAIN ?	219
TROISIÈME PARTIE.....	222
CHAPITRE I : ACTEURS CHINOIS DU SÉNÉGAL : ORIGINE, STRATÉGIES ET LOGIQUES DES ACTEURS DE LA MONDIALISATION PAR LE BAS.....	223
I.1. LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIO CULTURELLE DES CHINOIS AU SÉNÉGAL.....	232
I.1.2. HISTOIRE DE LA DISPERSION D'UNE DIASPORA	232
I.1.3. LES CHINOIS DU SÉNÉGAL	237
I.2. L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA MIGRATION CHINOISE AU SÉNÉGAL ...	238
I.2.1. LES PIONNIERS.....	239
I.2.1.1. LA GRANDE VAGUE DE HENAN.....	239
I.2.1.2. DE LA PÉRIODE DE RUPTURE AU RENOUVEAU DES RELATIONS SINO- SENEGALAISES	240
I.2.1.3. LES RAISONS D'UNE MIGRATION EN AFRIQUE.....	242
I.2.2. LES MIGRANTS CLANDESTINS.....	243
CHAPITRE II : LES PROVINCES D'ORIGINE ET LES TRAJECTOIRES MIGRATOIRES DES CHINOIS DU SÉNÉGAL.....	245
II.1. LES PROVINCES D'ORIGINE	245

II.2. LES TRAJECTOIRES MIGRATOIRES DES CHINOIS EN AFRIQUE.....	248
II.2. LA MIGRATION CHINOISE ENTRE MYTHES ET RÉALITÉ	249
II.3. UNE MIGRATION RÉCENTE ET TEMPORAIRE.....	253
II.4. ORIGINE DU CAPITAL	254
II.5.LE COMMERCE CHINOIS AU SÉNÉGAL	255
II.6. LES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES COMMERÇANTS CHINOIS	260
CHAPITRE II : ENJEUX ÉCONOMIQUES DE LA PRÉSENCE CHINOISE AU SÉNÉGAL.....	262
II.1. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS DE LA CHINE AU SÉNÉGAL (IDE).....	262
II.1.1. L'IDE DE LA CHINE.....	262
II.1.2. LA PLACE DU SÉNÉGAL DANS L'IDE DE LA CHINE EN AFRIQUE	265
II.1.3. LA PART DE L'IDE CHINOIS AU SÉNÉGAL	266
II.2. L'ÉTAT DES LIEUX DES INVESTISSEMENTS CHINOIS AU SÉNÉGAL	267
II.3. LES PRÊTS PRÉFÉRENTIELS DE LA BANQUE CHINOISE D'IMPORT ET EXPORT EX-IM BANK.....	269
CHAPITRE III : L'AIDE CHINOISE AU SÉNÉGAL : UN PILIER DU HARDPOWER.....	272
III.1. LA CONCEPTION DE L'AIDE EXTÉRIEURE DE LA CHINE	272
III.3. L'AIDE EXTÉRIEURE DE LA CHINE AU SÉNÉGAL	277
III.3.1. BREF RAPPEL DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET LE SÉNÉGAL	277
III.4. LE BILAN DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LA CHINE ET LE SÉNÉGAL.....	279
III.5. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA CHINE.....	284
CHAPITRE IV : ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES	290
IV.1. LE SOFT POWER CHINOIS AU SÉNÉGAL.....	290
IV.2. L'INSTITUT CONFUCIUS DE DAKAR.....	291
IV.3. LA RADIO CHINE INTERNATIONALE : MÉDIUM IDÉOLOGIQUE DU SOFT POWER	292

IV.4. L'OCTROI DE BOURSES DE FORMATIONS	294
IV.4.1. LA FORMATION DES CADRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SÉNÉGALAISE.....	294
IV.5. LA MISSION AGRICOLE : LES PIONNIERS DE LA COOPERATION SINO- SENEGALAISE	294
IV.6. LA MISSION MEDICALE CHINOISE AU SENEGAL.....	296
CHAPITRE V : LES ENTREPRISES CHINOISES AU SÉNÉGAL : L'OPINION DES ACTEURS DES SECTEURS DE LA CONSTRUCTION, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DU COMMERCE.	299
V.1. LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION : HENAN CHINE (B.T.P)	299
V.2. LES INTÉRÊTS CHINOIS DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	302
V.3. OPINION DES ACTEURS SUR LES ENTREPRISES CHINOISES	305
CHAPITRE VI : LES AFRICAINS DE CHINE : P'EMERGENCE DE NOUVEAUX « COMPTOIRS AFRICAINS » DANS LES VILLES DE YIWU, HONG KONG ET GUANGZHOU	309
VI.1. LES COMPTOIRS AFRICAINS DE CHINE YIWU, GUANGZHOU, HONG-KONG.....	310
VI.2. DUBAÏ : LA VILLE AMBASSADRICE DU MADE IN CHINA	312
VI.3. HONG-KONG : LA PIONNIÈRE.....	314
VI.4. GUANGZHOU :LA « VILLE AFRICAINE ».....	318
A. La population africaine à Guangzhou.....	321
B. La population sénégalaise de Guangzhou	324
B.1. « Traders ».....	324
B.2. « Intermediaires » ou « Middlemen ».....	330
B.3. "Etudiants-businessmen" Businessmen-Etudiants"	333
B.4. Visiteurs temporaires et Nouveaux arrivants	334
VI.5. YIWU : <i>le Supermarché du monde</i>	350
CHAPITRE VII: PROSPECTIVE DE LA CHINE EN AFRIQUE.....	371
VII.1. LE CONSENSUS DE WASHINGTON : BILAN D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE	372
VII.2. LE CONSENSUS DE PÉKIN	376

VII.3. CONSENSUS DE WASHINGTON VERSUS CONSENSUS DE PÉKIN	378
VII.4. LA CHINE EST-ELLE UN MODÈLE POUR LE CONTINENT ?	379
CONCLUSION GÉNÉRALE	383
ANNEXES.....	392
BIBLIOGRAPHIE	430
TABLE DES MATIÈRES	438

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
ÉTUDE SUR L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ
(ET.HO.S)
FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
(FLSH)

THÈSE DE DOCTORAT

Spécialité : Sociologie des Relations Internationales, Sociologie Economique

Nom et prénoms du Candidat : IBRAHIMA NIANG

Titre de la thèse : *LES RELATIONS ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA CHINE : CONTEXTE, ENJEUX ET PROSPECTIVE*

Date et lieu de soutenance : 19 décembre 2016 à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

Jury

Président : Moustapha TAMBA, Professeur titulaire, Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH)

Membres

Mamadou Fall, Maitre de conférences, Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH) ;
Roch Yao Gnabeli, Professeur titulaire, Université Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire) ;
Sylvain Landry Faye, Maitre de Conférences, Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH) ;
Malick Ndiaye, Docteur d'État de Sociologie, Maitre de Conférences, Directeur de thèse FLSH/UCAD.

RÉSUMÉ Ce travail qui porte sur les relations sino-africaines, à partir du cadre sénégalais, cherche à analyser la trajectoire d'un « petit pays » de l'Afrique de l'Ouest dans un ensemble global, où les territoires du Sud sont concernés dans cette nouvelle géopolitique, qui se manifeste par une reconfiguration de la carte économique du monde. Ce basculement, qui s'opère à partir des pays du Sud, remet en cause un ensemble de certitudes qui ont servi de fondements aux paradigmes dominants et postule à une réappropriation des constructions théoriques pour mieux repenser l'économie politique internationale vers une économie politique tricontinentale.

L'objectif principal de cette étude est d'analyser, au-delà des enjeux géopolitiques, économiques et sociologiques de la présence chinoise au Sénégal, les logiques et stratégies des acteurs de la Chinafrique, en mettant en lumière des pans entiers de ces relations jusque-là laissés en friche dans cette littérature abondante sur la Chine en Afrique. Ce présent travail cherche à mesurer les changements observés sur le terrain à la fois dans une perspective macro, méso et micro afin de ressortir la dynamique et les logiques des acteurs en se fondant sur leurs trajectoires individuelles.

Entre Dakar, Guangzhou et Yiwu, ce travail livre le vécu des communautés chinoise et sénégalaise en partant de leur situation de départ jusqu'à leur destination afin de mesurer les interactions entre les différentes communautés, et la manière dont ces communautés se perçoivent, et les rapports qu'elles entretiennent pour mesurer le degré de coalescence des rapports sociaux (interaction, concurrence, complémentarité ou absence de relations). De plus, nous avons associé à notre démarche théorique les analyses individualistes et stratégiques pour saisir les logiques et stratégies des acteurs de cette mondialisation par le bas.

Mots clés : Afrique, Chine, Sénégal, géopolitique, mondialisation, relations internationales, économique, diplomatique, géostratégie, sino-africain, forum, acteurs
